

# TABLE DES MATIERES

<b>1</b>	<b>Etat, peuple, autorités</b>
<b>10</b>	<b><i>Constitution et autres actes fondamentaux</i></b>
101	Constitution de la République et Canton du Jura du 20 mars 1977
103.2	Loi "Un seul Jura" du 26 avril 2006
104.1	Arrêté du Parlement du 13 septembre 2000 relatif au projet "Pays ouvert"
105.1	Arrêté du Parlement du 21 juin 1990 proclamant la Nouvelle Rauracienne hymne officiel de la République et Canton du Jura
<b>11</b>	<b><i>Traités, concordats et conventions</i></b>
111	<i>Adhésion de la République et Canton du Jura à des traités, concordats et conventions</i>
111.1	Loi du 20 décembre 1979 sur l'approbation des traités, concordats et autres conventions
111.190	Arrêté du Parlement du 22 septembre 2010 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention relative à la participation des parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (CoParl)
111.191	Arrêté du Gouvernement du 23 octobre 2007 portant ratification de la convention entre la Confédération et les cantons relative à la mise en œuvre, à l'application et au développement de l'acquis de Schengen et de Dublin
<b>13</b>	<b><i>Population et territoire</i></b>
131	<i>Recensement et statistique annuelle de la population</i>
131.11	Arrêté du Gouvernement du 20 août 2002 concernant les résultats du recensement de la population de l'année 2000
131.14	Arrêté du Gouvernement du 16 décembre 1980 concernant la statistique annuelle de la population
132	<i>Territoire cantonal</i>
132.112	Loi du 26 avril 1995 régissant l'accueil de la commune de Vellerat

- 132.159.1 Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la Convention du 3 mars 1953 entre les cantons de Berne et de Soleure concernant la rectification de leur frontière commune
- 132.21 Loi du 11 septembre 1996 concernant la circonscription de la République et Canton du Jura en trois districts
- 132.23 Arrêté du 6 décembre 1978 portant fixation des armoiries de district

## **14** ***Droit de cité, établissement, séjour***

### *141* *Droit de cité*

- 141.1 Loi du 9 novembre 1978 sur le droit de cité
- 141.11 Décret du 6 décembre 1978 concernant l'admission au droit de cité communal et cantonal et la libération des liens de ce droit de cité

### *142* *Etablissement et séjour*

- 142.11 Loi du 18 février 2009 concernant le contrôle des habitants
- 142.111. Ordonnance du 19 janvier 2010 concernant le contrôle des habitants
- 142.41 Loi d'application des mesures de contrainte en matière de droit des étrangers du 20 mai 1998
- 142.411 Ordonnance du 24 août 1999 concernant la détention des étrangers

### *143* *Papiers d'identité, légalisation des signatures*

- 143.12 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les actes d'origine et le registre de ces actes
- 143.21 Ordonnance du 4 mai 2010 relative à l'établissement des documents d'identité
- 143.31 Ordonnance du 6 mai 1980 sur la légalisation des signatures

### *144* *Insertion des étrangers*

- 144.1 Ordonnance du 12 avril 2011 concernant l'intégration des étrangers et la lutte contre le racisme

## **15** ***Droits fondamentaux***

- 151.1 Loi du 17 mai 2000 portant introduction à la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes
- 151.11 Ordonnance du 5 septembre 2023 sur la vérification de l'analyse de l'égalité des salaires
- 151.21 Règlement du 16 janvier 2001 concernant la commission de l'égalité entre femmes et hommes

**16                    Droits politiques**

- 161.1                    Loi du 26 octobre 1978 sur les droits politiques  
 161.11                   Ordonnance d'exécution de la loi sur les droits politiques du 9 février 1999
- 161.15                   Ordonnance du 11 février 1986 concernant le registre des électeurs  
 161.19                   Ordonnance du 4 septembre 1984 concernant les élections communales

**17                    Autorités****170                   Dispositions générales**

- 170.31                   Loi d'incompatibilité du 29 avril 1982  
 170.41                   Arrêté du Parlement du 5 septembre 2012 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel (CPDT-JUNE)
- 170.412                   Arrêté du Gouvernement de la République et Canton du Jura et du Conseil d'Etat de la République et Canton de Neuchâtel des 25 février et 5 mars 2014 fixant le tarif des émoluments perçus par le préposé à la protection des données et de la transparence (Tarif des émoluments CPDT-JUNE)
- 170.413                   Arrêté du Gouvernement du 7 novembre 2023 autorisant l'Office des véhicules à récolter de manière automatisée certaines données du Service de la population
- 170.42                   Loi du 26 octobre 2011 concernant le guichet virtuel sécurisé  
 170.421                   Ordonnance du 24 avril 2012 concernant le guichet virtuel sécurisé  
 170.51                   Loi du 9 novembre 1978 sur les publications officielles  
 170.511                   Ordonnance du 9 novembre 1978 concernant la publication du Recueil systématique et du Recueil officiel  
 170.513                   Ordonnance du 9 novembre 1978 concernant la publication du Journal officiel  
 170.514                   Ordonnance du 9 novembre 1978 concernant la publication de la Feuille d'Avis
- 170.61                   Loi du 17 novembre 2010 concernant l'usage de la langue française  
 170.71                   Loi du 28 avril 1988 visant à protéger et à soutenir la famille  
 170.801.1                   Règlement du Tribunal cantonal du 31 mars 2004 sur la diffusion de l'information par les autorités judiciaires
- 170.812                   Arrêté du Gouvernement du 6 février 2001 concernant la création d'une commission parlementaire de la communication et de la coordination du site Internet
- 170.91                   Arrêté du Gouvernement du 2 octobre 2007 portant approbation de la convention-cadre de droit public concernant la collaboration en matière de cyberadministration en Suisse (2007-2011)

171	<i>Parlement</i>
171.21	Loi d'organisation du Parlement de la République et Canton du Jura (LOP) du 30 septembre 2020
171.211	Règlement du Parlement de la République et Canton du Jura (RP) du 30 septembre 2020
171.216	Arrêté du Parlement du 30 septembre 2020 fixant les indemnités parlementaires
171.219	Arrêté du Parlement du 23 novembre 2022 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention sur la Conférence interparlementaire de la Suisse du nord-Ouest
172	<i>Gouvernement, administration et conseils consultatifs</i>
172.11	Loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 26 octobre 1978
172.111	Décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 27 avril 2016
172.111.0	Règlement protocolaire du 16 août 2022
172.111.1	Arrêté du Gouvernement du 16 mars 2021 déterminant les départements et l'attribution des unités administratives pour la législature 2021-2025
172.111.151	Ordonnance du 17 septembre 1985 concernant le Bureau de la condition féminine
172.111.216	Ordonnance du 29 août 2006 concernant le règlement des sinistres relatifs à la responsabilité civile de l'Etat
172.111.217	Ordonnance du 8 novembre 2016 désignant le service cantonal de coordination en matière de disparitions forcées
172.21	Loi du 17 décembre 2014 relative au calcul des prestations de l'Etat sujettes à compensation
172.356	Ordonnance du 11 novembre 1980 concernant la durée des mandats et les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales
172.411	Loi du 1 <sup>er</sup> juillet 1981 sur le Conseil facultatif des Jurassiens domiciliés à l'extérieur de la République et Canton du Jura
172.441	Loi du 1 <sup>er</sup> juillet 1982 instituant le Conseil scolaire
172.481	Loi du 11 mars 1982 instituant le Conseil de la santé publique
172.51	Règlement de l'Assemblée interjurassienne du 23 août 1994
172.61	Loi du 27 avril 2017 concernant la participation de la République et Canton du Jura à une société anonyme active dans le domaine de l'informatique
172.91	Arrêté du Gouvernement du 19 octobre 1993 portant ratification de la convention sur la Conférence des gouvernements cantonaux



# TABLE DES MATIERES

<b>1</b>	<b>Etat, peuple, autorités</b>
173	<i>Membres des autorités, fonctionnaires et employés</i>
173.11	Loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat
173.111	Ordonnance du 29 novembre 2011 sur le personnel de l'Etat
173.113.2	Ordonnance du 19 février 1997 portant délégation de compétence du Gouvernement au Département de l'Economie et de la Coopération concernant l'engagement d'employés de l'Etat financé totalement par le Fonds de l'assurance-chômage
173.113.3	Ordonnance du 13 décembre 2005 portant délégation de compétence du Gouvernement au Département de l'Education concernant l'engagement d'employés de l'Etat, rattachés à la section d'archéologie et de paléontologie de l'Office cantonal de la culture, dont le financement est assuré par la Confédération dans le cadre du projet A16
173.21	Ordonnance du 26 octobre 2004 concernant l'occupation de logements de fonction
173.411	Décret du 18 décembre 2013 sur les traitements du personnel de l'Etat
173.411.01	Ordonnance du 2 décembre 2014 sur les traitements du personnel de l'Etat
173.411.02	Ordonnance du 4 février 2014 concernant la commission paritaire d'évaluation et de classification des fonctions
173.411.1	Décret du 18 décembre 2013 fixant les traitements des membres du Gouvernement
173.411.11	Ordonnance du 10 septembre 1991 concernant les indemnités horaires et de déplacement dues aux anciens membres du Gouvernement pour l'exécution des mandats qui leur sont confiés
173.411.2	Règlement du Gouvernement du 2 décembre 2014 sur le système d'évaluation des fonctions et des tâches particulières
173.411.21	Arrêté du Gouvernement du 5 avril 2016 fixant la classification des fonctions et des tâches particulières du personnel de l'Etat
173.413.201	Arrêté du Parlement du 15 décembre 2000 portant augmentation des traitements en vue de leur adaptation au coût de la vie
173.413.202	Arrêté du Gouvernement du 28 novembre 2023 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie
173.441	Ordonnance du 21 avril 2020 concernant la rétribution des employés dont l'activité ne figure pas dans la classification des fonctions
173.461	Ordonnance du 21 mai 1991 concernant le remboursement des dépenses des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura
173.461.151	Ordonnance du 2 mars 2010 concernant les heures supplémentaires et les indemnités des huissiers

173.461.551	Ordonnance du 18 décembre 1979 concernant les indemnités pour dépenses spéciales accordées aux membres de la police cantonale et aux geôliers
173.461.722	Ordonnance du 7 mai 2019 concernant les indemnités de repas versées au personnel du Service des infrastructures
173.461.751	Ordonnance du 29 juin 2010 concernant les indemnités pour dépenses spéciales accordées aux gardes de l'Office de l'environnement
173.462	Ordonnance du 1 <sup>er</sup> décembre 2015 relative aux indemnités versées aux employés de l'Etat pour inconvénients de service
173.471	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le versement du traitement au personnel de l'Etat en cas de service militaire
173.51	Loi du 2 octobre 2013 sur la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura
173.52	Loi du 22 novembre 2017 concernant la prévoyance des membres du Gouvernement

**174**                    *Marchés publics*

174.01	Arrêté du Parlement du 9 septembre 1998 portant approbation de l'Accord intercantonal sur les marchés publics et arrêté du Parlement du 22 septembre 2004 portant approbation de la modification de l'Accord intercantonal sur les marchés publics
174.1	Loi du 21 octobre 1998 concernant les marchés publics
174.11	Ordonnance du 4 avril 2006 concernant l'adjudication des marchés publics

**175**                    *Procédure et juridiction administratives*

175.1	Loi de procédure et de juridiction administrative et constitutionnelle du 30 novembre 1978 (Code de procédure administrative)
-------	---

# TABLE DES MATIERES

## 1 Etat, peuple, autorités

### 176 *Emoluments*

- 176.11 Loi du 9 novembre 1978 sur les émoluments
- 176.21 Décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.1 Arrêté du Gouvernement du 18 juin 1991 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.2 Arrêté du Gouvernement du 10 mars 1992 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.3 Arrêté du Gouvernement du 1er juin 1993 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.4 Arrêté du Gouvernement du 14 septembre 1999 concernant l'indexation des émoluments
- 176.210.5 Arrêté du Gouvernement du 25 janvier 2005 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.6 Arrêté du Gouvernement du 18 novembre 2008 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.7 Arrêté du Gouvernement du 17 janvier 2012 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.8 Arrêté du Gouvernement du 15 janvier 2013 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.9 Arrêté du Gouvernement du 17 décembre 2013 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.10 Arrêté du Gouvernement du 16 décembre 2014 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.210.11 Arrêté du Gouvernement du 15 décembre 2015 concernant l'indexation des émoluments de l'administration cantonale
- 176.331 Décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments du registre foncier
- 176.412 Décret du 6 décembre 1978 fixant les émoluments en matière d'établissement et de séjour des citoyens suisses
- 176.421 Décret 23 mai 2012 concernant les émoluments de l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte
- 176.481 Arrêté du Gouvernement du 5 mars 2013 fixant le tarif-cadre des émoluments pour le contrôle des viandes et le contrôle des animaux avant abattage
- 176.511 Décret 24 mars 2010 fixant les émoluments judiciaires

### 178 *Service de renseignements juridiques*

- 178.1 Arrêté du Parlement du 1<sup>er</sup> octobre 1981 concernant la ratification de la convention relative à l'organisation du Service de renseignements juridiques

178.11                    Règlement de l'Ordre des avocats jurassiens concernant le Service de renseignements juridiques

**18                            *Organisation judiciaire, avocats et notaires***

*181                            Organisation judiciaire générale*

181.1                    Loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000  
181.111                Ordonnance du 30 novembre 2010 concernant l'exercice de la fonction de juge et de procureur à temps partiel  
181.112                Règlement du Conseil de surveillance de la magistrature du 14 juin 2007

*182                            Autorités judiciaires*

182.11                Règlement du Tribunal cantonal du 16 octobre 2000  
182.12                Règlement du 21 décembre 2006 sur les attributions des greffiers de cour du Tribunal cantonal  
182.21                Règlement du Tribunal de première instance du 30 novembre 2000  
182.34                Loi du 30 juin 1983 instituant le Conseil de prud'hommes  
182.35                Loi du 30 juin 1983 instituant le Tribunal des baux à loyer et à ferme  
182.351                Ordonnance du 24 juin 2015 concernant les commissions de conciliation en matière de bail et la consignation du loyer  
182.41                Règlement du Ministère public du 3 février 2021  
182.51                Loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 relative à la justice pénale des mineurs  
182.61                Ordonnance du 4 décembre 2012 concernant l'organisation de cours de droit pour avocats et notaires stagiaires

*186                            Indemnités journalières et de déplacement*

186.1                Décret du 7 mai 1981 concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux

*187                            Dévolution judiciaire*

187.1                Décret du 6 décembre 1978 concernant la dévolution judiciaire civile et pénale

*188                            Avocats*

188.11                Loi du 3 septembre 2003 concernant la profession d'avocat  
188.211                Règlement du Tribunal cantonal du 30 janvier 2004 sur le stage et les examens d'avocat  
188.41                Ordonnance du 6 juillet 2004 concernant le fonctionnement de la Chambre des avocats  
188.61                Ordonnance du 19 avril 2005 fixant le tarif des honoraires d'avocat

---

<b>189</b>	<b><i>Notaires</i></b>
189.11	Loi du 9 novembre 1978 sur le notariat
189.111	Décret du 6 décembre 1978 concernant l'exécution de la loi sur le notariat
189.112	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi sur le notariat
189.113	Ordonnance du 29 janvier 1979 sur les notaires
189.211	Ordonnance du 24 mai 2016 sur le stage et les examens de notaire
189.31	Décret du 6 décembre 1978 concernant les occupations accessoires des notaires
189.421	Décret du 6 décembre 1978 sur l'authentification notariale de déclarations sous serment
189.422	Décret du 6 décembre 1978 sur la passation publique des actes de mutation relatifs à de petits immeubles
189.423	Décret du 6 décembre 1978 concernant la passation publique de cautionnements
189.61	Décret du 6 décembre 1978 concernant les émoluments des notaires

<b>19</b>	<b><i>Communes</i></b>
-----------	------------------------

190.11	Loi du 9 novembre 1978 sur les communes
190.111	Décret du 6 décembre 1978 sur les communes
190.31	Décret du 20 octobre 2004 sur la fusion de communes
190.611	Décret du 5 septembre 2018 concernant l'administration financière des communes
190.614.1	Loi du 9 novembre 1978 concernant la classification judiciaire des biens communaux
190.614.2	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant la transcription dans les registres fonciers des conventions sur la classification des biens communaux et des décisions qui fixent la destination de ces biens
192.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'orthographe officielle des noms des communes
192.222	Décret du 6 décembre 1978 sur la protection des minorités
192.244.1	Décret du 6 décembre 1978 sur la police locale



## Constitution de la République et Canton du Jura

du 20 mars 1977<sup>1)</sup>

### *Le peuple jurassien*

conscient de ses responsabilités devant Dieu, devant les hommes et envers les générations futures, voulant rétablir ses droits souverains et créer une communauté unie, se donne<sup>1)</sup>

### *la Constitution*

dont la teneur suit :

## PREAMBULE

Le peuple jurassien s'inspire de la Déclaration des droits de l'homme de 1789, de la Déclaration universelle des Nations unies proclamée en 1948 et de la Convention européenne des droits de l'homme de 1950.

En vertu de ces principes, la République et Canton du Jura, issue de l'acte de libre disposition du 23 juin 1974, déterminée à bâtir une société prospère, garante des droits fondamentaux et respectueuse de l'environnement, favorise la justice sociale, encourage la coopération entre les peuples, joue un rôle actif au sein des communautés dont elle se réclame.<sup>1)</sup>

## I. LA SOUVERAINETE

Etat

**Article premier** <sup>1</sup> La République jurassienne est un Etat démocratique et social fondé sur la fraternité.

<sup>2</sup> Elle forme un canton souverain de la Confédération suisse.

Exercice de la  
souveraineté

**Art. 2** La souveraineté appartient au peuple, qui l'exerce directement ou par ses représentants.

Langue

**Art. 3** Le français est la langue nationale et officielle de la République et Canton du Jura.

## Coopération

**Art. 4** <sup>1</sup> La République et Canton du Jura collabore avec les autres cantons de la Confédération suisse.

<sup>2</sup> Elle s'efforce d'assurer une coopération étroite avec ses voisins.

<sup>3</sup> Elle est ouverte au monde et coopère avec les peuples soucieux de solidarité.

## Armoiries

**Art. 5** Les armoiries de la République et Canton du Jura sont les suivantes :



"Parti d'argent à la crosse épiscopale de gueules et de gueules à trois fasces d'argent."

## II. LES DROITS FONDAMENTAUX

## Egalité devant la loi

**Art. 6** <sup>1</sup> Hommes et femmes sont égaux en droit.

<sup>2</sup> Nul ne doit subir préjudice ni tirer avantage du fait de sa naissance, de son origine, de sa race, de ses convictions, de ses opinions ou de sa situation sociale.

## Dignité humaine

**Art. 7** <sup>1</sup> La dignité humaine est intangible.

<sup>2</sup> Tout être humain a droit au libre développement de sa personnalité et à l'égalité des chances.

## Libertés

**Art. 8** La liberté individuelle est garantie.

Le sont notamment :

- a) le droit à la vie et à l'intégrité physique et morale;
- b) le droit au respect de la vie privée et du domicile;
- c) le droit de contracter mariage et celui d'avoir une vie de famille;
- d) le droit d'élever et d'éduquer ses enfants;
- e) la liberté de pensée, de conscience et de religion;
- f) la liberté d'avoir, d'exprimer et de diffuser des opinions, en particulier la liberté de presse;
- g) la liberté d'association, de réunion et de manifestation publique;
- h) la liberté d'étude et d'enseignement;
- i) la liberté de l'art et de la recherche;
- j) la liberté de choisir et d'exercer une profession;



- k) la liberté de commerce et d'industrie;
- l) la liberté d'établissement;
- m) la liberté d'accéder aux charges publiques.

Protection  
juridique en  
général

**Art. 9** <sup>1</sup> Nul ne peut être soustrait à son juge naturel.

<sup>2</sup> Toute partie doit être entendue avant qu'il soit statué sur sa cause.

<sup>3</sup> Chacun a le droit de consulter le dossier de sa cause, sauf dans les cas prévus par la loi.

<sup>4</sup> Les parties dépourvues des ressources nécessaires ont droit à l'assistance judiciaire gratuite selon la loi.

**Art. 10** [9\)](#)

Censure

**Art. 11** La censure est interdite.

Propriété

**Art. 12** <sup>1</sup> La propriété, reconnue dans sa fonction privée et dans sa fonction sociale, est garantie dans les limites de la loi.

<sup>2</sup> L'expropriation donne droit à une juste indemnité, si possible préalable.

<sup>3</sup> Dans un intérêt public prépondérant, l'Etat prend des mesures pour empêcher l'exercice abusif de la propriété, notamment quant au sol, aux habitations et aux moyens de production importants.

<sup>4</sup> L'Etat favorise l'accession des agriculteurs à la propriété foncière rurale.

<sup>5</sup> La loi peut conférer un droit de préemption à l'Etat et aux communes lorsqu'un intérêt public prépondérant l'exige.

Limites des  
droits  
fondamentaux

**Art. 13** Les droits fondamentaux ne peuvent être limités que par la loi et dans la seule mesure d'un intérêt public prépondérant.

Effets des droits  
fondamentaux

**Art. 14** <sup>1</sup> Tout pouvoir public est limité par les droits fondamentaux.

<sup>2</sup> Chacun exerce ses droits fondamentaux en respectant ceux d'autrui.

Devoirs **Art. 15** Chacun est tenu d'accomplir ses devoirs légaux envers l'Etat et les communes.

Droit de cité **Art. 16** <sup>1</sup> La loi règle les conditions et la procédure d'acquisition du droit de cité cantonal et communal.

<sup>2</sup> Le droit de cité communal fonde la citoyenneté cantonale.

### III. LES TACHES DE L'ETAT

#### 1. La famille

La famille **Art. 17** <sup>1</sup> L'Etat protège et soutient la famille, cellule naturelle et fondamentale de la société.

<sup>2</sup> Il en renforce le rôle dans la communauté.

#### 2. La sécurité sociale

Principe **Art. 18** <sup>1</sup> L'Etat et les communes favorisent le bien-être général et la sécurité sociale.

<sup>2</sup> Ils protègent en particulier les personnes qui ont besoin d'aide en raison de leur âge, de leur santé et de leur situation économique ou sociale.

<sup>3</sup> Ils encouragent l'insertion des migrants dans le milieu social jurassien.

Droit au travail **Art. 19** <sup>1</sup> Le droit au travail est reconnu.

<sup>2</sup> Avec le concours des communes, l'Etat s'efforce de promouvoir le plein emploi.

<sup>3</sup> Chaque travailleur a droit au salaire qui lui assure un niveau de vie décent.

<sup>4</sup> L'Etat encourage le reclassement professionnel.

<sup>5</sup> Il favorise l'intégration économique et sociale des handicapés.

Protection des  
travailleurs

**Art. 20** Pour assurer la protection des travailleurs, l'Etat :

- a) organise l'assurance chômage obligatoire;
- b) institue la médecine du travail;
- c) légifère sur les conditions de travail;
- d) favorise la participation des travailleurs au sein des entreprises;
- e) protège les travailleurs et leurs représentants dans l'exercice de leurs droits;
- f) veille à l'application du principe "à travail égal, salaire égal";
- g) reconnaît le droit de grève; la loi détermine les services publics où il peut être réglementé.

Paix sociale

**Art. 21** L'Etat instaure un organe cantonal de conciliation et d'arbitrage chargé d'intervenir dans les conflits sociaux.

Droit au  
logement

**Art. 22** <sup>1</sup> Le droit au logement est reconnu.

<sup>2</sup> L'Etat et les communes veillent à ce que toute personne obtienne, à des conditions raisonnables, un logement approprié.

<sup>3</sup> Ils prennent des mesures aux fins de protéger les locataires contre les abus.

Assurances et  
prestations  
sociales

**Art. 23** <sup>1</sup> L'Etat et les communes peuvent compléter les assurances et prestations sociales de la Confédération et en créer d'autres.

<sup>2</sup> L'Etat généralise les allocations familiales.

<sup>3</sup> Pour le financement des assurances et prestations sociales, la loi s'inspire du principe de la solidarité.

### 3. L'aide sociale

L'aide sociale

**Art. 24** L'aide sociale incombe à l'Etat et aux communes.

### 4. La santé publique

Protection  
générale

**Art. 25** <sup>1</sup> L'Etat et les communes veillent à l'hygiène et à la santé publiques.

<sup>2</sup> Ils favorisent la médecine préventive et encouragent les activités visant à donner des soins aux malades et aux handicapés.

<sup>3</sup> L'Etat règle et contrôle l'exercice des professions médicales et paramédicales.

Organisation du système hospitalier

**Art. 26**<sup>4)</sup> <sup>1</sup> L'Etat organise et coordonne l'ensemble du système hospitalier et des services médicaux annexes.

<sup>2</sup> Il pourvoit à leur entretien.<sup>6)</sup>

<sup>3</sup> Il en confie la gestion à un établissement de droit public.

Soins à domicile

**Art. 27** L'Etat favorise les soins à domicile.

Police sanitaire

**Art. 28** L'Etat organise la police sanitaire.

Assurances

**Art. 29** <sup>1</sup> Sont obligatoires les assurances en cas de maladie, d'accident et de maternité.

<sup>2</sup> L'Etat favorise la prise en charge du coût des soins dentaires par l'assurance maladie.

Sport

**Art. 30** L'Etat encourage la pratique générale du sport.

Conseil de la santé publique

**Art. 31** <sup>1</sup> L'Etat institue le Conseil de la santé publique.

<sup>2</sup> La loi en règle la composition, le fonctionnement et les compétences.

## 5. L'école

Mission

**Art. 32** <sup>1</sup> L'école a mission d'assurer aux enfants leur plein épanouissement.

<sup>2</sup> Elle assume, solidairement avec la famille, leur éducation et leur instruction.

<sup>3</sup> Elle forme des êtres libres, conscients de leurs responsabilités et capables de prendre en charge leur propre destinée.

Obligation

**Art. 33** L'école est obligatoire.

Ecoles publiques **Art. 34** <sup>1</sup> L'Etat organise et contrôle l'école publique.

<sup>2</sup> L'accès à l'école maternelle est garanti.

<sup>3</sup> L'enseignement est gratuit.

<sup>4</sup> L'école publique respecte la liberté de pensée, de conscience et de religion.

Répartition des tâches

**Art. 35** <sup>1</sup> L'école maternelle et l'école obligatoire incombent à l'Etat et aux communes.

<sup>2</sup> Les lycées, les écoles professionnelles, les écoles de métiers et les écoles de commerce sont du ressort de l'Etat.

<sup>3</sup> Dans certains cas, la formation professionnelle peut être confiée à des institutions privées.

<sup>4</sup> L'Etat assume la formation initiale et permanente du corps enseignant.

Formation des handicapés

**Art. 36** L'Etat entretient ou encourage les établissements spécialisés dans lesquels les handicapés reçoivent une formation adaptée à leur état.

Formation hors du Canton

**Art. 37** L'Etat crée, au besoin par des conventions, la possibilité d'acquérir certaines formations qui ne sont pas dispensées dans le Canton.

Ecoles privées

**Art. 38** <sup>1</sup> Le droit d'ouvrir des écoles privées est garanti dans les limites de la loi.

<sup>2</sup> L'Etat soutient les écoles privées aux conditions fixées par la loi.

Surveillance

**Art. 39** Toutes les écoles sont placées sous la surveillance de l'Etat.

Droit à la formation

**Art. 40** <sup>1</sup> Le droit à la formation est reconnu.

<sup>2</sup> L'Etat et les communes facilitent la fréquentation des écoles et des universités, ainsi que la formation professionnelle en général.

Conseil scolaire **Art. 41** <sup>1</sup> L'Etat institue le Conseil scolaire.

<sup>2</sup> La loi en règle la composition, le fonctionnement et les compétences.

## 6. La culture et l'éducation des adultes

Activités  
culturelles

**Art. 42** <sup>1</sup> L'Etat et les communes soutiennent les activités culturelles dans le domaine de la création, de la recherche, de l'animation et de la diffusion.

<sup>2</sup> Ils veillent et contribuent à la conservation, à l'enrichissement et à la mise en valeur du patrimoine jurassien, notamment du patois.

<sup>3</sup> Ils favorisent l'illustration de la langue française.

Education des  
adultes

**Art. 43** L'Etat et les communes encouragent l'éducation des adultes.

## 7. Le Bureau de la condition féminine

Le Bureau de  
la condition  
féminine

**Art. 44** L'Etat institue le Bureau de la condition féminine dont les tâches sont notamment :

- a) améliorer la condition féminine;
- b) favoriser l'accès de la femme à tous les degrés de responsabilité;
- c) éliminer les discriminations dont elle peut faire l'objet.

## 7bis. Le développement durable<sup>11)</sup>

Développement  
durable

**Art. 44a**<sup>11)</sup> <sup>1</sup> L'Etat et les communes veillent à l'équilibre entre la préservation de l'environnement naturel et les exigences de la vie économique et sociale.

<sup>2</sup> Dans l'accomplissement de leurs tâches, ils respectent les principes du développement durable et prennent en compte les intérêts des générations futures.

## 8. L'environnement et le territoire

Protection de  
l'environnement

**Art. 45** <sup>1</sup> L'Etat et les communes protègent l'homme et son milieu naturel contre les nuisances; ils combattent en particulier la pollution de l'air, du sol, de l'eau, ainsi que le bruit.

<sup>2</sup> Ils sauvegardent la beauté et l'originalité des paysages, de même que le patrimoine naturel et architectural.

<sup>3</sup> L'Etat protège la faune et la flore, notamment la forêt.

<sup>4</sup> Il règle la pratique de la chasse et de la pêche.

Aménagement  
du territoire

**Art. 46** <sup>1</sup> L'Etat et les communes assurent une utilisation judicieuse du sol et une occupation rationnelle du territoire.

<sup>2</sup> Ils sauvegardent dans la mesure du possible l'aire forestière et l'aire agricole, où la sylviculture et l'agriculture demeurent prioritaires.

<sup>3</sup> Ils réservent les espaces nécessaires au développement de l'économie et des voies de communication.

<sup>4</sup> Ils s'efforcent de ménager à l'usage commun les lieux particulièrement favorables à la santé et aux loisirs.

<sup>5</sup> Ils considèrent l'avis des populations en cause.

## 9. L'économie

Développement  
de l'économie

**Art. 47** <sup>1</sup> L'Etat encourage le développement économique du Canton; il tient compte des besoins des régions et veille à la diversification des activités.

<sup>2</sup> Il peut, à cet effet, créer des services et soutenir des institutions, notamment un Conseil économique et social consultatif et un Office de développement économique.

Constructions et  
routes

**Art. 48** L'Etat légifère en matière de constructions et de routes.

Transports  
publics

**Art. 49** L'Etat favorise les transports publics.

Ressources  
naturelles

**Art. 50** L'Etat contrôle l'exploitation des ressources naturelles.

Politique agricole

**Art. 51** L'Etat définit une politique agricole.

## 10. La protection des consommateurs

La protection des  
consommateurs

**Art. 52** L'Etat considère les intérêts des consommateurs.

## 11. L'aide humanitaire

L'aide  
humanitaire

**Art. 53** L'Etat encourage l'aide humanitaire et coopère au développement des peuples défavorisés.

## 12. L'ordre public

L'ordre public

**Art. 54** L'Etat et les communes assurent l'ordre public, la sécurité et la tranquillité.

# IV. L'ORGANISATION DE L'ETAT

## 1. Principes généraux

Séparation des  
pouvoirs

**Art. 55** Les pouvoirs législatif, exécutif et judiciaire sont séparés.

Fondement des  
actes publics

**Art. 56** <sup>1</sup> Tout acte de l'autorité doit être fondé sur les principes du droit et de la bonne foi.

<sup>2</sup> Il doit être approprié à son but.

Responsabilité

**Art. 57** L'Etat et les communes répondent du dommage qu'autorités et fonctionnaires causent, sans droit, dans l'exercice de leurs fonctions.



Rétroactivité des lois	<b>Art. 58</b> Les lois ne peuvent avoir d'effet rétroactif si elles imposent des charges ou obligations nouvelles aux particuliers ou aux communes.
Délégation de compétences	<p><b>Art. 59</b> <sup>1</sup> Le peuple, le Parlement et le Gouvernement peuvent déléguer leurs compétences aux termes de la loi.</p> <p><sup>2</sup> S'agissant du peuple et du Parlement, la loi limite l'objet de chaque délégation et en précise le but et la portée.</p>
Droit de nécessité	<b>Art. 60</b> La loi prévoit que des compétences dérogeant à la Constitution peuvent, en cas de guerre ou de catastrophe, être conférées temporairement au Parlement ou au Gouvernement.
Renseignements juridiques et médiation	<p><b>Art. 61</b> <sup>1</sup> L'Etat organise un service de renseignements juridiques en principe gratuit.</p> <p><sup>2</sup> Il peut instituer un organe indépendant de médiation en matière administrative.</p>
Fonctions incompatibles	<p><b>Art. 62</b> <sup>1</sup> Nul ne peut exercer simultanément deux des fonctions suivantes : député au Parlement, membre du Gouvernement, juge permanent, procureur.</p> <p><sup>2</sup> Les membres du Gouvernement ne peuvent appartenir à une autorité de district ou de commune.</p> <p><sup>3</sup> Les juges permanents ne peuvent faire partie d'une autorité communale ou d'une autre autorité de district.</p> <p><sup>4</sup> Le mandat de parlementaire fédéral est incompatible avec les fonctions suivantes : député au parlement cantonal, juge permanent, procureur et membre du Gouvernement.<sup>3)</sup></p> <p><sup>5</sup> ...<sup>3)</sup></p> <p><sup>6</sup> La loi règle les cas d'incompatibilité s'agissant des juges non permanents et des fonctionnaires.</p>
Incompatibilité entre parents	<b>Art. 63</b> La loi règle les incompatibilités de fonctions entre parents et alliés.

Double activité	<b>Art. 64</b> La charge de membre du Gouvernement ou de juge permanent est incompatible avec toute autre activité rétribuée.
Durée des fonctions	<p><b>Art. 65</b> <sup>1</sup> Les députés, les membres du Gouvernement, les juges, les procureurs et les membres des autorités de district et de commune sont élus pour cinq ans.<sup><a href="#">8)</a></sup></p> <p><sup>2</sup> Les présidents et vice-présidents du Parlement, du Gouvernement et du Tribunal cantonal sont élus pour un an.</p> <p><sup>3</sup> Toute personne élue en cours de période exerce son mandat jusqu'à la fin de celle-ci.</p>
Réélection	<p><b>Art. 66</b> <sup>1</sup> Les députés au Conseil des Etats et les députés au Parlement ne sont rééligibles que deux fois consécutivement.</p> <p><sup>2</sup> Les membres du Gouvernement ne sont rééligibles que deux fois.<sup><a href="#">8)</a></sup></p> <p><sup>3</sup> Les présidents et vice-présidents du Parlement, du Gouvernement et du Tribunal cantonal ne sont pas immédiatement rééligibles en la même qualité.</p> <p><sup>4</sup> Les membres des autres autorités de l'Etat et des districts sont librement rééligibles.</p>
Destitution	<p><b>Art. 66a</b><sup><a href="#">14)</a></sup> <sup>1</sup> La loi peut prévoir la destitution des membres du Gouvernement, des autorités judiciaires et des conseils communaux en cas de faute grave ou d'incapacité durable à exercer la fonction. Elle en règle la procédure et les conditions.</p> <p><sup>2</sup> La loi peut prévoir la dissolution du Gouvernement en cas de démission d'une majorité des membres de celui-ci à la suite d'une procédure de destitution visant l'un d'eux. Elle en règle la procédure et les conditions.</p>
Publicité des débats	<b>Art. 67</b> Les débats du Parlement et des conseils généraux sont publics.
Information publique	<p><b>Art. 68</b> <sup>1</sup> Les autorités cantonales et communales informent le peuple sur leur activité.</p> <p><sup>2</sup> Elles publient les projets importants de manière à permettre la discussion publique.</p>

Siège des  
autorités

**Art. 69** <sup>1</sup> Le Parlement et le Gouvernement ont leur siège à Delémont.

<sup>2</sup> Le Tribunal cantonal et le Tribunal de première instance ont leur siège à Porrentruy.<sup>[5\)](#)</sup>

<sup>3</sup> L'administration cantonale est décentralisée.

## 2. Les droits politiques

Electeurs

**Art. 70** <sup>1</sup> Sont électeurs en matière cantonale tout homme et toute femme possédant la citoyenneté suisse, âgés de dix-huit ans au moins et domiciliés dans le Canton.

<sup>2</sup> ...<sup>[5\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Sont électeurs en matière communale tout homme et toute femme possédant la citoyenneté suisse, âgés de dix-huit ans au moins et domiciliés dans la commune.

<sup>4</sup> La loi règle les cas dans lesquels un électeur est privé de ses droits politiques.

Contenu des  
droits politiques

**Art. 71** Tout électeur a le droit :

- a) de prendre part aux élections et votes populaires;
- b) d'être élu à une fonction publique aux conditions prévues par la Constitution et la loi;
- c) de signer les initiatives et les référendums.

Jurassiens de  
l'extérieur

**Art. 72** La loi règle les droits politiques des Jurassiens établis à l'extérieur du Canton.

Etrangers

**Art. 73** La loi définit et règle le droit de vote et les autres droits politiques des étrangers.

Elections  
populaires

**Art. 74** <sup>1</sup> Les électeurs du Canton élisent :

- a) les députés au Parlement et les suppléants;
- b) les membres du Gouvernement;
- c) les députés au Conseil des Etats.

<sup>2</sup> ...[5\)](#)

<sup>3</sup> Les électeurs de la commune élisent :

- a) les conseillers généraux;
- b) le maire et les conseillers communaux;
- c) les membres des autres organes communaux si la loi ou le règlement communal le prévoit.

<sup>4</sup> Les élections populaires ont lieu au scrutin secret.

<sup>5</sup> Les députés au Conseil des Etats, les députés au Parlement et les membres des conseils généraux sont élus au scrutin proportionnel.

<sup>6</sup> Les membres du Gouvernement et les maires sont élus au scrutin majoritaire.[5\)](#)

Initiative  
populaire  
cantonale :  
conditions

**Art. 75** <sup>1</sup> Deux mille électeurs ou cinq communes peuvent demander, par une initiative populaire conçue en termes généraux ou rédigée de toutes pièces, l'adoption, la modification ou l'abrogation de dispositions constitutionnelles ou de lois.[713\)](#)

<sup>2</sup> Cinq mille électeurs peuvent demander en termes généraux que le Parlement exerce le droit d'initiative de l'Etat en matière fédérale.

<sup>3</sup> L'initiative doit être conforme au droit supérieur, ne concerner qu'un seul domaine et n'être pas impossible, faute de quoi le Parlement l'écarte pour cause de nullité.[7\)](#)

<sup>4</sup> L'initiative peut être retirée aux conditions fixées par la loi.

Initiative  
populaire  
cantonale :  
procédure

**Art. 76** <sup>1</sup> Le Parlement décide si les dispositions qu'il adopte ou modifie à la suite d'une initiative conçue en termes généraux figurent dans la Constitution ou dans la loi.[7\)](#)

<sup>2</sup> Si le Parlement décide de ne pas donner suite à une initiative valable ou n'y satisfait pas dans un délai de deux ans, elle est présentée au vote populaire.

<sup>3</sup> Le Parlement peut opposer un contre-projet à toute initiative.

<sup>4</sup> Si le peuple accepte une initiative conçue en termes généraux, le Parlement doit y satisfaire dans un délai de deux ans.[7\)](#)

<sup>5</sup> Si le peuple accepte à la fois l'initiative et le contre-projet, est adopté le projet qui a obtenu le plus grand nombre de voix.

Référendum  
obligatoire

**Art. 77** Sont soumis au vote populaire :

- a) le principe d'une revision totale de la Constitution et, simultanément, l'additif constitutionnel qui en règle les modalités;
- b) les dispositions constitutionnelles;
- c) les initiatives auxquelles le Parlement ne donne pas suite;
- d) toute dépense non déterminée par une loi, s'il s'agit d'une dépense unique supérieure à cinq centièmes du montant des recettes portées au dernier budget ou d'une dépense périodique supérieure à cinq millièmes du même montant;
- e) les lois et arrêtés qui entraînent des dépenses soumises au référendum obligatoire;
- f) les traités, concordats et autres conventions de droit public qui dérogent à la Constitution, la complètent ou entraînent des dépenses soumises au référendum obligatoire;
- g) <sup>10)</sup> le budget de l'Etat conformément à l'article 123a, alinéas 4 et 6.

Référendum  
facultatif

**Art. 78** Sont soumis au vote populaire si deux mille électeurs ou cinq communes le demandent<sup>13)</sup> :

- a) les lois;
- b) toute dépense non déterminée par une loi, s'il s'agit d'une dépense unique supérieure à cinq millièmes du montant des recettes portées au dernier budget ou d'une dépense périodique supérieure à cinq dix-millièmes du même montant;
- c) les traités, concordats et autres conventions de droit public qui dérogent à la loi, la complètent ou entraînent des dépenses soumises au référendum facultatif;
- d) les transactions immobilières, les cautionnements et la participation à une entreprise économique, si les montants en jeu sont supérieurs à cinq millièmes du montant des recettes portées au dernier budget;
- e) les plans dans les cas prévus par la loi;
- f) les initiatives déposées par l'Etat en matière fédérale.

Référendum sur  
décision du  
Parlement

**Art. 79** Le Parlement peut soumettre au vote populaire toute décision qu'il a prise.

Droit de pétition

**Art. 80** <sup>1</sup> Chacun a le droit d'adresser une pétition aux autorités.

<sup>2</sup> Toute autorité saisie d'une pétition est tenue de la traiter et d'y répondre.

Partis politiques **Art. 81** L'Etat reconnaît le rôle des partis politiques et favorise leur activité.

### 3. Le Parlement

Rôle **Art. 82** <sup>1</sup> Le Parlement est le principal représentant du peuple.

<sup>2</sup> Il détermine la politique du Canton.

<sup>3</sup> Il exerce le pouvoir législatif, sous réserve des droits du peuple.

<sup>4</sup> Il exerce la haute surveillance sur le Gouvernement, l'administration et les autorités judiciaires.

Compétence législative **Art. 83** <sup>1</sup> Le Parlement :

- a) élabore les dispositions constitutionnelles en cas de revision partielle de la Constitution;
- b) édicte les lois, notamment celles qui règlent l'introduction du droit fédéral.

<sup>2</sup> Il édicte les décrets qui mettent en application les dispositions d'exécution importantes du droit fédéral et des lois cantonales.

<sup>3</sup> Les projets de dispositions constitutionnelles, de lois et de décrets font l'objet de deux lectures.

Autres compétences **Art. 84** Sous réserve des droits du peuple, le Parlement :

- a) élit les membres du Tribunal cantonal, le procureur et les membres des autres autorités désignées par la loi;
- b) approuve les traités, concordats et autres conventions de droit public qui ne sont pas du ressort exclusif du Gouvernement;
- c) discute du programme gouvernemental et de sa réalisation;
- d) approuve les plans cantonaux qui concernent l'économie, la construction, l'aménagement du territoire et en détermine le caractère obligatoire;
- e) approuve les plans financiers de l'Etat;
- f) arrête le budget et approuve les comptes;
- g) arrête toute dépense non déterminée par une loi, s'il s'agit d'un montant unique supérieur à cinq dix-millièmes du montant des recettes portées au dernier budget ou d'une dépense périodique supérieure à cinq cent-millièmes de ce montant;

- h) statue sur la conclusion de transactions immobilières, l'octroi de cautionnements et la participation à des entreprises économiques si les montants en jeu sont supérieurs à cinq dix-millièmes du montant des recettes portées au dernier budget;
- i) autorise les emprunts publics;
- j) approuve les rapports de gestion du Gouvernement, des tribunaux et des établissements cantonaux autonomes;
- k) tranche les conflits de compétence dans lesquels la Cour constitutionnelle est partie;
- l) exerce le droit de grâce;
- m) accorde l'amnistie;
- n) se prononce sur la réponse donnée par le Gouvernement aux consultations fédérales touchant des objets importants;
- o) exerce le droit d'initiative de l'Etat en matière fédérale;
- p) exerce le droit de demander, avec d'autres cantons, la convocation extraordinaire de l'Assemblée fédérale et la présentation au vote populaire d'une loi fédérale ou d'un arrêté fédéral;
- q) exerce toute autre compétence qui lui est attribuée par la Constitution ou la loi.

## Composition

**Art. 85** <sup>1</sup> Le Parlement compte soixante députés.

<sup>2</sup> La loi règle l'élection de suppléants.

## Election

**Art. 86** <sup>1</sup> Pour l'élection du Parlement, chaque district forme une circonscription.

<sup>2</sup> Trois sièges sont attribués d'office à chaque circonscription, les autres étant ensuite répartis proportionnellement à la population.

## Convocation

**Art. 87** Le Parlement se réunit, sur convocation du président :

- a) dans les cas prévus par le règlement;
- b) lorsqu'il le décide spécialement;
- c) à la demande du Gouvernement;
- d) quand douze députés le requièrent en indiquant les objets à traiter.

Indépendance  
des  
parlementaires

**Art. 88** <sup>1</sup> Les députés remplissent librement leur mandat.

<sup>2</sup> Ils ne peuvent être poursuivis pour les propos qu'ils tiennent dans l'exercice de leur mandat.

<sup>3</sup> Ils n'en sont responsables que devant le Parlement.

#### 4. Le Gouvernement

##### Rôle

**Art. 89** <sup>1</sup> Le Gouvernement conduit la politique du Canton.

<sup>2</sup> Il exerce le pouvoir exécutif et dirige l'administration.

<sup>3</sup> Il représente l'Etat.

##### Législation

**Art. 90** <sup>1</sup> Le Gouvernement participe à l'élaboration de la législation et peut proposer au Parlement toute disposition constitutionnelle, loi ou décret.

<sup>2</sup> Sous réserve de la compétence du Parlement, il édicte les ordonnances qui mettent à exécution le droit fédéral, les lois et les décrets cantonaux.

##### Droit d'urgence

**Art. 91** <sup>1</sup> En cas d'urgence, le Gouvernement peut édicter des ordonnances et prendre des mesures qui dérogent aux arrêtés, décrets ou lois.

<sup>2</sup> Ces ordonnances et mesures restent en vigueur tant que les dispositions nécessaires n'ont pu être prises conformément à la Constitution, mais un an au plus.

##### Autres compétences

**Art. 92** <sup>1</sup> Le Gouvernement, sous réserve des compétences du peuple et du Parlement :

- a) nomme les fonctionnaires et toute autre personne chargée d'une fonction publique cantonale;
- b) arrête toute dépense non déterminée par une loi;
- c) décide la conclusion de transactions immobilières, l'octroi de cautionnements et la participation à des entreprises économiques.

<sup>2</sup> En outre, le Gouvernement :

- a) conclut les conventions de droit public portant sur des matières d'ordre mineur;
- b) présente au Parlement, en début de législature, un programme de politique générale;
- c) présente au Parlement, en fin de législature, un rapport sur la réalisation de son programme;
- d) planifie, sous réserve des compétences du Parlement, les activités de l'Etat et pourvoit à la réalisation des plans;



- e) prépare et soumet au Parlement le budget et les comptes de l'Etat;
- f) administre les biens et les finances de l'Etat;
- g) assure l'ordre public et dispose à cette fin des forces militaires cantonales;
- h) exécute les lois, décrets et arrêtés, ainsi que les jugements;
- i) coordonne l'activité des autorités et organise l'administration dans les limites de la loi;
- j) assume la surveillance des communes;
- k) surveille les établissements cantonaux autonomes;
- l) statue sur les plaintes et recours dans les cas prévus par la loi;
- m) accorde la citoyenneté cantonale;
- n) répond, sous réserve des compétences du Parlement, aux consultations des autorités fédérales;
- o) consulte et informe régulièrement les parlementaires fédéraux;
- p) exerce toute autre compétence que lui attribue la loi ou qui n'est pas dévolue à une autorité déterminée.

Composition et  
élection

**Art. 93** <sup>1</sup> Le Gouvernement se compose de cinq membres.

<sup>2</sup> Pour l'élection du Gouvernement, le Canton forme une seule circonscription.

Président et vice-  
président

**Art. 94** Le président et le vice-président du Gouvernement sont élus par le Parlement.

Collège

**Art. 95** <sup>1</sup> Le Gouvernement agit en collège.

<sup>2</sup> Les affaires importantes restent toujours de sa compétence.

Départements

**Art. 96** <sup>1</sup> Chaque membre du Gouvernement dirige un département dont la loi fixe les attributions.

<sup>2</sup> La coordination entre les départements doit être assurée.

Relations avec  
le Parlement

**Art. 97** <sup>1</sup> Le Gouvernement peut soumettre des propositions au Parlement.

<sup>2</sup> Il assiste aux séances du Parlement et peut intervenir sur chaque objet.

Conseil  
consultatif des  
Jurassiens de  
l'extérieur

**Art. 98** L'Etat institue le Conseil consultatif des Jurassiens domiciliés à l'extérieur du Canton.

Administration

**Art. 99** <sup>1</sup> Tout fonctionnaire est au service du peuple.

<sup>2</sup> L'administration doit être efficace et économe.

Etablissements  
ou institutions  
autonomes

**Art. 100** La loi peut confier certaines tâches de l'Etat à des établissements ou institutions autonomes.

## 5. Les autorités judiciaires

Indépendance

**Art. 101** Les tribunaux sont indépendants.

Tribunal de  
première  
instance

**Art. 102<sup>5)</sup>** <sup>1</sup> La justice de première instance est rendue sur l'ensemble du territoire cantonal par le Tribunal de première instance.<sup>9)</sup>

<sup>2</sup> Le Tribunal cantonal statue en première instance dans les cas prévus par la loi.

Tribunal cantonal

**Art. 103<sup>9)</sup>** La justice de deuxième instance est rendue par le Tribunal cantonal.

Cour  
constitutionnelle

**Art. 104** <sup>1</sup> La Cour constitutionnelle du Tribunal cantonal contrôle, sur requête et avant mise en vigueur, la constitutionnalité des lois.<sup>9)</sup>

<sup>2</sup> Elle juge dans les limites de la loi :

- a) les litiges relatifs à la validité des décrets, arrêtés, ordonnances et règlements cantonaux et communaux;
- b) les litiges relatifs à l'autonomie des communes, des Eglises reconnues et de leurs paroisses;
- c) les litiges relatifs à l'exercice des droits politiques, à la validité des élections et votes cantonaux et, sur recours, à celle des élections et votes organisés dans les districts et les communes;
- d) les conflits de compétence entre autorités cantonales, à moins que la Cour constitutionnelle elle-même y soit partie;
- e) les autres litiges indiqués par la loi.

Mineurs

**Art. 105** En matière pénale, la protection des mineurs relève d'une juridiction particulière.

Ministère public

**Art. 106<sup>9)</sup>** L'action publique est exercée par le Ministère public.

Renvoi **Art. 107<sup>9)</sup>** La loi règle les modalités d'élection des autorités judiciaires, leur organisation et leurs compétences, ainsi que la procédure dans les limites du droit fédéral.

## V. LES DISTRICTS ET LES COMMUNES

### 1. Les districts

Statut **Art. 108** <sup>1</sup> Les districts sont des circonscriptions administratives du Canton.<sup>5)</sup>

<sup>2</sup> La loi en règle l'organisation.

<sup>3</sup> Elle fixe le mode d'élection des autorités et leurs attributions.

<sup>4</sup> ...<sup>5)</sup>

Nombre et étendue **Art. 109** <sup>1</sup> Le territoire du Canton est divisé en trois districts : Delémont, Les Franches-Montagnes, Porrentruy.

<sup>2</sup> Les districts sont délimités par la loi.

### 2. Les communes

#### a) Dispositions générales

Nature juridique et autonomie **Art. 110** <sup>1</sup> Les communes et les syndicats de communes sont des collectivités de droit public.

<sup>2</sup> Leur existence et leur autonomie sont garanties dans les limites de la Constitution et de la loi.

Surveillance **Art. 111** <sup>1</sup> Les communes sont placées sous la surveillance du Gouvernement.

<sup>2</sup> Le Gouvernement surveille en particulier leur gestion financière et l'exécution des tâches qui leur sont déléguées par la Confédération et le Canton.

<sup>3</sup> S'il constate des irrégularités, le Gouvernement prend les mesures prévues par la loi.

<sup>4</sup> Dans les cas graves, il peut suspendre les organes de la commune et les remplacer par une administration extraordinaire.

<sup>5</sup> Lorsque les organes de la commune ne peuvent être constitués, le Gouvernement institue une administration extraordinaire.

Fusion, division,  
modification de  
limites

**Art. 112** <sup>1</sup> Les communes ne peuvent modifier leurs limites, fusionner, se diviser ou être rattachées à un autre district sans l'accord de leurs électeurs et l'approbation du Parlement.

<sup>2</sup> L'Etat facilite les fusions de communes.

<sup>3</sup> Aux conditions et dans les cas exceptionnels prévus par la loi, le Parlement peut décider la fusion de deux ou plusieurs communes, ou la modification des limites entre communes.

Syndicats de  
communes

**Art. 113** <sup>1</sup> Pour certaines tâches d'intérêt commun, les communes ont le droit de se grouper en syndicats qui peuvent comprendre des communes extérieures au Canton.

<sup>2</sup> L'acte constitutif et le règlement du syndicat doivent être adoptés par les communes en cause et approuvés par le Gouvernement.

<sup>3</sup> Le Gouvernement exerce sur les syndicats de communes la même surveillance que sur les communes.

<sup>4</sup> Dans les cas prévus par la loi, le Gouvernement peut décider la fondation d'un syndicat de communes et en établir l'acte constitutif et le règlement.

## **b) Les communes municipales**

Tâches

**Art. 114** La commune municipale assume les tâches locales qui n'incombent ni à la Confédération ni au Canton.

Organisation

**Art. 115** <sup>1</sup> La commune municipale se donne un règlement d'organisation.

<sup>2</sup> Ce règlement doit être adopté par le corps électoral et approuvé par le Gouvernement.

<sup>3</sup> Le Gouvernement donne son approbation si le règlement est conforme à la Constitution et à la loi.

Organes

**Art. 116** La commune municipale doit avoir les organes suivants :

- a) le corps électoral;
- b) le conseil communal;
- c) les commissions permanentes prescrites par la loi.

Corps électoral

**Art. 117** <sup>1</sup> La souveraineté communale appartient au corps électoral.

<sup>2</sup> Le corps électoral exprime sa volonté en assemblée communale ou par voie de scrutin.

<sup>3</sup> Les compétences du corps électoral, l'organisation et le fonctionnement de l'assemblée communale, les scrutins et le droit d'initiative sont réglés par la loi, qui peut renvoyer au règlement communal.

Conseil général

**Art. 118** <sup>1</sup> L'assemblée communale peut être remplacée par un conseil général.

<sup>2</sup> L'élection, les compétences, l'organisation et le fonctionnement du conseil général, ainsi que le référendum contre ses décisions, sont réglés par la loi qui peut renvoyer au règlement communal.

Conseil communal

**Art. 119** <sup>1</sup> Le conseil communal est l'autorité exécutive et administrative de la commune municipale.

<sup>2</sup> Il est présidé par le maire.

<sup>3</sup> L'élection, les compétences, l'organisation et le fonctionnement du conseil sont réglés par la loi, qui peut renvoyer au règlement communal.

### c) Les autres communes

Les autres  
communes

**Art. 120** Le Canton connaît, outre les communes municipales, des communes mixtes, des communes bourgeoises et des sections de commune, dont la loi règle le statut.

## VI. LES FINANCES

### 1. Les impôts et redevances

Souveraineté  
fiscale

**Art. 121** <sup>1</sup> L'Etat et les communes perçoivent les impôts et autres contributions publiques nécessaires à l'exécution de leurs tâches.

<sup>2</sup> Les contributions publiques sont instituées et, pour l'essentiel, réglées par la loi.

Devoir fiscal

**Art. 122** Les contribuables participent solidairement, selon leur capacité économique, aux charges de l'Etat et des communes.

### 2. La gestion des finances publiques

Dispositions  
générales

**Art. 123** <sup>1</sup> L'Etat et les communes doivent être administrés dans un esprit d'économie.

<sup>2</sup> L'Etat gère ses finances en considérant les besoins de l'ensemble du Canton.

<sup>3</sup> Etat et communes établissent des plans financiers fondés sur une planification des tâches publiques.

<sup>4</sup> Les principes de gestion des finances publiques sont réglés par la loi.

<sup>5</sup> L'Etat organise le contrôle des finances cantonales et communales.

Frein à  
l'endettement

**Art. 123a**<sup>10)</sup> <sup>1</sup> Le budget de l'Etat doit présenter un degré d'autofinancement supérieur ou égal à 80%.

<sup>2</sup> En cas de découvert au bilan ou si la dette brute est supérieure à une fois et demie le montant budgétisé au titre des impôts cantonaux, le degré d'autofinancement doit être de 100% au moins.

<sup>3</sup> Le Parlement peut, à une majorité d'au moins deux tiers des députés, déroger aux alinéas 1 et 2 si des circonstances extraordinaires le justifient. Il ne peut cependant pas y déroger deux années consécutives.

<sup>4</sup> Lorsque la majorité des deux tiers des députés ne peut être atteinte ou lorsque le Parlement a dérogé aux alinéas 1 et 2 l'année précédente, le budget qui ne répond pas aux conditions de ceux-ci est soumis au référendum obligatoire.

<sup>5</sup> Si le peuple accepte le budget, la dérogation au sens de l'alinéa 3 peut s'appliquer au prochain budget.

<sup>6</sup> Si le peuple refuse le budget, le Parlement en adopte un nouveau. Si celui-ci ne répond pas aux conditions des alinéas 1 et 2, il est soumis au référendum obligatoire.

<sup>7</sup> Au surplus, la loi règle les modalités du frein à l'endettement.

Publicité des  
comptes et du  
budget

**Art. 124** Le budget et les comptes de l'Etat, ceux des communes, des syndicats de communes, de leurs établissements et institutions, sont publics.

Financement

**Art. 125** Tout projet de loi, décret ou arrêté entraînant des dépenses est accompagné d'un plan de financement.

### 3. La péréquation financière

La péréquation  
financière

**Art. 126** L'Etat prend des mesures pour atténuer les inégalités entre communes de capacité économique et financière différente.

### 4. Les établissements économiques autonomes

Banque  
cantonale

**Art. 127** <sup>1</sup> L'Etat crée une banque cantonale placée sous sa surveillance.

<sup>2</sup> Il en garantit les engagements.

<sup>3</sup> La banque cantonale soutient la politique économique du Canton.

Autres  
établissements

**Art. 128** L'Etat, les communes et les syndicats de communes peuvent participer à des entreprises économiques ou en créer.

## 5. Les régales

Les régales

**Art. 129** La régale des mines et la régale des sels sont réservées à l'Etat.

## VII. L'EGLISE ET L'ETAT

Eglises  
reconnues

**Art. 130** <sup>1</sup> L'Eglise catholique romaine et l'Eglise réformée évangélique du Canton sont reconnues collectivités de droit public.

<sup>2</sup> Le Parlement peut reconnaître comme telles d'autres Eglises importantes et durables.

<sup>3</sup> Les autres collectivités religieuses sont soumises au droit privé.

Autonomie

**Art. 131** <sup>1</sup> Les Eglises reconnues s'organisent de façon autonome.

<sup>2</sup> Chaque Eglise reconnue se donne une Constitution ecclésiastique, qui doit être adoptée par ses membres et approuvée par le Gouvernement.

<sup>3</sup> Le Gouvernement doit approuver la Constitution ecclésiastique si elle est adoptée selon les principes démocratiques et conforme à la Constitution et à la loi.

Appartenance à  
une Eglise  
reconnue

**Art. 132** <sup>1</sup> Chaque habitant du Canton appartient à l'Eglise de sa confession s'il remplit les conditions qu'elle exige.

<sup>2</sup> Tout membre d'une Eglise reconnue peut en sortir par une déclaration écrite.

Paroisses

**Art. 133** <sup>1</sup> Les Eglises reconnues aménagent le territoire cantonal en paroisses, selon les dispositions de leur Constitution ecclésiastique.

<sup>2</sup> Les paroisses sont des collectivités de droit public.



Finances

**Art. 134** <sup>1</sup> Les Eglises reconnues ou leurs paroisses peuvent percevoir des impôts sous forme de suppléments aux impôts spécifiés par la loi.

<sup>2</sup> L'Etat et les communes collaborent à la perception de l'impôt ecclésiastique par l'entremise de leurs services administratifs.

<sup>3</sup> Les décisions des Eglises reconnues ou de leurs paroisses en matière d'impôts sont susceptibles de recours conformément à la loi.<sup>[9\)](#)</sup>

<sup>4</sup> La loi règle les cas dans lesquels l'Etat verse des subsides aux Eglises.

## VIII. LA REVISION DE LA CONSTITUTION

Principe

**Art. 135** <sup>1</sup> La Constitution peut être révisée en tout ou en partie.

<sup>2</sup> Toute revision doit être soumise au vote populaire.

Revision partielle

**Art. 136** <sup>1</sup> La revision partielle suit la procédure législative ordinaire.

<sup>2</sup> Elle peut porter sur un ou plusieurs articles.

<sup>3</sup> Elle ne doit concerner qu'une seule matière.

Revision totale

**Art. 137** <sup>1</sup> La revision totale de la Constitution est proposée au peuple par voie d'initiative populaire ou par le Parlement.

<sup>2</sup> Un additif constitutionnel en règle les modalités.

<sup>3</sup> Si l'additif constitutionnel est rejeté, le Parlement soumet au peuple un nouveau projet dans le délai d'un an.

**Art. 138**<sup>[2\)](#)</sup>

Processus  
tendant à la  
création d'un  
nouveau canton

**Art. 139**<sup>[12\)](#)</sup> Le Gouvernement est habilité à engager un processus tendant à la création d'un nouveau canton couvrant les territoires du Jura bernois et de la République et Canton du Jura, dans le respect du droit fédéral et des cantons concernés.

## DISPOSITIONS FINALES ET TRANSITOIRES

**Article premier** L'Assemblée constituante décrète l'entrée en vigueur simultanée ou successive des dispositions de la présente Constitution.

**Art. 2** La Constitution jurassienne remplace celle du canton de Berne sur le territoire de la République et Canton du Jura.

**Art. 3** <sup>1</sup> La législation du canton de Berne est reçue en l'état qui est le sien le jour qui précède l'entrée en vigueur de la Constitution, dans la mesure où elle n'y est pas contraire et pour autant qu'elle n'ait pas été modifiée selon une loi élaborée par l'Assemblée constituante et adoptée par le corps électoral.

<sup>2</sup> La législation devient celle de la République et Canton du Jura et le restera tant qu'elle n'aura pas été modifiée dans les formes prévues par la Constitution.

**Art. 4** <sup>1</sup> L'Assemblée constituante tient lieu de parlement jusqu'au jour où le parlement jurassien est constitué.

<sup>2</sup> Elle en exerce les pouvoirs, à l'exception de ceux prévus à l'article 84, lettre a, de la Constitution.

**Art. 5** <sup>1</sup> Le Bureau de l'Assemblée constituante tient lieu de gouvernement jusqu'au jour où le gouvernement jurassien est constitué.

<sup>2</sup> Il en exerce les pouvoirs, à l'exception de ceux prévus à l'article 92, lettre a, de la Constitution.

<sup>3</sup> L'Assemblée constituante définit les tâches du Bureau.

**Art. 6** <sup>1</sup> ... [8\)](#)

<sup>2</sup> Le Parlement se constitue le troisième lundi après son élection et le Gouvernement, le lendemain.

<sup>3</sup> Les contestations sur l'exercice des droits politiques, l'organisation des élections et la constatation des résultats sont jugées par une commission de l'Assemblée constituante créée à cet effet.

**Art. 7** Les députés au Conseil des Etats sont élus pour une période qui prend fin en même temps que la législature du Conseil national.

**Art. 8** En dérogation à l'article 62, alinéa 5, de la Constitution, aucun membre du Gouvernement ne peut siéger à l'Assemblée fédérale dans les huit ans qui suivent l'élection du premier Gouvernement.

**Art. 9** <sup>1</sup> La loi facilite l'octroi de la citoyenneté jurassienne aux Confédérés établis le 23 juin 1974 sur le territoire du nouveau canton.

<sup>2</sup> Ces dispositions légales resteront en vigueur cinq ans au plus.

**Art. 10** <sup>1</sup> Toutes les affaires pendantes devant les autorités administratives et judiciaires du canton de Berne passent aux autorités compétentes de la République et Canton du Jura lorsque celles-ci sont constituées.

<sup>2</sup> Le Bureau de l'Assemblée constituante, puis le Gouvernement, peuvent passer des accords avec le canton de Berne pour que certaines affaires pendantes s'achèvent devant les autorités bernoises, le consentement des personnes en cause étant réservé.

**Art. 11** <sup>5)</sup> <sup>1</sup> Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente modification.

<sup>2</sup> La loi peut prévoir une période transitoire pour la mise en place de la nouvelle organisation judiciaire.

<sup>3</sup> Pour la période allant de l'entrée en vigueur de la présente modification à 2002, le Parlement élit les juges du Tribunal de première instance et les juges d'instruction.

<sup>4</sup> Jusqu'à l'entrée en vigueur de la modification de la loi d'organisation judiciaire, le Gouvernement peut arrêter les dispositions nécessaires par voie d'ordonnance.

**Art. 12** <sup>6)</sup> Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente modification.

**Art. 13** <sup>7)9)10)</sup> Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente modification.

**Art. 14<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur de la présente modification.

<sup>2</sup> Les députés, les membres du Gouvernement, les juges, les procureurs et les membres des autorités de district et de commune qui sont élus avant l'entrée en vigueur de la présente modification le restent jusqu'à la fin de la période de quatre ans pour laquelle ils ont été élus.

<sup>3</sup> S'ils sont élus en cours d'une législature de quatre ans au sens de l'alinéa 2, mais après l'entrée en vigueur de la présente modification, ils le sont seulement jusqu'à la fin de cette législature.

<sup>4</sup> Dès l'entrée en vigueur de la présente modification, les membres du Gouvernement ne sont rééligibles que deux fois, les élections et réélections antérieures à l'entrée en vigueur de la présente modification étant comptabilisées.

Delémont, le 3 février 1977

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat

Le secrétaire général : Joseph Boinay

<sup>1)</sup> Adoptée par l'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura le 3 février 1977.

Acceptée par le peuple jurassien le 20 mars 1977, par 27 061 voix contre 5 749.

Garantie par l'Assemblée fédérale le 28 septembre 1977, à l'exception de l'article 138 et sous réserve que les articles 1<sup>er</sup> et 80 de la Constitution fédérale soient modifiés, que la séparation du futur canton d'avec le canton de Berne, ainsi que son organisation soient assurées par le droit fédéral et que les articles 1<sup>er</sup>, 4, 5 et 10 des dispositions finales et transitoires soient appliqués conformément au droit transitoire à établir par la Confédération (FF 1977 II 259, III 266).

<sup>2)</sup> L'article 138 n'a pas obtenu la garantie fédérale.

- 3) Modification de l'article 62 (Incompatibilité entre la fonction de parlementaire fédéral et de membre du Gouvernement).

Acceptée en votation populaire le 5 avril 1987.

Garantie fédérale accordée le 9 mars 1988.

- 4) Modification de l'article 26 (Organisation du système hospitalier).

Acceptée en votation populaire le 28 novembre 1993.

Garantie fédérale accordée le 3 juin / 16 septembre 1996.

- 5) Modification des articles 69, 70, 74, 102 et 108; introduction de l'article 11 des dispositions finales et transitoires (Réforme de l'organisation judiciaire).

Acceptée en votation populaire le 29 novembre 1998.

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001

Garantie fédérale accordée le 5 juin / 14 juin 2000.

- 6) Modification de l'article 26, alinéa 2; introduction de l'article 12 des dispositions finales et transitoires (Transfert des charges de la santé à l'Etat).

Acceptée en votation populaire le 26 septembre 2004.

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005.

Garantie fédérale accordée le 5 octobre / 6 octobre 2005.

- 7) Modification des articles 75, alinéas 1 et 3, et 76, alinéas 1 et 4; introduction de l'article 13 des dispositions finales et transitoires (Introduction de l'initiative populaire rédigée de toutes pièces).

Acceptée en votation populaire le 26 septembre 2004.

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2006.

Garantie fédérale accordée le 5 octobre / 6 octobre 2005.

- 8) Modification des articles 65, alinéa 1, et 66, alinéa 2; abrogation de l'article 6, alinéa 1 et introduction de l'article 14 des dispositions finales et transitoires (Augmentation de la durée de la législature).

Acceptée en votation populaire le 7 mars 2010.

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2010.

Garantie fédérale accordée le 28 février / 2 mars 2011.

<sup>9)</sup> Modification des articles 102, alinéa 1, 103, 104, alinéa 1, 106, 107, 134, alinéa 3, abrogation de l'article 10, nouvelle teneur de l'article 13 des dispositions finales et transitoires (Mise en œuvre des procédures fédérales civile et pénale).

Acceptée en votation populaire le 30 novembre 2008.

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Garantie fédérale accordée le 23 novembre / 10 décembre 2009.

<sup>10)</sup> Introduction des articles 77, lettre g, et 123a, nouvelle teneur de l'article 13 des dispositions finales et transitoires (Frein à l'endettement).

Acceptée en votation populaire le 17 mai 2009.

Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Garantie fédérale accordée le 29 novembre / 8 décembre 2010.

<sup>11)</sup> Modification du texte introductif, du deuxième paragraphe du préambule, introduction de la section 7bis et de l'article 44a (Introduction des principes du développement durable).

Acceptée en votation populaire le 28 novembre 2010.

Garantie fédérale accordée le 29 février/6 mars 2012.

<sup>12)</sup> Introduction de l'article 139 (Processus tendant à la création d'un nouveau canton).

Acceptée en votation populaire le 24 novembre 2013.

Garantie fédérale accordée le 5 mars / 11 mars 2015.

<sup>13)</sup> Modifications des articles 75, alinéa 1, et 78, phrase introductive (Droit d'initiative et de référendum des communes).

Acceptée en votation populaire le 5 juin 2016.

Garantie fédérale accordée le 29 mai / 12 juin 2017.

<sup>14)</sup> Introduction de l'article 66a (Destitution).

Acceptée en votation populaire le 18 juin 2023.

Procédure de garantie fédérale en cours.





# Loi concernant la circonscription de la République et Canton du Jura en trois districts

du 11 septembre 1996

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 109 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** Pour le service administratif de district, le territoire de la République et Canton du Jura est divisé en trois districts, à savoir<sup>2)</sup> :

1. <sup>3)4)5)</sup> Le district de Delémont, ayant pour chef-lieu Delémont et comprenant les communes suivantes :

- |                        |                |
|------------------------|----------------|
| 1. Commune municipale  | de Boécourt    |
| 2. Commune municipale  | de Bourrignon  |
| 3. Commune municipale  | de Châtillon   |
| 4. Commune mixte       | de Courchapoix |
| 5. Commune mixte       | de Courrendlin |
| 6. Commune mixte       | de Courroux    |
| 7. Commune mixte       | de Courtételle |
| 8. Commune municipale  | de Delémont    |
| 9. Commune mixte       | de Develier    |
| 10. Commune mixte      | d'Ederswiler   |
| 11. Commune mixte      | de Haute-Sorne |
| 12. Commune mixte      | de Mervelier   |
| 13. Commune mixte      | de Mettembert  |
| 14. Commune mixte      | de Movelier    |
| 15. Commune mixte      | de Pleigne     |
| 16. Commune mixte      | de Rossemaison |
| 17. Commune mixte      | de Saulcy      |
| 18. Commune municipale | de Soyhières   |
| 19. Commune mixte      | de Val Terbi   |

2. <sup>2)6)</sup> Le district des Franches-Montagnes, ayant pour chef-lieu Saignelégier et comprenant les communes suivantes :

- |                       |               |
|-----------------------|---------------|
| 1. Commune municipale | du Bémont     |
| 2. Commune municipale | des Bois      |
| 3. Commune mixte      | des Breuleux  |
| 4. Commune municipale | des Enfers    |
| 5. Commune mixte      | des Genevez   |
| 6. Commune municipale | de Lajoux     |
| 7. Commune mixte      | de Montfaucon |

- |                        |                 |
|------------------------|-----------------|
| 8. Commune mixte       | de Muriaux      |
| 9. Commune municipale  | du Noirmont     |
| 10. Commune mixte      | de Saignelégier |
| 11. Commune municipale | de Saint-Brais  |
| 12. Commune municipale | de Soubey       |

3. [2\)3\)4\)7\)8\)](#) Le district de Porrentruy, ayant pour chef-lieu Porrentruy et comprenant les communes suivantes :

- |                        |                     |
|------------------------|---------------------|
| 1. Commune mixte       | d'Alle              |
| 2. Commune mixte       | de La Baroche       |
| 3. Commune mixte       | de Basse-Allaine    |
| 4. Commune mixte       | de Basse-Vendline   |
| 5. Commune mixte       | de Boncourt         |
| 6. Commune mixte       | de Bure             |
| 7. Commune mixte       | de Clos du Doubs    |
| 8. Commune mixte       | de Coeuvre          |
| 9. Commune mixte       | de Cornol           |
| 10. Commune mixte      | de Courchavon       |
| 11. Commune mixte      | de Courgenay        |
| 12. Commune mixte      | de Courtedoux       |
| 13. Commune mixte      | de Damphreux-Lugnez |
| 14. Commune mixte      | de Fahy             |
| 15. Commune mixte      | de Fontenais        |
| 16. Commune mixte      | de Grandfontaine    |
| 17. Commune mixte      | de Haute-Ajoie      |
| 18. Commune municipale | de Porrentruy       |
| 19. Commune mixte      | de Vendlincourt     |

**Art. 2** Le territoire des diverses communes est déterminé par leurs plans cadastraux.

**Art. 3** Le décret du 6 décembre 1978 concernant la circonscription de la République et Canton du Jura en trois districts est abrogé.

**Art. 4** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

**Art. 5** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 1996.

Delémont, le 11 septembre 1996

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Hubert Ackermann  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 septembre 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009
- 3) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 5 septembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 6 septembre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 5 septembre 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 9 décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 mai 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 29 mars 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024



## Ordonnance sur la vérification de l'analyse de l'égalité des salaires

du 5 septembre 2023

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 5e et 10a de la loi du 17 mai 2000 portant introduction à la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes (LiLEg)<sup>[1](#)</sup>,

*arrête :*

Champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> La présente ordonnance règle les modalités de la vérification de l'analyse de l'égalité des salaires dans les entités publiques.

<sup>2</sup> Elle fixe également la date à laquelle les employeurs visés à l'article 5d de la loi portant introduction à la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes<sup>[1](#)</sup> doivent avoir effectué la première analyse de l'égalité des salaires.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Vérification  
formelle de  
l'analyse de  
l'égalité des  
salaires  
a) dans  
l'administration  
cantonale

**Art. 3** <sup>1</sup> La vérification de l'analyse de l'égalité des salaires dans l'ensemble de l'administration cantonale est coordonnée par le Service des ressources humaines.

<sup>2</sup> Le Service des ressources humaines charge une entreprise de révision agréée de la vérification au sens de l'article 13d, alinéa 1, lettre a, de la loi fédérale du 24 mars 1995 sur l'égalité entre femmes et hommes (ci-après : "la loi fédérale")<sup>[2](#)</sup>.

<sup>3</sup> Les personnes qui dirigent la révision vérifient que l'analyse de l'égalité des salaires au sens de l'article 7, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale du 21 août 2019 sur la vérification de l'analyse de l'égalité des salaires (ci-après : "l'ordonnance fédérale")<sup>[3](#)</sup> a été effectuée correctement au plan formel et établissent un rapport à l'intention du Service des ressources humaines dans un délai d'un an après que l'analyse a été effectuée.

<sup>4</sup> Le Service des ressources humaines porte à la connaissance de la coordination des syndicats de la fonction publique jurassienne puis publie les résultats détaillés de l'analyse de l'égalité des salaires et de sa vérification.

b) dans les établissements autonomes de droit public et les communes

**Art. 4** <sup>1</sup> Les établissements autonomes de droit public et les communes qui occupent au moins 50 travailleurs, les apprentis n'étant pas comptabilisés dans cet effectif, chargent une entreprise de révision agréée de vérifier leur analyse de l'égalité des salaires au sens de l'article 13d, alinéa 1, lettre a, de la loi fédérale<sup>2)</sup>.

<sup>2</sup> Les personnes qui dirigent la révision vérifient que l'analyse de l'égalité des salaires au sens de l'article 7, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale<sup>3)</sup> a été effectuée correctement au plan formel et établissent un rapport à l'intention de l'employeur dans un délai d'un an après que l'analyse a été effectuée.

<sup>3</sup> Les établissements autonomes de droit public et les communes publient eux-mêmes les résultats détaillés de leur analyse de l'égalité des salaires et de sa vérification.

Première analyse et répétition de l'analyse

**Art. 5** <sup>1</sup> Les entités publiques visées aux articles 3 et 4 doivent avoir effectué leur première analyse de l'égalité des salaires le 30 septembre 2024 au plus tard.

<sup>2</sup> Elles sont tenues de répéter l'analyse de l'égalité des salaires ainsi que la publication des résultats détaillés de leur analyse et de sa vérification tous les six ans. Si le nombre de travailleurs passe sous le seuil des 50 pendant ce laps de temps, elle n'est répétée que lorsque le chiffre de 50 est de nouveau atteint.

Employeurs visés à l'article 5d LiLEG

**Art. 6** Les employeurs visés à l'article 5d de la loi portant introduction à la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes<sup>1)</sup> doivent avoir effectué la première analyse de l'égalité des salaires le 30 septembre 2024 au plus tard.

**Art. 7** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2023.

Delémont, le 5 septembre 2023

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jacques Gerber  
Le chancelier : Jean-Baptiste Maître

1) [RSJU 151.1](#)

2) [RS 151.1](#)

3) [RS 151.14](#)

## Ordonnance d'exécution de la loi sur les droits politiques

du 9 février 1999

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article premier, alinéa 2, de la loi du 26 octobre 1978 sur les droits politiques (LDP)<sup>[1\)](#)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Généralités

Champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> La présente ordonnance édicte les règles d'exécution de la loi sur les droits politiques.

<sup>2</sup> Les dispositions d'exécution concernant le registre des électeurs<sup>[2\)](#)</sup> et les élections communales<sup>[3\)](#)</sup> demeurent réservées.

Terminologie

**Art. 2** Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### SECTION 2 : Electeurs

Cercle des  
électeurs

**Art. 3** Doivent être enregistrés comme électeurs, conformément aux dispositions fédérales et cantonales en la matière :

1. En matière fédérale :

- les Suisses âgés de dix-huit ans qui ont leur domicile politique dans le Canton;
- les Suisses domiciliés à l'étranger, âgés de dix-huit ans, s'ils en font la demande auprès de leur commune d'origine ou de domicile antérieur;
- les gens du voyage de nationalité suisse s'ils en font la demande dans leur commune d'origine.

2. En matière cantonale :

- les Suisses âgés de dix-huit ans qui ont leur domicile politique dans le Canton depuis 30 jours;

- les Suisses domiciliés à l'étranger, âgés de dix-huit ans, s'ils en font la demande auprès de leur commune d'origine ou de domicile antérieur;
- les gens du voyage de nationalité suisse s'ils en font la demande dans leur commune d'origine;
- les étrangers âgés de dix-huit ans et domiciliés en Suisse depuis dix ans et dans le Canton depuis un an, sauf en matière constitutionnelle.<sup>9)</sup>

3. En matière communale :

- les Suisses âgés de dix-huit ans qui ont leur domicile dans la commune depuis 30 jours;
- les étrangers âgés de dix-huit ans et domiciliés en Suisse depuis dix ans, dans le Canton depuis un an et dans la commune depuis 30 jours.<sup>9)</sup>

Registre des  
électeurs

**Art. 4** Chaque commune tient un registre des électeurs. Les prescriptions y relatives sont édictées dans une ordonnance spéciale.

### SECTION 3 : Préparation du scrutin

Convocation  
des électeurs,  
instructions  
administratives

**Art. 5** <sup>1</sup> Avant chaque scrutin, l'autorité compétente convoque les électeurs par un avis publié dans le Journal officiel.

<sup>2</sup> Si elle l'estime utile, la Chancellerie d'Etat adresse aux administrations communales et aux bureaux électoraux des instructions sur la manière de procéder.

Matériel de vote

**Art. 6** <sup>1</sup> La Chancellerie d'Etat fait imprimer les cartes d'électeur pour les scrutins de la Confédération et du Canton, ainsi que les bulletins officiels pour les scrutins du Canton. Elle les distribue en temps utile aux communes.

<sup>2</sup> Les communes commandent à leurs frais les enveloppes de transmission et les enveloppes de vote agréées par la Chancellerie d'Etat.<sup>7)</sup>

<sup>3</sup> Le conseil communal fait imprimer les cartes d'électeur et les bulletins officiels pour les scrutins de la commune et se procure les enveloppes de transmission et les enveloppes de vote.<sup>7)</sup>

<sup>4</sup> Les électeurs reçoivent des cartes d'électeur distinctes et de couleurs différentes pour les scrutins fédéraux, cantonaux et communaux.

<sup>5</sup> Dans les cas d'élection, les signataires des listes ou des actes de candidature peuvent obtenir des bulletins exclusivement auprès des imprimeurs des bulletins officiels. Ces bulletins supplémentaires sont à la charge des personnes ou organisations qui les ont commandés.



Envoi du matériel  
de vote

**Art. 7** <sup>1</sup> Le préposé à la tenue du registre des électeurs pourvoit à la fourniture du matériel de vote. Il le fait parvenir aux électeurs dans les enveloppes agréées par la Chancellerie d'Etat qui sont réutilisées pour le vote par correspondance par les électeurs souhaitant se prononcer ainsi.

<sup>2</sup> ...[12\)](#)

<sup>3</sup> Aux gens du voyage, il envoie le matériel de vote à l'adresse indiquée par l'électeur lors de sa demande d'inscription au registre des électeurs.

<sup>4</sup> Un duplicata de la carte d'électeur peut être obtenu au plus tard quarante-huit heures avant l'ouverture du scrutin. La nouvelle carte délivrée doit porter la mention "duplicata". A l'ouverture du scrutin, l'administration communale communique au bureau électoral les noms des personnes ayant obtenu un duplicata.[9\)](#)

<sup>5</sup> L'électeur ayant égaré ou involontairement détruit son enveloppe de vote par correspondance peut en demander une nouvelle à l'administration communale.

Changement de  
domicile

**Art. 8** <sup>1</sup> L'électeur qui change de commune de domicile à l'intérieur du Canton, entre l'envoi du matériel de vote et la clôture du registre des électeurs, vote dans la commune de départ.

<sup>2</sup> La commune d'arrivée ne lui délivre pas de matériel de vote.

Désignation du  
bureau électoral

**Art. 9** <sup>1</sup> En principe, chaque commune constitue un bureau électoral.

<sup>2</sup> Le conseil communal désigne les membres du bureau électoral, dont un président et un secrétaire.

<sup>3</sup> Si plusieurs communes sont réunies pour ne former qu'une seule circonscription, le bureau électoral est nommé par le conseil de la commune qui est désignée comme chef-lieu de la circonscription, mais toutes les communes qui constituent celle-ci y sont représentées par un membre au moins.

<sup>4</sup> Les membres du bureau électoral touchent une indemnité. La commune en fixe le montant et en assume la charge.

<sup>5</sup> Le secrétaire communal, ou l'employé communal désigné à cet effet par le conseil communal, assiste aux opérations de dépouillement dès la clôture du scrutin. Il peut être membre du bureau électoral.<sup>[13\)](#)</sup>

<sup>6</sup> Lors des élections, les forces politiques sont représentées de manière équitable dans chaque bureau électoral.

Temps du scrutin **Art. 10** <sup>1</sup> Les locaux de vote doivent être ouverts le dimanche de 10 à 12 heures.<sup>[9\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le conseil communal peut en outre fixer l'ouverture dès le vendredi.<sup>[9\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le scrutin est clos le dimanche à 12 heures.

Local de vote **Art. 11** <sup>1</sup> Le local de vote est situé dans un bâtiment public ou facilement accessible au public.

<sup>2</sup> Il ne peut être établi dans une auberge.

<sup>3</sup> Lorsqu'il y a plusieurs locaux de vote dans une circonscription, le président du bureau électoral général dirige le scrutin au local principal. Pour chaque local de vote, un membre du bureau électoral est chargé de diriger les opérations.

<sup>4</sup> Si plusieurs communes sont réunies pour ne former qu'une seule circonscription, la commune du chef-lieu met à disposition le local de vote.

Equipped du local de vote **Art. 12** <sup>1</sup> Le conseil communal veille à ce que les locaux de vote soient pourvus de tout le matériel nécessaire pour les scrutins. Sont indispensables :

- un isoloir pour permettre à l'électeur de tenir son vote secret;
- deux urnes, dont l'une est destinée à recevoir les cartes d'électeur et l'autre les bulletins de vote;
- une table sur laquelle le bureau électoral puisse déposer les bulletins de vote et les timbrer.

<sup>2</sup> Le conseil communal peut ordonner l'établissement d'urnes particulières pour les différentes cartes d'électeur et les différents bulletins. Il peut de même, si un scrutin cantonal ou communal compte plusieurs objets, ordonner l'établissement d'urnes particulières pour chacun d'eux.

<sup>3</sup> On pourvoit les urnes d'une indication claire et bien visible pour chaque scrutin.

Matériel à disposition du bureau électoral

**Art. 13** <sup>1</sup> Le conseil communal veille à ce que les bulletins, ainsi que le nombre nécessaire d'exemplaires des dispositions légales en matière de scrutins, soient à la disposition du bureau électoral dans les locaux de vote, avec les formules de procès-verbal et le matériel qu'il faut pour écrire et pour emballer et sceller les paquets de bulletins et de cartes.

<sup>2</sup> S'il le juge à propos, il lui est loisible de réunir les membres du bureau électoral avant le jour du scrutin pour leur donner les instructions utiles.

#### SECTION 4 : Déroulement du scrutin

Réunion du bureau électoral

**Art. 14** <sup>1</sup> Les membres du bureau électoral se réunissent une demi-heure avant le commencement des opérations dans le local de vote auquel ils sont attribués.

<sup>2</sup> Le président, soit le membre qui en fait fonction dans les locaux de vote accessoires, leur donne connaissance des dispositions de la section 4 de la présente ordonnance et règle leur service.

Organisation du bureau électoral

**Art. 15** Le bureau électoral et ses sections peuvent se diviser en groupes pour la direction et la surveillance des opérations, mais il est nécessaire que pendant toute la durée de celles-ci deux de ses membres, au moins, en cas de votation, et trois en cas d'élection, soient continuellement présents dans le local de vote.

Scellés

**Art. 16** <sup>1</sup> Le bureau électoral constate que les urnes sont vides et appose les scellés.

<sup>2</sup> Les mêmes urnes sont utilisées pendant tout le temps du scrutin. Elles restent scellées et sont gardées en lieu sûr. Les deuxième et troisième jours du scrutin, elles ne sont réinstallées dans le local de vote qu'immédiatement avant le commencement du scrutin, le bureau électoral ne devant pas prendre connaissance de leur contenu.

Aide aux électeurs

**Art. 17** <sup>1</sup> Le bureau électoral renseigne les citoyens, à leur demande, sur la manière de voter.

<sup>2</sup> Il s'abstient de toute influence sur le choix des électeurs.

Vote à l'urne

**Art. 18** <sup>1</sup> Un membre du bureau électoral reçoit les cartes des électeurs et les introduit dans l'urne. Il peut s'assurer que la carte est bien celle de la personne qui la remet.

<sup>2</sup> Le bureau électoral peut décider que les noms inscrits sur les cartes seront lus à haute voix.

<sup>3</sup> Le bureau électoral est tenu de laisser voter tout citoyen qui se présente muni d'une carte à son nom. S'il a des doutes sur la qualité d'électeur du citoyen, il les consigne au procès-verbal.

<sup>4</sup> Un membre du bureau électoral timbre les bulletins à leur verso. Il doit veiller strictement à ce que le citoyen n'en présente qu'un seul pour chaque votation ou élection.

<sup>5</sup> L'électeur introduit ensuite son bulletin dans l'urne. Un membre du bureau électoral surveille particulièrement les urnes destinées à recevoir les bulletins. Il contrôle si l'électeur n'y met pas plus de bulletins que ce n'est licite et veille à ce que ceux-ci soient déposés dans la bonne urne.

<sup>6</sup> Les membres du bureau électoral ne doivent en aucune manière chercher à voir ce qui est inscrit sur les bulletins.

## **Art. 19 et 20<sup>10)</sup>**

Vote par  
correspondance

**Art. 21<sup>9)</sup>** <sup>1</sup> L'électeur souhaitant voter par correspondance glisse le bulletin dans l'enveloppe de vote qu'il glisse ensuite dans l'enveloppe de transmission. L'enveloppe de vote ne doit porter aucun signe distinctif.

<sup>2</sup> L'électeur appose sa signature sur la carte d'électeur et, en l'absence de texte préimprimé, y inscrit le numéro postal d'acheminement et le nom de la localité où siège l'administration communale. Il la glisse dans l'enveloppe de transmission et veille à ce que l'adresse du bureau électoral apparaisse bien dans la fenêtre. Il ferme l'enveloppe, l'affranchit selon les tarifs postaux en vigueur et la poste.

<sup>3</sup> La commune peut refuser les enveloppes non affranchies ou insuffisamment affranchies qui lui parviennent par voie postale.

<sup>4</sup> L'enveloppe de vote par correspondance envoyée par la poste doit parvenir à l'administration communale au plus tard le vendredi précédant le jour du scrutin, mais avant l'ouverture de ce dernier.

<sup>5</sup> L'électeur peut aussi glisser l'enveloppe dans la boîte aux lettres de l'administration communale. Le conseil communal fixe le jour et l'heure de la dernière levée de la boîte aux lettres de l'administration communale, au plus tard avant la première ouverture du bureau électoral.

<sup>6</sup> L'enveloppe de vote peut également être remise directement à l'administration communale avant le scrutin durant les heures d'ouverture du bureau communal.

<sup>7</sup> Lorsque plusieurs scrutins distincts ont lieu à des dates différentes, l'électeur qui vote par correspondance doit utiliser une enveloppe de transmission distincte pour chacun de ces scrutins.

<sup>8</sup> Toutes les enveloppes de vote reçues conformément au présent article par l'administration communale sont déposées dans une urne scellée. Elles sont remises au bureau électoral lors de l'ouverture du scrutin.

Traitement des  
votes sous  
enveloppe  
a) Moment et lieu

**Art. 22** <sup>1</sup> Après l'ouverture du scrutin, les enveloppes de vote par correspondance sont traitées par le bureau électoral selon la procédure définie à l'article 23. Le dépouillement des votes par correspondance ne peut cependant s'effectuer avant la clôture du scrutin.<sup>[9\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le traitement de ces enveloppes peut s'opérer dans le local de vote ou dans un autre local, également équipé d'urnes et d'une table; le traitement peut avoir lieu :

- a) lorsque le local de vote n'est occupé par aucun votant;
- b) en dehors des heures d'ouverture du local de vote, mais au plus tard avant de commencer le dépouillement.

<sup>2bis</sup> Dans les communes qui n'ouvrent leur bureau électoral que le dimanche, le traitement des enveloppes de vote par correspondance peut débuter deux heures avant l'ouverture du scrutin, mais après la dernière levée de la boîte aux lettres de l'administration communale.<sup>[11\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Dans tous les cas, le local choisi pour le traitement des votes sous enveloppe doit être accessible au public.

## b) Procédure

**Art. 23** <sup>1</sup> Le membre du bureau électoral chargé du contrôle des cartes d'électeur ouvre l'enveloppe de transmission, retire la ou les cartes d'électeur et vérifie que la signature a été apposée; s'il y a deux ou trois types de scrutin (fédéral, cantonal ou communal), il coche sur l'enveloppe de vote, à l'endroit prévu à cet effet, la case correspondant aux cartes d'électeur retirées de l'enveloppe de transmission. Il glisse la ou les cartes d'électeur dans l'urne et transmet l'enveloppe de vote fermée au membre du bureau électoral chargé du timbrage des bulletins.<sup>7)</sup>

<sup>2</sup> Le membre du bureau électoral chargé du timbrage des bulletins ouvre l'enveloppe de vote et en sort le ou les bulletins. S'il y a plusieurs types de scrutin, il ne timbre que les bulletins retirés correspondant aux droits de vote cochés sur l'enveloppe de vote; les autres sont détruits immédiatement.<sup>7)</sup>

<sup>3</sup> Le membre du bureau électoral chargé de la surveillance des urnes glisse les bulletins timbrés dans les urnes correspondantes.

<sup>4</sup> A aucun moment le nom de l'électeur ayant voté par correspondance ne doit être communiqué aux membres du bureau électoral chargés du timbrage et de l'introduction des bulletins dans l'urne.

<sup>5</sup> A aucun moment le contenu du bulletin ne doit être communiqué par les membres du bureau électoral chargés de la manipulation des bulletins aux autres membres du bureau électoral.

Motifs de nullité  
du vote par  
correspondance

**Art. 24** <sup>1</sup> Le vote par correspondance est nul si :

- a) l'électeur n'a pas utilisé l'enveloppe de vote par correspondance;
- b) la carte de légitimation ne porte pas la signature manuscrite de l'électeur;
- c) l'enveloppe parvient à la commune après le délai fixé;
- d) <sup>11)</sup> l'enveloppe de transmission contient des cartes de légitimation relatives à des scrutins qui ont lieu à des dates différentes.

<sup>2</sup> Les votes ne sont pas pris en considération et sont détruits immédiatement si :

- a) l'enveloppe de transmission contient plus d'une carte de légitimation pour un même scrutin;
- b) l'enveloppe de transmission contient plus d'une enveloppe de vote;
- c) les bulletins n'ont pas été glissés dans l'enveloppe de vote;
- d) l'enveloppe de vote contient plus d'un bulletin pour une même votation ou élection;
- e) l'enveloppe de vote contient la carte de légitimation.<sup>7)9)</sup>

2bis ... [10\)](#)

2ter ... [10\)](#)

3 ... [10\)](#)

<sup>4</sup> Les enveloppes arrivées après le délai fixé sont gardées fermées. La commune les conserve jusqu'à l'échéance du délai de recours.

<sup>5</sup> Les motifs de nullité des bulletins énumérés à l'article 21 de la loi sur les droits politiques sont réservés.

Clôture du  
scrutin

**Art. 25** Le bureau électoral suspend les opérations à l'heure précise fixée et déclare clos le scrutin. Il est interdit de voter une fois cette clôture prononcée.

## SECTION 5 : Dépouillement

Dépouillement

**Art. 26** <sup>1</sup> Le dépouillement du scrutin est public. Il ne peut débuter avant la clôture du scrutin. Il a lieu au local de vote principal. Dans les grandes circonscriptions, il est permis d'opérer le dépouillement ailleurs, mais le conseil communal doit alors, avant le jour du scrutin, désigner un local à cet effet et en donner connaissance au public.<sup>9)</sup>

<sup>2</sup> S'il existe plusieurs locaux de vote dans la circonscription, les urnes des locaux accessoires sont transportées, sans être ouvertes et accompagnées par deux membres du bureau électoral, dans le local principal, où elles sont ensuite descellées et leur contenu mélangé à celui des urnes de ce local avant que le dépouillement ne puisse commencer.

<sup>3</sup> Le dépouillement dans le local principal doit s'effectuer avec la coopération d'un membre au moins du bureau électoral de chaque local accessoire.

Organisation du  
bureau électoral  
pour le  
dépouillement

**Art. 27** <sup>1</sup> Au début du dépouillement, le président du bureau électoral donne connaissance des dispositions de la section 5 de la présente ordonnance et les explique au besoin aux membres du bureau électoral.

<sup>2</sup> Pour la vérification et le dénombrement des cartes et des bulletins, le bureau électoral peut se diviser en sections, un même travail devant cependant toujours être fait par deux membres au moins.

Cartes d'électeur  
et enveloppes

**Art. 28** <sup>1</sup> Les cartes d'électeur sont d'abord sorties de l'urne et comptées.

<sup>2</sup> Par la suite, on compte le nombre des enveloppes de vote par correspondance.

Bulletins

**Art. 29** <sup>1</sup> On vide ensuite l'urne des bulletins.

<sup>2</sup> S'il n'a été employé qu'une seule et même urne pour différents objets, on commence par trier les diverses espèces de bulletins.

<sup>3</sup> Le dépouillement se fait dans l'ordre suivant : élections ou votations fédérales, élections ou votations cantonales, élections ou votations communales. Demeure réservée la possibilité d'opérer le dépouillement par des groupes distincts du bureau électoral, à condition que les membres de ce dernier soient suffisamment nombreux et que le dépouillement des scrutins fédéraux et cantonaux n'en souffre pas.

Dénombrement  
des bulletins

**Art. 30** <sup>1</sup> On commence par s'assurer que tous les bulletins ou groupes de bulletins sont timbrés. Ceux qui ne le sont pas sont détruits immédiatement.

<sup>2</sup> On détermine ensuite le nombre total de bulletins.

<sup>3</sup> Le bureau électoral s'assure que le nombre de bulletins timbrés qui sont retirés de l'urne n'est pas supérieur à celui des cartes d'électeur.

<sup>4</sup> Les bulletins sont divisés en quatre groupes; le premier comprend les bulletins valables, le deuxième les bulletins blancs, le troisième les bulletins nuls ou douteux et le quatrième, lors d'élections, les bulletins qui, sans être nuls, doivent encore faire l'objet de radiations.

<sup>5</sup> Le bureau électoral décide souverainement de la validité des bulletins douteux. Sur les bulletins du quatrième groupe, il procède aux radiations qui doivent être rendues reconnaissables comme telles au stylo rouge. Il est interdit au bureau électoral de modifier ou de compléter ce qui est écrit sur les bulletins.

Procès-verbal

**Art. 31** <sup>1</sup> Les opérations de toute votation et de toute élection font l'objet d'un procès-verbal, qui est dressé en deux exemplaires. Pour les scrutins fédéraux et cantonaux, il est établi sur la formule officielle fournie par la Chancellerie d'Etat.



<sup>2</sup> Ce procès-verbal énonce :

- a) le nombre des électeurs inscrits;
- b) le nombre des cartes d'électeur rentrées;
- c) le nombre d'électeurs ayant voté par correspondance;
- d) le nombre des bulletins rentrés;
- e) le nombre des bulletins blancs;
- f) le nombre des bulletins nuls;
- g) le nombre des bulletins valables et celui des bulletins non valables, ce dernier correspondant à la somme des bulletins blancs et des bulletins nuls;
- h) s'il s'agit de votations, le nombre des acceptants et celui des rejetants;
- i) s'il s'agit d'élections, les noms de tous les candidats qui ont obtenu des voix et le nombre de celles-ci;
- j) s'il s'agit d'élections selon le système de la représentation proportionnelle, en outre :
  - le nombre des suffrages non nominatifs qui sont attribués à chaque liste (suffrages complémentaires);
  - le nombre des suffrages de chaque liste (suffrages nominatifs et suffrages complémentaires);
  - le nombre des suffrages inutilisés.

<sup>3</sup> Le procès-verbal est signé au nom du bureau électoral par le président et le secrétaire.

<sup>4</sup> Il est loisible aux membres du bureau électoral qui ont des remarques à formuler par rapport au déroulement du scrutin ou au contenu du procès-verbal de les faire consigner au bas de celui-ci.

Communication  
des résultats

**Art. 32<sup>13)</sup>** Sitôt le dépouillement terminé et le procès-verbal rempli, le bureau électoral communique les résultats des scrutins fédéraux et cantonaux à la Chancellerie d'Etat de manière électronique ou selon les instructions de cette dernière.

Envoi du procès-  
verbal à la  
Chancellerie  
d'Etat

**Art. 33** Sitôt les résultats communiqués, un des exemplaires du procès-verbal est envoyé à la Chancellerie d'Etat, pour les scrutins fédéraux et cantonaux, et au Service des communes pour les scrutins communaux, avec les annexes s'il y a lieu. L'autre exemplaire est remis au secrétaire communal.

Envoi des  
bulletins à la  
Chancellerie  
d'Etat

**Art. 34** <sup>1</sup> Les bulletins sont réunis pour chaque scrutin en paquets distincts, qui sont scellés. Ils sont envoyés sitôt le dépouillement terminé à la Chancellerie d'Etat pour les scrutins fédéraux et cantonaux et conservés à la commune, sous clé, pour les scrutins communaux.

<sup>2</sup> Les bulletins doivent faire l'objet d'un autre envoi que le procès-verbal.

Conservation  
des cartes  
d'électeur

**Art. 35** Les cartes d'électeur sont mises sous scellés et remises au préposé à la tenue du registre des électeurs.

Conservation du  
matériel de vote  
et du procès-  
verbal

**Art. 36** <sup>1</sup> Le matériel de vote mis sous scellés, soit les bulletins et les cartes d'électeur, est conservé :

- a) jusqu'à la fin du délai de recours non utilisé;
- b) jusqu'au jugement définitif d'un recours dirigé contre le scrutin;
- c) en matière fédérale, jusqu'à la validation du scrutin par la Confédération.

<sup>2</sup> Passé le délai de conservation, le matériel de vote est détruit.

<sup>3</sup> Un exemplaire du procès-verbal des scrutins fédéraux, cantonaux et communaux est conservé aux archives de la commune; le deuxième exemplaire est conservé :

- a) par la Confédération pour les scrutins fédéraux;
- b) par la Chancellerie d'Etat pour les scrutins cantonaux;
- c) par le Service des communes pour les scrutins communaux.

## SECTION 6 : Dispositions diverses

Publications  
dans la  
procédure  
électorale

**Art. 37** <sup>1</sup> Pour les scrutins cantonaux, les listes électorales sont publiées par la Chancellerie d'Etat dans le Journal officiel, avec leur dénomination et leur numéro d'ordre.

<sup>2</sup> Il en va de même des actes de candidature, des corrections et des compléments.

<sup>3</sup> Les signatures figurant sur les listes électorales et les actes de candidature doivent être contrôlées et visées par les administrations communales compétentes, avant leur dépôt à la Chancellerie d'Etat. Les demandes de contrôle auprès des administrations communales incombent aux mandataires des listes et des actes de candidature.

Délai  
référendaire

**Art. 38** <sup>1</sup> Si le soixantième jour du délai référendaire tombe un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'au prochain jour ouvrable.

<sup>2</sup> Le délai est réputé observé si les listes de signatures ou les demandes des communes sont remises à la Chancellerie d'Etat, ce jour-là, avant 18 heures.<sup>9)</sup>

## SECTION 7 : Dispositions finales

Abrogation

**Art. 39** Sont abrogées :

- l'ordonnance d'exécution de la loi sur les droits politiques du 9 novembre 1978;
- l'ordonnance du 11 février 1986 concernant le droit de vote des étrangers;
- l'ordonnance du 9 novembre 1978 concernant les fonctions que les conseils communaux et les bureaux électoraux ont à remplir dans les votations et élections populaires.

Modification

**Art. 40** L'ordonnance du 11 février 1986 concernant le registre des électeurs<sup>2)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 9a

...<sup>6)</sup>

Entrée en  
vigueur

**Art. 41** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1999.

Delémont, le 9 février 1999

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jean-François Roth  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

Ordonnance approuvée par la Chancellerie fédérale le 12 mars 1999

Modification du 23 août 2005 approuvée par la Chancellerie fédérale le 26 septembre 2005

Modification du 11 janvier 2011 approuvée par la Chancellerie fédérale le 4 février 2011

Modification du 25 avril 2023 approuvée par la Chancellerie fédérale le 23 mai 2023

- 1) [RSJU 161.1](#)
- 2) [RSJU 161.15](#)
- 3) [RSJU 161.19](#)
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 octobre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2000
- 5) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 3 octobre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2000
- 6) Texte inséré dans ladite ordonnance
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 23 août 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 8) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 23 août 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 11 janvier 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2011
- 10) Abrogé(s) par le ch. I de l'ordonnance du 11 janvier 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2011
- 11) Introduit(e) par le ch. I de l'ordonnance du 11 janvier 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2011
- 12) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 25 avril 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2023
- 13) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 25 avril 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2023

**Arrêté****autorisant l'Office des véhicules à récolter de manière automatisée certaines données du Service de la population**

du 7 novembre 2023

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 28 de la convention intercantonale des 8 et 9 mai 2012 relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel (CPDT-JUNE)<sup>1)</sup>,

vu l'article 38c de la loi d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 26 octobre 1978<sup>2)</sup>,

vu les articles 25 et 27 de la loi du 18 février 2009 concernant le contrôle des habitants<sup>3)</sup>,

vu l'ordonnance du 19 janvier 2010 concernant le contrôle des habitants<sup>4)</sup>,

*arrête :*

Echange de  
données

**Article premier** <sup>1</sup> L'Office des véhicules est autorisé à récolter de manière automatisée, à des fins de mise à jour, par le biais du registre cantonal des conducteurs et véhicules (plateforme AVEDRIS), les données provenant du registre cantonal des habitants (plateforme GERES), tenu par le Service de la population, qui lui sont nécessaires dans l'accomplissement de ses tâches légales.

<sup>2</sup> L'Office des véhicules peut disposer des données suivantes :

- a) le nom, le prénom et le numéro AVS d'une personne ainsi que de son époux ou de son partenaire enregistré;
- b) l'adresse et l'adresse postale d'une personne, y compris le numéro postal d'acheminement et le lieu;
- c) la date de naissance et le lieu de naissance d'une personne;
- d) le lieu d'origine, si la personne est de nationalité suisse;
- e) le sexe d'une personne;
- f) l'état civil d'une personne;
- g) la nationalité d'une personne;
- h) le type d'autorisation d'une personne de nationalité étrangère;
- i) la date d'arrivée et de départ dans une commune d'une personne;
- j) la date du déménagement d'une personne;
- k) la date de décès d'une personne.

Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans le présent arrêté pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Responsable du traitement	<b>Art. 3</b> <sup>1</sup> L'Office des véhicules est responsable de la plateforme AVEDRIS.  <sup>2</sup> Le Service de la population est responsable de la plateforme GERES.
Limite d'accès	<b>Art. 4</b> Les profils de la plateforme AVEDRIS doivent être configurés de manière à ce que seuls les collaborateurs de l'Office des véhicules qui ont régulièrement besoin d'accéder aux données précitées puissent en disposer.
Droit supplétif	<b>Art. 5</b> Les dispositions de la convention intercantonale relative à la protection des données et à la transparence dans les cantons du Jura et de Neuchâtel (CPDT-JUNE) <sup>1</sup> sont applicables pour le surplus.
Entrée en vigueur	<b>Art. 6</b> Le présent arrêté entre en vigueur le 1 <sup>er</sup> décembre 2023.

Delémont, le 7 novembre 2023

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jacques Gerber  
Le chancelier : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RSJU 170.41](#)
- 2) [RSJU 172.11](#)
- 3) [RSJU 142.11](#)
- 4) [RSJU 142.111](#)

## Loi concernant le guichet virtuel sécurisé (LGVS)<sup>6)</sup>

du 26 octobre 2011

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 83, alinéa 1, lettre b, et 99, alinéa 2, de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

But

**Article premier** <sup>1</sup> La présente loi a pour but de fixer les conditions d'organisation, d'exploitation et d'utilisation du guichet virtuel sécurisé.

<sup>2</sup> Elle vise en particulier à promouvoir le recours aux technologies de l'information et de la communication par les administrations publiques.

Champ  
d'application

**Art. 2** <sup>1</sup> La présente loi s'applique :

- a)<sup>2)</sup> à Etat;
- b)<sup>2)</sup> aux communes mixtes et municipales ainsi qu'aux sections, syndicats, associations et autres groupements de communes (dénommés ci-après : "instances communales");
- c) aux organes publics ou privés qui accomplissent des tâches d'intérêt public ou déléguées par l'Etat ou les communes, et qui passent, à cet effet, une convention avec l'Etat (dénommés ci-après : "organes tiers");
- d) aux utilisateurs du guichet virtuel sécurisé.

<sup>2</sup> Elle n'est pas applicable aux procédures devant les autorités judiciaires.

Terminologie

**Art. 3** <sup>1</sup> Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

<sup>2</sup> Dans la présente loi, le ou les termes :

- a) "administrations publiques" désignent les administrations et organes mentionnés à l'article 2, alinéa 1, lettres a, b et c;

- b)<sup>7</sup> "utilisateur" désigne les personnes physiques et morales, ainsi que les collectivités, qui ont passé un contrat d'utilisation du guichet virtuel sécurisé avec l'Etat;
- c) "transaction" désigne une transmission d'informations ou de données personnelles entre un utilisateur et une administration publique, ou entre administrations publiques;
- d)<sup>7</sup> "guichet virtuel sécurisé" désignent l'infrastructure cantonale sécurisée de communication utilisée entre les administrations publiques et les utilisateurs pour les prestations s'appuyant sur les technologies de l'information et de la communication.

Encouragement  
de la  
numérisation

**Art. 3a<sup>8</sup>** <sup>1</sup> Les administrations publiques encouragent la numérisation de leurs processus, en particulier :

- a) en informant le public et les personnes qui effectuent des échanges avec elles au sujet des prestations numériques et des méthodes pour effectuer les échanges avec l'administration par voie électronique;
- b) en formant leur personnel à la marche à suivre et aux ressources de la numérisation, et en le sensibilisant aux opportunités et aux risques qu'elle présente;
- c) en créant des incitations à effectuer volontairement les échanges avec les administrations publiques par voie électronique;
- d) en prêtant une attention particulière à l'expérience des utilisateurs et à la transparence des processus afin d'assurer la confiance des utilisateurs.

<sup>2</sup> L'Etat met en place des mesures d'accompagnement et de support aux citoyens en plus de l'accompagnement opéré par les instances communales.

## SECTION 2 : Organisation

Gouvernement

**Art. 4** <sup>1</sup> Le Gouvernement exerce la surveillance sur le guichet virtuel sécurisé.

<sup>2</sup> Il assume en particulier les tâches suivantes :

- a) il nomme les membres de la commission du guichet virtuel sécurisé (art. 7, al. 1);
- b) il définit les prestations pouvant être offertes aux utilisateurs par le biais du guichet virtuel sécurisé (art. 11);
- c)<sup>7</sup> il passe les conventions avec les organes tiers (art. 12);
- d) il édicte les dispositions d'exécution de la présente loi (art. 24).



Chancellerie  
d'Etat

**Art. 5** La Chancellerie d'Etat exerce les tâches suivantes :

- a) elle organise le guichet virtuel sécurisé sur le plan administratif et gère les relations avec les utilisateurs;
- b) elle conclut avec les utilisateurs les contrats d'utilisation du guichet virtuel sécurisé (art. 14);
- c) elle tient à jour le registre des utilisateurs.

Service de  
l'informatique

**Art. 6** Le Service de l'informatique exerce les tâches suivantes :

- d) il est responsable de l'infrastructure technique du guichet virtuel sécurisé;
- e) il assure le développement des prestations du guichet virtuel sécurisé, en collaboration avec les administrations publiques;
- f) il veille à la sécurité du guichet virtuel (art. 10).

Commission

**Art. 7** <sup>1</sup> Une commission du guichet virtuel sécurisé (dénommée ci-après : "la commission") est instituée. Elle est nommée par le Gouvernement.

<sup>2</sup> Elle se compose notamment de représentants de la Chancellerie d'Etat, du Service de l'informatique et d'administrations publiques offrant des prestations par le guichet virtuel sécurisé.

<sup>3</sup> La commission évalue les besoins, définit un ordre de priorité et préavise les questions importantes concernant le guichet virtuel sécurisé.

### SECTION 3 : Guichet virtuel sécurisé

Droit d'accès

**Art. 8** <sup>1</sup> Chaque utilisateur reçoit un droit d'accès personnel.

<sup>2</sup> Afin d'identifier l'utilisateur et de lui assurer un support technique, la Chancellerie d'Etat et le service de l'informatique ont l'autorisation d'utiliser les informations existantes dans les bases de données cantonales relatives aux personnes et aux entreprises. [7](#)

<sup>3</sup> Les droits d'accès font l'objet d'un contrôle permanent par le système informatique.

Historique

**Art. 9** <sup>1</sup> Chaque transaction d'un utilisateur, à l'exception des données transmises, est enregistrée dans un historique durant une période limitée.

<sup>2</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les dispositions d'exécution, en particulier celles portant sur la destruction des transactions enregistrées dans l'historique.

Sécurité

**Art. 10** <sup>1</sup> Le Service de l'informatique veille en permanence à la sécurité du guichet virtuel et procède aux adaptations nécessaires en fonction de l'évolution technologique.

<sup>2</sup> Seules les personnes dûment autorisées peuvent intervenir dans le système informatique du guichet virtuel sécurisé.

#### SECTION 4 : Prestations

Définition

**Art. 11** <sup>1</sup> Les prestations du guichet virtuel sécurisé sont définies par le Gouvernement.

<sup>2</sup> Elles permettent notamment :

- a) d'offrir aux utilisateurs un accès simplifié aux services des administrations publiques;
- b) d'améliorer l'efficacité de celles-ci.

<sup>3</sup> Elles offrent en particulier à l'utilisateur la possibilité :

- a) de remplir des formulaires et requêtes, ainsi que de transmettre des informations à l'adresse des administrations publiques;
- b) de consulter des données ainsi que l'état d'avancement de dossiers le concernant.

<sup>4</sup> Lorsque l'administration publique fait entièrement droit à la demande qui lui est adressée et qu'au demeurant aucune autre personne n'est touchée dans ses intérêts, elle peut notifier une décision, une autorisation ou un autre acte requis par le biais du guichet virtuel sécurisé. Si une partie le requiert dans les cinq jours, l'acte est confirmé par écrit; en ce cas, le délai pour utiliser une voie de droit ne commence à courir qu'à partir de la confirmation écrite.

<sup>5</sup> Au surplus, le Code de procédure administrative<sup>2)</sup> s'applique. Toutefois, le Gouvernement peut, par voie d'ordonnance, prévoir d'autres cas dans lesquels l'utilisateur ou l'administration publique peut avoir recours au guichet virtuel sécurisé.

Prestations des  
instances  
communales

**Art. 11a<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Les instances communales offrent des prestations en ligne essentiellement par le biais du guichet virtuel sécurisé.

<sup>2</sup> L'investissement de base et les coûts de fonctionnement du guichet virtuel sécurisé sont pris en charge par l'Etat.

<sup>3</sup> Les coûts de développement et de fonctionnement des prestations bénéficiant totalement ou partiellement aux instances communales sont répartis à raison de 50 % à charge des communes municipales ainsi que des communes mixtes et 50 % à charge de l'Etat.

<sup>4</sup> Les coûts facturés aux communes municipales et aux communes mixtes sont répartis au prorata du nombre d'habitants déterminé annuellement par la statistique publique cantonale relative à la population résidente permanente.

<sup>5</sup> Les instances communales peuvent financer entièrement le développement de prestations, qui ne sont pas priorisées par la commission pour l'ensemble des instances communales, moyennant l'avis favorable de cette dernière.

<sup>6</sup> Dans le cas où des prestations développées selon l'alinéa 5 sont ultérieurement mises à la disposition de l'ensemble des instances communales, les frais initialement engagés par l'instance concernée peuvent lui être remboursés. Le cas échéant, le remboursement intervient dans le cadre du budget triennal des coûts d'investissement mentionné à l'article 11b, alinéa 1.

Budget et  
facturation des  
prestations  
dédiées aux  
instances  
communales

**Art. 11b<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Un budget triennal des coûts d'investissement et de fonctionnement qui incombent aux communes municipales et aux communes mixtes est établi par la commission.

<sup>2</sup> La part facturée aux communes municipales et aux communes mixtes est calculée sur la base des montants effectivement comptabilisés sur la période.

Ressources  
humaines liées  
aux prestations  
dédiées aux  
instances  
communales

**Art. 11c<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Le Service de l'informatique met à la disposition des instances communales le personnel nécessaire à la réalisation des prestations qui leur sont dédiées et à la coordination avec les prestations offertes par l'Etat.

<sup>2</sup> Les coûts relatifs au personnel sont portés au budget triennal et répartis conformément à l'article 11a, alinéa 3.

<sup>3</sup> Les autres prestations propres des représentants de l'Etat et des instances communales ne sont pas facturées.

Extension aux  
prestations des  
organes tiers

**Art. 12**<sup>1</sup> Sur la base d'une convention passée avec l'Etat, les organes tiers peuvent également offrir des prestations par le biais du guichet virtuel sécurisé.

<sup>2</sup> La convention définit en particulier la participation de l'organe tiers aux frais d'investissement et de fonctionnement du guichet virtuel sécurisé.

Utilisation du  
guichet virtuel  
sécurisé  
1. Caractère  
facultatif

**Art. 13**<sup>1</sup> Sous réserve de l'alinéa 3, l'utilisation du guichet virtuel sécurisé est facultative.

2. Incitation

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut prévoir, par voie d'ordonnance, certains avantages en faveur des utilisateurs afin d'encourager le recours au guichet virtuel sécurisé pour certaines prestations; il peut en particulier prévoir une réduction des émoluments prévus par la législation si une baisse effective et correspondante de la charge de travail des administrations publiques peut en découler.

3. Obligation

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut, par voie d'ordonnance, astreindre des instances communales, des organes tiers et certaines catégories d'utilisateurs, par exemple un corps de métier, à utiliser le guichet virtuel sécurisé pour des prestations particulières si cela entraîne une amélioration sensible de l'efficacité de l'administration publique.<sup>2</sup>

Contrat  
d'utilisation

**Art. 14**<sup>1</sup> L'utilisateur passe un contrat d'utilisation afin d'accéder aux prestations du guichet virtuel sécurisé.

Représentant

**Art. 15** Un représentant légal ou contractuel peut avoir accès aux données et aux informations relatives à la personne qu'il représente et agir en son nom par le biais du guichet virtuel sécurisé, s'il justifie de ses pouvoirs de représentation auprès de la Chancellerie d'Etat.

## SECTION 5 : Protection des données

Accès à des  
données  
personnelles

**Art. 16**<sup>1</sup> Des données personnelles concernant un utilisateur peuvent être rendues accessibles :

a) à l'utilisateur lui-même;

- b) au représentant de l'utilisateur, lorsque ce dernier y a expressément consenti.

<sup>2</sup> Après avoir consulté la commission, le Gouvernement peut prévoir, par voie d'ordonnance, un accès plus large à certaines données personnelles en faveur d'une catégorie particulière d'utilisateurs, par exemple un corps de métier, aux conditions cumulatives suivantes :

- a) la catégorie d'utilisateurs a régulièrement besoin, dans le cadre de l'accomplissement de ses tâches, d'avoir connaissance des données;
- b) les utilisateurs et leurs collaborateurs sont soumis au secret professionnel ou de fonction, ou se sont engagés chacun contractuellement à respecter la confidentialité des données;
- c) la transmission des données en cause est proportionnée au but recherché et repose sur un intérêt public ou privé suffisant.

<sup>3</sup> Les administrations publiques et les utilisateurs au sens de l'alinéa 2 ne peuvent avoir accès aux informations disponibles sur le guichet virtuel sécurisé que si celles-ci sont en rapport étroit avec leurs activités légales et professionnelles.

Conservation  
des données

**Art. 17** <sup>1</sup> A l'exception de l'historique temporaire des transactions (art. 9), les données transmises par les utilisateurs ne sont pas conservées dans le système du guichet virtuel sécurisé.

<sup>2</sup> Des statistiques anonymes de fréquentation du site peuvent être constituées et enregistrées sur le système du guichet virtuel sécurisé.<sup>[7](#)</sup>

<sup>3</sup> Les données, y compris sensibles, envoyées par l'utilisateur sur le guichet virtuel sécurisé sont susceptibles d'être stockées dans les systèmes informatiques de l'Etat et mises à la disposition des unités administratives ou des instances communales qui en sont les destinataires.<sup>[8](#)</sup>

Hébergement et  
utilisation de  
services  
informatiques en  
nuage

**Art. 17a**<sup>[8](#)</sup> Le recours à des services informatiques en nuage pour héberger tout ou partie du guichet virtuel sécurisé ou l'utilisation de solutions informatiques en nuage est possible moyennant le respect de la législation relative à la protection des données.

Renvoi

**Art. 18** Au surplus, la législation relative à la protection des données s'applique.

## SECTION 6 : Responsabilité

Responsabilité  
de l'Etat

**Art. 19** <sup>1</sup> L'Etat ne répond pas des dommages, directs ou indirects, résultant de l'incapacité d'accéder au guichet virtuel sécurisé ou d'utiliser celui-ci.

<sup>2</sup> Les renseignements disponibles sont fournis d'après les registres reliés au guichet virtuel sécurisé, sans garantie quant à leur véracité; leur inexactitude éventuelle n'entraîne aucune responsabilité de l'Etat.

Responsabilité  
des instances  
communales et  
des organes tiers

**Art. 20**<sup>7)</sup> Les instances communales et les organes tiers qui offrent des prestations par le biais du guichet virtuel sécurisé sont seuls responsables des données fournies et des dommages qu'ils pourraient causer aux utilisateurs.

Responsabilité  
de l'utilisateur

**Art. 21** <sup>1</sup> L'utilisateur est seul responsable de son système informatique.

<sup>2</sup> Il supporte tous les risques résultant de l'utilisation par un tiers de ses droits d'accès.

## SECTION 7 : Dispositions diverses, transitoire et finales<sup>7)</sup>

Renvoi

**Art. 22** Pour le surplus, le Code de procédure administrative<sup>2)</sup> régit la procédure applicable aux décisions fondées sur la présente loi.

Emolument

**Art. 23** <sup>1</sup> L'utilisation du guichet virtuel sécurisé est en principe gratuite.

<sup>2</sup> Un émolument peut toutefois être prévu dans le contrat d'utilisation lorsqu'une catégorie d'utilisateurs a accès à des prestations particulières occasionnant des frais aux administrations publiques.

<sup>3</sup> Un émolument peut être prélevé lorsqu'un utilisateur requiert un nouveau droit d'accès ou une intervention technique particulière.

<sup>4</sup> Pour le surplus, les dispositions de la législation sur les émoluments sont réservées.

Disposition  
transitoire

**Art 23a<sup>9)</sup>** En dérogation aux articles 11a, alinéa 3, et 11c, alinéa 2, les coûts de développement et de fonctionnement des prestations bénéficiant totalement ou partiellement aux instances communales ainsi que les coûts relatifs au personnel des années 2023 et 2024 sont pris en charge par l'Etat jusqu'à un montant maximum de 556 400 francs.

Exécution

**Art. 24** <sup>1</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les dispositions nécessaires à l'exécution de la présente loi.

<sup>2</sup> Il peut notamment édicter des dispositions concernant :

- a) la réglementation du droit d'accès, en particulier sa transmission initiale à l'utilisateur, son contrôle et sa modification (art. 8);
- b) l'historique, en particulier la destruction des transactions enregistrées (art. 9);
- c) les mesures de sécurité (art. 10);
- d) la notification de décisions, d'autorisations ou d'autres actes par le biais du guichet virtuel sécurisé (art. 11, al. 4 et 5);
- e) la passation et le contenu du contrat d'utilisation du guichet virtuel sécurisé (art. 14);
- f) les modalités relatives à la représentation (art. 15).

Modification du  
droit en vigueur

**Art. 25** Le décret du 24 mars 2010 fixant les émoluments de l'administration cantonale<sup>3)</sup> est modifié comme il suit :

#### **Article 7, chiffre 3**

...<sup>4)</sup>

Référendum

**Art. 26** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 27** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>5)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 26 octobre 2011

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : André Burri  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) [RSJU 175.1](#)
- 3) [RSJU 176.21](#)
- 4) Texte inséré dans ledit décret
- 5) 1<sup>er</sup> mai 2012
- 6) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 6 septembre 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2023
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 6 septembre 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2023
- 8) Introduit par le ch. I de la loi du 6 septembre 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2023



## Arrêté fixant les indemnités parlementaires

du 30 septembre 2020

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 55, alinéa 3, de la loi d'organisation du Parlement du 30 septembre 2020<sup>[1](#)</sup>,

arrête :

Terminologie

**Article premier** Les termes utilisés dans le présent arrêté pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Députés

**Art. 2** <sup>1</sup> Les députés et les suppléants ont droit à une indemnité de 150 francs par séance.

<sup>2</sup> Lorsque la séance dure moins d'une heure, les députés et les suppléants ont droit à une demi-indemnité.

<sup>3</sup> Les députés et les suppléants qui, sans excuse jugée valable par le président du Parlement, n'ont pas assisté à la majeure partie d'une séance voient leur indemnité réduite de moitié.

<sup>4</sup> Le même tarif est applicable pour les séances du Bureau, des commissions, des commissions interparlementaires et des groupes ainsi que pour les journées d'études organisées avec l'accord du Bureau.

<sup>5</sup> Les parlementaires qui ne font partie d'aucun groupe touchent, pour l'étude des dossiers, une indemnité annuelle de 2 000 francs.<sup>[2](#)</sup>

<sup>6</sup> Les remplaçants qui ne siègent pas dans la commission ne touchent aucune indemnité s'ils participent à une séance d'information ou à une visite organisée par la commission.

Président et vice-présidents

**Art. 3** <sup>1</sup> Le président du Parlement touche une indemnité annuelle, pour remboursement de frais, de 4 000 francs, le premier vice-président de 2 000 francs et le deuxième vice-président de 1 000 francs.

<sup>2</sup> Ils reçoivent, en sus, une indemnité de 40 francs par représentation pour remboursement de frais. Leurs frais de déplacement sont indemnisés conformément à l'article 7.

<sup>3</sup> Pour la présidence d'une séance du Parlement ou du Bureau, le président a droit à une demi-indemnité de séance supplémentaire.

<sup>4</sup> Les autres députés ont droit à la rétribution ordinaire lorsqu'ils se rendent en délégation officielle.

Représentations  
du Bureau

**Art. 4** Le Bureau est compétent pour décider d'indemniser ou non, et à quel niveau, la participation de ses membres, ou de leurs remplaçants, à certaines séances et représentations, notamment les rencontres avec d'autres institutions ou des bureaux d'autres cantons.

Scrutateurs

**Art. 5** Les scrutateurs ont droit à une rétribution supplémentaire de 15 francs par journée ou demi-journée de séance plénière durant laquelle ils sont appelés à fonctionner.

Président de  
commission et  
de groupe

**Art. 6** Lors de chaque séance de commission ou de groupe, le président a droit à un supplément équivalant à une demi-indemnité de séance.

Indemnité de  
déplacement

**Art. 7** <sup>1</sup> Une indemnité kilométrique, dont le montant est basé sur les dispositions applicables aux employés d'Etat, est versée aux parlementaires pour leur déplacement entre leur domicile et la localité où siègent le Parlement, le Bureau, les commissions, les groupes et les commissions interparlementaires.

<sup>2</sup> Pour les déplacements à l'extérieur du canton, l'utilisation des transports publics est privilégiée. Les dispositions applicables aux employés d'Etat pour le remboursement des frais de déplacement s'appliquent par analogie aux parlementaires.

Indemnité de  
subsistance

**Art. 8** Les parlementaires ont droit à une indemnité de subsistance, dont le montant est basé sur les dispositions applicables aux employés d'Etat, lorsqu'un repas doit être pris à l'occasion d'une représentation officielle ou d'une séance à l'extérieur du canton.

Indemnité  
informatique

**Art. 9** <sup>2)</sup> Pour couvrir leurs frais d'équipement informatique personnel et leurs frais d'impression, les parlementaires ont droit à une indemnité annuelle de 200 francs.

Indemnité  
spéciale

**Art. 10** Sur proposition de la commission, le Bureau peut décider d'attribuer une indemnité spéciale aux commissaires chargés de travaux particuliers.

Indemnités aux  
groupes

**Art. 11** <sup>1</sup> Une indemnité annuelle est versée aux groupes en couverture de leurs frais de secrétariat.

<sup>2</sup> Elle comprend :

- a) une contribution de base de 4 000 francs;
- b) une contribution de 700 francs par député et par suppléant.

Indexation

**Art. 12** Les indemnités prévues dans le présent arrêté sont adaptées à l'indice suisse des prix à la consommation pour autant que celui-ci ait varié de deux points depuis la dernière adaptation.

Contribution liée  
au Plan équilibre  
2022-2026

**Art. 12a**<sup>3)</sup> <sup>1</sup> Une contribution de 1,9% est prélevée sur l'indemnité prévue à l'article 2, alinéa 1.

<sup>2</sup> Le prélèvement s'effectue pour une durée de trois ans dès l'entrée en vigueur de la présente disposition.

Abrogation

**Art. 13** L'arrêté du 3 décembre 2014 fixant les indemnités parlementaires est abrogé.

Entrée en  
vigueur

**Art. 14** Le présent arrêté entre en vigueur le 16 décembre 2020.

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Eric Dobler  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

<sup>1)</sup> [RSJU 171.21](#)

<sup>2)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 27 mars 2024, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024

<sup>3)</sup> Introduit par le ch. I de l'arrêté du 27 mars 2024, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024



## Loi sur le personnel de l'Etat (LPer)<sup>[14\)](#)</sup>

du 22 septembre 2010

*Le Parlement de la République et Canton du Jura*

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Mission

**Article premier** La fonction publique a pour mission de fournir au public les services de qualité auxquels il a droit, de mettre en œuvre les politiques établies par les autorités et d'assurer la réalisation des autres objectifs de l'Etat.

Objet de la loi  
et champ  
d'application

**Art. 2** <sup>1</sup> La présente loi a pour objet de fixer les principes de la politique et de la gestion du personnel de l'Etat ainsi que les droits et les devoirs des employés qui exercent leur activité dans le cadre particulier du service public.

<sup>2</sup> La présente loi s'applique aux employés de l'Etat comprenant le personnel de l'administration cantonale et les enseignants, ainsi qu'aux magistrats.

<sup>3</sup> Elle ne s'applique pas au personnel des établissements de droit public.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Elle ne s'applique pas aux apprentis, ni aux stagiaires. Le Gouvernement règle, en tant que besoin, leur statut par voie d'ordonnance.<sup>[16\)](#)</sup>

<sup>5</sup> La conclusion de contrats de mandat est réservée.<sup>[16\)](#)</sup>

Employés et  
supérieurs  
hiérarchiques

**Art. 3** <sup>1</sup> Les employés qui accomplissent une activité durable sont engagés pour une durée indéterminée.

<sup>2</sup> Les employés qui accomplissent une activité temporaire, consistant notamment à effectuer des remplacements ou des tâches spéciales, sont engagés pour une durée déterminée.

<sup>3</sup> Sous réserve de la législation spéciale, sont supérieurs hiérarchiques les agents publics auxquels sont subordonnés un ou plusieurs employés, notamment les chefs de service ou d'office, les chefs de section, les directeurs d'écoles publiques et ceux dont le cahier des charges le prévoit.<sup>15)</sup>

#### Magistrats

**Art. 4** <sup>1</sup> Sont magistrats au sens de la présente loi :

- a) les membres du Gouvernement;
- b) les juges et procureurs au sens de la loi d'organisation judiciaire<sup>3)</sup>;
- c) le président de la Commission cantonale des recours en matière d'impôts;
- d) ...<sup>13)</sup>;
- e) le chef du Contrôle des finances;
- f) le secrétaire du Parlement.

<sup>2</sup> Seuls les articles 21, 23, 25, 26, 27, 31, alinéa 1, 44 et 63 à 66i sont applicables aux membres du Gouvernement.<sup>12)15)</sup>

<sup>3</sup> Ne sont pas applicables aux autres magistrats les dispositions relatives à la création et à la fin des rapports de service pour cause de licenciement, de même que les articles 22, alinéa 4, 28, alinéa 3, 32, 46, alinéas 1 et 2, 48, 49 et 67 à 70.<sup>15)</sup>

<sup>4</sup> Les juges et procureurs sont soumis aux articles 65 et suivants de la loi d'organisation judiciaire<sup>3)</sup>.

<sup>5</sup> Les dispositions légales spéciales sont réservées.

#### Terminologie

**Art. 5** Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## SECTION 2 : Politique du personnel

#### Politique du personnel

**Art. 6** <sup>1</sup> Le Gouvernement définit la politique du personnel, notamment en matière de conditions d'emploi, de développement, de formation et d'information.

<sup>2</sup> Il consulte les partenaires sociaux.

Egalité entre  
femmes et  
hommes

**Art. 7<sup>15)</sup>** Le Gouvernement applique l'égalité entre femmes et hommes dans tous les domaines de la gestion du personnel. Il veille à permettre aux collaborateurs de concilier vie professionnelle et familiale, notamment en favorisant les différentes formes d'aménagement du temps de travail.

Intégration des  
personnes  
handicapées

**Art. 8** Le Gouvernement prend les mesures destinées à favoriser l'intégration des personnes en situation de handicap.

Formation  
continue

**Art. 9** <sup>1</sup> Le Gouvernement encourage la formation des employés.

<sup>2</sup> Le Service des ressources humaines propose annuellement un programme de formation.

Mobilité

**Art. 10** Le Gouvernement encourage la mobilité interne.

Information

**Art. 11** Le Gouvernement informe régulièrement le personnel des décisions importantes qu'il prend.

Application de  
la politique du  
personnel

**Art. 12** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines coordonne la mise en œuvre de la politique du personnel.

<sup>2</sup> Il édicte les directives d'application nécessaires.

<sup>3</sup> Il apporte soutien et conseils aux responsables hiérarchiques ainsi qu'aux employés.

### **SECTION 3 : Création des rapports de service**

Processus de  
recrutement

**Art. 13** <sup>1</sup> Les postes à pourvoir font en principe l'objet d'une mise au concours publique.

<sup>2</sup> Il peut être renoncé à une mise au concours publique notamment dans les cas suivants :

- a) pour des postes temporaires d'une durée prévisible d'une année au maximum;
- b) pour des postes à temps partiel, dont le taux d'occupation est inférieur ou égal à 50 %;

- c) pour la redistribution entre plusieurs personnes de l'unité administrative d'un pourcentage disponible résultant d'une réduction inférieure ou égale à 50 % de taux d'occupation;
- d) pour des postes partagés d'enseignants, dans la mesure où le poste libéré est proposé au second titulaire, et pour autant que son taux d'occupation soit inférieur ou égal à 50 %;
- e) pour des postes pourvus par mutation interne, pour autant que cela ne débouche pas sur une augmentation de traitement, sauf au sein d'une même unité administrative pour la réattribution d'un taux ne dépassant pas une redistribution d'au maximum 20 %.<sup>15)</sup>

<sup>3</sup> Dans les hypothèses citées à l'alinéa 2, lettres a et b, il peut être procédé à une mise au concours interne.

<sup>4</sup> En cas de mise au concours publique infructueuse, il peut être procédé à un engagement par voie d'appel.

<sup>5</sup> Le Gouvernement détermine, par voie d'ordonnance, la procédure de mise au concours et de recrutement.

Eligibilité et  
conditions  
d'engagement

**Art. 14** <sup>1</sup> La Constitution et la loi déterminent les conditions d'éligibilité et le mode d'élection des magistrats.

<sup>2</sup> Peut être engagée comme employé toute personne :

- a) de nationalité suisse;
- b) étrangère ayant l'exercice des droits politiques; ou
- c) ressortissante d'un pays de l'Union européenne (UE) ou de l'Association européenne de libre-échange (AELE).

<sup>3</sup> Pour les étrangers non ressortissants d'un pays de l'UE ou de l'AELE qui ne sont pas au bénéfice de l'exercice des droits politiques, le Gouvernement peut autoriser des exceptions.

<sup>4</sup> L'autorité d'engagement peut requérir d'un candidat qu'il justifie de son honorabilité, notamment en fournissant un extrait de casier judiciaire ou tout autre document utile.

<sup>5</sup> Demeurent réservées les exigences posées par la législation spéciale.<sup>16)</sup>

Conditions  
d'engagement

**Art. 15** <sup>1</sup> L'autorité d'engagement détermine le profil requis pour occuper un poste.



<sup>2</sup> En cas d'engagement à un poste exigeant une formation en emploi, l'engagement définitif est subordonné à l'acquisition de celle-ci dans une période convenue à l'engagement. A défaut d'obtention du titre, les rapports de travail cessent automatiquement à l'issue de la période convenue, sous réserve de la prolongation de celle-ci par l'autorité d'engagement. Le cas échéant, la prolongation demeure subordonnée à la condition de l'acquisition de la formation initialement prévue.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>3</sup> S'agissant des enseignants, seules peuvent être engagées les personnes qui ne sont pas sous le coup d'un retrait de l'autorisation d'enseigner ou d'une mesure équivalente prononcée à l'extérieur du Canton.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>4</sup> En outre, sous réserve de l'engagement d'enseignants à titre temporaire, seules peuvent être engagées pour une durée indéterminée les personnes en possession de titres reconnus; l'alinéa 2 est réservé. Les conditions sont précisées, en tant que besoin, par voie d'ordonnance.<sup>[16\)](#)</sup>

Autorité  
d'engagement

**Art. 16** <sup>1</sup> Sous réserve de la législation spéciale et des dispositions qui suivent, les employés de l'Etat sont engagés par le Gouvernement.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut déléguer, par voie d'ordonnance, cette compétence d'engagement aux chefs de département.

<sup>3</sup> L'engagement des employés temporaires est réglé par voie d'ordonnance.

Mode  
d'engagement

**Art. 17** <sup>1</sup> Les employés de l'Etat sont engagés par contrat de droit administratif.

<sup>2</sup> Le contrat précise notamment :

- a) la désignation de l'emploi;
- b) le taux d'occupation si l'emploi est à temps partiel;
- c) les conditions de rémunération;
- d) la date de l'entrée en fonction;
- e) le cas échéant, les obligations particulières.

Attributions

**Art. 18** Les attributions de l'employé résultent de la législation. Elles sont précisées dans une description de poste, établie par le supérieur hiérarchique et revue régulièrement.

Engagement  
de durée  
déterminée

**Art. 19<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> L'employé peut être engagé pour une période déterminée.

<sup>2</sup> Une période probatoire de trois mois au maximum peut être prévue. Si, à la suite d'une évaluation des prestations, il existe un doute sur la capacité de l'employé à assumer sa fonction, la période probatoire peut être prolongée de trois mois au maximum. Durant la période probatoire, les rapports de service peuvent être résiliés librement de part et d'autre, par écrit, moyennant le respect d'un délai de 14 jours pour la fin d'un mois.

<sup>3</sup> Pour certaines catégories d'employés, notamment ceux qui débutent leur engagement par une formation, le Gouvernement peut prévoir, par voie d'ordonnance, une période probatoire de six mois. Au surplus, l'alinéa 2 est applicable.

<sup>4</sup> Un contrat de durée déterminée peut être renouvelé. Il ne peut être renouvelé plus de deux fois que s'il existe un motif objectif lié au poste s'opposant à la conclusion d'un contrat de durée indéterminée, faute de quoi il doit être converti en un contrat de durée indéterminée.

Période  
probatoire en cas  
d'engagement  
de durée  
indéterminée<sup>15)</sup>

**Art. 20** <sup>1</sup> L'engagement définitif à un nouveau poste est précédé d'une période probatoire de six mois. Si, à la suite d'une évaluation des prestations, il existe un doute sur la capacité de l'employé à assumer sa fonction, la période probatoire peut être prolongée de six mois au maximum. Durant la période probatoire, la résiliation des rapports de service peut être donnée moyennant un préavis d'un mois pour la fin d'un mois.<sup>15)</sup>

<sup>2</sup> La période probatoire peut être abrégée ou supprimée lorsque l'autorité d'engagement estime qu'elle ne se justifie pas.<sup>15)</sup>

<sup>3</sup> Lorsque l'employé n'a pas été informé de la fin des rapports de service ou de la prolongation de la période probatoire, par écrit, au moins un mois avant l'écoulement de celle-ci, l'engagement est réputé définitif.

#### **SECTION 4 : Organisation du travail et obligations des employés**

Intérêt général

**Art. 21** <sup>1</sup> L'employé est au service du peuple.

<sup>2</sup> Il agit conformément à la loi et aux intérêts de l'Etat.

Devoirs  
généraux

**Art. 22** <sup>1</sup> L'employé est tenu de remplir ses obligations avec diligence, compétence et efficacité, selon les règles de la bonne foi.

<sup>2</sup> La liberté d'opinion est garantie à l'employé. Il doit toutefois faire preuve de la réserve que lui impose sa fonction.

<sup>2bis</sup> Toute forme de propagande est proscrite dans le cadre de l'activité professionnelle.<sup>[16\)](#)</sup>

<sup>3</sup> L'employé ne peut avoir un intérêt direct ou indirect dans une entreprise qui met en conflit son intérêt personnel et les devoirs de sa fonction.

<sup>4</sup> Il se conforme aux instructions de ses responsables.

<sup>5</sup> Il assume personnellement son service.

<sup>6</sup> Il aide ses collègues et coopère avec eux. Il les remplace en cas de nécessité.

<sup>7</sup> L'enseignant dispense son enseignement conformément aux plans d'études, aux programmes d'enseignement et aux instructions des autorités scolaires. Il collabore avec les parents et les institutions spécialisées, compte tenu de leur rôle respectif. Il adapte son enseignement à l'évolution des connaissances et des méthodes.

<sup>8</sup> L'enseignant respecte l'opinion de ses élèves et s'abstient à leur égard de toute propagande et de tout acte discriminatoire.

Interdiction  
d'accepter  
des dons

**Art. 23** Il est interdit à l'employé de solliciter, de se faire promettre ou d'accepter, pour lui ou pour autrui, des dons et des avantages en rapport avec l'exécution de son travail.

Sauvegarde des  
intérêts de l'Etat  
et devoir de  
signaler

**Art. 24**<sup>[19\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les supérieurs hiérarchiques sont tenus de signaler à l'autorité d'engagement dont relèvent leurs subordonnés les faits punissables ou préjudiciables aux intérêts de l'Etat commis par ceux-ci dans l'accomplissement de leurs fonctions.

<sup>2</sup> L'employé qui fait l'objet d'une poursuite pénale pour un crime ou un délit susceptible de porter préjudice à l'activité ou à l'image de l'Etat en informe sa hiérarchie.

<sup>3</sup> Lorsque, dans l'exercice de sa fonction, l'employé a connaissance de faits constituant des crimes et délits poursuivis d'office, il les signale à son supérieur hiérarchique ou à son chef de département. Lorsque les faits portent sur des aspects financiers, il peut également s'adresser au Contrôle des finances.

<sup>4</sup> Lorsque, dans l'exercice de sa fonction, l'employé a connaissance d'autres faits lui paraissant suspects ou irréguliers, il a le droit de les signaler à son supérieur hiérarchique ou à son chef de département. Lorsque les faits portent sur des aspects financiers, il peut également s'adresser au Contrôle des finances.

<sup>5</sup> Nul ne doit subir un désavantage sur le plan professionnel pour avoir, de bonne foi, dénoncé une infraction ou annoncé une irrégularité ou pour avoir déposé comme témoin ou personne appelée à donner des renseignements.

<sup>6</sup> Lorsque l'affaire relève d'une autre autorité sur le plan administratif, le supérieur hiérarchique, le chef de département ou le Contrôle des finances informe celle-ci si un intérêt suffisant le justifie. En cas de lésion grave des intérêts de la collectivité, il y est tenu.

<sup>7</sup> Les dispositions du Code de procédure pénale<sup>[1](#)</sup>, celles fondant un secret de fonction qualifié ainsi que le secret professionnel au sens de l'article 321 du Code pénal suisse<sup>[20](#)</sup> demeurent réservées. Il en va de même d'autres dispositions spéciales en matière de communication de données.

<sup>8</sup> La présente disposition ne s'applique pas aux affaires qui relèvent des tâches courantes de l'unité administrative. L'article 95 est également réservé.

Secret de  
fonction

**Art. 25** <sup>1</sup> Il est interdit à l'employé de divulguer des faits dont il a eu connaissance dans l'accomplissement de son travail et qui doivent rester secrets en raison de leur nature, des circonstances ou d'instructions spéciales.

<sup>2</sup> Dans les mêmes limites, il lui est interdit de communiquer à des tiers ou de conserver par-devers lui, au-delà des besoins du service, des documents professionnels en original ou en copie.<sup>[15](#)</sup>

<sup>3</sup> Ces obligations subsistent après la fin des rapports de service.

Levée du secret  
de fonction et  
déposition en  
justice<sup>15)</sup>

**Art. 26** <sup>1</sup> L'employé ne peut déposer en justice comme partie, témoin ou expert sur des faits dont il a eu connaissance dans l'accomplissement de son travail et qui doivent rester secrets en raison de leur nature, des circonstances ou d'instructions spéciales que moyennant autorisation écrite. Cette autorisation demeure nécessaire après la cessation des rapports de travail.<sup>15)</sup>

<sup>2</sup> L'autorité compétente pour octroyer cette autorisation et, plus généralement, pour lever le secret de fonction est :

- a) le Gouvernement pour les membres du Gouvernement et le chancelier;
- b) le Conseil de surveillance de la magistrature pour les magistrats au sens de la loi d'organisation judiciaire<sup>3)</sup>;
- c) le Bureau du Parlement pour les autres magistrats;
- d) le chef de département pour les employés.<sup>15)</sup>

<sup>3</sup> L'autorisation ne peut être refusée que si un intérêt public prépondérant l'exige. Au besoin, l'autorité peut faire préciser les points sur lesquels doit porter la déposition de l'employé.

<sup>4</sup> Les mêmes règles s'appliquent à la production en justice de pièces officielles et à la remise d'attestations.

<sup>5</sup> Demeurent réservées les dispositions de la législation spéciale.<sup>16)</sup>

Désistement

**Art. 27** L'employé doit s'abstenir de tout acte dans les cas de récusation prévus par le Code de procédure administrative<sup>2)</sup>.

Instruments de  
travail

**Art. 28** <sup>1</sup> L'employé utilise avec soin le matériel et les instruments de travail mis à disposition par l'employeur pour exercer son travail.

<sup>2</sup> Le Gouvernement détermine les limites dans lesquelles ces instruments peuvent être utilisés à des fins personnelles.

<sup>3</sup> L'employé doit permettre à son responsable hiérarchique d'accéder aux documents professionnels, notamment informatiques.

<sup>4</sup> ...<sup>17)</sup>

Organisation du  
travail et tâches  
spécifiques du  
responsable

**Art. 29** <sup>1</sup> Le supérieur hiérarchique détermine l'organisation du travail en définissant ses attentes en termes de missions, de tâches et d'objectifs et en donnant à ses subordonnés les instructions nécessaires pour que ceux-ci puissent planifier et organiser leur activité.

<sup>2</sup> Le supérieur hiérarchique assure un suivi régulier du personnel qui lui est subordonné et contrôle la bonne exécution du travail.

<sup>3</sup> Il est responsable des actes accomplis conformément aux instructions qu'il a données.

<sup>4</sup> Il informe régulièrement le personnel des décisions importantes en lien avec les activités du service, notamment en le réunissant.<sup>[16\)](#)</sup>

Absences et  
examen auprès  
du médecin  
conseil

**Art. 30** <sup>1</sup> L'employé informe immédiatement son supérieur hiérarchique de ses absences. Il est tenu de les justifier.

<sup>2</sup> L'employé qui se trouve en incapacité de travail pour une cause inhérente à sa santé doit produire un certificat médical dès le quatrième jour d'absence. En cas d'absence répétée ou de suspicion d'abus, le Service des ressources humaines peut exiger un certificat médical dès le premier jour d'absence. Il peut ordonner l'examen de l'employé par un médecin conseil désigné par lui.

Occupation  
accessoire

**Art. 31** <sup>1</sup> L'employé ne peut se livrer à une occupation accessoire incompatible avec l'exercice de sa fonction ou qui porte préjudice à l'image de l'Etat.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Toute activité accessoire rétribuée est soumise à autorisation.

<sup>3</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les conditions de l'exercice d'une occupation accessoire. Il peut déléguer la compétence d'octroyer l'autorisation au Service des ressources humaines.

<sup>4</sup> Les articles 12 et 49 de la loi d'organisation judiciaire<sup>[3\)](#)</sup> sont réservés.

Entretien de  
développement  
et d'évaluation

**Art. 32** <sup>1</sup> L'employé a régulièrement un entretien de développement et d'évaluation avec son chef de service ou le responsable hiérarchique désigné par ce dernier.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>2</sup> L'entretien de développement et d'évaluation porte sur le bilan de la période écoulée sur le plan des connaissances, des compétences, de l'efficacité professionnelle, ainsi que du comportement au travail.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Cet entretien sert également à déterminer les objectifs pour la période à venir, ainsi que les mesures d'accompagnement nécessaires, notamment la formation.

<sup>4</sup> L'employé a accès à son dossier individuel.

<sup>5</sup> Dans l'enseignement, les responsables hiérarchiques chargés de mener cet entretien sont désignés par le Département de la formation, de la culture et des sports.

Résidence,  
logement et  
uniforme

**Art. 33** <sup>1</sup> Lorsque les besoins du service l'exigent, l'employé peut être tenu de résider dans une localité proche du lieu de travail.

<sup>2</sup> Il peut être tenu d'occuper le logement que lui assigne l'autorité d'engagement.

<sup>3</sup> Il peut être tenu de porter un uniforme.

<sup>4</sup> Le Gouvernement fixe les catégories d'employés astreints à de telles obligations.

Charte de la  
fonction publique

**Art. 34** <sup>1</sup> En collaboration avec les partenaires sociaux, le Gouvernement élabore une charte de la fonction publique qui oblige l'Etat et ses employés.

<sup>2</sup> La charte a pour objectif de préciser les droits et devoirs des employés de l'Etat prévus dans la présente loi.

Promesse  
solennelle

**Art. 35<sup>(15)</sup>** <sup>1</sup> Les magistrats font la promesse solennelle devant le Parlement.

<sup>2</sup> Sous réserve de la législation spéciale, le Gouvernement définit, par voie d'ordonnance, les fonctions pour lesquelles les titulaires doivent faire la promesse solennelle, ainsi que le texte de celle-ci et l'autorité devant laquelle elle est prononcée.

## SECTION 5 : Droits des employés

Naissance et  
extinction du  
droit au  
traitement

**Art. 36** <sup>1</sup> Le Parlement fixe les conditions dans lesquelles naît et s'éteint le droit au traitement et aux allocations.

<sup>2</sup> Il détermine de même les modalités de ce droit en cas de maladie, de grossesse, d'accident, d'invalidité, de congé, de service militaire ou lors de toute autre circonstance entraînant une incapacité temporaire de l'employé à assumer sa tâche.

Compensation	<b>Art. 37</b> Le traitement ne peut être compensé avec une somme due à l'Etat en raison des rapports de service que dans la mesure où le salaire est saisissable; les créances dérivant d'un dommage causé intentionnellement peuvent être compensées sans restriction.
Retenues	<b>Art. 38</b> Les contributions légales aux assurances sociales sont prélevées d'office.
Droit au traitement en cas de maladie ou d'accident a) Empêchement non fautif	<p><b>Art. 39</b> <sup>1</sup> En cas d'empêchement non fautif de travailler résultant d'une maladie ou d'un accident, le traitement des employés est versé de la façon suivante, pour le degré de l'incapacité subie :</p> <p>a) à 100 %, du 1<sup>er</sup> au 30<sup>e</sup> jour d'incapacité; b) à 90 % du 31<sup>e</sup> jour au 730<sup>e</sup> jour d'incapacité.</p> <p><sup>2</sup> Le Gouvernement peut conclure une assurance perte de gains pour les employés. En cas de conclusion d'une assurance perte de gains, les indemnités journalières sont acquises à l'employeur, sous réserve de cessation des rapports de service. En cas de cessation des rapports de service, les indemnités journalières sont directement versées à l'assuré par l'assurance perte de gains.<sup><a href="#">15)</a></sup></p> <p><sup>3</sup> En cas d'auto-assurance, l'Etat continue à verser directement les prestations jusqu'au 730<sup>e</sup> jour d'incapacité, indépendamment de la cessation éventuelle des rapports de service et sous réserve des prestations allouées par les assurances sociales.<sup><a href="#">15)</a></sup></p> <p><sup>4</sup> Le Gouvernement fixe la participation des employés au financement des prestations prévues au présent article.<sup><a href="#">16)</a></sup></p> <p><sup>5</sup> Il règle, par voie d'ordonnance, les modalités d'application du présent article.<sup><a href="#">16)</a></sup></p> <p><b>Art. 40</b><sup><a href="#">17)</a></sup></p>
Mise à l'invalidité et annonce au service de détection précoce	<b>Art. 41</b> <sup>1</sup> Tout employé incapable de travailler doit déposer valablement une demande de prestations à l'Office de l'assurance invalidité et à la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura, au plus tard six mois après le début de son incapacité de travail.



<sup>2</sup> Le Service des ressources humaines communique, en tout temps, les situations d'employés en incapacité de travail au service de détection précoce de l'assurance invalidité.

b) Empêchement imputable à une faute

**Art. 42** Lorsque l'empêchement de travailler résulte d'une faute intentionnelle ou d'une négligence grave de l'employé, les prestations énoncées à l'article 39 sont réduites ou supprimées dans la même proportion que celle appliquée par l'éventuelle assurance.

c) Empêchement imputable à un tiers

**Art. 43** Lorsque l'empêchement de travailler résulte de la faute intentionnelle ou de la négligence d'un tiers, l'employeur est subrogé aux droits de l'employé jusqu'à concurrence des prestations fournies.

Traitement et classification : renvoi

**Art. 44** Le mode de rémunération ainsi que la classification sont réglés par voie de décret.

Assurances et institutions de prévoyance

**Art. 45** Le Parlement règle l'assurance contre les conséquences économiques du décès, de l'âge et de l'invalidité, en coordination avec les autres institutions de prévoyance en faveur du personnel.

Aménagement du temps de travail<sup>21)</sup>

**Art. 46** <sup>1</sup> Le Gouvernement règle l'aménagement du temps de travail.

<sup>2</sup> Il peut décider d'annualiser certains horaires.

<sup>3</sup> Il met sur pied des formes d'aménagement du temps de travail permettant de concilier les impératifs de service et les besoins de l'employé, telles que le travail à temps partiel, le travail à distance, la flexibilisation de l'horaire ou les congés supplémentaires non payés.<sup>15)</sup>

<sup>4</sup> Les modalités d'exécution sont réglées par voie d'ordonnance.<sup>16)</sup>

<sup>5</sup> Par décision, le Gouvernement peut déroger à certaines dispositions de la présente loi pour autoriser des projets pilotes en matière d'aménagement du temps de travail, aux conditions cumulatives suivantes :

- a) la durée du projet pilote ne peut dépasser deux ans;
- b) il est limité à certaines unités administratives ou à certains employés de celles-ci;
- c) il est mis sur pied d'entente avec les partenaires sociaux;
- d) les employés concernés y consentent;
- e) une convention écrite formalise les modalités applicables.<sup>16)</sup>

**Art. 47**<sup>[22\)](#)</sup>

Durée du travail **Art. 48** <sup>1</sup> La durée de travail hebdomadaire maximale pour le personnel de l'administration cantonale est de 40 heures.

<sup>2</sup> Le Gouvernement est autorisé à fixer une durée de travail hebdomadaire inférieure, en accord avec les associations du personnel et les syndicats, dans les limites prévues à l'article 96, alinéa 3. Le contenu de l'accord doit être approuvé par le Parlement.

<sup>3</sup> Le temps de travail d'un enseignant à plein temps correspond à celui d'un employé de l'administration cantonale engagé à plein temps.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>4</sup> La charge de travail de l'enseignant comprend l'enseignement proprement dit et les tâches qui lui sont associées, telles que la relation avec les parents et les services liés à l'école, la participation à des activités organisées dans le cadre de l'école ainsi que le perfectionnement professionnel.

<sup>5</sup> Le Gouvernement fixe le nombre de périodes hebdomadaires pour chaque catégorie d'enseignants, en fonction notamment du degré d'enseignement.

<sup>6</sup> Au besoin, le Gouvernement peut prévoir, selon les cas, un allègement de programme ou une rémunération complémentaire lorsqu'un employé est chargé d'une tâche particulière ou d'une tâche spécifique dans l'intérêt de l'Etat.<sup>[15\)](#)</sup>

Heures  
valorisées

**Art. 49**<sup>[15\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le personnel de l'administration cantonale est tenu d'accomplir les heures valorisées que peut exiger le service, soit celles effectuées entre 20h00 et 6h00 du matin, les dimanches, les jours de pont ainsi que les jours fériés; il peut être soumis à un horaire spécial.

<sup>2</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, le mode de compensation des heures valorisées.

Vacances,  
congés et jours  
fériés

**Art. 50** <sup>1</sup> Le Gouvernement fixe, par voie d'ordonnance, la durée des vacances auxquelles ont droit les employés, soit au minimum 20 jours ouvrables, ainsi que le mode de réduction du temps de vacances en cas d'empêchement de travailler. La durée du droit aux vacances pour les employés dès 50 ans est fixée à 25 jours ouvrables au minimum.

<sup>2</sup> Les enseignants ont droit à une période de vacances correspondantes. Ces vacances sont toutefois prises durant le temps des vacances scolaires.

<sup>3</sup> Les employés ont droit aux jours fériés et grandes fêtes définis dans la loi cantonale sur les jours fériés officiels et le repos dominical<sup>[11\)](#)</sup>.

<sup>4</sup> Le Gouvernement fixe, par voie d'ordonnance, la durée des congés auxquels ont droit les employés, notamment la durée du congé maternité, paternité et adoption.

Dispositions  
particulières

**Art. 51** Le Gouvernement peut prévoir des dispositions particulières en matière d'horaire et de vacances pour les employés âgés de plus de 50 ans.

Exercice de  
charges  
publiques

**Art. 52** <sup>1</sup> L'employé a le droit d'exercer une ou plusieurs charges publiques pour autant qu'elles soient compatibles avec sa fonction.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Selon l'importance des charges publiques exercées, l'employé peut leur consacrer au total 15 jours de travail par an au maximum sans réduction de traitement. Si l'exercice de la charge exige une absence de durée supérieure, le Gouvernement est habilité à statuer de cas en cas. Il peut, dans cette hypothèse, fixer une réduction appropriée du traitement ou une obligation de verser une contribution sur l'indemnité perçue pour l'exercice de la charge publique.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le Gouvernement règle les modalités de détail par voie d'ordonnance.

<sup>4</sup> Sont réservées les dispositions sur les incompatibilités.

<sup>5</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les conditions de l'exercice de charges publiques, notamment en ce qui concerne la prise en charge des frais occasionnés par l'exercice de ce droit.

Congé non payé

**Art. 53** <sup>1</sup> L'employé peut solliciter un congé non payé pour accomplir une mission d'intérêt général ou pour toute autre raison importante.

<sup>2</sup> Le congé peut être accordé par le Gouvernement ou par l'autorité désignée par lui.

<sup>3</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les conditions d'un tel congé.

Appui	<b>Art. 54</b> Au cours de leur première année d'activité, les employés bénéficient d'un soutien, notamment pédagogique pour ce qui concerne les enseignants.
Perfectionnement professionnel	<p><b>Art. 55</b> <sup>1</sup> L'employé a le droit et le devoir de se perfectionner.</p> <p><sup>2</sup> Le chef de département ou le supérieur hiérarchique peut astreindre un employé à suivre des cours de perfectionnement.</p> <p><sup>3</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les modalités de prise en charge. Pour les enseignants, ces cours se déroulent en principe par moitié sur le temps scolaire.</p>
Protection de la personnalité et de la santé a) En général <sup>15)</sup>	<p><b>Art. 56</b> <sup>1</sup> L'Etat assure la protection de la personnalité de ses employés.</p> <p><sup>2</sup> Il prend les mesures nécessaires pour empêcher toute discrimination entre les employés, en particulier en relation avec le sexe, la race, la culture, l'origine, la croyance, le mode de vie.</p> <p><sup>3</sup> Il met à disposition des employés des prestations individuelles d'aide ou de conseil auprès de professionnels de la santé en cas de difficultés liées à leur situation professionnelle.<sup>15)</sup></p> <p><sup>4</sup> Il prend les mesures nécessaires de prévention des accidents et maladies professionnelles, ainsi que de protection de la santé.</p> <p><sup>5</sup> Il prend en outre les mesures assurant la protection des données personnelles.</p>
b) Groupe de confiance	<p><b>Art. 56a</b><sup>16)</sup> <sup>1</sup> Le Gouvernement institue un groupe de confiance, composé de médiateurs qui se tiennent à disposition des employés rencontrant des difficultés sur leur lieu de travail, pour une écoute et une résolution des conflits en toute confidentialité. Il peut confier cette tâche à des employés de l'Etat ou mandater un partenaire externe suisse, public ou privé.</p> <p><sup>2</sup> Dans la mesure nécessaire, les employés sont autorisés à exposer aux membres du groupe de confiance les faits relatifs aux difficultés rencontrées ainsi qu'à produire des documents, même si ces faits ou ces documents sont soumis au secret de fonction et susceptibles de contenir des données personnelles, y compris sensibles..</p>

<sup>3</sup> Les membres du groupe de confiance suppriment toutes les données en leur possession après l'accomplissement de leur tâche.

<sup>4</sup> Toute personne collaborant, à un titre ou un autre, au sein d'un partenaire externe mandaté, susceptible de prendre connaissance du contenu des faits et des documents mentionnés à l'alinéa 2, est soumise au secret de fonction et à la législation cantonale en matière de protection des données.

<sup>5</sup> Avec l'accord des employés les ayant sollicités, les membres du groupe de confiance peuvent communiquer au Service des ressources humaine les médiations qui ont échoué et les situations qui, selon eux, nécessitent une intervention.

Protection contre  
les menaces

**Art. 57** L'employeur prend les mesures nécessaires pour assurer la protection des employés contre les menaces ou les attaques en lien avec l'exercice de leur mission.

Assistance  
juridique

**Art. 58** Lorsqu'un employé est lésé, dans l'exercice de ses fonctions, par une infraction commise à son encontre ou lorsqu'il est lui-même l'objet d'une plainte, le Gouvernement peut lui accorder, au vu des circonstances, une assistance juridique.

Liberté  
d'association et  
droit de grève

**Art. 59** <sup>1</sup> La liberté d'association et le droit de grève sont garantis conformément à la Constitution de la République et Canton du Jura<sup>4)</sup>.

<sup>2</sup> Toute grève doit être précédée d'un préavis.

<sup>3</sup> En cas de grève, aucune rémunération n'est versée pour les heures de travail non effectuées.

<sup>4</sup> La participation licite d'un employé à une grève ne peut entraîner de mesure à son encontre, ni constituer un motif de licenciement.

<sup>5</sup> Un service minimum doit être assuré notamment dans le secteur de la prise en charge des élèves de la scolarité obligatoire, de la police, de la prison, des tribunaux, des ponts et chaussées, des soins et de l'informatique. Le Gouvernement en règle les modalités par voie d'ordonnance.

Consultation

**Art. 60** Les employés sont consultés par le supérieur hiérarchique dans toutes les affaires importantes qui les concernent.

Inventions, droits  
d'auteur

**Art. 61** <sup>1</sup> Les inventions d'un employé et les designs qu'il a créés, ou à l'élaboration desquels il a pris part, dans l'accomplissement de son travail et conformément à ses obligations, appartiennent à l'employeur, qu'ils puissent être ou non protégés.

<sup>2</sup> Par accord écrit, l'employeur peut se réserver un droit sur les inventions que l'employé a faites et sur les designs qu'il a créés dans l'accomplissement de son travail mais en dehors de son cahier des charges.

<sup>3</sup> L'employé qui a fait une invention ou créé un design au sens de l'alinéa 2 en informe par écrit le Gouvernement; celui-ci lui fait savoir par écrit dans les six mois s'il entend acquérir ou lui laisser l'invention ou le design.

<sup>4</sup> Si l'invention ou le design n'est pas laissé à l'employé, l'employeur peut lui verser une rétribution spéciale équitable, compte tenu de toutes les circonstances, notamment de la valeur économique de l'invention ou du design, de la collaboration de l'employeur et de ses auxiliaires, de l'usage qui a été fait de ses installations, ainsi que des dépenses de l'employé et de sa situation.

<sup>5</sup> Les dispositions ci-dessus s'appliquent par analogie aux œuvres créées par l'employé.

Certificat et  
attestation de  
travail  
a) Principe

**Art. 62**<sup>15)</sup> L'employé peut demander en tout temps :

- a) un certificat de travail portant sur la nature et la durée des rapports de service, ainsi que sur la qualité de ses prestations, sur son comportement et sur ses aptitudes;
- b) une attestation de travail portant uniquement sur la nature et la durée des rapports de service.

b) Requête

**Art. 62a**<sup>16)</sup> <sup>1</sup> L'employé de l'administration cantonale adresse sa requête au Service des ressources humaines.

<sup>2</sup> L'enseignant adresse sa demande de certificat à la direction du cercle scolaire ou de la division du Service de la formation postobligatoire concernée. Lorsqu'il requiert une attestation, il peut présenter sa demande directement au Service de l'enseignement ou au Service de la formation postobligatoire.

**Art. 62b**<sup>16)</sup> <sup>1</sup> Pour les employés de l'administration cantonale, le Service des ressources humaines et le supérieur hiérarchique ou le chef de l'unité administrative de l'employé préparent et signent conjointement le certificat ou l'attestation.

<sup>2</sup> Pour les enseignants, le certificat est préparé par la direction du cercle scolaire ou de la division du Service de la formation postobligatoire concernée et transmis, avec leur signature, au Service de l'enseignement ou au Service de la formation postobligatoire à fin de validation et de cosignature par le chef de l'unité administrative concernée. L'attestation est préparée et signée par le Service de l'enseignement, respectivement par le Service de la formation postobligatoire.

<sup>3</sup> Le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire établissent, en collaboration avec le Service des ressources humaines, les certificats de travail et les attestations des membres des directions des écoles ou des divisions du Service de la formation postobligatoire.

<sup>4</sup> La requête est traitée dans un délai de 15 jours dans la mesure du possible.

## SECTION 6 : Responsabilité des employés

Responsabilité  
civile envers des  
tiers

**Art. 63** <sup>1</sup> L'Etat répond du dommage causé sans droit à un tiers par un employé dans l'exercice de sa charge.

<sup>2</sup> Le lésé n'a aucune action contre l'employé.

<sup>3</sup> L'action en dommages-intérêts se prescrit par trois ans à compter du jour où le lésé a eu connaissance du dommage et, dans tous les cas, par dix ans dès le jour où le fait dommageable s'est produit ou a cessé. En cas de mort d'homme ou de lésions corporelles, elle se prescrit par trois ans à compter du jour où le lésé a eu connaissance du dommage et, dans tous les cas, par vingt ans à compter du jour où le fait dommageable s'est produit ou a cessé.<sup>15)</sup>

<sup>4</sup> Lorsqu'un tiers réclame des dommages-intérêts, l'Etat en informe immédiatement l'employé.

<sup>5</sup> Lorsqu'il est tenu de réparer le dommage causé, l'Etat dispose, même après la résiliation des rapports de service, d'une action récursoire contre l'employé qui a commis une faute de manière intentionnelle ou par négligence grave. L'action se prescrit par trois ans dès le jour où la responsabilité de l'Etat a été reconnue par jugement, transaction, acquiescement ou d'une autre manière.<sup>[15\)](#)</sup>

Responsabilité  
civile envers  
l'Etat

**Art. 64** <sup>1</sup> L'employé répond envers l'Etat du dommage qu'il lui cause directement en violant intentionnellement ou par négligence grave les devoirs de sa fonction.

<sup>2</sup> L'Etat peut astreindre l'employé à conclure une assurance responsabilité civile pour les dommages qu'il peut causer dans l'exercice de ses fonctions.

Etendue de la  
réparation

**Art. 65** <sup>1</sup> Lorsque plusieurs employés ont causé ensemble un dommage, ils répondent envers l'Etat proportionnellement à leur faute.

<sup>2</sup> Font règle pour le surplus les dispositions des articles 41 et suivants du Code des obligations<sup>[5\)](#)</sup>.

Responsabilité  
pénale

**Art. 66** <sup>1</sup> Les dispositions des lois pénales fédérales et cantonales sont applicables aux poursuites pénales engagées contre un employé pour violation des devoirs de sa charge.

<sup>2</sup> Les membres du Gouvernement, les juges et les procureurs ne peuvent être l'objet de poursuites pénales pour violation des devoirs de leur charge qu'avec l'autorisation du Parlement.

#### **SECTION 6BIS : Traitement des données personnelles liées à l'utilisation des ressources informatiques et de télécommunication<sup>[16\)](#)</sup>**

Principes

**Art. 66a<sup>[16\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Les organes de l'Etat ne sont pas autorisés à enregistrer et analyser les données personnelles concernant des employés de l'Etat et liées à l'utilisation de leurs ressources informatiques et de télécommunication ou de celles dont ils ont délégué l'exploitation, sauf si la poursuite des buts prévus aux articles 66c à 66i l'exige.

<sup>2</sup> Le traitement de données au sens de la présente section peut également porter sur des données sensibles.



Ressources  
informatiques et  
de télécommuni-  
cation

**Art. 66b<sup>16)</sup>** Les ressources informatiques et de télécommunication comprennent l'ensemble des équipements fixes ou mobiles qui peuvent enregistrer des données personnelles, en particulier :

- a) les ordinateurs, les composants de réseau et les logiciels;
- b) les supports de données;
- c) les appareils téléphoniques;
- d) les imprimantes, les scanners, les télécopieurs et les photocopieurs;
- e) les systèmes de saisie du temps de travail;
- f) les systèmes de contrôle des installations à l'entrée et à l'intérieur de locaux;
- g) les systèmes de géolocalisation.

Enregistrement  
de données  
personnelles

**Art. 66c<sup>16)</sup>** Les organes de l'Etat peuvent enregistrer les données personnelles liées à l'utilisation de leurs ressources informatiques et de télécommunication dans les buts suivants :

- a) toutes les données personnelles, y compris celles se rapportant au contenu de la messagerie électronique, pour garantir leur sécurité (copies de sauvegarde);
- b) les données résultant de l'utilisation des ressources informatiques et de télécommunication :
  - pour maintenir la sécurité de l'information et des services;
  - pour assurer l'entretien technique des ressources informatiques et de télécommunication;
  - pour contrôler le respect des directives et règlements d'utilisation;
  - pour retracer l'accès aux fichiers;
  - pour facturer les coûts à chaque unité d'imputation;
- c) les données concernant le temps de travail des employés, pour gérer le temps de travail du personnel;
- d) les données concernant la présence de personnes dans les locaux de l'Etat ainsi que les entrées et les sorties, pour garantir la sécurité.

Analyse ne se  
rapportant pas  
aux personnes

**Art. 66d<sup>16)</sup>** Les données enregistrées peuvent être analysées sans rapport avec des personnes dans les buts mentionnés à l'article 66c.

Analyse se  
rapportant aux  
personnes  
a) Statistique

**Art. 66e<sup>16)</sup>** Les données enregistrées peuvent être analysées en rapport avec des personnes mais de manière non nominative, lorsque l'analyse a lieu par sondage et dans les buts suivants :

- a) contrôler l'utilisation des ressources informatiques et de télécommunication;
- b) contrôler le temps de travail du personnel.

b) Nominative

**Art. 66f<sup>16)</sup>** <sup>1</sup> Les données enregistrées peuvent être analysées en rapport avec des personnes et de manière nominative dans les buts suivants :

- a) élucider un soupçon concret d'utilisation abusive ou poursuivre un cas d'utilisation abusive, pour autant que les mesures d'information, organisationnelles et techniques de prévention des abus ne permettent pas de remédier à ceux-ci;
- b) analyser les perturbations des ressources informatiques et de télécommunication, y remédier ou parer aux menaces concrètes qu'elles subissent;
- c) fournir les prestations indispensables;
- d) saisir les prestations effectuées et les facturer;
- e) contrôler le temps de travail de personnes déterminées.

<sup>2</sup> Une analyse nominative de données personnelles ne peut être effectuée que si cumulativement :

- a) elle est ordonnée par :
  - 1. le Gouvernement, si les données concernent un membre du Gouvernement, le chancelier ou s'il n'est pas possible d'identifier l'unité administrative;
  - 2. le chef de département, s'il s'agit de contrôler les données d'un ou plusieurs employés dans une unité administrative déterminée;
  - 3. le Conseil de surveillance de la magistrature, si elles concernent un magistrat au sens de la loi d'organisation judiciaire<sup>3)</sup>;
  - 4. le Bureau du Parlement, si elles concernent un autre magistrat;
  - 5. le chef du Service des ressources humaines en cas de contrôle du temps de travail d'un employé;
- b) elle suit une information écrite à la personne concernée, si celle-ci a pu être identifiée.

<sup>3</sup> Selon les circonstances, l'autorité au sens de l'alinéa 2, lettre a, peut renoncer à une analyse nominative rétrospective et avertir en lieu et place l'employé ou les employés concernés qu'une analyse nominative sera opérée ultérieurement dans un délai qu'elle indique.

<sup>4</sup> Au surplus, le président du Gouvernement peut ordonner, à titre provisionnel, des mesures urgentes nécessaires, pouvant impliquer une analyse nominative de données personnelles, pour assurer la protection des ressources informatiques et de télécommunication de l'Etat, en particulier en cas d'attaque informatique.

Prévention des abus

**Art. 66g<sup>16)</sup>** Le Gouvernement prend les mesures d'information, organisationnelles et techniques nécessaires pour prévenir les abus.

Dispositions  
particulières

**Art. 66h<sup>16)</sup>** Le Gouvernement règle notamment :

- a) l'enregistrement, la conservation et la destruction des données;
- b) la procédure de traitement;
- c) l'accès aux données;
- d) les mesures techniques et organisationnelles visant à garantir la sécurité des données.

Renvoi

**Art. 66i<sup>16)</sup>** Au surplus, la législation relative à la protection des données et à la transparence s'applique.

## **SECTION 7 : Mobilité interne<sup>15)</sup>**

Principe

**Art. 67<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> L'employé peut être transféré à un poste vacant :

- a) s'il en fait la demande;
- b) lorsque l'organisation ou la rationalisation des tâches l'exige;
- c) lorsque ses aptitudes ne correspondent plus aux exigences de sa fonction.

<sup>2</sup> Le Gouvernement détermine, par voie d'ordonnance, la procédure applicable en matière de mobilité interne.

a) A la demande  
de l'employé

**Art. 68<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> Sur demande de l'employé, une mutation volontaire peut intervenir à un poste vacant de niveau équivalent ou inférieur à celui qu'il occupe.

<sup>2</sup> L'employé transféré acquiert le statut afférant à son nouveau poste. Il est rémunéré conformément à la classification valable pour ce dernier.

b) Lorsque  
l'organisation ou  
la rationalisation  
des tâches  
l'exige

**Art. 69<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> En cas de réorganisation ou de rationalisation des tâches de l'administration ou des écoles publiques, l'employé peut être transféré à un emploi en principe de niveau équivalent à celui qu'il occupait.

<sup>2</sup> L'employé transféré a droit en principe au maintien de son traitement nominal pour un même taux d'occupation.

<sup>3</sup> Si la fonction qui lui est confiée est moins bien évaluée, le traitement nominal de l'employé pour un même taux d'occupation est maintenu pendant deux ans. Pendant ce délai, son traitement n'est pas indexé à la hausse sur le renchérissement et aucune augmentation n'est accordée tant que son traitement dépasse le montant auquel il peut prétendre sur la base de la classification de la fonction nouvellement occupée. A l'issue de la période, le traitement est adapté à la classification valable pour le nouveau poste occupé.

<sup>4</sup> L'employé, âgé de 60 ans révolus et occupant son poste depuis au moins cinq ans, transféré dans une fonction moins bien évaluée bénéficie du maintien de son salaire nominal pour un même taux d'occupation pendant une durée maximale de cinq ans. Le traitement n'est pas indexé à la hausse sur le renchérissement et aucune augmentation n'est accordée à l'employé tant que son traitement dépasse le montant auquel il peut prétendre sur la base de la classification de la fonction nouvellement occupée. A l'issue de la période de cinq ans, le traitement est adapté à la classification valable pour le nouveau poste occupé.

c) Lorsque les aptitudes ne correspondent plus aux exigences de la fonction

**Art. 70<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> Lorsque, en dépit des mesures qui ont été prises en vue de l'amélioration de ses performances ou de ses prestations, les aptitudes d'un employé ne correspondent plus aux exigences de sa fonction, celui-ci peut être affecté à un poste vacant.

<sup>2</sup> Le Gouvernement décide de la mutation en se fondant sur un rapport établi par le Service des ressources humaines, respectivement le Service de l'enseignement ou le Service de la formation postobligatoire.

<sup>3</sup> L'employé muté acquiert le statut afférant à son nouveau poste. Il est rémunéré conformément à la classification valable pour ce dernier.

## **SECTION 8 : Cessation des rapports de service**

Causes

**Art. 71<sup>15)</sup>** Les rapports de service prennent fin par :

- a) le décès;
- b) la retraite;
- c) l'invalidité ou l'échéance de 730 jours d'incapacité de travail, pour le degré d'incapacité encore subi;
- d) le défaut d'obtention du titre exigé;
- e) la résiliation d'un commun accord;
- f) la démission;
- g) le licenciement pour suppression d'emploi;

- h) l'échéance du contrat, uniquement en cas d'engagement de durée déterminée;
- i) le licenciement ordinaire;
- j) le licenciement extraordinaire.

Décès

**Art. 72** Les rapports de service cessent de plein droit le jour du décès.

Retraite à l'âge  
terme

**Art. 73** <sup>1</sup> L'employé est en principe mis d'office à la retraite à la fin du mois au cours duquel il atteint l'âge fixé par la loi fédérale sur l'assurance vieillesse et survivants (LAVS)<sup>6)</sup> pour l'ouverture du droit à une rente de vieillesse simple.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut déroger à cette limite d'âge dans des cas exceptionnels et avec l'accord de l'employé, notamment lorsque son remplacement s'avère difficile et qu'une vacance de poste est préjudiciable au bon fonctionnement de l'Etat.

Dispositions  
particulières  
pour le corps  
enseignant et  
de police

**Art. 74** <sup>1</sup> Pour le corps enseignant, les rapports de service cessent de plein droit à la fin du semestre scolaire la plus proche de la date où l'âge mentionné à l'article 73, alinéa 1, est atteint. En cas d'accord entre l'enseignant et l'autorité d'engagement et sur préavis du Service de l'enseignement, respectivement du Service de la formation postobligatoire, la fin des rapports de service peut être reportée au plus tard à la fin du semestre scolaire suivant.<sup>15)</sup>

<sup>2</sup> Les rapports de service des membres du corps de police cessent de plein droit le dernier jour du mois au cours duquel ceux-ci atteignent l'âge de 60 ans.

Retraite  
anticipée  
décidée par  
l'employé

**Art. 75** L'employé peut prendre une retraite anticipée aux conditions de la loi sur la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura<sup>7)</sup>.

Retraite  
anticipée à  
l'initiative de  
l'employeur<sup>15)</sup>

**Art. 76** <sup>1</sup> En lieu et place d'un licenciement ordinaire, pour suppression d'emploi ou suite à une réorganisation de l'unité administrative, l'autorité d'engagement peut proposer à l'employé une retraite anticipée, totale ou partielle, pour autant que celle-ci intervienne aux conditions de la législation concernant la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura.<sup>15)</sup>

<sup>2</sup> Dans ce cas, l'autorité alloue une indemnité sous forme de capital, qui équivaut à neuf mois de traitement au maximum.

Encouragement  
à la retraite  
anticipée

**Art. 77** Le Parlement peut, par voie de décret, prendre, à titre temporaire ou de manière durable, des mesures d'encouragement à la prise volontaire de la retraite avant l'âge terme.

Invalidité ou  
incapacité de  
travail de longue  
durée

**Art. 78<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> En cas d'incapacité de travail partielle ou totale, les rapports de service prennent fin d'office à l'échéance de 730 jours d'incapacité de travail, pour le degré d'incapacité encore subi, au sens de l'article 39.

<sup>2</sup> S'il est probable que l'employé puisse recouvrer une capacité de travail totale ou partielle à l'issue de ce délai de 730 jours, l'autorité d'engagement peut prolonger les rapports de service.

<sup>3</sup> En cas d'invalidité partielle ou totale de l'employé reconnue par l'institution de prévoyance compétente, les rapports de travail prennent fin d'office à concurrence du degré d'invalidité dès que ladite institution commence à verser une rente d'invalidité.

<sup>4</sup> En cas d'invalidité partielle, le contrat est adapté en conséquence. Si l'employé n'est plus à même d'exercer son activité antérieure, un autre poste correspondant à ses capacités lui est proposé. En cas d'impossibilité, le contrat est résilié moyennant le respect des délais prévus à l'article 79.

Non-obtention du  
titre exigé

**Art. 78a<sup>16)</sup>** Les rapports de service prennent fin d'office lorsque le titre validant une formation en emploi exigée n'est pas obtenu dans le délai convenu ou prolongé, en application de l'article 15, alinéa 2.

Délais de congé  
ordinaire

**Art. 79** <sup>1</sup> Le délai de congé est, de part et d'autre, d'un mois la première année, puis de trois mois dès la deuxième année de service.<sup>15)</sup>

<sup>2</sup> Le congé peut être donné pour la fin de chaque mois pour le personnel de l'administration cantonale et pour la fin d'un semestre scolaire pour les enseignants des écoles publiques.

Résiliation d'un  
commun accord

**Art. 80** Les rapports de service peuvent être résiliés d'un commun accord pour un terme choisi et selon des modalités convenues entre les parties.

Démission

**Art. 81** <sup>1</sup> L'employé peut démissionner, moyennant le respect des délais prévus à l'article 79.

<sup>2</sup> La démission est notifiée à l'autorité d'engagement ou à l'instance désignée par elle.

<sup>3</sup> Cette dernière peut accepter une démission donnée dans un délai plus court.

Licenciement en  
temps inopportun

**Art. 82** <sup>1</sup> Si les rapports de service ont duré trois mois au moins, l'autorité d'engagement ne peut pas résilier le contrat, sauf s'il s'agit d'un licenciement extraordinaire<sup>15)</sup> :

- a) pendant que l'employé accomplit un service obligatoire, civil ou militaire, ou dans la protection civile, en vertu de la législation fédérale, pendant qu'il sert dans un service de la Croix-Rouge ou encore pendant les quatre semaines qui précèdent et qui suivent ce service pour autant qu'il ait duré plus de onze jours;
- b) pendant une incapacité de travail totale ou partielle résultant d'une maladie ou d'un accident non imputables à la faute de l'employé, et cela durant 30 jours au cours de la première année de service, durant 90 jours de la deuxième à la cinquième année de service et durant 180 jours à partir de la sixième année de service;
- c) pendant la grossesse et au cours des congés de maternité et d'allaitement d'au maximum vingt semaines qui suivent l'accouchement;
- d) pendant que l'employé participe, avec l'accord de l'employeur, à un service d'aide à l'étranger ordonné par l'autorité fédérale.

<sup>2</sup> Le congé donné pendant une des périodes prévues à l'alinéa précédent est nul; si le congé a été donné avant l'une de ces périodes et si le délai de congé n'a pas expiré avant cette période, ce délai est suspendu et ne continue à courir qu'après la fin de la période.

<sup>3</sup> Lorsque les rapports de travail doivent cesser à un terme, tel que la fin d'un mois ou d'une semaine de travail, et que ce terme ne coïncide pas avec la fin du délai de congé qui a recommencé à courir, ce délai est prolongé jusqu'au prochain terme.

Licenciement  
pour suppression  
d'emploi

**Art. 83**<sup>15)</sup> <sup>1</sup> Lorsque son emploi est supprimé et qu'il n'est pas possible de lui trouver, dans l'administration ou dans une école publique, un emploi analogue correspondant à son profil ou qu'il le refuse, l'employé peut être licencié, moyennant un délai de congé de six mois.

<sup>2</sup> En cas d'engagement de durée déterminée, un licenciement pour suppression d'emploi est possible uniquement en cas de circonstances exceptionnelles et si cette possibilité a été réservée dans le contrat, lequel doit énumérer de manière exhaustive les motifs qui pourraient s'appliquer.

<sup>3</sup> Dans le cas où un nouveau poste est attribué à l'employé, les règles relatives à la mobilité interne s'appliquent.

<sup>4</sup> Le Service des ressources humaines soutient l'employé licencié dans la recherche d'un nouvel emploi. Au besoin, il formule des propositions au Gouvernement pour décision.

Indemnité en cas  
de suppression  
d'emploi

**Art. 84** <sup>1</sup> Le Gouvernement alloue une indemnité à l'employé dont l'emploi est supprimé en tout ou partie, pour autant que celui-ci n'ait pas refusé un emploi analogue correspondant à son profil.<sup>15)</sup>

<sup>2</sup> Le montant de l'indemnité équivaut à :

- a) un mois de traitement si l'employé peut justifier d'une année de service au moins;
- b) 3 mois de traitement si l'employé peut justifier de 5 années de service au moins;
- c) 4 mois de traitement si l'employé peut justifier de 8 années de service au moins et s'il est âgé de 35 ans révolus;
- d) 5 mois de traitement si l'employé peut justifier de 12 années de service au moins et s'il est âgé de 40 ans révolus;
- e) 6 mois de traitement si l'employé peut justifier de 15 années de service au moins et s'il est âgé de 45 ans révolus.

<sup>3</sup> Lorsque l'employé est en âge de prendre une retraite anticipée au sens de la loi sur la Caisse de pensions<sup>7)</sup>, le montant de l'indemnité équivaut à :

- a) 3 mois de traitement si l'employé est âgé de 61 ans révolus;
- b) 4 mois de traitement si l'employé est âgé de 60 ans révolus;
- c) 5 mois de traitement si l'employé est âgé de 59 ans révolus;
- d) 6 mois de traitement si l'employé est âgé de 58 ans révolus.

<sup>4</sup> Le Gouvernement peut augmenter le montant de l'indemnité pour les cas de rigueur, notamment en fonction des difficultés de reclassement de l'employé. L'indemnité ne peut en aucun cas excéder 12 mois.

<sup>5</sup> L'indemnité est versée sous la forme d'un capital. Elle est due au moment où les rapports de service prennent fin ou au moment où la diminution du taux d'occupation devient effective. Dans cette dernière hypothèse, le montant est versé au pro rata du taux d'occupation supprimé.

Échéance de  
l'engagement de  
durée  
déterminée

**Art. 85**<sup>15)</sup> Sous réserve de l'article 19, alinéa 4, l'engagement de durée déterminée prend fin automatiquement, à moins de la conclusion d'un nouveau contrat.



Licenciement  
ordinaire  
a) Pendant la  
période  
probatoire

**Art. 86<sup>15)</sup>** Les rapports de service peuvent être résiliés librement de part et d'autre, par écrit, moyennant le respect des délais prévus aux articles 19 et 20.

b) Après la  
période  
probatoire

**Art. 87<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> Après la fin de la période probatoire, l'autorité d'engagement peut licencier l'employé pour des motifs fondés en respectant les délais prévus à l'article 79.

<sup>2</sup> Cette condition est remplie notamment dans les cas suivants :

- a) violation d'obligations légales ou contractuelles importantes;
- b) manquements dans les prestations ou dans le comportement;
- c) aptitudes ou capacités insuffisantes pour effectuer le travail convenu dans le contrat ou exigé par la fonction ou mauvaise volonté de l'employé à accomplir ce travail;
- d) non satisfaction de l'une des conditions d'engagement fixées dans la loi ou dans le contrat de travail de l'employé. L'article 78a prévoyant une résiliation d'office est réservé.

<sup>3</sup> Le licenciement peut être prononcé par l'autorité d'engagement si l'employé s'est préalablement vu signifier formellement les faits ou les manquements reprochés sans amélioration suffisante après un délai raisonnable. Pour l'employé dont les aptitudes sont en cause, la voie de la mutation est réservée.

<sup>4</sup> L'autorité d'engagement notifie le licenciement avec indication des motifs et voie de droit, après avoir permis à l'employé d'exercer son droit d'être entendu.

<sup>5</sup> Lorsqu'un licenciement est déclaré dépourvu de motifs fondés par l'autorité de recours, l'employé est en principe maintenu dans son poste. Toutefois, s'il y a eu cessation de fait des rapports de service et qu'une réintégration de l'employé présenterait des difficultés importantes, l'employé peut prétendre au versement d'une indemnité de six à douze mois de salaire, en lieu et place d'une réintégration. En outre, aux mêmes conditions, l'autorité d'engagement peut d'office prononcer la non-réintégration et allouer une indemnité de six à douze mois de salaire.

<sup>6</sup> Les droits envers les assurances et institutions de prévoyance sont réservés.

c) Prescription

**Art. 88** L'autorité ne peut pas ouvrir la procédure de licenciement plus d'une année après la découverte des faits et, en tous les cas, pas plus de dix ans après que les faits se sont produits.

Libération de l'obligation de travailler

**Art. 89** <sup>1</sup> Durant le délai de congé, l'autorité d'engagement peut libérer l'employé de l'obligation de travailler, notamment lorsque l'exercice de l'activité jusqu'à la fin des rapports de service n'est pas opportun.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le salaire est dû jusqu'à la fin du contrat. Les soldes éventuels d'heures et de vacances sont réputés compensés durant le temps de résiliation et ne donnent pas lieu à rétribution.

<sup>3</sup> L'article 92 est réservé.

Licenciement extraordinaire

**Art. 90** <sup>1</sup> L'autorité d'engagement peut, en tout temps, résilier les rapports de service sans délai, pour de justes motifs.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Sont notamment considérées comme de justes motifs toutes les circonstances graves qui, selon les règles de la bonne foi, ne permettent pas d'exiger la continuation des rapports de service jusqu'au terme du délai de congé.

<sup>2bis</sup> La requête devant l'autorité de conciliation et le recours contre une décision de licenciement extraordinaire n'ont pas d'effet suspensif.<sup>[16\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Lorsqu'un licenciement extraordinaire est déclaré dépourvu de justes motifs par l'autorité de recours, l'article 87, alinéa 5, s'applique par analogie.<sup>[15\)](#)</sup>

Lien entre les procédures de licenciement ordinaire et extraordinaire

**Art. 91**<sup>[15\)](#)</sup> L'autorité d'engagement et l'autorité de recours peuvent prononcer un licenciement ordinaire en lieu et place d'un licenciement extraordinaire, si les circonstances le justifient, et vice-versa.

Suspension

**Art. 92** <sup>1</sup> L'autorité d'engagement peut suspendre provisoirement l'employé qui compromet la bonne marche de l'administration ou de l'école.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>1bis</sup> En cas de suspension, le supérieur hiérarchique, en collaboration avec le Service des ressources humaines, le Service de l'informatique ou le Service des infrastructures, prend toutes les mesures utiles, notamment en ce qui concerne :

- a) l'accès à la messagerie informatique de l'employé ou tout autre outil professionnel, le blocage ou la déviation de ces derniers;
- b) l'accès téléphonique de l'employé, le blocage ou la déviation de cet accès;
- c) la restitution des clés, du véhicule de fonction, du téléphone professionnel ou de tout autre outil ou instrument de travail mis à disposition de l'employé par l'Etat.<sup>[16\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Si les faits invoqués paraissent constituer une violation grave des devoirs de service, la suspension d'activité peut être accompagnée d'une suspension de traitement. L'employé reste affilié aux assurances et à l'institution de prévoyance.

<sup>3</sup> Si la suspension s'avère ensuite injustifiée, l'employé a droit au traitement dont il a été privé.

<sup>4</sup> Le recours contre une décision de suspension n'a pas d'effet suspensif, à moins que l'autorité de recours n'en décide autrement, d'office ou sur requête.

## SECTION 9 : Application de la loi

Autorité de  
conciliation  
a) Composition<sup>[15\)](#)</sup>

**Art. 93** <sup>1</sup> Il est constitué une autorité de conciliation, composée de sept membres, à savoir de trois représentants désignés par les partenaires sociaux, de trois représentants désignés par le Gouvernement et d'un président désigné par les six membres en dehors de ceux-ci.

<sup>2</sup> Le président de l'autorité de conciliation doit être au bénéfice d'une formation ou d'une expérience juridique ou en matière de ressources humaines.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Il ne peut être choisi parmi les personnes soumises au statut du personnel de l'Etat, ni parmi les députés et députés suppléants du Parlement.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>4 à 9</sup> ...<sup>[17\)](#)</sup>

b) Fonctionnement

**Art. 93a**<sup>[16\)](#)</sup> <sup>1</sup> L'autorité de conciliation fonctionne dans une composition paritaire de deux membres plus le président.

<sup>2</sup> Le président désigne pour chaque cause les deux autres membres appelés à siéger.

c) Objets soumis **Art. 93b<sup>16)</sup>** <sup>1</sup> Toutes les décisions finales au sens du Code de procédure administrative<sup>2)</sup> relevant de l'application de la présente loi et de ses dispositions d'application, à l'exclusion des litiges ayant trait à la rémunération ou à une procédure d'évaluation de fonction, peuvent faire l'objet d'une requête auprès de l'autorité de conciliation. Ne sont en particulier pas soumises à l'autorité de conciliation les mesures provisionnelles et autres décisions préjudicielles et incidentes.

<sup>2</sup> La requête doit être adressée par écrit au président de l'autorité de conciliation dans un délai de 30 jours dès la notification de la décision. A défaut, la décision devient exécutoire et ne peut plus être contestée ultérieurement.

<sup>3</sup> La procédure d'opposition est exclue.

<sup>4</sup> Dans les cas où la voie de l'action administrative est ouverte, le dépôt d'une requête à l'autorité de conciliation vaut litispendance.

d) Tentative de conciliation obligatoire

**Art. 93c<sup>16)</sup>** <sup>1</sup> La procédure devant l'autorité de conciliation est obligatoire.

<sup>2</sup> Le dépôt de la requête devant l'autorité de conciliation est la condition préalable en vue d'une procédure ultérieure de recours ou d'action auprès des instances de la juridiction administrative.

<sup>3</sup> Les parties et l'autorité qui a rendu la décision peuvent y renoncer. L'autorité de conciliation constate alors l'échec de la conciliation et délivre l'autorisation de procéder à la partie requérante.

e) Comparution personnelle et défaut

**Art. 93d<sup>16)</sup>** <sup>1</sup> La partie requérante doit comparaître personnellement devant l'autorité de conciliation. Elle peut se faire assister d'une personne de son choix.

<sup>2</sup> En cas de défaut de la partie requérante, la requête sera considérée comme retirée, la procédure deviendra sans objet et l'affaire sera rayée du rôle.

<sup>3</sup> En cas de défaut de la partie requise, l'échec de la conciliation sera constaté et l'autorité de conciliation délivrera l'autorisation de procéder.

<sup>4</sup> En cas de défaut des deux parties, la procédure devient sans objet et l'affaire est rayée du rôle.

f) Procédure

**Art. 93e<sup>16)</sup>** <sup>1</sup> L'autorité de conciliation entend les parties, après avoir donné la possibilité à la partie requise de se prononcer brièvement, par écrit.

<sup>2</sup> Les dépositions des parties et de tiers éventuels ne figurent pas dans le procès-verbal de conciliation.

<sup>3</sup> Si les parties arrivent à un accord, celui-ci est inscrit au procès-verbal qui est signé par les parties. L'accord vaut transaction judiciaire.

<sup>4</sup> En cas d'échec de la conciliation, l'autorité de conciliation le consigne dans le procès-verbal et délivre l'autorisation de procéder.

<sup>5</sup> La procédure devant l'autorité de conciliation est gratuite. L'autorité de conciliation n'alloue pas de dépens.

<sup>6</sup> L'octroi de l'assistance judiciaire demeure réservé. Le président de l'autorité de conciliation est compétent pour statuer sur la demande.

<sup>7</sup> Au surplus, le Code de procédure administrative<sup>2)</sup> s'applique.

Recours contre  
les décisions  
prises en  
application de la  
présente loi

**Art. 94<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> Les décisions soumises à l'autorité de conciliation peuvent faire l'objet d'un recours auprès de la Cour administrative du Tribunal cantonal dans les trente jours qui suivent la délivrance de l'autorisation de procéder.

<sup>2</sup> Les dispositions du Code de procédure administrative<sup>2)</sup> s'appliquent dans les cas où la procédure de conciliation est exclue.

<sup>3</sup> La personne dont la candidature à un poste a été rejetée ne peut pas exiger qu'une décision susceptible de recours soit rendue. Les dispositions de la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes<sup>18)</sup> sont réservées.

Plainte

**Art. 95** <sup>1</sup> Tout employé qui s'estime victime d'un traitement illégal ou incorrect de la part de ses supérieurs, de ses subordonnés ou de collègues peut adresser une plainte, par écrit, auprès de son chef de département.

<sup>2</sup> Le chef de département traite les plaintes déposées. Le dépôt d'une plainte ne donne pas droit à une décision, sauf dans les cas où est invoquée une atteinte à la personnalité au sens de l'article 56 de la présente loi, en particulier une discrimination. Dans tous les cas, le plaignant est informé de la suite donnée à sa démarche.<sup>15)</sup>

<sup>3</sup> Lorsque les rapports de service n'existent plus ou lorsque la plainte devient sans objet, elle peut être classée sans autre suite.

<sup>4</sup> Demeurent réservées les autres voies de droit offertes par la législation.

## SECTION 10 : Consultation

Partenariat social **Art. 96** <sup>1</sup> L'Etat reconnaît comme partenaires la coordination des syndicats de la fonction publique jurassienne (CDS), les associations du personnel et les syndicats.

<sup>2</sup> Le Gouvernement consulte les partenaires pour toutes les questions présentant un intérêt général pour le personnel.

<sup>3</sup> Dans les limites de la législation et des disponibilités budgétaires, le Gouvernement négocie avec les partenaires les éléments suivants :

- a) les conditions d'emploi et la rémunération du personnel de la fonction publique;
- b) la durée du travail;
- c) les suppressions d'emplois, dans la mesure où elles se traduisent par des licenciements ou par une modification des conditions de travail.

<sup>4</sup> Par négociation, les parties entendent l'échange de leurs points de vue dans le but de parvenir à un accord.

<sup>5</sup> La négociation de questions spécifiques à un secteur est l'affaire de l'organisation ou des organisations représentant ce secteur.

Contribution  
facultative à  
la CDS

**Art. 97** <sup>1</sup> L'employé engagé par l'Etat pour une durée d'au moins une année à un taux supérieur à 50 % est appelé à verser facultativement une contribution annuelle de soutien en faveur de la CDS.

<sup>2</sup> La contribution sert à financer une partie des frais administratifs de la CDS en tant que partenaire reconnu au sens de l'article 96.

<sup>3</sup> La contribution est prélevée automatiquement sur le traitement. Elle est présumée acceptée, à moins que l'employé n'exprime expressément son refus.

<sup>4</sup> Les dispositions d'exécution fixent le montant et le mode de perception de la contribution ainsi que le délai et la forme de la déclaration de refus.

## **SECTION 11 : Disposition transitoire**

**Art. 98** Les procédures pendantes au moment de l'entrée en vigueur de la présente loi, notamment les résiliations, les enquêtes disciplinaires et les suspensions, restent soumises à l'ancien droit. Il ne peut plus être prononcé de sanction disciplinaire dès l'entrée en vigueur de la présente loi.

## **SECTION 12 : Dispositions finales**

Dispositions  
d'exécution

**Art. 99** Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les dispositions d'exécution de la présente loi.

Modifications de  
la loi scolaire

**Art. 100** La loi du 20 décembre 1990 sur l'école enfantine, l'école primaire et l'école secondaire (loi scolaire)<sup>9)</sup> est modifiée comme il suit :

### **TITRE CINQUIEME : Autorisation d'enseigner**

#### **Articles 84 à 89**

Abrogés.

#### **Articles 90 à 105**

Abrogés.

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 101** Sont abrogés :

1. la loi du 26 octobre 1978 sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura;
2. le décret du 6 décembre 1978 portant application de la loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura;
3. le décret du 19 juin 1980 fixant la cessation de plein droit des rapports de service;
4. l'arrêté du 25 octobre 1990 dressant la liste des emplois dont les titulaires ont qualité de fonctionnaire.

Référendum

**Art. 102** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 103** La présente loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2011.

Delémont, le 22 septembre 2010

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Juillard  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RS 312.0](#)
- 2) [RSJU 175.1](#)
- 3) [RSJU 181.1](#)
- 4) [RSJU 101](#)
- 5) [RS 220](#)
- 6) [RS 831.10](#)
- 7) [RSJU 173.51](#)
- 8) [RS 831.20](#)
- 9) [RSJU 410.11](#)
- 10) [RSJU 170.41](#)
- 11) [RSJU 555.1](#)
- 12) Nouvelle teneur selon ch. I de la loi du 18 décembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 13) Abrogée par le ch. IV de la loi du 30 septembre 2015 portant suppression du statut de magistrat accordé aux préposés des Offices des poursuites et faillites, en vigueur depuis le 8 décembre 2015
- 14) Nouvelle teneur du titre selon ch. I de la loi du 9 décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021
- 15) Nouvelle teneur selon ch. I de la loi du 9 décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021
- 16) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 9 décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021
- 17) Abrogé(s) par le ch. I de la loi du 9 décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2021
- 18) [RS 151.1](#)
- 19) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023
- 20) [RS 311.0](#)
- 21) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 29 mars 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2023
- 22) Abrogé par le ch. I de la loi du 29 mars 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2023



## Ordonnance

### sur le personnel de l'Etat (OPer)<sup>[22\)](#)</sup>

(Version en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 mars 2024)

du 29 novembre 2011

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat<sup>[1\)](#)</sup>,

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Objet et champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance constitue la réglementation d'exécution de la loi sur le personnel de l'Etat.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Définitions

**Art. 3** <sup>1</sup> Au sens de la présente ordonnance, sont des unités administratives celles qui sont mentionnées comme telles dans le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale<sup>[2\)](#)</sup>.

<sup>2</sup> Sont considérés comme chefs de service les chefs des unités administratives.

## CHAPITRE II : Politique du personnel

Présentation

**Art. 4** Le Gouvernement présente la politique du personnel au moins une fois par législature, dans un document spécifique.

Egalité

**Art. 5** <sup>1</sup> Le Gouvernement veille à ce que nul ne soit discriminé du fait de son sexe ou de son mode de vie, notamment en matière d'engagement, de promotion et de rémunération.

<sup>2</sup> Le Service des ressources humaines propose au Gouvernement des solutions innovantes en matière de gestion du personnel en vue de favoriser le partage de postes, l'emploi à temps partiel, ainsi que l'accès des femmes aux postes à responsabilité.

<sup>3</sup> Le Service des ressources humaines évalue régulièrement l'efficacité des mesures visant à promouvoir l'égalité entre femmes et hommes.

Intégration des  
personnes  
handicapées

**Art. 6** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines propose au Gouvernement des solutions innovantes en matière d'accueil et d'emploi des personnes handicapées.

<sup>2</sup> Il conseille et soutient les unités administratives de l'Etat et les écoles afin que soient créées des conditions propices à l'emploi et à l'intégration professionnelle de façon durable des personnes handicapées.

<sup>3</sup> Il évalue régulièrement l'efficacité des mesures visant à promouvoir l'intégration des personnes handicapées.

Information du  
Service des  
ressources  
humaines

**Art. 7** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines informe sur les décisions relatives aux conditions d'emploi notamment.

<sup>2</sup> Il communique régulièrement par le biais d'informations les indications relatives aux assurances sociales et privées.

## CHAPITRE III : Postes dans l'administration cantonale

### SECTION 1 : Création et repourvoiement

Décision

**Art. 8**<sup>30)</sup> Dans le cadre du budget accepté par le Parlement, le chef du département concerné décide de la création de nouveaux postes, temporaires ou fixes, et du repourvoiement des postes vacants.

Allocation de  
ressources  
supplémentaires

**Art. 9** <sup>1</sup> Chaque chef de département est compétent pour autoriser annuellement l'attribution de ressources supplémentaires au sein de son département et ce, indépendamment du profil du poste.

<sup>2</sup> Les ressources disponibles pour chaque département sont définies chaque année par le Gouvernement, à hauteur maximum de 2 % des effectifs totaux inscrits au budget du département de l'année concernée.

## SECTION 2 : Remplacements

Remplacements **Art. 10**<sup>[30\)](#)</sup> Le Service des ressources humaines décide du remplacement immédiat des personnes malades, accidentées ou absentes pour d'autres motifs, dont l'absence prévisible est d'au moins un mois.

**Art. 11**<sup>[31\)](#)</sup>

## SECTION 3 : Demande de personnel et autorités d'engagement

Demande de personnel **Art. 12** <sup>1</sup> Pour chaque repourvoiement, remplacement ou création de poste, une demande de personnel est déposée auprès du Service des ressources humaines; elle est accompagnée si nécessaire d'une description de poste et d'un projet de mise au concours.

<sup>2</sup> Le Service des ressources humaines est responsable de la planification et du traitement des procédures de recrutement, en collaboration avec les unités administratives concernées.<sup>[30\)](#)</sup>

Autorités d'engagement **Art. 13** <sup>1</sup> En cas de création de poste ou de repourvoiement d'un poste vacant, le Gouvernement engage les employés de l'administration cantonale dont le poste est colloqué en classe 20 ou dans une classe supérieure de l'échelle des traitements, sur proposition de l'unité administrative concernée et du Service des ressources humaines.<sup>[30\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le chef du département concerné engage les employés de l'administration cantonale dont le poste est colloqué jusqu'à la classe 19 de l'échelle des traitements, sur proposition de l'unité administrative concernée et du Service des ressources humaines.<sup>[30\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le Service des ressources humaines, en accord avec le chef de l'unité administrative concernée, engage le personnel temporaire jusqu'à une durée maximale d'une année.

## SECTION 4 : Procédure de recrutement

Mise au concours  
a) Formes **Art. 14** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines publie les mises au concours publiques dans le Journal officiel et sur le site Internet de l'Etat.

<sup>2</sup> En fonction de la nature du poste à repourvoir et de la situation du marché du travail, il peut étendre la publication à d'autres journaux ou à des revues spécialisées.

<sup>3</sup> La mise au concours interne est publiée par le biais d'Intranet et par voie de circulaire interne.

<sup>4</sup> Le Service des ressources humaines détermine les autres moyens d'informer le public sur les postes à repourvoir.

<sup>5</sup> Il peut faire appel à des cabinets de recrutement spécialisés pour le repourvoiement de certains postes spécifiques.

<sup>6</sup> Demeure réservée la procédure de recrutement des aspirants policiers.

b) Contenu

**Art. 15** <sup>1</sup> La mise au concours contient les rubriques suivantes :

- a) le titre de la fonction;
- b) le but de l'emploi;
- c) les tâches à exécuter;
- d) les exigences requises;
- e) les modalités de l'engagement, dont la classe de traitement;
- f) les pièces à produire, telles qu'un extrait du casier judiciaire, un extrait de poursuites ou tout autre document permettant de s'assurer des aptitudes du candidat;
- g) l'invitation à indiquer les éventuelles occupations accessoires exercées par le candidat;
- h) le cas échéant, une mention selon laquelle le poste pourra être attribué de manière prioritaire aux candidatures internes.

<sup>2</sup> Des documents particuliers sont requis pour toutes les fonctions où le titulaire exerce la puissance publique ou dispose de compétences financières.

Offres de services

**Art. 16** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines recueille les postulations et gère la procédure de recrutement sur le plan administratif.

<sup>2</sup> Il peut déléguer ces tâches à l'unité administrative concernée pour des emplois rémunérés à l'heure et dans des cas particuliers.

<sup>3</sup> Les candidatures sont, en principe, envoyées par voie électronique. [30\)](#)

Examen des  
candidatures

**Art. 17** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines procède, en collaboration avec l'unité administrative concernée, à l'examen des candidatures, ainsi qu'aux présélections et aux auditions des candidats.

<sup>2</sup> Il peut déléguer ces tâches à l'unité administrative concernée pour des emplois rémunérés à l'heure, ainsi que dans des cas particuliers.

Evaluation  
complémentaire

**Art. 18** Le Service des ressources humaines ou une institution tierce désignée par lui peut procéder à une évaluation complémentaire des candidatures.

Proposition à  
l'autorité  
d'engagement

**Art. 19** <sup>1</sup> A l'issue de la procédure d'évaluation des candidatures, le Service des ressources humaines adresse, en collaboration avec l'unité administrative concernée, une proposition à l'autorité d'engagement.

<sup>2</sup> La proposition d'engagement comprend les éléments suivants :

- a) la liste des personnes ayant fait acte de candidature et celle des personnes auditionnées;
- b) les conditions d'engagement de la personne proposée;
- c) les exigences et autorisations particulières;
- d) le dossier personnel de la personne proposée;
- e) en cas de divergence entre le Service des ressources humaines et l'unité administrative concernée, une proposition alternative, motivée.

Décision  
d'engagement

**Art. 20** <sup>1</sup> L'autorité d'engagement informe le Service des ressources humaines du candidat engagé.

<sup>2</sup> Le Service des ressources humaines établit, signe et adresse le contrat d'engagement à la personne retenue. Il informe, en principe par voie électronique, les candidats non retenus. [30\)](#)

<sup>3</sup> Les dossiers de postulation des candidats non retenus sont détruits à l'issue de la procédure de recrutement. [30\)](#)

<sup>4</sup> Dans les cas où le Service des ressources humaines a délégué ces tâches à l'unité administrative concernée, cette dernière informe les candidats non retenus et procède à l'élimination du dossier. [32\)](#)

## CHAPITRE IV : Postes dans l'enseignement

### SECTION 1 : Création et repourvoiement de postes et remplacements

Création,  
repourvoiement  
ou remplacement  
de postes

**Art. 21<sup>23)</sup>** Dans le cadre du budget accepté par le Parlement, le Département de la formation, de la culture et des sports décide de la création de nouveaux postes, temporaires ou fixes, et du repourvoiement des postes vacants dans l'enseignement, à savoir des postes d'enseignants ou d'intervenants auprès des élèves dans les écoles, à l'exception des professionnels de la santé.

Centrale des  
remplacements  
des écoles de la  
scolarité  
obligatoire

**Art. 22** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement gère une centrale des remplacements chargée de pourvoir aux remplacements des enseignants de la scolarité obligatoire empêchés de dispenser leurs leçons.

<sup>1bis</sup> Les candidats à des remplacements sont tenus de s'inscrire à la centrale des remplacements. En principe, aucun remplacement ne peut être confié à des personnes qui n'y sont pas inscrites.<sup>13)</sup>

<sup>2</sup> La centrale des remplacements peut répondre à des demandes spécifiques du Service de la formation postobligatoire.<sup>23)</sup>

Remplacements  
au Service de la  
formation  
postobligatoire

**Art. 23<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Les directeurs du CEJEF pourvoient, au sein de leur division, aux remplacements d'enseignants n'excédant pas six mois, avec l'appui du Service de la formation postobligatoire.

<sup>2</sup> Pour des remplacements supérieurs à six mois, le Service de la formation postobligatoire pourvoit au remplacement, sur proposition du directeur de la division concernée.

Engagements et  
remplacements  
de longue durée

**Art. 24<sup>23)</sup>** Le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire, pour leur personnel respectif, sont compétents pour autoriser le remplacement ou l'engagement de personnel jusqu'à une année au maximum.

Remplacement  
d'un enseignant  
et prise en  
charge des  
élèves

**Art. 25<sup>14)</sup>** <sup>1</sup> Toute absence prévisible d'un enseignant annoncée au moins une semaine à l'avance auprès de la direction donne lieu à l'engagement d'un remplaçant afin de garantir, dans toute la mesure du possible, le suivi du programme pédagogique.

<sup>2</sup> Dans les autres cas, la direction organise la prise en charge des élèves durant la première journée avec les enseignants disponibles.

Durée du  
remplacement

**Art. 25a<sup>13)</sup>** <sup>1</sup> La durée du remplacement est déterminée par le temps d'absence de l'enseignant remplacé. Le retour de l'enseignant met fin à l'activité du remplaçant.

<sup>2</sup> En cas de congé, l'enseignant remplacé ne peut pas, par un retour prématuré, mettre fin à un remplacement dont la durée avait été préalablement fixée par l'autorité compétente.

<sup>3</sup> En cas de maladie ou d'accident du remplaçant, ce dernier, lorsqu'il a débuté son activité mais que la durée de celle-ci n'a pas encore été définie, est payé, en fonction des périodes prévues d'enseignement, pendant 30 jours d'incapacité au maximum. Si la période d'activité avait été arrêtée, seule celle-ci est rémunérée. Les dispositions relatives à l'assurance perte de gain sont réservées.

## SECTION 2 : Autorités d'engagement

Autorités  
d'engagement

**Art. 26<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Le Département de la formation, de la culture et des sports engage le personnel au bénéfice d'un contrat de durée indéterminée et celui engagé temporairement pour une durée supérieure à douze mois.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire engagent leur personnel temporaire jusqu'à une durée d'une année.

## SECTION 3 : Procédure de recrutement

Mise au  
concours  
a) Forme

**Art. 27** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire publient les mises au concours publiques dans le Journal officiel et sur le site Internet de l'Etat.<sup>23)</sup>

<sup>2</sup> En fonction de la nature du poste à repourvoir et de la situation du marché du travail, ils peuvent étendre la publication à d'autres journaux ou à des revues spécialisées.

<sup>3</sup> La mise au concours interne est publiée par le biais d'Intranet et par voie de circulaire interne.

<sup>4</sup> Le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire déterminent les autres moyens d'informer le public sur les postes à repourvoir.<sup>[23\)](#)</sup>

b) Contenu

**Art. 28** La mise au concours contient les rubriques suivantes :

- a) le titre de la fonction;
- b) le but de l'emploi;
- c) les tâches à exécuter;
- d) les exigences requises;
- e) les modalités de l'engagement, dont la classe de traitement;
- f) les pièces à produire, telles qu'un extrait du casier judiciaire, un extrait de poursuites ou tout autre document permettant de s'assurer des aptitudes du candidat;
- g) l'invitation à indiquer les éventuelles occupations accessoires exercées par le candidat.

Offres de services et examen des candidatures

a) Service de l'enseignement<sup>[23\)](#)</sup>

**Art. 29** <sup>1</sup> La commission d'école du cercle scolaire concerné recueille les postulations pour les enseignants dépendant du Service de l'enseignement.

<sup>2</sup> La commission d'école procède à l'examen des candidatures, ainsi qu'aux présélections et aux auditions.

<sup>3</sup> Le Service de l'enseignement recueille les postulations pour les enseignants de la pédagogie spécialisée et pour les autres postes dans l'enseignement. Il procède à l'examen des candidatures, aux présélections et aux auditions.<sup>[23\)](#)</sup>

b) Service de la formation postobligatoire

**Art. 30**<sup>[23\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le Service de la formation postobligatoire recueille les postulations pour ses divisions et procède à une première analyse.

<sup>2</sup> La direction de la division organise et procède à l'examen des candidatures, ainsi qu'aux présélections et aux auditions. Le Service de la formation postobligatoire peut participer à la procédure.

Evaluation complémentaire

**Art. 31**<sup>[23\)](#)</sup> Le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire peuvent procéder à une évaluation complémentaire des candidatures.

Proposition d'engagement

**Art. 32** <sup>1</sup> A l'issue de la procédure d'évaluation des candidatures pour l'enseignement de la scolarité obligatoire, la commission d'école adresse une proposition motivée d'engagement au Service de l'enseignement.<sup>[23\)](#)</sup>



<sup>1bis</sup> Pour les enseignants de la pédagogie spécialisée et les autres postes dans l'enseignement, le Service de l'enseignement établit la proposition motivée d'engagement.<sup>[24\)](#)</sup>

<sup>2</sup> A l'issue de la procédure d'évaluation des candidatures pour l'enseignement au sein des divisions du Service de la formation postobligatoire, la direction de la division adresse une proposition motivée d'engagement au Service de la formation postobligatoire.<sup>[23\)](#)</sup>

<sup>3</sup> La proposition d'engagement comprend les éléments suivants :

- a) la liste des personnes ayant fait acte de candidature et celle des personnes auditionnées;
- b) les conditions d'engagement de la personne proposée;
- c) les exigences et autorisations particulières;
- d) le dossier personnel de la personne proposée.

<sup>4</sup> La proposition d'engagement à l'intention du Département de la formation, de la culture et des sports est accompagnée du préavis du Service de l'enseignement ou du Service de la formation postobligatoire pour le personnel relevant de leurs compétences respectives.<sup>[23\)](#)</sup>

Communication  
aux candidats

**Art. 33<sup>[23\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Au terme de la procédure, le Service de l'enseignement, pour l'enseignement de la scolarité obligatoire, adresse un contrat d'engagement au candidat retenu. Il informe par écrit les candidats non retenus.

<sup>2</sup> Au terme de la procédure, le Service de la formation postobligatoire, pour l'enseignement au sein de ses divisions, adresse un contrat d'engagement au candidat retenu et informe par écrit les candidats non retenus.

## CHAPITRE V : Organisation du travail et obligations des employés

### SECTION 1 : Dispositions générales

Tâches du  
supérieur  
hiérarchique

**Art. 34** <sup>1</sup> Le supérieur hiérarchique a notamment les tâches suivantes :

- a) il établit une description pour chaque poste de son unité, conformément aux directives du Service des ressources humaines;
- b) il donne aux employés les instructions utiles à l'exercice de leurs tâches;
- c) il s'assure du respect des dispositions légales et réglementaires, ainsi que de ses instructions;
- d) il soutient et motive les employés dans l'accomplissement de leurs tâches;

- e) il contrôle l'exécution du travail;
- f) il procède aux entretiens de développement et d'évaluation des employés;
- g) il veille à l'accueil des nouveaux employés;
- h) il organise son unité de manière à fournir les prestations qui lui incombent; au besoin, il met en place une permanence et affecte les ressources nécessaires;
- i) il informe régulièrement sa hiérarchie des activités et des prestations fournies par son unité, ainsi que du bilan des entretiens de développement et d'évaluation.

<sup>2</sup> Restent réservées les dispositions légales particulières applicables au corps enseignant.

Tâches de  
l'employé

**Art. 35** L'employé accomplit les tâches figurant dans la description de son poste.

Description de  
poste

**Art. 36** <sup>1</sup> La description de poste contient les éléments suivants :

- a) le titre et la dénomination de la fonction;
- b) les liens hiérarchiques;
- c) la mission et les tâches de l'employé;
- d) le profil requis.

<sup>2</sup> La description de poste est révisée régulièrement en fonction des besoins. Elle est examinée lors de l'entretien de développement et d'évaluation.

<sup>3</sup> Le document est signé par le supérieur hiérarchique et par le titulaire du poste lors de son établissement et à chaque modification.

<sup>4</sup> Une copie de la description de poste est adressée au Service des ressources humaines. Ce dernier est informé de chaque modification.

Accueil des  
nouveaux  
employés  
a) Dans  
l'administration

**Art. 37** <sup>1</sup> Le supérieur hiérarchique veille à ce que les nouveaux employés soient accueillis et présentés à leurs collègues et à ce qu'il leur soit remis, le cas échéant, le matériel nécessaire à l'enregistrement du temps de présence, les clés des locaux auxquels ils ont accès et les droits d'accès nécessaires en matière informatique.

<sup>2</sup> Il les informe des principaux droits et devoirs de l'employé et leur précise le programme de formation en relation avec leur fonction.

<sup>3</sup> Les correspondants en matière de ressources humaines donnent les informations complémentaires et s'assurent de la bonne intégration des nouveaux employés.

b) Dans les écoles

**Art. 38** <sup>1</sup> Les directions des écoles de la scolarité obligatoire et des divisions du Service de la formation postobligatoire organisent l'accueil et l'intégration des nouveaux enseignants. [23\)](#)

<sup>2</sup> Elles veillent à ce que leur soit présenté le fonctionnement général de l'école et les informent des droits et devoirs définis dans la description de poste des enseignants.

<sup>3</sup> Avant son entrée en fonction, le remplaçant doit être informé de manière détaillée de sa tâche par l'enseignant remplacé. Dans les cas de force majeure, la responsabilité en incombe au directeur de l'établissement ou au collègue le plus apte à informer le remplaçant. [13\)](#)

c) Supervision et informations communes

**Art. 39** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines, le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire supervisent, en collaboration avec les supérieurs hiérarchiques, l'intégration des nouveaux employés. [23\)](#)

<sup>2</sup> Ils collaborent dans la diffusion d'informations aux nouveaux employés.

Interdiction d'accepter des dons

**Art. 40** <sup>1</sup> Il est interdit à l'employé de solliciter, de se faire promettre ou d'accepter, pour lui ou pour autrui, des dons et des avantages en rapport avec l'exécution de son travail.

<sup>2</sup> Les avantages de faible importance conformes aux usages sociaux ne constituent pas des dons.

Instruments de travail

**Art. 41** <sup>1</sup> L'employé utilise avec soin le matériel et les instruments de travail mis à disposition pour exercer son travail.

<sup>2</sup> L'employé est autorisé à utiliser, pour un usage privé limité, d'une durée maximale du temps de pause, les outils informatiques de l'employeur, notamment le téléphone, l'Internet et la messagerie, conformément aux présentes dispositions.

<sup>3</sup> L'employé est notamment tenu :

- a) de signer la charte informatique de l'Etat;
- b) de respecter en tout temps les normes de sécurité édictées par le Service de l'informatique;
- c) de s'abstenir de tout acte mettant en péril la sécurité ou le bon fonctionnement des systèmes ou des réseaux de télécommunication de l'Etat;

- d) de veiller à protéger les informations professionnelles et les données internes de l'Etat de toutes divulgations ou fuites;
- e) de s'abstenir de consulter, de télécharger, d'enregistrer et de diffuser des documents à caractère pornographique, pédophile, raciste ou violent, au moyen du matériel mis à disposition par l'employeur. Demeure réservé l'accomplissement de tels actes nécessités par l'instruction ou le jugement de procédures administratives ou judiciaires.

<sup>4</sup> Le Gouvernement règle par voie de directives l'utilisation des instruments de travail à titre privé.

## SECTION 2 : Horaire de travail, principes

### Principes

**Art. 42** <sup>1</sup> L'horaire de travail pour les employés de l'administration cantonale est de 40 heures par semaine pour un emploi à plein temps.

<sup>2</sup> L'horaire de travail des employés de l'administration cantonale est majoré d'une heure par semaine, afin de compenser les jours de congé arrêtés annuellement par le Gouvernement. Pour les emplois à temps partiel, le rattrapage s'effectue au prorata du taux d'activité.

<sup>3</sup> Avec le rattrapage mentionné à l'alinéa 2, la durée moyenne du travail quotidien est de 8 heures 12 minutes pour un emploi à plein temps.

### Horaire de travail des enseignants

**Art. 43** L'horaire de travail des enseignants est réglé par des ordonnances particulières.

## SECTION 3 : Horaire de travail dans l'administration cantonale

### Début et fin du temps de travail

**Art. 44** <sup>1</sup> L'employé accomplit en principe son temps de travail quotidien entre 6 heures et 20 heures.

<sup>2</sup> Le temps de travail peut être prolongé jusqu'à 23 heures en cas de séances, d'interventions devant se dérouler en dehors de l'horaire normal ou en cas de demande expresse du supérieur hiérarchique. L'article 60, alinéa 2, est réservé.

<sup>3</sup> Restent réservés les cas dans lesquels les employés sont soumis à des obligations d'horaires particuliers.

Heures flexibles

**Art. 45** <sup>1</sup> Pour les employés non soumis à un horaire particulier, le travail du matin peut débuter entre 6 heures et 9 heures; l'arrêt de midi peut intervenir entre 11 heures et 14 heures; la cessation du travail peut survenir dès 16 heures.

<sup>2</sup> En dehors des heures de présence obligatoire, l'employé peut répartir de façon autonome son emploi du temps de la journée, dans la limite du travail de jour et sous réserve de ses obligations de service.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut décider d'une annualisation du temps de travail lorsque le volume de travail fluctue fortement durant l'année.

Présence  
obligatoire et  
permanence

**Art. 46** <sup>1</sup> La présence au travail pour les employés non soumis à un horaire particulier est obligatoire de 9 heures à 11 heures et de 14 heures à 16 heures. Le chef de l'unité administrative détermine l'horaire de l'employé occupé à temps partiel.

<sup>2</sup> Lorsque le volume de travail ou les besoins des administrés l'exigent, le chef de l'unité administrative peut imposer à un employé une présence hors du temps bloqué.

Durée maximale  
et durée du  
repos quotidien

**Art. 47** <sup>1</sup> La durée de travail quotidienne ne peut en principe pas excéder 12 heures.

<sup>2</sup> La durée de travail hebdomadaire ne peut toutefois pas dépasser 50 heures, en moyenne sur 4 semaines.

<sup>3</sup> L'employé doit bénéficier d'une durée de repos quotidienne d'au moins 11 heures consécutives. Cette durée peut être réduite à 8 heures une fois par semaine. Les interventions et les services d'urgence restent réservés.

Réduction  
volontaire du  
temps d'activité  
annuel

**Art. 48** <sup>1</sup> Avec l'accord du chef de l'unité administrative, chaque employé soumis à l'enregistrement des temps de présence peut réduire son horaire d'une ou deux heures de travail par semaine. Le chef d'une unité administrative doit obtenir l'accord de son chef de département. L'autorisation vaut pour une année.

<sup>2</sup> Le traitement de l'employé est réduit dans les mêmes proportions. Cette réduction est prélevée sur le treizième salaire.

Semaines de  
vacances non  
payées

**Art. 49** Avec l'accord du chef de l'unité administrative, chaque employé peut prendre jusqu'à deux semaines de vacances supplémentaires non payées par année. Le chef d'une unité administrative doit obtenir l'accord de son chef de département, les magistrats celui du chef du Département de la Justice, le secrétaire du Parlement celui du Bureau du Parlement.

#### **SECTION 4 : ...<sup>19)</sup>**

#### **Art. 50 à 55<sup>19)</sup>**

### **SECTION 5 : Enregistrement des présences dans l'administration cantonale**

Enregistrement  
des temps de  
présence  
Principes

**Art. 56** <sup>1</sup> Le temps de travail des employés de l'administration cantonale doit être comptabilisé au moyen d'un système d'enregistrement des temps de présence.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut dispenser un employé de l'enregistrement des temps de présence. L'intéressé présente une requête motivée dans ce sens, au moyen de la formule établie par le Service des ressources humaines. La décision est communiquée à ce dernier service et au chef de l'unité administrative de l'intéressé.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut dispenser certaines fonctions de l'enregistrement des temps de présence.

Modalités  
d'enregistrement  
des temps de  
présence

**Art. 57** <sup>1</sup> Tout employé soumis au système d'enregistrement du temps de présence doit enregistrer quotidiennement :

- son arrivée au début de chaque demi-journée;
- son départ à la fin de chaque demi-journée;
- le début et la fin de toutes ses absences survenant en cours de journée, avec l'indication du motif.

<sup>2</sup> Il enregistre personnellement ses arrivées et départs. Il lui est interdit de confier cette tâche à un tiers.

<sup>3</sup> En cas d'oubli ou de perte de la carte ou de la clé magnétique, ainsi que de panne du système d'enregistrement, l'employé enregistre manuellement ses arrivées et départs

<sup>4</sup> Le Service des ressources humaines peut procéder à des contrôles ponctuels ou ciblés, d'autorité ou sur demande d'un supérieur hiérarchique.

Procédure  
d'enregistrement

**Art. 58** <sup>1</sup> Le décompte des temps de présence s'effectue par mois du calendrier.

<sup>2</sup> Chaque employé procède à la clôture mensuelle de ses décomptes jusqu'au 7<sup>ème</sup> jour du mois qui suit.

<sup>3</sup> Le chef de l'unité administrative ou la personne désignée par lui contrôle et clôture les décomptes horaires de ses employés jusqu'au 14<sup>ème</sup> jour du mois qui suit.

<sup>4</sup> Le chef de département contrôle les décomptes horaires de ses chefs d'unité administrative.

<sup>5</sup> Le Service des ressources humaines procède à la clôture automatique des décomptes l'avant-dernier jour du mois suivant.

Personnes non  
soumises au  
système  
d'enregistrement

**Art. 59** <sup>1</sup> Les personnes dispensées de l'enregistrement des présences doivent enregistrer leurs absences dans le système de timbrage.

<sup>2</sup> Dès le moment où une personne est dispensée de l'enregistrement des présences au sens de l'article 56, alinéa 2, aucune prétention ne peut être élevée s'agissant de soldes d'heures. L'employé est réputé y avoir renoncé par le dépôt de sa requête de dispense.

Heures variables  
et heures  
valorisées

**Art. 60** <sup>1</sup> Les heures variables et les heures valorisées sont comptabilisées séparément.

<sup>2</sup> Les heures valorisées ne peuvent être effectuées que sur demande expresse du supérieur hiérarchique ou selon la planification horaire résultant des impératifs de service. Dans des cas exceptionnels, elles peuvent être validées a posteriori par le supérieur hiérarchique.

Compte des  
heures variables

**Art. 61** <sup>1</sup> Le solde positif des heures variables ne peut excéder deux semaines de travail au 30 septembre. En cas de dépassement des limites précitées à cette date, l'excédent est perdu pour l'intéressé. [33\)](#)

<sup>2</sup> Le solde négatif des heures variables ne peut excéder deux semaines de travail au 30 septembre. En cas de dépassement des limites précitées à cette date, l'excédent est compensé sur les vacances de l'intéressé.<sup>33)</sup>

<sup>3</sup> Pour des raisons particulières, le Service des ressources humaines peut autoriser des dérogations.

<sup>4</sup> Au sens des alinéas 1 et 2, la semaine de travail s'entend au prorata du taux d'activité de l'intéressé.

Utilisation des  
heures variables

**Art. 62** <sup>1</sup> Le solde positif des heures variables peut être utilisé pour des congés.

<sup>2</sup> L'employé qui entend obtenir des congés d'un jour ou plus en informe à l'avance son supérieur hiérarchique.

<sup>3</sup> La période du congé est décidée d'entente entre l'employé et le supérieur hiérarchique.

Compte des  
heures  
valorisées

**Art. 63** <sup>1</sup> Les heures valorisées sont celles effectuées de 20h00 à 06h00, le dimanche, les jours fériés et les jours de pont. Elles sont comptabilisées à 125 %.

<sup>2</sup> Les heures valorisées, y compris la majoration de 25 %, dénommée temps compensatoire, sont comptabilisées dans un compte spécifique.

<sup>3</sup> Le temps compensatoire doit être régulièrement compensé durant l'année.

<sup>4</sup> Le solde positif au 31 juillet est en principe crédité sur le compte des heures variables et le compte remis à zéro.

<sup>5</sup> Sur requête de l'employé, le compte peut être utilisé de la manière suivante :

- a) crédit sur le compte des vacances;
- b) crédit de deux semaines sur le compte épargne-temps.

Compensation  
des soldes  
horaires à la fin  
des rapports de  
service

**Art. 64** <sup>1</sup> En cas de cessation des rapports de service, les soldes horaires positifs sont en principe compensés par des congés pris avant le jour de départ.

<sup>2</sup> Le chef de département peut exceptionnellement autoriser une compensation en espèces.



<sup>3</sup> Tout solde négatif éventuel est en principe déduit du traitement à verser au moment du décompte final.

## **SECTION 6 : Pausés et temps de présence particuliers dans l'administration cantonale**

Pause obligatoire de midi **Art. 65** Une pause d'au moins trente minutes par journée de travail doit être prise par l'employé en milieu de poste.

Pausés **Art. 66** Le personnel bénéficie, par demi-journée, d'une pause de 15 minutes comptant comme temps de travail.

Déplacements de service **Art. 67** <sup>1</sup> Lors de déplacements ou de voyages de service, le temps nécessaire au déplacement compte comme temps de travail.

<sup>2</sup> La pause obligatoire de midi ne compte pas comme temps de travail.

Représentation **Art. 68** <sup>1</sup> La participation à une manifestation, y compris le temps nécessaire au déplacement, en qualité de représentant d'une unité ou de l'Etat, validée par le supérieur hiérarchique, compte comme temps de travail.

<sup>2</sup> La même règle s'applique pour la participation à un enterrement en qualité de représentant d'une unité ou de l'Etat.

## **SECTION 7 : Temps de présence dans l'enseignement<sup>[23\)](#)</sup>**

Temps de présence des enseignants **Art. 69** Le temps de présence des enseignants est déterminé par le nombre de leçons ou de périodes dispensées.

Temps de présence des autres postes dans l'enseignement **Art. 69a<sup>[24\)](#)</sup>** Le Département de la formation, de la culture et des sports détermine les modalités d'enregistrement du temps de présence pour les autres postes dans l'enseignement.

Compensation des soldes horaires à la fin des rapports de service de l'enseignant **Art. 70** <sup>1</sup> Un éventuel solde positif est compensé, avant la cessation des rapports de service, par une réduction d'horaire ou par une libération anticipée de l'obligation de travailler.

<sup>2</sup> Si, pour des raisons justifiées, l'enseignant doit assurer ses cours jusqu'à la fin du semestre ou de l'année scolaire, le solde positif est compensé en espèces, sur présentation d'un décompte précis établi par le directeur du cercle scolaire ou de la division du Service de la formation postobligatoire concernée. L'accord préalable du Département de la formation, de la culture et des sports est requis.<sup>23)</sup>

<sup>3</sup> Tout solde négatif éventuel est en principe déduit du traitement à verser au moment du décompte final.

## SECTION 8 : Absences

Obligation  
d'annoncer

**Art. 71** L'employé informe immédiatement son supérieur hiérarchique de chaque absence, avec indication du motif.

Comptabilisation

**Art. 72** Chaque absence est comptabilisée, pour le personnel de l'administration cantonale, en fonction du motif, selon la liste établie par le Service des ressources humaines.

Mesures en cas  
d'absence  
prévisible  
supérieure à un  
mois

**Art. 73** En cas d'absence prévisible supérieure à un mois, le supérieur hiérarchique, en collaboration avec le Service des ressources humaines et le Service de l'informatique, prend toutes les mesures utiles, notamment en ce qui concerne :

- a) l'accès à la messagerie informatique de l'intéressé ou à tout autre outil professionnel, le blocage ou la déviation de ces derniers;
- b) l'accès téléphonique de l'intéressé, le blocage ou la déviation de cet accès.

Absence en cas  
de maladie ou  
d'accident

**Art. 74** <sup>1</sup> En cas d'absence pour cause de maladie ou d'accident, un certificat médical doit être produit le quatrième jour d'absence au plus tard.

<sup>2</sup> Toute absence prévisible de deux semaines et plus doit être signalée immédiatement au Service des ressources humaines au moyen d'une formule établie par ce dernier.

<sup>3</sup> En accord avec le Service des ressources humaines ou, le cas échéant, avec l'accord du Service de l'enseignement ou du Service de la formation postobligatoire, le supérieur hiérarchique peut requérir la présentation d'un certificat médical dès le premier jour d'absence.<sup>23)</sup>

<sup>4</sup> En cas de maladie pendant une période de vacances ou de congés compensés (ponts), le personnel de l'administration cantonale et les magistrats doivent fournir un certificat médical dès le premier jour, sous peine de la perte des vacances et congés concernés.

<sup>5</sup> Le Service des ressources humaines ou, le cas échéant, le Service de l'enseignement ou le Service de la formation postobligatoire, peut en tout temps requérir l'avis d'un médecin-conseil au sujet de l'absence.<sup>[23\)](#)</sup>

#### Certificats médicaux

**Art. 75** <sup>1</sup> Les certificats médicaux sont transmis systématiquement au Service des ressources humaines, avec copie à l'unité administrative concernée.

<sup>2</sup> En cas d'absence prolongée, l'employé doit présenter spontanément chaque mois un nouveau certificat médical.

<sup>3</sup> Lors d'une incapacité de travail partielle, l'employé ne peut travailler au-delà de sa capacité résiduelle. L'employé ne peut, par période d'une semaine, effectuer des heures au-delà du taux d'activité fixé par son médecin, dans le certificat médical.

#### Examen auprès du médecin-conseil

**Art. 76** <sup>1</sup> L'employé est tenu de se présenter à l'examen auprès du médecin-conseil ordonné par le Service des ressources humaines ou, le cas échéant, par le Service de l'enseignement ou le Service de la formation postobligatoire.<sup>[23\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Un examen peut être requis, notamment en vue d'organiser une reprise d'activité ou pour toute autre circonstance nécessitant un avis médical.

<sup>3</sup> Les frais résultant de l'examen médical sont à la charge de l'employeur. Les frais peuvent être mis à la charge de l'employé si l'examen a été rendu nécessaire par un comportement abusif de sa part.

#### Comptabilisation des visites médicales

**Art. 77** <sup>1</sup> L'employé peut, jusqu'à l'équivalent de deux jours par année civile, au prorata de son temps d'occupation, comptabiliser comme temps de travail les absences dues à des visites médicales dont l'horaire est imposé par le thérapeute. Ces absences sont indiquées conformément à la liste établie par le Service des ressources humaines.

<sup>2</sup> Les absences supplémentaires, dépassant les limites fixées à l'alinéa 1, sont à compenser ou à imputer sur les vacances.

Maladie grave  
d'un membre de  
la famille

**Art. 78** <sup>1</sup> En cas de maladie grave d'un membre de sa famille (père et mère, conjoint, partenaire enregistré, personne vivant maritalement ou enfant), l'employé peut bénéficier d'un congé de trois jours au maximum par cas et de cinq jours par année. La présentation d'un certificat médical peut être exigée.

<sup>2</sup> Les absences supplémentaires, dépassant les limites fixées à l'alinéa 1, sont à compenser ou à imputer sur les vacances.

<sup>3</sup> Dans des cas de rigueur, sur requête, le département auquel est rattaché le Service des ressources humaines peut octroyer des congés particuliers, après avoir requis le préavis du département dont relève l'intéressé.

Absences pour  
cause de service  
de défense  
contre l'incendie  
et de secours

**Art. 79** <sup>1</sup> L'employé qui doit accomplir un service de défense contre l'incendie et de secours, à titre d'exercices, de formation ou d'intervention, peut comptabiliser les absences qui surviennent durant son horaire normal comme temps de travail. Ces absences sont indiquées conformément à la liste établie par le Service des ressources humaines.

<sup>2</sup> L'employé annonce préalablement au Service des ressources humaines, si possible jusqu'à la fin janvier et pour l'année en cours, les jours de formation prévus. Les enseignants informent, selon le degré d'enseignement où ils enseignent, le Service de l'enseignement ou le Service de la formation postobligatoire. Le nombre de jours d'absence ne peut en principe excéder 20 jours par année. Des dérogations sont possibles, décidées par le Gouvernement.<sup>23)</sup>

<sup>3</sup> L'employé informe son supérieur hiérarchique, ainsi que le Service des ressources humaines, des absences liées à une formation ou à des exercices en rapport avec le service de défense contre l'incendie et de secours.

<sup>4</sup> En cas d'absence pour une intervention, le temps consacré à cette dernière, additionné, le cas échéant, au travail accompli durant la journée, ne peut excéder la durée de travail quotidienne de l'intéressé, au prorata de son taux d'occupation.

<sup>5</sup> En cas d'intervention entre 23 heures et 6 heures précédant une journée de travail, l'employé peut compenser immédiatement les heures effectuées, par un congé durant la matinée ou la journée suivant l'intervention. Il lui incombe de présenter au chef de son unité administrative une attestation de son responsable du service de défense contre l'incendie et de secours, précisant la durée de l'intervention.

Absences pour  
l'exercice d'une  
activité sportive  
ou artistique de  
haut niveau

**Art. 80** <sup>1</sup> Les athlètes ou artistes participant à des compétitions ou à des concours importants de niveau national ou international comportant une évidente valeur représentative pour la République et Canton du Jura peuvent bénéficier de congés pour leur participation à ces événements, ainsi qu'aux entraînements ou répétitions préalables nécessaires.

<sup>2</sup> Le Gouvernement décide, de cas en cas, de la durée des congés et des modalités dont ils sont assortis, sur proposition du Service des ressources humaines. Pour les enseignants, le préavis du Service de l'enseignement ou du Service de la formation postobligatoire, selon le degré où ils enseignent, est requis. [23\)](#)

<sup>3</sup> En règle générale, la moitié du congé est considérée comme temps de travail; l'autre moitié est prélevée sur les vacances ou non payée.

Activités  
Jeunesse et  
Sport (J+S)

**Art. 81** <sup>1</sup> Les employés qui participent en tant qu'élèves à un cours J+S peuvent bénéficier d'un congé payé d'une durée maximale de cinq jours ouvrables par année civile.

<sup>2</sup> Les employés qui assument une fonction de chef de cours/de camp J+S, de chef technique J+S, d'expert J+S, de moniteur J+S ou de coach J+S ne peuvent prétendre au congé, au sens de l'alinéa 1, que s'ils sont au bénéfice d'une formation J+S reconnue correspondant à l'activité sportive concernée et que l'activité considérée est directement consacrée à des institutions de l'Etat ou proches de ce dernier (notamment les écoles publiques, l'Institut Saint-Germain, la Fondation Pérène).

<sup>3</sup> Les employés qui assument la fonction de cuisinier lors d'un cours ou d'un camp J+S peuvent bénéficier d'un congé payé d'une durée maximale de cinq jours ouvrables par année civile.

<sup>4</sup> Les prestations de la Caisse de compensation auxquelles ces activités donnent droit sont acquises à la République et Canton du Jura.

<sup>5</sup> Le département auquel est rattaché l'employé concerné fixe, en accord avec le Service des ressources humaines, les modalités auxquelles sont soumis ces congés.

Activités  
sportives et  
culturelles

**Art. 82** <sup>1</sup> Les employés, hormis les employés de l'Office des sports, qui participent à titre de moniteurs ou de personnes d'encadrement pour des activités soutenues par cet office, peuvent bénéficier d'un congé payé d'une durée maximale de cinq jours ouvrables par année civile.

<sup>2</sup> Les employés, hormis les employés de l'Office de la culture, qui participent à titre de moniteurs ou de personnes d'encadrement pour des activités soutenues par cet office, peuvent bénéficier d'un congé payé d'une durée maximale de cinq jours ouvrables par année civile.

Congé pour les  
activités de  
jeunesse

**Art. 83** <sup>1</sup> Pour les activités liées au congé de jeunesse tel que défini à l'article 329e du Code des obligations, les employés âgés de moins de 30 ans peuvent bénéficier d'un congé payé d'une durée maximale de cinq jours ouvrables par année civile.

<sup>2</sup> Les employés qui participent à un cours de formation ou de perfectionnement ou qui assument une fonction de direction, d'encadrement ou de conseil, peuvent prétendre au congé au sens de l'alinéa 1, s'ils ont moins de 30 ans et si le congé jeunesse consiste en une manifestation avec enfants ou adolescents, en un camp de jeunesse, ou en un cours de formation ou de perfectionnement.

## SECTION 9 : Occupations accessoires

Occupations  
accessoires

**Art. 84** <sup>1</sup> L'employé qui entend exercer une occupation accessoire rétribuée au-delà d'un défraiement requiert l'autorisation nécessaire auprès du Service des ressources humaines, au moyen de la formule établie par ce dernier. L'autorisation est également requise lorsque l'employé exerce une activité à taux partiel.

<sup>2</sup> Le Service des ressources humaines délivre l'autorisation sur la base du préavis du supérieur hiérarchique de l'intéressé et, le cas échéant, du Service de l'enseignement ou du Service de la formation postobligatoire. [23\)](#)

<sup>3</sup> Dans les cas où l'activité paraît de prime abord incompatible avec l'exercice de la fonction ou pourrait porter préjudice à l'image du service public ou de l'Etat, le Service des ressources humaines transmet la demande au Gouvernement pour décision.

<sup>4</sup> Le Gouvernement invite, sous peine de résiliation du contrat de travail, l'employé à cesser une activité accessoire incompatible avec l'exercice de sa fonction ou qui porte préjudice à l'image du service public.

Cours et fonction  
d'expert

**Art. 85** <sup>1</sup> L'employé qui entend dispenser des cours, fonctionner comme expert ou faire partie de commissions régionales ou fédérales requiert l'autorisation nécessaire auprès du Service des ressources humaines. Ce dernier délivre l'autorisation sur la base du préavis du supérieur hiérarchique de l'intéressé.

<sup>2</sup> Lorsqu'il est désigné par l'autorité pour assurer une telle tâche, l'employé est dispensé de toute autorisation.

<sup>3</sup> Pour l'exercice de sa fonction, l'employé peut prélever le temps nécessaire sur son temps de travail ou bénéficier des congés nécessaires, compensés par des heures variables ou valorisées ou par des vacances.

<sup>4</sup> L'employé qui prélève le temps nécessaire sur son temps de travail restitue la rémunération perçue à l'Etat. Dans le cas contraire, la rémunération est acquise à l'employé.

## SECTION 10 : Entretien de développement et d'évaluation

Entretien de  
développement  
et d'évaluation  
a) Pour le  
personnel de  
l'administration  
cantonale

**Art. 86** <sup>1</sup> Les documents établis lors de l'entretien de développement et d'évaluation par l'employé et son supérieur hiérarchique sont signés et remis à chacun des participants.

<sup>2</sup> Les indications portant sur l'appréciation de l'employé sont consignées dans le procès-verbal d'entretien. Le cas échéant, les documents mentionnent les divergences entre les intéressés.

<sup>3</sup> Au cours de l'entretien de développement et d'évaluation, la description individuelle du poste est examinée et, s'il y a lieu, modifiée en conséquence.

<sup>4</sup> Le chef de l'unité administrative informe annuellement le Service des ressources humaines :

- a) de la date des entretiens effectués;
- b) le cas échéant, des mesures de formation ou d'accompagnement décidées;
- c) le cas échéant, des divergences d'appréciation;
- d) le cas échéant, des descriptions de poste modifiées.

b) Pour les  
enseignants

**Art. 87** <sup>1</sup> Les personnes désignées par le Département de la Formation, de la Culture et des Sports organisent l'entretien de développement et d'évaluation.

<sup>2</sup> Les documents établis lors de l'entretien de développement et d'évaluation par les intéressés sont signés et remis à chacun des participants.

<sup>3</sup> Les indications portant sur l'appréciation de l'enseignant sont consignées dans le procès-verbal d'entretien. Le cas échéant, les documents mentionnent les divergences entre les intéressés.

<sup>4</sup> Au cours de l'entretien de développement et d'évaluation, la description individuelle du poste est examinée et, s'il y a lieu, modifiée en conséquence.

<sup>5</sup> Les personnes désignées par le Département de la formation, de la culture et des sports informent annuellement le Service de l'enseignement ou le Service de la formation postobligatoire pour leurs enseignants respectifs<sup>23)</sup> :

- a) de la date des entretiens effectués;
- b) le cas échéant, des mesures de formation ou d'accompagnement décidées;
- c) le cas échéant, des divergences d'appréciation;
- d) le cas échéant, des descriptions de poste modifiées.

c) Pour les directions d'écoles et de divisions du Service de la formation postobligatoire<sup>23)</sup>

**Art. 88** <sup>1</sup> L'entretien de développement et d'évaluation des membres des directions des cercles scolaires et des divisions du Service de la formation postobligatoire est organisé chaque année respectivement par le chef du Service de l'enseignement ou le chef du Service de la formation postobligatoire.<sup>23)</sup>

<sup>2</sup> Les documents établis lors de l'entretien sont signés et remis à chacun des participants. Le cas échéant, les documents mentionnent les divergences.

<sup>3</sup> Au cours de l'entretien de développement et d'évaluation, la description individuelle du poste est examinée et, s'il y a lieu, modifiée en conséquence.

<sup>4</sup> Le chef de l'unité administrative informe annuellement le Service des ressources humaines :

- a) de la date des entretiens effectués;
- b) le cas échéant, des mesures de formation ou d'accompagnement décidées;
- c) le cas échéant, des divergences d'appréciation;
- d) le cas échéant, des descriptions de poste modifiées.



## SECTION 11 : Obligation de résidence, logement de service et port de l'uniforme

Résidence,  
logement et  
uniforme

**Art. 89** <sup>1</sup> Le Gouvernement dresse, par voie d'arrêté, la liste des employés qui sont tenus de résider dans une localité, d'occuper un logement de service ou de porter l'uniforme.

<sup>2</sup> L'obligation est indiquée dans le contrat de travail de l'employé.

## CHAPITRE VI : Droits et obligations des employés

### SECTION 1 : Assurance pour perte de gain

Participation à  
l'assurance pour  
perte de gain

**Art. 90** Sur proposition du Service des ressources humaines, le Gouvernement fixe la participation des employés au financement de l'assurance pour perte de gain, pour l'année civile à venir.

### SECTION 2 : Programme d'allégement lié à l'âge

Principe

**Art. 91** <sup>1</sup> Les employés de l'Etat peuvent bénéficier d'une baisse progressive volontaire du temps de travail précédant leur mise à la retraite, aux conditions et selon les modalités de la présente section.

<sup>2</sup> Pour des motifs dûment justifiés relatifs à la bonne marche de l'administration, le Gouvernement peut refuser, dans des cas particuliers, qu'un employé bénéficie du programme d'allégement lié à l'âge.

Conditions

**Art. 92<sup>17)</sup>** <sup>1</sup> Pour bénéficier du programme d'allégement lié à l'âge, l'intéressé doit avoir été au service de l'Etat durant au moins 10 années ininterrompues et être engagé sur la base d'un contrat de durée indéterminée, à un taux minimum de 70 %.

<sup>2</sup> La baisse progressive du temps de travail peut intervenir au plus tôt cinq ans avant la prise complète de la retraite, anticipée ou non, mais pas avant l'âge de 58 ans. L'intéressé s'engage à prendre sa retraite complète à l'issue du programme.

<sup>3</sup> Les membres de la police cantonale sont exclus du programme.

## Modalités

**Art. 93<sup>17)</sup>** <sup>1</sup> La baisse progressive du temps de travail consiste en une réduction du taux d'occupation de l'intéressé en deux paliers au minimum, chacun d'au moins 10 %.

<sup>2</sup> Le taux d'activité résiduel est d'au minimum 50 %.

<sup>3</sup> Le taux d'occupation choisi par l'intéressé est valable au minimum pour une année complète à compter de son entrée en vigueur; il est valable pour une année scolaire au minimum pour les enseignants.

<sup>3bis</sup> Pour les enseignants, la réduction du taux d'occupation ne peut intervenir qu'au début d'un semestre scolaire.<sup>25)</sup>

<sup>4</sup> Le Gouvernement statue sur l'admission de l'intéressé dans le programme d'allégement lié à l'âge et sur les paliers. Au surplus, une convention est passée entre l'intéressé et le Service des ressources humaines pour en préciser les modalités.

## Délai d'annonce

**Art. 94** <sup>1</sup> L'intéressé doit annoncer son intention de bénéficier de la baisse progressive de son temps de travail au moins six mois à l'avance. Le chef du département concerné peut accepter un délai plus court.

<sup>2</sup> L'intéressé communique simultanément le plan de réduction choisi pour la totalité de la période.

<sup>3</sup> Ce choix est en principe irrévocable. Le Gouvernement statue sur les conditions d'annulation de l'aménagement.

## Incidences financières

**Art. 95<sup>17)</sup>** <sup>1</sup> Le traitement du bénéficiaire est réduit en fonction de la baisse de son temps de travail, conformément aux alinéas 2 et 3.

<sup>2</sup> L'Etat prend en charge la moitié de la réduction du traitement lorsque le salaire du bénéficiaire, ramené à celui d'un emploi à plein temps, ne dépasse pas un traitement mensuel brut maximal de 8 000 francs. Lorsque le traitement du bénéficiaire, ramené à celui d'un emploi à plein temps, excède ce montant, la prise en charge par l'Etat correspond à celle applicable pour un traitement mensuel brut de 8 000 francs.

<sup>3</sup> En dérogation à l'alinéa précédent et pour les employés exerçant une profession pénible, l'Etat prend en charge 60 % de la réduction du traitement lorsque le salaire du bénéficiaire, ramené à celui d'un emploi à plein temps, ne dépasse pas un traitement mensuel brut maximal de 8 000 francs. Lorsque le traitement du bénéficiaire, ramené à celui d'un emploi à plein temps, excède ce montant, la prise en charge par l'Etat correspond à celle applicable pour un traitement mensuel brut de 8 000 francs. Par profession pénible, on entend une fonction qui obtient, dans le système d'évaluation des fonctions EVALUATION.JU, un total supérieur ou égal à 75 points au niveau des charges du domaine physique (critère P3).

<sup>4</sup> Au surplus, l'Etat et l'employé versent, à titre de rachat et conformément aux pourcentages prévus dans la loi du 2 octobre 2013 sur la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura<sup>3)</sup>, la cotisation épargne sur la différence entre le traitement initial et le traitement effectif comprenant la part de l'Etat prévue aux alinéas 2 et 3.

### SECTION 3 : Vacances

Vacances pour le personnel de l'administration et les magistrats  
a) Durée

**Art. 96** <sup>1</sup> Les employés de l'administration cantonale et les magistrats ont droit à 20 jours ouvrables de vacances par an.

<sup>2</sup> La durée des vacances est de 25 jours ouvrables dès le début de l'année au cours de laquelle l'intéressé atteint l'âge de cinquante ans et de 30 jours ouvrables dès le début de l'année au cours de laquelle il atteint l'âge de soixante ans.

<sup>3</sup> En cas de cessation des rapports de service au cours d'une année, le droit aux vacances pour cette année-là est proportionnel au nombre de mois complets d'activité.

b) Fixation des vacances

**Art. 97** Les vacances sont fixées en principe au début de l'année d'entente entre le supérieur hiérarchique et l'intéressé, de telle sorte que le bon fonctionnement du service soit assuré.

c) Modalités, fractionnement des vacances

**Art. 98** <sup>1</sup> Dix jours de vacances au moins doivent être pris de façon consécutive durant l'année.

<sup>2</sup> Le solde des vacances peut être fractionné, à raison de journées entières ou de demi-journées.

d) Réduction du droit aux vacances

**Art. 99** <sup>1</sup> Le droit aux vacances est réduit lorsque la durée totale des absences imputables à une maladie, à un accident, à un congé non payé et à un service militaire non obligatoire dépasse trois mois. Les maladies et accidents professionnels, ainsi que les congés de maternité, d'allaitement, de paternité et d'adoption ne sont pas pris en compte.

<sup>2</sup> La réduction du droit aux vacances est proportionnelle à la durée totale des absences excédant trois mois.

<sup>3</sup> Si la réduction du droit aux vacances ne peut plus être opérée sur l'année en cours, elle est reportée sur l'année suivante.

<sup>4</sup> Le Gouvernement peut, sur proposition du Service des ressources humaines, réduire le droit aux vacances dès le premier jour d'absence lorsque celle-ci résulte d'une faute intentionnelle ou d'une négligence grave de l'employé.

e) Echéance

**Art. 100** Les vacances non prises le 31 décembre de l'année suivante sont réputées perdues et ne donnent droit ni à compensation ni à rémunération.

Dispositions particulières pour le personnel enseignant

**Art. 101** <sup>1</sup> Les vacances du corps enseignant sont prises durant les vacances scolaires.

<sup>1bis</sup> Les vacances scolaires coïncidant avec une période d'incapacité de travail ne peuvent être compensées.[13\)](#)

<sup>2</sup> Durant la semaine qui précède la reprise des cours au début de l'année scolaire, les enseignants sont tenus de s'assurer que toutes les dispositions nécessaires garantissant un accueil optimal des élèves à la rentrée ont été prises. Ils peuvent par ailleurs être convoqués pour l'équivalent d'un jour au maximum par la direction du cercle scolaire ou de la division du Service de la formation postobligatoire pour participer à l'organisation de la rentrée scolaire, conformément à un échéancier annuel.[23\)](#)

<sup>3</sup> La participation aux séances relatives à l'organisation de la rentrée scolaire est requise uniquement sur le lieu d'enseignement principal.

<sup>4</sup> Les cas de rigueur demeurent réservés.

## SECTION 4 : Congés

Congés  
particuliers de  
courte durée

**Art. 102** <sup>1</sup> L'employé de l'Etat peut bénéficier de congés payés, à savoir d'absences autorisées sur demande qui ont pour but de lui permettre de satisfaire à des obligations non professionnelles.

<sup>2</sup> L'intéressé a droit à un congé à l'occasion des événements suivants :

- a) pour son propre mariage ou l'enregistrement de son partenariat, 3 jours;
- b) en cas de naissance d'un enfant, pour le personnel masculin, 2 jours;
- c) en cas de décès du conjoint, du partenaire enregistré, du concubin, d'un enfant, de l'enfant de son concubin, 5 jours;
- d) en cas de décès des parents, des frères et sœurs, 3 jours;
- e) en cas de décès des grands-parents, des beaux-parents, des beaux-frères, des belles-sœurs, 1 jour;
- f) pour son déménagement, au maximum 3 jours par année, fixé par le Service des ressources humaines.

<sup>3</sup> L'intéressé qui entend bénéficier d'un congé en informe sans délai son supérieur hiérarchique.

<sup>4</sup> Pour des motifs justifiés, le Service des ressources humaines peut accorder des congés de durée supérieure ou des congés pour d'autres raisons. Il requiert le préavis du supérieur hiérarchique et, pour les enseignants, du Service de l'enseignement ou du Service de la formation postobligatoire, selon le degré d'enseignement concerné. [23\)](#)

<sup>5</sup> ... [15\)](#)

Congé de  
maternité

**Art. 103** <sup>1</sup> En cas de maternité, un congé d'une durée de 16 semaines est accordé à l'employée, dont 14 semaines au moins doivent être prises après l'accouchement.

<sup>2</sup> En cas de naissance multiple, le congé de maternité est de 20 semaines.

<sup>3</sup> Le congé est payé, au prorata du taux d'occupation. Les indemnités de l'assurance pour perte de gain sont acquises à l'Etat.

Congé  
d'allaitement

**Art. 104** <sup>1</sup> L'employée qui allaite son enfant au terme du congé de maternité peut bénéficier d'un congé d'allaitement payé d'une durée de 4 semaines. Elle fournit au Service des ressources humaines un certificat médical attestant l'allaitement à la fin du congé de maternité.

<sup>2</sup> Dès la fin du congé d'allaitement, l'employée peut bénéficier d'une heure de congé payé pour l'allaitement par jour complet de travail, au plus tard jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge d'un an révolu. Un certificat médical attestant l'allaitement est fourni mensuellement au Service des ressources humaines.

<sup>3</sup> Le congé est payé au prorata du taux d'occupation.

Congé de paternité en cas de naissance ou d'adoption

**Art. 105** <sup>1</sup> Un congé de paternité d'une durée équivalente à deux semaines de temps de travail est accordé aux employés lors de la naissance de leur enfant ou d'adoption au sens de l'article 106.

<sup>2</sup> En cas de naissance multiple, le congé est équivalent à trois semaines de temps de travail.

<sup>3</sup> Le congé est payé au prorata du taux d'occupation.

<sup>4</sup> Le congé doit être pris en une seule fois, dans les 4 mois suivant la naissance ou l'adoption, d'entente avec le supérieur hiérarchique et en tenant compte des impératifs de l'unité administrative ou de l'établissement scolaire. En cas d'hospitalisation prolongée de l'enfant, le délai prend effet à compter du retour effectif de l'enfant au domicile de ses parents.

Congé d'adoption

**Art. 106** <sup>1</sup> En cas de placement en vue d'adoption d'un enfant âgé de moins de 16 ans révolus, l'employé peut bénéficier d'un congé de 16 semaines.

<sup>2</sup> Si les deux parents sont des employés de l'Etat, un partage des 16 semaines de congés est possible entre eux.

<sup>3</sup> Le congé est payé au prorata du taux d'occupation.

<sup>4</sup> L'adoption des enfants du conjoint, de même que l'adoption d'un enfant placé, ne donne pas droit à un congé d'adoption.

## SECTION 5 : Jours fériés

Jours fériés et ponts

**Art. 107** <sup>1</sup> L'employé bénéficie des jours fériés prévus par la loi sur les jours fériés officiels et le repos dominical<sup>5</sup>.

<sup>2</sup> Chaque année, le Service des ressources humaines établit l'horaire annuel en mentionnant les jours fériés et les ponts.

## SECTION 6 : Exercice d'une charge publique

Exercice d'une charge publique  
a) Définition

**Art. 108** <sup>1</sup> Exerce une charge publique l'employé qui est membre d'un législatif, d'un exécutif ou d'une commission d'une collectivité publique.

<sup>2</sup> Est également considéré comme exercice d'une charge publique l'accomplissement d'un mandat à caractère syndical (activité exercée au sein d'un syndicat ou par mandat de celui-ci).

<sup>3</sup> Le Service des ressources humaines tient un registre des charges publiques des employés et le communique une fois par année au Gouvernement.

b) Procédure visant à l'exercice d'une charge publique

**Art. 109** <sup>1</sup> L'employé qui entend exercer une charge publique en informe le Service des ressources humaines sans délai, au moyen d'une formule établie par ce dernier.

<sup>2</sup> Dans les cas où la charge publique concernée pourrait se révéler incompatible avec la fonction de l'intéressé, le Service des ressources humaines transmet au Gouvernement pour décision.

c) Interdiction ou restriction de l'exercice d'une charge publique

**Art. 110** <sup>1</sup> Le Gouvernement invite, sous peine de résiliation du contrat de travail, l'employé à cesser ou à restreindre dans une mesure adéquate l'exercice d'une charge publique incompatible avec sa fonction.

<sup>2</sup> L'exercice d'une charge publique est notamment incompatible avec la fonction lorsque :

- a) l'indépendance de l'employé en serait compromise;
- b) l'employé se verrait confronté à des conflits d'intérêts;
- c) la crédibilité de l'employé ou de l'administration en serait atteinte;
- d) la pleine capacité de travail de l'employé ne serait plus assurée.

<sup>3</sup> Sont réservées les dispositions en matière d'incompatibilités.

d) Demande de congés

**Art. 111** <sup>1</sup> L'employé qui entend bénéficier de congés pour l'exercice d'une charge publique présente une demande dans ce sens au Service des ressources humaines, au moyen d'une formule établie par ce dernier.

<sup>2</sup> Le Service des ressources humaines statue, sous réserve de recours au département auquel il est rattaché.

e) Utilisation du congé

**Art. 112** <sup>1</sup> Le temps de congé est destiné à permettre à l'intéressé de prendre part à des séances ou d'effectuer des interventions qui ne peuvent être fixées en-dehors des heures bloquées de l'horaire de travail ou du plan de service. Il ne peut être utilisé pour des tâches telles que l'étude de dossiers, la rédaction de correspondance et d'autres documents et l'établissement de factures.

<sup>2</sup> Le temps de congé constitue la durée maximale mise à disposition de l'intéressé. Il ne peut être utilisé qu'en fonction des besoins effectifs, dans les limites prévues à l'alinéa 1.

f) Comptabilisation des absences pour l'exercice d'une charge publique

**Art. 113** <sup>1</sup> Les absences au titre de congé pour l'exercice d'une charge publique comptent comme temps de travail.

<sup>2</sup> Les absences découlant de l'exercice d'une charge publique et dépassant le nombre de jours octroyés sont imputées sur les vacances ou considérées comme des congés non payés dans la mesure où elles n'ont pas été compensées.

<sup>3</sup> Si l'exercice d'une charge publique empiète sur un jour férié ou sur des vacances, l'employé n'a droit à aucune compensation.

<sup>4</sup> Les congés liés à l'exercice d'une charge publique sont relevés dans le cadre du contrôle du temps de présence pour le personnel de l'administration cantonale.

g) Congés non payés et frais liés aux absences

**Art. 114** Lorsque l'exercice d'une charge publique nécessite des absences excédant le congé accordé à cette fin, l'intéressé peut bénéficier des possibilités suivantes, avec l'accord du Gouvernement :

- a) des congés non payés;
- b) une réduction temporaire de son taux d'activité, avec une diminution de salaire correspondante;
- c) l'autorisation d'exercer sa charge en partie sur son temps de travail, moyennant une restitution adéquate à l'Etat de la rémunération perçue pour ladite charge.

h) Information relative à l'absence

**Art. 115** L'employé qui exerce une charge publique informe assez tôt son supérieur hiérarchique de toute absence nécessitée par l'exercice de sa tâche.

Chambres fédérales

**Art. 116** <sup>1</sup> L'employé élu à l'Assemblée fédérale bénéficie des congés payés nécessaires aux séances plénières du Conseil auquel il appartient.



<sup>2</sup> Pour les autres activités liées à cette charge, l'article 114 s'applique.

## SECTION 7 : Congés non payés

Principe et  
autorité  
compétente

**Art. 117** <sup>1</sup> L'employé qui désire suspendre son activité pour accepter une mission d'intérêt général ou pour toute autre raison importante peut bénéficier d'un congé non payé.

<sup>2</sup> Le Service des ressources humaines statue sur les demandes des employés, après avoir obtenu le préavis du chef de l'unité administrative.

Préavis

**Art. 118**<sup>14)</sup> Sauf cas de force majeure, la demande de congé non payé doit être présentée au moins un mois à l'avance pour une période d'un à quatorze jours ouvrables, respectivement au moins trois mois à l'avance pour un congé dont la durée excède quatorze jours.

Cotisations à la  
Caisse de  
pensions

**Art. 119** <sup>1</sup> Pendant la durée du congé non payé, l'employé s'acquitte auprès de la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura du total de la cotisation de risque (part de l'assuré et part de l'employeur).

<sup>2</sup> Demeurent réservées les dispositions de la législation sur la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura.

## SECTION 8 : Protection de la personnalité

Principe

**Art. 120** <sup>1</sup> Tout comportement qui va à l'encontre de la volonté d'une personne et qui est de nature à porter atteinte à sa dignité, à son intégrité physique ou psychique ou qui l'empêche d'exercer sa fonction est interdit.

<sup>2</sup> Sont notamment interdits le harcèlement sexuel et le harcèlement psychologique.

Harcèlement  
sexuel et  
psychologique

**Art. 121** <sup>1</sup> Est considéré comme harcèlement sexuel tout comportement importun de caractère sexuel ou tout autre comportement fondé sur l'appartenance ou l'orientation sexuelle, qui porte atteinte à la dignité de la personne sur son lieu de travail, en particulier le fait de proférer des menaces, de promettre des avantages ou d'exercer des pressions de toute nature sur une personne en vue d'obtenir des faveurs de nature sexuelle.

<sup>2</sup> Est considérée comme harcèlement psychologique toute attitude abusive d'une ou de plusieurs personnes qui vise à agresser ou à mettre en état d'infériorité une personne, de manière constante ou répétée.

Comportement  
en cas d'atteinte  
aux droits de la  
personnalité

**Art. 122** <sup>1</sup> La personne qui s'estime atteinte dans sa personnalité tente de faire comprendre aux personnes qui l'importunent qu'elles doivent cesser. Au besoin, elle peut en parler à son supérieur hiérarchique ou à ses collègues.

<sup>2</sup> La personne qui s'estime atteinte dans sa personnalité peut en outre s'adresser à un membre du groupe de confiance.

Groupe de  
confiance

**Art. 123** <sup>1</sup> Les prestations fournies par les membres du groupe de confiance aux employés rencontrant des difficultés sur leur lieu de travail comprennent en particulier l'écoute, le soutien, le conseil et l'appui ainsi que l'aide à la résolution de conflit par la voie de la médiation.<sup>26)</sup>

<sup>2</sup> Les membres du groupe de confiance exercent leur mandat en toute indépendance.

Procédure de  
médiation

**Art. 124** <sup>1</sup> La personne qui se sent atteinte dans sa personnalité et souhaite en référer au groupe de confiance prend contact avec l'un de ses membres par simple appel, par message électronique ou par lettre.

<sup>2</sup> Le membre saisi d'une demande entend la personne plaignante, seul ou avec un autre membre. Avec l'accord de cette dernière, le membre du groupe de confiance entend la personne mise en cause, seul ou avec un autre membre.

<sup>3</sup> En accord avec les intéressés, le membre du groupe de confiance tente une médiation en vue de poursuivre la relation de travail dans un esprit de respect durable et mutuel.

Issue de la  
procédure de  
médiation

**Art. 125** <sup>1</sup> La médiation donne lieu à un procès-verbal mentionnant le résultat de la procédure. Le procès-verbal est signé par les membres du groupe de confiance concernés et par les parties et une copie est remise à ces dernières.

<sup>2</sup> Lorsque la médiation aboutit, un protocole d'accord est établi et mentionné au procès-verbal. Les intéressés conviennent s'il y a lieu d'informer le supérieur hiérarchique et de quelle manière.

3 ...[27\)](#)

Relations entre  
le Service des  
ressources  
humaines et le  
groupe de  
confiance

**Art. 126**<sup>[26\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines peut solliciter en tout temps les membres du groupe de confiance afin d'intervenir auprès d'employés et offrir à ceux-ci leurs bons offices, les employés restant libres d'accepter ou de refuser.

<sup>2</sup> Avec l'accord des employés les ayant sollicités, les membres du groupe de confiance peuvent communiquer au Service des ressources humaines les médiations qui ont échoué et les situations qui, selon eux, nécessitent une intervention. Ce dernier prend les mesures nécessaires.

Confidentialité

**Art. 127** Les membres du groupe de confiance et les personnes concernées par la procédure de médiation gardent confidentielles les informations qu'ils obtiennent dans l'exercice de leur tâche et durant les procédures de médiation.

Non-ingérence

**Art. 128** <sup>1</sup> Les membres du groupe de confiance s'abstiennent d'intervenir si une procédure impliquant la personne plaignante est en cours auprès du supérieur hiérarchique ou du Service des ressources humaines.

<sup>2</sup> Lorsque la bonne marche de l'administration ou de l'école ne risque pas d'être compromise, l'autorité compétente s'abstient d'intervenir par l'ouverture d'une procédure tant et aussi longtemps qu'une procédure de médiation est en cours.<sup>[26\)](#)</sup>

Sanctions

**Art. 129** <sup>1</sup> En cas de comportement violent les droits de la personnalité, l'autorité d'engagement peut ouvrir une procédure de licenciement à l'encontre de l'employé responsable.

<sup>2</sup> Des faits de harcèlement avérés peuvent, selon leur fréquence, leur durée ou leur gravité, constituer un motif justifié de licenciement.

<sup>3</sup> Les résultats de la procédure, de même que les éventuelles mesures prises, sont portés à la connaissance de la personne plaignante.

<sup>4</sup> Demeurent réservées les procédures judiciaires engagées par la personne plaignante contre la personne mise en cause.

Dénonciation  
calomnieuse

**Art. 130** <sup>1</sup> L'autorité d'engagement peut ouvrir une procédure de licenciement à l'encontre d'un employé qui dénonce une personne qu'il savait innocente ou sans motif sérieux.

<sup>2</sup> Demeurent réservées les procédures judiciaires engagées par la personne soupçonnée injustement de harcèlement contre l'auteur de la dénonciation.

Protection contre  
les menaces et  
assistance  
juridique

**Art. 131** <sup>1</sup> L'employé qui fait l'objet d'une plainte ou d'une dénonciation pénale ou qui est menacé d'une telle action concernant des infractions qui auraient été commises dans l'exercice de ses fonctions à l'égard de tiers peut obtenir une assistance juridique. Il en est de même si la défense adéquate d'un employé, menacé ou agressé injustement, nécessite que celui-ci intente une action en justice.

<sup>2</sup> L'employé qui entend bénéficier d'une assistance juridique adresse une requête dans ce sens au Service des ressources humaines, à l'intention du Gouvernement.

<sup>3</sup> Si le bénéficiaire de l'assistance juridique est reconnu coupable et a violé intentionnellement ou par négligence grave ses devoirs de service, les frais d'assistance sont mis totalement ou partiellement à sa charge. Le Gouvernement décide.

Service d'aide et  
de conseil aux  
employés et  
supervision

**Art. 132** <sup>1</sup> Un service d'aide et de conseil d'ordre psychologique est à disposition des employés qui rencontrent des problèmes sur leur lieu de travail.

<sup>2</sup> Le service d'aide et de conseil propose aux employés d'identifier et de clarifier les problèmes particuliers liés aux administrés, aux élèves, aux parents d'élèves et aux autorités, de prendre de la distance et de trouver des solutions face aux difficultés quotidiennes (organisation, tensions, découragement, lassitude, etc.).

<sup>3</sup> Le Service des ressources humaines, sur requête spécifique ou collective d'un service, peut mettre en place des mesures telles que la supervision permettant à l'employé d'avoir un soutien professionnel et psychologique sur le long terme.

## SECTION 9 : Protection de la santé

Interdiction  
générale de  
fumer

**Art. 133** <sup>1</sup> Il est interdit de fumer dans tous les espaces fermés accessibles au public ou qui servent de lieu de travail au personnel de l'Etat, y compris dans les établissements d'enseignement et les locaux où sont débitées des boissons et de la nourriture, ainsi que dans les véhicules de service.

<sup>2</sup> Les employés de l'Etat sont autorisés à sortir occasionnellement des bâtiments et des établissements pour fumer, dans le cadre de leur temps de pause au sens de l'article 66. Les chefs des unités administratives et les directeurs des établissements scolaires peuvent décider de modalités complémentaires.

<sup>3</sup> Une réglementation spécifique demeure réservée.

Prévention

**Art. 134** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines répond de la mise en œuvre des mesures de santé et de sécurité au travail.

<sup>2</sup> Un organe de coordination pour la promotion de la santé et de la sécurité au travail dans l'administration cantonale et ses établissements scolaires est désigné par le Gouvernement.

<sup>3</sup> L'organe de coordination fonctionne au sens de la solution de branche "Santé et Sécurité" des administrations cantonales et fédérales. Il est rattaché au Service des ressources humaines.

<sup>4</sup> Les chefs des unités administratives et les directeurs des établissements scolaires sont tenus, au besoin, avec l'aide de spécialistes en matière de santé et de sécurité au travail, de prendre ou de faire prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger la vie et la santé du personnel ainsi que des élèves et des étudiants.

<sup>5</sup> Les employés de l'Etat sont tenus de collaborer à la mise en œuvre des prescriptions sur l'hygiène, la protection de la santé et la prévention des accidents et maladies professionnels.

<sup>6</sup> Ils doivent, en particulier, utiliser les équipements individuels de protection et employer correctement les dispositifs de sécurité et s'abstenir de les enlever ou de les modifier sans autorisation du supérieur hiérarchique.

<sup>7</sup> Ils ont l'obligation de signaler immédiatement au supérieur hiérarchique les anomalies et les défauts compromettant l'hygiène, la protection de la santé et la sécurité qu'ils constatent.

Médecin du travail et autres spécialistes de la santé et sécurité au travail

**Art. 135** Le Service des ressources humaines peut mandater ponctuellement un médecin du travail ou d'autres spécialistes pour des questions relatives à la santé dans l'administration et les écoles.

## SECTION 10 : Droit de grève

Exercice du droit de grève

**Art. 136** En cas de préavis de grève, le Gouvernement désigne les secteurs dans lesquels un service minimum doit être assuré ainsi que les moyens nécessaires.

## SECTION 11 : Formation continue et perfectionnement professionnel pour le personnel de l'administration et les magistrats

Principe

**Art. 137** <sup>1</sup> Les supérieurs hiérarchiques veillent au développement des compétences de leurs employés et à leur perfectionnement.

<sup>2</sup> Les employés veillent à maintenir à jour les connaissances et compétences nécessaires à l'exécution de leur travail. Ils s'informent régulièrement de l'évolution dans leur domaine d'activité.

<sup>3</sup> Les employés maintiennent à jour leurs connaissances et compétences en participant à des cours de formation ou de perfectionnement.

<sup>4</sup> Le Service des ressources humaines veille à une utilisation équitable des ressources consacrées en matière de formation au sein des différentes unités administratives.

Procédure

**Art. 138** <sup>1</sup> L'employé qui entend participer à un cours sollicite l'autorisation préalable de son supérieur hiérarchique, au moyen de la formule établie par le Service des ressources humaines, et transmet la demande à ce dernier.

<sup>2</sup> Les chefs d'unité administrative et les magistrats requièrent le préavis du chef du département auquel ils sont rattachés.

<sup>3</sup> Le Service des ressources humaines statue sur les demandes pour lesquelles les coûts totaux ne dépassent pas 10 000 francs. Le département auquel est rattaché ce service statue sur les demandes pour lesquelles les coûts totaux excèdent ce montant.

<sup>4</sup> Une réglementation spécifique demeure réservée.

Congés

**Art. 139** <sup>1</sup> L'autorité au sens de l'article 138, alinéa 3, accorde les congés nécessaires au perfectionnement professionnel de ses employés pour les formations reconnues.

<sup>2</sup> Les congés peuvent être payés en totalité ou en partie, conformément aux principes mentionnés à l'article 140. En règle générale, la part des congés payés est proportionnelle à la participation aux frais de formation.

Répartition des  
coûts entre  
l'employeur et  
l'employé

**Art. 140** <sup>1</sup> L'Etat prend en charge intégralement les dépenses engendrées par les cours indispensables à l'exercice de la fonction de l'employé.

<sup>2</sup> L'Etat participe à raison de 75 % aux dépenses engendrées par les cours présentant un intérêt prépondérant pour l'Etat.

<sup>3</sup> L'Etat participe à raison de 50 % aux dépenses engendrées par les cours présentant un intérêt tant pour l'employeur que pour l'employé.

<sup>4</sup> Les cours ne présentant pas d'intérêt pour l'employeur sont supportés intégralement par l'employé. L'employeur peut cependant accorder des congés non payés dans la mesure où l'organisation du service le permet.

<sup>5</sup> La prise en charge des dépenses engendrées par les cours n'a lieu qu'avec l'accord du Service des ressources humaines et de l'unité administrative ou, le cas échéant, du département auquel est rattaché l'employé. Les montants sont prélevés sur le budget de la formation continue dudit service.

Dépenses prises  
en charge  
pour un  
perfectionnement  
professionnel

**Art. 141** <sup>1</sup> Peuvent faire l'objet d'une prise en charge totale ou partielle par l'Etat :

- a) les finances de cours;
- b) les taxes d'examen;
- c) les frais de déplacement, de repas et d'hébergement.

<sup>2</sup> Les taxes d'examen sont prises en charge selon les mêmes modalités que les finances de cours.

<sup>3</sup> S'ils sont pris en charge, les frais de déplacement, de repas et d'hébergement sont indemnisés à 100 % de la même manière que pour un déplacement professionnel.

Décompte

**Art. 142** <sup>1</sup> Les frais engendrés par des cours de perfectionnement et de formation sont portés sur les décomptes de frais de l'employé.

<sup>2</sup> Pour les cours qui ont fait l'objet d'une décision du département, ils sont portés sur un décompte particulier au moyen d'un formulaire ad hoc.

Comptabilisation  
du temps  
consacré au  
perfectionnement  
professionnel

**Art. 143** Le temps consacré au perfectionnement professionnel, obligatoire ou volontaire, est comptabilisé indépendamment du taux d'occupation à raison de 8 heures 12 minutes par journée complète et de 4 heures 6 minutes par demi-journée, quel que soit le lieu de la formation.

Obligation de  
rembourser

**Art. 144** <sup>1</sup> L'employé dont les coûts du perfectionnement professionnel ou de formation continue dépassent 5 000 francs est tenu de s'engager à rester au service de l'Etat, dès la fin de son perfectionnement professionnel et quelle que soit l'issue de celui-ci. L'engagement de l'employé porte sur une durée arrêtée en fonction des coûts engendrés par le perfectionnement comprenant les dépenses et le salaire, avec les charges sociales, versé durant la formation. L'échelle ci-dessous est applicable :

Dépenses prises en charge	Durée obligatoire de l'emploi après la formation
de 5'001 à 10'000 francs	12 mois
de 10'001 à 15'000 francs	24 mois
de 15'001 à 20'000 francs	36 mois
de 20'001 à 30'000 francs	48 mois
plus de 30'000 francs	supérieure à 48 mois, selon entente.

<sup>2</sup> En cas de départ anticipé, l'employé rembourse les frais engagés par l'employeur proportionnellement à la durée de travail non effectuée.

<sup>3</sup> L'employé qui interrompt son perfectionnement professionnel sans juste motif est tenu au remboursement des frais engagés par l'employeur.

<sup>4</sup> L'autorité au sens de l'article 138, alinéa 3, peut renoncer totalement ou partiellement au remboursement, lorsque le perfectionnement professionnel ou l'activité professionnelle doit être interrompu pour des raisons impératives (notamment un changement fondamental dans l'organisation familiale, une maladie, un accident, une invalidité, un échec).



<sup>5</sup> La décision par laquelle le perfectionnement professionnel est autorisé précise les modalités de prise en charge et de remboursement en cas de départ anticipé ou d'arrêt de la formation.

Contrôle et suivi **Art. 145** Le Service des ressources humaines contrôle le respect des décisions en matière de décompte de temps et, en collaboration avec la Trésorerie générale, les décomptes de frais spécifiques.

## **SECTION 12 : Formation continue et perfectionnement professionnel pour les enseignants<sup>[28\)](#)</sup>**

Principe **Art. 146** <sup>1</sup> Le Département de la formation, de la culture et des sports, le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire peuvent astreindre les enseignants à suivre des cours de formation continue.<sup>[23\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les enseignants veillent à maintenir à jour leurs connaissances et compétences professionnelles sur les plans scientifique et pédagogique.

<sup>3</sup> Ils participent, selon l'établissement où ils enseignent, aux cours de formation continue et aux activités organisés ou reconnus par la Haute Ecole Pédagogique commune aux cantons de Berne, du Jura et de Neuchâtel (HEP-BEJUNE) et par la Haute école fédérale en formation professionnelle (HEFP) ou par tout autre organisme habilité.<sup>[28\)](#)</sup>

Période de formation **Art. 147** <sup>1</sup> Les cours de formation continue à caractère obligatoire ont lieu en principe par moitié sur le temps scolaire. Les enseignants peuvent être appelés à consacrer une partie des vacances scolaires à leur formation.

<sup>2</sup> Les cours de formation continue à caractère non obligatoire se déroulent en dehors du temps scolaire.

Prise en charge des frais  
a) Pour les enseignants de la scolarité obligatoire **Art. 148<sup>[37\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Les cours de formation continue pour les enseignants du niveau de la scolarité obligatoire sont organisés par la HEP-BEJUNE et pris en charge dans le cadre du budget de formation continue de cette dernière.

<sup>2</sup> Les enseignants peuvent solliciter auprès de la HEP-BEJUNE une subvention individuelle ou collective pour des projets de formation continue. La demande, visée par le directeur du cercle scolaire, est confirmée par le Service de l'enseignement.

b) Pour les enseignants de la scolarité postobligatoire

**Art. 148a<sup>38)</sup>** <sup>1</sup> Les cours de formation continue pour les enseignants du niveau de la scolarité postobligatoire sont organisés par le Service de la formation postobligatoire et pris en charge dans le cadre du budget de formation continue de ce dernier.

<sup>2</sup> Les enseignants peuvent solliciter auprès du Service de la formation postobligatoire une subvention individuelle ou collective pour des projets de formation continue. La demande est visée par le directeur de la division.

Formation complémentaire

**Art. 149** <sup>1</sup> Le Département de la formation, de la culture et des sports peut astreindre un enseignant engagé après une interruption d'activité de plus de cinq ans à suivre une formation complémentaire.

<sup>2</sup> Elle a lieu en totalité hors du temps scolaire. L'enseignant concerné ne reçoit aucune indemnité.

<sup>3</sup> Ce programme peut être décidé en tout temps, avant et durant toute la première année de retour à l'enseignement.

Formations en emploi obligatoires

**Art. 149a<sup>29)</sup>** <sup>1</sup> Les formations en emploi qui sont obligatoires pour le personnel enseignant au sens de la description de fonction font l'objet d'une prise en charge financière totale par l'Etat.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement, respectivement le Service de la formation postobligatoire, statue sur les demandes pour lesquelles les coûts totaux ne dépassent pas 10 000 francs. Le Département de la formation, de la culture et des sports statue sur les demandes pour lesquelles les coûts totaux excèdent ce montant. Les montants sont prélevés sur le budget de la formation continue du service concerné.

<sup>3</sup> Les dépenses prises en charge sont celles figurant à l'article 141, alinéa 1.

<sup>4</sup> Les articles 142 et 144 s'appliquent par analogie.

<sup>5</sup> Le Service de l'enseignement, respectivement le Service de la formation postobligatoire, contrôle, en collaboration avec la Trésorerie générale, les décomptes de frais spécifiques.

## SECTION 13 : Certificat et attestation de travail

Certificat et  
attestation de  
travail

**Art. 150** Chaque employé de l'Etat peut demander en tout temps un certificat de travail portant sur la nature et la durée des rapports de service, ainsi que sur la qualité de ses prestations, sur son comportement et sur ses aptitudes, ou une attestation de travail portant uniquement sur la nature et la durée des rapports de service.

Requête

**Art. 151** <sup>1</sup> Les employés de l'administration cantonale adressent leur requête au Service des ressources humaines.

<sup>2</sup> Les enseignants adressent leur demande de certificat à la direction de leur cercle scolaire ou de la division du Service de la formation postobligatoire. Lorsqu'ils requièrent une attestation, ils peuvent présenter leur demande directement au Service de l'enseignement ou au Service de la formation postobligatoire.[23\)](#)

Etablissement

**Art. 152** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines et le supérieur hiérarchique ou le chef de l'unité administrative de l'employé préparent et signent conjointement le certificat ou l'attestation.

<sup>2</sup> Pour les enseignants, le certificat est préparé par la direction du cercle scolaire ou de la division du Service de la formation postobligatoire concernée et transmis, avec leur signature, au Service de l'enseignement ou au Service de la formation postobligatoire à fin de validation et de cosignature par le chef de l'unité administrative concernée.[23\)](#)

<sup>3</sup> Le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire établissent, en collaboration avec le Service des ressources humaines, les certificats de travail et les attestations des membres des directions des écoles ou des divisions du Service de la formation postobligatoire.[23\)](#)

<sup>4</sup> La requête est traitée dans un délai de 15 jours dans la mesure du possible

## CHAPITRE VII : Mobilité interne et mutation

Mobilité interne

**Art. 153** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines est responsable de la mobilité interne.

<sup>2</sup> La mobilité interne vise à aider les chefs des unités administratives et les employés dans leurs démarches de recrutement et de changement de poste, ainsi qu'en cas de mutation.

<sup>3</sup> Le Service des ressources humaines collecte les dossiers des personnes qui souhaitent changer d'orientation professionnelle ou dont le poste est supprimé en vue de leur attribuer un nouveau poste.

Mutation  
a) dans  
l'administration

**Art. 154** <sup>1</sup> En cas de mutation pour cause de suppression de poste, le dossier de candidature de l'employé concerné est automatiquement proposé, avec son accord, comme candidat à un poste ouvert pour lequel il satisfait aux exigences.

<sup>2</sup> Si le nouveau poste est de niveau équivalent et que son attribution n'entraîne pas une augmentation de traitement, la mutation devient effective dès que toutes les parties ont donné leur accord et qu'elle a été validée par l'autorité d'engagement compétente.

b) dans  
l'enseignement

**Art. 155** En cas de suppression de postes d'enseignant, en raison notamment de la fermeture de classes, tout poste vacant d'un ordre d'enseignement correspondant peut être proposé à l'enseignant concerné, avant sa mise au concours.

Transferts pour  
les enseignants

**Art. 156** <sup>1</sup> Lorsque l'organisation de l'enseignement l'exige, le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire peuvent transférer leurs enseignants respectifs dans d'autres écoles ou lieux d'enseignement. [23\)](#)

<sup>2</sup> L'enseignant ainsi que les commissions d'écoles et les directions de divisions concernées sont préalablement entendus.

**Art. 157** [18\)](#)

## CHAPITRE VIII : Cessation des rapports de service

Résiliation d'un  
commun accord

**Art. 158** [23\)](#) En cas de résiliation d'un commun accord, le Service des ressources humaines règle les modalités de la fin des rapports de service pour les employés de l'administration cantonale, le Service de l'enseignement et le Service de la formation postobligatoire pour les enseignants.

## Démission

**Art. 159** La démission peut être adressée valablement :

- a) pour les employés de l'administration cantonale, au Service des ressources humaines;
- b) pour les magistrats, au Parlement;
- c) <sup>23)</sup> pour les enseignants en fonction de leur niveau d'enseignement, au Service de l'enseignement ou au Service de la formation postobligatoire.

## Modalités relatives à la fin des rapports de service

**Art. 160** Lors de la cessation des rapports de service, le supérieur hiérarchique, en collaboration avec le Service des ressources humaines et le Service de l'informatique, prend toutes les mesures utiles, notamment en ce qui concerne :

- a) l'accès à la messagerie informatique de l'intéressé ou à tout autre outil professionnel, le blocage ou la déviation de ces derniers;
- b) l'accès téléphonique de l'intéressé, le blocage ou la déviation de cet accès;
- c) la restitution des clés par l'intéressé;
- d) les modalités de libération du poste de travail et de la récupération des affaires personnelles par l'intéressé.

## Entretien de départ

**Art. 161** <sup>1</sup> A la fin des rapports de service, un entretien de départ a en principe lieu avec l'intéressé.

<sup>2</sup> L'entretien de départ est organisé par le Service des ressources humaines ou, en cas de délégation, par le conseiller en matière de ressources humaines de l'unité administrative concernée, pour les employés de l'administration cantonale. Il est organisé par le Service de l'enseignement ou par le Service de la formation postobligatoire ou, en cas de délégation, par la direction du cercle scolaire ou de la division concernée, pour les enseignants. <sup>23)</sup>

<sup>3</sup> L'entretien porte notamment sur les conditions de travail générales au sein de l'unité administrative ou de l'école concernée.

<sup>4</sup> Sur la base de l'entretien, l'autorité compétente détermine si des mesures doivent être prises, notamment en matière d'organisation et de fonctionnement de l'unité.

## Suppléance pour le personnel de l'administration cantonale

**Art. 162** <sup>1</sup> En cas de vacance consécutive à la cessation des rapports de service ou à une absence prolongée nécessitant une suppléance, le chef de l'unité administrative ou le chef du département concerné, s'il s'agit de suppléer à ce dernier, organise la suppléance. Au besoin, le concours du Service des ressources humaines peut être requis.

<sup>2</sup> En règle générale, une suppléance ne peut être organisée que si l'absence du titulaire est d'au moins 30 jours civils et correspond au moins à un taux d'activité de 50 %. Une indemnité de suppléance est versée dès le 1<sup>er</sup> jour de suppléance, pour chaque mois entier ou entamé où la suppléance a été exercée.

<sup>3</sup> Lorsque la suppléance fait partie des attributions de l'intéressé, en qualité de remplaçant ou d'adjoint, l'indemnité de suppléance est versée dès le 1<sup>er</sup> jour du troisième mois d'exercice de la suppléance, pour chaque mois entier ou entamé où la suppléance a été exercée.

<sup>4</sup> L'indemnité de suppléance est fixée par le Service des ressources humaines. Elle correspond à la différence, calculée sur la base de l'annuité 5, entre la classe de traitement du suppléant et la classe de traitement de la personne remplacée. L'indemnité est versée trimestriellement.

## CHAPITRE IX : Application de la loi

### SECTION 1 : Autorité de conciliation

Président

**Art. 163** <sup>1</sup> Le président de l'autorité de conciliation doit être au bénéfice d'une formation ou d'une expérience juridique, judiciaire ou en matière de ressources humaines.

<sup>2</sup> Il ne peut être choisi parmi les personnes soumises au statut du personnel de l'Etat, ni parmi les députés et députés suppléants du Parlement.

Rémunération  
du président et  
des membres  
de l'autorité de  
conciliation

**Art. 164** <sup>1</sup> Le président de l'autorité de conciliation est rétribué selon les mêmes modalités que les juges suppléants du Tribunal cantonal, conformément au décret concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux<sup>7</sup>.

<sup>2</sup> Les membres de l'autorité de conciliation qui ne sont pas employés de l'Etat sont rétribués selon les mêmes modalités que les assesseurs, conformément au décret concernant les indemnités journalières et de déplacement dans l'administration de la justice et des tribunaux<sup>7</sup>.

<sup>3</sup> Les membres de l'autorité de conciliation qui sont employés de l'Etat assument leur fonction durant leur temps de travail. Ils ne sont pas indemnisés.

Secrétariat	<b>Art. 165</b> Le secrétariat de l'autorité de conciliation est assuré par le Service des ressources humaines.
Objets soumis à l'autorité	<p><b>Art. 166</b> <sup>1</sup> Tous les litiges relevant de l'application de la loi sur le personnel de l'Etat<sup>1)</sup> et de ses dispositions d'application, à l'exclusion des mesures provisionnelles et des litiges ayant trait à la rémunération ou à une procédure d'évaluation de fonction, peuvent faire l'objet d'une requête auprès de l'autorité de conciliation.</p> <p><sup>2</sup> Lorsqu'une décision a été rendue, la requête doit être adressée à l'autorité de conciliation dans un délai de 30 jours. A défaut, la décision devient exécutoire et ne peut plus être contestée ultérieurement.</p> <p><sup>3</sup> Dans les cas où la voie de l'action administrative est ouverte, la requête peut être adressée à l'autorité de conciliation tant que la prétention n'est pas prescrite.</p> <p><sup>4</sup> La procédure d'opposition est exclue.</p>
Composition de l'autorité	<p><b>Art. 167</b> <sup>1</sup> L'autorité de conciliation siège à trois membres de manière paritaire.</p> <p><sup>2</sup> Le président désigne pour chaque cause les deux autres membres appelés à siéger.</p>
Représentation	<b>Art. 168</b> Les parties peuvent se faire assister d'une personne de leur choix ou par un mandataire professionnel.
Procédure applicable	<b>Art. 169</b> Le Code de procédure administrative <sup>8)</sup> s'applique à la procédure devant l'autorité de conciliation.
Relation avec la procédure de recours	<b>Art. 170</b> Le dépôt de la requête devant l'autorité de conciliation est la condition préalable en vue d'une procédure ultérieure de recours auprès des instances de la juridiction administrative.
Frais et dépens	<p><b>Art. 171</b> <sup>1</sup> La procédure devant l'autorité de conciliation est gratuite.</p> <p><sup>2</sup> L'autorité de conciliation n'alloue pas de dépens.</p>

## SECTION 2 : Réseau en matière de ressources humaines

### Principe

**Art. 172** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines met en place un réseau composé de correspondants et de conseillers en matière de ressources humaines au sein des unités et des départements.

<sup>2</sup> Il forme les personnes du réseau.

<sup>3</sup> Il arrête des lignes directrices afin que la politique du personnel et la législation soient appliquées de manière uniforme.

<sup>4</sup> Il organise des rencontres régulières afin de faciliter la coordination des activités en matière de ressources humaines et de politique du personnel.

### Correspondants RH

**Art. 173** Les correspondants en matière de ressources humaines ont notamment les tâches suivantes :

- a) informer les employés de leurs unités en leur fournissant des renseignements généraux en matière de ressources humaines;
- b) réaliser des tâches d'administration du personnel.

### Conseillers RH

**Art. 174** Sous la responsabilité du chef de l'unité administrative, les conseillers en matière de ressources humaines ont notamment les tâches suivantes :

- a) participer à la mise en œuvre de la politique du personnel;
- b) veiller à l'application des processus de gestion des ressources humaines au sein de leurs unités;
- c) apporter des conseils en matière de ressources humaines;
- d) fournir les informations utiles en matière de ressources humaines;
- e) proposer toutes mesures pour prévenir et résoudre les conflits;
- f) informer et soutenir les employés au sein de leurs unités.

## SECTION 3 : Abus ou violation de la loi

### Suspensions d'abus ou de violation de la législation

**Art. 175** <sup>1</sup> En cas de soupçons d'abus ou de violation de la législation sur le personnel de l'Etat, le Service des ressources humaines peut, avec l'accord du chef du département auquel il est rattaché ou sur demande de ce dernier, procéder aux investigations nécessaires. Le chef du département concerné est informé.



<sup>2</sup> Le Gouvernement peut mandater le Service des ressources humaines, un autre service ou un tiers afin d'effectuer une enquête ou un audit au sein d'une unité administrative.

## CHAPITRE X : Contribution facultative à la coordination des syndicats de la fonction publique

### Principes

**Art. 176** <sup>1</sup> Le Service des ressources humaines prélève, sur le traitement du mois de décembre, une contribution facultative annuelle de 25 francs pour les employés en fonction à ce moment-là qui exercent une activité à plus de 50 %. Ce montant est reversé à la coordination des syndicats de la fonction publique.

<sup>2</sup> L'employé qui entend refuser de verser la contribution remplit une formule établie par le Service des ressources humaines, au plus tard jusqu'à la fin du mois d'octobre. Sauf révocation expresse, le refus est valable pour une durée indéterminée.

<sup>3</sup> Une information est communiquée à ce sujet aux employés de l'Etat.

## CHAPITRE XI : Dispositions transitoires et finales

### Programmes d'allégement liés à l'âge

**Art. 177**<sup>17)</sup> A la demande des bénéficiaires, les programmes d'allégement liés à l'âge en vigueur avant le 1<sup>er</sup> août 2016 peuvent être revus en application des nouvelles dispositions.

### Utilisation du compte épargne-temps a) Principe

**Art. 177a**<sup>20)</sup> <sup>1</sup> Le compte épargne-temps constitué avant l'entrée en vigueur de la présente disposition peut être utilisé comme il suit :

- a) par la prise de congés;
- b) par conversion en espèces.

<sup>2</sup> Le compte épargne-temps est supprimé le 31 juillet 2022. A cette date, le solde éventuel du compte épargne-temps est converti en espèces et est versé à l'employé, conformément à l'article 177c, alinéa 2. Il en va de même lorsqu'un employé quitte l'administration ou qu'il est muté.

b) Par la prise de congés

**Art. 177b<sup>(20)</sup>** <sup>1</sup> Jusqu'à épuisement du compte épargne-temps, l'équivalent d'une semaine de congé est prélevé automatiquement le 1<sup>er</sup> août de chaque année pour être transféré sur le compte des heures variables de l'employé, la première fois le 1<sup>er</sup> août 2016. Les congés y relatifs doivent être pris jusqu'au 31 juillet de l'année suivante. L'article 61, alinéas 1 et 3, est applicable en cas de solde positif à cette date.

<sup>2</sup> Au surplus, l'employé peut demander au chef de l'unité administrative, au moins trois mois à l'avance, l'autorisation de prélever des congés sur son compte épargne-temps à raison d'une ou de plusieurs semaines entières, qui peuvent être cumulées avec des vacances ordinaires. Le chef de l'unité administrative peut accepter une requête formulée dans un délai plus court.

c) En espèces

**Art. 177c<sup>(20)</sup>** <sup>1</sup> A la demande de l'employé, le compte épargne-temps peut être, en tout ou en partie, compensé en espèces.

<sup>2</sup> La compensation en espèces est calculée en prenant la moyenne des salaires de l'employé qui ont été affectés au compte épargne-temps. Lorsque le compte épargne-temps a été alimenté par l'affectation d'une gratification, la valeur de cette gratification est calculée selon sa valeur en espèces au sens de l'article 17, alinéa 2, du décret sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>(21)</sup>; elle est payée en priorité.

d) Remplacement

**Art. 177d<sup>(20)</sup>** Un congé prélevé sur le compte épargne-temps ne peut donner lieu au remplacement du bénéficiaire que si la durée du congé est supérieure à un mois.

Formations en emploi obligatoires des enseignants

**Art. 177e<sup>(29)</sup>** Les enseignants qui ont débuté une formation en emploi obligatoire au sens de l'article 149a avant l'entrée en vigueur de cette disposition peuvent prétendre au remboursement de leurs dépenses à compter du 1<sup>er</sup> août 2022.

Réduction du solde des heures variables

**Art. 177f<sup>(34)</sup>** <sup>1</sup> Le solde positif maximal des heures variables au sens de l'article 61, alinéa 1, est réduit à trois semaines au 30 septembre 2024, puis à deux semaines au 30 septembre 2025. En cas de dépassement des limites précitées à ces dates, l'excédent est perdu pour l'intéressé.

<sup>2</sup> L'employé planifie, d'entente avec son supérieur hiérarchique, les modalités de compensation des heures variables. A défaut de planification, l'employé peut être astreint par son supérieur hiérarchique à compenser les heures variables, aux conditions fixées par ce dernier.

Modification de  
l'ordonnance  
scolaire

**Art. 178** L'ordonnance du 29 juin 1993 portant exécution de la loi scolaire<sup>9)</sup> est modifiée comme il suit :

Articles 179 à 195  
Abrogés

Article 196  
...<sup>11)</sup>

Article 199  
Abrogé

Article 204  
Abrogé

Article 206  
Abrogé

Articles 210 à 212  
Abrogés

CHAPITRE VI du Titre cinquième (art. 213)  
Abrogés

Modification de  
l'ordonnance sur  
les conditions  
d'engagement et  
de rémunération  
des maîtres aux  
écoles  
professionnelles

**Art. 179** L'ordonnance du 6 décembre 1983 sur les conditions d'engagement et de rémunération des maîtres aux écoles professionnelles<sup>10)</sup> est modifiée comme il suit :

TITRE

Ordonnance sur les conditions d'engagement et de rémunération des maîtres du Centre jurassien d'enseignement et de formation

PREAMBULE  
...<sup>11)</sup>

Article premier  
Abrogé

SECTION 2 (art. 4 à 10)  
Abrogés

SECTION 3 (art. 11 à 12)  
Abrogés

SECTION 4 (art. 13 à 18)  
Abrogés

SECTION 5 (art. 19 à 22)  
Abrogés

Articles 23 à 25  
Abrogés

Article 26  
...[11\)](#)

Article 28  
...[11\)](#)

Article 29  
...[11\)](#)

Article 30  
...[11\)](#)

Article 32  
Abrogé

Article 34  
...[11\)](#)

Article 37  
...[11\)](#)

Article 38  
...[11\)](#)

Articles 39 à 41  
Abrogés

Articles 43 à 45  
Abrogés

Clause  
abrogatoire

**Art. 180** Sont abrogés :

1. l'ordonnance du 5 juillet 2011 relative à l'autorité de conciliation en matière de personnel de l'Etat;
2. l'arrêté du 25 octobre 2011 concernant le congé de paternité en cas de naissance ou d'adoption d'un enfant;
3. l'ordonnance du 18 août 1981 concernant les traitements, les vacances et les fonctions accessoires autorisées du personnel de l'Etat;
4. la directive du 9 février 1999 relative aux congés payés octroyés aux magistrats, fonctionnaires et employés assumant une charge publique autre que celle de parlementaire fédéral ou cantonal;
5. l'ordonnance du 10 juin 1980 concernant le travail supplémentaire, le travail de nuit et le travail accompli hors des jours ouvrables par le personnel de l'Etat;
6. l'ordonnance du 1<sup>er</sup> février 1994 sur les mutations d'agents de l'administration jurassienne;
7. les directives du 26 août 2008 concernant l'octroi de congés extraordinaires pour l'exercice d'une activité sportive ou pour un congé jeunesse;
8. les directives du 29 mai 2007 relatives au soutien en matière de formation et de perfectionnement professionnels du personnel de l'Etat;
9. le règlement du 27 janvier 2004 concernant le repourvoiement et la création de postes dans l'administration cantonale;
10. l'ordonnance du 13 septembre 2011 concernant la contribution facultative à la coordination des syndicats de la fonction publique;
11. l'ordonnance du 1<sup>er</sup> septembre 1981 portant délégation des compétences gouvernementales en matière de démission au chef du Service du personnel;
12. l'ordonnance du 31 août 1982 fixant la compétence d'autoriser les magistrats et fonctionnaires à déposer en justice;
13. la directive du 25 mai 2004 concernant la violation des droits de la personnalité et en particulier le harcèlement sur le lieu de travail;
14. l'ordonnance du 28 septembre 1983 sur la promesse solennelle;
15. l'ordonnance du 4 mars 1980 concernant le versement des allocations familiales et pour enfants aux magistrats, fonctionnaires et employés occupés à temps partiel.

Entrée en  
vigueur

**Art. 181** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Delémont, le 29 novembre 2011

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Philippe Receveur

Le chancelier : Sigismond Jacquod

- 1) [RSJU 173.11](#)
- 2) [RSJU 172.111](#)
- 3) [RSJU 173.51](#)
- 4) [RSJU 410.252.5](#)
- 5) [RSJU 555.1](#)
- 6) [RSJU 173.461.111](#)
- 7) [RSJU 186.1](#)
- 8) [RSJU 175.1](#)
- 9) [RSJU 410.111](#)
- 10) [RSJU 413.254](#)
- 11) Texte inséré dans ladite ordonnance
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 27 novembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 décembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 11 novembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 13) Introduit par l'article 14 de l'ordonnance du 2 décembre 2014 sur les traitements du personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ([RSJU 173.411.01](#))
- 14) Nouvelle teneur selon l'article 14 de l'ordonnance du 2 décembre 2014 sur les traitements du personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ([RSJU 173.411.01](#))
- 15) Abrogé par l'article 14 de l'ordonnance du 2 décembre 2014 sur les traitements du personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015 ([RSJU 173.411.01](#))
- 16) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 1<sup>er</sup> décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 17) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 21 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 18) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 21 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 19) Abrogé(e)s par le ch. I de l'ordonnance du 5 juillet 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 20) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 21 juin 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 21) [RSJU 173.411](#)
- 22) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de l'ordonnance du 18 juin 2019, en vigueur depuis le 15 juillet 2019

- 23) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 18 juin 2019, en vigueur depuis le 15 juillet 2019
- 24) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 18 juin 2019, en vigueur depuis le 15 juillet 2019
- 25) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 2 juillet 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019
- 26) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 4 mai 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2021
- 27) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 4 mai 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2021
- 28) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 10 mai 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2022
- 29) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 10 mai 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2022
- 30) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 15 mars 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2022
- 31) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 15 mars 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2022
- 32) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 15 mars 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> novembre 2022
- 33) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 29 août 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024
- 34) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 29 août 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024
- 37) Nouvelle teneur le ch. I de l'ordonnance du 26 mars 2024, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024
- 38) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 26 mars 2024, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024





**Décret**  
**sur les traitements du personnel de l'Etat**  
 (Version en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier 2024 au 31 mars 2024)

du 18 décembre 2013

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 44 de la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat<sup>1)</sup>,

*arrête :*

**SECTION 1 : Dispositions générales**

Champ  
d'application

**Article premier** Le présent décret est applicable à l'évaluation et à la classification des fonctions ainsi qu'à la rémunération du personnel de l'Etat.

Terminologie

**Art. 2** Les termes désignant des personnes dans le présent décret s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Principes de  
rémunération

**Art. 3** Le présent décret se fonde sur les principes de rémunération suivants :

- a) le maintien de l'attractivité de l'Etat en qualité d'employeur;
- b) la prise en compte de la situation du marché du travail, de la situation financière de l'Etat et de la situation économique et sociale;
- c) la détermination du salaire en tenant compte, pour la classe de traitement, de la fonction, pour les annuités, de la durée des rapports de service et de l'expérience et, pour les primes, des prestations de l'employé.

**SECTION 2 : Traitements**

Eléments du  
traitement

**Art. 4** La rémunération du personnel de l'Etat comprend les éléments suivants :

- a) le traitement de base;
- b) les allocations familiales;
- c) les allocations spécifiques : notamment l'allocation de suppléance, la prime, la rétribution de tâches particulières, la gratification de fidélité;
- d) la contribution de l'employeur aux assurances sociales;
- e) les prestations en nature;
- f) les indemnités.

Classes de  
traitement

**Art. 5** <sup>1</sup> Le traitement annuel brut du personnel de l'Etat pour un emploi à plein temps, treizième mois compris, est déterminé par les classes de traitement suivantes :

<b>Classes</b>	<b>Minimum en francs</b>		<b>Maximum en francs</b>
Classe 1	46'150.00	à	66'456.00
Classe 2	48'240.10	à	69'465.70
Classe 3	50'424.80	à	72'611.75
Classe 4	52'708.50	à	75'900.20
Classe 5	55'095.60	à	79'337.65
Classe 6	57'590.80	à	82'930.75
Classe 7	60'199.00	à	86'686.60
Classe 8	62'925.35	à	90'612.50
Classe 9	65'775.20	à	94'716.25
Classe 10	68'754.05	à	99'005.85
Classe 11	71'867.85	à	103'489.70
Classe 12	75'122.60	à	108'176.60
Classe 13	78'524.85	à	113'075.80
Classe 14	82'081.15	à	118'196.85
Classe 15	85'798.50	à	123'549.85
Classe 16	89'684.25	à	129'145.25
Classe 17	93'745.90	à	134'994.10
Classe 18	97'991.55	à	141'107.80
Classe 19	102'429.45	à	147'498.40
Classe 20	107'068.35	à	154'178.45
Classe 21	111'917.35	à	161'161.00
Classe 22	116'985.95	à	168'459.75
Classe 23	122'284.10	à	176'089.10
Classe 24	127'822.20	à	184'063.95
Classe 25	133'611.10	à	192'400.00

<sup>2</sup> Chaque classe de traitement est divisée en vingt-cinq paliers, appelés annuités, dont le minimum et le maximum sont fixés à l'alinéa 1. Les écarts entre chaque palier sont fixés par le Gouvernement sur la base d'une progression logarithmique.

<sup>3</sup> Le treizième salaire est versé en proportion de l'activité exercée durant l'année.

Echéances

**Art. 6** <sup>1</sup> Les traitements sont versés chaque mois. Demeurent réservées les situations particulières pour lesquelles d'autres échéances peuvent être appliquées.

<sup>2</sup> Le treizième salaire est versé au mois de décembre ou, le cas échéant, lors de la fin de l'activité de l'employé.

Adaptation au coût de la vie

**Art. 7** <sup>1</sup> Le Gouvernement peut adapter, par voie d'arrêté, les traitements au coût de la vie.

<sup>2</sup> L'adaptation intervient annuellement, au mois de janvier, sur la base de l'indice des prix à la consommation du mois de juillet précédent.

Barèmes particuliers

**Art. 8** Le Gouvernement arrête la rémunération des apprentis, des stagiaires et des autres personnes dont la fonction ne figure pas dans la classification des fonctions.

Prestations en nature

**Art. 9** Le Gouvernement arrête la contre-valeur des prestations en nature.

### SECTION 3 : Fixation et évolution du traitement

Autorité compétente

**Art. 10** L'autorité d'engagement arrête le traitement initial de l'employé, conformément aux dispositions de la présente section.

Traitement initial

**Art. 11** <sup>1</sup> Le traitement initial de l'employé est fixé entre le minimum et le maximum de la classe ou de l'une des classes attribuées à la fonction. L'annuité est déterminée en tenant compte de l'expérience professionnelle et personnelle de l'intéressé.

<sup>2</sup> Lorsque l'intéressé ne dispose pas de la formation ou de l'expérience exigée par la description de la fonction et du poste, le traitement initial est arrêté à une classe inférieure. Le traitement est adapté, conformément à l'alinéa 1, dès que l'intéressé satisfait aux exigences requises. Ses annuités restent acquises.

Augmentation annuelle  
a) Principe

**Art. 12** L'employé a droit, au 1<sup>er</sup> janvier, à une augmentation de traitement correspondant à une annuité, jusqu'à l'obtention du maximum de sa classe.

## b) Refus

**Art. 13** <sup>1</sup> Lorsque les prestations, le comportement ou les aptitudes de l'employé ne correspondent pas ou plus aux exigences de la fonction et du poste occupé, le Gouvernement peut refuser l'octroi de l'annuité.

<sup>2</sup> La demande de refus de l'annuité ordinaire, dûment motivée, émane en principe du supérieur hiérarchique. Elle contient notamment le procès-verbal d'un entretien au cours duquel l'employé a pu se déterminer. Elle doit être formulée par écrit au Service des ressources humaines, lequel la transmet au Gouvernement avec sa détermination.

<sup>3</sup> L'article 87 de la loi du sur le personnel de l'Etat<sup>(1)</sup> demeure réservé.

<sup>4</sup> Le refus de l'annuité ordinaire ne peut pas intervenir plus de deux années consécutivement, à moins qu'une procédure de licenciement au sens de la loi sur le personnel de l'Etat<sup>(1)</sup> ne soit ouverte.

## Allocation de suppléance

**Art. 14** Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, l'octroi d'une allocation à l'employé qui, en-dehors de ses attributions ordinaires, assume la suppléance d'un supérieur hiérarchique.

## Prime

**Art. 15** <sup>1</sup> Le Gouvernement peut allouer une prime en nature ou en espèces à un employé ou à un groupe d'employés au vu de l'excellence des prestations fournies ou en raison de l'accomplissement d'une tâche dépassant le cadre habituel de travail.

<sup>2</sup> Les primes en espèces sont versées en avril suivant l'année de référence.

<sup>3</sup> La valeur totale des primes et des gratifications de fidélité selon article 17 ci-après ne peut excéder, par année et par département, 1 % des salaires totaux inscrits au budget du département concerné.

<sup>4</sup> La prime en espèces ne peut dépasser 2 000 francs par année et par personne. Elle est octroyée sans tenir compte du taux d'activité de l'intéressé.

## Rétribution de tâches particulières

**Art. 16** <sup>1</sup> Le Gouvernement dresse la liste des tâches particulières et en détermine les conditions et les modalités de rétribution sur proposition de la commission paritaire d'évaluation et de classification des fonctions.

<sup>2</sup> Les tâches particulières sont, en principe, rétribuées pour les mois où elles sont effectivement exercées.

Gratification de  
fidélité

**Art. 17** <sup>1</sup> Après 20, 30 et 40 ans d'activité déployée au service de l'Etat, l'employé reçoit une gratification de fidélité.

<sup>2</sup> La gratification est égale à un traitement mensuel du maximum de la classe 11, majoré des allocations de renchérissement échues au moment du versement, toutefois sans aucune allocation sociale; elle est proportionnelle au degré d'occupation moyen.

<sup>3</sup> L'employé peut convertir l'entier de sa gratification en vacances, à raison de quatre semaines, ou la moitié, à raison de deux semaines.

Indemnités

**Art. 18** Le Gouvernement peut fixer, par voie d'ordonnance, des indemnités pour des obligations imposées à un employé lui causant des frais ou inconvénients particuliers.

#### **SECTION 4 : Evaluation et classification des fonctions**

Description,  
évaluation et  
classification  
des fonctions

**Art. 19** <sup>1</sup> Chaque fonction soumise à la législation sur le personnel de l'Etat fait l'objet d'une description, d'une évaluation et d'une classification.

<sup>2</sup> Les critères d'évaluation sont liés aux exigences et aux charges intellectuelles, psychosociales, physiques et de responsabilité de la fonction.

<sup>3</sup> Le Gouvernement adopte par voie de règlement le système d'évaluation des fonctions.

<sup>4</sup> Le Gouvernement arrête la classification salariale des fonctions.

<sup>5</sup> La liste des fonctions et leur classification sont publiées.

Commission  
d'évaluation et  
de classification  
des fonctions

**Art. 20** <sup>1</sup> Le Gouvernement dispose d'une commission paritaire d'évaluation et de classification des fonctions.

<sup>2</sup> La commission est chargée de procéder à l'évaluation des fonctions et des tâches particulières. Elle formule des propositions au Gouvernement concernant la description, l'évaluation et la classification des fonctions et des tâches particulières. Ses propositions et les rapports qui les accompagnent ne sont pas accessibles au public.

<sup>3</sup> La commission accomplit en outre les autres tâches que lui confie le Gouvernement.

<sup>4</sup> Le Gouvernement nomme les membres de la commission et détermine son mode de fonctionnement. Le Service des ressources humaines en assure la présidence ainsi que le secrétariat.

Evolution du  
poste de travail

**Art. 21** <sup>1</sup> L'employé dont la description de poste ne correspond plus à sa fonction peut demander son rattachement à la fonction correspondante.

<sup>2</sup> La demande peut également émaner de son supérieur hiérarchique.

<sup>3</sup> Le Gouvernement statue sur la demande, sur la base du préavis du supérieur hiérarchique de l'employé et de la commission paritaire d'évaluation et de classification des fonctions.

## **SECTION 5 : Nouvelle évaluation et changement de fonction**

Nouvelle  
évaluation

**Art. 22** <sup>1</sup> En cas de nouvelle évaluation d'une fonction, le Gouvernement arrête le moment auquel celle-ci entre en vigueur. Elle intervient au plus tard le 1<sup>er</sup> janvier de la deuxième année suivant la demande de nouvelle évaluation.

<sup>2</sup> L'ensemble des titulaires de la fonction sont colloqués dans la nouvelle classe de traitement. Ils sont mis au bénéfice de l'annuité immédiatement supérieure au montant obtenu en majorant le salaire nominal individuel de 3% par classe supplémentaire attribuée lors de la nouvelle évaluation. Le montant obtenu ne peut être inférieur au minimum de la classe considérée.

<sup>3</sup> Si la nouvelle évaluation aboutit à une classe de traitement inférieure, les titulaires sont mis au bénéfice de l'annuité immédiatement supérieure au montant obtenu en réduisant le salaire nominal individuel de 3% par classe de différence. Le montant obtenu ne peut excéder le maximum de la classe considérée. Le salaire nominal et le renchérissement sont garantis pour une durée de deux ans; durant cette période, les titulaires touchent une indemnité destinée à compenser la différence entre l'ancien et le nouveau traitement. L'indemnité est réduite à mesure que les titulaires progressent dans les annuités de la nouvelle classe de traitement.

Accès à une  
fonction mieux  
rémunérée

**Art. 23** L'employé qui, par suite d'un changement de fonction, bénéficie d'une classe de traitement supérieure, est colloqué dans la nouvelle classe de traitement dès le mois où le changement prend effet. Il est mis au bénéfice de l'annuité immédiatement supérieure au montant obtenu en majorant le salaire nominal individuel de 3% par classe supplémentaire. Le montant obtenu ne peut être inférieur au minimum de la classe considérée.

Mutation

**Art. 24** <sup>1</sup> En cas de mutation, les articles 68 à 70 de la loi sur le personnel de l'Etat<sup>1</sup> s'appliquent.

<sup>2</sup> L'employé muté est colloqué dans la classe de traitement de sa nouvelle fonction. Il est mis au bénéfice de l'annuité immédiatement supérieure au montant obtenu en réduisant son salaire nominal de 3% par classe de différence. Le montant obtenu ne peut excéder le maximum de la classe considérée.

<sup>3</sup> Si son traitement nominal est garanti, il perçoit une indemnité destinée à compenser la différence entre l'ancien et le nouveau traitement. L'indemnité est réduite à mesure que l'intéressé progresse dans les annuités de la nouvelle classe de traitement.

## SECTION 6 : Naissance et extinction du droit au traitement

Naissance et  
extinction du  
droit au  
traitement

**Art. 25** <sup>1</sup> Le droit au traitement naît le jour de l'entrée de l'employé au service de l'Etat et prend fin avec la cessation des rapports de service.

<sup>2</sup> Demeure réservé l'article 26.

Traitement après  
décès

**Art. 26** En cas de décès d'un employé qui avait des proches à sa charge, son traitement est encore versé durant trois mois à compter de la date du décès.

## SECTION 7 : Allocations

Allocations  
familiales

**Art. 27** <sup>1</sup> L'Etat est affilié à la Caisse d'allocations familiales du Canton du Jura.

<sup>2</sup> L'employé a droit aux allocations familiales prévues par la législation sur les allocations familiales.

<sup>3</sup> L'employé communique au Service des ressources humaines toutes les données et tout changement de situation pertinents concernant l'obtention des allocations familiales.

Allocation unique  
en cas de décès

**Art. 28** En cas de décès d'un employé laissant des proches dans une situation matérielle particulièrement difficile, le Gouvernement peut accorder à ces derniers une allocation unique correspondant au maximum à la moitié du salaire annuel brut de la personne décédée.

## SECTION 8 : Prescription, restitution de l'indu

Prescription

**Art. 29** La créance en paiement du traitement et des autres prestations découlant du présent décret se prescrit par cinq ans à compter de son exigibilité.

Restitution de  
l'indu

**Art. 30** <sup>1</sup> L'employé qui a reçu un traitement ou une autre prestation qui ne lui étaient pas dus ou qui ne lui étaient que partiellement dus est tenu de restituer l'indu.

<sup>2</sup> Le droit de demander la restitution se prescrit par un an à compter du jour où l'Etat a eu connaissance du caractère indu du versement et, dans tous les cas, par cinq ans dès le versement de l'indu. Si la créance naît d'un acte punissable pour lequel le droit pénal prévoit un délai de prescription plus long, celui-ci est déterminant.

<sup>3</sup> Dans les cas de rigueur et lorsque l'employé concerné était de bonne foi, le Gouvernement peut renoncer à la restitution de tout ou partie de l'indu.

Réserve

**Art. 31** Demeurent réservées les dispositions particulières de la législation fédérale ou cantonale en matière d'allocations familiales et d'assurances sociales.

## SECTION 9 : Procédure

Voies de droit

**Art. 32** <sup>1</sup> Le Code de procédure administrative<sup>2)</sup> est applicable aux décisions prises en application du présent décret.

<sup>2</sup> Demeurent réservées les dispositions particulières de la législation fédérale ou cantonale en matière d'assurances sociales.



## SECTION 10 : Dispositions transitoires et finales

Dispositions  
transitoires  
a) Employés de  
l'administration  
et magistrats

**Art. 33** <sup>1</sup> A l'entrée en vigueur du présent décret, le traitement de l'employé est fixé dans la même classe de traitement de la nouvelle échelle, au niveau du palier supérieur le plus proche de l'ancien traitement. Sous réserve des alinéas 2 et 3, aucune annuité n'est octroyée.

<sup>2</sup> L'employé situé en annuité 8 ou 9 de sa classe de traitement de l'ancienne échelle des salaires et dont le traitement n'a pas augmenté deux années consécutives à l'entrée en vigueur du présent décret se voit octroyer une annuité supplémentaire après collocation dans la nouvelle échelle des salaires selon l'alinéa 1. Une seconde annuité supplémentaire est octroyée aux employés colloqués en annuité 9 de l'ancienne échelle des salaires et dont le traitement n'a pas augmenté quatre années consécutives à l'entrée en vigueur du présent décret.

<sup>3</sup> Les employés situés dans une classe d'attente se voient octroyer une classe de traitement conformément à l'article 11 puis sont rangés selon l'alinéa 1.

b) Enseignants

**Art. 34** <sup>1</sup> A l'entrée en vigueur du présent décret, le nouveau traitement de l'enseignant est fixé dans la classe de traitement de la nouvelle échelle selon le tableau ci-dessous, au niveau du palier supérieur le plus proche de l'ancien traitement. Sous réserve des alinéas 2 et 3, aucune annuité n'est octroyée.

Ancienne échelle (E)	Nouvelle échelle
Maîtres d'école enfantine	95% de la classe 12
3	12
4	17
5	19
6 (6a et I)	20
7 (6b)	19
8 (6c)	18
9 (6d)	16
10 (6e)	15
Ancienne échelle (E)	Nouvelle échelle
11 (II)	18
12 (IIIa)	17
13 (IIIb)	16
14 (IIIc)	14

<sup>2</sup> L'enseignant en annuité 8 au moment de l'entrée en vigueur du présent décret se voit octroyer, après passage dans la nouvelle échelle des salaires selon l'alinéa 1, une annuité supplémentaire s'il est âgé de 33 ans révolus, deux ou trois annuités s'il est âgé respectivement de 34 ou 35 ans révolus.

<sup>3</sup> L'enseignant en annuité 9 ou 10 au moment de l'entrée en vigueur du présent décret se voit octroyer, après passage dans la nouvelle échelle des salaires selon l'alinéa 1, une annuité supplémentaire si son traitement n'a pas augmenté au cours de l'année civile écoulée, et deux annuités si son traitement n'a pas augmenté au cours des trois dernières années civiles écoulées.

<sup>4</sup> L'enseignant dont le salaire est garanti par l'article 19b du décret du 6 décembre 1978 sur les traitements des membres du corps enseignant voit son nouveau traitement calculé sur la base de l'annuité 11. Si son nouveau traitement est inférieur au salaire garanti, il perçoit une indemnité destinée à compenser la différence. L'indemnité est réduite à mesure que l'intéressé progresse dans les annuités.

c) Introduction de la nouvelle évaluation des fonctions

**Art. 35** En cas d'introduction simultanée de la nouvelle échelle des traitements et des nouvelles classifications de fonctions, l'intéressé passe, dans un premier temps, dans la nouvelle échelle des traitements, puis est colloqué dans la classe de traitement issue de la réévaluation de la fonction, conformément aux dispositions du présent décret.

c) Entrée en vigueur progressive des annuités 24 à 25

**Art. 36** Le Gouvernement peut différer l'introduction des annuités 24 à 25 de l'échelle des traitements durant six ans au maximum dès l'entrée en vigueur du présent décret.

d) Réduction du traitement en compensation de la réduction de l'horaire de travail

**Art. 37** Si la réduction du traitement d'un quarante-deuxième sous forme de non indexation équivalente des traitements à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2009, prévue par la modification du 19 décembre 2008 de l'article 3, alinéa 1, du décret du 6 décembre 1978 concernant les traitements des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura, n'a pas déployé tous ses effets au 31 décembre précédant l'entrée en vigueur du présent décret, le Gouvernement peut renoncer à l'attribution d'annuités au personnel concerné à la prochaine échéance.

e) Contribution liée au Plan équilibre 22-26

**Art. 37a<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> Une contribution de 1,9 % est prélevée mensuellement sur le traitement de base, y compris sur le treizième salaire.

<sup>2</sup> Le prélèvement s'effectue pour une durée de trois ans dès l'entrée en vigueur de la présente disposition.

<sup>3</sup> Il n'y a pas de prélèvement pour les employés dont l'activité ne figure pas dans la classification des fonctions.

Exécution

**Art. 38** Le Gouvernement est chargé de l'application du présent décret. Il édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

Modification du décret fixant la répartition des dépenses scolaires entre les communes

**Art. 39** Le décret du 14 décembre 1994 fixant la répartition des dépenses scolaires entre les communes<sup>3)</sup> est modifié comme il suit :

**Article premier, alinéa 1, lettre a**

...<sup>4)</sup>

**Article premier, alinéa 1, lettre b**

Abrogée.

Abrogation du droit en vigueur

**Art. 40** Sont abrogés :

1. le décret du 6 décembre 1978 concernant le traitement des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura;
2. le décret du 12 février 1981 concernant le versement d'un treizième mois de traitement aux magistrats et fonctionnaires de la République et Canton du Jura;
3. le décret du 3 juillet 1980 concernant l'adaptation du traitement des magistrats, fonctionnaires, enseignants et employés de la République et Canton du Jura à l'évolution du coût de la vie;
4. le décret du 6 décembre 1978 sur les traitements des membres du corps enseignant;
5. le règlement du 6 décembre 1978 relatif à la classification des fonctions dans l'administration cantonale jurassienne;
6. le règlement du 31 mai 1990 de la commission du personnel de l'administration jurassienne;
7. l'arrêté du 3 juillet 1980 concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie.

Entrée en  
vigueur

**Art. 41** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>5)</sup> du présent décret.

Delémont, le 18 décembre 2013

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Alain Lachat

Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

1) [RSJU 173.11](#)

2) [RSJU 175.1](#)

3) [RSJU 410.16](#)

4) Texte inséré dans ledit décret

5) Art. 16, 19, 20, 22, alinéa 1, 32, 38 et 40, chiffres 5 et 6 : 1<sup>er</sup> mars 2014

Les autres dispositions : 1<sup>er</sup> janvier 2015

6) Introduit par le ch. I du décret du 6 septembre 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024

## Décret fixant le traitement des membres du Gouvernement

du 18 décembre 2013

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 44 de la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat<sup>[1](#)</sup>,

*arrête :*

Champ d'application	<b>Article premier</b> Le présent décret fixe le traitement des membres du Gouvernement.
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans le présent décret pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Traitement	<b>Art. 3</b> Le traitement des membres du Gouvernement est fixé à celui de l'annuité maximale de la classe 25, majoré de 20%.
Président	<p><b>Art. 4<sup><a href="#">4</a></sup></b> <sup>1</sup> Le président du Gouvernement reçoit un supplément annuel de 7 300 francs.</p> <p><sup>2</sup> Le Gouvernement est habilité à indexer le montant de l'indemnité arrêtée par le Parlement, chaque fois que l'indice des prix à la consommation a varié de plus de 5 points (base 100 = décembre 2005).</p>
Représentation	<p><b>Art. 5</b> <sup>1</sup> Les membres du Gouvernement ont droit à une indemnité annuelle de 9 500 francs pour frais de représentation et de déplacement à l'intérieur du Canton. Ces frais couvrent les déplacements en véhicule privé ainsi que les dépenses personnelles occasionnées par l'exercice de leur fonction. Le chancelier a droit à une demi-indemnité.</p> <p><sup>2</sup> Le Gouvernement est habilité à indexer le montant de l'indemnité arrêtée par le Parlement, chaque fois que l'indice des prix à la consommation a varié de plus de 5 points (base 100 = décembre 2005).</p>

Frais de  
déplacement et  
d'entretien

**Art. 6<sup>4)</sup>** Les membres du Gouvernement ont droit au remboursement de leurs frais de déplacement et d'entretien à l'extérieur du Canton conformément aux dispositions de l'ordonnance concernant le remboursement des dépenses du personnel de l'Etat<sup>2)</sup>.

Paielements

**Art. 7** Le versement des indemnités et le remboursement des frais se font chaque semestre.

Personnes  
morales à but  
lucratif

**Art. 8** <sup>1</sup> Les membres du Gouvernement ne peuvent faire partie du conseil d'administration ou de direction d'une personne morale à but lucratif que s'il s'agit d'une société ou d'un établissement dépendant de l'Etat ou si l'intérêt de l'Etat est évident.

<sup>2</sup> Les montants perçus à ce titre sont acquis à l'Etat.<sup>4)</sup>

Renvoi

**Art. 8a<sup>5)7)</sup>** Au surplus, les articles 6, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32 et 37a du décret sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>6)</sup> s'appliquent.

Disposition  
transitoire

**Art. 9** <sup>1</sup> La différence entre l'ancien traitement des membres du Gouvernement et celui défini à l'article 3 est divisée en six paliers d'égale valeur.

<sup>2</sup> Le traitement des membres du Gouvernement est augmenté d'un palier chaque année, la première fois à l'entrée en vigueur du présent décret, jusqu'à ce qu'il atteigne le montant prévu à l'article 3.

Abrogation du  
droit antérieur

**Art. 10** L'arrêté du 21 décembre 2007 fixant le traitement des membres du Gouvernement est abrogé.

Entrée en  
vigueur

**Art. 11** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>3)</sup> du présent décret.

Delémont, le 18 décembre 2013

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Alain Lachat  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RSJU 173.11](#)
- 2) [RSJU 173.461](#)
- 3) 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 4) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 29 juin 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 5) Introduit par le ch. I du décret du 29 juin 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 6) [RSJU 173.411](#)
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 6 septembre 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024





**Arrêté**  
**concernant l'adaptation des traitements au coût de la vie**

du 28 novembre 2023

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 7 du décret du 18 décembre 2013 sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>1)</sup>,

considérant que l'indice suisse des prix à la consommation s'élève à 104.2 points en juillet 2023, sur la base de l'indice de décembre 2010,

considérant que l'échelle des traitements actuellement en vigueur est basée sur un indice correspondant à 100.55 sur la base de l'indice de décembre 2010,

*arrête :*

**Article premier** <sup>1</sup> Une adaptation des traitements au coût de la vie, à raison de +2.13 % par rapport à l'échelle des traitements actuellement en vigueur, est opérée dès janvier 2024.

<sup>2</sup> L'échelle des traitements est adaptée en conséquence, en se basant sur un indice correspondant à 102.70 sur la base de l'indice de décembre 2010.

**Art. 2** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Delémont, le 28 novembre 2023

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jacques Gerber  
Le chancelier : Jean-Baptiste Maître

<sup>1)</sup> [RSJU 173.411](#)



**Loi  
de procédure et de juridiction administrative et  
constitutionnelle  
(Code de procédure administrative)**

du 30 novembre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 6, 7, 9, 56, 92, alinéa 2, lettre l, 99, 102, lettre c, 103, alinéa 1, lettres a et d, 104 et 107 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

**TITRE PREMIER : Dispositions générales**

**CHAPITRE PREMIER : Champ d'application et définitions**

Principe

**Article premier** Le présent Code régit la procédure à suivre dans les affaires qui doivent être réglées par des décisions :

- a) d'autorités administratives;
- b) d'instances de la juridiction administrative;
- c) de la Cour constitutionnelle.

Décision

**Art. 2** <sup>1</sup> Sont considérées comme des décisions au sens de l'article premier, les mesures prises par les autorités dans des cas d'espèce, fondées sur le droit public fédéral, intercantonal, cantonal et communal et ayant pour objet :

- a) de créer, de modifier ou d'annuler des droits ou des obligations;
- b) de constater l'existence, l'inexistence ou l'étendue de droits ou d'obligations;
- c) de rejeter ou de déclarer irrecevables des demandes tendant à créer, modifier, annuler ou constater des droits ou obligations.

<sup>2</sup> Sont également considérées comme telles les décisions préjudicielles et incidentes, les décisions sur opposition et sur recours, les décisions prises en matière de revision et d'interprétation et les décisions en matière d'exécution.

<sup>3</sup> Lorsqu'une autorité refuse sans raison de statuer ou tarde à se prononcer, son silence est assimilé à une décision. L'article 125 est réservé.

<sup>4</sup> Lorsqu'une autorité rejette ou invoque des prétentions à faire valoir par voie d'action, sa déclaration n'est pas tenue pour une décision. Sont réservées les dispositions relatives à l'action de droit administratif (art. 146 et suivants).

Autorités  
administratives

**Art. 3** Sont réputés autorités administratives, qu'ils statuent en première instance ou sur opposition :

- a) les organes de l'administration du Canton et des districts;
- b) les organes des communes (art. 120 de la Constitution cantonale), des sections de commune et syndicats de communes;
- c) les organes des autres collectivités et établissements de droit public;
- d) les personnes et organismes privés chargés de l'accomplissement de tâches publiques.

Juridiction  
administrative

**Art. 4** <sup>1</sup> Sont réputés instances ordinaires de la juridiction administrative :

- a) le juge administratif<sup>2</sup>;
- b) la Cour administrative.

<sup>2</sup> Sont réputés instances spéciales de la juridiction administrative :

- a) le Gouvernement statuant sur recours;
- b) la Commission cantonale des recours en matière d'impôts;
- c) d'autres instances prévues par la loi.

Juridiction  
constitutionnelle

**Art. 5** <sup>1</sup> La juridiction constitutionnelle ressortit à la Cour constitutionnelle (art. 177 et suivants).

<sup>2</sup> Elle s'exerce en outre sous la forme du contrôle préalable prévu à l'article 71.

Inapplicabilité

**Art. 6** Le présent Code n'est pas applicable :

- a) aux actes de portée purement interne à l'administration, notamment aux ordres de service de cette nature;
- b) aux procédures pénales administratives et aux actes de police judiciaire;
- c) en matière de personnel administratif, aux procédures de première instance relatives à la création initiale des rapports de service et aux promotions; s'appliquent toutefois en ces cas les articles 20 à 43, 58, 87, 91, 208 à 212;

- d) aux procédures de première instance dans les épreuves d'examens; s'appliquent toutefois en ces cas les articles 20 à 43, 58, 86 et 87, 91, 208 à 212;
- e) aux procédures de première instance dans les affaires administratives dont la nature exige qu'elles soient réglées sur-le-champ par une décision immédiatement exécutoire; s'appliquent toutefois en ces cas les articles 20 à 43, 58, 91, 208 à 212.

Prescriptions  
complémentaires

**Art. 7** Les dispositions du droit cantonal qui règlent une procédure plus en détail sont applicables en tant qu'elles ne dérogent pas au présent Code.

Prescriptions  
spéciales

**Art. 8** <sup>1</sup> Sont réservées les prescriptions de procédure du droit fédéral.

<sup>2</sup> Les prescriptions de droit cantonal qui dérogent au présent Code ne sont applicables que dans la mesure où leur maintien est imposé par la nature particulière de la matière.

Applicabilité aux  
Eglises

**Art. 9** Le présent Code est applicable aux décisions prises par les Eglises reconnues, leurs paroisses et les organismes qui en dépendent, dans la mesure prévue par l'article 39 de la loi concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat<sup>3</sup>. Les articles 160, lettre c, 166, lettre c, 167, lettre d, et 198, alinéa 1, lettre b, et alinéa 2, sont réservés.

## CHAPITRE II : Parties et mandataires

Qualité de partie

**Art. 10** Ont qualité de partie au sens du présent Code :

- a) les personnes physiques ou morales dont la situation juridique est ou pourrait être atteinte par la décision à prendre;
- b) les autres personnes, organisations et autorités qui disposent d'un moyen de droit contre la décision;
- c) l'autorité qui a pris la décision attaquée.

Appel en cause

**Art. 11** <sup>1</sup> L'autorité peut, d'office ou sur requête, appeler en cause les personnes dont la situation juridique est susceptible d'être affectée par l'issue de la procédure.

<sup>2</sup> L'appel en cause est obligatoire à l'égard d'un tiers connu de l'autorité et dont la situation juridique sera certainement affectée par l'issue de la procédure.

<sup>3</sup> L'autorité donne connaissance à l'appelé en cause des allégués et conclusions des parties et lui impartit un délai pour se déterminer à leur sujet et faire valoir ses propres moyens. De même, les parties sont invitées à se prononcer sur les allégués et conclusions de l'appelé en cause.

<sup>4</sup> La décision est opposable à l'appelé en cause, que celui-ci ait pris part ou non à la procédure, le cas échéant avec suite de frais et dépens.

Jonction

**Art. 12** L'autorité peut, d'office ou sur requête, joindre en une même procédure des affaires qui se rapportent à une situation identique ou à une cause juridique commune. Pour le surplus, les dispositions relatives à la consorité s'appliquent.

Conсорité et  
disjonction

**Art. 13**<sup>29)</sup> Les dispositions de procédure civile relatives à la consorité et à la disjonction des affaires s'appliquent par analogie.

Mutation de  
parties

**Art. 14** Une mutation de parties est admissible lorsque, à teneur du droit matériel, un tiers peut succéder aux droits ou obligations d'une partie. L'autorité en avise les autres parties.

Capacité d'ester

**Art. 15** <sup>1</sup> A capacité d'ester en procédure administrative toute partie qui, à teneur du droit privé ou du droit public, peut agir personnellement ou par un mandataire de son choix.

<sup>2</sup> La partie qui ne possède pas la capacité d'ester agit par son représentant légal.

Représentation  
et assistance

**Art. 16** <sup>1</sup> La partie peut se faire représenter dans toutes les phases de la procédure, à moins qu'elle ne doive agir personnellement en vertu de la loi ou pour les besoins de l'instruction. Elle peut également se faire assister. Le mandataire doit avoir le plein exercice des droits civils.

<sup>2</sup> L'autorité peut exiger du mandataire qu'il justifie de ses pouvoirs par une procuration écrite.

<sup>3</sup> Tant que la partie ne révoque pas la procuration, l'autorité adresse ses communications au mandataire.

## Mandataires

**Art. 17** <sup>1</sup> Peuvent agir comme mandataires dans les affaires soumises à la Cour administrative, à la Cour constitutionnelle et au juge administratif :

- a) les avocats pratiquant le barreau en vertu de la loi concernant la profession d'avocat<sup>5)</sup>;
- b) les mandataires professionnellement qualifiés pour la cause dont il s'agit, notamment dans le domaine des assurances sociales, des affaires fiscales et en matière d'estimation; la liste en est établie par la Cour administrative.<sup>23)</sup>

<sup>2</sup> Les collectivités et autres personnes publiques peuvent aussi se faire représenter et assister par des membres de leurs autorités ou organes, voire par un employé ou un fonctionnaire dûment mandaté.<sup>38)</sup>

## Droit à l'assistance judiciaire

**Art. 18** <sup>1</sup> La partie qui ne dispose pas de ressources suffisantes pour subvenir aux frais d'une procédure de caractère juridictionnel, sans se priver du nécessaire, elle et sa famille, a droit à l'assistance judiciaire, à condition que sa démarche ne paraisse pas d'emblée vouée à l'échec.

<sup>2</sup> Si l'assistance par un mandataire est nécessaire pour la conduite de la procédure, un avocat ou un autre mandataire autorisé est désigné d'office à la partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire.

<sup>3</sup> L'assistance judiciaire peut être demandée ou accordée uniquement pour les frais de procédure ou pour l'assistance par un mandataire d'office ou encore pour des actes déterminés de procédure.

<sup>4</sup> Si des circonstances particulières le justifient, le bénéfice de l'assistance peut être exceptionnellement accordé dans les procédures se déroulant devant les autorités administratives statuant en première instance ou sur opposition.

<sup>5</sup> Les conséquences financières de l'assistance judiciaire sont réglées par les articles 232 et 233.

<sup>6</sup> La requête d'assistance judiciaire est adressée à l'autorité appelée à statuer. Elle est présentée conformément aux dispositions de la procédure civile.<sup>29)</sup>

<sup>7</sup> L'assistance judiciaire est retirée par l'autorité saisie, si l'une des conditions de son octroi vient à disparaître en cours de procédure.

Convenances

**Art. 19** <sup>1</sup> Les parties et leurs mandataires, ainsi que les tiers s'abstiennent de procéder de mauvaise foi et de troubler la marche d'une affaire, en usant notamment de moyens manifestement dilatoires. Les propos inconvenants à l'égard de la partie adverse, de tiers ou d'autorités sont interdits et partant éliminés des pièces de procédure.

<sup>2</sup> L'autorité peut infliger au contrevenant une réprimande ou une amende disciplinaire jusqu'à 1 000 francs.<sup>[26\)](#)</sup>

### CHAPITRE III : Principes de l'activité administrative

Légalité

**Art. 20** <sup>1</sup> Dans son action, l'autorité est liée par la Constitution, la loi et les principes du droit.

<sup>2</sup> Toute décision administrative doit reposer sur une base légale suffisante. Demeurent réservés les cas d'urgence et de nécessité.

Opportunité

**Art. 21** L'autorité exerce le pouvoir d'appréciation qui lui est reconnu, en se fondant sur des critères objectifs et raisonnables. Elle recherche et choisit la mesure la plus appropriée aux circonstances.

Intérêt public

**Art. 22** L'autorité ne peut intervenir et notamment porter atteinte aux droits des particuliers ou leur imposer des obligations que dans la mesure où l'intérêt public le justifie.

Pesée des intérêts

**Art. 23** Dans l'exercice de son pouvoir d'appréciation, l'autorité évalue l'importance respective des intérêts publics et privés en cause. Elle les met en balance pour déterminer ceux qui doivent l'emporter.

Proportionnalité

**Art. 24** <sup>1</sup> L'autorité prend les mesures nécessaires et aptes à atteindre le but recherché. Une relation appropriée entre l'importance de ce but et les moyens mis en oeuvre doit exister.

<sup>2</sup> Lorsqu'elle a le choix entre plusieurs mesures également conformes au droit, l'autorité opte pour celle qui, à efficacité suffisante, affecte le moins les intérêts du particulier et ceux de la collectivité.



Egalité	<b>Art. 25</b> L'autorité traite de façon semblable toutes situations semblables et de façon différente les cas dont la diversité requiert des solutions juridiques différentes.
Bonne foi	<p><b>Art. 26</b> <sup>1</sup> L'autorité et les parties doivent agir conformément au principe de la bonne foi.</p> <p><sup>2</sup> La collectivité publique est en principe liée par les assurances et informations données dans un cas d'espèce par une autorité compétente ou censée l'être, même si celles-ci sont erronées, lorsque le destinataire n'a pu se rendre compte immédiatement de leur inexactitude ou de celle de ses propres déductions et s'est fondé sur elles pour prendre des dispositions qu'il ne saurait modifier sans subir un préjudice important, et que la législation n'a pas changé dans l'intervalle.</p> <p><sup>3</sup> Si l'intérêt public s'oppose à la solution énoncée à l'alinéa 2, une réparation équitable est due.</p>
Non-rétroactivité	<p><b>Art. 27</b> <sup>1</sup> Sauf prescription légale contraire, une décision administrative ne peut sortir ses effets à une date antérieure à celle de son émission.</p> <p><sup>2</sup> Le contrôle de la validité des prescriptions légales visées à l'alinéa 1 est réservé.</p>
Diligence	<b>Art. 28</b> L'autorité examine et règle les affaires avec soin et célérité. Elle s'abstient de tout formalisme excessif.
Efficacité et économie	<b>Art. 29</b> L'administration exerce son activité de façon efficace et rationnelle. Elle respecte le cadre financier qui lui est assigné. Elle restreint autant que possible ses frais de fonctionnement.

## TITRE DEUXIEME : Règles générales de procédure

### CHAPITRE PREMIER : Compétence

Principe	<b>Art. 30</b> La compétence des autorités est déterminée par la loi. Sauf prescription légale contraire, elle ne peut être créée par accord entre parties.
----------	---

Examen d'office,  
transmission et  
échange de vues

**Art. 31** <sup>1</sup> L'autorité examine d'office si elle est compétente.

<sup>2</sup> Si elle décline sa compétence, elle transmet sans retard l'affaire à l'autorité compétente et en avise les parties. L'article 45, alinéa 2, est réservé.

<sup>3</sup> L'autorité qui tient sa compétence pour douteuse procède sans retard à un échange de vues avec l'autorité qu'elle estime compétente.

Décision et  
recours

**Art. 32** <sup>1</sup> L'autorité qui se tient pour compétente le constate dans une décision, si une partie conteste sa compétence.

<sup>2</sup> L'autorité qui se tient pour incompétente prend une décision d'irrecevabilité, si une partie prétend qu'elle est compétente. La décision relative à la compétence est sujette à recours (art. 119) selon les voies de droit prescrites aux articles 33 à 37.

Conflits entre  
autorités  
administratives

**Art. 33** Les conflits de compétence entre autorités administratives sont tranchés par l'autorité hiérarchique ou de surveillance commune, en cas de doute ou sur recours par le Gouvernement. Celui-ci statue à titre définitif.

Conflits au sein  
de la juridiction  
administrative

**Art. 34** Sous réserve de l'article 35, alinéa 2, les conflits de compétence opposant des instances de la juridiction administrative sont tranchés définitivement par la Cour administrative.

Conflits entre  
autorités  
administratives  
et juridiction  
administrative

**Art. 35** <sup>1</sup> En cas de conflits de compétence entre les autorités administratives inférieures et les instances inférieures de la juridiction administrative, l'affaire est transmise d'une part à l'autorité hiérarchique ou de surveillance immédiatement supérieure, le cas échéant au Gouvernement, et d'autre part à la Cour administrative. Ces autorités procèdent à un échange de vues. A défaut d'entente, la Cour constitutionnelle statue.

<sup>2</sup> Les conflits de compétence entre le Gouvernement statuant en première instance ou sur recours et la Cour administrative sont tranchés par la Cour constitutionnelle.

Conflits avec la  
justice civile ou  
pénale

**Art. 36** <sup>1</sup> Les conflits de compétence opposant le Gouvernement ou la Cour administrative à la justice civile ou pénale sont tranchés par la Cour constitutionnelle.

<sup>2</sup> Lorsqu'un tel conflit se produit avec une autorité administrative inférieure ou avec une instance inférieure de la juridiction administrative, l'affaire est transmise pour décision, le cas échéant jusqu'au Gouvernement, respectivement à la Cour administrative. Si le conflit subsiste, la Cour constitutionnelle statue.

Conflits relatifs à la compétence de la Cour constitutionnelle

**Art. 37** Le Parlement tranche les conflits de compétence dans lesquels la Cour constitutionnelle est partie.

Procédure

**Art. 38** <sup>1</sup> En cas de conflit de compétence entre autorités, le dossier est transmis par l'autorité la première saisie, avec sa décision motivée sur la question de la compétence, à l'instance appelée à trancher.

<sup>2</sup> Celle-ci statue en principe sans débat et transmet le dossier à l'autorité déclarée compétente.

## CHAPITRE II : Récusation

Motifs

**Art. 39** <sup>1</sup> Sur sa requête ou celle d'une partie, une personne appelée à préparer ou à rendre une décision doit être récusée :

- a) si l'une des qualités légales pour exercer son activité lui fait défaut;
- b) si elle a un intérêt personnel dans l'affaire;
- c) <sup>25)</sup> si elle est parente d'une partie en ligne directe, ou jusqu'au quatrième degré inclusivement en ligne collatérale, ou lui est alliée en ligne directe, ou jusqu'au troisième degré inclusivement en ligne collatérale, ou si elle lui est liée par mariage, partenariat enregistré, fiançailles, adoption ou par des liens nourriciers;
- d) si elle représente ou assiste une partie ou a agi dans la même affaire pour une partie;
- e) si elle a été entendue comme témoin ou comme expert dans l'affaire;
- f) si l'un de ses parents ou alliés en ligne directe, ou jusqu'au second degré inclusivement en ligne collatérale, a figuré dans l'affaire comme mandataire ou représentant légal, ou s'il y intervient comme tel;
- g) si elle-même ou l'un de ses parents en ligne directe, ou jusqu'au second degré inclusivement en ligne collatérale, est en procès civil, pénal ou administratif avec l'une des parties;
- h) s'il existe des circonstances de nature à faire suspecter son impartialité.

<sup>2</sup> La dissolution du mariage ou du partenariat enregistré ne fait point cesser le motif de récusation pour cause d'alliance. <sup>25)</sup>

<sup>3</sup> Les membres du Gouvernement ou d'un exécutif communal n'ont pas à se récuser dans les affaires non contentieuses concernant des personnes morales et autres organismes à l'administration desquels ils appartiennent en leur qualité officielle.

<sup>4</sup> Les prescriptions relatives à l'instruction et au jugement d'un recours ou d'une action de droit administratif sont réservées (art. 139 et 157, al. 1).

Requête

**Art. 40** <sup>1</sup> Lorsqu'une personne se trouve dans l'un des cas prévus à l'article 39, alinéas 1 et 2, elle est tenue d'en avertir aussitôt l'autorité appelée à statuer sur la récusation. Si la décision de cette dernière est négative, les parties peuvent encore exercer leur droit de récusation.

<sup>2</sup> Les parties qui entendent user d'un tel droit sont tenues d'en faire la demande motivée à l'autorité compétente, dès que le cas de récusation s'est produit ou qu'elles en ont eu connaissance.

<sup>3</sup> Les parties qui ont tardé à présenter leur demande peuvent être tenues de payer les frais qui en sont résultés, si elles étaient de mauvaise foi ou ont commis une négligence grave. Demeurent réservées les dispositions relatives à la responsabilité des agents de l'Etat.

<sup>4</sup> La personne dont la récusation est demandée est entendue par l'autorité appelée à statuer sur son cas.

Autorité de  
récusation

**Art. 41** <sup>1</sup> La décision sur la récusation d'un membre d'une autorité collégiale est prise par cette autorité en l'absence de ce membre.

<sup>2</sup> Si, par suite des requêtes en récusation, les membres d'un collège ne sont plus en nombre suffisant pour statuer, la décision sur la récusation est prise :

- a) à la place d'autorités communales et intercommunales, par le Gouvernement;
- b) à la place du Gouvernement, par la Cour administrative;
- c) à la place de la Commission cantonale des recours en matière d'impôts et d'autres instances spéciales de la juridiction administrative, par la Cour administrative;
- d) <sup>32)</sup> à la place de la Cour constitutionnelle, de la Cour administrative ou de la Cour des assurances, par le plenum du Tribunal cantonal, sans les juges concernés par la requête; au besoin, le plenum du Tribunal cantonal peut être complété par des personnes éligibles selon l'article 7 de la loi d'organisation judiciaire<sup>33)</sup>.

<sup>3</sup> La décision sur la récusation d'un juge administratif est prise par la Cour administrative.

<sup>4</sup> La décision sur la récusation d'un greffier est prise par l'instance à laquelle il est rattaché.

<sup>5</sup> Dans les autres cas, la décision est prise, selon les cas, par le supérieur direct, par l'autorité hiérarchique supérieure ou par l'autorité de surveillance; s'agissant d'experts, par l'autorité qui les a désignés.

<sup>6</sup> Sont réservées les dispositions de la législation spéciale concernant les autorités de surveillance ou disciplinaires de certaines professions, ainsi que d'autres organismes particuliers.

#### Décision

**Art. 42** <sup>1</sup> Si le motif de récusation est admis, l'autorité de récusation décide si les actes accomplis par la personne récusée doivent être répétés. Elle désigne, s'il y a lieu, un suppléant ou complète l'autorité collégiale.

<sup>2</sup> Dans les cas prévus à l'article 41, alinéa 2, lettres a et b, l'autorité de récusation statue elle-même sur le fond de l'affaire.

#### Recours

**Art. 43** Les décisions concernant la récusation peuvent être attaquées séparément par la partie requérante, conformément à l'article 119.

### CHAPITRE III : Délais

#### Computation

**Art. 44** <sup>1</sup> Les délais commencent à courir le lendemain du jour de la communication ou de l'événement qui les déclenche.

<sup>2</sup> Ils échoient le dernier jour à minuit. Pour le surplus, les dispositions du Code des obligations<sup>6)</sup> (art. 76 et 77) s'appliquent par analogie.

<sup>3</sup> Lorsque le délai échoit un samedi, un dimanche ou un autre jour légalement férié, son terme est reporté au premier jour ouvrable qui suit. Il en va de même lorsque l'autorité a imparti un délai à terme fixe échéant durant les fêtes.<sup>29)</sup>

## Féries

**Art. 44a**<sup>30)</sup> <sup>1</sup> En procédure d'opposition et devant les instances ordinaires et spéciales de la juridiction administrative ainsi que devant la Cour constitutionnelle, les délais fixés en jours, semaines ou en mois par la loi ou par l'autorité ne courent pas :

- a) du septième jour avant Pâques au septième jour après Pâques inclus;
- b) du 15 juillet au 15 août inclus;
- c) du 18 décembre au 2 janvier inclus.

<sup>2</sup> L'alinéa 1 n'est pas applicable dans les procédures concernant l'octroi de l'effet suspensif et d'autres mesures provisionnelles.

## Observation

**Art. 45** <sup>1</sup> Le délai est réputé observé lorsque l'écrit est remis à l'autorité ou, à son adresse, à un bureau de poste suisse ou à une représentation diplomatique ou consulaire suisse, le dernier jour au plus tard.

<sup>2</sup> Il en est de même lorsque la partie s'adresse en temps utile à une autorité incompétente.

<sup>3</sup> Lorsque l'autorité mentionne par erreur un délai plus long que le délai légal, la partie ne subit aucun préjudice si elle a observé de bonne foi le délai indiqué.

## Inobservation

**Art. 46** L'autorité qui impartit un délai indique simultanément les conséquences d'une inobservation; en cas d'inobservation, seules ces conséquences entrent en ligne de compte.

## Abréviation et prolongation

**Art. 47** <sup>1</sup> Le délai légal ne peut être abrégé ou prolongé que si la loi le prévoit.

<sup>2</sup> Le délai impartit par l'autorité peut être prolongé pour des motifs suffisants, si la partie en fait la demande motivée avant l'expiration.

<sup>3</sup> En cas de prolongation, le nouveau délai court à partir du premier jour qui suit l'expiration du précédent délai.

## Restitution

**Art. 48** <sup>1</sup> Le délai peut être restitué lorsque la partie ou son mandataire fait valoir qu'il a été empêché, sans faute de sa part, d'agir dans le délai fixé, ainsi pour cause de maladie, de service militaire ou en raison d'autres circonstances exceptionnelles.

<sup>2</sup> La demande motivée de restitution doit être présentée dans les dix jours à compter de celui où l'empêchement a cessé. Dans ce même délai, le requérant doit accomplir l'acte omis. Sur requête, un délai supplémentaire lui est accordé pour compléter sa demande, si des motifs suffisants le justifient.

## CHAPITRE IV : Déroulement et formes de la procédure

Début de la  
procédure

**Art. 49** <sup>1</sup> L'autorité décide si et quand elle doit ouvrir une procédure administrative, soit en vertu de prescriptions légales ou, à défaut, selon son appréciation de la situation.

<sup>2</sup> Ce principe ne fait règle que dans la mesure où l'ouverture d'une procédure n'est pas subordonnée à une requête, un recours, une action ou à une autre manifestation de la part des intéressés.

Préparation de  
la décision

**Art. 50** <sup>1</sup> L'autorité appelée à prendre une décision instruit en principe elle-même les affaires administratives.

<sup>2</sup> Les autorités collégiales peuvent confier cette tâche à l'un de leurs membres. Au besoin, elles peuvent en charger un service subordonné, un employé ou un fonctionnaire; les autres autorités administratives ont également cette faculté. L'organe ainsi désigné dirige la procédure jusqu'à la délibération. L'article 139 est réservé. [38\)](#)

<sup>3</sup> Dans des cas spéciaux, le Gouvernement et les chefs de département peuvent charger des personnes extérieures à l'administration d'une enquête officielle.

Mesures  
provisionnelles

**Art. 51** <sup>1</sup> L'autorité peut prendre les mesures provisionnelles nécessaires à l'exécution de travaux urgents, ou à la conservation d'un état de droit ou de fait, notamment de moyens de preuve, ou à la sauvegarde d'intérêts menacés.

<sup>2</sup> Au besoin, ces mesures peuvent être prises par l'organe chargé de l'instruction au sens de l'article 50, alinéa 2, ou par le président de l'autorité collégiale appelée à statuer. L'autorité de décision est aussitôt informée des mesures prises; celles-ci lui sont imputées.

<sup>3</sup> La décision peut faire séparément l'objet d'un recours conformément à l'article 119.

<sup>4</sup> Pour le surplus, les dispositions de procédure civile relatives aux mesures provisionnelles s'appliquent par analogie.<sup>[29\)](#)</sup>

**Suspension** **Art. 52** L'autorité appelée à statuer peut suspendre la procédure pour de justes motifs, ainsi lorsque la décision à prendre dépend de l'issue d'une autre procédure ou pourrait s'en trouver influencée d'une manière déterminante.

**Classement** **Art. 53** Si, en cours de procédure, la prise d'une décision devient sans objet ou perd son intérêt juridique, notamment par suite du retrait d'une requête ou de désistement, l'autorité appelée à statuer prononce le classement de l'affaire et, le cas échéant, statue sur les frais et dépens.

**Procédure écrite et orale** **Art. 54** <sup>1</sup> La procédure administrative est en principe écrite.

<sup>2</sup> Si le règlement de l'affaire le requiert, l'autorité peut, d'office ou sur requête, procéder aussi oralement. Au besoin, elle ordonne des débats; en ce cas, les dispositions de procédure civile s'appliquent par analogie.<sup>[29\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Sont réservées les dispositions légales qui prescrivent des débats.

<sup>4</sup> Devant les autorités administratives, les débats et les délibérations ne sont pas publics. Pour le surplus, l'article 136 est réservé.

**Convocations** **Art. 55** <sup>1</sup> Si la comparution des parties se révèle nécessaire, l'autorité les convoque par écrit dix jours au plus tard avant la date fixée. Sont réservés les cas d'urgence et les ententes contraires.

<sup>2</sup> La convocation est signée et contient les indications suivantes :

- a) le jour, l'heure et le lieu de la comparution;
- b) le nom des parties et l'objet de l'entretien ou des débats;
- c) les conséquences éventuelles du défaut de comparution.

**Langue** **Art. 56** <sup>1</sup> La procédure administrative se déroule en français.

<sup>2</sup> L'autorité retourne à leur expéditeur les actes de procédure rédigés dans une autre langue, en l'invitant à procéder dans la langue officielle. Si les circonstances le justifient, elle peut traduire elle-même les actes en question ou les faire traduire, au besoin par un traducteur assermenté ou agréé officiellement.



<sup>3</sup> Si nécessaire, et dans la mesure où elle ne peut remplir elle-même cette tâche, l'autorité fait appel, lors d'auditions verbales, à un interprète. Celui-ci peut être choisi dans l'administration; il ne peut l'être parmi les témoins et les personnes qui seraient récusables comme experts.

<sup>4</sup> Les frais de traduction et d'interprète peuvent être mis à la charge des parties (art. 215 et suivants).

<sup>5</sup> Les personnes domiciliées ou ayant leur siège dans une partie du territoire cantonal qui n'est pas de langue française peuvent, si elles ne connaissent pas ou qu'insuffisamment cette langue, procéder en allemand. En ces cas, elles sont en droit de requérir communication dans cette langue des décisions et autres actes officiels d'une procédure. Elles n'ont pas à payer les frais nécessaires de traduction et d'interprète occasionnés à l'Etat.

Communications  
aux parties

**Art. 57** <sup>1</sup> L'autorité adresse en principe ses communications aux parties par la poste, si nécessaire sous pli recommandé.

<sup>2</sup> Les communications peuvent être publiées dans le Journal officiel ou dans un autre organe officiel, lorsque la partie ne peut être identifiée ou n'a ni domicile, siège ou lieu de séjour, ni mandataire connu ou qui puisse être atteint.

## CHAPITRE V : Etablissement des faits

Principe

**Art. 58** L'autorité établit les faits d'office sans être limitée par les allégués et les demandes de preuves des parties. L'article 60 est réservé.

Moyens de  
preuve

**Art. 59** <sup>1</sup> L'autorité procède aux investigations nécessaires, en recourant s'il y a lieu aux moyens de preuve suivants :

- a) titres, rapports, livres et autres documents officiels et privés;
- b) interrogatoire des parties;
- c) sous réserve de l'article 63, les témoignages ou renseignements de tiers;
- d) renseignements d'autres autorités et services administratifs;
- e) visite des lieux;
- f) expertises.

<sup>2</sup> D'autres moyens peuvent être utilisés s'ils sont propres à fournir la preuve et s'il n'en résulte pas une atteinte à la liberté personnelle.

Collaboration  
des parties

**Art. 60** <sup>1</sup> Les parties sont au besoin tenues de collaborer à l'établissement des faits :

- a) dans une procédure qu'elles introduisent elles-mêmes;
- b) dans une autre procédure, en tant qu'elles y prennent des conclusions indépendantes;
- c) lorsqu'une autre loi leur impose une obligation plus étendue de renseigner ou de révéler.

<sup>2</sup> L'autorité peut déclarer irrecevables les conclusions prises dans une procédure au sens de l'alinéa 1, lettres a et b, lorsque les parties refusent de prêter le concours nécessaire qu'on pouvait attendre d'elles. Si elle entre en matière, l'autorité peut statuer au seul vu du dossier. Les parties sont informées des conséquences possibles de leur attitude.

Production de  
pièces

**Art. 61** <sup>1</sup> Les parties et les tiers sont en particulier tenus de produire les pièces utiles en leur possession.

<sup>2</sup> Les tiers sont dispensés de cette obligation lorsque les pièces se rapportent à des faits sur lesquels il pourraient refuser de témoigner.

Entraide  
administrative

**Art. 62** <sup>1</sup> Les autorités administratives se transmettent mutuellement les pièces et informations en leur possession, de même qu'elles les communiquent aux instances de la juridiction administrative, si cette collaboration apparaît nécessaire à l'établissement des faits.

<sup>2</sup> L'autorité administrative requise n'a pas à prêter son assistance :

- a) lorsque les pièces et informations demandées doivent rester confidentielles en vertu de la loi ou en raison de leur nature;
- b) lorsque cette assistance compromettrait ou risquerait de compromettre sérieusement l'accomplissement de ses fonctions propres;
- c) lorsqu'un intérêt public ou privé important s'en trouverait lésé ou risquerait sérieusement de l'être.

<sup>3</sup> La communication des pièces et informations par les instances de la juridiction administrative est laissée à leur appréciation et à leur décision.

<sup>4</sup> Les litiges relatifs à l'application des alinéas qui précèdent se règlent selon les voies de droit prévues pour la solution des conflits de compétence (art. 33 à 35 et 37).

<sup>5</sup> La transmission de pièces et informations aux instances de la justice civile et pénale est laissée à l'appréciation et à la décision des autorités administratives et instances de la juridiction administrative requises. Les critères énoncés à l'alinéa 2 sont applicables. Les prescriptions spéciales sont réservées. L'instance civile ou pénale à laquelle la production de pièces ou d'informations a été refusée peut recourir contre cette décision selon les voies de la juridiction administrative.

<sup>6</sup> Sous réserve de prescriptions spéciales, le Département de la Justice<sup>7</sup> prête assistance, sur leur demande, aux autorités administratives et aux instances de la juridiction administrative de la Confédération et des autres cantons, et, s'il y a lieu, de l'étranger. En cas de doute sur l'admissibilité du concours sollicité, le Département soumet l'affaire à la décision du Gouvernement.

Audition des  
témoins

**Art. 63** <sup>1</sup> Si les faits ne peuvent être suffisamment élucidés à l'aide des autres moyens de preuve, l'autorité peut recourir à l'audition de témoins.

<sup>2</sup> Les autorités compétentes pour l'ordonner sont les suivantes :

- a) le Gouvernement, les chefs de département et le chancelier;
- b) le chef du Service juridique du Département de la Justice;
- c) le chef de la Recette et Administration de district;
- d) l'organe exécutif des communes, sections de commune et syndicats de communes;
- e) les instances de la juridiction administrative et constitutionnelle, agissant par leurs présidents ou par leurs membres chargés de l'instruction;
- f)<sup>40</sup> l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte, agissant par son président ou ses membres chargés de l'instruction.

<sup>3</sup> Les autorités mentionnées à l'alinéa 2 procèdent elles-mêmes à l'audition ou peuvent en charger un employé ou un fonctionnaire qualifié pour cette tâche.<sup>38</sup>

<sup>4</sup> Les personnes extérieures à l'administration qui sont chargées d'une enquête officielle peuvent être autorisées par l'autorité compétente au sens de l'alinéa 2 à entendre des témoins.

<sup>5</sup> Si nécessaire, les personnes chargées d'entendre des témoins s'assurent la collaboration de spécialistes.

## Devoir de témoigner

**Art. 64** <sup>1</sup> Les conditions et l'étendue du devoir de témoigner se déterminent conformément aux dispositions de procédure civile, ainsi qu'aux prescriptions de la législation spéciale, notamment à celles de la loi sur la profession d'avocat<sup>5), 29)</sup>

<sup>2</sup> Sont réservées les dispositions de la législation fédérale et cantonale statuant une obligation particulière de renseigner l'autorité.

<sup>3</sup> Celui qui peut être entendu comme témoin est tenu dans la même mesure de collaborer à l'administration d'autres preuves.

## Secret des informations

**Art. 65** <sup>1</sup> Les personnes participant à la publication d'informations dans la presse, à la radio et à la télévision, comme éditeurs, imprimeurs, rédacteurs, reporters, collaborateurs, responsables de programmes, auxiliaires ou à un autre titre, peuvent refuser le témoignage sur le contenu et la source de leurs informations.

<sup>2</sup> Ce droit ne leur est pas reconnu lorsque le maintien du secret est de nature à mettre sérieusement en danger la sécurité intérieure ou extérieure du pays.

## Contestations

**Art. 66** L'autorité appelée à statuer décide de la légitimité du refus de témoigner ou de participer à l'administration d'autres moyens de preuve. Cette décision peut être attaquée dans les dix jours auprès de l'autorité de recours compétente pour juger le fond.

## Obstruction à l'administration des preuves

**Art. 67**<sup>29)</sup> <sup>1</sup> Les dispositions de procédure civile relatives au défaut des parties et des tiers et au refus de collaborer, notamment de témoigner, s'appliquent par analogie. Elles s'étendent à tout autre acte par lequel une partie ou un tiers fait obstacle à l'administration des preuves ou la gêne sans motif légitime.

<sup>2</sup> Sont également réservées les dispositions de procédure civile relatives à la réparation du préjudice causé de ce fait à une partie.

## Libre appréciation des preuves

**Art. 68** <sup>1</sup> L'autorité apprécie les preuves selon sa libre conviction.

<sup>2</sup> Elle se détermine aussi sur la valeur probante des faits avoués ou non contestés par les parties.

Droit subsidiaire **Art. 69<sup>29)</sup>** Pour le surplus, les dispositions de procédure civile sont applicables par analogie à la preuve des faits et à la production des moyens de preuve.

## CHAPITRE VI : Application du droit

Principe **Art. 70** L'autorité applique le droit d'office.

Contrôle préalable **Art. 71** <sup>1</sup> A titre préalable, l'autorité contrôle la validité des prescriptions légales susceptibles d'être appliquées au cas d'espèce.

<sup>2</sup> Elle n'est pas liée par les normes contraires au droit fédéral, ainsi qu'à la Constitution cantonale ou à d'autres actes législatifs cantonaux de rang supérieur.

<sup>3</sup> Toutefois, les autorités administratives inférieures ne peuvent, sur leur contrôle préalable, s'écarter de prescriptions légales, que si ces dernières sont manifestement irrégulières.

<sup>4</sup> L'autorité prend si possible l'avis de l'instance qui a édicté la norme contestée, avant d'en rejeter l'application dans le cas d'espèce. Si elle l'estime nécessaire, elle peut en outre surseoir à statuer et demander à la Cour constitutionnelle de trancher la question de droit qui lui est posée.

Réserve **Art. 72** Le contrôle des lois et autres actes législatifs par la Cour constitutionnelle est réservé (art. 177 et suivants).

## CHAPITRE VII : Droit des parties d'être entendues

Principe **Art. 73** <sup>1</sup> Les parties ont le droit d'être entendues avant qu'une décision ne soit prise.

<sup>2</sup> Sauf prescription légale contraire, elles ne peuvent prétendre à une audition verbale.

<sup>3</sup> Une conversation informelle ou par téléphone ne satisfait pas aux exigences du droit d'être entendu.

## Exceptions

**Art. 74** L'autorité n'est pas tenue d'entendre une partie avant de prendre :

- a) une décision préjudicielle ou incidente qui n'est pas séparément susceptible de recours (art. 119);
- b) une décision par laquelle elle fait entièrement droit aux conclusions des parties;
- c) une mesure d'exécution;
- d) d'autres décisions dans une procédure de première instance lorsqu'il y a péril en la demeure, qu'une voie de droit ordinaire est ouverte aux parties et qu'aucune disposition du droit fédéral ou cantonal ne leur accorde spécialement le droit d'être entendues préalablement.

## Droit d'allégation

**Art. 75** <sup>1</sup> Les parties ont le droit d'alléguer des faits, d'offrir des moyens de preuve et d'argumenter en droit.

<sup>2</sup> L'autorité doit examiner les allégués de fait et de droit et administrer les preuves requises, si ces moyens n'apparaissent pas d'emblée dénués de pertinence. Elle prend aussi en considération des moyens tardifs s'ils paraissent décisifs.

<sup>3</sup> Si l'administration de preuves entraîne des frais relativement élevés, l'autorité peut la subordonner à la condition que la partie avance dans le délai qui lui est imparti les frais pouvant être exigés d'elle. L'article 232, alinéa 1, est réservé.

<sup>4</sup> L'autorité invite au besoin les parties à préciser, rectifier ou compléter leurs moyens.

## Participation à l'administration des preuves

**Art. 76** <sup>1</sup> Les parties doivent être invitées aux visites des lieux et à l'audition des témoins; elles peuvent poser à ceux-ci des questions complémentaires.

<sup>2</sup> Lorsque la sauvegarde d'un intérêt public ou privé important l'exige, les témoins peuvent être entendus en l'absence des parties. L'autorisation de prendre connaissance des procès-verbaux d'audition peut leur être refusée. En ce cas, l'article 81 s'applique.

<sup>3</sup> Lorsque l'urgence ou la nature de l'affaire l'exige, la visite des lieux peut se faire en l'absence des parties.

<sup>4</sup> Avant de remettre leur mission aux experts, l'autorité peut accorder aux parties la faculté de s'exprimer sur le libellé des questions à poser et de proposer des modifications. Les parties peuvent demander des explications et poser des questions sur le rapport d'expertise.

<sup>5</sup> Les parties ont le droit de se déterminer sur le résultat de l'administration des preuves.

Audition de la  
partie adverse

**Art. 77** Lorsque plusieurs parties défendent des intérêts opposés, l'autorité entend chacune d'elles sur les allégués et conclusions des autres parties qui paraissent pertinents. Cette règle s'étend aux mémoires et aux moyens de preuve fournis par les parties.

Droit à  
l'information

**Art. 78** <sup>1</sup> Au besoin, l'autorité informe les parties de leurs droits et devoirs dans la procédure.

<sup>2</sup> Sur requête, elle les renseigne sur l'état de la procédure en cours.

Consultation du  
dossier

**Art. 79** <sup>1</sup> La partie ou son mandataire a le droit de consulter les pièces du dossier qui paraissent pertinentes pour le règlement de l'affaire.

<sup>2</sup> L'autorité établit un bordereau complet des pièces du dossier.

<sup>3</sup> La consultation a lieu au siège de l'autorité appelée à statuer ou à celui d'une autorité désignée par elle. Des exceptions peuvent être consenties à cette règle.

<sup>4</sup> L'autorité appelée à statuer peut percevoir un émolument pour la consultation des pièces d'une affaire liquidée.

Exceptions

**Art. 80** <sup>1</sup> L'autorité ne peut refuser la consultation des pièces du dossier que si :

- a) un intérêt public ou privé important requiert qu'un document soit tenu secret à l'égard d'une partie; l'autorité apprécie s'il est possible de le porter à la connaissance de son mandataire;
- b) l'intérêt d'une enquête officielle en cours l'exige.

<sup>2</sup> Le refus d'autoriser la consultation ne peut s'étendre qu'aux pièces tenues pour confidentielles.

<sup>3</sup> La consultation par la partie des pièces qu'elle a elle-même produites, ainsi que celles qu'elle a reçues, ne peut pas lui être refusée, non plus que celle des procès-verbaux relatifs à ses déclarations.

Prise en  
considération  
des pièces  
confidentielles

**Art. 81** Une pièce dont la consultation a été refusée à la partie ne peut être utilisée à son détriment que si l'autorité lui en a communiqué, oralement ou par écrit, le contenu essentiel se rapportant à l'affaire et lui a donné en outre l'occasion de s'exprimer et de faire valoir ses moyens.

Indemnité  
équitable

**Art. 82** <sup>1</sup> La partie peut exiger le paiement d'une indemnité équitable, lorsque, par suite d'une violation de son droit d'être entendue, la décision a dû être modifiée ou annulée en sa faveur et qu'un préjudice est résulté pour elle de cette violation.

<sup>2</sup> La réparation incombe à la collectivité publique dont l'organe a violé le droit d'être entendu.

## CHAPITRE VIII : Décision

Examen des  
conditions de  
recevabilité

**Art. 83** <sup>1</sup> L'autorité examine d'emblée si les conditions préalables à la prise d'une décision sont remplies.

<sup>2</sup> Les conditions de recevabilité sont notamment les suivantes :

- a) la compétence à raison de la matière et du lieu;
- b) la capacité du requérant d'être partie et celle d'ester en procédure;
- c) les pouvoirs de représentation;
- d) l'observation des délais.

<sup>3</sup> Si une condition de recevabilité n'est pas remplie, l'autorité n'a pas à statuer sur le fond.

<sup>4</sup> Si une requête ne satisfait pas aux exigences légales de forme et que ce vice est réparable, l'autorité invite le requérant à corriger les irrégularités commises dans un délai raisonnable.

Examen du fond

**Art. 84** Statuant sur le fond, l'autorité examine les conditions de la régularité formelle et matérielle de la décision à prendre. Sur opposition, recours ou action, elle examine la régularité formelle et matérielle de l'acte attaqué. Elle statue sur toutes les conclusions des parties.

Contenu de la  
décision

**Art. 85** La décision comporte les indications suivantes :

- a) la désignation de l'autorité qui a statué; s'il s'agit d'un jugement, le nom des juges qui l'ont rendu;
- b) le nom des parties et de leurs représentants;



- c) une motivation;
- d) le dispositif, avec le montant des frais de procédure et des dépens;
- e) les délais et voies de droit;
- f) la date de la décision;
- g) la signature.

Motivation et  
indication des  
voies de droit

**Art. 86** <sup>1</sup> La décision est motivée de façon suffisante en fait et en droit.

<sup>2</sup> Elle mentionne les délais et les voies de droit ordinaires ouvertes aux parties.

<sup>3</sup> L'autorité peut renoncer à ces exigences si elle fait entièrement droit aux conclusions des parties et si aucune d'elles ne réclame de motivation dans les 30 jours suivant la notification. [27\)](#)

Notification

**Art. 87** <sup>1</sup> L'autorité notifie sa décision aux parties par écrit, si nécessaire sous pli recommandé ou par un agent public ou d'une autre manière.

<sup>2</sup> Si la nature de l'affaire ou les circonstances l'exigent, la décision est notifiée verbalement. Elle est confirmée par écrit, si une partie le requiert dans les cinq jours; en ce cas, le délai pour utiliser une voie de droit ne commence à courir qu'à partir de la confirmation écrite.

<sup>3</sup> Même si l'autorité les notifie sous forme de lettre, les décisions doivent être désignées comme telles.

Notification par la  
voie officielle

**Art. 88** <sup>1</sup> Dans les cas prévus à l'article 57, alinéa 2, la notification peut se faire par publication dans le Journal officiel ou dans un autre organe officiel.

<sup>2</sup> Cette forme de notification est également autorisée lorsque l'affaire met en cause un grand nombre de parties. En ce cas, une notification personnelle sera toutefois adressée à celles qui ont pris part à la procédure.

Notification  
irrégulière

**Art. 89** Une notification irrégulière n'entraîne aucun préjudice pour les parties.

## TITRE TROISIEME : Procédures devant les autorités administratives

### CHAPITRE PREMIER : Procédures spéciales

Modification et  
révocation

**Art. 90** <sup>1</sup> Sous réserve de prescriptions légales spéciales, l'autorité qui a pris la décision ou l'autorité hiérarchique supérieure ou de surveillance peut, d'office ou sur requête, modifier ou révoquer une décision, même passée en force :

- a) lorsqu'elle est entachée d'un vice grave;
- b) lorsque les conditions dont la loi fait dépendre la validité de l'acte ne sont plus remplies, soit que la loi a été modifiée, soit que les circonstances ont changé dans une mesure notable;
- c) lorsque l'autorité entend sauvegarder un intérêt public important qu'il n'est pas possible de préserver autrement.

<sup>2</sup> La partie a droit à une indemnité équitable lorsque la modification ou la révocation entraîne pour elle un préjudice dont elle n'a pas à répondre. L'indemnisation incombe en principe à la collectivité publique qui a pris la décision modifiée ou révoquée.

<sup>3</sup> La partie qui n'obtient pas réparation devant l'autorité administrative peut faire valoir ses droits par la voie de l'action de droit administratif.

Demande en  
reconsidération

**Art. 91** <sup>1</sup> La partie peut en tout temps saisir l'autorité d'une demande en reconsidération.

<sup>2</sup> L'autorité n'est tenue d'examiner la demande que si le requérant invoque des faits ou des moyens de preuve importants qu'il ne connaissait pas lors de la première décision, ou dont il ne pouvait se prévaloir à cette époque, ou si les circonstances se sont modifiées dans une mesure notable depuis la première décision.

<sup>3</sup> La demande n'entraîne aucune interruption de délai.

Procédure de  
constatation

**Art. 92** <sup>1</sup> L'autorité compétente peut, d'office ou sur requête, constater par une décision l'existence, l'inexistence ou l'étendue des droits et obligations fondés sur le droit public.

<sup>2</sup> Elle donne suite à une demande en constatation si le requérant prouve qu'il y a un intérêt digne de protection.

<sup>3</sup> Aucun désavantage ne peut résulter pour la partie du fait qu'elle a agi en se fondant de bonne foi sur une décision de constatation.

Dénonciation

**Art. 93** <sup>1</sup> Chacun peut dénoncer en tout temps à l'autorité hiérarchique supérieure ou de surveillance les faits qui appellent dans l'intérêt public une intervention d'office contre une autorité.

<sup>2</sup> Le dénonciateur n'a aucun des droits reconnus à la partie. Communication lui est donnée de la manière dont l'affaire a été liquidée. Une motivation n'est pas nécessaire.

## CHAPITRE II : Procédure d'opposition

Principe

**Art. 94** Toute décision prise par une autorité administrative en première instance est sujette à opposition. Le texte de la décision lui rappellera ce droit ainsi que la teneur de l'article 96.

Exceptions

**Art. 95** Sans préjudice des droits de recours, la procédure d'opposition n'est pas appliquée :

- a) lorsque la décision a été prise sur opposition;
- b) dans toutes les procédures où une procédure d'opposition a précédé la décision administrative, par exemple dans les procédures relatives à l'approbation d'un plan, à l'octroi d'un permis de construire ou à la ratification d'un règlement communal;
- c) dans les cas où est prévu un recours à un organe supérieur de la commune;
- d) dans les cas d'inapplicabilité statué à l'article 6, lettres a à e, en particulier lorsque la nature de l'affaire exige qu'elle soit réglée sur-le-champ par une décision immédiatement exécutoire;
- e) aux décisions concernant les droits politiques;
- f) lorsque la décision émane du Gouvernement;
- g) aux décisions préjudicielles et autres décisions incidentes qui ne sont pas séparément susceptibles de recours;
- h) aux décisions relatives à la compétence, à la récusation et au retrait de l'effet suspensif;
- i) lorsque l'autorité et les parties conviennent de renoncer à l'application de la procédure d'opposition;
- j) dans les procédures d'exécution (art. 108 à 112);
- k) lorsque la décision a été prise sur demande en révision, reconsidération, interprétation et rectification;
- l) <sup>29)</sup> dans les autres cas prévus par des dispositions spéciales.

Relation avec la procédure de recours	<b>Art. 96</b> Sous réserve de l'article 95, la procédure d'opposition est la condition préalable en vue d'une procédure ultérieure de recours auprès des instances de la juridiction administrative.
Qualité pour former opposition	<b>Art. 97</b> La qualité pour former opposition se définit dans les mêmes termes que la qualité pour recourir (art. 120).
Forme et délais	<p><b>Art. 98</b> <sup>1</sup> L'opposition est adressée par écrit à l'autorité qui a rendu la décision, dans les trente jours, ou, s'il s'agit d'une décision incidente, dans les dix jours à compter de la notification. Au surplus, le délai pour former opposition est le même que le délai fixé pour le recours ultérieur<sup>8)</sup>.</p> <p><sup>2</sup> L'opposition est motivée et comporte les éventuelles offres de preuve.</p> <p><sup>3</sup> Pour le surplus, les dispositions relatives à la présentation des recours sont applicables par analogie (art. 126 à 131 et 135).</p>
Effet suspensif	<p><b>Art. 99</b> <sup>1</sup> L'opposition a effet suspensif.</p> <p><sup>2</sup> Sauf si elle porte sur une prestation pécuniaire, la décision peut prévoir qu'une opposition éventuelle n'aura pas d'effet suspensif. L'autorité de recours compétente pour connaître le fond, ou son président s'il s'agit d'un collège, peut le restituer sur demande. Elle statue sans délai.</p> <p><sup>3</sup> Si l'effet suspensif est arbitrairement retiré ou la demande de restitution arbitrairement rejetée ou tardivement admise, la collectivité, l'établissement ou la personne au nom desquels l'autorité a statué répond du préjudice qui en résulte.</p>
Intérêt de tiers	<b>Art. 100</b> Si, en procédure d'opposition, l'annulation ou la modification d'une décision administrative peut léser un tiers, ce dernier est entendu avant que la nouvelle décision ne soit prise (art. 73 et suivants).
Motifs	<p><b>Art. 101</b> L'opposant peut invoquer :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) la violation du droit, y compris l'excès ou l'abus du pouvoir d'appréciation;</li> <li>b) la constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents;</li> <li>c) l'inopportunité.</li> </ul>
Compétence	<b>Art. 102</b> <sup>1</sup> La décision sur opposition est préparée et prise par l'employé ou le fonctionnaire du rang le plus élevé dans le service. <sup>38)</sup>

<sup>2</sup> Si la décision attaquée émane d'un collège, la nouvelle décision est prise par celui-ci sur la base d'une proposition élaborée par l'un de ses membres qui n'a pas participé à l'instruction de l'affaire en première instance.

Délai pour statuer

**Art. 103** La nouvelle décision doit être prise dans les trente jours dès la réception de l'opposition. Si les circonstances l'exigent, l'autorité peut statuer dans un délai plus long; l'opposant doit être informé par écrit de cet ajournement et de ses raisons avant l'expiration du premier délai.

Pouvoir de décision

**Art. 104** <sup>1</sup> L'autorité n'est pas liée par les conclusions dont elle est saisie. Elle peut s'en écarter à l'avantage de l'opposant; elle peut aussi modifier la décision attaquée à son détriment, si cette décision viole la loi ou repose sur une constatation inexacte ou incomplète des faits.

<sup>2</sup> Si l'autorité envisage de modifier la décision attaquée au détriment de l'opposant, elle l'informe de son intention et lui donne l'occasion de s'exprimer.

Retrait

**Art. 105** <sup>1</sup> L'opposition peut être retirée tant que l'autorité n'a pas statué sur elle.

<sup>2</sup> Les articles 221 et 228 sont réservés.

Rapport au Gouvernement

**Art. 106** <sup>1</sup> Tous les six mois, les autorités administratives sont tenues d'établir un rapport sur les oppositions formées contre leurs décisions et sur les suites qui leur ont été données.

<sup>2</sup> Ce rapport est transmis par la voie hiérarchique à la Chancellerie, à l'intention du Gouvernement.

Prescriptions spéciales

**Art. 107** Sont réservées les procédures d'opposition prévues dans la législation spéciale, notamment en matière fiscale.

### CHAPITRE III : Procédure d'exécution

Autorités d'exécution

**Art. 108** <sup>1</sup> Les autorités administratives exécutent leurs propres décisions.

<sup>2</sup> Les décisions prises par les instances de la juridiction administrative sont exécutées par l'autorité administrative compétente en première instance, ou par celle désignée par l'instance de recours.

<sup>3</sup> Les jugements prononcés sur action de droit administratif sont exécutés par le Département de la Justice.

<sup>4</sup> Les autorités communales, intercommunales et de district s'adressent au département précité lorsque leur propre compétence ou l'efficacité des mesures qu'elles pourraient prendre leur paraissent douteuses.

<sup>5</sup> Les autorités d'exécution disposent au besoin de la police communale et cantonale.

<sup>6</sup> L'article 110 est réservé.

Caractère  
exécutoire

**Art. 109** <sup>1</sup> Sauf prescription spéciale de la loi ou de l'autorité, une décision est exécutoire lorsque :

- a) elle ne peut plus être attaquée sur opposition ou sur recours;
- b) le moyen de droit utilisable n'a pas d'effet suspensif;
- c) l'effet suspensif attribué à ce moyen a été retiré.

<sup>2</sup> Vaut pareille décision toute transaction passée devant une instance de la juridiction administrative ou sanctionnée par elle, ainsi que tout désistement déclaré en justice ou signifié avec la permission du juge.

Poursuite pour  
dettes

**Art. 110** <sup>1</sup> Les décisions portant condamnation à payer une somme d'argent ou à fournir des sûretés sont exécutées par la voie de la poursuite, conformément à la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite. Elles sont assimilées aux jugements exécutoires au sens de l'article 80 de ladite loi dès qu'elles sont passées en force.

<sup>2</sup> Les dispositions du concordat sur l'entraide judiciaire pour l'exécution des prétentions de droit public sont réservées.

Autres moyens  
de contrainte

**Art. 111** <sup>1</sup> Pour exécuter d'autres décisions, l'autorité recourt aux mesures suivantes :

- a) l'exécution, aux frais de l'obligé, par l'autorité ou par un tiers mandaté par elle; ces frais sont fixés par une décision spéciale;
- b) l'exécution directe contre la personne de l'obligé ou ses biens;
- c) la privation d'avantages administratifs et autres contraintes ou sanctions administratives prévues par la loi;
- d) <sup>29)</sup> la poursuite pénale, dans la mesure où une disposition spéciale le prévoit;

e)<sup>26)</sup> si aucune autre disposition pénale n'est applicable, la poursuite pénale pour insoumission à une décision signifiée sous la menace d'une peine d'amende prévue à l'article 292 du Code pénal suisse<sup>9)</sup>.

<sup>2</sup> Avant de recourir à un moyen de contrainte, l'autorité en menace l'obligé et lui impartit un délai suffisant pour s'exécuter; elle le rend attentif aux sanctions encourues. Ces avertissements peuvent être signifiés dans la décision à exécuter elle-même ou dans un acte postérieur.

<sup>3</sup> Dans les cas visés à l'alinéa 1, lettres a et b, l'autorité peut renoncer à l'avertissement s'il y a péril en la demeure.

Proportionnalité

**Art. 112** L'autorité n'emploie pas de moyens de contrainte plus rigoureux que ne l'exigent les circonstances.

#### CHAPITRE IV : Restitution de l'indu

Restitution d'office

**Art. 113** L'autorité restitue spontanément les versements qui n'étaient pas dus ou qui ont été effectués en trop.

Demande de restitution

**Art. 114** <sup>1</sup> Tant l'autorité que le particulier peuvent demander la restitution de montants versés indûment. La demande doit en être faite dans le délai de cinq ans dès le paiement.

<sup>2</sup> S'il n'obtient pas directement satisfaction, l'ayant droit peut faire valoir ses prétentions par la voie de l'action de droit administratif.

<sup>3</sup> Demeure réservée l'autorité des actes administratifs passés en force.

Intérêts

**Art. 115** La restitution est due avec intérêts calculés au taux de l'intérêt moratoire fixé pour chaque année fiscale.

Prescriptions spéciales

**Art. 116** Sont réservées les dispositions spéciales du droit fédéral et cantonal.

## TITRE QUATRIEME : Juridiction administrative

### CHAPITRE PREMIER : Règles de la procédure administrative contentieuse

#### SECTION 1 : Recours

##### Définitions

**Art. 117** <sup>1</sup> Le recours de droit administratif est le recours ouvert auprès des instances ordinaires de la juridiction administrative.

<sup>2</sup> Le recours administratif est le recours ouvert auprès des instances spéciales de la juridiction administrative.

##### Objet

**Art. 118** Peuvent être l'objet d'un recours :

- a) les décisions rendues sur opposition;
- b) <sup>29</sup> les décisions non sujettes à opposition au sens de l'article 95, lettres b, c, e, f, i et j;
- c) les décisions visées à l'article 6, lettres c à e;
- d) les décisions prises sur demande en revision et en interprétation; l'autorité de recours apprécie les cas dans lesquels la décision prise sur demande en reconsidération et sur dénonciation est sujette à recours;
- e) d'autres actes dans les cas prévus par la législation.

##### Décisions finales, préjudicielles et incidentes

**Art. 119** <sup>27</sup> <sup>1</sup> Les décisions finales sont susceptibles de recours.

<sup>2</sup> Les décisions préjudicielles et incidentes qui sont notifiées séparément et qui portent sur la compétence (art. 30 et suivants) ou sur la récusation (art. 39 et suivants) peuvent faire l'objet d'un recours. Elles ne peuvent plus être attaquées ultérieurement.

<sup>3</sup> Les autres décisions préjudicielles et incidentes notifiées séparément peuvent faire l'objet d'un recours :

- a) si elles peuvent causer un préjudice irréparable, ou
- b) si l'admission du recours peut conduire immédiatement à une décision finale qui permet d'éviter une procédure probatoire longue et coûteuse.

<sup>4</sup> Sont notamment susceptibles d'un recours séparé au sens de l'alinéa 3 les décisions incidentes concernant :

- a) les mesures provisionnelles (art. 51), en particulier le refus ou le retrait de l'effet suspensif (art. 99 et 132);



- b) la suspension de la procédure (art. 52);
- c) le refus de l'appel en cause (art. 11), la jonction et la disjonction des causes (art. 12 et 13);
- d) les décisions relatives à l'assistance judiciaire (art. 18);
- e) l'établissement des faits (art. 58 et suivants);
- f) le droit des parties d'être entendues (art. 73 et suivants).

<sup>5</sup> Si le recours séparé prévu à l'alinéa 3 n'a pas été utilisé, les décisions préjudicielles et incidentes peuvent être attaquées par un recours contre la décision finale dans la mesure où elles influent sur le contenu de celle-ci.

Qualité pour  
recourir

**Art. 120** A qualité pour recourir :

- a) <sup>27)</sup> quiconque est particulièrement atteint par la décision attaquée et a un intérêt digne de protection à ce qu'elle soit annulée ou modifiée;
- b) <sup>29)</sup> toute autre personne, organisation ou autorité lorsque des dispositions spéciales le prévoient.

Délais

**Art. 121** <sup>1</sup> Le recours est déposé dans les trente jours, ou, s'il s'agit d'une décision incidente ou d'exécution, dans les dix jours dès la notification de la décision.

<sup>2</sup> Les délais spéciaux prévus par le droit cantonal et par le droit fédéral sont réservés.

Motifs du recours  
de droit  
administratif

**Art. 122** Sur recours de droit administratif, les motifs suivants peuvent être invoqués :

- a) la violation du droit, y compris l'excès ou l'abus du pouvoir d'appréciation;
- b) la constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents;
- c) l'inopportunité :
  1. des décisions relatives à la fixation d'une contribution publique ou d'une indemnité de droit public;
  2. des sanctions disciplinaires à l'exclusion du blâme, de l'amende jusqu'à 200 francs et de la suspension jusqu'à cinq jours;
  3. des décisions non sujettes à opposition dans les cas visés à l'article 95, lettres b et i;
  4. des décisions susceptibles d'être attaquées auprès d'une instance fédérale avec pouvoir d'examen illimité;
  5. d'autres décisions, lorsque la législation le prévoit.

Motifs du recours  
administratif

**Art. 123** <sup>1</sup> Sur recours administratif, le recourant peut invoquer les motifs indiqués à l'article 122, lettres a et b, ainsi que l'inopportunité.

<sup>2</sup> L'inopportunité ne peut être invoquée lorsqu'il s'agit d'affaires entrant dans la sphère de l'autonomie des communes et d'autres collectivités ou établissements de droit public.

Motifs de recours  
en matière  
d'exécution

**Art. 124** En cas de recours contre une mesure d'exécution, ne sont en principe recevables que les motifs pris de la violation des règles relatives à l'exécution et en particulier du principe de la proportionnalité.

Déni de justice  
ou retard  
injustifié

**Art. 125** <sup>1</sup> Une partie peut en tout temps recourir, pour déni de justice ou retard injustifié, contre une autorité qui, sans raison, refuse de statuer ou tarde à se prononcer.

<sup>2</sup> Si l'autorité saisie admet le recours, elle renvoie l'affaire à l'autorité de décision en lui donnant des instructions impératives.

<sup>3</sup> La partie qui subit en ces cas un préjudice a droit à une indemnité équitable.

Mémoire de  
recours

**Art. 126** <sup>1</sup> Le mémoire de recours est adressé par écrit à l'autorité de recours en deux exemplaires au moins ou en autant de doubles qu'il y a de parties à la procédure.

<sup>2</sup> S'il n'est pas satisfait à ces exigences, l'autorité peut exiger du recourant la remise immédiate des exemplaires manquants. Elle l'avise qu'à ce défaut, elle fera des copies à ses frais.

Contenu du  
mémoire

**Art. 127** <sup>1</sup> Le mémoire contient un exposé concis des faits, des motifs et moyens de preuve, ainsi que l'énoncé des conclusions. La décision attaquée et les documents servant de moyens de preuve en possession du recourant sont joints au mémoire.

<sup>2</sup> Le mémoire est daté et signé par le recourant ou par son mandataire.

Informalités

**Art. 128** <sup>1</sup> Si le mémoire de recours ne satisfait pas aux exigences de l'article 127, ou si les motifs et les conclusions du recourant n'ont pas la clarté nécessaire, sans que le recours soit manifestement irrecevable, l'autorité de recours impartit au recourant un bref délai supplémentaire pour remédier à ces informalités.

<sup>2</sup> Elle avise en même temps le recourant que, si le délai n'est pas utilisé, elle statuera sur la base du dossier ou, si les conclusions ou la signature manquent, elle déclarera le recours irrecevable. [27\)](#)

<sup>3</sup> Si le recours est dénué de toute motivation, l'autorité de recours le déclare d'emblée irrecevable.[28\)](#)

Mémoire  
complémentaire

**Art. 129** L'autorité de recours peut accorder au recourant qui le demande pour des motifs suffisants un délai pour compléter son mémoire de recours.

Nouveaux  
moyens

**Art. 130** <sup>1</sup> Le recourant peut invoquer, dans le délai de recours et les délais supplémentaires prévus aux articles 128 et 129, des motifs, faits et moyens de preuve qui ne l'ont pas été dans les précédentes procédures.

<sup>2</sup> L'article 75, alinéa 2, est réservé.

Modification des  
conclusions

**Art. 131** Le recourant peut modifier ses conclusions jusqu'à la fin des échanges d'écritures ou, le cas échéant, jusqu'à la clôture des débats.

Effet suspensif et  
mesures  
provisionnelles

**Art. 132** <sup>1</sup> Sauf prescription légale contraire, le recours a effet suspensif. Pour le surplus, l'article 99 s'applique par analogie.

<sup>2</sup> Après le dépôt du recours, l'autorité saisie peut prendre, d'office ou sur requête d'une partie, d'autres mesures provisionnelles conformément à l'article 51.

Effet dévolutif

**Art. 133** Dès le dépôt du recours, le pouvoir de traiter l'affaire qui en est l'objet passe à l'autorité de recours.

Nouvel examen  
par l'autorité de  
première  
instance

**Art. 134** <sup>1</sup> L'autorité de première instance peut, jusqu'à l'envoi de sa réponse au mémoire de recours, procéder à un nouvel examen de la décision attaquée.

<sup>2</sup> Elle notifie sans délai sa nouvelle décision aux parties et en donne connaissance à l'autorité de recours.

<sup>3</sup> Celle-ci continue à traiter le recours, dans la mesure où la nouvelle décision ne l'a pas rendu sans objet. L'article 135, alinéa 3, s'applique si cette décision repose sur un état de fait notablement modifié ou crée une situation juridique sensiblement différente.

Echange  
d'écritures

**Art. 135** <sup>1</sup> Si le recours n'est pas d'emblée irrecevable, l'autorité saisie communique sans délai les mémoires et mémoires complémentaires de recours à l'autorité qui a pris la décision attaquée et aux autres parties, en leur impartissant un délai pour présenter leur réponse; elle invite en même temps l'autorité inférieure à produire son dossier. Les articles 126 à 131 s'appliquent par analogie au mémoire de réponse.

<sup>2</sup> Les mémoires de réponse sont portés à la connaissance du recourant et des autres parties adverses.

<sup>3</sup> L'autorité peut, à n'importe quel stade de la procédure, inviter les parties à un nouvel échange d'écritures.

Débats et  
délibérations

**Art. 136** <sup>1</sup> Conformément à l'article 54, alinéas 2 et 3, l'autorité de recours peut ordonner des débats, d'office ou sur requête.<sup>[2\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Devant les instances spéciales de la juridiction administrative, les débats et les délibérations ne sont pas publics.

<sup>3</sup> Sauf prescriptions spéciales, les débats devant le juge administratif et la Cour administrative sont publics, à l'exception des délibérations. Ils se déroulent à huis clos s'il s'agit d'affaires fiscales. Ces instances peuvent en outre, dans chaque cas particulier ou dans un domaine déterminé, prononcer le huis clos si un intérêt public ou privé important l'exige. Cette mesure ne touche ni les parties, ni leurs mandataires.<sup>[2\)](#)</sup>

## Experts

**Art. 137** Si la nature de l'affaire le requiert, l'autorité de recours peut faire appel à un ou à plusieurs experts.

## Conciliation

**Art. 138** <sup>1</sup> L'autorité de recours peut rechercher la conciliation des parties, si l'affaire s'y prête.

<sup>2</sup> Elle doit organiser une conciliation lorsque le recours porte sur une inégalité à raison du sexe dans les rapports de travail relevant du droit public cantonal ou communal.<sup>[10\)](#)</sup>

<sup>3</sup> En cas d'arrangement, celui-ci est porté au procès-verbal et signé par les parties; l'arrangement acquiert force exécutoire.<sup>[10\)](#)</sup>

Incompatibilités  
relatives à  
l'instruction et au  
jugement

**Art. 139** <sup>1</sup> Une personne ne peut prendre part à l'instruction ou au jugement d'un recours formé contre une décision à la prise de laquelle elle a participé comme autorité administrative, membre d'une telle autorité, employé ou fonctionnaire, statuant en première instance, sur opposition ou sur recours.<sup>[38\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Si cette personne est membre d'une autorité administrative collégiale, elle a cependant voix consultative lors de la délibération de l'affaire par cette autorité; elle se retire lors du vote.

<sup>3</sup> Les recours adressés au Gouvernement sont instruits par le Service juridique du Département de la Justice ou, lorsque la décision attaquée émane de ce département, par un autre organe désigné par le Gouvernement.

Retrait du  
recours

**Art. 140** <sup>1</sup> Le recours peut être retiré, tant qu'il n'a pas fait l'objet d'une décision.

<sup>2</sup> Les articles 221 et 228 sont réservés.

Procédure  
d'examen  
sommaire

**Art. 141** Par une décision sommairement motivée, l'autorité de recours peut d'emblée écarter un recours manifestement irrecevable ou rejeter un recours manifestement mal fondé.

Juge unique

**Art. 142**<sup>[2\)](#)<sup>[44\)](#)</sup></sup> <sup>1</sup> Le président de la Cour constitutionnelle, de la Cour administrative ou de la Cour des assurances est compétent comme juge unique, pour :

- a) rendre les décisions préjudicielles et incidentes au sens de l'article 119;
- b) statuer sur les recours contre les décisions préjudicielles ou incidentes au sens de l'article 119;
- c) statuer sur les recours contre les décisions d'irrecevabilité;
- d) liquider les procédures devenues sans objet par suite de retrait, de désistement ou pour une autre raison et statuer sur les frais et dépens y relatifs;
- e) liquider les procédures et les recours en matière de frais et dépens;
- f) statuer dans les cas où la valeur litigieuse n'atteint pas 15 000 francs;
- g) statuer sur les autres affaires dans les cas prévus par la loi.

<sup>2</sup> Si la valeur litigieuse ne peut être déterminée aisément ou si les circonstances de fait ou de droit le justifient, le président peut faire trancher le litige par l'ensemble de la Cour.

Pouvoir de  
décision

**Art. 143** <sup>1</sup> Dans le recours de droit administratif, l'autorité saisie ne peut aller au-delà des conclusions du recourant, ni modifier la décision à son détriment. Sont réservées les dispositions contraires du droit cantonal et fédéral.

<sup>2</sup> Dans le recours administratif, le pouvoir de décision de l'autorité de recours est défini conformément à l'article 104.

Décision

**Art. 144** <sup>1</sup> Dans la mesure où elle admet le recours, l'autorité annule la décision attaquée et statue elle-même sur l'affaire; elle la renvoie au besoin à l'autorité de première instance, avec des instructions impératives.

<sup>2</sup> La décision sur recours contient un résumé des faits essentiels, les considérants en droit et le dispositif. Elle est communiquée aux parties et aux autorités inférieures intéressées. L'article 86 est réservé.

Dispositions  
complémentaires

**Art. 145** Pour le surplus, les dispositions du Titre deuxième s'appliquent à la procédure de recours.

## SECTION 2 : L'action de droit administratif

Définition

**Art. 146** L'action de droit administratif est ouverte en cas de contestations relatives à des prétentions de droit public qui ne peuvent faire l'objet d'une décision. Les prescriptions légales spéciales sont réservées.

Cas d'action

**Art. 147** L'action est ouverte<sup>2)</sup> dans les contestations relatives :

- a)<sup>38)</sup> aux prétentions découlant des rapports de service des magistrats, des employés de l'Etat et des autres agents publics;
- b) aux prétentions découlant des contrats de droit public ou de concessions;
- c) à des indemnités non contractuelles;
- d) au paiement de prestations pécuniaires octroyées, à la restitution de prestations pécuniaires payées et à la dévolution d'autres avantages pécuniaires de droit public acquis sans droit;
- e) à d'autres affaires, dans les cas prévus par la loi.

Qualité pour  
introduire action

**Art. 148** A qualité pour introduire action toute personne qui fait valoir une prétention juridique.

Procédure  
préalable

**Art. 149** <sup>1</sup> Avant d'introduire action, le demandeur annonce ses prétentions au défendeur ainsi que ses motifs; il lui accorde un délai suffisant pour se déterminer à leur sujet.

<sup>2</sup> Si le demandeur ouvre action sans avoir procédé conformément à l'alinéa 1, ou si le défendeur ne se détermine pas en temps utile, l'autorité pourra en tenir compte dans la fixation des frais.

Litispendance

**Art. 150** Le dépôt de la demande écrite auprès de l'instance de juridiction administrative détermine la litispendance. Celle-ci a en particulier pour effet d'interrompre la prescription.

Demande  
reconvention-  
nelle

**Art. 151**<sup>29)</sup> Le défendeur peut opposer une réclamation au demandeur. Les dispositions de procédure civile relatives à la demande reconventionnelle s'appliquent par analogie.

Valeur litigieuse

**Art. 152**<sup>29)</sup> La valeur litigieuse se détermine selon les dispositions de procédure civile.

Conciliation et  
transaction

**Art. 153** <sup>1</sup> L'autorité, voire la personne chargée de l'instruction, peut tenter la conciliation des parties ou leur soumettre une proposition de transaction.

<sup>2</sup> Les alinéas 2 et 3 de l'article 138 sont applicables par analogie.<sup>10)</sup>

Plaidoiries

**Art. 154** Si des débats sont ordonnés, l'autorité peut, après clôture, autoriser les parties à plaider. Exceptionnellement, elle peut leur permettre de répliquer et de dupliquer.

Juge unique

**Art. 155**<sup>44)</sup> <sup>1</sup> Le président de la Cour administrative ou de la Cour des assurances dirige la procédure préparatoire des débats principaux. Il est compétent comme juge unique, pour :

- a) rendre les décisions préjudicielles et incidentes au sens de l'article 119;
- b) liquider les procédures devenues sans objet par suite de retrait, de désistement ou pour une autre raison et statuer sur les frais et dépens y relatifs;
- c) ratifier un accord conclu entre les parties, ainsi que toute autre convention extrajudiciaire;
- d) statuer dans les cas où la valeur litigieuse n'atteint pas 15 000 francs.

<sup>2</sup> Si la valeur litigieuse ne peut être déterminée aisément ou si les circonstances de fait ou de droit le justifient, le président peut faire trancher le litige par l'ensemble de la Cour.

Pouvoir  
d'examen

**Art. 156** L'autorité apprécie la cause sous tous ses aspects, en fait, en droit et en opportunité.

Dispositions  
complémentaires

**Art. 157** <sup>1</sup> Les dispositions du Titre deuxième s'appliquent par analogie à l'action de droit administratif, ainsi que les articles 126 à 131, 135 à 137, 139, alinéa 1, 140, 141 et 143, alinéa 1.

<sup>2</sup> Pour le surplus, les dispositions de procédure civile sont applicables par analogie.<sup>29)</sup>

## CHAPITRE II : Instances ordinaires de la juridiction administrative

### SECTION 1 : Le juge administratif et la Cour administrative statuant sur recours de droit administratif

Compétence  
générale du juge  
administratif

**Art. 158** Sauf exceptions statuées par la loi, le juge administratif connaît des recours formés contre les décisions prises par :

- a) les organes des communes, des sections de commune et syndicats de communes, ainsi que des collectivités et établissements publics qui en dépendent;
- b) la Recette et Administration de district;
- c) les personnes et organismes privés chargés de l'accomplissement de tâches publiques relevant de l'un des organes visés aux lettres a et b.

Compétences  
d'attribution du  
juge administratif

**Art. 159** Le juge administratif connaît en outre des recours formés contre les décisions prises par d'autres autorités, commissions et instances lorsque la loi ou le décret le prévoit, ainsi en matière de circulation routière, d'expropriation, d'améliorations foncières, de construction et de contrôle laitier.

Compétence de  
la Cour  
administrative

**Art. 160**<sup>29)</sup> Sous réserve des articles 162 et 164, la Cour administrative connaît des recours formés contre les décisions prises par :

- a) le Gouvernement;
- b) les organes de l'administration cantonale;



- c) le juge administratif; sont réservées les compétences de la Cour constitutionnelle en matière d'élections et votes organisés dans les districts et les communes;
- d) la Commission cantonale des recours en matière d'impôts;
- e) les organes des Eglises reconnues ou de leurs paroisses compétents en matière d'impôts et autres contributions;
- f) les collectivités et établissements publics qui dépendent du Canton;
- g) les personnes et organismes privés chargés de l'accomplissement de tâches publiques relevant du Canton;
- h) d'autres autorités, commissions et instances, lorsque le droit intercantonal, la loi ou le décret le prévoit, par exemple en matière de registre du commerce et de registre foncier.

#### Art. 161<sup>31)</sup>

Irrecevabilité  
I. En général

**Art. 162<sup>29)</sup>** <sup>1</sup> Le recours devant le juge administratif et la Cour administrative n'est pas recevable contre les décisions revêtant un caractère politique prépondérant.

<sup>2</sup> En principe, revêtent un caractère politique prépondérant notamment :

- a) les décisions relatives à l'approbation d'actes législatifs et de tarifs;
- b) les décisions relatives à des plans, sauf s'il s'agit de plans d'affectation ou de décisions sur opposition à des expropriations, à des remembrements ou remaniements;
- c) les décisions sur l'octroi ou le refus d'un sursis ou la remise de contributions dues dans les cas présentant une importance particulière, notamment lorsque l'intérêt économique du Canton est en jeu;
- d) les décisions sur l'octroi ou le refus de subventions, de crédits, de garanties, d'indemnités et d'autres prestations pécuniaires de droit public auxquels la législation ne confère pas un droit;
- e) les décisions concernant la sûreté intérieure du Canton;
- f) en matière de défense nationale et de protection civile, les décisions qui ne sont pas de caractère pécuniaire;
- g) les décisions concernant la création initiale des rapports de service et les promotions dans la fonction publique, sauf si le recours invoque une discrimination à raison du sexe;
- h) en matière d'éducation, les décisions relatives aux plans d'études et aux branches d'enseignement, à la création et à la suppression d'écoles ou de classes;
- i) en matière de construction et d'entretien des routes, les décisions relatives à l'affectation et à la classification; pour le surplus, la lettre b est réservée;
- j) en matière de police locale, les décisions relatives à l'assistance mutuelle des communes;
- k) d'autres décisions dans les cas prévus par des dispositions spéciales.

**Art. 163**<sup>31)</sup>

II. Selon la  
nature des  
décisions<sup>29)</sup>

**Art. 164** Le recours de droit administratif n'est pas non plus recevable contre :

- a) les décisions prises à la suite d'une dénonciation (art. 118, lettre d);
- b) les décisions préjudicielles et autres décisions incidentes (art. 119), si le recours de droit administratif n'est pas ouvert contre la décision finale;
- c) les décisions sur la révocation ou la modification de décisions contre lesquelles le recours de droit administratif n'est pas ouvert, sauf les décisions sur la modification ou la révocation de décisions attributives d'avantages;
- d) ...<sup>31)</sup>
- e) les décisions définitives en vertu de la loi ou du décret.

Subsidiarité

**Art. 165** Pour le surplus, le recours de droit administratif n'est pas recevable lorsqu'est ouverte la voie :

- a) de l'opposition préalable; est réservé le cas de renonciation (art. 95, lettre i);
- b) d'un autre recours.

## **SECTION 2 : Le juge administratif et la Cour administrative statuant sur action de droit administratif**

L'action devant  
le juge  
administratif

**Art. 166** <sup>1</sup> Sous réserve de recours à la Cour administrative, le juge administratif connaît des actions de droit administratif dans les contestations opposant :

- a) les particuliers à une commune ou à une autre collectivité, établissement, personne et organisme visés à l'article 158, lettres a, b et c;
- b) les communes et autres collectivités, établissements, personnes et organismes visés à l'article 158, lettres a, b et c, entre eux;
- c) les communes et autres collectivités, établissements, personnes et organismes visés à l'article 158, lettres a, b et c, à une paroisse ou à un organisme qui en dépend.

<sup>2</sup> Il connaît également, sous réserve de recours à la Cour administrative, des actions en responsabilité qui relèvent du droit public cantonal lorsqu'elles sont sujettes au recours en matière civile au sens de l'article 72, alinéa 2, lettre b, de la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral<sup>42)</sup> <sup>40)</sup>

L'action devant  
la Cour  
administrative

**Art. 167** <sup>1</sup> La Cour administrative connaît des actions de droit administratif dans les contestations opposant :

- a) les particuliers au Canton, aux collectivités et établissements publics dépendant du Canton, ou à des personnes et organismes privés chargés de l'accomplissement de tâches publiques relevant du Canton;
- b) les collectivités, établissements, personnes et organismes visés à la lettre a, entre eux;
- c) les communes et autres collectivités, établissements, personnes et organismes visés à l'article 158, lettres a, b et c, au Canton et aux autres collectivités, établissements, personnes et organismes visés à la lettre a;
- d) les Eglises reconnues, les paroisses et organismes qui en dépendent, au Canton et aux autres collectivités, établissements, personnes et organismes visés à la lettre a.

<sup>2</sup> L'article 166, alinéa 2, est réservé.<sup>[40\)](#)</sup>

Subsidiarité

**Art. 168** L'action de droit administratif n'est pas recevable lorsqu'est ouverte la voie de l'opposition et celle du recours.

### SECTION 3 : Les litiges relatifs à la sécurité sociale

Cour des  
assurances<sup>[39\)](#)</sup>

**Art. 169** La Cour des assurances<sup>[39\)](#)</sup> connaît, sur recours ou sur action de droit administratif, des contestations relatives :

- a) à la sécurité sociale de droit cantonal et fédéral;
- b)<sup>[38\)](#)</sup> aux diverses pensions et allocations octroyées par la Caisse de pensions de la République et Canton du Jura et les autres institutions de prévoyance des agents publics;
- c) à d'autres affaires, dans les cas prévus par la loi.

Tribunaux  
arbitraux

**Art. 170** Sont réservées les compétences des Tribunaux arbitraux institués par la loi<sup>[13\)](#)</sup> portant introduction de la loi fédérale du 13 juin 1911 sur l'assurance en cas de maladie et d'accidents, et par la loi<sup>[14\)](#)</sup> portant introduction de la loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité.

Réserve

**Art. 171** Les prescriptions spéciales de procédure du droit fédéral sont réservées.

## CHAPITRE III : Instances spéciales de la juridiction administrative

### SECTION 1 : Gouvernement et autres instances spéciales

Recours au  
Gouvernement

**Art. 172** Les décisions qui ne sont pas sujettes à recours au juge administratif ou à la Cour administrative peuvent être attaquées par la voie du recours administratif auprès du Gouvernement.

Recours auprès  
d'instances  
spéciales

**Art. 173** <sup>1</sup> Sont réservées les attributions des autres instances qui, suivant prescriptions légales spéciales, statuent sur recours administratif.

<sup>2</sup> Sont également réservés les cas dans lesquels les parties peuvent, suivant prescriptions légales spéciales, déférer leurs litiges à une juridiction arbitrale.

<sup>3</sup> Les instances visées aux alinéas 1 et 2 se prononcent, sauf prescriptions légales contraires, à titre définitif.

### SECTION 2 : Commission cantonale des recours en matière d'impôts

Compétence

**Art. 174** La Commission cantonale des recours en matière d'impôts, ou son président comme juge unique, tranche, sur recours administratif, les litiges qui leur sont attribués par la loi sur les impôts directs de l'Etat et des communes<sup>[15](#)</sup> et par d'autres dispositions légales.

Organisation et  
procédure

**Art. 175** <sup>1</sup> L'organisation de la Commission est fixée par la loi sur les impôts directs de l'Etat et des communes et par le décret concernant la Commission cantonale des recours<sup>[16](#)</sup>.

<sup>2</sup> La procédure est également réglée par la loi et le décret précités et, subsidiairement, par les dispositions du présent Code.

Recours

**Art. 176** Sauf les cas où, suivant prescriptions légales spéciales, elle statue à titre définitif, la Commission se prononce sous réserve de recours à la Cour administrative.

## TITRE CINQUIEME : Juridiction constitutionnelle

### CHAPITRE PREMIER : Contrôle de la constitutionnalité des lois

Principe	<b>Art. 177</b> La Cour constitutionnelle contrôle, sur requête et avant mise en vigueur, la constitutionnalité des lois et leur conformité au droit fédéral.
Requérants	<b>Art. 178</b> Ont qualité pour former une requête : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le Gouvernement;</li> <li>b) un groupe parlementaire;</li> <li>c) dix députés;</li> <li>d) trois communes;</li> <li>e) <sup>27)</sup> une commune ou une autre collectivité de droit public, à la condition qu'elle invoque la violation de garanties qui lui sont reconnues par la Constitution cantonale ou la Constitution fédérale;</li> <li>f) <sup>28)</sup> toute personne qui est particulièrement atteinte par la loi attaquée et qui a un intérêt digne de protection à son annulation ou à sa modification.</li> </ul>
Délai	<b>Art. 179</b> La requête est déposée dans les quinze jours dès la publication de la loi au Journal officiel.
Publicité	<b>Art. 180</b> <sup>1</sup> La Cour avise aussitôt les présidents du Parlement et du Gouvernement des requêtes qui lui sont adressées.  <sup>2</sup> Elle en donne communication dans l'édition suivante du Journal officiel.
Incidence sur le référendum	<b>Art. 181</b> Lorsqu'un contrôle de constitutionnalité est requis, la loi ne peut être soumise, sur référendum, à un vote populaire, avant que la Cour n'ait rendu son arrêt.
Procédure	<b>Art. 182</b> <sup>1</sup> Au besoin, la Cour invite le requérant à préciser sa requête.  <sup>2</sup> Elle demande au Gouvernement de se déterminer par écrit sur l'inconstitutionnalité invoquée et au Bureau du Parlement de lui remettre le message gouvernemental de l'acte législatif attaqué, les procès-verbaux de la commission parlementaire dans la mesure où ils concernent le problème soulevé par la requête, ainsi que la transcription des débats relatifs à la norme contestée. <sup>2)</sup>  <sup>3</sup> Elle peut procéder à un débat. Les débats et délibérations sont publics.

<sup>4</sup> Les articles 126 à 128, 137 à 140 s'appliquent par analogie. Les dispositions du Titre deuxième s'appliquent également au besoin.

Procédure  
sommaire

**Art. 183** <sup>1</sup> Par un arrêt sommairement motivé, la Cour, réduite à trois juges, peut d'emblée écarter à l'unanimité une requête manifestement irrecevable, ou manifestement mal fondée.

<sup>2</sup> En ces cas, les articles 180, 181 et 182, alinéas 2 et 3, ne s'appliquent pas.

Jonction des  
requêtes

**Art. 184** Lorsqu'une loi fait l'objet de plusieurs requêtes, la Cour peut les examiner conjointement et statuer en un seul arrêt.

Pouvoir  
d'examen

**Art. 185** <sup>1</sup> La Cour examine si la loi attaquée est conforme :

- a) au droit fédéral;
- b) au droit international;
- c) à la Constitution cantonale;
- d) au droit intercantonal.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Elle est limitée dans son examen aux griefs invoqués par le requérant, sauf cas où la loi est manifestement contraire au droit fédéral ou inconstitutionnelle.

Arrêt

**Art. 186** <sup>1</sup> La Cour rend son arrêt motivé dans les soixante jours dès la réception de la requête.

<sup>2</sup> Elle le communique au requérant et aux présidents du Parlement et du Gouvernement.

<sup>3</sup> Le dispositif de l'arrêt est publié dans l'édition suivante du Journal officiel.

Loi conforme au  
droit fédéral et à  
la Constitution  
cantonale

**Art. 187** Lorsque la Cour la déclare conforme au droit fédéral et à la Constitution cantonale, la loi peut être mise en vigueur ou, si une demande de référendum a abouti, soumise au vote populaire.

Loi contraire

**Art. 188** <sup>1</sup> Lorsque la Cour la déclare contraire au droit fédéral ou à la Constitution cantonale, la loi est nulle et non avenue.

<sup>2</sup> Il en est de même lorsque seules certaines dispositions sont déclarées non conformes, si la Cour les juge inséparables de l'ensemble de la loi.

Loi partiellement  
contraire

**Art. 189** <sup>1</sup> Lorsque certaines dispositions sont déclarées non conformes, elles seules sont frappées de nullité, si la Cour les juge séparables de l'ensemble de la loi. Pour le reste, la procédure suit son cours conformément à l'article 187.

<sup>2</sup> Toutefois, le Gouvernement peut demander au Parlement ou celui-ci prendre l'initiative de procéder à une nouvelle lecture; la loi ne peut alors être mise en vigueur, ni, le cas échéant, soumise au vote populaire. Si une nouvelle lecture est décidée, la loi est considérée comme rapportée et la procédure législative est reprise en l'état. Dans le cas contraire, l'alinéa 1 s'applique.

## CHAPITRE II : Le contrôle de la validité des décrets et des autres actes législatifs

Principe

**Art. 190** La Cour constitutionnelle contrôle, sur requête et avant mise en vigueur, la validité :

- a) des décrets, arrêtés, ordonnances et règlements cantonaux;
- b) des règlements communaux et intercommunaux;
- c) des conventions de droit public;
- d) de toute autre prescription législative de rang inférieur à la loi.

Requête  
concernant les  
actes cantonaux

**Art. 191** Ont qualité pour former une requête concernant les actes cantonaux, les autorités et personnes désignées à l'article 178.

Requête  
concernant les  
actes  
communaux et  
intercommunaux

**Art. 192** Ont qualité pour former une requête concernant les actes communaux et intercommunaux :

- a) les organes délibératifs des communes, des sections de commune et syndicats de communes, ainsi que leurs organes exécutifs;
- b) les personnes désignées à l'article 178, lettre e.

Exclusion

**Art. 193** La requête ne peut être formée par l'auteur de l'acte soumis à un contrôle.

Délais

**Art. 194** <sup>1</sup> S'agissant des actes cantonaux, la requête est déposée dans les quinze jours dès leur publication au Journal officiel.

<sup>2</sup> S'agissant des autres actes, la requête est déposée dans les quinze jours dès leur publication selon la voie officielle prescrite.

<sup>3</sup> Si l'acte en cause est soumis à l'approbation d'une autorité supérieure, le délai ne court pas avant l'octroi de cette approbation.

Procédure

**Art. 195** Les articles 180 à 184 et 186 sont applicables par analogie.

Pouvoir d'examen

**Art. 196** <sup>1</sup> La Cour examine si l'acte qui lui est soumis est conforme au droit supérieur mentionné à l'article 185, alinéa 1, et aux actes législatifs cantonaux de rang supérieur.<sup>[27](#)</sup>

<sup>2</sup> Elle est limitée dans son examen aux griefs invoqués par le requérant, sauf cas où l'acte est manifestement contraire aux normes citées à l'alinéa 1.

Effets de l'arrêt

**Art. 197** <sup>1</sup> Lorsque la Cour constate la validité de l'acte attaqué, celui-ci peut être mis en vigueur ou, le cas échéant, soumis au vote populaire.

<sup>2</sup> Dans le cas contraire, l'acte attaqué est nul et non avenue. Pour le surplus, les articles 188, alinéa 2, et 189 s'appliquent par analogie.

### **CHAPITRE III : Litiges relatifs à l'autonomie des collectivités et établissements publics**

Recours

**Art. 198** <sup>1</sup> Peuvent recourir auprès de la Cour constitutionnelle contre les décisions définitives d'une autorité administrative ou d'une instance de la juridiction administrative qui violent leur autonomie :

- a) les communes, les sections de commune et syndicats de communes;
- b) les Eglises reconnues et leurs paroisses;
- c) les autres collectivités et établissements publics autonomes.

<sup>2</sup> Pour le même grief, les paroisses peuvent également recourir contre les décisions prises en dernière instance par les Eglises reconnues.

Délai

**Art. 199** Le recours est déposé dans les trente jours dès la notification de la décision attaquée.

Pouvoir d'examen

**Art. 200** <sup>1</sup> L'autonomie est appréciée dans les limites garanties par la Constitution et par la loi.

<sup>2</sup> L'article 71, alinéas 1 et 2, est réservé.



Procédure **Art. 201** Les articles 126 à 141, 143, alinéa 1, 144 et 145 s'appliquent par analogie.

#### CHAPITRE IV : Contentieux électoral

Compétence **Art. 202** La Cour constitutionnelle juge les litiges relatifs à l'exercice des droits politiques, à la validité des élections et votes cantonaux et, sur recours, à la validité des élections et votes organisés dans les districts et les communes, conformément à la législation sur les droits politiques.

Pouvoir d'examen **Art. 203** <sup>1</sup> La Cour examine si la décision rendue est conforme au droit fédéral, à la Constitution cantonale, à la loi sur les droits politiques<sup>17)</sup> et autres prescriptions y relatives.

<sup>2</sup> L'article 71, alinéas 1 et 2, est réservé.

Procédure **Art. 204** Sauf dispositions légales spéciales, la procédure relative au recours de droit administratif (art. 118 à 145) s'applique par analogie.

#### CHAPITRE V : Conflits de compétence

Dispositions réservées; compétences de la Cour **Art. 205** <sup>1</sup> Sous réserve des dispositions prévues à ce sujet par le présent Code (art. 30 à 38) et par d'autres lois, la Cour constitutionnelle tranche, sur requête, les conflits de compétence opposant :

- a) le Parlement et le Gouvernement;
- b) le Parlement et l'autorité judiciaire;
- c) le Gouvernement et l'autorité judiciaire;
- d) les autorités judiciaires civiles, pénales et administratives.

<sup>2</sup> L'article 84, lettre k, de la Constitution cantonale est réservé.

Echange de vues **Art. 206** Avant de saisir la Cour, les autorités en conflit procèdent à un échange de vues.

Arrêt **Art. 207** La Cour rend son arrêt motivé dans les trente jours dès la réception de la requête.

## TITRE SIXIEME : Revision et interprétation

### CHAPITRE PREMIER : Revision

Motifs	<p><b>Art. 208</b> <sup>1</sup> L'autorité administrative ou de juridiction administrative procède, d'office ou sur requête d'une partie, à la revision de sa décision passée en force, lorsqu'un crime ou un délit l'a influencée.</p> <p><sup>2</sup> Elle procède en outre à la revision, sur requête d'une partie, lorsque celle-ci :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) allègue des faits nouveaux importants ou produit de nouveaux moyens de preuve, ou</li> <li>b) prouve que l'autorité n'a pas tenu compte de faits importants établis par pièces, ou</li> <li>c) établit que l'autorité a violé les dispositions relatives à la récusation (art. 39 à 43) et au droit des parties d'être entendues (art. 73 à 82).</li> </ul> <p><sup>3</sup> Les motifs mentionnés à l'alinéa 2 n'ouvrent pas la revision lorsqu'ils auraient pu être invoqués dans la procédure précédant la décision ou par la voie du recours contre cette décision.</p>
Délais	<p><b>Art. 209</b> <sup>1</sup> La requête est adressée par écrit à l'autorité qui a pris la décision attaquée dans les nonante jours dès la découverte du motif de revision, mais au plus tard dans les dix ans dès la notification de la décision.</p> <p><sup>2</sup> Après dix ans, la revision ne peut être demandée qu'en vertu de l'article 208, alinéa 1.</p>
Requête	<p><b>Art. 210</b> La requête indique, avec preuves à l'appui, le motif de revision invoqué et si le délai utile est observé; elle contient en outre les conclusions prises pour le cas où une nouvelle décision interviendrait.</p>
Procédure	<p><b>Art. 211</b> <sup>1</sup> Les articles 126 à 129 s'appliquent par analogie.</p> <p><sup>2</sup> Pendant la procédure, l'autorité peut, en exigeant au besoin des sûretés, suspendre l'exécution de la décision attaquée et ordonner d'autres mesures provisionnelles.</p> <p><sup>3</sup> Par une décision sommairement motivée, l'autorité peut écarter d'emblée une demande manifestement irrecevable ou manifestement mal fondée.</p>

<sup>4</sup> Sinon, la requête est communiquée à la partie adverse qui est invitée à y répondre dans un délai suffisant et à produire son dossier. Un échange ultérieur d'écritures ou des débats n'ont lieu qu'exceptionnellement.

<sup>5</sup> Si la recevabilité de la requête dépend de la constatation de faits contestés, l'autorité ordonne la procédure probatoire nécessaire.

Décision

**Art. 212** <sup>1</sup> Lorsque l'autorité admet le motif de révision allégué, elle annule la décision et statue à nouveau.

<sup>2</sup> Elle se prononce en même temps sur la restitution des frais et dépens.

## CHAPITRE II : Interprétation et rectification

Interprétation

**Art. 213** <sup>1</sup> Sur requête d'une partie, l'autorité interprète sa décision, lorsqu'elle contient des obscurités ou des contradictions dans le dispositif ou entre le dispositif et les motifs.

<sup>2</sup> Un nouveau délai de recours commence à courir dès l'interprétation.

Rectification

**Art. 214** L'autorité peut rectifier en tout temps les erreurs de rédaction, fautes de calcul ou autres inadvertances qui n'ont pas d'influence sur le dispositif ni sur le contenu essentiel des considérants.

## TITRE SEPTIEME : Frais de procédure et dépens

### CHAPITRE PREMIER : Frais de procédure

Principe

**Art. 215** <sup>1</sup> La collectivité publique a droit au remboursement des frais de procédure qui lui sont occasionnés par l'instruction, le règlement ou le jugement des affaires administratives.

<sup>2</sup> Ces frais comprennent au sens de la loi sur les émoluments<sup>18)</sup> :

- a) un émolument administratif ou judiciaire;
- b) les débours;
- c) un émolument de chancellerie.

Calcul

**Art. 216** Le montant des frais de procédure est calculé dans les limites des tarifs édictés et conformément aux principes définis par la loi sur les émoluments et par les autres prescriptions y relatives.

Avances de frais  
et sûretés  
a) En général<sup>2)</sup>

**Art. 217**<sup>29)</sup> <sup>1</sup> L'autorité peut ordonner au requérant d'effectuer une avance de frais ou de fournir des sûretés, en lui impartissant un délai convenable pour s'exécuter et en l'avertissant qu'à défaut, elle n'entrera pas en matière.

<sup>2</sup> Sauf circonstances exceptionnelles, elle l'ordonne si le requérant n'a pas de domicile fixe, s'il est domicilié à l'étranger ou s'il est en demeure pour le paiement de frais de procédure antérieurs.

b) Devant les  
instances  
ordinaires de la  
juridiction  
administrative et  
la Cour  
constitutionnelle

**Art. 217a**<sup>19)</sup> <sup>1</sup> Le recourant ou le demandeur est tenu de fournir une avance de frais dans les affaires portées devant les instances ordinaires de la juridiction administrative et, en matière de contentieux électoral, devant la Cour constitutionnelle.<sup>41)</sup>

<sup>2</sup> D'autres parties peuvent également être tenues de fournir une avance destinée à couvrir les frais relatifs à l'administration des preuves qu'elles demandent.

<sup>3</sup> L'autorité peut renoncer à exiger l'avance de frais si des circonstances particulières le justifient.

<sup>4</sup> Si l'avance n'est pas effectuée dans le délai imparti, l'autorité n'entre pas en matière sur le recours ou l'action; elle peut renoncer à effectuer l'acte d'instruction pour lequel l'avance était demandée.

Frais dans les  
procédures  
administratives  
de première  
instance et  
d'opposition

**Art. 218** <sup>1</sup> Les frais de procédure sont supportés par celui qui requiert un acte administratif pour s'assurer un service ou un avantage, ou le provoque par son attitude.

<sup>2</sup> Des frais de procédure ne sont mis à la charge de l'opposant que s'il a violé des règles de procédure, ou si son opposition a un caractère téméraire ou abusif.

Frais dans  
les autres  
procédures

**Art. 219** <sup>1</sup> En cas de recours ou d'action de droit administratif, les frais de procédure sont mis, en règle générale, à charge de la partie qui succombe. L'article 223 est réservé.

<sup>2</sup> Lorsque la partie qui succombe pouvait de bonne foi se croire fondée à recourir, à interjeter action ou à prendre des conclusions dans une procédure, l'autorité peut, selon les circonstances, l'exempter du paiement des frais ou les réduire.

<sup>3</sup> Des frais de procédure ne peuvent être mis à charge de la partie qui obtient gain de cause que si elle les a occasionnés sans nécessité ou en violant des règles de procédure.

<sup>4</sup> Les alinéas 1 à 3 s'appliquent à la procédure de revision.

<sup>5</sup> Les procédures d'interprétation et de rectification sont gratuites.

#### Répartition et solidarité

**Art. 220** <sup>1</sup> Lorsque plusieurs personnes sont parties à la procédure, les frais sont en règle générale répartis entre celles qui succombent, compte tenu notamment de leur intérêt à la procédure et du sort fait à leurs conclusions. Cette règle s'applique également au cas où aucune des parties n'obtient entièrement satisfaction.

<sup>2</sup> Cette répartition s'opère après déduction des frais occasionnés par les collectivités et organismes exemptés conformément à l'article 223.

<sup>3</sup> En règle générale, les parties qui ont procédé conjointement en qualité de consorts répondent solidairement du paiement des frais mis à leur charge.<sup>2)</sup>

#### Réduction

**Art. 221** <sup>1</sup> Lorsqu'une procédure devient sans objet, par suite notamment de retrait ou de désistement, les émoluments ne sont perçus que partiellement; l'autorité peut exiger le remboursement de ses débours.

<sup>2</sup> La même règle peut être appliquée au cas où l'assujetti renonce après coup à la prestation obtenue.

#### Remise

**Art. 222** <sup>1</sup> Les frais de procédure peuvent, sur demande, être remis totalement ou partiellement lorsque :

- a) l'exigence de leur paiement serait d'une rigueur excessive;
- b) l'activité s'y rapportant concerne des collectivités publiques non exemptées par l'article 223, ainsi que des organismes d'utilité publique ou de bienfaisance.

<sup>2</sup> L'autorité peut, d'office ou sur demande, accorder une remise, dans la mesure où l'activité administrative ou le jugement est principalement destiné à satisfaire :

- a) un intérêt public;
- b) l'intérêt d'une personne ou d'un groupement de personnes qui n'a pas de but lucratif et qui organise une manifestation publique.<sup>[34\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Les dispositions spéciales sont réservées.<sup>[35\)](#)</sup>

#### Exemptions

**Art. 223** <sup>1</sup> L'autorité ne peut assujettir au paiement de frais de procédure la Confédération et le Canton, ni non plus les organismes publics qui en dépendent, à moins que des circonstances particulières ne le justifient. Cette règle s'applique également aux personnes privées chargées de tâches publiques de la Confédération et du Canton.

<sup>2</sup> L'alinéa 1 ne s'applique pas en cas d'action de droit administratif.

## CHAPITRE II : Dépens

#### Principe

**Art. 224** <sup>1</sup> La partie ayant obtenu entièrement ou partiellement gain de cause dans une procédure administrative a droit au remboursement des frais nécessaires qui lui ont été occasionnés.

<sup>2</sup> Ces dépens comprennent notamment :

- a) les frais de représentation et d'assistance;
- b) les indemnités de déplacement et de comparution.

#### Calcul

**Art. 225** Le montant des dépens est calculé dans les limites des tarifs édictés et des autres prescriptions y relatives.

#### Dépens dans les procédures administratives de première instance et d'opposition

**Art. 226<sup>[41\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Sous réserve de l'alinéa 2, il n'est pas alloué de dépens dans les procédures devant une autorité administrative statuant en première instance et sur opposition.

<sup>2</sup> Lorsqu'un litige oppose plusieurs parties, l'autorité statuant en première instance et sur opposition compense en principe les dépens. L'autorité applique l'article 227, alinéa 1, lorsque la partie qui succombe a agi sans nécessité ou en violant des règles de procédure.

Dépens dans  
les autres  
procédures

**Art. 227** <sup>1</sup> En cas de recours ou d'action de droit administratif, la partie qui succombe supporte ses dépens; elle est en outre condamnée, en règle générale, à payer ceux de la partie qui a obtenu gain de cause.

<sup>2</sup> Lorsque la partie qui succombe pouvait de bonne foi se croire fondée à recourir, à interjeter action ou à prendre des conclusions dans une procédure, l'autorité peut, selon les circonstances, compenser les dépens totalement ou partiellement.

<sup>2bis</sup> Elle jouit également de cette faculté dans les contestations entre époux, parents et alliés, ainsi que dans les contestations dérivant du droit des successions et du droit de la famille, en particulier du droit de la protection de l'enfant et de l'adulte. [30\)36\)](#)

<sup>2ter</sup> Sauf violation manifeste des règles de droit, il n'est pas alloué de dépens dans les affaires relevant du droit de la filiation et du droit de la protection de l'enfant et de l'adulte. [37\)](#)

<sup>3</sup> Les alinéas 1 à 2bis s'appliquent à la procédure de revision. [29\)](#)

<sup>4</sup> Il n'est pas alloué de dépens dans les procédures d'interprétation et de rectification.

Retrait

**Art. 228** L'autorité décide si et dans quelle mesure des dépens sont alloués, lorsqu'une procédure devient sans objet, par suite notamment de retrait ou de désistement.

Répartition et  
compensation

**Art. 229** Lorsque plusieurs personnes sont parties à la procédure, les dépens sont, en règle générale, répartis ou compensés entre celles qui succombent compte tenu notamment de leur intérêt à la procédure et du sort fait à leurs conclusions. Cette règle s'applique également au cas où aucune des parties n'obtient entièrement satisfaction. L'article 220, alinéa 3, est réservé.

Cas des  
collectivités  
publiques

**Art. 230** <sup>1</sup> Il n'est pas alloué de dépens aux collectivités et organismes publics, ni aux personnes privées chargées de tâches publiques qui ont obtenu gain de cause.

<sup>2</sup> Cette règle ne s'applique pas à l'action de droit administratif. Exception peut en outre lui être faite lorsque ces collectivités et ces organismes ont dû faire appel à des experts ou mandataires extérieurs et qu'il en est résulté des frais élevés ou que d'autres circonstances particulières le justifient, notamment la complexité en fait ou en droit de l'affaire, le fait que la partie adverse était assistée d'un mandataire professionnel ou lorsque l'équité l'exige.<sup>2)</sup>

### CHAPITRE III : Dispositions particulières

Cour des assurances<sup>39)</sup> et Cour constitutionnelle

**Art. 231** <sup>1</sup> Sous réserve du droit fédéral, la procédure devant la Cour des assurances<sup>39)</sup> est gratuite. La procédure est également gratuite devant la Cour constitutionnelle, sauf en matière de contentieux électoral.<sup>41)</sup>

<sup>2</sup> Des frais de procédure peuvent toutefois être mis à la charge de l'auteur d'un procès téméraire ou abusif.

Frais et dépens de la personne admise au bénéfice de l'assistance judiciaire

**Art. 232** <sup>1</sup> La partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire (art. 18) est libérée de l'obligation de faire des avances ou de fournir des sûretés. Les frais de procédure qui lui incombent sont avancés par la collectivité publique.

<sup>2</sup> S'il est accordé à cette partie l'assistance d'un avocat ou d'un autre mandataire autorisé, la rémunération de ces derniers est réglée conformément aux prescriptions spéciales du décret sur les honoraires d'avocat<sup>20)</sup>.

<sup>3</sup> Dans la mesure où les frais et dépens de la partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire sont mis à la charge de la partie adverse, les frais sont perçus par l'autorité et les dépens encaissés, sous réserve d'éventuel règlement interne avec son client, par le mandataire d'office.

<sup>4</sup> Dans la mesure où la partie adverse n'est pas condamnée aux frais et dépens de la partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire, celle-ci est tenue de les rembourser à la collectivité publique et au mandataire d'office si elle acquiert une fortune ou un revenu suffisant dans les dix ans dès la clôture de la procédure. Dans le dispositif, la partie admise au bénéfice de l'assistance judiciaire est, sous la réserve qui précède, condamnée aux frais de la collectivité publique, respectivement à ceux du mandataire d'office.

<sup>5</sup> Pour le surplus, les dispositions relatives au remboursement de l'assistance judiciaire en matière civile s'appliquent par analogie.<sup>43)</sup>



Frais et dépens  
de la partie  
adverse en cas  
d'assistance  
judiciaire

**Art. 233** L'octroi de l'assistance judiciaire ne change pas le sort des frais et dépens de la partie adverse, tel qu'il est réglé par les articles 215 et suivants.

Recours  
concernant les  
frais et dépens

**Art. 234** <sup>1</sup> Le dispositif de la décision ou du jugement indique le montant des frais de procédure et des dépens dus par les parties.

<sup>2</sup> Si seule cette partie de la décision ou du jugement est contestée, elle peut être attaquée séparément auprès de l'autorité de recours compétente sur le fond. La même voie s'applique aux décisions fixant les frais et dépens lorsqu'une procédure devient sans objet (art. 221 et 228).

Renvoi

**Art. 235** <sup>1</sup> Pour le surplus, les dispositions de la loi sur les émoluments et autres prescriptions y relatives sont applicables.

<sup>2</sup> Les dispositions de procédure civile sur les frais et dépens s'appliquent en outre par analogie.[29\)](#)

## TITRE HUITIEME : Dispositions transitoires et finales

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions transitoires

Dévolution  
administrative

**Art. 236** Les problèmes de la dévolution administrative sont réglés par l'"Accord-cadre régissant les accords provisoires fixant les conditions du transfert ou de l'utilisation des biens et les conditions d'utilisation de l'infrastructure actuellement commune", du 15 septembre 1978, et les accords particuliers qu'il prévoit, ainsi que par les dispositions suivantes.

Décisions  
entrées en force

**Art. 237** <sup>1</sup> Les autorités administratives et de juridiction administrative et constitutionnelle du canton du Jura reconnaissent les décisions et jugements rendus par les autorités du canton de Berne et entrés en force avant la date fixée à l'article 7 de l'ordonnance du Conseil fédéral sur la création du canton du Jura (droit transitoire), du 25 octobre 1978[21\)](#).

<sup>2</sup> Les procédures prévues aux articles 90, 91, 93, 108 à 112, 208 à 214 sont réservées. Les délais prescrits à l'article 209 sont computés à partir de la date à laquelle ils auraient commencé à courir selon le droit bernois.

**Art. 238** <sup>1</sup> Les actes postérieurs à la date indiquée à l'article 237, alinéa 1, dans les procédures administratives de première instance ou contentieuses transmises aux autorités jurassiennes conformément aux accords conclus à ce sujet avec le canton de Berne sont régis par le présent Code.

<sup>2</sup> Sauf circonstances particulières et sans préjudice des oppositions (réclamations) et recours ouverts par la procédure administrative jurassienne contre les décisions préjudicielles et incidentes, les actes accomplis par les autorités bernoises compétentes ou par des particuliers, conformément au droit bernois, sont réputés acquis dans les procédures visées à l'alinéa 1.

<sup>3</sup> Les actes de procédure émanant de particuliers accomplis par erreur auprès d'une autorité bernoise dans les trente jours après la date indiquée à l'article 237 sont reconnus de plein effet s'ils sont valables selon le droit bernois.

<sup>4</sup> Le présent Code s'applique lorsqu'il prévoit une possibilité d'opposition (réclamation) ou de recours ou un autre moyen de droit inconnus du droit bernois; les délais sont alors computés conformément à l'alinéa 5.

<sup>5</sup> Les délais institués par le présent Code s'appliquent aux procédures visées au présent article, sous réserve de délais plus longs prévus par le droit bernois. Ils sont computés à partir de la date à laquelle ils auraient commencé à courir selon le droit bernois.

<sup>6</sup> Pour les oppositions (réclamations) et recours dont le délai est échu avant la date indiquée à l'article 237, alinéa 1, la qualité pour agir et les motifs de recours se déterminent selon le droit bernois. Aux oppositions (réclamations) et recours qui doivent être déposés dans un délai commençant à courir avant le 1<sup>er</sup> janvier 1979 mais échéant après, les règles de la législation la plus favorable sur ces points s'appliquent.

<sup>7</sup> Les autorités jurassiennes compétentes poursuivent au besoin l'instruction et pourvoient au règlement des procédures administratives pendantes; elles appliquent le droit bernois dans la mesure où les oppositions (réclamations) ou recours invoquent la violation du droit de procédure bernois par les autorités bernoises.

<sup>8</sup> Les règles posées à l'alinéa 7 s'appliquent aux procédures concernant les oppositions (réclamations) ou recours formés contre des décisions ou jugements des autorités bernoises non en force à la date indiquée à l'alinéa 1, et déposés après cette date devant les autorités jurassiennes.

<sup>9</sup> Des avances, sûretés et frais ne peuvent être réclamés par les autorités jurassiennes que dans la mesure où ils se rapportent à des opérations pour lesquelles les autorités bernoises n'ont pas déjà reçu une couverture suffisante, dans la même procédure. Les répartitions de ces montants entre le canton du Jura et le canton de Berne s'opèrent conformément aux accords conclus entre eux à ce sujet.

Acheminement  
des dossiers

**Art. 239** <sup>1</sup> Les dossiers concernant les procédures administratives de première instance transmis par les autorités bernoises sont remis, sauf instructions contraires du chancelier, à la Chancellerie d'Etat qui les fait parvenir aux services compétents, selon le droit jurassien, avec indication de la date de réception.

<sup>2</sup> Les dossiers concernant des procédures administratives contentieuses sont remis, sauf instructions contraires du président de la Cour administrative, au greffe du Tribunal cantonal qui les fait parvenir aux instances compétentes, selon le droit jurassien, avec indication de la date de réception.

<sup>3</sup> Lorsque la correspondance entre autorités bernoises et autorités jurassiennes compétentes est douteuse, ou ne peut être établie, le Gouvernement, dans les affaires non contentieuses, statue sur proposition du chancelier ou du Service juridique. Dans les affaires contentieuses, il appartient à la Cour administrative de se prononcer. Pour le surplus, les alinéas 1 et 2 s'appliquent.

Recours devant  
le Gouvernement  
selon l'ancien  
droit

**Art. 239a**<sup>30)</sup> Les décisions suivantes prises selon l'ancien droit, pour lesquelles le recours de droit administratif était irrecevable, ne sont pas sujettes à recours devant le Gouvernement, mais uniquement devant le juge administratif ou la Cour administrative (art. 158 et suivants), quand bien même une disposition antérieure à la présente modification prévoit le contraire :

- a) article 162, lettres f (décisions sur le résultat d'examens) et g (décisions sur l'octroi ou le refus d'autorisations de construire ou de mettre en service des installations techniques ou des véhicules);
- b) article 163, lettre d in fine (en matière d'éducation, les décisions relatives à l'admission à l'école et à sa fréquentation);
- c) article 164, lettre d (mesures d'exécution – art. 111 –, sauf les litiges relatifs à l'obligation de payer les frais et au montant de ceux-ci).

## CHAPITRE II : Dispositions finales

Clause  
abrogatoire

**Art. 240** L'entrée en vigueur du présent Code abroge toutes dispositions contraires de la législation reçue dans la République et Canton du Jura.

Référendum

**Art. 241** Le présent Code est soumis au vote populaire.

Entrée en  
vigueur

**Art. 242** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>22)</sup> du présent Code.

Delémont, le 30 novembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

1) [RSJU 101](#)

2) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Les termes "juge administratif de district" ont été remplacés par ceux de "juge administratif" dans toute la présente loi

3) [RSJU 471.1](#)

4) [RSJU 271.1](#)

5) [RSJU 188.11](#)

6) [RS 220](#)

7) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 ([RSJU 172.111](#)). Il a été tenu compte de cette modification dans tout le présent Code.

8) Deuxième phase introduite par le ch. I de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

9) [RS 311.0](#)

10) Introduit par l'art. 4 de l'ordonnance du 25 juin 1996, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1996, et par l'art. 10 de la loi du 17 mai 2000 portant introduction à la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes ([RSJU 151.1](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2000

11) Abrogée par l'art. 31 de la loi du 21 octobre 1998 sur les marchés publics ([RSJU 174.1](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 1999

- 12) Nouvelle teneur selon l'art. 4 de l'ordonnance du 25 juin 1996, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1996, et selon l'art. 10 de la loi du 17 mai 2000 portant introduction à la loi fédérale sur l'égalité entre femmes et hommes ([RSJU 151.1](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2000
- 13) [RSJU 832.01](#)
- 14) [RSJU 831.20](#)
- 15) [RSJU 641.11](#)
- 16) [RSJU 641.611](#)
- 17) [RSJU 161.1](#)
- 18) [RSJU 176.11](#)
- 19) Introduit par le ch. I de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 20) [RSJU 188.61](#)
- 21) RO 1978 1580
- 22) 1<sup>er</sup> janvier 1979
- 23) Nouvelle teneur selon l'art. 44 de la loi du 3 septembre 2003 concernant la profession d'avocat ([RSJU 188.11](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 24) Abrogée par le ch. I de la loi du 3 septembre 2003, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 25) Nouvelle teneur selon le ch. VIII de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (RSJU 211.2), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 26) Nouvelle teneur selon le ch. IV de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 27) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 décembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007
- 28) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 20 décembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2007
- 29) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 mai 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- 30) Introduit par le ch. I de la loi du 27 mai 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- 31) Abrogé(e) par le ch. I de la loi du 27 mai 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- 32) Nouvelle teneur selon l'art. 74a, chiffre 5, de la loi d'organisation judiciaire (RSJU 181.1), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 33) [RSJU 181.1](#)
- 34) Nouvelle teneur selon le ch. III de la loi du 24 mars 2010 modifiant des actes législatifs liés à la révision de la législation sur les émoluments, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 35) Introduit par le ch. III de la loi du 24 mars 2010 modifiant des actes législatifs liés à la révision de la législation sur les émoluments, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 36) Nouvelle teneur selon le ch. V de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 37) Introduit par le ch. V de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 38) Nouvelle teneur selon le ch. IX de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 39) Nouvelle dénomination selon l'article 75, alinéa 2, de la loi d'organisation judiciaire, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 181.1](#))
- 40) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016
- 41) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016
- 42) [RS 173.110](#)

- <sup>43)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 29 janvier 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- <sup>44)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 11 octobre 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024

## Décret fixant les émoluments judiciaires

du 24 mars 2010

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi du 9 novembre 1978 sur les émoluments<sup>1)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> Le présent décret fixe les émoluments perçus et certaines indemnités versées par les autorités judiciaires ou arbitrales en matière civile, pénale et administrative, ainsi que par la Commission cantonale des recours en matière d'impôts (dénommées ci-après : "les autorités judiciaires").

<sup>2</sup> Les dispositions du droit fédéral et intercantonal, ainsi que les dispositions de procédure relatives aux frais, sont réservées.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans le présent décret pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Principes de la  
perception

**Art. 3** <sup>1</sup> Les autorités judiciaires perçoivent les émoluments fixés par le présent décret.

<sup>2</sup> Elles perçoivent, en plus, leurs débours qui doivent figurer dans leurs actes et états de frais.

<sup>3</sup> Leur secrétariat tient les états de frais.

<sup>4</sup> Pour le surplus, la procédure de perception est régie par une ordonnance du Gouvernement.

Mode de  
calcul

**Art. 4** <sup>1</sup> Dans les cas où l'émolument comprend un minimum et un maximum, l'autorité judiciaire fixe le montant conformément aux articles 10 à 12 de la loi sur les émoluments<sup>1)</sup>.

<sup>2</sup> En particulier, elle tient compte du temps et du travail requis, de l'importance de l'affaire, notamment de sa valeur litigieuse, de l'intérêt que présente l'opération pour le redevable ainsi que de la façon de procéder et de la capacité financière de celui-ci.

Majoration

**Art. 5** <sup>1</sup> L'autorité peut majorer jusqu'à la moitié le montant des émoluments prévus par le présent décret pour les affaires nécessitant un travail d'une importance particulière, notamment lorsqu'elles prennent beaucoup de temps ou sont complexes, ainsi que dans les cas où l'intéressé viole des règles de procédure ou agit de manière téméraire ou abusive.

<sup>2</sup> Elle peut le majorer jusqu'au double dans les cas exceptionnels.

Réduction

**Art. 6** <sup>1</sup> L'autorité peut réduire jusqu'à la moitié le montant des émoluments prévus par le présent décret lorsque la procédure :

- a) se termine sans jugement, par transaction, par désistement, par acquiescement, par retrait du recours ou d'une autre manière; ou
- b) s'est révélée brève et simple et n'a occasionné que de faibles frais.

<sup>2</sup> Dans des cas exceptionnels au sens de l'alinéa 1, lettre b, elle peut le réduire davantage ou ne pas en percevoir.

<sup>3</sup> Les dispositions spéciales de procédure sont réservées.

Extraits et expéditions

**Art. 7** Pour des extraits, expéditions et autres actes semblables, l'émolument est de 4 à 10 points par page.

Renseignements

**Art. 8** Pour les demandes de renseignements et la communication du dossier à des tiers, en particulier aux sociétés d'assurances, l'émolument est de 20 à 100 points.

Renvoi

**Art. 9** Les dispositions du décret fixant les émoluments de l'administration cantonale<sup>4)</sup> s'appliquent pour le surplus, en particulier les chapitres premier et V.



## CHAPITRE II : Juridiction administrative et constitutionnelle

### SECTION 1 : Juge administratif

Première  
instance

**Art. 10** Le juge administratif perçoit l'émolument suivant pour les décisions rendues en première instance :

- a) en général : de 30 à 1 500 points;
- b) pour les décisions incidentes et préjudicielles : de 30 à 500 points;
- c) pour statuer sur une demande d'assistance judiciaire : de 50 à 500 points;
- d) pour les décisions relatives au genre et au montant de l'indemnité d'expropriation, aux demandes ultérieures d'indemnité, aux montants de l'indemnité en cas de renonciation à l'expropriation, au droit à la rétrocession et aux demandes qui en découlent, ainsi qu'aux indemnités en raison du ban d'expropriation :

pour une valeur litigieuse allant :

de 50 à 5 000 francs :	de 15 à 300 points;
de 5 001 à 30 000 francs :	de 150 à 2 000 points;
de 30 001 à 500 000 francs :	de 1 000 à 4 500 points;
de 500 001 à 1 000 000 francs :	de 3 000 à 15 000 points;
de 1 000 001 francs et plus :	de 10 000 à 30 000 points;

- e) en matière d'expropriation, pour les autres décisions et les audiences de conciliation : de 150 à 800 points.

Recours et  
révision

**Art. 11** Le juge administratif perçoit un émolument de 50 à 2 000 points pour les décisions rendues sur recours et révision.

Action de droit  
administratif

**Art. 12** Pour les décisions rendues sur action de droit administratif, le juge administratif perçoit un émolument en fonction de la valeur litigieuse, conformément au barème de l'article 10, lettre d.

### SECTION 2 : Cour administrative

Cour  
administrative  
a) En général

**Art. 13** La Cour administrative perçoit un émolument de 100 à 6 000 points pour les décisions rendues sur recours.

b) En  
particulier

**Art. 14** <sup>1</sup> Lorsque la Cour administrative statue sur une action de droit administratif ou sur un recours dirigé contre une décision de première instance rendue dans le cadre d'une action de droit administratif, ainsi qu'en matière d'expropriation, elle perçoit un émolument en fonction de la valeur litigieuse, conformément au barème de l'article 10, lettre d.<sup>6)</sup>

<sup>2</sup> En matière de marchés publics (y compris les décisions incidentes et préjudicielles rendues par le juge unique), la Cour administrative perçoit un émolument selon le barème prévu à l'article 19, alinéa 1.<sup>6)</sup>

<sup>3</sup> Elle perçoit un émolument de 50 à 1 000 points dans les affaires traitées :

- a) par le juge unique;
- b) sur recours pour déni de justice;
- c) sur requête en révision;
- d) à titre incident ou préjudiciel.

<sup>4</sup> Elle perçoit un émolument de 50 à 500 points pour les décisions en matière de protection de l'enfant et de l'adulte, de bourses et d'assistance judiciaire gratuite.<sup>5)</sup>

Cour des  
assurances

**Art. 15** <sup>1</sup> La procédure devant la Cour des assurances est en principe gratuite. Le droit fédéral est réservé.<sup>6)</sup>

<sup>2</sup> Un émolument de 50 à 800 points et les débours peuvent être mis à la charge de la partie qui agit de manière téméraire ou qui témoigne de légèreté.

Cour  
constitution-  
nelle

**Art. 16** <sup>1</sup> La procédure devant la Cour constitutionnelle est en principe gratuite.

<sup>2</sup> En matière de droits politiques, la Cour constitutionnelle perçoit un émolument de 100 à 2 000 points.

<sup>3</sup> Au surplus, l'article 15, alinéa 2, s'applique.

### **SECTION 3 : Commission cantonale des recours en matière d'impôts**

**Art. 17** <sup>1</sup> La Commission cantonale des recours en matière d'impôts perçoit un émolument de 100 à 4 000 points par décision qu'elle rend.

<sup>2</sup> L'article 14, alinéas 3 et 4, s'applique par analogie.

#### **SECTION 4 : Tribunaux arbitraux en matière d'assurance-accidents et d'assurance-maladie**

**Art. 18** Les tribunaux arbitraux en matière d'assurance-accidents et d'assurance-maladie perçoivent un émolument de 50 à 2'000 points par décision qu'ils rendent.

#### **CHAPITRE III : Juridiction civile**

Première instance

**Art. 19<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> Si l'affaire a une valeur litigieuse, le juge civil perçoit un émolument selon le barème suivant :

a) Cas avec valeur litigieuse	– jusqu'à	3 000 francs	: de	160	à	1 000 points;
	– de	3 001 à 10 000 francs	: de	600	à	5 000 points;
	– de	10'001 à 30 000 francs	: de	1 400	à	14 000 points;
	– de	30 001 à 50 000 francs	: de	3 000	à	20 000 points;
	– de	50 001 à 100 000 francs	: de	4 000	à	30 000 points;
	– de	100 001 à 500 000 francs	: de	5 000	à	50 000 points;
	– de	500 001 à 1 000 000 francs	: de	10 000	à	80 000 points;
	– de	1 000 001 francs et plus	: de	15 000	à	150 000 points.

<sup>2</sup> Le Tribunal des baux à loyer et à ferme perçoit un émolument selon le barème suivant, en fonction de la valeur litigieuse :

– jusqu'à	3 000 francs	: de	160	à	440 points;
– de	3 001 à 10 000 francs	: de	220	à	2 200 points;
– de	10 001 à 20 000 francs	: de	1 100	à	4 400 points;
– de	20 001 francs et plus	: de	2 200	à	11 000 points.

<sup>3</sup> Lorsqu'il prélève un émolument, le Conseil de prud'hommes le perçoit selon le barème suivant, en fonction de la valeur litigieuse :

– de	30 001 à 50 000 francs	: de	1 500	à	10 000 points;
– de	50 001 à 100 000 francs	: de	2 000	à	15 000 points;
– de	100 001 à 500 000 francs	: de	2 500	à	25 000 points;
– de	500 001 à 1 000 000 francs	: de	5 000	à	40 000 points;
– de	1 000 001 francs et plus	: de	7 500	à	75 000 points.

<sup>4</sup> Lorsque l'affaire est portée devant la Cour civile en tant qu'instance cantonale unique, les émoluments prévus à l'alinéa 1 sont applicables à raison de 150 %.

<sup>5</sup> La valeur litigieuse se détermine conformément aux règles applicables en procédure civile. En matière de baux à loyer et à ferme, les loyers et autres prestations périodiques sont cumulés sur une période de 5 ans.

b) Cas sans  
valeur  
litigieuse

**Art. 20<sup>6)</sup>** Lorsque la valeur litigieuse n'est pas susceptible d'évaluation, l'autorité de première instance perçoit l'émolument suivant :

- a) juge civil : de 300 à 6 000 points;
- b) Tribunal des baux à loyer et à ferme et Conseil de prud'hommes : de 120 à 2 200 points;
- c) Cour civile : de 1 500 à 36 000 points.

c) Cas  
particuliers

**Art. 21<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> L'autorité de première instance perçoit en matière civile l'émolument suivant :

- a) pour une décision en procédure sommaire : de 200 à 4 000 points;
- b) pour une procédure de conciliation : de 200 à 1 000 points;
- c) pour une décision en matière d'assistance judiciaire, si la personne a agi de mauvaise foi ou de manière téméraire : de 50 à 500 points;
- d) pour une décision de récusation, de relevé du défaut, sur prise à partie et sur requête en révision, par requérant : de 100 à 1 200 points;
- e) pour les ordonnances et mesures prises sur simple requête, permis de défense et ordonnances en procédure d'exécution : de 50 à 1 500 points;
- f) pour traiter les demandes d'entraide judiciaire : de 30 à 200 points;
- g) pour la réception, la conservation et la restitution de dépôts : de 15 à 150 points.

<sup>2</sup> Lorsque l'affaire est portée devant la Cour civile en tant qu'instance cantonale unique, les émoluments prévus à l'alinéa 1 sont applicables à raison de 150 %.

Sur appel ou  
recours

**Art. 22<sup>6)</sup>** Sur appel ou recours en matière civile, l'autorité perçoit un émolument allant 30 % à 150 % du barème applicable en première instance.

En matière  
d'arbitrage

**Art. 23** L'autorité perçoit, de la partie requérante ou recourante, un émolument de 100 à 5 000 points pour traiter les affaires en procédure d'arbitrage.

## CHAPITRE IV : Juridiction pénale

Débats et  
jugement  
au fond

**Art. 24** Pour débattre et juger au fond, l'émolument est le suivant dans les affaires pénales :

- a) de la compétence d'un magistrat : de 150 à 3 000 points;
- b) de la compétence d'un tribunal collégial : de 300 à 15 000 points;
- c) sur recours : de 150 à 6 000 points.

Procédures  
particulières

**Art. 25** <sup>1</sup> Dans les procédures suivantes :

- a) ordonnance pénale ou de condamnation;
- b) procédure orale, jugement immédiat ou procédure simplifiée;
- c) décision incidente ou préjudicielle;
- d) décision relative à une demande de relevé du défaut;
- e) procédure de révocation de sursis;
- f) décision ne relevant pas d'une autre disposition du présent chapitre;

l'émolument est le suivant dans les affaires de la compétence :

- d'un magistrat : de 20 à 500 points;
- d'un tribunal collégial : de 50 à 1 200 points.

<sup>2</sup> En première instance, il n'est perçu aucun émolument pour le prononcé des peines privatives de liberté de substitution pour des amendes ou des peines pécuniaires prononcées par une autorité administrative (art. 36, al. 2, et 106, al. 5, CP).

<sup>3</sup> Sur demande en révision, l'article 24, alinéa 1, lettre c, s'applique; en cas de renvoi pour nouveau jugement, les lettres a et b de cette disposition s'appliquent.

Instruction

**Art. 26** Pour la conduite d'une instruction, l'émolument est de 250 à 6 000 points.

Procédures  
concernant  
des mineurs

**Art. 27<sup>2)</sup>** <sup>1</sup> Dans les procédures pénales dirigées contre des personnes mineures, un émolument de 20 à 500 points peut être prélevé :

- a) pour l'activité du Tribunal ou du juge des mineurs en procédure d'instruction et des débats;
- b) pour les décisions du juge des mineurs dans le cadre de l'exécution des jugements;
- c) pour les décisions sur recours.

<sup>2</sup> La législation relative à la justice pénale des mineurs est réservée.

Pluralité de  
prévenus

**Art. 28** En cas de pluralité de prévenus, les émoluments du présent décret sont comptés par prévenu si les circonstances le justifient. En outre, l'article 5 est réservé.

Frais de  
détention  
préventive

**Art. 29** Le Gouvernement fixe, sous réserve du droit intercantonal, les frais de la détention préventive.

## **CHAPITRE V : Indemnités de témoin et de traducteur et honoraires d'expert**

Témoin

**Art. 30** <sup>1</sup> Le témoin reçoit une indemnité fixée selon les principes suivants :

a) Indemnité de comparution :

- 12 à 25 points si le témoin n'a pas été retenu en tout plus d'un demi-jour;
- 25 à 40 points s'il a été retenu plus longtemps.

Les enfants de moins de quinze ans n'ont droit qu'au minimum des indemnités.

b) Perte de gain : 270 points par jour au maximum; dans les cas exceptionnels, ce montant peut être majoré jusqu'à 1 000 points.

c) Indemnité de déplacement et de subsistance :

- remboursement des frais en cas d'utilisation d'un moyen de transport public (chemin de fer : 2<sup>ème</sup> classe);
- l'indemnité kilométrique est celle fixée par l'ordonnance concernant le remboursement des dépenses du personnel de l'Etat<sup>8)</sup>, lorsqu'aucun moyen de transport public ne peut être utilisé ou lorsque les horaires sont défavorables; l'indemnité est calculée pour le trajet le plus court;<sup>7)</sup>
- indemnité pour un repas principal : 25 à 30 points;
- indemnité pour la nuitée, petit déjeuner compris : 50 à 200 points;
- si, pour cause de maladie, d'infirmité, de vieillesse ou d'autres circonstances, le témoin a dû faire usage d'un moyen de transport particulier, les dépenses nécessaires de ce chef lui sont remboursées.

<sup>2</sup> La personne qui accompagne un enfant, un malade, un témoin âgé ou infirme, touche la même indemnité qu'un témoin.

<sup>3</sup> Le tuteur ou le curateur cité d'un prévenu indigent peut recevoir la même indemnité qu'un témoin.<sup>5)</sup>

<sup>4</sup> Pour les auditions faites par une autorité judiciaire hors du Canton, le présent tarif peut être appliqué par analogie, à moins que le témoin ne réclame l'application du tarif en vigueur à l'endroit de l'audition; en ce cas, ce dernier tarif s'applique.

Expert

**Art. 31** <sup>1</sup> Les honoraires d'experts sont fixés en tenant compte du temps utilisé et des difficultés du travail. L'autorité s'inspire dans la mesure du possible des tarifs applicables dans le domaine d'activité de l'expert.

<sup>2</sup> Ces honoraires comprennent également l'indemnité due pour un rapport écrit.

<sup>3</sup> L'expert a droit, en plus, aux mêmes indemnités de déplacement et de subsistance que le témoin.

Traducteur

**Art. 32** <sup>1</sup> Le traducteur reçoit, pro rata temporis, une indemnité allant de 50 à 300 points par demi-journée d'activité ainsi que les indemnités au sens de l'article 30, alinéa 1, lettre c. L'indemnité peut être majorée d'un quart dans des circonstances exceptionnelles.

<sup>2</sup> Pour une traduction écrite, il reçoit en plus une indemnité de 8 points par page.

Agent public

**Art. 33** L'agent public cité en qualité de témoin, d'expert ou de traducteur a droit aux indemnités au sens de l'article 30, alinéa 1, lettre c.

## CHAPITRE VI : Dispositions transitoire et finales

Droit  
transitoire

**Art. 34** Les dispositions du présent décret sont applicables aux affaires en cours au moment de leur entrée en vigueur.

Abrogation

**Art. 35** Sont abrogés :

- a) le décret du 4 décembre 1986 fixant les émoluments judiciaires en matière de juridiction civile et d'arbitrage;
- b) le décret du 4 décembre 1986 fixant les émoluments en matière de juridiction administrative et constitutionnelle;

- c) le décret du 4 décembre 1986 fixant les émoluments et autres indemnités en matière de juridiction pénale;
- d) le décret du 6 décembre 1978 fixant les émoluments de la Commission cantonale des recours en matière d'impôts.

Entrée en  
vigueur

**Art. 36** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>3)</sup> du présent décret.

Delémont, le 24 mars 2010

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Juillard  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

1) [RSJU 176.11](#)

2) Nouvelle teneur selon l'article 29 de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 relative à la justice pénale des mineurs (LPJM) ([RSJU 182.51](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011

3) 1<sup>er</sup> janvier 2011

4) [RSJU 176.21](#)

5) Nouvelle teneur selon le ch. VII de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013

6) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016

7) Nouvelle teneur selon le ch. I du décret du 11 octobre 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024

8) [RSJU 173.461](#)



## Loi d'organisation judiciaire (LOJ)<sup>[27\)](#)</sup>

du 23 février 2000

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 101 à 107 de la Constitution cantonale<sup>[1\)](#)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

**Objet** **Article premier** La présente loi règle l'organisation, l'administration et la surveillance des autorités judiciaires.

**Champ d'application** **Art. 2** <sup>1</sup> La présente loi s'applique au Tribunal cantonal, au Tribunal de première instance et au Ministère public.<sup>[8\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Elle s'applique au Conseil de prud'hommes, au Tribunal des baux à loyer et à ferme et au Tribunal des mineurs, pour autant que la législation spéciale n'y déroge pas.

**Terminologie** **Art. 3** Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### CHAPITRE II : Organisation du pouvoir judiciaire

**Autorités judiciaires** **Art. 4** La justice en matière constitutionnelle, administrative, civile et pénale est rendue par :

- a) le Tribunal cantonal;
- b) le Tribunal de première instance;
- c) ...<sup>[9\)](#)</sup>
- d) le Ministère public;
- e) le Tribunal des mineurs.

**Fonctions judiciaires** **Art. 5**<sup>[9\)](#)</sup>

## Effectifs

**Art. 6<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Le Parlement fixe, par voie d'arrêté, dans les limites de la présente loi, les effectifs des juges et des procureurs attribués aux autorités judiciaires.

Eligibilité et  
élection

## a) Eligibilité

**Art. 7<sup>7)20)</sup>** <sup>1</sup> Est éligible en qualité de juge et de procureur toute personne :

- a) qui a l'exercice des droits civils; la personne étrangère doit en outre avoir l'exercice des droits politiques en matière cantonale;
- b) qui est titulaire d'un brevet d'avocat délivré par un canton suisse ou du brevet de notaire de la République et Canton du Jura;
- c) qui ne fait pas l'objet d'une condamnation pénale pour des faits incompatibles avec cette fonction, à moins que cette condamnation ne figure plus sur l'extrait privé du casier judiciaire;
- d) et qui ne fait pas l'objet d'un acte de défaut de biens.

<sup>2</sup> Les juges permanents et les procureurs sont en principe tenus d'élire domicile dans le canton. Le Conseil de surveillance de la magistrature peut autoriser des dérogations pour de justes motifs.

b) Election; âge  
limite; période de  
fonction

**Art. 8<sup>7)</sup>** <sup>1</sup> Les juges, le procureur général et les procureurs sont élus par le Parlement pour la durée de la législature. Ils sont rééligibles.<sup>24)</sup>

<sup>2</sup> Les juges suppléants et extraordinaires, ainsi que les procureurs extraordinaires, ne peuvent exercer leur fonction au-delà du mois au cours duquel ils atteignent l'âge de 70 ans.<sup>20)30)</sup>

<sup>3</sup> La période de fonction débute le premier janvier de l'année qui suit l'élection et se termine le 31 décembre de la dernière année de la législature.

<sup>4</sup> Les postes vacants sont repourvus pour le reste de la période.

c) Procédure  
d'élection

**Art. 8a<sup>21)</sup>** <sup>1</sup> Le Conseil de surveillance de la magistrature prépare et préavise l'élection des magistrats de l'ordre judiciaire.

<sup>2</sup> En prévision d'une élection par le Parlement, le Conseil de surveillance de la magistrature publie un avis dans le Journal officiel au moins trois mois avant la date fixée pour celle-ci. L'avis indique que les actes de candidature doivent être déposés dans un délai de trois semaines auprès du Conseil de surveillance de la magistrature. Celui-ci en transmet copie au Secrétariat du Parlement.

<sup>3</sup> Après examen des candidatures, le Conseil de surveillance de la magistrature adresse son préavis au Parlement selon les modalités suivantes :

- a) le préavis est rendu par écrit dans un rapport accessible au public;
- b) il indique les candidats éligibles, présentés dans un bref curriculum vitae;
- c) parmi ceux-ci, il précise le nom du candidat ou des candidats dont il préavise favorablement l'élection;
- d) lorsqu'il préavise favorablement plus d'un candidat par poste à pourvoir, il mentionne un ordre de préférence;
- e) le rapport indique, de manière brève et objective, les motifs qui ont conduit au préavis favorable, respectivement à l'ordre de préférence;
- f) le rapport doit être transmis au Parlement au moins trente jours avant la date de l'élection.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Lors de l'examen des candidatures, le Conseil de surveillance de la magistrature tient compte de la formation, de l'expérience professionnelle et des qualités personnelles des candidats.

<sup>5</sup> En principe, le Conseil de surveillance de la magistrature auditionne les candidats qui remplissent les conditions d'éligibilité.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>6</sup> Lorsqu'aucun candidat n'offre les qualités attendues, le Conseil de surveillance de la magistrature peut, avec l'aval du Bureau du Parlement, recommencer la procédure d'élection.<sup>[29\)](#)</sup>

<sup>7</sup> Pour le surplus, le Conseil de surveillance de la magistrature fixe la procédure d'examen des candidatures par voie de règlement.<sup>[29\)](#)</sup>

d) Procédure de réélection

**Art. 8b<sup>[21\)](#)[28\)](#)</sup>** <sup>1</sup> En prévision des élections pour une nouvelle législature, le Conseil de surveillance de la magistrature invite, au moins huit mois avant la date de l'élection, les juges, le procureur général et les procureurs en fonction à lui communiquer s'ils sollicitent leur réélection.

<sup>2</sup> Si le Conseil de surveillance de la magistrature envisage de ne pas proposer la réélection d'un juge, du procureur général ou d'un procureur, il en informe l'intéressé, au moins six mois avant la date de l'élection, avec indication des motifs, et l'entend personnellement. S'il maintient sa position, il adresse un préavis motivé à l'intéressé en lui impartissant un délai pour se prononcer quant au maintien de sa demande de réélection.

<sup>3</sup> Au moins trois mois avant la date de l'élection, le Conseil de surveillance de la magistrature publie un avis dans le Journal officiel mentionnant que lors de sa séance constitutive, le Parlement procédera à la réélection des membres des autorités judiciaires. L'avis contient les noms des magistrats candidats à leur réélection, ainsi que les noms de ceux dont la réélection est préavisée favorablement. Il indique que d'autres candidatures peuvent être déposées dans un délai de trois semaines. Lorsqu'un poste est vacant ou que la réélection du titulaire à celui-ci n'est pas préavisée favorablement, le candidat précise si sa candidature porte ou non sur ce poste en particulier.

<sup>4</sup> Lorsqu'un titulaire maintient sa candidature malgré le fait que le Conseil de surveillance de la magistrature préavise celle-ci négativement et qu'il n'y a pas plus de candidats que de postes à repourvoir, celui-ci doit atteindre la majorité absolue des voix exprimées par les députés participant à l'élection pour être réélu.

<sup>5</sup> Dans tous les cas, les nouvelles candidatures sont traitées conformément à l'article 8a.

<sup>6</sup> Le membre du Conseil de surveillance de la magistrature concerné doit se récuser lors du vote portant sur sa réélection. Il n'est pas remplacé et le Conseil de surveillance de la magistrature siège à cinq membres.

c) Vacance pendant la période de fonction

**Art. 9** En cas de vacance pendant la période de fonction, le Parlement procède à une élection complémentaire.

Exercice de la fonction  
a) Taux d'occupation des magistrats

**Art. 10<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Les juges permanents et les procureurs exercent leur fonction à plein temps ou à temps partiel.

<sup>2</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, l'exercice de la fonction à temps partiel.

b) Devoirs généraux

**Art. 11** <sup>1</sup> Le juge est indépendant et impartial.

<sup>2</sup> Il agit avec célérité.

<sup>3</sup> Il lui est interdit de conférer avec les parties sur l'objet du procès. Il peut cependant informer les parties de leurs droits et devoirs dans la procédure.

<sup>4</sup> Au besoin, il accomplit les devoirs de sa charge au-delà de l'horaire ordinaire de travail.

<sup>5</sup> Il tient à jour et perfectionne sa connaissance du droit.

#### **Art. 11a**<sup>25)</sup>

c) Activités  
incompatibles

**Art. 12** <sup>1</sup> Sont incompatibles avec la fonction judiciaire les activités qui entravent l'accomplissement normal de la charge, risquent de mettre en cause l'indépendance ou de nuire à la confiance du public dans l'impartialité de la justice.

<sup>2</sup> Les fonctions de juge et de procureur, à l'exception de celles de président du Tribunal des mineurs, de juge extraordinaire et de procureur extraordinaire, sont incompatibles avec l'exercice du barreau.<sup>7)</sup>

<sup>3</sup> Le Gouvernement statue sur les cas d'incompatibilité.

<sup>4</sup> La loi d'incompatibilité<sup>2)</sup> demeure réservée.

Promesse  
solennelle

**Art. 13**<sup>8)</sup> <sup>1</sup> Avant leur entrée en fonction, les juges et les procureurs font la promesse solennelle devant le Parlement. Ils ne la renouvellent pas s'ils changent de fonction dans le domaine judiciaire ni en cas de réélection.<sup>30)</sup>

<sup>2</sup> Les juges et les procureurs extraordinaires font la promesse solennelle devant le président du Tribunal cantonal.

### **CHAPITRE III : Tribunal cantonal**

Siège

**Art. 14** Le siège du Tribunal cantonal est à Porrentruy.

Effectifs

**Art. 15**<sup>7)</sup> <sup>1</sup> Le Tribunal cantonal est composé de juges permanents et de juges suppléants.

<sup>2</sup> Il lui est attribué quatre à six postes de juges permanents. En outre, le Parlement désigne dix juges suppléants au maximum parmi les personnes éligibles selon l'article 7.

Présidence et  
vice-présidence

**Art. 16** <sup>1</sup> Le Tribunal cantonal désigne son président et son vice-président parmi les juges permanents.

<sup>2</sup> Le président et le vice-président sont nommés pour un an; ils ne sont pas immédiatement rééligibles à la même fonction.

<sup>3</sup> En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président et, si ce dernier est lui-même empêché, par le plus ancien des membres, et, à ancienneté égale, par le plus âgé.

Juge  
extraordinaire

**Art. 17** <sup>1</sup> Le président du Tribunal cantonal peut, en cas de nécessité, faire appel pour une période déterminée à un juge extraordinaire choisi parmi les personnes éligibles selon l'article 7.<sup>8)</sup>

<sup>2</sup> Constituent notamment un tel cas :

- a) le départ, la maladie, l'empêchement durable;
- b) les affaires qui occasionnent un travail particulièrement important si les titulaires ne peuvent pas l'assumer en raison d'un surcroît d'occupation.

<sup>3</sup> Le département chargé des relations avec les autorités judiciaires doit donner son accord.<sup>23)</sup>

Plenum  
a) Composition

**Art. 18**<sup>8)</sup> Le plenum du Tribunal cantonal est composé des juges permanents.

b) Compétences

**Art. 19** <sup>1</sup> Le plenum édicte le règlement interne du Tribunal cantonal et prend les mesures qui, dans les cas prévus par la législation, relèvent de la compétence du Tribunal cantonal.

<sup>2</sup> Les compétences que la législation attribue à d'autres organes du Tribunal cantonal sont réservées.

Organisation du  
Tribunal cantonal  
a) Sections

**Art. 20**<sup>8)</sup> Le Tribunal cantonal est composé des sections suivantes :

- a) la Cour constitutionnelle;
- b) la Cour civile;
- c) la Cour pénale;
- d) la Chambre pénale des recours;
- e) la Cour administrative;
- f) la Cour des assurances;
- g) la Cour des poursuites et faillites.

b) Composition  
des sections  
1. En général

**Art. 21** <sup>1</sup> Sous réserve des articles qui suivent, les sections du Tribunal cantonal sont composées de trois juges et sont présidées par un juge permanent.

<sup>2</sup> ...<sup>9)</sup>

Juge unique

**Art. 21a**<sup>10)</sup> <sup>1</sup> Sauf dispositions légales contraires, le président de la cour liquide comme juge unique, en matière civile et administrative, les actions, requêtes et recours manifestement irrecevables, manifestement mal fondés, procéduriers ou abusifs.

<sup>2</sup> Demeurent en outre réservées les compétences attribuées au président seul par d'autres lois.

2. Cour  
constitutionnelle

**Art. 22**<sup>3)</sup> <sup>1</sup> Sous réserve des dispositions du Code de procédure administrative<sup>3)</sup>, la Cour constitutionnelle comprend cinq juges pour :

- a)<sup>30)</sup> exercer les attributions qui lui sont conférées par l'article 104, alinéas 1 et 2, lettre a, de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>, sauf celles concernant les règlements communaux;
- b)<sup>30)</sup> statuer sur les recours formés contre les décisions et autres actes du Parlement et du Gouvernement;
- c) trancher les conflits de compétence dans lesquels le Parlement ou le Gouvernement sont parties.

<sup>2</sup> Elle comprend trois juges pour exercer ses autres attributions.

<sup>3</sup> Sous réserve des dispositions en matière de récusation ou des cas d'empêchement, les juges permanents en font partie d'office.

**Art. 23**<sup>9)</sup>

3. Cour  
administrative

**Art. 24**<sup>8)</sup> <sup>1</sup> La Cour administrative comprend trois juges.

<sup>2</sup> Elle comprend cinq juges pour :

- a)<sup>30)</sup> statuer sur les recours formés contre les décisions du Parlement, du Conseil de surveillance de la magistrature et du Gouvernement, sauf lorsque les décisions de ce dernier concernent le personnel de l'Etat et les marchés publics;
- b) ...<sup>31)</sup>
- c) ...<sup>22)</sup>

c) Formation des sections 1. En général	<b>Art. 25<sup>8)</sup></b> Le Tribunal cantonal désigne, pour chaque législature, les présidents et les membres de ses différentes sections en veillant à une répartition équitable des affaires. Les mutations intervenant entre-temps sont valables pour le reste de la période.
2. Dans une affaire déterminée	<b>Art. 26</b> <sup>1</sup> Les présidents décident de la composition des sections dans chaque affaire.  <sup>2</sup> Les juges suppléants peuvent être désignés président ou juge rapporteur d'une section pour une affaire déterminée. <sup>8)</sup>
Formation continue	<b>Art. 27<sup>8)</sup></b> <sup>1</sup> Le Tribunal cantonal veille à assurer la formation continue des juges, des procureurs et des greffiers.  <sup>2</sup> Le programme général de formation du personnel de l'Etat est également ouvert aux juges, aux procureurs et aux employés de l'ordre judiciaire. <sup>17)</sup>
Formation des stagiaires	<b>Art. 28</b> Le Tribunal cantonal pourvoit à la formation des avocats-stagiaires et des notaires-stagiaires en collaboration avec l'Ordre des avocats et le Conseil du notariat.
<b>CHAPITRE IV : Tribunal de première instance</b>	
Siège et lieu des audiences	<b>Art. 29</b> <sup>1</sup> Le siège du Tribunal de première instance est à Porrentruy.  <sup>2</sup> Les audiences peuvent être tenues en un autre endroit, notamment lorsque : a) de nombreuses personnes d'un autre district doivent participer à l'audience ou b) une visite des lieux doit être effectuée.
Effectifs	<b>Art. 30<sup>7)26)</sup></b> Quatre à six postes de juges permanents sont attribués au Tribunal de première instance. En outre, le Parlement désigne au maximum dix juges suppléants parmi les personnes éligibles selon l'article 7.
Présidence et vice-présidence	<b>Art. 31</b> <sup>1</sup> Le Tribunal de première instance désigne son président et son vice-président parmi les juges permanents qui lui sont attribués. <sup>8)</sup>



<sup>2</sup> Le président et le vice-président sont nommés pour un an. Ils sont librement rééligibles.<sup>[30\)](#)</sup>

<sup>3</sup> En cas d'empêchement, le président est remplacé par le vice-président et, si ce dernier est lui-même empêché, par le plus ancien des membres, et, à ancienneté égale, par le plus âgé.

Juridictions **Art. 32<sup>[8\)](#)</sup>** Le Tribunal de première instance est composé des juridictions suivantes :

- a) le juge civil;
- b) le Conseil de prud'hommes;
- c) le Tribunal des baux à loyer et à ferme;
- d) ...<sup>[11\)](#)</sup>
- e) le juge pénal;
- f) le Tribunal pénal;
- g) le juge des mesures de contrainte;
- h) le juge administratif.

Répartition des affaires **Art. 33** <sup>1</sup> Les juges permanents du Tribunal de première instance règlent la répartition générale des affaires entre eux pour chaque législature ou lors de l'entrée en fonction d'un nouveau juge permanent.<sup>[8\)](#)</sup>

<sup>2</sup> En cas de désaccord, le président du Tribunal cantonal tranche.

Suppléances **Art. 34** Les juges se suppléent dans la mesure du besoin.

Juge extraordinaire **Art. 35** Le président du Tribunal de première instance peut faire appel à un juge extraordinaire. L'article 17 est applicable par analogie.

Composition du Tribunal pénal **Art. 36<sup>[8\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Le Tribunal pénal est composé de trois juges.

<sup>2</sup> Il peut être présidé par un juge suppléant dans une affaire déterminée.

**Art. 37<sup>[9\)](#)</sup>**

Règlement interne **Art. 38** Le Tribunal de première instance édicte son règlement interne. Celui-ci doit être approuvé par le Tribunal cantonal.

## CHAPITRE V : Juges d'instruction

**Art. 39 à 42<sup>9)</sup>**

## CHAPITRE VI : Ministère public

Organisation

**Art. 43<sup>7)24)</sup>** <sup>1</sup> Quatre à six postes de procureurs, y compris le procureur général, sont attribués au Ministère public.

<sup>2</sup> Le collège des procureurs désigne, pour la durée d'une année, un procureur général suppléant. Il est immédiatement rééligible.

<sup>3</sup> Le procureur général définit, en concertation avec le Gouvernement, la politique criminelle suivie par le Ministère public. Il assume la direction du Ministère public et en détermine l'organisation du travail.

<sup>4</sup> Il a en particulier les compétences suivantes :

- a) présider le collège des procureurs;
- b) donner des instructions pour la bonne marche du Ministère public et édicter le règlement interne du Ministère public, qui doit être approuvé par le Tribunal cantonal;
- c) édicter des directives pour les procureurs et la police afin d'assurer l'exercice uniforme de l'action publique sur le plan pénal;
- d) représenter le Ministère public à l'extérieur; il peut déléguer cette tâche;
- e) délivrer l'avis du Ministère public dans le cadre des consultations auxquelles procèdent les autorités cantonales, fédérales ou d'autres autorités, lorsqu'il est consulté.

<sup>5</sup> Dans le cadre de ses compétences, le procureur général consulte au préalable le collège des procureurs quant à la définition de la politique criminelle et au règlement du Ministère public.

<sup>6</sup> Au surplus, il exerce les compétences attribuées aux procureurs et est soumis aux dispositions applicables à ceux-ci.

<sup>7</sup> Les procureurs se répartissent les affaires entre eux. En cas de désaccord, le procureur général tranche.

<sup>8</sup> Les procureurs agissent à titre indépendant et se suppléent en cas de besoin.

Procureur  
extraordinaire

**Art. 44<sup>8)</sup>** Le procureur général peut faire appel à un procureur extraordinaire. L'article 17 est applicable par analogie.

**Art. 45<sup>9)</sup>**

## CHAPITRE VII : Administration judiciaire

### SECTION 1 : Organisation

Principes

**Art. 46** <sup>1</sup> Les autorités judiciaires disposent chacune d'un greffe qui assume les tâches ordinaires de secrétariat et de gestion en se conformant aux instructions des juges, des procureurs et des greffiers.<sup>8)</sup>

<sup>2</sup> Sous réserve des dispositions qui suivent, l'administration judiciaire est soumise à la législation applicable à l'administration cantonale, en particulier au statut général du personnel ainsi qu'aux règles régissant la gestion des bâtiments, du matériel et des finances.

Taux  
d'occupation du  
personnel

**Art. 47** Les postes de l'administration judiciaire peuvent être occupés par du personnel engagé à temps partiel.

Personnel  
supplémentaire

**Art. 48<sup>23)</sup>** Si un surcroît de travail le justifie, le département chargé des relations avec les autorités judiciaires peut autoriser le greffier compétent à engager du personnel supplémentaire pour une période déterminée.

Activités  
accessoire

**Art. 49<sup>17)</sup>** Le Gouvernement peut, sur préavis de l'autorité judiciaire concernée, autoriser les employés de l'ordre judiciaire à exercer une activité accessoire, dans la mesure où cette activité n'est pas incompatible avec l'exercice de leur fonction et ne porte pas préjudice à l'image du service public.

Greffiers du  
Tribunal cantonal

**Art. 50** <sup>1</sup> Le Tribunal cantonal dispose d'un premier greffier et des greffiers nécessaires pour ses sections. Le premier greffier est notamment chargé de la direction du personnel et des autres affaires administratives du Tribunal cantonal.

<sup>2</sup> En cas de nécessité, le président du Tribunal cantonal peut désigner un greffier extraordinaire ayant la formation professionnelle voulue.

<sup>3</sup> Le département chargé des relations avec les autorités judiciaires doit donner son accord lorsque l'engagement d'un greffier extraordinaire est prévu à plein temps pour une période supérieure à trois mois.<sup>[23\)](#)</sup>

Greffiers du  
Tribunal de  
première  
instance

**Art. 51** <sup>1</sup> Le Tribunal de première instance dispose d'un premier greffier et des greffiers nécessaires à l'exécution de ses tâches. Le premier greffier est notamment chargé de la direction du personnel et des autres affaires administratives du Tribunal de première instance.<sup>[20\)](#)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>[9\)](#)</sup>

<sup>3</sup> En cas de nécessité, le président du Tribunal de première instance peut désigner un greffier extraordinaire ayant la formation professionnelle voulue. L'article 50, alinéa 3, est applicable.

Greffiers du  
Ministère public

**Art. 51a**<sup>[21\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le Ministère public dispose des greffiers nécessaires à l'exécution de ses tâches.

<sup>2</sup> En cas de nécessité, le procureur général peut désigner un greffier extraordinaire ayant la formation professionnelle requise. L'article 50, alinéa 3, est applicable.<sup>[32\)](#)</sup>

Organisation du  
greffe

**Art. 52**<sup>[8\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le personnel est organisé de manière à être au service de l'ensemble des juges et des procureurs.

Il est placé sous la direction d'un juge, d'un procureur ou d'un greffier.

Service des  
audiences

**Art. 53** Le service des audiences des tribunaux est assuré par leurs employés et, au besoin, par la gendarmerie.

## SECTION 2 : Rapports de service

Nature des  
rapports de  
service

**Art. 54**<sup>[8\)](#)</sup> Sous réserve des dispositions de la présente loi, les rapports de service des juges, des procureurs et des autres personnes affectées à l'administration judiciaire sont régis par la législation applicable au personnel de l'Etat.

Nomination du  
personnel  
judiciaire

**Art. 55** Le Gouvernement nomme les greffiers et les employés des autorités judiciaires, sur proposition de celles-ci.

Eligibilité aux  
fonctions de  
greffier

**Art. 56**<sup>[8](#)</sup><sup>[30](#)</sup> Sont éligibles aux fonctions de greffier du Tribunal cantonal, du Tribunal de première instance, du Ministère public et du Tribunal des mineurs, les personnes ayant l'exercice des droits civils, titulaires d'un brevet d'avocat délivré par un canton suisse ou du brevet de notaire de la République et Canton du Jura. Exceptionnellement, une autre formation juridique équivalente peut être admise.

Promesse  
solennelle

**Art. 57**<sup>[8](#)</sup> <sup>1</sup> Les greffiers et les autres employés des tribunaux font la promesse solennelle devant le président du tribunal concerné.

<sup>2</sup> Les greffiers et les autres employés du Ministère public font la promesse solennelle devant le procureur général.<sup>[30](#)</sup>

**Art. 58**<sup>[9](#)</sup>

Traitements et  
indemnités

**Art. 59**<sup>[8](#)</sup> <sup>1</sup> Les traitements et les indemnités des juges, des procureurs et des autres personnes affectées à l'administration judiciaire sont fixés selon la législation applicable au personnel de l'Etat.

<sup>2</sup> Les juges suppléants et les juges extraordinaires touchent des indemnités selon les barèmes arrêtés par le Parlement.

<sup>3</sup> Les juges permanents et les procureurs non réélus pour des motifs qui ne leur sont pas imputables à faute ont droit à une indemnité équivalant à trois mois de traitement au minimum et à six mois de traitement au maximum.

### SECTION 3 : Financement des tribunaux

Prise en charge  
des frais

**Art. 60** Les frais d'investissement et de fonctionnement des tribunaux sont à la charge de l'Etat.

Recettes

**Art. 61** Sous réserve de dispositions contraires, les recettes réalisées par les tribunaux sont acquises à l'Etat.

Budgets et  
comptes

**Art. 62** Les budgets et les comptes des tribunaux sont intégrés dans la comptabilité générale de l'Etat.

## CHAPITRE VIII : Surveillance de la justice

### SECTION 1 : Compétences du Parlement

Principe

**Art. 63** <sup>1</sup> Le Parlement exerce la haute surveillance sur les autorités judiciaires selon les modalités prévues aux articles 42 et 43 de la loi d'organisation du Parlement<sup>5)</sup>.

<sup>2</sup> L'indépendance des juges est réservée.

### SECTION 2 : Compétences du Tribunal cantonal

Surveillance des  
autorités  
judiciaires  
inférieures

**Art. 64**<sup>8)</sup> <sup>1</sup> Le Tribunal de première instance, le Ministère public et le Tribunal des mineurs sont placés sous la surveillance du Tribunal cantonal auquel ils font rapport sur leur activité chaque année.

<sup>2</sup> Le Tribunal cantonal peut édicter, sous forme de circulaires, des instructions relatives notamment à l'interprétation et à l'application du droit de procédure, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement des autorités judiciaires, à la gestion des dossiers ou à la publication des jugements.

### SECTION 3 : Responsabilité disciplinaire

Principe

**Art. 65** <sup>1</sup> Les juges et les procureurs sont passibles de sanctions disciplinaires lorsqu'ils se rendent coupables de violation grave des devoirs de leur charge.<sup>9)</sup>

<sup>2</sup> Est notamment réputé violation grave des devoirs de la charge :

- a) l'omission répétée, intentionnellement ou par négligence grave, d'accomplir un acte que la loi ordonne;
- b) l'abus manifeste ou répété du pouvoir de la charge, commis intentionnellement ou par négligence grave;
- c) la partialité manifeste et dûment avérée dans la conduite de procédures;
- d) l'atteinte grave à la dignité de la charge.

Autorité  
disciplinaire

**Art. 66** <sup>1</sup> Le pouvoir disciplinaire est exercé par un Conseil de surveillance de la magistrature composé de six membres et de suppléants.<sup>20)</sup>

<sup>2</sup> Sont membres du Conseil de surveillance :

- le président du Parlement;
- le chef du département chargé des relations avec les autorités judiciaires<sup>23)</sup>;
- le président du Tribunal cantonal;
- le président du Tribunal de première instance;
- le bâtonnier de l'Ordre des avocats jurassiens;
- le procureur général.<sup>8)</sup>

<sup>3</sup> Les membres suppléants du Conseil de surveillance sont issus des mêmes organes que les titulaires.<sup>8)</sup>

<sup>4</sup> La présidence du Conseil de surveillance est exercée par le président du Tribunal cantonal et la vice-présidence par le président du Tribunal de première instance.

<sup>5</sup> Une procédure disciplinaire pendante à la fin de l'année civile est traitée jusqu'à son terme par le Conseil de surveillance dans la composition qui était la sienne lors de l'introduction de la procédure.

<sup>6</sup> Le Conseil de surveillance édicte son règlement interne, en précisant en particulier les règles relatives à la suppléance des membres.<sup>8)</sup>

Sanctions  
disciplinaires

**Art. 67** Les sanctions disciplinaires sont les suivantes :

- a) la menace de destitution, infligée sous forme d'avertissement;
- b) l'amende jusqu'à 5'000 francs;
- c) le transfert dans une classe inférieure de traitement;
- d) la destitution.

Enquête

**Art. 68<sup>8)</sup>** Les sanctions disciplinaires ne peuvent être prononcées qu'après enquête.

Ouverture de la  
procédure

**Art. 69** <sup>1</sup> Le Conseil de surveillance agit d'office ou sur requête.

<sup>2</sup> Après un examen préliminaire, il peut refuser d'ouvrir une enquête ou classer l'affaire en tout temps lorsqu'il estime que les faits ne justifient pas une poursuite disciplinaire. Il communique les dispositions prises au juge ou au procureur concerné.<sup>8)</sup>

Suspension et  
autres mesures  
provisionnelles

**Art. 69a<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> S'il apparaît d'emblée qu'une destitution est inévitable, le Conseil de surveillance peut suspendre l'intéressé provisoirement. Cette mesure peut être accompagnée de la suppression totale ou partielle du traitement. Durant la suspension, l'intéressé reste affilié aux assurances et à l'institution de prévoyance. Si la suspension se révèle injustifiée, l'intéressé est réintégré dans ses droits. Il recouvre notamment le traitement dont il a été privé. Ses prétentions en dommages et intérêts sont réservées.

<sup>2</sup> D'autres mesures provisionnelles peuvent être prises afin de conserver un état de fait ou de droit ou pour sauvegarder des intérêts menacés.

Instruction

**Art. 69b<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> Une fois ouverte, la procédure disciplinaire débute par une enquête visant à établir les faits déterminants sous l'angle du respect des devoirs de la charge. L'instruction est conduite par le président. Toutefois, le Conseil de surveillance peut désigner un enquêteur parmi ses membres ou, si les circonstances du cas le commandent, charger une personne extérieure de conduire l'instruction ou de procéder à des actes d'enquête déterminés.

<sup>2</sup> Le juge ou le procureur impliqué dans l'enquête doit collaborer à l'établissement des faits. Il peut se faire assister par une personne de son choix. Il a le droit d'alléguer des faits et de fournir des preuves. Il peut consulter le dossier et participer aux actes de l'enquête dès l'ouverture de la procédure disciplinaire.

<sup>3</sup> L'enquêteur établit un rapport qui énonce les faits et les discute sous l'angle du respect des devoirs de la charge.

<sup>4</sup> Il invite le juge ou le procureur concerné à se déterminer. Le cas échéant, il complète son rapport au vu des déterminations reçues.

<sup>5</sup> L'enquêteur transmet son rapport final au Conseil de surveillance de la magistrature.

<sup>6</sup> Pour le surplus, les règles du Code de procédure administrative<sup>3)</sup> sont applicables.

Décision

**Art. 69c<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> Le Conseil de surveillance examine le rapport d'enquête. Il peut demander à l'enquêteur de le compléter.



<sup>2</sup> Il rend une décision disciplinaire et la communique à l'intéressé.

<sup>3</sup> La décision est sujette à recours à la Cour administrative. La procédure d'opposition est exclue.

Prescription

**Art. 69d**<sup>[10\)](#)</sup> <sup>1</sup> La poursuite disciplinaire se prescrit dans les six mois à compter du jour où le Conseil de surveillance a eu connaissance des faits incriminés.

<sup>2</sup> Le délai est interrompu par tout acte d'instruction du Conseil de surveillance ou de l'enquêteur.

<sup>3</sup> La poursuite disciplinaire se prescrit en tout cas par dix ans à compter de la commission des faits incriminés.

<sup>4</sup> Si la violation des devoirs de la charge constitue un acte punissable pénalement, la prescription plus longue prévue par le droit pénal s'applique à la poursuite disciplinaire.

Huis clos et  
secret de  
fonction

**Art. 70** <sup>1</sup> Les débats devant le Conseil de surveillance et le prononcé de la décision ont lieu à huis clos.<sup>[8\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les membres du Conseil de surveillance sont soumis au secret de fonction.

**Art. 71**<sup>[19\)](#)</sup>

## CHAPITRE IX : Dispositions transitoires et finales

Compétences du  
Gouvernement

**Art. 72** <sup>1</sup> Le Gouvernement arrête les dispositions nécessaires au fonctionnement du Tribunal de première instance si celui-ci ne peut être installé à son siège lors de l'entrée en vigueur de la présente loi.

<sup>2</sup> Le Gouvernement arrête en particulier la répartition des affaires entre les magistrats de première instance, sur proposition de ces derniers.

Dispositions  
d'exécution

**Art. 73** Le Gouvernement règle les questions d'organisation qui ne le sont pas par la présente loi, les lois de procédure ou les lois spéciales.

Modification du  
droit en vigueur

**Art. 74** Le droit en vigueur est modifié selon les dispositions reproduites dans l'annexe qui fait partie intégrante de la présente loi.

Modification du  
droit en vigueur

**Art. 74a**<sup>[10\)](#)</sup> Sont modifiés comme il suit :

**Loi d'incompatibilité<sup>[2\)](#)</sup> du 29 avril 1982**

Article 6, chiffre 1, lettre b

...<sup>[12\)](#)</sup>

Article 7

...<sup>[12\)](#)</sup>

**Loi du 26 octobre 1978 sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura<sup>[4\)](#)</sup>**

Article premier, alinéa 2, lettre b

...<sup>[12\)](#)</sup>

**Loi du 30 juin 1983 instituant le Conseil de prud'hommes<sup>[13\)](#)</sup>**

Article 16a, alinéa 1

...<sup>[12\)](#)</sup>

Article 19b

...<sup>[12\)](#)</sup>

Article 20

...<sup>[12\)](#)</sup>

**Loi du 30 juin 1983 instituant le Tribunal des baux à loyer et à ferme<sup>[14\)](#)</sup>**

Article 10, alinéa 1

...<sup>[12\)](#)</sup>

Article 13d

...<sup>[12\)](#)</sup>

Article 13e

...<sup>[12\)](#)</sup>

**Code de procédure administrative<sup>[3\)](#)</sup> du 30 novembre 1978**

Article 41, alinéa 2, lettre d

...<sup>[15\)](#)</sup>

## Loi du 9 novembre 1978 sur les communes<sup>16)</sup>

Article 31, alinéa 3

...<sup>12)</sup>

Article 75, alinéa 2

...<sup>12)</sup>

Disposition  
transitoire

**Art. 74b<sup>21)</sup>** La procédure de réélection au sens de l'article 8b est applicable pour la première fois au renouvellement des autorités judiciaires pour la législature 2021-2025.

Modification des  
appellations

**Art. 75** <sup>1</sup> Les appellations désignant les autorités judiciaires sont modifiées d'office dans l'ensemble de la législation en fonction de la nouvelle terminologie. En particulier, sont remplacés le ou les termes de :

- "juge", lorsqu'il est employé au sens de l'article 6, alinéa 2, par celui de "assesseur";
- "tribunal de district" par ceux de "Tribunal de première instance";
- "juge administratif de district" par ceux de "juge administratif";
- "tribunal civil" par ceux de "juge civil";
- "juge d'instruction cantonal" par ceux de "juge d'instruction";
- "avocat général des mineurs" par ceux de "substitut du procureur";
- "Autorité cantonale de surveillance en matière de poursuites et faillites" par ceux de "Cour des poursuites et faillites";
- "Chambre de révocation" par ceux de "Chambre administrative".

<sup>2</sup> Sont également remplacés les termes de :

- Chambre administrative par Cour administrative;
- Chambre des assurances par Cour des assurances;
- Chambre d'accusation par Chambre pénale des recours.<sup>10)</sup>

Abrogation

**Art. 76** La loi d'organisation judiciaire du 26 octobre 1978 est abrogée.

Référendum

**Art. 77** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 78** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>6)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 23 février 2000

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
RÉPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

### **Annexe** **Modification d'actes législatifs**

Loi sur les droits politiques (RSJU 161.1)

Loi d'incompatibilité (RSJU 170.31)

Loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la  
République et Canton du Jura (RSJU 173.11)

Les modifications ont été insérées dans les actes législatifs concernés.

### **Disposition transitoire de la modification du 26 juin 2019**

Au moment de l'entrée en vigueur de la présente modification, le Parlement élit le procureur général, qui entre en fonction au début du mois suivant l'élection.

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) [RSJU 170.31](#)
- 3) [RSJU 175.1](#)
- 4) [RSJU 173.11](#)

- 5) [RSJU 171.21](#)
- 6) Entrée en vigueur le 15 juin 2000 : articles 7, 10, 12, 13, 15, alinéa 3, 30, 33, 36, alinéa 1, 38, 40, 46, 47, 51, alinéas 1 et 2, 55, 56, 58 et 59, alinéa 1. Entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001 : les autres dispositions
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 9) Abrogé(e) par le ch. I de la loi du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 10) Introduit par le ch. I de la loi du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 11) Introduite par le ch. I de la loi du 16 juin 2010. Abrogée par le ch. I de la loi du 29 janvier 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2014
- 12) Texte inséré dans ladite loi
- 13) [RSJU 182.34](#)
- 14) [RSJU 182.35](#)
- 15) Texte inséré dans ledit code
- 16) [RSJU 190.11](#)
- 17) Nouvelle teneur selon le ch. X de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 18) Introduite par le ch. X de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 19) Abrogé par le ch. X de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 20) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016
- 21) Introduit par le ch. I de la loi du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016
- 22) Abrogée par le ch. I de la loi du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016
- 23) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 avril 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 24) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 juin 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2019
- 25) Abrogé par l'article 65, alinéa 3, de la loi d'organisation du Parlement de la République et Canton du Jura du 30 septembre 2020 ([RSJU 171.21](#)), en vigueur depuis le 16 décembre 2020
- 26) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 novembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2021
- 27) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 26 octobre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2023
- 28) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 octobre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2023
- 29) Introduit par le ch. I de la loi du 26 octobre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2023
- 30) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 11 octobre 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024
- 31) Abrogée par le ch. I de la loi du 11 octobre 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024
- 32) Introduit par le ch. I de la loi du 11 octobre 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024



## Règlement du Tribunal de première instance

du 30 novembre 2000

*Le Tribunal de première instance,*

vu l'article 38 de la loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000 (LOJ)<sup>[1](#)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Objet **Article premier** Le présent règlement traite de l'organisation et du fonctionnement du Tribunal de première instance.

Terminologie **Art. 2** Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### SECTION 2 : Collège du Tribunal de première instance

Composition **Art. 3<sup>[4](#)</sup>** <sup>1</sup> Le Collège du Tribunal de première instance (ci-après : "le Collège") est composé des juges permanents.

<sup>2</sup> Les juges suppléants et les greffiers peuvent y être invités avec voix consultative.

Séances **Art. 4** Le Collège se réunit au moins deux fois par an, en principe en janvier et en juin, pour discuter du fonctionnement du Tribunal. En outre, il se réunit aussi souvent que les affaires l'exigent.

Compétences **Art. 5** <sup>1</sup> Le Collège exerce les compétences suivantes :

- a) il désigne son président et son vice-président parmi les juges permanents qui lui sont attribués (art. 31 LOJ);
- b)<sup>[7](#)</sup> il propose au Gouvernement, respectivement au chef du département concerné (art. 13 de l'ordonnance sur le personnel de l'Etat<sup>[9](#)</sup>), les nominations des greffiers et des autres collaborateurs du Tribunal de première instance (art. 55 LOJ);

- c) il règle la répartition générale des affaires entre les différents juges permanents à chaque début de législature ou lors de l'entrée en fonction d'un nouveau juge permanent (art. 33 LOJ);
- d) il règle la répartition générale des domaines d'activités attribués à chacun des greffiers et des autres collaborateurs du Tribunal de première instance;
- e) il règle l'organisation générale de la permanence du juge des mesures de contrainte la nuit, le samedi et les jours fériés;
- f) il délivre l'avis du Tribunal de première instance dans le cadre des consultations auxquelles procèdent les autorités du Canton, de la Confédération ou d'autres autorités, lorsqu'il est consulté;
- g) il règle toutes les affaires qui ne sont pas attribuées à un autre organe du Tribunal de première instance.<sup>4)</sup>

<sup>2</sup> En outre, il exerce les autres compétences que la loi ou d'autres textes législatifs attribuent au Tribunal de première instance.

#### Décisions

**Art. 6** <sup>1</sup> Les décisions de la compétence du Collège sont prises à la majorité simple des membres présents lorsqu'un vote est tenu. Pour qu'une décision soit valable, il faut la présence d'au moins quatre juges.<sup>7)</sup>

<sup>2</sup> En cas d'égalité, le président départage.

#### Elections et propositions de nominations

**Art. 7** <sup>1</sup> Les élections et propositions de nominations n'ont lieu que si quatre juges au moins sont présents. Elles se font au bulletin secret lorsqu'il y a plusieurs candidats ou si un membre le demande. Le candidat qui a obtenu la majorité absolue des voix exprimées valablement est élu ou proposé. Les suffrages blancs ou nuls ne sont pas pris en considération pour la détermination de la majorité. Si aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un second tour et le candidat obtenant le plus grand nombre de voix est élu ou proposé.<sup>7)</sup>

<sup>2</sup> Le sort départage en cas d'égalité de voix.

### SECTION 3 : Répartition des affaires entre les juges

#### Répartition générale

**Art. 8<sup>2)</sup>** <sup>1</sup> La répartition générale des affaires entre les juges permanents est régulièrement définie par un tableau récapitulatif des affaires annexé<sup>10)</sup>.<sup>7)</sup>

<sup>2</sup> Les juges suppléants traitent les affaires qui leur sont nominativement attribuées, conformément à l'article 11, alinéa 3, lettre c.



<sup>3</sup> En outre, chaque juge peut être appelé à fonctionner comme juge assesseur du Tribunal pénal.

<sup>4</sup> Les juges permanents et les juges extraordinaires assurent, avec un collaborateur de la chancellerie, la permanence comme juge des mesures de contrainte la nuit, le samedi et les jours fériés.<sup>7)</sup>

Répartition des affaires d'un domaine

**Art. 9** <sup>1</sup> Lorsque plusieurs juges connaissent des affaires d'un même domaine civil, pénal ou administratif, ils les répartissent entre eux par pourcentage. En principe, les pourcentages correspondent à une ou des matières déterminées du domaine concerné. Dans la mesure où la répartition par matière ne correspond pas entièrement aux pourcentages fixés, les affaires sont attribuées, pour le surplus, alternativement à chaque juge chargé du domaine en question.

Tableau nominal

<sup>2</sup> Le Collège arrête, à chaque début de législature ou lors de l'entrée en fonction d'un nouveau juge permanent (art. 5, al. 1, lettre c), le tableau nominal des attributions de chaque juge permanent et en règle les détails. Ce tableau est transmis d'office à l'Ordre des avocats jurassiens, aux autorités judiciaires jurassiennes, ainsi qu'à chaque personne qui en fera la demande.<sup>4)</sup>

Répartition subsidiaire

**Art. 10** <sup>1</sup> Les juges permanents peuvent arrêter entre eux une autre répartition des affaires propres à équilibrer le volume de travail.<sup>4)</sup>

<sup>2</sup> En cas de mésentente, le président du Tribunal de première instance tranche.

#### SECTION 4 : Président du Tribunal de première instance

Compétences

**Art. 11**<sup>4)</sup> <sup>1</sup> Le président et le vice-président du Tribunal de première instance sont nommés pour un an. Ils sont librement rééligibles (art. 31, al. 2, LOJ).<sup>11)</sup>

<sup>2</sup> Le président du Tribunal de première instance a les compétences que lui attribue la législation.

<sup>3</sup> Il exerce les compétences suivantes :

- a) il représente le Tribunal de première instance;
- b) il convoque le Collège et le président;

- c) il attribue des affaires déterminées aux juges suppléants, y compris avec comme fonction la présidence du Tribunal pénal (art. 36, al. 2, LOJ) et hormis la fonction de juge assesseur du Tribunal pénal pour laquelle le président du Tribunal pénal est compétent pour les désigner dans une affaire déterminée;
- d) il désigne les juges extraordinaires, en cas de nécessité (art. 35 LOJ);
- e) il désigne les greffiers extraordinaires, en cas de nécessité (art. 51, al. 3, LOJ);
- f) il désigne les juges et les collaborateurs de la chancellerie du Tribunal de première instance pour assurer la permanence comme juge des mesures de contrainte la nuit, le samedi et les jours fériés.

## **SECTION 5 : Premier greffier et greffiers du Tribunal de première instance<sup>2</sup>**

Attributions du  
premier greffier

**Art. 12<sup>2</sup>** <sup>1</sup> Le premier greffier est chargé de la direction du personnel et des autres affaires administratives du Tribunal de première instance.

<sup>2</sup> Ses attributions sont notamment les suivantes :

- a) il réceptionne et tient la correspondance du Tribunal de première instance dans les affaires qui ne sont pas du ressort d'un juge ou du président;
- b) il met en circulation la documentation, y compris les décisions des juridictions supérieures;
- c) il assiste les juges dans la préparation de l'étude juridique des affaires; il tient les procès-verbaux des opérations juridiques qui se déroulent devant le Tribunal pénal et devant les juges et rédige les considérants des jugements des affaires auxquelles il a collaboré et qui lui ont été attribués, avec les autres greffiers;
- d) il prépare, à la demande du président, les décisions et les prises de position du Collège et du président; cette tâche peut toutefois être confiée à un juge lorsqu'elle entre dans son domaine de compétences;
- e) il prépare, avec le président, l'ordre du jour et les séances du Collège et tient le procès-verbal des séances avec les autres greffiers selon un tournus;
- f) il exerce la surveillance sur les avocats stagiaires et les notaires stagiaires du Tribunal de première instance;
- g) il traite toutes les questions relatives à la gestion du personnel du Tribunal de première instance;
- h) il organise la chancellerie du Tribunal de première instance;
- i) il délivre et vidime certains extraits de jugements et de procès-verbaux;
- j) il communique les jugements, les ordonnances et tous autres actes judiciaires aux autorités compétentes dans les cas prévus par la loi;
- k) il veille à la bonne tenue de la comptabilité et de la caisse du Tribunal de première instance;

- l) il veille au bon fonctionnement de l'informatique;
- m) il surveille l'application des registres des affaires traitées par le Tribunal de première instance selon le programme Tribuna et est en charge de la responsabilité de l'établissement des statistiques annuelles conformément aux exigences du Tribunal cantonal;
- n) il prend soin des archives du Tribunal de première instance.

Attributions des  
greffiers du  
Tribunal de  
première  
instance

**Art. 12a<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Les attributions sont notamment les suivantes :

- a) ils tiennent les procès-verbaux des séances du Collège avec le premier greffier selon un tournus;
- b) ils assistent les juges dans la préparation de l'étude juridique des affaires;
- c) ils tiennent les procès-verbaux des opérations juridiques qui se déroulent devant le Tribunal pénal et devant les juges et rédigent les considérants des jugements des affaires auxquelles ils ont collaboré et qui leur ont été attribués.

<sup>2</sup> Les greffiers se suppléent l'un l'autre.

<sup>3</sup> Ils proposent au Collège une répartition de leurs domaines de compétences (art. 5, al. 1, lettre d).

Délégations de  
compétences

**Art. 13<sup>7)</sup>** Les greffiers peuvent déléguer les attributions qui sont les leurs selon les articles 12 et 12a à un collaborateur, avec l'accord du Collège ou des juges concernés. Dans ce cas, ils exercent la surveillance nécessaire quant à l'exécution de ces délégations.

## SECTION 6 : Greffier du Conseil de prud'hommes

Désignation

**Art. 14** Le greffier du Conseil de prud'hommes est désigné par le Collège (art. 5, al. 1, lettre d).

Attributions

**Art. 15<sup>4)</sup>** Le greffier du Conseil de prud'hommes donne des renseignements aux personnes qui les lui demandent sur toute question de la compétence du Conseil de prud'hommes (art. 12 de la loi instituant le Conseil de prud'hommes<sup>3)</sup>).

**Art. 16<sup>5)</sup>**

## SECTION 7 : Chancellerie

Composition      **Art. 17**<sup>[7](#)</sup> <sup>1</sup> La chancellerie du Tribunal de première instance est composée de l'ensemble des collaborateurs et des apprentis et personnes en formation du Tribunal de première instance.

<sup>2</sup> La chancellerie est administrée par le premier greffier.

Organisation      **Art. 18**<sup>[4](#)</sup> Le personnel est organisé de manière à être au service de l'ensemble des juges du Tribunal de première instance.

Attributions      **Art. 19** <sup>1</sup> Les collaborateurs exercent les tâches qui leur sont confiées par les juges et les greffiers dont ils dépendent.

<sup>2</sup> Chaque collaborateur peut être appelé à tenir le procès-verbal d'audience, à l'exception des collaborateurs exclusivement en charge de la comptabilité.<sup>[7](#)</sup>

<sup>3</sup> Les collaborateurs se suppléent les uns les autres.

**Art. 20**<sup>[5](#)</sup>

## SECTION 8 : Traitement des affaires

Principes      **Art. 21**<sup>[4](#)</sup> <sup>1</sup> En règle générale, les juges permanents instruisent et jugent les affaires qui sont de leur ressort.

<sup>2</sup> Les juges permanents se suppléent les uns les autres dans la mesure du besoin.

<sup>3</sup> Les juges suppléants instruisent et jugent les affaires déterminées qui leur ont été attribuées.

<sup>4</sup> Le premier greffier et les greffiers peuvent être chargés de collaborer au traitement des affaires.<sup>[7](#)</sup>

Mesures en cas  
de surcharge

**Art. 22** <sup>1</sup> Lorsqu'un juge permanent est surchargé, le Collège peut décider, pour certaines catégories d'affaires, d'en confier le traitement à un autre juge permanent que le titulaire. Le président du Tribunal de première instance peut également décider, pour des affaires déterminées, d'en confier le traitement à un juge suppléant (art. 11, al. 3, lettre c), voire à un juge extraordinaire (art. 11, al. 3, lettre d).<sup>4)</sup>

<sup>2</sup> Le Collège prend les autres mesures d'organisation qui s'imposent et fait, au besoin, les propositions utiles aux instances compétentes.

Liquidation des  
affaires pendant  
les vacances

**Art. 23** Le Collège ou son président prend les mesures nécessaires pour que les affaires urgentes soient réglées pendant les périodes de vacances.

Contrôle de la  
liquidation des  
affaires

**Art. 24** <sup>1</sup> Le Collège contrôle régulièrement la liquidation des affaires de chacun des juges.

<sup>2</sup> A l'occasion des deux séances ordinaires du Collège, les juges signalent les affaires pendantes depuis plus d'un an et indiquent les raisons pour lesquelles elles n'ont pas été liquidées. Au besoin, les mesures nécessaires sont prises en vue de la liquidation.

<sup>3</sup> Les juges transmettent au président du Tribunal de première instance pour fin janvier de chaque année leurs observations et leurs statistiques en vue de l'établissement du rapport annuel du Tribunal de première instance à l'intention du Tribunal cantonal. Ils signalent en outre les cas pendants depuis plus d'un an et indiquent les raisons pour lesquelles ces affaires n'ont pas été liquidées.

<sup>4</sup> Le premier greffier informe le Collège des problèmes éventuels relatifs au fonctionnement du Tribunal de première instance, à la gestion du personnel et au traitement des affaires qui lui sont confiées et propose les mesures pour y remédier.<sup>7)</sup>

<sup>5</sup> Le Tribunal de première instance informe le Tribunal cantonal des problèmes de fonctionnement et des mesures prises ou à prendre pour y remédier.

Rapport annuel

**Art. 25** Le Tribunal de première instance remet un rapport annuel d'activité au Tribunal cantonal pour le 15 février de l'année suivante.

## SECTION 9 : Dispositions particulières

Informations au public

**Art. 26<sup>4)</sup>** Le Tribunal de première instance informe le public conformément au règlement du Tribunal cantonal sur la diffusion de l'information par les autorités judiciaires<sup>6)</sup>.

Approbation

**Art. 27** Le présent règlement est soumis à l'approbation du Tribunal cantonal.

Entrée en vigueur

**Art. 28** Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

Porrentruy, le 30 novembre 2000

AU NOM DU TRIBUNAL  
DE PREMIERE INSTANCE

Le président désigné : Pierre Lachat  
La greffière désignée : Madeleine Poli

Approuvé par le Tribunal cantonal le 19 décembre 2000

La modification du 10 octobre 2001 a été approuvée par le Tribunal cantonal le 18 octobre 2001.

La modification du 28 octobre 2010 a été approuvée par le Tribunal cantonal le 21 décembre 2010.

La modification du 13 avril 2016 a été approuvée par le Tribunal cantonal le 29 juin 2016.

1) [RSJU 181.1](#)

2) Nouvelle teneur selon le règlement du 10 octobre 2001

3) [RSJU 182.34](#)

4) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 28 octobre 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011

5) Abrogé par le ch. I du règlement du 28 octobre 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011

6) [RSJU 170.801.1](#)

7) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 13 avril 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016

8) Introduit par le ch. I du règlement du 13 avril 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016

9) [RSJU 173.111](#)

10) Cette annexe n'est pas publiée dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais elle peut être consultée auprès du greffe du Tribunal de première instance

11) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 28 mars 2024, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024

# Loi instituant le Conseil de prud'hommes

du 30 juin 1983

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 343 du Code des obligations (CO)<sup>[1\)](#)</sup>,

vu les articles 102, lettre a, et 107 de la Constitution cantonale<sup>[2\)](#)</sup>,

vu les articles 2, alinéa 2, et 32, lettre b, de la loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000 (LOJ)<sup>[3\)](#)</sup><sup>[4\)](#)</sup>,

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Généralités

### SECTION 1 : Dispositions générales

Principe

**Article premier<sup>[4\)](#)</sup>** Le Conseil de prud'hommes constitue une juridiction du Tribunal de première instance.

### SECTION 2 : Compétence

Compétence à  
raison de la  
matière  
a) Principe

**Art. 2** <sup>1</sup> Le Conseil de prud'hommes juge les litiges entre employeurs et travailleurs qui découlent d'un contrat de travail de droit privé.<sup>[5\)](#)</sup><sup>[26\)](#)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>[6\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le Conseil de prud'hommes connaît en outre des contestations qu'une autre loi ou règlement attribue à cette juridiction.

**Art. 2a<sup>[7\)](#)</sup>**<sup>[27\)](#)</sup>

b) Exceptions

**Art. 3<sup>[26\)](#)</sup>** Ne sont pas du ressort du Conseil de prud'hommes :

a) les actions portées directement devant la Cour civile en vertu de l'article 8 du Code de procédure civile<sup>[30\)](#)</sup>;

- b) les affaires réglées par la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP)<sup>[28\)](#)</sup> auxquelles la procédure sommaire s'applique.

## CHAPITRE II : Organisation

### SECTION 1 : Structure d'organisation

#### Art. 4<sup>[10\)](#)</sup>

#### Art. 5<sup>[6\)](#)</sup>

Fonction

**Art. 6** <sup>1</sup> Les membres du Conseil de prud'hommes sont nommés pour la législature.<sup>[20\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Ils entrent en fonction en même temps que les magistrats.<sup>[31\)](#)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>[10\)](#)</sup>

Président et greffier

**Art. 7<sup>[4\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Le Conseil de prud'hommes est présidé par un magistrat du Tribunal de première instance.

<sup>2</sup> Le Tribunal de première instance désigne un greffier du Conseil de prud'hommes et un suppléant parmi le personnel du greffe.

Groupes professionnels et sections

**Art. 8** <sup>1</sup> Les groupes professionnels suivants sont constitués :

1. horlogerie, artisanat du métal, métallurgie, mécanique, électricité, électronique, plastique et toute autre branche s'y rapportant;
2. bâtiment, bois, génie civil, mines, agriculture, sylviculture, pisciculture, horticulture, élevage et toute autre branche s'y rapportant;
3. commerce et industrie de l'alimentation, tabac, commerce de détail, textile, chaussure, habillement, arts graphiques, services (hôtellerie, restauration, banques, assurances, etc.), professions libérales, hôpitaux et autres activités n'entrant pas dans les groupes 1 et 2.<sup>[5\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les contestations sur l'appartenance d'une entreprise à un groupe sont tranchées souverainement par le président du Tribunal cantonal.<sup>[5\)](#)</sup>



<sup>3</sup> Chaque groupe se divise en une section des employeurs et une section des travailleurs.

<sup>4</sup> Personne ne peut faire partie de deux groupes ou de deux sections.

<sup>5</sup> Sont aussi considérées comme employeurs les personnes qui engagent une entreprise ou une société par leur signature individuelle ou collective, tels que directeurs, gérants ou fondés de pouvoir inscrits au registre du commerce.

### **Art. 9<sup>10)</sup>**

Compétences  
a) Président seul

**Art. 10<sup>5)26)</sup>** <sup>1</sup> Le président du Conseil de prud'hommes juge seul les contestations dont la valeur est inférieure à 10 000 francs.

<sup>2</sup> Il est en outre compétent dans les cas prévus à l'article 5, alinéas 2 et 3, lettres a à g, de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse<sup>8)</sup>, ainsi que pour connaître des requêtes d'exécution de jugements rendus par le Conseil de prud'hommes ou son président comme juge unique ou par la Cour civile sur appel ou recours contre les jugements de ce dernier.<sup>34)</sup>

b) Conseil de prud'hommes

**Art. 11<sup>5)</sup>** <sup>1</sup> Lorsque la valeur litigieuse est égale ou supérieure à 10 000 francs, le Conseil de prud'hommes est composé, pour les débats et le jugement, du président et de deux assesseurs.<sup>4)26)</sup>

Désignation des juges

<sup>2</sup> Les juges sont désignés avant chaque audience par le président et choisis parmi les juges du groupe professionnel concerné, la moitié dans la section des employeurs et l'autre moitié dans la section des travailleurs; lorsque cela n'est pas possible, le président désigne un juge d'un autre groupe professionnel de la même section; pour que le Conseil de prud'hommes puisse juger valablement, il faut que la majorité des juges aient pris part à toutes les opérations de procédure indispensables à la connaissance de la cause.

Tâches du greffier

**Art. 12** <sup>1</sup> Le greffier se tient à la disposition du public, aux heures fixées et publiées par le Conseil de prud'hommes. Il se déplace dans les chefs-lieux de district sur rendez-vous.<sup>4)</sup>

<sup>2</sup> Le greffier donne gratuitement des renseignements sur toute question de la compétence du Conseil de prud'hommes.<sup>4)</sup>

3 et 4 ... [27\)](#)

<sup>5</sup> Il rédige le procès-verbal de la séance plénière et celui des débats; il est chargé de l'expédition et de la correspondance. [5\)](#)

<sup>6</sup> Il dirige le greffe et s'occupe de la comptabilité.

7 ... [10\)](#)

Défaut d'un juge **Art. 13** Le juge qui, sans voir présenté à temps une excuse valable, n'assiste pas à l'audience ou ne s'y présente pas, sera condamné par le président à une amende et aux frais causés par son absence ou son retard; s'il présente ultérieurement une excuse valable, cette sanction pourra être annulée.

Récusation **Art. 14** <sup>4)</sup> 1 ... [27\)](#)

<sup>2</sup> Il est statué sur une demande de récusation d'un membre ou du greffier du Conseil de prud'hommes, par le tribunal même, après que l'intéressé se sera retiré et aura été remplacé par son suppléant.

<sup>3</sup> Si la récusation de tous les membres ou de la majorité des membres du Conseil de prud'hommes est demandée, la Cour civile statue. Si elle déclare la récusation fondée, elle renvoie le jugement de l'affaire au Conseil de prud'hommes composé de membres non récusés; l'article 11, alinéa 2, s'applique.

Locaux et personnel **Art. 15** <sup>1</sup> L'Etat met les locaux et le personnel nécessaires à la disposition du Conseil de prud'hommes.

<sup>2</sup> Les séances du Conseil de prud'hommes ont lieu dans une salle de réunion, à l'exclusion des salles d'audience.

## SECTION 2 : Nomination

Principe **Art. 16** <sup>1</sup> Pour chaque section, trois assesseurs sont nommés selon les règles prescrites aux articles suivants. [4\)](#)

<sup>2</sup> Il ne peut être nommé qu'un juge par section dans la même entreprise.

<sup>3</sup> Pour les débats et le jugement, le Conseil de prud'hommes siège dans la composition prévue aux articles 10 et 11.<sup>[11\)](#)</sup>

Eligibilité **Art. 16a**<sup>[12\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les assesseurs doivent avoir l'exercice des droits civils et des droits politiques en matière cantonale.<sup>[24\)](#)</sup>

<sup>2</sup> En outre, les candidats doivent être occupés depuis six mois au moins dans une entreprise du groupe concerné.

Candidatures **Art. 17**<sup>[5\)](#)</sup> <sup>1</sup> Quatre mois avant le début de la fonction, le Tribunal cantonal procède, dans le Journal officiel, à un appel de candidatures en indiquant les formalités à remplir.

<sup>2</sup> Les candidatures doivent parvenir au Tribunal cantonal dans les trente jours qui suivent la publication.

<sup>3</sup> Les candidatures doivent être signées par les candidats présentés; elles mentionnent la date de naissance, le domicile et la profession du candidat, l'entreprise qu'il gère ou qui l'emploie, la date de son entrée en activité dans cette dernière et la situation qu'il y occupe; les étrangers produisent en outre une attestation établissant qu'ils jouissent de l'exercice des droits politiques; si des candidatures paraissent douteuses, le président du Tribunal cantonal procède aux vérifications nécessaires et écarte d'office les candidats non éligibles.

Nomination **Art. 18**<sup>[5\)](#)</sup> <sup>1</sup> S'il y a plus de candidatures valables pour une section qu'il n'y a de postes à pourvoir, le Tribunal cantonal procède à la nomination en tenant compte équitablement des candidatures proposées par les organisations professionnelles.

<sup>2</sup> Dans le cas contraire, les candidats sont nommés tacitement.

Nomination complémentaire **Art. 19**<sup>[5\)](#)</sup> <sup>1</sup> S'il y a insuffisance de candidats dans une section, le Tribunal cantonal demande des propositions complémentaires aux organisations concernées; à défaut de propositions complémentaires valables, il suscite des candidatures par voie d'appel; il procède ensuite à la nomination.

<sup>2</sup> Lorsqu'en cours de période se produit une vacance, le Tribunal cantonal procède à une nomination complémentaire, pour la fin de ladite période, sur la base des propositions des organisations professionnelles, selon l'alinéa 1 ci-dessus.

Publication **Art. 19a<sup>7)</sup>** Le Tribunal cantonal publie au Journal officiel la liste des juges nommés.

Promesse solennelle **Art. 19b<sup>25)</sup>** Les assesseurs font la promesse solennelle devant le président du Tribunal de première instance.

### **SECTION 3 : Sanctions disciplinaires<sup>6)</sup>**

Responsabilité disciplinaire **Art. 20<sup>6)25)</sup>** Les dispositions de la loi d'organisation judiciaire<sup>3)</sup> relatives à la responsabilité disciplinaire s'appliquent par analogie aux assesseurs.

## **CHAPITRE III : Procédure**

### **SECTION 1 : Déroulement de la procédure**

Dispositions complémentaires **Art. 21<sup>26)</sup>** Le Code de procédure civile<sup>30)</sup> est applicable aux causes dont connaît le Conseil de prud'hommes.

#### **Art. 21a<sup>7)</sup>**

Autorité de conciliation **Art. 22<sup>26)</sup>** <sup>1</sup> Le président du Conseil de prud'hommes ou, sur délégation de celui-ci, le greffier est autorisé de conciliation.

<sup>2</sup> Dans les litiges qui relèvent totalement ou partiellement de la loi fédérale du 24 mars 1995 sur l'égalité<sup>29)</sup>, il est assisté de deux juges assesseurs représentant paritairement les employeurs et les travailleurs ainsi que les hommes et les femmes.

#### **Art. 23 à 25a<sup>27)</sup>**

Représentation **Art. 26<sup>5)26)</sup>** <sup>1</sup> Les parties peuvent se faire représenter par un mandataire.

<sup>2</sup> Sont admis comme mandataires à titre professionnel :

- a) les avocats au sens de l'article 68, alinéa 2, lettre a, du Code de procédure civile<sup>30)</sup>;
- b) les représentants d'associations locales, régionales ou cantonales de travailleurs ou d'employeurs.

<sup>3</sup> Les mandataires mentionnés à l'alinéa 2, lettre b, doivent se faire inscrire sur la liste tenue à cet effet par le Tribunal de première instance.

**Art. 27 à 34**<sup>[27\)](#)</sup>

## **SECTION 2 : Voies de recours**

**Art. 35 à 37**<sup>[27\)](#)</sup>

## **SECTION 3 : Force exécutoire des jugements**

**Art. 38**<sup>[27\)](#)</sup>

## **SECTION 4 : Frais et dépens**

Frais

**Art. 39**<sup>[5/21\)](#)</sup> <sup>1</sup> La procédure devant le Conseil de prud'hommes est gratuite dans les litiges dont la valeur litigieuse ne dépasse pas 30 000 francs.<sup>[32\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque la valeur litigieuse est supérieure, le décret fixant les émoluments judiciaires<sup>[23\)](#)</sup> s'applique.

<sup>3</sup> La conciliation devant le président est exempte d'émoluments et de débours. Toutefois, dans les litiges dont la valeur litigieuse dépasse 30 000 francs, le président peut en percevoir conformément au décret fixant les émoluments judiciaires<sup>[23\)](#)</sup>, sans être tenu de prélever une avance :

- a) si l'affaire nécessite un travail d'une importance particulière, notamment lorsqu'elle prend beaucoup de temps ou est complexe; ou
- b) si une partie viole des règles de procédure ou agit de manière téméraire ou abusive.

<sup>4</sup> ...<sup>[33\)](#)</sup>

**Art. 40**<sup>[22\)](#)</sup>

**Art. 41**<sup>[6\)](#)</sup>

## CHAPITRE IV : Dispositions transitoires et finales

### Art. 42 et 43<sup>27)</sup>

Dispositions  
finales  
Abrogation

**Art. 44** Sous réserve de l'article 42, alinéa 3, de la présente loi, le décret du 6 décembre 1978 sur les tribunaux du travail est abrogé.

### Art. 45<sup>27)</sup>

**Art. 46** La loi du 9 novembre 1978 sur la formation professionnelle<sup>16)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 83, alinéas 2 et 3  
...<sup>17)</sup>

c) Première  
période de  
fonction

**Art. 47** La première période durant laquelle les juges prud'hommes sont en fonction vient à échéance le 31 décembre 1986.

d) Référendum  
facultatif

**Art. 48** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

e) Entrée en  
vigueur

**Art. 49** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>18)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 30 juin 1983

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Bernard Varrin  
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

## Dispositions transitoires et finales de la modification du 4 décembre 1986

<sup>1</sup> La présente modification est soumise au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Le Gouvernement en fixe l'entrée en vigueur<sup>19)</sup>.

<sup>3</sup> Les procédures en cours sont liquidées conformément au droit qui était en vigueur au début de la litispendance.

<sup>4</sup> Les juges nommés dans les quatre groupes professionnels prévus par l'ancienne législation demeurent en fonction jusqu'au 31 décembre 1990; en cas de vacance, ils sont remplacés conformément à l'article 19, alinéa 2, nouvelle teneur, en fonction des quatre groupes professionnels prévus par l'article 8, ancienne teneur.

1) [RS 220](#)

2) [RSJU 101](#)

3) [RSJU 181.1](#)

4) Nouvelle teneur selon le ch. IV de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001

5) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 4 décembre 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1987

6) Abrogé par le ch. I de la loi du 4 décembre 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1987

7) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 4 décembre 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1987

8) [RSJU 271.1](#)

9) RS 279; RSJU 279.2

10) Abrogé par le ch. IV de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001

11) Abrogé par le ch. I de la loi du 4 décembre 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1987. Nouvelle teneur selon le ch. IV de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001

12) Introduit par le ch. I de la loi du 4 décembre 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1987. Nouvelle teneur selon le ch. IV de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001

13) RSJU 188.11

14) Nouvelle teneur selon la section 3 de la loi du 20 septembre 1995, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996

15) Texte inséré dans ledit Code

16) [RSJU 413.11](#)

17) Texte inséré dans ladite loi

18) Art. 7 à 9 et 16 à 19 : 15 septembre 1983. Autres dispositions : 1<sup>er</sup> janvier 1984

- 
- 19) 1<sup>er</sup> mars 1987
- 20) Nouvelle teneur selon le ch. IX de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010
- 21) Nouvelle teneur selon le ch. IV de la loi du 24 mars 2010 modifiant des actes législatifs liés à la révision de la législation sur les émoluments, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 22) Abrogé par le ch. IV de la loi du 24 mars 2010 modifiant des actes législatifs liés à la révision de la législation sur les émoluments, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 23) [RSJU 176.511](#)
- 24) Nouvelle teneur selon l'art. 74a, chiffre 3, de la loi d'organisation judiciaire (RSJU 181.1), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 25) Introduit par l'art. 74a, chiffre 3, de la loi d'organisation judiciaire, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 26) Nouvelle teneur selon l'art. 17, chiffre 2, de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse du 16 juin 2010 ([RSJU 271.1](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 27) Abrogé(s) par l'art. 17, chiffre 2, de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse du 16 juin 2010 ([RSJU 271.1](#)), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 28) [RS 281.1](#)
- 29) [RS 151.1](#)
- 30) [RS 272](#)
- 31) Nouvelle teneur selon le ch. XI de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 32) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016
- 33) Abrogé par le ch. I de la loi du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2016
- 34) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 11 octobre 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024



# Loi instituant le Tribunal des baux à loyer et à ferme

du 30 juin 1983

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 102, lettre a, et 107 de la Constitution cantonale<sup>[1\)](#)</sup>,

vu les articles 2, alinéa 2, et 32, lettre c, de la loi d'organisation judiciaire du 23 février 2000<sup>[2\)3\)](#)</sup>,

*arrête :*

## SECTION 1 : Disposition générale

Principe

**Article premier** Le Tribunal des baux à loyer et à ferme (dénommé ci-après : "Tribunal") constitue une juridiction du Tribunal de première instance.<sup>[3\)](#)</sup>

## SECTION 2 : Compétence

Compétence à  
raison de la  
matière  
Principe

**Art. 2<sup>[22\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Le Tribunal connaît des contestations entre bailleurs et preneurs ou fermiers relatives au contrat de bail portant sur une chose immobilière et ses accessoires.

<sup>2</sup> Ne sont pas du ressort du Tribunal :

- a) les actions portées directement devant la Cour civile en vertu de l'article 8 du Code de procédure civile<sup>[25\)](#)</sup>;
- b) les affaires réglées par la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite (LP)<sup>[24\)](#)</sup> auxquelles la procédure sommaire s'applique;
- c) les affaires qui relèvent d'une autre autorité selon les dispositions introductives à la loi fédérale sur le bail à ferme agricole.

**Art. 3<sup>[4\)](#)</sup>**

**Art. 4<sup>[4\)](#)</sup>**

**Art. 5<sup>[23\)](#)</sup>**

**Art. 6<sup>7)</sup>****SECTION 3 : Organisation et nomination**

## Composition

**Art. 7<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Le Tribunal comprend seize assesseurs.<sup>22)</sup><sup>2</sup> Pour les débats et le jugement, le Tribunal siège dans la composition prévue aux articles 29 et 30.Nomination  
I. Président et greffier**Art. 8<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Le Tribunal est présidé par un magistrat du Tribunal de première instance.<sup>2</sup> Le Tribunal de première instance désigne un greffier et un suppléant parmi le personnel du greffe.II. Juges  
assesseurs  
a) Principe**Art. 9<sup>8)</sup>** Le Tribunal cantonal nomme :

- a) cinq assesseurs pour les preneurs de logements individuels et locaux commerciaux;
- b) cinq assesseurs pour les bailleurs de logements individuels et locaux commerciaux;
- c) trois assesseurs pour les fermiers d'exploitations agricoles;
- d) trois assesseurs pour les bailleurs d'exploitations agricoles.

## b) Eligibilité

**Art. 10<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> Les assesseurs doivent avoir l'exercice des droits civils et des droits politiques en matière cantonale.<sup>8)20)</sup><sup>2</sup> ...<sup>7)</sup><sup>3</sup> Pour être éligibles dans les catégories de preneurs ou de fermiers, les juges doivent être eux-mêmes preneurs ou fermiers ou être proposés par une association de preneurs ou de fermiers; pour être éligibles dans les catégories de bailleurs, les juges doivent être eux-mêmes bailleurs ou gérants d'immeubles ou être proposés par une association de bailleurs ou de gérants d'immeubles.<sup>4</sup> Les contestations sur l'appartenance à une catégorie sont tranchées souverainement par le président du Tribunal cantonal.

- c) Candidatures **Art. 11<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> Quatre mois avant le début de la période de fonction, le Tribunal cantonal procède, dans le Journal officiel, à un appel de candidatures en indiquant les formalités à remplir.
- <sup>2</sup> Les candidatures doivent parvenir au Tribunal cantonal dans les trente jours qui suivent la publication.
- <sup>3</sup> Les candidatures doivent être signées par les candidats présentés et mentionner la date de naissance et le domicile; en outre, si le candidat n'est pas proposé par une association, elles mentionnent la chose immobilière dont le candidat est preneur, fermier ou bailleur, ou le genre de chose immobilière dont il est gérant; si des candidatures paraissent douteuses, le président du Tribunal cantonal procède aux vérifications nécessaires et écarte d'office les candidats non éligibles.
- d) Nomination **Art. 12<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> S'il y a plus de candidatures valables pour une catégorie qu'il n'y a de postes à pourvoir, le Tribunal cantonal procède à la nomination en tenant compte équitablement des candidatures proposées par les associations de bailleurs, preneurs ou fermiers.
- <sup>2</sup> Dans le cas contraire, les candidats sont nommés tacitement.
- e) Nomination complémentaire **Art. 13<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> S'il y a insuffisance de candidats dans une catégorie, le Tribunal cantonal demande des propositions complémentaires aux associations concernées; à défaut de propositions complémentaires valables, il suscite des candidatures par voie d'appel; il procède ensuite à la nomination.
- <sup>2</sup> Lorsqu'en cours de période se produit une vacance, le Tribunal cantonal procède à une nomination complémentaire, pour la fin de ladite période, sur la base des propositions des associations concernées, selon l'alinéa 1 ci-dessus.
- f) Publication **Art. 13a<sup>9)</sup>** Le Tribunal cantonal publie au Journal officiel la liste des juges nommés.
- g) Statut, incompatibilité **Art. 13b<sup>9)</sup>** <sup>1</sup> Les juges et les suppléants sont nommés pour la législature et leur mandat est renouvelable.<sup>19)</sup>
- <sup>2</sup> ...<sup>7)</sup>

<sup>3</sup> Les fonctions de juge ou de suppléant au Tribunal et de membre d'une commission de conciliation sont incompatibles.

h) Récusation **Art. 13c<sup>10)</sup>** <sup>1</sup> Les articles 10, 11 et 12 du Code de procédure civile sont applicables à la récusation des membres et du greffier du Tribunal.

<sup>2</sup> Il est statué sur une demande de récusation d'un membre ou du greffier du Tribunal, par le tribunal même, après que l'intéressé se sera retiré et aura été remplacé par son suppléant.

<sup>3</sup> Si la récusation de tous les membres ou de la majorité des membres du Tribunal est demandée, la Cour civile statue. Si elle déclare la récusation fondée, elle renvoie le jugement de l'affaire au Tribunal composé de membres non récusés.

i) Promesse solennelle **Art. 13d<sup>21)</sup>** Les assesseurs font la promesse solennelle devant le président du Tribunal de première instance.

j) Responsabilité disciplinaire **Art. 13e<sup>21)</sup>** Les dispositions de la loi d'organisation judiciaire<sup>2)</sup> relatives à la responsabilité disciplinaire s'appliquent par analogie aux assesseurs.

#### SECTION 4 : Commission de conciliation

Autorité de conciliation **Art. 14<sup>22)</sup>** Les communes de la République et Canton du Jura doivent disposer d'une autorité paritaire de conciliation (dénommée ci-après : "commission de conciliation") conformément à l'article 200, alinéa 1, du Code de procédure civile<sup>25)</sup> ou y être affiliées.

**Art. 15 à 21<sup>23)</sup>**

Financement **Art. 21a<sup>11)</sup>** Le financement des commissions de conciliation incombe aux communes.

Exécution **Art. 22<sup>12)</sup>** Le Gouvernement règle par voie d'ordonnance la création et l'organisation des commissions de conciliation.

## SECTION 5 : Procédure devant le Tribunal

Procédure **Art. 23<sup>6)22)</sup>** Le Code de procédure civile<sup>25)</sup> est applicable aux causes dont connaît le Tribunal.

**Art. 24 à 28<sup>23)</sup>**

Président seul **Art. 29<sup>6)22)</sup>** <sup>1</sup> Le président du Tribunal juge seul les contestations dont la valeur litigieuse est inférieure à 10 000 francs.

<sup>2</sup> Il est en outre compétent dans les cas prévus à l'article 5, alinéas 2 et 3, lettres a à g, de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse<sup>5)</sup>, ainsi que pour connaître des requêtes d'expulsion de locataires ou de fermiers, et des requêtes d'exécution des jugements rendus dans le domaine de compétence du Tribunal.<sup>26)</sup>

Tribunal **Art. 30<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> Lorsque la valeur litigieuse est égale ou supérieure à 10 000 francs, le Tribunal est composé, pour les débats et le jugement, du président et de deux assesseurs.<sup>22)</sup>

<sup>2</sup> Le président choisit les deux juges paritairement et, en principe, selon la nature du litige.

Défaut d'un juge **Art. 30a<sup>9)</sup>** Le juge qui, sans avoir présenté à temps une excuse valable, n'assiste pas à l'audience ou ne s'y présente pas à l'heure fixée, sera condamné par le président à une amende et aux frais causés par son absence ou son retard; s'il présente ultérieurement une excuse valable, la sanction pourra être annulée.

**Art. 31 et 31a<sup>23)</sup>**

Représentation **Art. 32<sup>6)22)</sup>** <sup>1</sup> Les parties peuvent se faire représenter par un mandataire.

<sup>2</sup> Sont admis comme mandataires à titre professionnel :

- a) les avocats au sens de l'article 68, alinéa 2, du Code de procédure civile<sup>25)</sup>;
- b) les représentants des associations locales, régionales ou cantonales de preneurs, fermiers et bailleurs.

<sup>3</sup> Les mandataires mentionnés à l'alinéa 2, lettre b, doivent se faire inscrire sur la liste tenue à cet effet par le Tribunal de première instance.

**Art. 33 à 39<sup>23)</sup>**

## **SECTION 5<sup>BIS</sup> : Procédure devant la Cour civile<sup>9)</sup>**

**Art. 39a à 39b<sup>23)</sup>**

## **SECTION 5<sup>TER</sup> : Frais et dépens<sup>9)</sup>**

**Art. 40 à 41<sup>23)</sup>**

## **SECTION 6 : Dispositions transitoires et finales**

Exécution

**Art. 42** Le Gouvernement prend, par voie d'ordonnance, les dispositions d'exécution de la présente loi.

Abrogation du droit en vigueur

**Art. 43** <sup>1</sup> L'article 318, chiffre 6, le titre V de la deuxième section de la partie spéciale (art. 334 à 340) et l'article 344, alinéa 4, du Code de procédure civile sont abrogés.

<sup>2</sup> L'article 75 de la loi du 26 octobre 1978 sur l'organisation judiciaire est abrogé.

Dispositions transitoires  
a) Commission de conciliation

**Art. 44** Si la commission de conciliation compétente n'est pas encore constituée, la requête est déposée directement au greffe du Tribunal compétent.

b) Affaires en cours

**Art. 45** Les affaires en cours devant les instances judiciaires demeurent soumises à l'ancien droit.

c) Première période de fonction

**Art. 46** La première période durant laquelle les vice-présidents, les assesseurs et les suppléants sont en fonction vient à échéance le 31 décembre 1986.

Référendum facultatif

**Art. 47** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 48** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>17)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 30 juin 1983

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Bernard Varrin  
Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

**Dispositions transitoires et finales de la modification du 4 décembre 1986**

<sup>1</sup> La présente modification est soumise au référendum facultatif.

<sup>2</sup> Le Gouvernement en fixe l'entrée en vigueur<sup>18)</sup>.

<sup>3</sup> Les procédures en cours sont liquidées conformément au droit qui était en vigueur au début de la litispendance.

<sup>4</sup> Les assesseurs nommés dans les catégories prévues par l'ancienne législation demeurent en fonction jusqu'au 31 décembre 1990; en cas de vacance, ils sont remplacés conformément à l'article 13, alinéa 2, nouvelle teneur, en fonction des catégories prévues par l'article 12, ancienne teneur.

1) [RSJU 101](#)

2) [RSJU 181.1](#)

3) Nouvelle teneur selon le ch. V de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001

4) Abrogé par le ch. I de la loi du 4 décembre 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1987

5) [RSJU 271.1](#)

6) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 4 décembre 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1987

- 7) Abrogé par le ch. V de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. V de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 9) Introduit par le ch. I de la loi du 4 décembre 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1987
- 10) Introduit par le ch. I de la loi du 4 décembre 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1987. Nouvelle teneur selon le ch. V de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 11) Introduit par la section 1 de la loi du 14 décembre 1994 modifiant la répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995
- 12) Nouvelle teneur selon la section 1 de la loi du 14 décembre 1994 modifiant la répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995
- 13) [RSJU 188.11](#)
- 14) Introduit par le ch. V de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 15) Introduit par le ch. I de la loi du 4 décembre 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1987. Abrogé par le ch. V de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 16) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 décembre 1995, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996
- 17) Art. 8 à 13 : 15 septembre 1983; autres dispositions : 1<sup>er</sup> janvier 1984
- 18) 1<sup>er</sup> mars 1987
- 19) Nouvelle teneur selon le ch. X de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010
- 20) Nouvelle teneur selon l'art. 74a, chiffre 4, de la loi d'organisation judiciaire, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 21) Introduit par l'art. 74a, chiffre 4, de la loi d'organisation judiciaire, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 22) Nouvelle teneur selon l'art. 17, chiffre 3, de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 271.1](#))
- 23) Abrogé(s) par l'art. 17, chiffre 3, de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 271.1](#))
- 24) [RS 281.1](#)
- 25) [RS 272](#)
- 26) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 11 octobre 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024



# TABLE DES MATIERES

<b>2</b>	<b>Droit privé, procédure civile, exécution</b>
<b>21</b>	<b><i>Dispositions complémentaires et d'exécution du Code civil suisse</i></b>
<b>211</b>	<i>Loi introductive</i>
211.1	Loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978
211.2	Loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe
<b>212</b>	<i>Droit des personnes</i>
212.121	Décret du 25 avril 2001 sur le service de l'état civil
212.121.66	Arrêté du Gouvernement du 27 janvier 1987 fixant le tarif des indemnités versées aux officiers de l'état civil pour l'établissement des bulletins statistiques
212.223.2	Arrêté du Parlement du 25 mai 2011 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur la création et l'exploitation de l'autorité de surveillance LPP et des fondations de suisse occidentale
<b>213</b>	<i>Droit de la famille</i>
213.1	Loi du 23 mai 2012 sur l'organisation de la protection de l'enfant et de l'adulte
213.11	Ordonnance du 11 décembre 2012 concernant la protection de l'enfant et de l'adulte
213.12	Ordonnance du 2 septembre 2014 sur la rémunération et le remboursement des frais en matière de gestion des mesures de protection de l'enfant et de l'adulte
213.121	Arrêté du Gouvernement du 24 janvier 1989 portant reconnaissance provisoire de la qualité d'office de consultation conjugale ou familiale au Service de consultation conjugale et familiale de l'Eglise catholique
213.222	Ordonnance du 19 août 2008 portant introduction à la loi fédérale sur l'enlèvement international d'enfants et les conventions de La Haye sur la protection des enfants et des adultes
213.32	Loi du 24 octobre 1985 sur les mesures d'assistance et la privation de liberté
213.322	Décret du 24 octobre 1985 sur l'admission et la sortie des patients en établissements psychiatriques

**214** *Droit successoral*

214.431 Décret du 6 décembre 1978 sur l'établissement d'inventaires

**215** *Droits réels*

215.122.14 Loi du 9 novembre 1978 concernant le rachat des droits de propriété et d'usufruit grevant les arbres situés sur le fonds d'un tiers

215.124.1 Loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural du 21 février 2001

215.126.1 Loi du 22 octobre 1987 portant exécution de la loi fédérale du 16 décembre 1983 sur l'acquisition d'immeubles par des personnes à l'étranger

215.126.10 Arrêté du Gouvernement du 16 août 1988 dressant la liste des lieux dans lesquels l'acquisition de logements de vacances ou d'appartements dans un appart-hôtel peut être autorisée

215.126.2 Loi du 9 novembre 1978 touchant les acquisitions d'immeubles et de droits hypothécaires

215.129.1 Ordonnance du 23 août 2005 relative à la commission cantonale d'estimation foncière

215.231 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'engagement du bétail

215.322.1 Ordonnance du 7 décembre 1999 concernant l'organisation du Registre foncier

215.326.2 Loi du 9 novembre 1978 réglant les droits de mutation et les droits perçus pour la constitution de gages

215.341 Loi du 29 avril 2015 sur la géoinformation (LGéo)

215.341.11 Ordonnance du 10 décembre 2019 sur la géoinformation (OCGéo)

215.341.90 Arrêté du Gouvernement du 2 octobre 2018 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention entre la Confédération et les cantons sur l'indemnisation et les modalités de l'échange entre autorités de géodonnées de base relevant du droit fédéral

215.342.6 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le tarif des honoraires pour la conservation des documents cadastraux

215.343 Ordonnance du 27 novembre 2018 portant exécution de l'ordonnance fédérale du 9 juin 2017 sur le Registre fédéral des bâtiments et des logements

**22** *Dispositions complémentaires et d'exécution du Code des obligations***221** *Dispositions générales*

221.211 Arrêté du 30 novembre 1978 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat intercantonal du 8 octobre 1957 réprimant les abus en matière d'intérêt conventionnel

222	<i>Contrats</i>
222.132.1	Loi du 15 février 1990 portant introduction de la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur le bail à ferme agricole
222.153.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 28 septembre 1956 permettant d'étendre le champ d'application de la convention collective de travail
222.153.12	Règlement du Gouvernement du 2 décembre 2003 instituant une commission tripartite au sens de l'article 360b du Code des obligations
222.153.21	Contrat-type de travail du 20 décembre 1995 pour les travailleurs agricoles et le service de maison dans l'agriculture
222.153.22	Contrat-type de travail du 7 juin 2022 pour le personnel de l'économie domestique
222.153.23	Contrat-type de travail du 20 juin 2006 pour le personnel au service de la vente dans le commerce de détail
222.153.231	Contrat-type de travail prévoyant des salaires minimaux pour le personnel au service de la vente dans le commerce de détail du 16 août 2023
224	<i>Registre du commerce</i>
224.1	Ordonnance du 7 décembre 1999 concernant l'organisation du registre du commerce
<b>27</b>	<b><i>Procédure civile</i></b>
271	<i>Dispositions générales</i>
271.1	Loi d'introduction du Code de procédure civile du 16 juin 2010 (LiCPC)
271.11	Ordonnance du 22 février 2016 concernant la prise en charge des frais de médiation dans le cadre d'une procédure civile
271.111	Ordonnance du 24 novembre 2020 concernant le remboursement de l'assistance judiciaire en matière civile
<b>28</b>	<b><i>Poursuite pour dettes et faillite</i></b>
281	<i>Loi introductive</i>
281.1	Loi du 11 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite
282	<i>Organisation</i>
282.311	Règlement du 11 novembre 1980 concernant les cercles pour la nomination des agents de poursuites

283                      *Protection des données*

283.11                  Arrêté du Gouvernement du 16 septembre 2014 autorisant les  
Offices des poursuites et faillites à accéder en ligne aux données de  
l'Office des véhicules

284                      *Procédures spéciales*

284.11                  Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi  
fédérale du 4 décembre 1947 réglant la poursuite pour dettes contre  
les communes et autres collectivités de droit public cantonal

## Loi d'introduction du Code civil suisse (LiCC)<sup>[1](#)</sup>

du 9 novembre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 52 du titre final du Code civil suisse<sup>[2](#)</sup>,

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale<sup>[3](#)</sup>,

*arrête :*

### TITRE PREMIER : Des autorités compétentes et de la procédure

A. Autorités  
judiciaires  
I. En général

**Article premier**<sup>[41](#)</sup><sup>[51](#)</sup> La compétence des autorités judiciaires se détermine d'après les règles du Code de procédure civile<sup>[56](#)</sup> et celles de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse<sup>[54](#)</sup> toutes les fois qu'une décision judiciaire est nécessaire ou prévue par le Code civil suisse (CC), la loi fédérale du 30 mars 1911 complétant le Code civil suisse (livre cinquième : Code des obligations (CO)<sup>[4](#)</sup>), la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe (LPart)<sup>[40](#)</sup> ou la présente loi (LiCC) et que celle-ci n'en dispose pas autrement.

II. Juge civil

**Art. 2**<sup>[5](#)</sup><sup>[51](#)</sup> Le juge civil du Tribunal de première instance traite toutes les affaires dont la connaissance n'est pas attribuée à une autre autorité par la présente loi.

#### **Art. 2a à 7**<sup>[6](#)</sup>

Procédure

**Art. 7a**<sup>[52](#)</sup> Les dispositions du Code de procédure civile<sup>[56](#)</sup> s'appliquent aux décisions judiciaires rendues en vertu de la présente loi, à moins que celle-ci n'en dispose autrement.

B. Autorités  
administratives  
I. Maire

**Art. 8**<sup>[7](#)</sup><sup>[72](#)</sup> Le maire, ou le fonctionnaire désigné par la commune, est compétent dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse :

Art. 333, al. 3. Pour prendre les mesures nécessaires à l'égard des personnes de la maison d'un chef de famille atteintes de déficience mentale ou de troubles psychiques destinées à assurer la sécurité de celles-ci et des autres personnes.

Art. 720 et 721, al. 2. Pour recevoir avis des choses trouvées et en permettre la vente aux enchères publiques.

II. Conseil  
communal

**Art. 9<sup>37)57)</sup>** <sup>1</sup> Le conseil communal ou l'autorité désignée par la commune sont compétents dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse, le Code des obligations ou la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe :

Code civil suisse :

Art. 106. Pour intenter l'action en annulation du mariage.

Art. 259, al. 2, chiffre 3, et 260a. Pour intenter l'action en contestation de la reconnaissance de paternité.

Art. 261, al. 2. Pour agir en qualité de défendeur dans l'action en paternité.

Art. 504 et 505. Pour garder les testaments qui ne sont pas déposés chez un notaire.

Art. 551, al. 3. Pour communiquer le décès à l'autorité du domicile du défunt.

Art. 552. Pour introduire une procédure des scellés.

Code des obligations :

Art. 246, al. 2. Pour poursuivre contre le donataire l'exécution d'une charge imposée dans l'intérêt de la commune.

Loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personne du même sexe :

Art. 9, al. 2. Pour intenter l'action en annulation du partenariat enregistré.<sup>41)</sup>

<sup>2</sup> Dans les cas prévus par les articles 259, alinéa 2, chiffre 3, 260a et 550 du Code civil suisse, les attributions des communes et corporations bourgeoises demeurent réservées.

III. Recette et  
Administration de  
district

**Art. 9a<sup>38)</sup>** La Recette et Administration de district est l'autorité compétente dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse:

Art. 490, al. 1. Pour faire dresser inventaire de la succession échue au grevé de substitution.

Art. 553 à 556. Pour prendre les mesures propres à assurer la dévolution de l'hérédité et recevoir les testaments découverts lors du décès, sous réserve des articles 54 à 56a de la présente loi.

Art. 592. Pour faire dresser inventaire d'une succession dévolue au Canton.

## IV. Juge administratif

**Art. 10<sup>34)58)</sup>** Le juge administratif est l'autorité compétente dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse ou le Code des obligations :

Code civil suisse :

Art. 518. Pour surveiller les exécuteurs testamentaires.

Art. 570, 574 à 576. Pour recevoir les déclarations de répudiation de succession et prendre les mesures qui s'y rapportent.

Art. 580 et 581. Pour accorder le bénéfice d'inventaire et faire dresser l'inventaire.

Art. 588. Pour recevoir la déclaration des héritiers une fois l'inventaire terminé.

Art. 593 et 595. Pour autoriser la liquidation officielle de la succession et prendre les mesures y relatives.

Art. 602, al. 3. Pour désigner le représentant d'une communauté héréditaire.

Art. 609. Pour intervenir officiellement au partage de successions.

Code des obligations :

Art. 246, al. 2. Pour poursuivre contre le donataire l'exécution d'une charge imposée en faveur du district ou de plusieurs communes du même district.

## V. Officier de police judiciaire

**Art. 10a<sup>45)</sup>** L'officier de police judiciaire, au sens de l'article 9 de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse<sup>46)</sup>, est l'autorité compétente dans le cas ci-après prévu par le Code civil suisse.<sup>55)</sup>

Art. 28b, alinéa 4. Pour prononcer l'expulsion immédiate du logement commun en cas de crise (art. 20a à 20c LiCC).

## VI. Service juridique

**Art. 10b<sup>83)</sup>** <sup>1</sup> Le Service juridique est chargé d'exécuter la surveillance électronique prononcée en vertu de l'article 28c, alinéa 1, du Code civil suisse<sup>2)</sup>, en particulier d'installer les appareils, de recevoir les données, d'en prendre connaissance et, en cas de non-respect des conditions posées, d'en informer le juge qui a ordonné la surveillance de l'interdiction.

<sup>2</sup> Le Gouvernement définit, par voie d'ordonnance, les modalités applicables à l'exécution de la surveillance électronique. Il fixe en particulier les règles de participation de la personne surveillée aux coûts.

<sup>3</sup> Le juge qui a ordonné la surveillance de l'interdiction peut en tout temps prendre connaissance des données relatives à l'utilisation des appareils.

<sup>4</sup> En cas de non-respect des conditions et des charges ou de sollicitation dans le cadre d'une enquête pénale en cours, le juge qui a ordonné la surveillance de l'interdiction est habilité à transmettre ces données aux autorités de police et aux autorités judiciaires compétentes. Cette compétence peut être déléguée, par voie d'ordonnance, au Service juridique.

<sup>5</sup> Le cas échéant, les données peuvent également être transmises aux autorités étrangères du lieu où se situe la personne surveillée.

<sup>6</sup> Les données récoltées sont conservées douze mois après la fin de la mesure. Une autorité judiciaire peut demander l'extraction et l'enregistrement des données sur un support indépendant en vue de sa conservation dans le cadre d'une procédure judiciaire.

Autorité de  
protection de  
l'enfant et de  
l'adulte

**Art. 11<sup>53)73)</sup>** L'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte est compétente pour toutes les tâches qui lui sont dévolues en vertu des législations fédérale et cantonale.

VII. Gouverne-  
ment

**Art. 12<sup>84)</sup>** Le Gouvernement ou le département désigné par lui est l'autorité compétente dans les cas ci-après prévus par le Code civil suisse ou le Code des obligations :

Code civil suisse :

Art. 30. Pour autoriser les changements de nom (département auquel est rattaché le Service de la population).

Art. 78. Pour demander la dissolution d'une association dont le but est illicite ou contraire aux mœurs.

Art. 268. Pour prononcer l'adoption.

Art. 290 et 293, al. 2. Pour aider à l'exécution des obligations d'entretien et verser les avances d'entretien (Département de la Santé et des Affaires sociales<sup>9)</sup>).

Art. 885. Pour autoriser les établissements de crédit et les sociétés coopératives à faire les opérations de prêt et de crédit sur l'engagement de bétail (Département de la Justice).

Art. 907. Pour autoriser l'exercice du métier de prêteur sur gages.

Code des obligations :

Art. 246, al. 2. Pour poursuivre contre le donataire l'exécution d'une charge imposée en faveur du Canton ou de plusieurs districts.

Art. 359. Pour rédiger les contrats-types de travail ou d'apprentissage.

Art. 482. Pour conférer le droit d'émettre des papiers-valeurs pour marchandises entreposées.



Art. 515. Pour autoriser les loteries et tirages au sort.

Art. 522 et 524. Pour reconnaître les asiles d'entretien viager et approuver leurs conditions d'admission et leurs règlements d'ordre intérieur (Département de la Santé et des Affaires sociales).

VII<sup>bis</sup>. Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale

**Art. 12a<sup>85)</sup>** La surveillance des fondations classiques, des institutions de prévoyance professionnelle ainsi que des institutions qui servent à la prévoyance professionnelle, au sens des articles 80 à 89a du Code civil suisse<sup>2)</sup>, est confiée à l'Autorité de surveillance LPP et des fondations de Suisse occidentale.

VIII. Recours et procédure de recours

**Art. 13** La procédure de recours est réglée par les dispositions du Code de procédure administrative.<sup>10)</sup>

## **TITRE DEUXIEME : Dispositions organiques et droit civil cantonal**

### **CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales**

A. Authenticité

**Art. 14** <sup>1</sup> Le notaire donne l'authenticité aux actes et reçoit les testaments publics.

<sup>2</sup> Sa compétence, ses devoirs ainsi que la forme des actes notariés sont déterminés par les dispositions des lois et décrets en la matière.

<sup>3</sup> Les formes spéciales prescrites par le Code civil suisse et leurs effets quant à la validité de certains actes demeurent réservés.

B. Publication  
I. En général

**Art. 15<sup>11)</sup>** Les publications, sommations et avis publics prévus par le Code civil suisse, le Code des obligations et la présente loi, ainsi que ceux des autorités, ont lieu par insertion dans le Journal officiel ou par lecture et affichage publics.

II. Publication spéciale  
1. Dans le Journal officiel

**Art. 16<sup>12)72)</sup>** Les publications prévues par les articles 36, 174, 555, 558, 582, 662 du Code civil suisse, et par l'article 359a du Code des obligations se font dans le Journal officiel.

2. Triple publication

**Art. 17<sup>72)</sup>** Dans les cas des articles 36, 555, 558, 582 et 662 du Code civil suisse, la publication devra avoir lieu trois fois de suite.

III. Dans la  
Feuille officielle  
suisse du  
commerce

**Art. 18** <sup>1</sup> Les publications dans la Feuille officielle suisse du commerce prescrites par le Code civil suisse et le Code des obligations demeurent réservées.

<sup>2</sup> Est de même réservé le droit des autorités compétentes d'ordonner toutes autres publications qui leur paraîtront convenables.

## CHAPITRE II : Des personnes

A. Etat civil  
I. Organisation

**Art. 19** La circonscription des arrondissements de l'état civil, la nomination et la rétribution des officiers de l'état civil et de leurs suppléants seront réglées par un décret du Parlement, décret qui complétera d'autre part les dispositions fédérales sur la surveillance en matière d'état civil, la publication et la célébration des mariages ainsi que la tenue du registre des mariages.

II. Obligation de  
donner avis des  
naissances dont  
la mère n'est pas  
mariée avec le  
père

**Art. 20**<sup>72)</sup> Les officiers de l'état civil informeront d'office l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte de toute naissance d'enfant n'ayant de rapport de filiation qu'avec la mère.

B. Expulsion  
immédiate du  
logement  
commun en cas  
de crise  
I. Décision

**Art. 20a**<sup>45)</sup> <sup>1</sup> En cas de violence, de menaces ou de harcèlement, l'officier de police judiciaire, au sens de l'article 9 de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse<sup>46)</sup>, peut prononcer l'expulsion immédiate du logement commun en cas de crise (art. 28b, al. 4, CC) pour une durée de 10 jours au plus.<sup>55)</sup>

<sup>2</sup> La décision est notifiée par écrit à la personne expulsée et à la personne qui fait l'objet de l'atteinte.

<sup>3</sup> Outre les exigences des articles 85 et 86 du Code de procédure administrative<sup>47)</sup>, elle comporte notamment les éléments suivants :

- a) la durée de l'expulsion;
- b) l'obligation pour la personne expulsée de remettre à un agent public ses clés du logement commun et de lui communiquer une adresse où elle pourra être atteinte;
- c) le droit pour la personne expulsée de prendre dans le logement commun, au moment de l'expulsion et en présence d'un agent public, les effets personnels strictement nécessaires pour la durée de l'expulsion;
- d) une menace de la peine prévue à l'article 292 du Code pénal suisse<sup>48)</sup> en cas d'insoumission à une décision de l'autorité;

- e) si nécessaire, le recours à la force publique afin de garantir son exécution;
- f) en annexe, une information sur les droits et les obligations de la personne expulsée et de la personne qui fait l'objet de l'atteinte.

## II. Recours

**Art. 20b<sup>45)</sup>** <sup>1</sup> La décision est sujette à recours dans les 5 jours dès sa notification auprès du juge administratif. Celui-ci statue sans délai.

<sup>2</sup> La procédure d'opposition ne s'applique pas.

<sup>3</sup> Le recours n'a pas d'effet suspensif, à moins que la décision ne le prévoie ou que l'autorité de recours n'en décide autrement, d'office ou sur requête.

<sup>4</sup> Si une partie le requiert, l'autorité de recours peut en tout temps retirer l'effet suspensif accordé ou prendre d'autres mesures provisionnelles.

## III. Renvoi

**Art. 20c<sup>45)</sup>** Au surplus, la procédure est régie par le Code de procédure administrative<sup>47)</sup>.

## C. Corporations d'allmends et autres

**Art. 21** <sup>1</sup> Les corporations d'allmends, de forêts, de chemins, d'usagers, de pâturages, de digues, les associations de concessionnaires de forces hydrauliques prévues par l'article 60 de la loi sur l'utilisation des eaux<sup>13)</sup>, les syndicats d'améliorations foncières, les caisses d'assurance du bétail et autres corporations du même genre soumises au droit cantonal acquièrent la personnalité civile par la sanction du département compétent en vertu du décret d'organisation donnée à leurs statuts et à leurs règlements et sans avoir besoin de se faire inscrire au registre du commerce.

<sup>2</sup> Les corporations de ce genre qui existent déjà sont reconnues comme personnes morales, mais sont tenues de soumettre leurs statuts et leurs règlements à la sanction du département compétent en vertu du décret d'organisation.

<sup>3</sup> Celui-ci peut leur fixer un délai à cet effet, sous commination de peine.

## CHAPITRE III : De la famille

## A. Registre des régimes matrimoniaux

**Art. 22** <sup>1</sup> Le préposé au registre du commerce est tenu de conserver les registres des régimes matrimoniaux établis conformément à l'ancien droit et de les tenir à disposition de qui est appelé à les consulter.<sup>12)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>42)</sup>

3 ... [42\)](#)

B. Offices de  
consultation  
conjugale ou  
familiale

**Art. 22a**<sup>[14\)](#)</sup> L'encouragement à la création d'offices de consultation conjugale ou familiale ou le soutien à certaines associations ou collectivités dans la mise sur pied ou le développement d'offices privés font l'objet d'un décret du Parlement.

**Art. 23 à 25**<sup>[74\)](#)</sup>

C. Protection de  
l'enfant  
Droit d'aviser et  
obligation de  
signaler

**Art. 26**<sup>[43\)](#)[72\)](#)</sup> Le droit d'aviser l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte ou l'obligation de l'informer d'une situation dans laquelle un enfant est victime de mauvais traitements, ne reçoit pas les soins ou l'attention commandée par les circonstances, ou dont les intérêts ne sont pas sauvegardés de manière adéquate, se règle conformément aux articles 12 et 13 de la loi sur la politique de la jeunesse<sup>[44\)](#)</sup>.

**Art. 27**<sup>[74\)](#)</sup>

D. Organisation  
de l'autorité de  
protection de  
l'enfant et de  
l'adulte

**Art. 28**<sup>[15\)](#)[72\)](#)</sup> L'organisation de la protection de l'enfant et de l'adulte est réglée par une loi spéciale.

**Art. 29**<sup>[36\)](#)</sup>

**Art. 30 à 49**<sup>[74\)](#)</sup>

**Art. 50**<sup>[59\)](#)</sup>

E. Asile de  
famille

**Art. 51** <sup>1</sup> Il est permis de fonder des asiles de famille suivant les règles posées dans les articles 349 à 358 du Code civil suisse.

<sup>2</sup> L'organisation en sera réglée par une ordonnance du Gouvernement.

## CHAPITRE IV : Des successions

### Art. 52<sup>16)</sup>

A. Successions  
en déshérence

**Art. 53** Les successions en déshérence sont dévolues à l'Etat. La moitié de la succession revient à la commune du dernier domicile du défunt.

B. Mesures  
conservatoires  
I. Procédure des  
scellés

**Art. 54<sup>39)</sup>** <sup>1</sup> L'autorité communale compétente introduit une procédure des scellés :

- a) <sup>72)</sup> au décès d'une personne qui vivait seule et ne bénéficiait pas d'une mesure de protection (tutelle, curatelle de représentation ou de portée générale ou mandat pour cause d'inaptitude);
- b) à la demande d'un héritier;
- c) chaque fois qu'elle juge cette mesure opportune.

<sup>2</sup> Le décret sur l'établissement d'inventaires<sup>17)</sup> règle la procédure.

II. Inventaire  
successoral

**Art. 55<sup>39)</sup>** <sup>1</sup> La Recette et Administration de district fait dresser un inventaire :

- a) <sup>72)</sup> lorsqu'un héritier est ou doit être placé sous tutelle ou sous curatelle de représentation ou de portée générale;
- b) en cas d'absence prolongée d'un héritier qui n'a pas laissé de fondé de pouvoirs;
- c) à la demande d'un héritier;
- d) quand le père ou la mère sont morts et qu'il y a des enfants mineurs.

<sup>2</sup> Elle peut renoncer à l'établissement d'un inventaire lorsqu'il est notoire que le défunt ne possédait aucune fortune ou seulement une fortune minime et n'avait pas effectué d'avancement d'hoirie.

<sup>3</sup> L'inventaire est dressé par un notaire.

<sup>4</sup> Le décret sur l'établissement d'inventaires<sup>17)</sup> règle la procédure.

III. Recherche  
des héritiers

**Art. 55a<sup>38)</sup>** <sup>1</sup> La Recette et Administration de district procède aux sommations prévues par l'article 555 du Code civil suisse. Les sommations sont publiées conformément aux articles 16 et 17.

<sup>2</sup> Lorsqu'un inventaire est ordonné, les sommations sont faites par le notaire chargé de le dresser.

IV. Testaments  
1. Annonce au  
registre central

**Art. 55b<sup>38)</sup>** Les testaments publics et les pactes successoraux instrumentés par les notaires de même que les testaments olographes déposés auprès d'eux ou auprès des communes (art. 9, al. 1) sont annoncés au registre central suisse des testaments aux frais du testateur, sauf dispense expresse de ce dernier. L'annonce est faite par le notaire ou par la commune.

2. Ouverture

**Art. 55c<sup>38)</sup>** <sup>1</sup> Lorsque le défunt a laissé un ou plusieurs testaments, le notaire chargé de dresser l'inventaire procède à leur ouverture conformément aux articles 557 et 558 du Code civil suisse. S'il est renoncé à l'établissement d'un inventaire, la Recette et Administration de district désigne le notaire ayant reçu en dépôt un testament ou, à défaut, celui proposé par les héritiers. La désignation du notaire est définitive.

<sup>2</sup> Le notaire avise les exécuteurs testamentaires du mandat que leur a conféré le défunt (art. 517, al. 2 CC).

3. Garde<sup>39)</sup>

**Art. 56** <sup>1</sup> Les testaments restent après leur ouverture en la garde du notaire qui les a ouverts.<sup>39)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque la succession est liquidée par un notaire, le testament reste déposé en son étude.

V. Certificats  
d'héritier et  
d'exécuteur  
testamentaire

**Art. 56a<sup>38)</sup>** Les notaires sont seuls compétents pour délivrer, conformément à l'article 559 du Code civil suisse, un certificat d'héritier légal, institué ou contractuel, ou un certificat d'exécuteur testamentaire.

C. Partage  
I. Limite de  
morcellement

**Art. 57<sup>18)</sup>** Il est interdit de morceler un bien-fonds en parcelles d'une contenance inférieure à 25 ares, s'il s'agit de terrains, exception faite des cours, assises de maisons, jardins, vergers, potagers et terrains à bâtir, et à 50 ares s'il s'agit de forêts.

II. Estimation des  
biens-fonds dans  
les partages

**Art. 58<sup>58)</sup>** Dans les partages de successions, le prix d'attribution des immeubles (art. 617 à 619 CC) est fixé par la commission cantonale d'estimation foncière instituée par la loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural<sup>60)</sup>.

## CHAPITRE V : Des droits réels

### A. Accessoires

**Art. 59** Les biens meubles, tels que machines, mobilier d'hôtel et autres choses semblables qui servent à l'exploitation d'un établissement industriel ou commercial sont considérés, d'après l'usage admis jusqu'à présent, comme accessoires des bâtiments et peuvent en cette qualité être constitués en gage en même temps que ces derniers.

### B. Terres nouvelles, choses sans maître et biens du domaine public I. Terres nouvelles

**Art. 60** <sup>1</sup> Les terres utilisables qui se forment dans les régions sans maître par alluvion, remblais, glissements de terrain, changements de cours ou de niveaux des eaux publiques, ou d'autre manière encore, appartiennent à l'Etat.

<sup>2</sup> L'Etat peut attribuer ces terres aux propriétaires des fonds contigus ou les destiner à l'entretien du cours d'eau.

<sup>3</sup> Si des terrains boisés ou incultes bordant les rives d'un cours d'eau ne servent pas encore à son entretien, le Département de l'Environnement et de l'Equipeement peut les affecter à cette destination.

### II. Domaine public a) Composition

**Art. 61**<sup>79)</sup> <sup>1</sup> Le domaine public est constitué :

- a) des choses dans l'usage commun par nature telles que les terrains impropres à la culture et les eaux publiques; les eaux publiques sont définies dans la loi du 28 octobre 2015 sur la gestion des eaux<sup>80)</sup>;
- b) des choses dans l'usage commun par affectation telles que les routes, places, parcs, etc.

### b) Propriété

<sup>2</sup> Les biens du domaine public appartiennent à l'Etat ou, pour ceux affectés à l'usage commun par les communes, à ces dernières.

<sup>3</sup> Des droits de propriété privée ou des droits réels limités ne peuvent être acquis sur ces biens ni par prescription ni par occupation. Ils ne peuvent reposer que sur un titre d'acquisition ou sur leur exercice depuis un temps immémorial.

### c) Utilisation

**Art. 62**<sup>79)</sup> L'usage et l'exploitation des biens du domaine public sont placés sous la surveillance de la collectivité à laquelle ils appartiennent et réglés dans la législation spéciale.

III. Territoires en mouvement permanent

**Art. 62a**<sup>[19\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le Service de l'aménagement du territoire requiert, d'office ou sur demande, la mention au registre foncier des territoires en mouvement permanent.

<sup>2</sup> Les géomètres d'arrondissement et les géomètres chargés de la mise au courant des plans cadastraux sont tenus de signaler les territoires en mouvement permanent au Service de l'aménagement du territoire.

<sup>3</sup> Avant de requérir la mention, le Service de l'aménagement du territoire invite les propriétaires intéressés à se déterminer au sujet de la mention envisagée.

<sup>4</sup> En cas de contestation de la part des propriétaires, le Service de l'aménagement du territoire rend une décision constatant la nature du terrain en question.

C. Droits de voisinage  
I. Constructions et plantations  
1. Distances à la limite

**Art. 63** <sup>1</sup> Pour les constructions et les installations autres que souterraines et partiellement souterraines, une distance à la limite de 3 m au moins sera observée par rapport aux biens-fonds voisins. Sont réservées les prescriptions de droit public concernant la manière de bâtir en ordre contigu ou presque contigu.<sup>[81\)](#)</sup>

<sup>1bis</sup> On entend par construction souterraine une construction qui, à l'exception de l'accès et des garde-corps, se trouve entièrement au-dessous du terrain de référence ou du terrain excavé.<sup>[82\)](#)</sup>

<sup>1ter</sup> On entend par construction partiellement souterraine une construction qui ne dépasse pas 1,20 m au-dessus du terrain de référence ou du terrain excavé.<sup>[82\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Si la manière de construire en ordre contigu est admise, mais non prescrite, le propriétaire foncier qui ne pose pas les murs extérieurs latéraux à la limite est tenu d'observer une distance à la limite de 6 m.

<sup>3</sup> Si, en vertu de la législation antérieure, un bâtiment voisin avec mur extérieur a été construit à la limite, une construction contiguë de mêmes dimensions est autorisée.

2. Petites constructions et annexes

**Art. 64**<sup>[81\)](#)</sup> <sup>1</sup> Pour les petites constructions et les annexes, une distance de 2 m par rapport à la limite suffit.



<sup>2</sup> On entend par petite construction une construction non accolée à un bâtiment, qui ne dépasse pas 60 m<sup>2</sup> de surface de plancher et 4 m de hauteur totale, et qui ne comprend que des surfaces utiles secondaires.

<sup>3</sup> On entend par annexe une construction accolée à un bâtiment, qui ne dépasse pas 60 m<sup>2</sup> de surface de plancher et 4 m de hauteur totale, et qui ne comprend que des surfaces utiles secondaires.

3. Saillies

**Art. 65<sup>[81\)](#)</sup>** <sup>1</sup> La distance à la limite ne s'applique pas aux saillies.

<sup>2</sup> On entend par saillies les parties saillantes du plan de façade, à l'exception des avant-toits, dont la profondeur n'excède pas 1,20 m et dont la largeur n'excède pas 30 % de la largeur du plan de façade considéré.

3bis. Avant-toits

**Art. 65a<sup>[82\)](#)</sup>** Les avant-toits peuvent empiéter sur la distance à la limite de 1,20 m au plus.

4. Fosses d'aisances et à fumier

**Art. 66** <sup>1</sup> Les installations destinées à recueillir les excréments, le purin, le fumier et d'autres détritux malodorants seront construites à une distance de 3 m au moins par rapport à la limite.

<sup>2</sup> Si ces installations sont construites de manière à ne pas nuire aux voisins, il n'est pas besoin d'observer la distance à la limite, pour autant que ces installations ne dépassent pas le terrain de référence de plus de 1,20 m.<sup>[81\)](#)</sup>

5. Droit de reconstruire

**Art. 67** <sup>1</sup> Un bâtiment totalement ou partiellement détruit par l'action d'éléments naturels peut être reconstruit dans ses dimensions antérieures dans un délai de cinq ans, sans égard aux distances à la limite du droit privé.<sup>[81\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le délai est réputé observé si, avant son expiration, la demande d'un permis a été présentée. La reconstruction se fera sans interruption arbitraire.

6. Murs coupe-feu  
a) Obligation

**Art. 68** Les bâtiments construits à la limite seront pourvus, du côté de la limite, d'un mur coupe-feu.

b) Propriété

**Art. 69** <sup>1</sup> Par l'achat, le voisin acquiert en copropriété le droit d'utiliser aussi un mur coupe-feu existant.

<sup>2</sup> Il sera payé pour ce droit une indemnité calculée en fonction de l'intérêt des voisins concernés à l'existence du mur coupe-feu.

<sup>3</sup> Il peut être fait mention, au registre foncier, des droits de propriété et d'utilisation que le voisin a acquis sur le mur coupe-feu.

c) Exhaussement **Art. 70** Chaque copropriétaire a le droit d'exhausser le mur coupe-feu ou de l'approfondir. Il supporte seul les frais qui résultent de ces travaux. Si le voisin bâtit en contiguïté au nouveau pan de mur, il paiera l'indemnité prévue à l'article 69, alinéa 2, ci-dessus.

7. Murs de soutènement et talus  
a) Obligation de construire; exécution

**Art. 71** <sup>1</sup> Celui qui procède à des remblais ou à des fouilles le long de la limite est tenu de protéger le bien-fonds voisin au moyen de murs de soutènement ou de talus.

<sup>2</sup> L'inclinaison maximale des talus sera de 45° (100 %). Dans les terrains abrupts demeure réservée une inclinaison plus forte des talus qui se sont formés naturellement ou ont été suffisamment consolidés.

<sup>3</sup> Le mur de soutènement peut être placé à la limite. S'il sert au remblai, il ne doit pas dépasser de plus de 1,20 m le terrain de référence le plus élevé.<sup>[81\)](#)</sup>

b) Propriété

**Art. 72** <sup>1</sup> Le mur de soutènement placé sur la limite est considéré comme faisant partie intégrante du fonds du propriétaire qui l'a construit. Si cela ne peut être déterminé, le mur est réputé appartenir en copropriété aux deux voisins.

<sup>2</sup> Au surplus sont applicables les prescriptions relatives aux murs coupe-feu.

8. Clôtures

**Art. 73** <sup>1</sup> Les clôtures, telles que palissades, murs et haies, peuvent être établies à la limite si elles n'excèdent pas une hauteur de 1,20 m à compter du terrain de référence du fonds le plus élevé.<sup>[81\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les clôtures plus hautes seront éloignées de la limite d'une distance équivalant à l'excédent de leur hauteur, mais au maximum de 3 m.

<sup>3</sup> Pour les haies à feuillage persistant, les distances à observer sont augmentées de 50 cm et comptées jusqu'au milieu de l'endroit où se trouve la plantation.

## 9. Arbres et buissons

**Art. 74** <sup>1</sup> Pour les arbres et buissons plantés après l'entrée en vigueur de la présente disposition, on observera à tout le moins les distances à la limite suivantes calculées jusqu'au milieu de l'endroit où se trouve la plantation :

- 5 m pour les arbres à haute tige qui ne sont pas des arbres fruitiers, ainsi que pour les noyers;
- 3 m pour les arbres fruitiers à haute tige;
- 1 m pour les arbres fruitiers nains, les arbres ornementaux et les espaliers, pour autant qu'ils soient constamment taillés en vue de ne pas dépasser une hauteur de 3 m;
- 50 cm pour les buissons ornementaux d'une hauteur de 2 m au plus, ainsi que pour les buissons à baies et les vignes.

<sup>2</sup> Ces distances seront observées aussi pour les arbres et buissons sauvages.

<sup>3</sup> Pour les prétentions tendant à supprimer les plantations trop proches, le délai de prescription est de cinq ans. L'observation des hauteurs maximales peut être exigée en tout temps.

## 10. Ombre portée

**Art. 75** <sup>1</sup> Si l'ombre projetée par des arbres à haute tige porte une atteinte grave aux conditions d'hygiène des logements, le propriétaire de ces arbres est tenu de les tailler, moyennant une indemnité équitable, pour en réduire la hauteur à des proportions tolérables et, en cas de nécessité, de les supprimer.

<sup>2</sup> Demeure réservé le maintien de ces arbres en fonction d'intérêts publics, en particulier ceux de la protection de la nature et du patrimoine, ainsi que de la protection des allées.

## 11. Utilisation de murs placés à la limite

**Art. 76** Le voisin a le droit, sans être tenu à indemnité, d'établir, aux murs et aux parois situés à ou sur la limite, des installations qui ne causent point de dommages, notamment des espaliers.

## 12. Droit de passage sur le fonds voisin

**Art. 77** Le voisin tolérera le passage sur son bien-fonds ou l'utilisation temporaire de ce fonds, lorsqu'ils sont nécessaires à l'établissement ou à l'entretien de constructions, de routes, de plantations le long de la limite ou de toutes autres installations, telles que les conduites. Il sera informé en temps utile et peut exiger que ces droits soient exercés avec le plus d'égard possible et moyennant dédommagement intégral.

II. Plantations  
forestières

**Art. 78** <sup>1</sup> Les plantations dans les bois et forêts ne doivent pas s'approcher à plus d'un mètre de la limite de la propriété voisine. En outre les trouées de démarcation doivent toujours avoir au moins un mètre de large.

<sup>2</sup> A côté d'un terrain non boisé, la lisière de la forêt doit se trouver à cinq mètres en arrière de la ligne de démarcation s'il s'agit d'un peuplement neuf et à trois mètres au moins s'il s'agit d'un repeuplement; dans cette largeur peut être comprise celle du chemin ou fossé qui longe intérieurement la limite.

III. Ouvrages  
servant à la  
vidange des  
forêts

**Art. 79** Les propriétaires dont les bois et forêts ne sont pas reliés suffisamment à une voie publique, peuvent exiger, contre pleine et entière indemnité, que leur soit concédé le droit d'établir les ouvrages nécessaires pour la vidange, tels que dévaloirs, glissoirs, etc.

IV. Droits de  
passage, de  
barre et  
d'irrigation et  
clôtures

**Art. 80** <sup>1</sup> Demeurent en vigueur les usages suivis jusqu'à présent ainsi que les dispositions de police ou d'ordre économique des droits coutumiers en ce qui concerne la faculté accordée aux propriétaires d'emprunter le fonds voisin pour travaux d'exploitation, de réparation ou de construction sur leurs propres fonds et en ce qui a trait aux droits de barre, de charrue, d'abreuvoir, de passage en saison morte, de dévalage, d'irrigation et autres droits analogues, comme aussi en ce qui touche les fossés, haies, murs et autres clôtures.

<sup>2</sup> Les dispositions y relatives seront réunies et précisées dans un décret du Parlement. Les droits qui en découlent ne seront pas inscrits au registre foncier.

D. Restrictions  
de droit public  
I. Antiquités,  
monuments  
naturels, etc.

**Art. 81** <sup>1</sup> Le Gouvernement est autorisé à prendre par voie d'ordonnance les mesures nécessaires et à édicter des peines pour la protection et la conservation des antiquités, des monuments naturels, des plantes, pour protéger contre toute altération les sites, l'aspect des localités et les points de vue et pour sauvegarder les sources d'eaux minérales.

<sup>2</sup> En tant et pour aussi longtemps que le Gouvernement ne fait pas usage de cette faculté, les communes pourront l'exercer à sa place. Les ordonnances qu'elles rendront à cette fin seront soumises à l'approbation du Gouvernement.

<sup>3</sup> L'Etat et les communes peuvent protéger et rendre accessibles par voie d'expropriation, et en particulier par l'établissement de servitudes publiques, les antiquités, monuments naturels, sites, aspects et points de vue. Il leur est loisible de déléguer cette faculté à des associations et fondations d'utilité publique.

II. Ouvrages de protection contre les éléments

**Art. 82** L'Etat et les communes ont le droit d'exiger, contre pleine et entière indemnité, la cession des terrains et l'établissement des servitudes foncières qui sont nécessaires pour construire des ouvrages de protection contre les phénomènes naturels tels que tourmentes de neige, éboulements, inondations, etc. Les ouvrages existants qui servent à pareille fin ne peuvent pas être supprimés sans l'assentiment du conseil communal.

III. Clôtures de sécurité

**Art. 83** Les communes ont le droit d'édicter, afin de prévenir les accidents, des dispositions portant obligation d'entourer d'une clôture les canaux, fossés, etc., non couverts.

IV. Signaux et repères topographiques et cadastraux

**Art. 84** <sup>1</sup> Les propriétaires fonciers sont tenus, moyennant avertissement, de tolérer gratuitement l'établissement des signaux et repères topographiques et cadastraux et, en particulier, des points de triangulation, de polygone et de nivellement, ainsi que les mesures nécessaires à leur conservation et à leur entretien.

<sup>2</sup> Le dommage causé aux cultures donne lieu à indemnité.

<sup>3</sup> A la demande du Bureau topographique fédéral ou du Service cantonal de l'aménagement du territoire, l'existence de pareils signaux et repères sera mentionnée dans le registre foncier.

E. Dérivation des sources

**Art. 85** Est applicable au captage et à la dérivation des sources et des eaux souterraines la loi sur l'utilisation des eaux<sup>[13\)](#)</sup>.

F. Forêts et pâturages communs, etc., qui ne peuvent être partagés

**Art. 86** On ne peut partager les forêts, pâturages, fontaines et ruisseaux qui appartiennent à une corporation d'allmend ou à quelque autre association de ce genre, ou dont l'exploitation ou l'usage rationnels deviendraient impossibles par le fait même.

G. Gages immobiliers  
I. Purge hypothécaire

**Art. 87** <sup>1</sup> La purge hypothécaire (art. 828 à 830 CC) est permise.

<sup>2</sup> La somme à payer pour purger peut être fixée par estimation officielle, effectuée par la commission cantonale d'estimation foncière instituée par la loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural<sup>[60\)](#)</sup>, si tous les créanciers en font la demande et que l'acquéreur y consent.<sup>[58\)](#)</sup>

**Art. 88<sup>20)58)</sup>** <sup>1</sup> Il existe une hypothèque légale pour les créances suivantes :

- a)<sup>86)</sup> en faveur de l'Etat, des communes, des Eglises et de leurs paroisses, pour l'impôt sur le gain immobilier ainsi que pour l'impôt sur le revenu ou le bénéfice des commerçants en immeubles dans la mesure où il porte sur l'immeuble concerné (art. 190 de la loi d'impôt<sup>61)</sup> et 23 de la loi sur les rapports entre les Eglises et l'Etat<sup>62)</sup>);
- b) en faveur de l'Etat, des communes, des Eglises et de leurs paroisses, pour l'impôt de succession et de donation afférents aux immeubles et aux forces hydrauliques (art. 38 de la loi sur l'impôt de succession et de donation<sup>63)</sup> et 23 de la loi sur les rapports entre les Eglises et l'Etat<sup>62)</sup>);
- c) en faveur de l'Etat, pour les droits de mutation et les droits perçus pour la constitution de gages (art. 22 de la loi réglant les droits de mutation et les droits perçus pour la constitution de gages<sup>64)</sup>);
- d)<sup>79)</sup> en faveur de l'Etat, pour les taxes et redevances relatives aux concessions hydrauliques (art. 74 de la loi sur la gestion des eaux<sup>80)</sup>);
- e)<sup>77)</sup> en faveur de l'ECA Jura, pour les primes et contributions dues au titre de l'assurance incendie obligatoire des bâtiments (art. 57 de la loi sur la protection et l'assurance des bâtiments<sup>66)</sup>);
- f)<sup>79)</sup> en faveur des communes, pour la taxe immobilière, la taxe pour la gestion des eaux de surface et les taxes de raccordement et d'utilisation en matière d'approvisionnement en eau et d'assainissement des eaux (art. 37 et 96 de la loi sur la gestion des eaux<sup>80)</sup>);
- g) en faveur des communes, pour les contributions des propriétaires fonciers aux frais d'équipement (art. 26 du décret concernant les contributions des propriétaires fonciers<sup>67)</sup>);
- h) en faveur des syndicats d'améliorations foncières, pour les contributions dues par les propriétaires fonciers (art. 72 de la loi sur les améliorations structurelles<sup>68)</sup>);
- i) en faveur de l'Etat et des communes, pour les créances en remboursement des subventions octroyées au titre d'améliorations structurelles (art. 121 de la loi sur les améliorations structurelles<sup>68)</sup>);
- j) en faveur de l'Etat, pour les crédits d'investissement forestiers octroyés à des particuliers pour des travaux liés à un bien-fonds (art. 71, al. 2, de la loi sur les forêts<sup>32)</sup>);
- k) en faveur de l'Etat et des communes, pour les créances découlant de l'exécution par substitution (art. 38 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>69)</sup> et 50 de la loi sur les déchets<sup>70)</sup>);
- l) en faveur des propriétaires voisins, pour les prétentions à la compensation des charges (art. 32 de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>69)</sup>);
- m) en faveur des coopératives de remembrement, pour leurs créances à l'égard des propriétaires participants (art. 4 du décret concernant le remembrement de terrains à bâtir<sup>71)</sup>);

n)<sup>78)</sup> en faveur de l'Etat, pour la contribution perçue sur la plus-value résultant de mesures d'aménagement du territoire (art. 111g de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>69)</sup>).

<sup>2</sup> Ces hypothèques légales naissent sans inscription au registre foncier. Lorsqu'elles dépassent 1 000 francs, elles ne sont opposables aux tiers qui se sont fondés de bonne foi sur le registre foncier qu'aux conditions de l'article 836, alinéa 2, du Code civil suisse<sup>2)</sup>.

<sup>3</sup> Elles priment toute charge inscrite sur l'immeuble grevé. Entre elles, elles concourent à parité de rang.

<sup>4</sup> L'inscription de l'hypothèque légale ne rend pas la créance imprescriptible.

**Art. 88a<sup>87)</sup>** <sup>1</sup> Les créances d'impôt sur le revenu, la fortune, le bénéfice et le capital qui se rapportent à des immeubles peuvent être garanties par une hypothèque légale inscrite au registre foncier.

<sup>2</sup> L'article 88, alinéa 1, lettre a, est réservé lorsque le contribuable est commerçant en immeubles.

III. Cédulas  
hypothécaires  
sur papier  
Signature

**Art. 89<sup>22)58)</sup>** Les cédulas hypothécaires sur papier portent la signature du conservateur du registre foncier ou de son adjoint.

**Art. 90<sup>23)</sup>**

**Art. 91<sup>59)</sup>**

H. Gages  
mobiliers  
I. Engagement  
du bétail

**Art. 92** Le préposé à l'Office des poursuites et faillites de chaque district tiendra registre des engagements de bétail.

II. Profession de  
prêteur sur  
gages

**Art. 93<sup>58)</sup>** Le métier de prêteur sur gages est régi par la loi sur les activités économiques<sup>25)</sup>.

**Art. 94 à 96<sup>53)</sup>**

I. Registre  
foncier  
I. Circonscrip-  
tions

**Art. 97** Chaque commune municipale forme une circonscription pour la tenue du registre foncier.

II. Arrondissement

**Art. 98<sup>22)</sup>** <sup>1</sup> Le territoire de la République et Canton du Jura forme un seul arrondissement pour la tenue du registre foncier.

<sup>2</sup> Il est tenu par le Service du registre foncier et du registre du commerce.

III. Organisation  
1. Dispositions  
d'exécution

**Art. 99<sup>22)</sup>** Le Gouvernement règle dans une ordonnance l'organisation du registre foncier, le système et les détails techniques de la tenue informatisée du registre foncier, ainsi que les modalités d'accès aux données.

2. Recours

**Art. 100<sup>22)58)</sup>** La procédure de recours contre les décisions du conservateur est régie par les articles 956a et 956b du Code civil suisse<sup>2)</sup>. Pour le surplus, le Code de procédure administrative est applicable<sup>10)</sup>.

**Art. 101<sup>75)</sup>**

IV. Inscription au  
registre foncier  
1. Immeubles du  
domaine public

**Art. 102** Les immeubles du domaine public appartenant soit à l'Etat, soit aux communes, seront immatriculés au registre foncier.

2. Réquisition  
des inscriptions  
par les notaires

**Art. 103** Dans les trente jours de la réception des actes dressés par eux, les notaires en requerront d'office l'inscription au registre foncier.

V. Mise à jour  
des plans  
cadastraux

**Art. 104** <sup>1</sup> La mise à jour des plans cadastraux est faite par des géomètres nommés à cet effet.

<sup>2</sup> Le mode de nomination, la rétribution et les attributions de ces géomètres, ainsi que les émoluments de mise à jour seront fixés par un décret du Parlement.

VI. Publications

**Art. 104a<sup>19)</sup>** <sup>1</sup> Le Service du registre foncier et du registre du commerce publie tous les deux mois une liste des transferts de propriété immobilière traités au feuillet. Les listes sont affichées et peuvent être consultées librement dans les bâtiments abritant les bureaux du registre foncier.

<sup>2</sup> La publication porte sur :

- a) le numéro de l'immeuble, sa surface, sa nature et son lieu de situation, ainsi que sur la nature des bâtiments mentionnés dans l'état descriptif;
- b) les noms et le domicile ou le siège des personnes qui aliènent la propriété et de celles qui l'acquièrent;
- c) la date de l'acquisition de la propriété par l'aliénateur;



- d) les parts de copropriété et de propriété par étages;
- e) la valeur de la contre-prestation, sauf en cas de partage successoral, d'avancement d'hoirie, de contrat de mariage ou de liquidation de biens.

<sup>3</sup> Ne sont pas publiées :

- a) les acquisitions faites par voie de succession;
- b) les acquisitions d'immeubles situés dans la zone à bâtir, lorsque leur contenance est inférieure à un are;
- c) les acquisitions d'immeubles situés hors de la zone à bâtir, lorsque leur contenance est inférieure à cinq ares;
- d) les acquisitions qui font l'objet d'un acte authentique simplifié<sup>28)</sup>;
- e) les augmentations de parts de copropriété et de parts de propriété par étages de moins de dix pour cent.

## CHAPITRE VI : Des obligations

A. Enchères  
I. Vente aux  
enchères  
publiques

**Art. 105** <sup>1</sup> Les ventes aux enchères publiques doivent être annoncées publiquement au moins huit jours à l'avance. Ce délai peut être abrégé par le juge administratif si de justes motifs l'exigent.

<sup>2</sup> Les ventes aux enchères ont lieu par le ministère d'un notaire du Canton qui en dressera procès-verbal; la criée est faite par :

- a) un employé de l'office de poursuites et des faillites, s'il s'agit d'immeubles;
- b) un employé de l'office de poursuites et des faillites ou une personne qualifiée proposée par le vendeur, s'il s'agit de meubles.<sup>29)76)</sup>

<sup>3</sup> Les ventes d'objets mobiliers dont la valeur totale n'excède pas 30 000 francs peuvent être publiées suivant l'usage local; il suffit qu'elles aient lieu avec le concours d'un employé de l'office de poursuites et des faillites ou d'un employé communal.<sup>29)76)</sup>

II. Autres ventes  
aux enchères

**Art. 106** Les ventes aux enchères qui n'ont pas lieu dans les formes prescrites par l'article précédent sont régies par les dispositions relatives aux ventes ordinaires.

III. Abus

**Art. 107** <sup>1</sup> Toutes ventes aux enchères seront clôturées ou suspendues avant l'heure de fermeture des auberges.

<sup>2</sup> Il est interdit d'influencer ou de chercher à influencer les enchères en promettant des boissons spiritueuses aux miseurs ou en leur en servant d'une façon abusive.

<sup>3</sup> Les infractions à ces dispositions seront punies d'une amende de 50 à 1 000 francs.

B. Dettes  
d'auberges

**Art. 108<sup>30)</sup>** Ne peuvent faire l'objet d'une action en justice les créances résultant de la consommation de boissons alcooliques sur incitation, ou de leur vente à des personnes en état d'ébriété.

C. ...

**Art. 109<sup>23)</sup>**

D. ...

**Art. 110<sup>59)</sup>**

E. Registre du  
commerce  
1. Arrondisse-  
ment,  
dispositions  
d'exécution

**Art. 111<sup>22)</sup>** <sup>1</sup> Un seul registre du commerce est tenu pour la République et Canton du Jura.

<sup>2</sup> Il est tenu par le Service du registre foncier et du registre du commerce.

<sup>3</sup> Le Gouvernement règle dans une ordonnance l'organisation du registre du commerce, le système et les détails techniques de la tenue informatisée ainsi que la consultation du registre du commerce.

2. Amende  
d'ordre

**Art. 112<sup>22)</sup>** <sup>1</sup> Le préposé au registre du commerce veille à ce que les intéressés fassent procéder en temps utile aux inscriptions que la loi leur impose.

<sup>2</sup> Il est compétent pour infliger des amendes d'ordre aux contrevenants, conformément à l'article 943 du Code des obligations.

3. Recours

**Art. 113<sup>22)49)58)</sup>** Les décisions du préposé sont sujettes à recours à la Cour civile du Tribunal cantonal.

## TITRE TROISIEME : Dispositions transitoires

### CHAPITRE PREMIER : De la famille

Nom

**Art. 114<sup>12)</sup>** L'officier de l'état civil est compétent pour recevoir la déclaration de la femme mariée sous l'ancien droit par laquelle elle veut faire précéder le nom de famille de celui qu'elle portait avant le mariage (art. 8a du titre final du Code civil suisse). La déclaration doit être présentée jusqu'au 31 décembre 1988 au plus tard.

## Droit de cité

**Art. 115<sup>12)</sup>** La Section de l'état civil et des habitants est l'autorité compétente pour recevoir la déclaration de la femme suisse mariée sous l'ancien droit par laquelle elle entend reprendre le droit de cité qu'elle possédait lorsqu'elle était célibataire (art. 8b du titre final du Code civil suisse). La déclaration doit être présentée jusqu'au 31 décembre 1988 au plus tard.

Régime  
matrimonial des  
époux mariés  
entre le 1.1.1912  
et le 31.12.1987  
Déclaration de  
maintien ou  
d'assujettisse-  
ment

**Art. 116<sup>12)</sup>** <sup>1</sup> Le préposé au registre du commerce reçoit et répertorie :

- a) la déclaration commune écrite des époux qui veulent, conformément à l'article 9e, alinéa 1, du titre final du Code civil suisse, convenir de demeurer soumis au régime de l'union des biens;
- b) la déclaration commune écrite des époux qui veulent, conformément à l'article 10b, alinéa 1, du titre final du Code civil suisse, convenir de se soumettre au régime de la participation aux acquêts.

<sup>2</sup> Les déclarations visées à l'alinéa 1 doivent être présentées jusqu'au 31 décembre 1988 au plus tard.

## CHAPITRE II : Des droits réels

A. Servitudes  
foncières  
I. Arbres situés  
dans le fonds  
d'autrui

**Art. 117** Les droits de propriété existant sur des arbres situés dans le fonds d'autrui peuvent encore être rachetés sous le régime du Code civil suisse, conformément aux dispositions de la loi concernant le rachat des droits de propriété et d'usufruit grevant les arbres situés sur le fonds d'un tiers<sup>31)</sup>.

II. Droits de  
pacage, droits  
d'usage en bois  
et autres  
semblables

**Art. 118** <sup>1</sup> Les droits de pacage, les droits d'usage en bois et les droits d'usufruit sur les arbres pourront encore être rachetés suivant les dispositions de la loi sur les forêts<sup>32)</sup> et de la loi concernant le rachat des droits de propriété et d'usufruit grevant les arbres situés sur le fonds d'un tiers<sup>31)</sup>.

<sup>2</sup> Le droit de vaine pâture et de parcours sera aboli dès que la moitié des propriétaires fonciers le demanderont.

B. Gages  
immobiliers  
I. Assimilation  
des droits de  
gage immobilier  
de l'ancien droit  
à ceux du  
nouveau droit

**Art. 119** Dès l'introduction du registre foncier fédéral seront assimilés :

1. à la cédule hypothécaire du nouveau droit : les obligations hypothécaires qui résultent d'un prêt;
2. aux hypothèques du nouveau droit : les titres hypothécaires;
3. aux hypothèques légales de l'article 837 du Code civil suisse : les privilèges prévus par l'article 2103, chiffres 1, 3 et 4 du Code civil français en faveur du vendeur, des cohéritiers et architectes, entrepreneurs, maçons et autres ouvriers.

II. Droit de profiter de la case libre en cas de paiement par amortissements

**Art. 120** Si, d'après le titre hypothécaire de l'ancien droit, la dette est payable par amortissements annuels, les créanciers postérieurs en rang ont le droit d'avancer dans la case libre; le créancier ou le débiteur pourront faire annoter ce droit au registre foncier conformément à l'article 814 du Code civil suisse.

**Art. 121 à 124**<sup>(23)</sup>

### CHAPITRE III : Dispositions diverses

A. Le Code civil suisse applicable comme droit complémentaire

**Art. 125** Le Code civil suisse et la loi fédérale du 30 mars 1911 qui le complète (livre cinquième : CO) ont force légale comme droit complémentaire pour les matières réservées à la législation cantonale.

**Art. 126**<sup>(6)</sup>

C. Abrogation du droit civil cantonal

**Art. 127** <sup>1</sup> Les dispositions de droit civil de la législation cantonale seront abrogées dès l'entrée en vigueur de la présente loi, en tant qu'elles ne sont pas contenues ou réservées dans cette dernière ou à moins qu'elles ne soient réservées par le Code civil suisse.

<sup>2</sup> Il en sera de même des dispositions du Code civil français et du Code de procédure civile français.

D. Entrée en vigueur de la loi

**Art. 128** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>(33)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 9 novembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

Loi du 9 novembre 1978 approuvée par le Conseil fédéral le 9 juin 1980.

Loi du 18 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse (Effets généraux du mariage, régime matrimonial et successions) approuvée par le Conseil fédéral le 25 janvier 1988.

La modification du 27 septembre 2023 a été approuvée par le Département fédéral de justice et police le 7 décembre 2023.

- 1) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 18 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988
- 2) [RS 210](#)
- 3) [RSJU 101](#)
- 4) [RS 220](#)
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. VII de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 6) Abrogé(s) par le ch. VII de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988.  
Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 14 décembre 1999, en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier 2000 au 31 décembre 2000 et selon le ch. I de la loi du 6 décembre 2000 portant introduction à la modification du Code civil suisse (nouveau droit du divorce), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 14 décembre 1999, en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier 2000 au 31 décembre 2000 et selon le ch. I de la loi du 6 décembre 2000 portant introduction à la modification du Code civil suisse (nouveau droit du divorce), en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 9) Nouvelle appellation selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991. Il a été tenu compte de cette modification dans toute la présente loi. ([RSJU 172.111](#))
- 10) [RSJU 175.1](#)
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. III de la loi du 24 avril 1986, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1986
- 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988
- 13) [RSJU 752.41](#)
- 14) Introduit par le ch. I de la loi du 28 décembre 1987 portant application de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988
- 15) Nouvelle teneur selon la section 2 de la loi du 14 décembre 1994 modifiant la répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995
- 16) Abrogé par le ch. I de la loi du 18 décembre 1987 portant introduction de la loi fédérale du 5 octobre 1984 modifiant le Code civil suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1988
- 17) [RSJU 214.431](#)

- 18) Abrogé par le ch. I de la loi du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000. Nouvelle teneur selon l'art. 18 de l'ordonnance introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, et selon l'article 21 de la loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural du 21 février 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2001 ([RSJU 215.124.1](#))
- 19) Introduit par l'art. 18 de l'ordonnance introductive à la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur le droit foncier rural, du 21 décembre 1993, en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 1994, prorogée jusqu'au 31 décembre 1998 par arrêtés du Gouvernement des 20 décembre 1994, 12 décembre 1995, 3 décembre 1996 et 10 décembre 1997. Introduit par l'art. 18 de l'ordonnance introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural, du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001, et par l'art. 21 de la loi introductive à la loi fédérale sur le droit foncier rural, du 21 février 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2001 ([RSJU 215.124.1](#))
- 20) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 décembre 1983, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 1984
- 21) Introduite par l'art. 78, al. 2, de la loi du 20 mai 1998 sur les forêts, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1999
- 22) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000
- 23) Abrogé(s) par le ch. I de la loi du 22 septembre 1999, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2000
- 24) [RSJU 176.11](#)
- 25) [RSJU 930.1](#)
- 26) Art. 102 à 104 de l'ordonnance fédérale sur le registre foncier ([RS 211.432.1](#))
- 27) [RSJU 173.11](#)
- 28) Loi du 9 novembre 1978 sur le notariat (art. 38, al. 2) ([RSJU 189.11](#))
- 29) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 13 novembre 1991, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 1992
- 30) Nouvelle teneur selon l'art. 93 de la loi du 18 mars 1998 sur les auberges, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1998 ([RSJU 935.11](#))
- 31) [RSJU 215.122.14](#)
- 32) [RSJU 921.11](#)
- 33) 1<sup>er</sup> janvier 1979
- 34) Nouvelle teneur selon le ch. VII de la loi du 13 septembre 2000 modifiant les actes législatifs liés à la réforme de la justice, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 mars 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2002.
- 35) Nouvelle teneur selon l'art. 77 de la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002 ([RSJU 850.1](#))
- 36) Abrogé par l'art. 77 de la loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2002 ([RSJU 850.1](#))
- 37) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 14 décembre 1999, en vigueur du 1<sup>er</sup> janvier 2000 au 31 décembre 2000 et selon le ch. I de la loi du 6 décembre 2000 portant introduction à la modification du Code civil suisse (nouveau droit du divorce). Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 septembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 38) Introduit par le ch. I de la loi du 22 septembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 39) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 septembre 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 40) [RS 211.231](#)
- 41) Nouvelle teneur selon le ch. XVI de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 ([RSJU 211.2](#))
- 42) Abrogé par le ch. XVI de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 ([RSJU 211.2](#))
- 43) Nouvelle teneur selon l'art. 24 de la loi du 22 novembre 2006 sur la politique de la jeunesse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2007 ([RSJU 853.21](#))

- 
- 44) [RSJU 853.21](#)
  - 45) Introduit par le ch. I de la loi du 20 juin 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2007
  - 46) [RSJU 321.1](#)
  - 47) [RSJU 175.1](#)
  - 48) [RS 311.0](#)
  - 49) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 octobre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
  - 50) Nouvelle teneur selon le ch. XVI de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2010 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> décembre 2010
  - 51) Nouvelle teneur selon l'art. 17, chiffre 1, de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 271.1](#))
  - 52) Introduit par l'art. 17, chiffre 1, de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 271.1](#))
  - 53) Abrogé(s) par l'art. 17, chiffre 1, de la loi d'introduction du Code de procédure civile suisse du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 271.1](#))
  - 54) [RSJU 271.1](#)
  - 55) Nouvelle teneur selon l'art. 58, alinéa 1, de la loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse du 16 juin 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 321.1](#))
  - 56) [RS 272](#)
  - 57) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 juin 2011, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2012
  - 58) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2012
  - 59) Abrogé par le ch. I de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2012
  - 60) [RSJU 215.124.1](#)
  - 61) [RSJU 641.11](#)
  - 62) [RSJU 471.1](#)
  - 63) [RSJU 642.1](#)
  - 64) [RSJU 215.326.2](#)
  - 65) [RSJU 752.461](#)
  - 66) [RSJU 873.11](#)
  - 67) [RSJU 701.71](#)
  - 68) [RSJU 913.1](#)
  - 69) [RSJU 701.1](#)
  - 70) [RSJU 814.015](#)
  - 71) [RSJU 701.81](#)
  - 72) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 23 mai 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
  - 73) Introduit par le ch. I de la loi du 23 mai 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
  - 74) Abrogé(s) par le ch. I de la loi du 23 mai 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
  - 75) Abrogé par le ch. XIV de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
  - 76) Nouvelle teneur selon le ch. XIV de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
  - 77) Nouvelle teneur selon l'article 96, alinéa 1, de la loi du 29 avril 2015 sur la protection et l'assurance des bâtiments, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016 ([RSJU 873.11](#))
  - 78) Introduite par le ch. III de la loi du 9 septembre 2015 portant adaptation de la législation en matière de gestion de la zone à bâtir, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
  - 79) Nouvelle teneur selon l'article 114, alinéa 1, de la loi du 28 octobre 2015 sur la gestion des eaux, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2016 ([RSJU 814.20](#))
  - 80) [RSJU 814.20](#)

- <sup>81)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 avril 2019 portant adaptation de la législation cantonale à l'accord intercantonal harmonisant la terminologie dans le domaine des constructions, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2019
- <sup>82)</sup> Introduit par le ch. I de la loi du 17 avril 2019 portant adaptation de la législation cantonale à l'accord intercantonal harmonisant la terminologie dans le domaine des constructions, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2019
- <sup>83)</sup> Introduit par le ch. I de la loi du 29 septembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022
- <sup>84)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 octobre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023
- <sup>85)</sup> Introduit par le ch. I de la loi du 26 octobre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023
- <sup>86)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 septembre 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024
- <sup>87)</sup> Introduit par le ch. I de la loi du 27 septembre 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024



## **Contrat-type de travail prévoyant des salaires minimaux pour le personnel au service de la vente dans le commerce de détail**

du 16 août 2023

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 360a du Code des obligations (CO)<sup>1)</sup>,

vu l'article 12 de la loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978<sup>2)</sup>,

*arrête :*

Champ  
d'application

**Article premier** <sup>1</sup> Le présent contrat-type de travail est applicable sur tout le territoire de la République et Canton du Jura.

<sup>2</sup> Il régit les rapports de travail entre, d'une part, les entreprises qui pratiquent le commerce de détail, y compris dans les boulangeries, laiteries, magasins de fleurs, kiosques et stations service et, d'autre part, les travailleurs qu'elles occupent au service de la vente, y compris les travailleurs à temps partiel, pour autant que les rapports de travail ne soient pas soumis à une convention collective de travail prévoyant un salaire minimal.

<sup>3</sup> Il ne s'applique pas aux personnes énumérées à l'article 4, alinéa 1, de la loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce<sup>3)</sup> (personnel familial).

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans le présent contrat-type de travail pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Salaires

**Art. 3** <sup>1</sup> Le salaire est payé mensuellement, douze fois par année, au plus tard le dernier jour du mois.

<sup>2</sup> Les salaires minima de base, sans la part du treizième salaire, respectivement mensuels et à l'heure, tenant compte de la formation et de l'expérience dans la branche de la vente, sont les suivants :

	Expérience	Mensuel	Horaire
Non qualifié	moins de 5 ans	CHF 3'477	CHF 19.05
	plus de 5 ans	CHF 3'495	CHF 19.15
Formation 2 ans	moins de 3 ans	CHF 3'495	CHF 19.15
	plus de 3 ans	CHF 3'514	CHF 19.25
Formation 3 ans	moins de 3 ans	CHF 3'541	CHF 19.40
	plus de 3 ans	CHF 3'760	CHF 20.60

<sup>3</sup> Si, en cours de validité du présent contrat-type de travail, le montant du salaire minimum au sens de l'article 5 de l'ordonnance d'exécution de la loi sur le salaire minimum cantonal du 10 mai 2022<sup>4)</sup> est revu à la hausse ou à la baisse, les salaires au sens de l'alinéa 2 sont adaptés automatiquement dans les mêmes proportions, à la date d'entrée en vigueur de la révision de l'ordonnance précitée. Le Service de l'économie et de l'emploi publie les adaptations d'une manière appropriée.

<sup>4</sup> En ce qui concerne les salaires mensuels, le salaire minimum est calculé en fonction d'une durée hebdomadaire de travail de 42 heures.

<sup>5</sup> L'employeur verse un treizième salaire dès le premier mois de service.

Effets

**Art. 4** <sup>1</sup> Il ne peut être dérogé au contenu du présent contrat-type de travail en défaveur du travailleur.

<sup>2</sup> Les dispositions du contrat-type de travail du 20 juin 2006 pour le personnel au service de la vente dans le commerce de détail<sup>5)</sup> s'appliquent pour le surplus.

<sup>3</sup> Le droit fédéral impératif est réservé.

Applicabilité aux rapports de travail existants

**Art. 5** Le présent contrat-type de travail s'applique aux rapports de travail existants dès son entrée en vigueur.

Entrée en vigueur

**Art. 6** <sup>1</sup> Le présent contrat-type de travail entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2023.

<sup>2</sup> La durée de la validité du présent contrat-type de travail est limitée à trois ans à compter de son entrée en vigueur.

Delémont, le 16 août 2023

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jacques Gerber  
Le chancelier : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RS 220](#)
- 2) [RSJU 211.1](#)
- 3) [RS 822.11](#)
- 4) [RSJU 822.411](#)
- 5) [RSJU 222.153.23](#)



## Loi d'introduction du Code de procédure civile suisse (LiCPC)

du 16 juin 2010

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 4, alinéa 1, du Code de procédure civile du 19 décembre 2008<sup>[1](#)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Objet

**Article premier** <sup>1</sup> La présente loi détermine les compétences matérielles et fonctionnelles des juridictions civiles de la République et Canton du Jura et de leurs organes.

<sup>2</sup> Elle contient, en outre, les dispositions nécessaires à l'exécution du Code de procédure civile (CPC).

Organisation de  
la justice civile

**Art. 2** <sup>1</sup> L'organisation, l'administration et la surveillance des juridictions civiles sont réglées par la loi d'organisation judiciaire.

<sup>2</sup> Les dispositions d'autres lois cantonales sont réservées.

Terminologie

**Art. 3** Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### CHAPITRE II : Compétences des juridictions civiles

Cour civile du  
Tribunal cantonal

**Art. 4** <sup>1</sup> La Cour civile statue, sur appel ou sur recours, contre les décisions de première instance, dans les cas et aux conditions prévus par les articles 308 et suivants et 319 et suivants du Code de procédure civile.

<sup>2</sup> Elle est compétente pour connaître, en instance cantonale unique, des affaires mentionnées aux articles 5, 7 et 8 du Code de procédure civile.

<sup>3</sup> Elle est le tribunal supérieur compétent en matière d'arbitrage dans les cas prévus à l'article 356, alinéa 1, du Code de procédure civile.

Président de la  
Cour civile

**Art. 5** <sup>1</sup> Le président de la Cour civile ou, sur délégation de celui-ci, le greffier est autorisé de conciliation dans les causes dont connaît la Cour civile en tant qu'instance cantonale unique en vertu des articles 7 et 8 du Code de procédure civile.

<sup>2</sup> Dans toutes les causes dont connaît la Cour civile, le président ou le juge qu'il désigne est juge instructeur. Celui-ci dirige la procédure préparatoire des débats principaux.

<sup>3</sup> Lorsque l'action principale relève de la compétence de la Cour civile en vertu des articles 5 et 7 du Code de procédure civile, le président est compétent pour :

- a) fixer les avances de frais et statuer sur les requêtes de sûretés en garantie des dépens;
- b) statuer sur l'octroi, le refus ou le retrait de l'assistance judiciaire;
- c) statuer sur les requêtes de preuve à futur;
- d) statuer sur les requêtes de mesures provisionnelles, ainsi que sur leur modification ou leur révocation;
- e) liquider les procédures devenues sans objet et statuer sur les frais et dépens y relatifs;
- f) statuer sur les autres affaires auxquelles s'applique la procédure sommaire (art. 248 et suivants CPC), dès que la procédure principale est pendante;
- g) conseiller aux parties de procéder à une médiation, ratifier l'accord conclu, le cas échéant, dans le cadre de la médiation, ainsi que pour ratifier les autres conventions extrajudiciaires;
- h)<sup>19)</sup> statuer dans les cas où la valeur litigieuse n'atteint pas 15 000 francs.

<sup>4</sup> Dans les causes déferées à la Cour civile en application de l'article 8 du Code de procédure civile, le président est compétent pour statuer dans les cas mentionnés à l'alinéa 3, lettres a à g, dès la litispendance seulement.<sup>20)</sup>

<sup>5</sup> Dans les causes déferées en seconde instance à la Cour civile, le président est compétent :

- a) dans les cas mentionnés à l'alinéa 3, lettres a à g;
- b) pour statuer sur les recours contre les décisions mentionnées à l'article 319 du Code de procédure civile.<sup>20)</sup>

<sup>5bis</sup> Si la valeur litigieuse ne peut être déterminée aisément ou si les circonstances de fait ou de droit le justifient, le président peut faire trancher le litige par l'ensemble de la Cour.<sup>[19\)](#)</sup>

<sup>6</sup> Le président de la Cour civile est également compétent pour statuer sur la désignation d'un contrôleur spécial en vertu de l'article 697b du Code des obligations<sup>[15\)](#)</sup> (art. 5, al. 1, lettre g, CPC).<sup>[13\)](#)</sup>

Juge civil du  
Tribunal de  
première  
instance

**Art. 6** <sup>1</sup> Le juge civil du Tribunal de première instance exerce toutes les compétences qui ne sont pas attribuées à la Cour civile du Tribunal cantonal ou à une autre juridiction.

<sup>2</sup> Lorsque la procédure au fond doit être précédée d'une tentative de conciliation, il est autorisé de conciliation dans les causes dont il connaît. Il peut déléguer cette tâche au greffier.

<sup>3</sup> Il est compétent pour exercer les actes mentionnés à l'article 356, alinéa 2, du Code de procédure civile.

Tribunal des  
baux à loyer et à  
ferme; Conseil  
de prud'hommes

**Art. 7**<sup>[12\)](#)</sup> Les compétences du Tribunal des baux à loyer et à ferme ainsi que celles du Conseil de prud'hommes sont réglées par des lois spéciales.

Récusation  
a) Autorités de  
récusation (art.  
50 CPC)

**Art. 8** <sup>1</sup> La demande de récusation des juges de la Cour civile est jugée par la Cour elle-même, après que les intéressés se sont retirés et ont été remplacés par d'autres juges du Tribunal cantonal. Si, par suite des demandes en récusation, les juges de la Cour civile ne sont plus en nombre suffisant pour statuer, la décision sur la récusation est prise par le plenum du Tribunal cantonal sans les juges concernés par la demande. Au besoin, le plenum du Tribunal cantonal peut être complété par des personnes éligibles selon l'article 7 de la loi d'organisation judiciaire<sup>[11\)](#)</sup>.

<sup>2</sup> La demande de récusation du juge civil est tranchée par un autre juge du Tribunal de première instance ou, au besoin, par un juge extraordinaire désigné par le président du Tribunal de première instance parmi les personnes éligibles à cette fonction.

<sup>3</sup> La demande de récusation d'un greffier ou d'un autre fonctionnaire de l'ordre judiciaire est tranchée par le président de la cour ou du tribunal ou par le juge auprès duquel il exerce.

b) Jugement de l'affaire

<sup>4</sup> Si la demande de récusation est admise, l'autorité de récusation, en règle générale, statue elle-même sur le fond de l'affaire; elle peut aussi désigner un autre juge ou un autre tribunal.

### CHAPITRE III : Autres dispositions

Délibérations  
(art. 54, al. 2,  
CPC)

**Art. 9** Les délibérations des autorités judiciaires se déroulent à huis clos.

Tarif des frais  
(art. 96 CPC)

**Art. 10** Le tarif des frais judiciaires et des dépens est réglé par la législation spéciale.

Frais de la  
médiation  
(art. 218, al. 3,  
CPC)

**Art. 11** <sup>1</sup> Les frais de la médiation sont en principe pris en charge par l'Etat lorsque le tribunal recommande le recours à la médiation.

<sup>2</sup> Le tribunal peut toutefois, selon les circonstances, mettre, totalement ou partiellement, ces frais à la charge d'une partie, notamment lorsque celle-ci procède de manière téméraire ou abusive ou prolonge excessivement la procédure.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut, par voie d'ordonnance, définir les qualifications que doivent présenter les médiateurs pour que leur rétribution soit prise en charge par l'Etat, le tarif de celle-ci, ainsi que le plafond des frais remboursés par l'Etat.<sup>[14\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Sous réserve du droit fédéral, les médiateurs rétribués par l'Etat sont soumis au secret de fonction.<sup>[13\)](#)</sup>

Cession de  
créance

**Art. 12**<sup>[16\)](#)</sup> <sup>1</sup> Dans les affaires de nature patrimoniale ou présentant un aspect patrimonial, la personne qui requiert l'assistance judiciaire remet au tribunal, sous peine d'irrecevabilité de sa requête, une cession de créance en faveur de l'Etat portant sur le gain éventuel du procès, à l'exception des prétentions en matière de tort moral, jusqu'à concurrence du montant de l'assistance judiciaire dont elle aura bénéficié. L'article 12c, alinéa 6, est réservé.

<sup>2</sup> L'exercice de la cession de créance est soumis aux conditions prévues par l'article 123 du Code de procédure civile<sup>[1\)](#)</sup> et fait l'objet d'une décision.



Remboursement  
de l'assistance  
judiciaire  
a) Autorité de  
recouvrement

**Art. 12a<sup>17)</sup>** Le Gouvernement désigne, par voie d'ordonnance, l'unité administrative chargée de procéder au recouvrement de l'assistance judiciaire (ci-après : "l'autorité de recouvrement") aux conditions prévues par l'article 123 du Code de procédure civile<sup>1)</sup>.

b) Rembourse-  
ment anticipé

**Art. 12b<sup>17)</sup>** 1 Dès l'octroi de l'assistance judiciaire, l'autorité de recouvrement peut exiger du bénéficiaire le versement d'acomptes à valoir sur les prestations de l'Etat.

2 Elle tient compte notamment des charges prises en considération pour l'octroi de l'assistance judiciaire, ainsi que de la situation personnelle et familiale du bénéficiaire.

c) Procédure

**Art. 12c<sup>17)</sup>** 1 Dès l'entrée en force du jugement, le tribunal transmet à l'autorité de recouvrement une copie de la partie du dispositif qui accorde l'assistance judiciaire, ainsi que des autres points du dispositif pouvant avoir des effets sur la situation patrimoniale du bénéficiaire et, dans les cas prévus par l'article 122, alinéa 2, du Code de procédure civile<sup>1)</sup>, également sur celle de la partie adverse.

2 Le bénéficiaire est tenu de collaborer, de façon régulière, à l'établissement de sa situation financière.

3 L'autorité de recouvrement a accès aux données fiscales concernant le bénéficiaire.

4 Elle peut exiger des remboursements partiels périodiques.

5 En cas de contestation, elle rend une décision en application du Code de procédure administrative<sup>18)</sup>. Cette décision est sujette à opposition, puis à recours à la Cour administrative.

6 Le Gouvernement peut pour le surplus régler, par voie d'ordonnance, les dispositions d'exécution en matière de remboursement de l'assistance judiciaire. Il fixe un montant en deçà duquel la cession de créance ne peut être ni exigée ni exercée.

Exécution du  
jugement par un  
tiers (art. 343, al.  
3, CPC)

**Art. 13** Lorsque la juridiction civile compétente ordonne l'exécution du jugement par un tiers, elle peut enjoindre à la police de prêter main-forte à celui-ci.

Entraide  
judiciaire  
internationale

**Art. 13a<sup>13)</sup>** Le Tribunal de première instance est l'autorité cantonale compétente dans le domaine de l'entraide judiciaire internationale en matière civile.

## CHAPITRE IV : Dispositions transitoires

Recours (art.  
405, al. 1, CPC)

**Art. 14** Les recours contre les décisions rendues en première instance par la Cour civile, après l'entrée en vigueur du Code de procédure civile, dans les causes qui sont du ressort du juge civil en vertu de l'article 6 de la présente loi sont jugés par une Cour civile composée d'autres juges et d'un autre greffier.

Mises à ban  
prononcées sous  
l'ancien droit

**Art. 15** Les mises à ban prononcées sur la base des articles 94 à 96 de la loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978<sup>2)</sup> continuent de déployer leurs effets.

## CHAPITRE V : Dispositions finales

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 16** Sont abrogés :

1. Le Code de procédure civile de la République et Canton du Jura du 9 novembre 1978;
2. L'arrêté du 30 novembre 1978 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat du 27 mars 1969 sur l'arbitrage;
3. L'arrêté du 30 novembre 1978 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat des 26 avril, 8/9 novembre 1974 sur l'entraide judiciaire en matière civile;
4. L'arrêté du 29 septembre 1983 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat du 10 mars 1977 sur l'exécution des jugements civils;
5. L'arrêté du 30 novembre 1978 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat du 28 octobre 1971 sur l'entraide judiciaire pour l'exécution des prétentions de droit public;
6. L'arrêté du 30 novembre 1978 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat du 5/20 novembre 1903 libérant le demandeur de l'obligation de fournir caution pour les frais de procès.

Modification du  
droit en vigueur

**Art. 17** Les lois mentionnées ci-après sont modifiées comme il suit :

**1. Loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978<sup>2)</sup> :**

Article premier

...<sup>3)</sup>

Article 2

...<sup>3)</sup>

Article 7a

...<sup>3)</sup>

Article 11

Abrogé

Articles 94 à 96

Abrogés

**2. Loi du 30 juin 1983 instituant le Conseil de prud'hommes<sup>4)</sup> :**

Article 2, alinéa 1

...<sup>3)</sup>

Article 2a

Abrogé

Article 3

...<sup>3)</sup>

Article 10

...<sup>3)</sup>

Article 11, alinéa 1

...<sup>3)</sup>

Article 12, alinéas 3 et 4

Abrogés

Article 14, alinéa 1

Abrogé

Article 21

...[3\)](#)

Article 21a

Abrogé

Article 22

...[3\)](#)

Articles 23 à 25a

Abrogés

Article 26

...[3\)](#)

Articles 27 à 38

Abrogés

Article 40

Abrogé

Articles 42, 43 et 45

Abrogés

**3. Loi du 30 juin 1983 instituant le Tribunal des baux à loyer et à ferme<sup>[5\)](#)</sup>:**

Article 2

...[3\)](#)

Article 5

Abrogé

Article 7, alinéa 1

...[3\)](#)

Article 14

...[3\)](#)

Articles 15 à 21

Abrogés

Article 23

...[3\)](#)

Articles 24 à 28

Abrogés

Article 29

...[3\)](#)

Article 30, alinéa 1

...[3\)](#)

Articles 31 et 31a

Abrogés

Article 32

...[3\)](#)

Articles 33 à 41

Abrogés

**4. Loi du 11 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite (LiLP)[6\)](#) :**

Article 28

...[3\)](#)

**5. Loi du 9 novembre 1978 concernant la Chambre cantonale de conciliation[7\)](#) :**

Article 12, alinéa 3

...[3\)](#)

Article 15, alinéa 2

...[3\)](#)

**6. Loi du 20 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LiLAMal)[8\)](#) :**

Article 28

Abrogé

## 7. Loi du 26 septembre 2007 sur les activités économiques<sup>9)</sup> :

Article 38

Abrogé

Référendum

**Art. 18** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 19** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>10)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 16 juin 2010

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Juillard

Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

1) [RS 272](#)

2) [RSJU 211.1](#)

3) Texte inséré dans ladite loi

4) [RSJU 182.34](#)

5) [RSJU 182.35](#)

6) [RSJU 281.1](#)

7) [RSJU 824.21](#)

8) [RSJU 832.10](#)

9) [RSJU 930.1](#)

10) 1<sup>er</sup> janvier 2011

11) [RSJU 181.1](#)

12) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 29 janvier 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2014

13) Introduit par le ch. I de la loi du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2016

14) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 9 décembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2016

15) [RS 220](#)

16) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 29 janvier 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021

17) Introduit par le ch. I de la loi du 29 janvier 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021

18) [RSJU 175.1](#)

19) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 11 octobre 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024

20) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 11 octobre 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024

## TABLE DES MATIERES

<b>3</b>	<b>Droit pénal, procédure pénale, exécution</b>
<b>31</b>	<b><i>Droit pénal</i></b>
311	Loi du 9 novembre 1978 sur l'introduction du Code pénal suisse
311.1	Arrêté du Département de la Santé, des Affaires sociales et des Ressources humaines du 1 <sup>er</sup> mars 2010 portant désignant des cabinets et des établissements hospitaliers pratiquant l'interruption de grossesse
312	<i>Aide aux victimes d'infractions</i>
312.5	Loi du 20 juin 2001 portant introduction à la loi fédérale du 4 octobre 1991 sur l'aide aux victimes d'infractions
312.51	Arrêté du Gouvernement du 5 avril 2005 portant reconnaissance d'un centre de consultation au sens de la loi fédérale sur l'aide aux victimes d'infractions
<b>32</b>	<b><i>Procédure pénale</i></b>
321	<i>Dispositions générales</i>
321.1	Loi d'introduction du Code de procédure pénale suisse du 16 juin 2010 (LiCPP)
324	<i>Amendes d'ordre</i>
324.1	Loi du 29 janvier 2020 portant introduction de la loi fédérale sur les amendes d'ordre (LiLAO)
324.111	Ordonnance d'exécution de la loi portant introduction de la loi fédérale sur les amendes d'ordre (OLiLAO) du 8 septembre 2020
325	<i>Pouvoir répressif des communes</i>
325.1	Décret du 6 décembre 1978 concernant le pouvoir répressif des communes
<b>33</b>	<b><i>Casier judiciaire</i></b>
331	Ordonnance du 20 décembre 2022 portant exécution de la législation fédérale sur le casier judiciaire

**34 Exécution****341 Dispositions générales**

- 341.1 Loi du 2 octobre 2013 sur l'exécution des peines et mesures
- 341.11 Ordonnance du 28 novembre 2017 concernant la surveillance électronique

**342 Etablissements**

- 342.1 Loi du 2 octobre 2013 sur les établissements de détention
- 342.11 Ordonnance du 8 avril 2014 sur les établissements de détention
- 342.491 Arrêté du Gouvernement du 18 mars 1980 portant adhésion à la convention passée entre la République et Canton du Jura et la Fondation du Centre suisse de formation pour le personnel pénitentiaire

**349 Conventions intercantionales**

- 349.1 Arrêté du Parlement du 25 octobre 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution des peines privatives de liberté et mesures concernant les adultes et les jeunes adultes dans les cantons latins
- 349.11 Arrêté du Gouvernement du 3 décembre 2013 approuvant le règlement du 31 octobre 2013 concernant l'octroi d'autorisation de sortie aux personnes condamnées et jeunes adultes
- 349.12 Arrêté du Gouvernement du 14 décembre 2010 approuvant le règlement du 29 octobre 2010 concernant la liste des établissements pour l'exécution des privations de liberté à caractère pénal
- 349.13 Arrêté du Gouvernement du 28 novembre 2017 approuvant le règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines privatives de liberté sous surveillance électronique
- 349.14 Arrêté du Gouvernement du 28 novembre 2017 approuvant le règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines sous la forme de la semi-détention (Règlement sur la semi-détention)
- 349.15 Arrêté du Gouvernement du 28 novembre 2017 approuvant le règlement du 30 mars 2017 sur l'exécution des peines sous la forme de travail d'intérêt général (Règlement sur le TIG)
- 349.2 Arrêté du Parlement du 24 mai 2006 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur l'exécution de la détention pénale des personnes mineures des cantons romands (et partiellement du Tessin)
- 349.21 Arrêté du Gouvernement du 3 décembre 2013 approuvant le règlement du 31 mars 2013 concernant l'octroi d'autorisation de sortie aux personnes condamnées mineures
- 349.22 Arrêté du Gouvernement du 3 décembre 2013 sur le droit disciplinaire applicable aux personnes détenues pénalement ou placées dans des établissements fermés pour mineurs



349.3 Arrêté du Parlement du 22 mai 2013 portant approbation du règlement du 22 mars 2012 concernant la Fondation latine Projets pilotes - Addictions

**35** ***Entraide judiciaire dans les affaires pénales de droit cantonal***

351.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la réglementation interne des affaires intercantionales d'extradition



## Ordonnance d'exécution de la loi portant introduction de la loi fédérale sur les amendes d'ordre (OLiLAO)

du 8 septembre 2020

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 4 et 6 de la loi du 29 janvier 2020 portant introduction de la loi fédérale sur les amendes d'ordre (LiLAO)<sup>1</sup>,

*arrête :*

Champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance édicte les règles d'exécution de la loi portant introduction de la loi fédérale sur les amendes d'ordre (LiLAO)<sup>1</sup>.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Compétences  
particulières  
(art. 4, al. 1 et 2,  
LiLAO)

**Art. 3** Les autres organes compétents pour percevoir les amendes d'ordre sanctionnant des contraventions à la législation fédérale sont désignés dans l'annexe 1.

Formation  
(art. 4, al. 3 et 5,  
LiLAO)

**Art. 4** <sup>1</sup> La formation des personnes chargées de percevoir les amendes d'ordre porte notamment sur :

- a) les dispositions légales fédérales et cantonales en matière d'amendes d'ordre;
- b) les règles de procédure relatives à la perception des amendes d'ordre (principes généraux, conditions, exceptions et exclusions, concours d'infractions, délais, opposition à la procédure de l'amende d'ordre);
- c) la manière de remplir la quittance de l'amende d'ordre et le formulaire prévoyant un délai de réflexion;
- d) le comportement général à adopter envers les prévenus.

<sup>2</sup> Des cours de formation sont organisés au moins une fois par année par la police cantonale.

<sup>3</sup> Une attestation de formation est remise à chaque participant.

Carte de  
légitimation  
(art. 4, al. 4 et 5,  
LiLAO)

**Art. 5** <sup>1</sup> Une carte de légitimation permettant à son titulaire de justifier de sa qualité de personne habilitée à percevoir des amendes d'ordre envers les prévenus est délivrée sur présentation d'une attestation de formation.

<sup>2</sup> La carte de légitimation contient le nom et le prénom de la personne titulaire, une photo de celle-ci, son titre de fonction ainsi que l'unité administrative ou l'entité responsable.

<sup>3</sup> Elle est signée par le chef du Département auquel est rattaché le domaine d'activité de la personne habilitée à percevoir des amendes d'ordre ainsi que par le chef de l'unité administrative ou de l'entité responsable.

Contraventions  
de droit cantonal  
(art. 6 et 7  
LiLAO)

**Art. 6** <sup>1</sup> La liste des contraventions de droit cantonal sanctionnées par une amende d'ordre et le montant de celle-ci sont définis dans l'annexe 2.

<sup>2</sup> Les autres organes compétents pour percevoir des amendes d'ordre de droit cantonal sont désignés dans l'annexe 2.

Abrogation

**Art. 7** L'ordonnance du 6 décembre 1978 sur les amendes d'ordre est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 8** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2020.

Delémont, le 8 septembre 2020

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Martial Courtet  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

<b>Annexe 1</b> <b>(Liste des autres organes compétents; art. 4 LiLAO<sup>1)</sup>)</b>		
3001.	Violer l'obligation d'indiquer les prix ou le prix unitaire	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale <sup>21)</sup>
4001.	Violer l'interdiction de cueillir, déterrer, arracher, emmener, mettre en vente, vendre, acheter ou détruire au maximum 5 plantes sauvages des espèces désignées à l'annexe 2 OPN <sup>2)</sup>	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale
7403.1.	Naviguer sur des plans d'eau interdits à toute navigation en bateau à voile ou à moteur, planche à voile ou kitesurf	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale
7403.2.	Naviguer sur des plans d'eau interdits à toute navigation en bateaux à rames, bateau pneumatique, bateau à pagaie ou engin de plage	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale
7404.1.	Naviguer sur des plans d'eau interdits à certaines catégories de bateaux seulement en bateau à voile ou à moteur, planche à voile ou kitesurf	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale
7404.2.	Naviguer sur des plans d'eau interdits à certaines catégories de bateaux seulement en bateaux à rames, bateau pneumatique, bateau à pagaie ou engin de plage	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale
7501.1.	Se baigner en dehors des plans d'eau autorisés par les autorités et signalés comme tels ou en dehors des bains publics, dans un rayon de 100 m autour des entrées des ports et des débarcadères des bateaux à passagers	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale
9001.	Utiliser un point de collecte des déchets public en dehors des horaires prescrits	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale
9002.	Ne pas être muni du document de suivi lors du transport de déchets	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale
11001.	Ne pas observer les limitations d'accès dans certaines zones forestières	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale - Garde forestier de triage
11002.	Circuler sans droit en forêt et sur des routes forestières avec des véhicules à moteur	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale - Garde forestier de triage

12001.	Pénétrer sans motif suffisant sur le territoire de chasse muni d'une arme de tir	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale
12002.	Laisser chasser des chiens	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale
12003.	Pénétrer ou circuler dans les zones de tranquillité pour la faune sauvage en dehors des chemins et itinéraires qu'il est autorisé d'y emprunter	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale
12011.	Se livrer à la chasse sans avoir sur soi les pièces de légitimation prescrites	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale
13001.	Pêcher des poissons ou des écrevisses pendant les périodes de protection	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale - Garde-pêche auxiliaire
13002.	Ne pas respecter la longueur minimale des poissons ou des écrevisses pêchés	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale - Garde-pêche auxiliaire
13003.	Ne pas respecter les interdictions de capture	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale - Garde-pêche auxiliaire

<b>Annexe 2</b> <b>(Liste des contraventions; art. 6 LiLAO<sup>1)</sup>)</b>			Autres organes compétents (art. 4 et 7 LiLAO <sup>1)</sup> )
	Fr.		
<b>1. Loi du 9 novembre 1978 sur l'introduction du Code pénal suisse<sup>3)</sup></b>			
1.1. Souillure de monuments, édifices ou autres objets publics (art. 10 de la loi sur l'introduction du Code pénal suisse <sup>3)</sup> )	100.--		
1.2. Tapage nocturne (art. 15 de la loi sur l'introduction du Code pénal suisse <sup>3)</sup> )	100.--		
1.3. Conduite inconvenante (art. 15 de la loi sur l'introduction du Code pénal suisse <sup>3)</sup> )	100.--		
1.4. Refus d'indiquer son nom (art. 17 de la loi sur l'introduction du Code pénal suisse <sup>3)</sup> )	100.--		
1.5. Refus d'obtempérer (art. 17a de la loi sur l'introduction du Code pénal suisse <sup>3)</sup> )	200.--		
1.6. <sup>18)</sup> Camper, dresser des tentes ou autres abris, faire stationner des roulottes ou des caravanes, garer et laver des automobiles ou autres véhicules dans la réserve naturelle du Doubs (art. 5 de la loi sur l'introduction du Code pénal suisse <sup>3)</sup> ; art. 3, lettre c, et 10 de l'arrêté du 5 février 1980 mettant le Doubs et ses environs immédiats situés en territoire jurassien sous la protection de l'Etat <sup>19)</sup> )	100.--		– Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale
<b>2. Loi du 16 juin 2010 sur la protection de la nature et du paysage (LPNP)<sup>4)</sup></b>			
2.1. Violer l'interdiction de cueillir, déraciner, arracher, endommager, emporter, envoyer, offrir, mettre en vente ou acheter au maximum cinq plantes totalement protégées sur tout le territoire cantonal (art. 26 et 70, al. 1, LPNP <sup>4)</sup> ; art. 19 de l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection de la nature <sup>5)</sup> )	100.--		- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale
2.2. Violer l'interdiction de déraciner, arracher ou endommager au maximum cinq plantes partiellement protégées sur tout le territoire cantonal (art. 27 et 70, al. 1, LPNP <sup>4)</sup> ; art. 20 de l'ordonnance sur la protection de la nature <sup>5)</sup> )	100.--		- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale

2.3.	Violer l'interdiction de déraciner ou arracher au maximum cinq plantes alpines, de marécages ou aquatiques désignées à l'article 21, alinéa 3, de l'ordonnance sur la protection de la nature <sup>5)</sup> (art. 70, al. 1, LPNP <sup>4)</sup> ; art. 21, al. 3, de l'ordonnance sur la protection de la nature <sup>5)</sup> )	100.--	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale
<b>3.</b>	<b>Concordat du 18 octobre 1996 sur les entreprises de sécurité<sup>6)</sup></b>		
3.1.	Ne pas être muni d'une carte de légitimation exposant le dispositif de l'autorisation (art. 18, al. 1, et 22, al. 1, lettre d, du Concordat sur les entreprises de sécurité <sup>6)</sup> )	100.--	
<b>4.</b>	<b>Loi sanitaire du 14 décembre 1990<sup>7)</sup></b>		
4.1.	Ne pas placer en évidence, à proximité immédiate des produits de tabac, une affiche rappelant que leur vente est interdite aux mineurs (art. 70, al. 1, de la loi sanitaire <sup>7)</sup> ; art. 7, al. 1, et 14 de l'ordonnance du 17 juin 2014 concernant les appareils de bronzage et la vente des produits du tabac <sup>8)</sup> )	250.--	
<b>5.</b>	<b>Loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale<sup>9)</sup></b>		
5.1.	Organiser, sans autorisation officielle, une collecte ou une vente dans un but de bienfaisance ou d'utilité publique (art. 57 et 75 de la loi sur l'action sociale <sup>9)</sup> )	150.--	
<b>6.</b>	<b>Loi du 20 mai 1998 sur les forêts<sup>10)</sup></b>		
6.1.	Exercer une activité de sport et de loisirs en forêt qui porte atteinte à la conservation des forêts à l'intérieur des peuplements (art. 18 et 74, al. 1, de la loi sur les forêts <sup>10)</sup> )	100.--	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale - Garde forestier de triage
<b>7.</b>	<b>Loi du 11 décembre 2002 sur la chasse et la protection de la faune sauvage (Loi sur la chasse)<sup>11)</sup></b>		
7.1.	Participer à une aide à la chasse sans autorisation (art. 40 et 71, al. 1, lettre e, de la loi sur la chasse <sup>11)</sup> )	250.--	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale
7.2.	Utilisation d'un chien inapproprié pour la chasse (art. 46 et 71, al. 1, lettre e, de la loi sur la chasse <sup>11)</sup> )	150.--	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale - Garde-chasse auxiliaire



7.3.	Inscription incomplète, inexacte ou au crayon dans le carnet de contrôle (art. 47, al. 2, et 71, al. 1, lettre e, de la loi sur la chasse <sup>11)</sup> )	100.--	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale</li> <li>- Garde-chasse auxiliaire</li> </ul>
7.4.	Laisser un chien errer dans la nature et déranger la faune (art. 71, al. 1, lettre h, de la loi sur la chasse <sup>11)</sup> ; art. 40 de l'ordonnance du 6 février 2007 sur la chasse et la protection de la faune sauvage <sup>12)</sup> )	100.--	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale</li> </ul>
7.5.	Dérangement de la faune sauvage par des activités non autorisées (art. 71, al. 1, lettre h, de la loi sur la chasse <sup>11)</sup> ; art. 42 et 43 de l'ordonnance sur la chasse et la protection de la faune sauvage <sup>12)</sup> )	100.--	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale</li> </ul>
7.6.	Nourrissage des mammifères sauvages et des rapaces sans autorisation (art. 71, al. 1, lettre h, de la loi sur la chasse <sup>11)</sup> ; art. 45 de l'ordonnance sur la chasse et la protection de la faune sauvage <sup>12)</sup> )	200.--	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale</li> </ul>
7.7.	Ne pas corner la mort d'un animal abattu (art. 71, al. 1, lettre h, de la loi sur la chasse <sup>11)</sup> ; art. 17, al. 1, lettre a, du règlement sur l'exercice de la chasse <sup>13)</sup> )	100.--	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale</li> <li>- Garde-chasse auxiliaire</li> </ul>
7.8.	Ne pas respecter les distances de tir maximales autorisées (art. 71, al. 1, lettre h, de la loi sur la chasse <sup>11)</sup> ; art. 25 du règlement sur l'exercice de la chasse <sup>13)</sup> )	100.--	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale</li> <li>- Garde-chasse auxiliaire</li> </ul>
7.9.	Transport d'une arme non déchargée dans un véhicule et/ou non placée dans une housse fermée (art. 44, al. 2, et 71, al. 1, lettre h, de la loi sur la chasse <sup>11)</sup> ; art. 28, al. 2, du règlement sur l'exercice de la chasse <sup>13)</sup> )	200.--	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale</li> <li>- Garde-chasse auxiliaire</li> </ul>
7.10.	Ne pas respecter l'interdiction du port ou de l'usage d'une arme à feu dans les champs de maïs non récoltés durant la période de validité du permis général (art. 71, al. 1, lettre h, de la loi sur la chasse <sup>11)</sup> ; art. 33 du règlement sur l'exercice de la chasse <sup>13)</sup> )	150.--	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale</li> <li>- Garde-chasse auxiliaire</li> </ul>
7.11.	Absence de pose de brisées (sauf sanglier en traque) (art. 71, al. 1, lettre h, de la loi sur la chasse <sup>11)</sup> ; art. 34 du règlement sur l'exercice de la chasse <sup>13)</sup> )	100.--	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale</li> <li>- Garde-chasse auxiliaire</li> </ul>

7.12.	Ne pas respecter les prescriptions en matière d'essais de chiens de chasse (art. 71, al. 1, lettre h, de la loi sur la chasse <sup>11)</sup> ; art. 37, al. 2, du règlement sur l'exercice de la chasse <sup>13)</sup> )	100.--	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale
7.13.	Ne pas respecter les restrictions de circulation (art. 71, al. 1, lettre h, de la loi sur la chasse <sup>11)</sup> ; art. 66 du règlement sur l'exercice de la chasse <sup>13)</sup> )	100.--	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale - Garde-chasse auxiliaire
<b>8. Loi du 28 octobre 2009 sur la pêche<sup>14)</sup></b>			
8.1.	Capturer un poisson durant sa période de protection (art. 10 et 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 11 du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	100.-- (+ 50.-- par poisson supplémentaire)	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale - Garde-pêche auxiliaire
8.2.	Capturer un poisson au-delà du nombre de prises autorisé (art. 12 et 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 20 à 22 du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	100.-- (+ 50.-- par poisson supplémentaire)	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale - Garde-pêche auxiliaire
8.3.	Capturer et conserver un poisson n'atteignant pas les limites de longueur (art. 12 et 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 24 du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	50.-- (+ 50.-- par poisson supplémentaire)	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale - Garde-pêche auxiliaire
8.4.	Interventions techniques légères sur les eaux, leur régime et leurs cours, ou encore sur les rives ou le fond des eaux sans autorisation (art. 14 et 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> )	300.--	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale
8.5.	Ne pas inscrire le poisson pêché dans le carnet de contrôle (art. 39, al. 2, lettre a, et 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> )	50.-- (+50.-- par poisson manquant supplémentaire)	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale - Garde-pêche auxiliaire
8.6.	Utilisation de plus d'une ligne par pêcheur (art. 40 et 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 27, al. 1, du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	50.--	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale - Garde-pêche auxiliaire

8.7.	Utilisation d'une ligne non autorisée (art. 40 et 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 27, al. 2, du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	50.--	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale</li> <li>- Garde-pêche auxiliaire</li> </ul>
8.8.	Utilisation d'un appât non autorisé (art. 40 et 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 27, al. 3, du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	50.--	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale</li> <li>- Garde-pêche auxiliaire</li> </ul>
8.9.	Pêcher avec des hameçons munis d'ardillons (art. 40 et 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 28, lettre a, du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	50.--	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale»</li> <li>- Garde-pêche auxiliaire</li> </ul>
8.10.	Nourrir des poissons dans le but de les capturer (amorçage) (art. 40 et 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 28, lettre c, du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	50.--	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale</li> <li>- Garde-pêche auxiliaire</li> </ul>
8.11.	Ne pas respecter les heures pendant lesquelles la pêche est autorisée (art. 41, lettre b, et 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 12 du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	50.--	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale</li> <li>- Garde-pêche auxiliaire</li> </ul>
8.12.	Ne pas respecter les restrictions de pêche depuis le lit du cours d'eau (art. 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 14 du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	50.--	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale</li> <li>- Garde-pêche auxiliaire</li> </ul>
8.13.	Transporter un poisson capturé dans un autre cours d'eau (art. 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 15, 1 <sup>ère</sup> phrase, du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	50.-- (+ 20.-- par poisson supplémentaire)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale</li> <li>- Garde-pêche auxiliaire</li> </ul>
8.14.	Méthodes de mise à mort du poisson non respectées (art. 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 17 du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	100.-- (+ 20.-- par poisson supplémentaire)	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale</li> <li>- Garde-pêche auxiliaire</li> </ul>

8.15.	Pêcher depuis un lieu interdit (art. 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 30 du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	200.--	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale</li> <li>- Garde-pêche auxiliaire</li> </ul>
8.16.	Ne pas respecter les prescriptions liées aux parcours différenciés (art. 57, al. 1, de la loi sur la pêche <sup>14)</sup> ; art. 31 du règlement sur l'exercice de la pêche <sup>15)</sup> )	100.--	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale</li> <li>- Garde-pêche auxiliaire</li> </ul>
<b>9.</b>	<b>Loi du 18 mars 1998 sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce de boissons alcooliques (Loi sur les auberges)<sup>16)</sup></b>		
9.1.	Pénétrer dans un établissement public alors qu'une interdiction d'accès a été prononcée et notifiée (art. 22 et 84, al. 1, ch. 11, de la loi sur les auberges <sup>16)</sup> )	300.--	
<b>10.</b>	<b>Ordonnance du 16 mars 2010 sur la navigation<sup>17)</sup></b>		
10.1.	Utilisation de véhicules non autorisés à la navigation, par embarcation (art. 4 et 10 de l'ordonnance sur la navigation <sup>17)</sup> )	200.--	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale".
10.2.	Navigation sur le Doubs en dehors des périodes et des heures autorisées, par embarcation (art. 5, lettre a, et 10 de l'ordonnance sur la navigation <sup>17)</sup> )	200.--	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale.
10.3.	Navigation sur le Doubs lorsque le débit mesuré la veille à 16 heures à la station fédérale hydrologique d'Ocourt est inférieur à 6m <sup>3</sup> /s, par embarcation (art. 5, lettre b, et 10 de l'ordonnance sur la navigation <sup>17)</sup> )	200.--	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale.»
10.4.	Navigation sur la Birse, la Sorne, l'Allaine, la Scheulte et la Gabiare en dehors d'une période autorisée de hautes eaux, par embarcation (art. 6 et 10 de l'ordonnance sur la navigation <sup>17)</sup> )	200.--	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale.
<b>11.<sup>18)</sup></b>	<b>Loi du 9 décembre 2020 sur les déchets et les sites pollués (Loi sur les déchets, LDSP)<sup>20)</sup></b>		
11.1	Dépôt de déchets urbains d'un volume inférieur à 200 litres en dehors des emplacements prévus à cet effet (art. 51, al. 1, lettre a, LDSP <sup>20)</sup> )	200.--	- Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale.

11.2.	Jet ou abandon de petites quantités de déchets tels que des emballages, y compris les bouteilles, les canettes et les sachets en plastique, des restes de repas, des chewing-gums, des papiers ou des mégots de cigarettes (art. 51, al. 1, lettre b, LDSP <sup>20)</sup> )	100.--	– Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale
11.3.	Incinération de déchets naturels en zones bâties et à proximité immédiate de celles-ci (art. 6, al. 4, et 51, al. 1, lettre i, LDSP <sup>20)</sup> )	100.--	– Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale
11.4.	Incinération de déchets urbains, à l'exception de déchets naturels, hors d'une installation autorisée (art. 20 et 51, al 1, lettre i, LDSP <sup>20)</sup> )	300.--	– Collaborateur de l'Office de l'environnement chargé de la surveillance environnementale

1) [RSJU 324.1](#)

2) [RS 451.1](#)

3) [RSJU 311](#)

4) [RSJU 451](#)

5) [RSJU 451.11](#)

6) [RSJU 559.115](#)

7) [RSJU 810.01](#)

8) [RSJU 810.015](#)

9) [RSJU 850.1](#)

10) [RSJU 921.11](#)

11) [RSJU 922.11](#)

12) [RSJU 922.111](#)

13) Le règlement sur l'exercice de la chasse actuellement en vigueur est celui du 25 avril 2023, publié dans le Journal officiel n° 17 du 11 mai 2023

14) [RSJU 923.11](#)

15) Le règlement sur l'exercice de la pêche actuellement en vigueur est celui du 17 janvier 2023, publié dans le Journal officiel n° 4 du 2 février 2023

16) [RSJU 935.11](#)

17) [RSJU 747.201](#)

18) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 4 avril 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2023

19) [RSJU 451.311](#)

20) [RSJU 814.015](#)

21) Nouvelle dénomination selon le ch. II de l'ordonnance du 4 avril 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2023. Il a été tenu compte de cette modification dans toute l'ordonnance.



## Ordonnance portant exécution de la législation fédérale sur le casier judiciaire

du 20 décembre 2022

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi fédérale du 17 juin 2016 sur le casier judiciaire informatique VOSTRA (Loi sur le casier judiciaire, LCJ)<sup>1)</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 19 octobre 2022 sur le casier judiciaire informatique VOSTRA (Ordonnance sur le casier judiciaire, OCJ)<sup>2)</sup>,

vu l'article 90, alinéa 2, de la Constitution cantonale<sup>3)</sup>,

*arrête :*

Champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance règle l'application, dans la République et Canton du Jura, de la législation fédérale sur le casier judiciaire.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Service de  
coordination  
(art. 4 LCJ)

**Art. 3** <sup>1</sup> Le Service juridique fonctionne en qualité de service de coordination (ci-après : "SERCO").

<sup>2</sup> Il effectue à ce titre les tâches que lui confie la législation fédérale ainsi que la saisie des données spécifiées à l'article 4, alinéa 3.

Autorités  
compétentes  
pour saisir les  
données exigées  
par le droit  
fédéral (art. 6  
LCJ)

**Art. 4** <sup>1</sup> Les autorités judiciaires pénales sont tenues de saisir les données qu'elles génèrent. L'alinéa 3, lettre a, est réservé.

<sup>2</sup> Le Service juridique saisit les données générées par les autorités administratives d'exécution des peines et mesures, y compris celles émanant du département auquel il est rattaché.

<sup>3</sup> Les autorités suivantes transmettent au SERCO pour saisie les données qu'elles génèrent :

a) le juge des mineurs et le Tribunal des mineurs;

- b) les autorités administratives qui mènent des procédures pénales ou rendent des décisions pénales;
- c) le Service de la population.

<sup>4</sup> Les autorités mentionnées à l'alinéa 3 assument la responsabilité de transmettre leurs données au SERCO rapidement pour que les délais de saisie imposés par la législation fédérale puissent être respectés.

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 5** L'ordonnance du 18 janvier 2000 concernant le casier judiciaire informatisé est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 6** La présente ordonnance entre en vigueur le 23 janvier 2023.

Delémont, le 20 décembre 2022

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : David Eray  
Le chancelier : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RS 330](#)
- 2) [RS 331](#)
- 3) [RSJU 101](#)



# TABLE DES MATIERES

<b>4</b>	<b>Education, science, culture, Eglise</b>
<b>41</b>	<b><i>Education et science</i></b>
<b>410.1</b>	<b><i>Fondement</i></b>
410.100	Arrêté du Parlement du 22 mars 1979 concernant l'adhésion de la République et Canton du Jura au concordat du 29 octobre 1970 sur la coordination scolaire
410.101	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1993 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'Accord intercantonal du 18 février 1993 sur la reconnaissance des diplômes de fin d'études
410.102	Arrêté du Parlement du 23 avril 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire
410.103	Arrêté du Parlement du 23 avril 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention scolaire romande
410.104	Arrêté du Parlement du 22 septembre 2010 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention scolaire du nord-ouest de la Suisse (RSA 2009) du 23 novembre 2007
410.105	Arrêté du Parlement du 30 janvier 2013 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée
410.11	Loi du 20 décembre 1990 sur l'école obligatoire
410.111	Ordonnance du 29 juin 1993 portant exécution de la loi scolaire (Ordonnance scolaire)
410.111.0	Arrêté du Département de l'Education du 26 février 2004 concernant l'éducation précoce spécialisée
410.111.2	Règlement du Département de la formation, de la culture et des sports du 2 juin 2021 concernant l'orientation des élèves en huitième année
410.111.3	Règlement du Département de la formation, de la culture et des sports du 1 <sup>er</sup> septembre 2021 concernant l'orientation, la promotion et le redoublement des élèves à l'école secondaire
410.111.4	Directives du Département de l'Education du 30 juin 2003 concernant les classes de soutien du degré secondaire
410.113	Ordonnance du 24 octobre 2006 fixant les conditions cadres pour les transports scolaires
410.114	Ordonnance du 30 mai 2017 concernant les mesures pédago-thérapeutiques
410.16	Décret du 14 décembre 1994 fixant la répartition des dépenses scolaires entre les communes

410.164 Arrêté du Département de la formation, de la culture et des sports du 22 juin 2020 fixant les indemnités de repas versées aux parents d'élèves de l'école obligatoire (Nouveau)

*410.2 Corps enseignant*

410.210 Arrêté du Parlement du 18 novembre 2020 portant approbation du concordat intercantonal instituant la Haute Ecole Pédagogique commune aux cantons de Berne, Jura et Neuchâtel (Concordat HEP-BEJUNE)

410.210.1 Loi du 9 décembre 2020 sur la Haute Ecole Pédagogique

410.210.15 Ordonnance du 15 novembre 2011 sur la reconnaissance des titres d'enseignement

410.210.18 Ordonnance du 19 août 1986 concernant la reconnaissance des brevets d'enseignement obtenus avant 1979

410.252.1 Ordonnance du 13 juin 2006 concernant le programme horaire des enseignants de la scolarité obligatoire

410.252.2 Ordonnance du 24 juin 2015 sur la direction des écoles obligatoires

410.252.3 Ordonnance du 22 juin 2020 concernant les allègements de programme accordés aux enseignants de la scolarité obligatoire

410.252.4 Ordonnance du 16 avril 2019 concernant l'enseignement dans la scolarité obligatoire de disciplines ou de niveaux ne relevant pas du titre pédagogique acquis

410.254.2 Ordonnance du 26 novembre 1997 concernant la répartition des charges pour le traitement des enseignants

*410.3 Constructions scolaires*

410.316 Décret du 21 décembre 2001 réglant l'octroi de subventions pour installations scolaires

410.316.1 Ordonnance du 27 août 2002 sur les installations scolaires

410.316.11 Directives du Département de l'Education et des Affaires sociales du 20 décembre 1985 concernant la construction et l'équipement des installations scolaires

410.316.12 Arrêté du Département de l'Education du 28 janvier 1991 fixant les montants pris en compte pour le subventionnement de la construction, de la transformation et de l'équipement de base des installations scolaires

410.318 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le versement de subventions pour l'acquisition d'établissements et d'outils destinés à l'enseignement des travaux manuels

*410.4 Moyens d'enseignement*

410.416 Arrêté du Parlement du 26 mai 1982 concernant les subventions à allouer aux communes pour l'achat de moyens d'enseignement et de matériel scolaire dans les écoles maternelles, primaires et secondaires

410.417	Ordonnance du 27 février 1996 concernant les prestations assimilables à des moyens d'enseignement
410.7	<i>Service scolaire médical et dentaire</i>
410.71	Ordonnance du 5 décembre 2000 concernant le service de santé scolaire
410.72	Décret du 13 décembre 2006 concernant le service dentaire scolaire
410.721	Ordonnance du 27 février 2007 concernant le service dentaire scolaire
410.726	Ordonnance du 5 juillet 1994 fixant le tarif pour les soins dentaires scolaires
410.726.1	Arrêté du Gouvernement du 27 février 2007 fixant la valeur du point pour le tarif dentaire scolaire
410.8	<i>Orientation en matière d'éducation</i>
410.81	Ordonnance du 21 novembre 2006 concernant l'orientation scolaire et professionnelle et la psychologie scolaire
410.861	Arrêté du Gouvernement du 1 <sup>er</sup> mars 1983 portant création d'un Fonds pour l'orientation scolaire et professionnelle



# TABLE DES MATIERES

<b>4</b>	<b>Education, science, culture, Eglise</b>
412	<i>Ecole moyenne</i>
412.011	Ordonnance du 5 février 2008 sur l'organisation de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire
412.11	Loi du 1 <sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue
412.111	Règlement des écoles moyennes du 6 décembre 1978
412.112	Directives du Département de l'Education du 2 décembre 1994 relatives à l'admission des élèves dans les écoles moyennes
412.113	Directives du Département de l'Education du 5 juin 2000 concernant les réorientations et les passerelles dans les écoles moyennes
412.214	Directives du Gouvernement du 7 juin 2022 concernant la formation des élèves artistes ou sportifs prometteurs ou reconnus de haut niveau dans les écoles des niveaux secondaires I et II
412.291	Arrêté du Parlement du 22 novembre 1995 concernant l'approbation de la Convention entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura concernant l'Ecole secondaire de la Courtine sise à Bellelay
412.292	Convention de collaboration entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura du 14 novembre 2001 dans le but de permettre à de jeunes artistes ou sportives et sportifs de concilier formation scolaire et carrière artistique ou sportive
412.311.1	Règlement du Département de l'Education du 17 janvier 2001 concernant l'organisation des études au Lycée cantonal
412.351	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les examens ordinaires de la maturité gymnasiale dans les lycées de la République et Canton du Jura
412.351.1	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant les examens ordinaires de la maturité gymnasiale au Collège Saint-Charles de Porrentruy
412.351.2	Directives du Département de l'Education du 16 décembre 2002 concernant les examens ordinaires de baccalauréat et de maturité dans les lycées de la République et Canton du Jura
412.352	Ordonnance du 12 décembre 2023 concernant les filières de formation à l'Ecole de commerce
412.354	Ordonnance du 30 octobre 2001 concernant les personnes associées aux examens des écoles moyennes
412.511.1	Règlement du Département de la formation, de la culture et des sports du 20 juin 2023 concernant l'organisation de la filière menant au certificat d'école de culture générale et à la maturité spécialisée
412.513	Arrêté du Gouvernement du 19 avril 1988 créant un cycle de promotion à l'Ecole de culture générale

412.513.0	Arrêté du Gouvernement du 4 mai 1993 portant sur le maintien du cycle de promotion de l'Ecole de culture générale de Delémont jusqu'au terme de l'année scolaire 1995/1996 et arrêté du Gouvernement du 14 février 1996 portant prorogation du cycle de promotion de l'Ecole de culture générale de Delémont
412.513.1	Règlement du Département de l'Education du 18 août 2000 concernant le cycle de promotion de l'Ecole de culture générale de Delémont
412.515	Ordonnance du 20 juin 2023 concernant la délivrance du certificat d'école de culture générale et du certificat de maturité spécialisée
412.632	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la prise en charge des frais de scolarité qui découlent de la fréquentation de lycées publics d'autres cantons
412.71	Ordonnance du 20 mai 1997 concernant les activités parascolaires dans les écoles cantonales relevant du Département de l'Education
412.94	Arrêté du Parlement du 31 mai 2017 portant approbation de la convention entre le canton de Bâle-Campagne et la République et Canton du Jura relative à la filière gymnasiale bilingue commune au "Regionales Gymnasium Laufenthal-Thierstein" à Laufon et au Lycée cantonal à Porrentruy
412.941	Règlement du Département de la formation, de la culture et des sports du 10 juillet 2017 concernant l'organisation de études de la filière gymnasiale bilingue commune au "Regionales Gymnasium Laufenthal-Thierstein" à Laufon et au Lycée cantonal à Porrentruy
412.95	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la convention des 4 et 10 octobre 1966 relative à l'admission d'élèves du canton de Berne aux écoles du canton de Bâle-Ville
412.96	Arrêté du Gouvernement du 30 juin 2015 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention entre Berne, Jura et Neuchâtel sur les contributions aux frais d'enseignement (Convention BEJUNE)
413	<i>Formation professionnelle</i>
413.12	Loi du 25 octobre 2006 concernant le fonds de soutien aux formations professionnelles
413.121	Ordonnance du 11 décembre 2007 concernant le fonds de soutien aux formations professionnelles
413.124	Règlement de la commission pour la formation professionnelle des travailleurs et jeunes étrangers dans le canton du Jura du 6 décembre 1978
413.161.1	Règlement du 4 septembre 1990 relatif à l'octroi d'une aide financière de l'Etat pour la présentation de travaux exécutés par des apprentis durant leur apprentissage

---

413.19	Arrêté du Gouvernement du 23 octobre 2007 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur les contributions dans le domaine de la formation professionnelle initiale
413.191	Arrêté du Gouvernement du 7 décembre 1999 portant adhésion à la convention entre les cantons de Suisse romande et du Tessin en complément à la convention intercantonale sur les contributions équitables des cantons aux écoles professionnelles
413.213.1	Ordonnance du 25 mai 1993 portant reconnaissance du Centre de formation du Foyer jurassien à Delémont en tant qu'atelier de préapprentissage
413.241.1	Ordonnance du 15 mars 1994 sur les surveillants et l'indemnisation de la commission cantonale d'apprentissage et des surveillants
413.251.1	Règlement général des écoles et centres professionnels du 31 mars 1994
413.252.4	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le régime des absences dans les écoles professionnelles artisanales et commerciales, ainsi que dans les ateliers d'apprentissage
413.254	Ordonnance du 11 novembre 2014 concernant le programme horaire des enseignants du Centre jurassien d'enseignement et de formation
413.255	Ordonnance du 22 mars 2016 sur la maturité professionnelle
413.261	Ordonnance du 20 avril 1993 sur l'organisation des examens, les commissions d'examen et les experts aux examens
413.271	Ordonnance du 16 novembre 1993 sur la formation élémentaire
413.322	Arrêté du Parlement du 8 juin 1994 portant création de l'Ecole technique de la République et Canton du Jura
413.322.1	Règlement du Département de la formation du 8 octobre 2015 concernant l'organisation et la formation à l'Ecole supérieure technique (EST)
413.323	Arrêté du Parlement du 23 janvier 2002 portant création de l'Ecole supérieure jurassienne d'informatique de gestion
413.323.1	Règlement du Département de la formation, de la culture et des sports du 7 septembre 2020 concernant l'organisation et la formation à l'Ecole supérieure d'informatique de gestion (ESIG)
413.324	Arrêté du Département de l'Economie du 23 février 2004 fixant la participation financière des étudiants dans les écoles supérieures jurassiennes
413.329.1	Arrêté du Parlement du 23 avril 2014 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur les contributions dans le domaine des écoles supérieures (AES)
413.611	Décret du 12 décembre 2012 concernant le financement de l'enseignement et de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire





## TABLE DES MATIERES

<b>4</b>	<b>Education, science, culture, Eglise</b>
<b>414</b>	<i>Université et hautes écoles</i>
414.10	Arrêté du Parlement du 11 décembre 1992 portant approbation de l'accord intercantonal sur la participation au financement des universités pour les années 1993 à 1996
414.11	Arrêté du Parlement du 26 avril 1994 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la Convention du 12 février 1994 relative à la coordination universitaire en Suisse occidentale
414.12	Arrêté du Parlement du 29 mars 2023 portant approbation de l'accord intercantonal sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires
414.70	Arrêté du Parlement du 23 avril 2014 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur le domaine suisse des hautes écoles (Concordat sur les hautes écoles)
414.71	Arrêté du Parlement du 24 octobre 2012 portant approbation de la convention intercantonale du 26 mai 2012 sur la Haute école spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)
414.711	Arrêté du Parlement du 25 août 2004 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale du 30 août 2002 relative au contrôle parlementaire sur la Haute Ecole spécialisée de Suisse occidentale (HES-SO)
414.72	Arrêté du Parlement du 25 août 2004 portant approbation de l'accord intercantonal du 12 juin 2003 sur les hautes écoles spécialisées (AHES) à partir du 2005
414.731	Arrêté du Gouvernement du 25 février 2003 portant désignation de l'instance cantonale pour la Haute Ecole spécialisée santé-social de Suisse romande (HES-S2)
414.75	Arrêté du Parlement du 24 octobre 2012 portant approbation de la convention du 24 mai 2012 concernant la Haute école ARC Berne-Jura-Neuchâtel
<b>415</b>	<i>Gymnastique et sport</i>
415.1	Loi du 17 novembre 2010 visant à encourager les activités physiques et le sport
415.11	Ordonnance du 18 décembre 2012 portant exécution de la loi visant à encourager les activités physiques et le sport
415.41	Ordonnance du 27 février 1990 sur le sport scolaire facultatif

<b>416</b>	<b><i>Subventions de l'Etat, bourses et fondations</i></b>
416.185.1	Ordonnance du 10 décembre 1991 réglant le financement des institutions spécialisées relevant de la loi scolaire
416.31	Loi du 9 décembre 2015 concernant les subsides de formation
416.311	Ordonnance du 4 juillet 2017 concernant les subsides de formation
416.311.1	Directive du Département de la formation, de la culture et des sports du 25 mai 2018 concernant les subsides de formation
416.91	Arrêté du Parlement du 21 novembre 2012 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal du 18 juin 2009 sur l'harmonisation des régimes de bourses d'études

<b>417</b>	<b><i>Enseignement privé</i></b>
417.1	Loi du 10 mai 1984 sur l'enseignement privé
417.11	Ordonnance du 18 décembre 1984 portant exécution de la loi sur l'enseignement privé

## **44                      *Culture***

<b>441</b>	<b><i>Documentation</i></b>
441.21	Loi du 20 octobre 2010 sur l'archivage
441.211	Ordonnance du 7 avril 1988 sur les archives publiques de la République et Canton du Jura
441.212	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'administration des archives communales
441.213	Ordonnance du 17 mai 2011 concernant la commission des archives
441.221	Ordonnance du 27 octobre 1987 concernant les bibliothèques et la promotion de la lecture publique
441.221.1	Directives du Département de l'Education et des Affaires sociales du 27 octobre 1987 concernant les bibliothèques publiques
441.221.2	Directives du Département de l'Education et des Affaires sociales du 27 octobre 1987 concernant les bibliothèques scolaires
441.221.3	Arrêté du Département de la formation du 30 octobre 2015 portant approbation du règlement de la Bibliothèque cantonale jurassienne
441.226.1	Règlement du 6 décembre 1978 concernant l'administration du Fonds Friedrich-Emil-Welti
441.232	Arrêté du Gouvernement du 9 décembre 1986 instituant la commission des musées

<b>443</b>	<b><i>Encouragement des activités culturelles</i></b>
443.1	Loi du 9 novembre 1978 sur l'encouragement des activités culturelles
443.11	Ordonnance du 3 février 2004 instituant la commission des affaires culturelles

443.14	Ordonnance du 23 octobre 1990 concernant l'encouragement de la création audiovisuelle
<b>444</b>	<b>Art</b>
444.11	Arrêté du Gouvernement du 23 août 2016 approuvant la modification de l'accord entre le canton de Berne et la République et Canton du Jura instituant une commission intercantonale de littérature
444.31	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'encouragement des beaux-arts
444.41	Ordonnance du 21 décembre 2021 concernant les bourses artistiques et les ateliers d'artiste
<b>445</b>	<b>Conservation des monuments historiques et protection des biens culturels</b>
445.1	Loi du 9 novembre 1978 sur la conservation des objets d'art et monuments historiques
445.11	Règlement du 6 décembre 1978 concernant la conservation des objets d'art et monuments historiques
445.12	Ordonnance du 6 décembre 1978 relative à la loi sur la conservation des objets d'art et monuments historiques
445.2	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection et la conservation des curiosités naturelles et des antiquités dans le canton du Jura
445.3	Décret du 6 décembre 1978 sur la conservation des monuments historiques et la protection des biens culturels
445.4	Loi du 27 mai 2015 sur la protection du patrimoine archéologique et paléontologique (LPPAP)
445.41	Ordonnance du 8 décembre 2015 sur la protection du patrimoine archéologique et paléontologique (OPPAP)
<b>45</b>	<b>Protection de la nature et du paysage</b>
<b>451</b>	<b>Protection de la nature</b>
451	Loi du 16 juin 2010 sur la protection de la nature et du paysage (LPNP)
451.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection de la nature
451.311	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant le Doubs et ses environs immédiats situés en territoire jurassien sous la protection de l'Etat
451.321	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de Bolleman et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat

- 451.322 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de la Gruère et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
- 451.323 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de Lucelle et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
- 451.324 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang de Plain de Saigne et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
- 451.325 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant l'étang des Royes et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
- 451.331 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant la tourbière de la Chaux-des-Breuleux et ses environs immédiats sous la protection de l'Etat
- 451.341 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant une partie de la région dite "Le Cerneux", située sur le territoire de la commune de Courroux, sous la protection de l'Etat
- 451.351 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant les allées du Vorbourg, situées sur le territoire de la commune de Delémont, sous la protection de l'Etat
- 451.352 Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 mettant sept arbres à feuilles situés en territoire jurassien sous la protection de l'Etat
- 451.632 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le Fonds de la commission pour la protection de l'environnement

**452** *Protection des sites et du paysage*

- 452.21 Arrêté du Gouvernement du 20 mars 2007 instituant une commission des paysages et des sites

**455** *Protection des animaux*

- 455.1 Ordonnance du 29 janvier 2013 portant exécution de la législation fédérale sur la protection des animaux

**47** *Eglise*

**471** *Rapports entre les Eglises et l'Etat*

- 471.1 Loi du 26 octobre 1978 concernant les rapports entre les Eglises et l'Etat

**474** *Impôts ecclésiastiques*

- 474.11 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les impôts ecclésiastiques

479                      *Conventions*

- 479.11                  Arrêté du Gouvernement du 21 octobre 1980 portant adhésion de la République et Canton du Jura aux conventions relatives à la circonscription et à l'organisation de l'Evêché de Bâle
- 479.13                  Décret de promulgation de la Bulle papale du 11 août 1828



## Loi sur l'école obligatoire<sup>39)</sup>

(Version en vigueur du 1<sup>er</sup> août 2023 au 31 janvier 2024)

du 20 décembre 1990

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 8, lettres d, e, h et j, 32 à 37 et 39 à 41 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu l'arrêté du Parlement du 23 avril 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire<sup>2)</sup>,

vu l'arrêté du Parlement du 23 avril 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention scolaire romande<sup>44)</sup>, <sup>40)</sup>

vu l'arrêté du Parlement du 30 janvier 2013 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée<sup>47)</sup>, <sup>48)</sup>

*arrête :*

### TITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ  
d'application et  
objet

**Article premier** <sup>1</sup> La présente loi s'applique à l'école obligatoire.<sup>41)</sup>

<sup>2</sup> Elle a pour objet :

- a) les buts et la mission de l'école;
- b) la structure et le fonctionnement général de l'école;
- c) les droits et obligations des élèves et de leurs parents;
- d) ...<sup>52)</sup>
- e) l'organisation locale de l'école;
- f) l'organisation et les tâches des autorités communales et cantonales;
- g) les services auxiliaires;
- h) le financement de l'école.

<sup>3</sup> Elle constitue la loi de référence en matière d'instruction publique.

<sup>4</sup> Le statut des enseignants est réglé par la législation sur le personnel de l'Etat.<sup>53)</sup>

Mission de l'école

**Art. 2** <sup>1</sup> L'école assume, solidairement avec la famille, l'éducation et l'instruction de l'enfant.

<sup>2</sup> Elle respecte la dignité, la personnalité et le développement de l'enfant.

<sup>3</sup> Elle s'efforce de corriger l'inégalité des chances en matière de réussite scolaire.

Buts de l'école

**Art. 3** Par les différents moyens à sa disposition, l'école :

- a) amène l'élève à maîtriser les connaissances fondamentales et à travailler de manière autonome;
- b) offre à l'enfant la possibilité de construire sa personnalité, de développer ses aptitudes intellectuelles, manuelles et physiques, d'éveiller sa sensibilité esthétique et spirituelle, d'exprimer sa créativité;
- c) prépare l'enfant à exercer activement son rôle dans la société;
- d) rend l'enfant conscient de son appartenance au monde qui l'entoure en développant en lui le sens de la fraternité, de la coopération et de la tolérance;
- e) familiarise l'enfant avec les langues étrangères et lui donne les moyens de développer sa connaissance de plusieurs d'entre elles.

Intégration des enfants et des jeunes à besoins éducatifs particuliers

**Art. 4** <sup>49)</sup> <sup>1</sup> L'école pourvoit à l'intégration dans une classe ordinaire ou dans une autre structure des enfants et des jeunes à besoins éducatifs particuliers ou qui sont en situation de handicap. <sup>64)</sup>

<sup>2</sup> L'intégration se fait en fonction de la nature des besoins éducatifs particuliers ou du handicap et dans tous les cas où elle est bénéfique à l'enfant. Elle doit répondre aux besoins de ce dernier par les mesures diversifiées et graduées les moins restrictives pour lui, tout en garantissant les qualités de l'enseignement général.

Insertion des migrants

**Art. 5** <sup>1</sup> L'école favorise l'insertion des enfants de migrants tout en respectant l'identité culturelle.

<sup>2</sup> Une attention particulière est vouée à l'activité langagière des élèves de langue étrangère.

Scolarité obligatoire  
a) Principe

**Art. 6** <sup>41)</sup> <sup>1</sup> Tout enfant, quel que soit son statut, a accès à l'école.



<sup>2</sup> Les parents ont le droit et l'obligation d'envoyer leur enfant en âge de scolarité obligatoire dans une école publique. Demeure réservé le droit des parents de donner ou de faire donner un enseignement privé, conformément à la législation sur l'enseignement privé.

b) Degrés, durée <sup>3</sup> La scolarité obligatoire comprend deux degrés : le degré primaire, école enfantine incluse, qui dure en principe huit années, et le degré secondaire, qui dure en principe trois années.

<sup>4</sup> Elle dure onze ans.

Age d'entrée à l'école **Art. 7<sup>41)</sup>** <sup>1</sup> Tout enfant âgé de quatre ans révolus jusqu'au 31 juillet inclus entre à l'école obligatoire.

<sup>2</sup> Pour des motifs justifiés, le Service de l'enseignement peut accorder des dérogations individuelles. Au besoin, il requiert l'avis du psychologue scolaire.

Gratuité **Art. 8** <sup>1</sup> Durant la scolarité obligatoire, la fréquentation de l'école publique est gratuite.<sup>41)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque la longueur ou le caractère particulièrement dangereux du trajet le justifient, les élèves bénéficient de transports gratuits. Le Gouvernement fixe les conditions de la reconnaissance et de la gratuité des transports.

<sup>3</sup> Les moyens d'enseignement sont fournis gratuitement aux élèves. Les communes ou les écoles peuvent percevoir auprès des parents des contributions couvrant une partie des frais de certaines activités ou manifestations.

Lieu de fréquentation de l'école  
a) En général **Art. 9** Les élèves fréquentent l'école du cercle scolaire de leur lieu de résidence habituelle.

b) Cas particuliers **Art. 10** <sup>1</sup> Dans des cas particuliers, si l'intérêt de l'élève ou le bon fonctionnement de l'école le commandent, ou si cela est justifié par des motifs importants d'ordre familial pour l'élève, le Service de l'enseignement peut autoriser ou obliger ce dernier à fréquenter l'école d'un autre cercle scolaire. Le Service de l'enseignement statue après avoir pris l'avis des autorités scolaires des cercles scolaires concernés.<sup>32)</sup>

c) Participation  
aux frais  
scolaires

<sup>2</sup> Dans le cas où un élève fréquente un autre cercle scolaire que celui de son lieu de résidence, le cercle d'accueil peut exiger de la commune de résidence une participation équitable aux frais scolaires, les dépenses générales prévues à l'article 152, chiffre 3, demeurant exceptées. En cas de désaccord, le Département de l'Education (dénommé ci-après : "Département") tranche.

## **TITRE DEUXIEME : Structure de l'école**

### **CHAPITRE PREMIER : Ecole enfantine**

Buts particuliers

**Art. 11** <sup>1</sup> L'école obligatoire participe, durant les deux premières années, à l'intégration sociale de l'enfant; elle stimule son développement affectif, moteur et intellectuel; elle favorise ses facultés d'expression et de compréhension.<sup>[41\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Elle rend l'enfant mieux à même d'aborder les premiers apprentissages scolaires.

<sup>3</sup> L'activité pédagogique durant ces deux premières années est essentiellement fondée sur le jeu; elle tient compte de l'âge et du développement de l'enfant.<sup>[41\)](#)</sup>

**Art. 12**<sup>[42\)](#)</sup>

### **CHAPITRE II : Ecole primaire**

Buts particuliers

**Art. 13** L'école primaire a pour but de faire acquérir à l'élève la maîtrise des outils fondamentaux du savoir. Elle le prépare à l'entrée dans le cycle secondaire.

**Art. 14**<sup>[42\)](#)</sup>

Structure interne

**Art. 15**<sup>[32\)](#)</sup> <sup>1</sup> Dans les classes du degré primaire, l'enseignement est dispensé, en principe par tranches de deux années scolaires, par un ou plusieurs enseignants.<sup>[41\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque l'enseignement est dispensé par plusieurs enseignants, la cohérence et la continuité de l'action pédagogique doivent être assurées.

Huitième année,  
orientation,  
observation

**Art. 16<sup>41)</sup>** <sup>1</sup> La huitième année a pour fonction particulière d'observer et d'orienter les élèves en vue des enseignements différenciés pratiqués à l'école secondaire.

<sup>2</sup> L'observation et l'évaluation objective des résultats et des aptitudes des élèves compléteront l'information donnée par les parents, les enseignants et les élèves. L'ensemble de ces moyens contribue à l'appréciation des élèves en vue du choix des enseignements différenciés de la neuvième année. Le Département arrête les modalités.

### CHAPITRE III : Ecole secondaire

Buts particuliers

**Art. 17** <sup>1</sup> L'école secondaire consolide et développe les connaissances de base acquises par les élèves à l'école primaire, en fonction de leurs aptitudes, de leurs intérêts et de leurs projets de formation.

<sup>2</sup> Elle prépare les élèves en vue de la formation professionnelle ou d'études au niveau secondaire supérieur.

#### **Art. 18<sup>42)</sup>**

Organisation  
pédagogique

**Art. 19** <sup>1</sup> Le programme de l'élève est défini en fonction de ses aptitudes, de ses intérêts et de ses projets de formation.

<sup>2</sup> L'enseignement est organisé de manière à favoriser l'orientation continue.

Structure interne  
1. Principes

**Art. 20** <sup>1</sup> Le programme des classes de l'école secondaire comprend :

- a) un enseignement obligatoire commun;
- b) un enseignement séparé obligatoire donné sous forme de cours à niveaux et de cours à option;
- c) des cours facultatifs.

<sup>2</sup> L'élève a accès aux cours à niveaux et aux cours à option pour lesquels il a les aptitudes et les connaissances nécessaires.

2. Cours communs **Art. 21** L'enseignement en cours communs a pour but d'assurer la cohésion sociale des classes dans une perspective d'éducation générale et civique. Le programme obligatoire de chaque classe réserve aux cours communs une place suffisante et prend en compte les objectifs spécifiques des trois années de l'école secondaire.
3. Cours séparés **Art. 22** <sup>1</sup> L'enseignement en cours séparés permet à l'élève de progresser dans les disciplines de base selon son rythme et ses aptitudes, et dans les disciplines à option selon ses goûts, ses aptitudes et ses aspirations.
- a) Cours à niveaux <sup>2</sup> L'enseignement des disciplines de base comprend le français, la mathématique et l'allemand. Il est dispensé en cours à niveaux.
- b) Cours à option <sup>3</sup> L'enseignement des autres langues, des sciences naturelles et des sciences humaines peut être dispensé en cours à option séparés.
- <sup>4</sup> D'autres disciplines peuvent être dispensées en cours à option séparés.
4. Cours facultatifs **Art. 23** Des cours facultatifs sont offerts par les écoles, en supplément aux disciplines du programme obligatoire. Ils sont dispensés en principe sans distinction de niveaux.
- Application **Art. 24** Le Gouvernement édicte des dispositions générales sur :
- a) les modalités et les mesures propres à favoriser l'orientation;
  - b) l'organisation des cours à niveaux;
  - c) les conditions d'accès aux différents niveaux ainsi qu'aux cours à option.

## CHAPITRE IV : Prolongation de la scolarité

- Principe **Art. 25<sup>41)</sup>** L'élève dont l'orientation professionnelle n'est pas encore fixée, qui achève sa scolarité obligatoire en situation d'échec ou dont les résultats ne correspondent pas aux exigences requises en vue de la formation ultérieure choisie, peut accomplir une douzième, éventuellement une treizième année scolaire.

Modalités

**Art. 26<sup>32)41)</sup>** La prolongation de la scolarité est ouverte aux élèves qui veulent effectuer à l'école secondaire une douzième année en accomplissant le programme régulier de la onzième année de la scolarité obligatoire ou qui veulent suivre une douzième année linguistique conformément aux accords conclus en la matière ou qui veulent encore effectuer une douzième année en fréquentant des classes préparatoires rattachées au niveau secondaire II.

**Art. 27<sup>42)</sup>**

## **CHAPITRE V : Mesures de pédagogie spécialisée<sup>49)</sup>**

But, généralités

**Art. 28<sup>49)</sup>** <sup>1</sup> Les mesures de pédagogie spécialisée ont pour but de donner une formation appropriée à l'élève qui ne peut acquérir les notions de base dans le cadre d'une scolarité ordinaire. Elles contribuent à équilibrer la personnalité de l'élève et à développer en lui la faculté d'apprendre.

<sup>2</sup> Lorsque les mesures octroyées avant l'entrée en scolarité ou dans le cadre de l'école ordinaire s'avèrent insuffisantes, des mesures renforcées sont allouées en fonction des besoins individuels qui sont déterminés selon une procédure d'évaluation standardisée sur le plan intercantonal.

<sup>3</sup> Les mesures de pédagogie spécialisée comprennent<sup>64)</sup> :

- a) l'éducation précoce spécialisée;
- b)<sup>64)</sup> le conseil et le soutien, le soutien pédagogique spécialisé ambulatoire, les classes de transition ainsi que les structures et dispositifs particuliers, tels que la session d'enrichissement, la structure de soutien, la structure ressources et le dispositif d'orientation;
- c) les mesures d'enseignement spécialisé en institution de pédagogie spécialisée (scolarisation et éducation spécialisées, accueil en structures de jour ou à caractère résidentiel);
- d) la logopédie et la psychomotricité, à titre de mesures pédagogiques;
- e)<sup>64)</sup> l'art-thérapie, pour autant que celle-ci fasse partie du catalogue des prestations de l'institution de pédagogie spécialisée;
- f)<sup>65)</sup> toute autre mesure mise en place par le Gouvernement, par voie d'ordonnance, pour répondre à des besoins spécifiques.

<sup>4</sup> Les mesures de pédagogie spécialisée sont subsidiaires aux mesures de l'assurance-invalidité. [64\)](#)

#### Limitations

**Art. 28a**<sup>[65\)](#)</sup> Le Gouvernement définit les conditions d'accréditation des prestataires externes, les principes auxquels doivent répondre leurs prestations et les tarifs applicables. Il peut également limiter le volume de prestations et le secteur géographique d'activité de ces prestataires.

#### Types de mesures

**Art. 28b**<sup>[65\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les mesures de pédagogie spécialisée comprennent les mesures ordinaires et les mesures renforcées.

<sup>2</sup> Les mesures renforcées se caractérisent par certains ou par l'ensemble des critères suivants :

- a) une longue durée;
- b) une intensité soutenue;
- c) un niveau élevé de spécialisation des intervenants;
- d) des conséquences marquantes sur la vie quotidienne, sur l'environnement social ou sur le parcours de vie de l'enfant ou du jeune.

<sup>3</sup> Le Gouvernement définit, par voie d'ordonnance, les mesures ordinaires et les mesures renforcées.

#### Destinataires

**Art. 29**<sup>[49\)](#)</sup> <sup>1</sup> Peuvent bénéficier de mesures de pédagogie spécialisée les enfants et les jeunes, dès leur naissance jusqu'à l'âge de vingt ans révolus, qui ont leur résidence habituelle dans le Canton. [64\)](#)

<sup>2</sup> Avant le début de la scolarité, des mesures sont octroyées s'il est établi que le développement de l'enfant est limité ou compromis, ou si l'enfant ne pourra pas suivre l'enseignement de l'école ordinaire sans soutien spécifique.

<sup>3</sup> Durant la scolarité obligatoire, des mesures sont octroyées s'il est établi que l'enfant est limité dans ses possibilités de développement et de formation au point de ne pas pouvoir suivre l'enseignement de l'école ordinaire sans soutien spécifique ou lorsqu'un besoin éducatif particulier est indiqué/nécessaire.

<sup>4</sup> Après la scolarité obligatoire, seules sont garantis l'aide et les moyens nécessaires pour permettre aux enfants et aux jeunes ayant des besoins particuliers liés à un handicap d'étudier, de se former et de se présenter aux procédures de qualifications ou d'examens de maturité, dans des conditions optimales. Le Gouvernement arrête et précise, par voie d'ordonnance, ces prestations.<sup>64)</sup>

Gratuité

**Art. 29a<sup>50)</sup>** <sup>1</sup> Les mesures de pédagogie spécialisée sont gratuites pour les élèves et leurs parents.

<sup>2</sup> Pour les prestations de base au sens de l'accord intercantonal sur la collaboration dans le domaine de la pédagogie spécialisée<sup>47)</sup>, l'organisation des transports et les frais correspondants sont pris en charge pour les enfants et les jeunes qui, du fait de leur handicap, ne peuvent se déplacer par leurs propres moyens entre leur domicile et l'établissement scolaire et le lieu de thérapie.

<sup>3</sup> Pour les repas et la prise en charge en structures de jour ou à caractère résidentiel, il peut être exigé une participation financière de la part des parents.

Fixation du lieu  
de fréquentation  
de l'école

**Art. 29b<sup>65)</sup>** En dérogation aux articles 9 et 10, alinéa 1, les élèves admis dans une structure de soutien ou une structure ressources fréquentent l'école du cercle scolaire qui accueille ces structures.

Soutien  
pédagogique  
ambulatoire  
a) ordinaire

**Art. 30<sup>64)</sup>** <sup>1</sup> Le soutien pédagogique spécialisée ambulatoire ordinaire est destiné à l'élève qui rencontre des difficultés scolaires importantes.

<sup>2</sup> Il est dispensé par petits groupes ou, exceptionnellement, de manière individuelle sur le temps consacré à l'enseignement.

<sup>3</sup> Le Service de l'enseignement attribue annuellement aux cercles scolaires, individuellement ou par groupes de cercles, des crédits-cadres destinés à financer le soutien pédagogique spécialisé ambulatoire ordinaire.

<sup>4</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les modalités d'attribution des crédits-cadres.

b) renforcé

**Art. 30a<sup>65)</sup>** <sup>1</sup> Le soutien pédagogique spécialisé ambulatoire renforcé est une mesure individuelle destinée à l'élève qui présente des troubles neurodéveloppementaux ou qui rencontre des difficultés scolaires particulières nécessitant un soutien pédagogique spécifique.

<sup>2</sup> Il n'est pas compté dans les crédits-cadres.

Classe de transition

**Art. 31<sup>64)</sup>** <sup>1</sup> La classe de transition accueille les élèves présentant un retard dans leur développement et pour lesquels il paraît indiqué de ne pas différer l'entrée en troisième année, afin qu'ils puissent y accomplir le programme de troisième année sur deux ans.

<sup>2</sup> La fréquentation de la classe de transition ne compte que pour une année scolaire.

<sup>3</sup> Les élèves qui, pour des raisons majeures, ne peuvent se rendre dans une classe de transition reçoivent l'enseignement dans une classe ordinaire; dans ce cas, le programme de la troisième année est réparti sur deux ans.

<sup>4</sup> L'élève qui atteint les attentes fondamentales de la troisième année au terme de la première année de la classe de transition réintègre une classe de quatrième année ordinaire lors de la prochaine rentrée scolaire.

Session d'enrichissement

**Art. 32<sup>64)</sup>** La session d'enrichissement accueille les élèves reconnus à haut potentiel intellectuel et qui rencontrent des difficultés au cours de leur parcours scolaire, afin de leur permettre de mener des activités prenant en compte leur spécificité et leurs besoins.

Structure de soutien

**Art. 33<sup>64)</sup>** <sup>1</sup> Par structure de soutien, on entend une organisation appropriée de l'enseignement destinée à accueillir les élèves, de la quatrième à la onzième année, qui sont manifestement dans l'incapacité de satisfaire aux attentes fondamentales du plan d'études romand.

<sup>2</sup> Les élèves qui fréquentent la structure de soutien restent attachés à leur classe d'appartenance.



Structure  
ressources

**Art. 33a<sup>65)</sup>** <sup>1</sup> Par structure ressources, on entend une organisation appropriée de l'enseignement destinée à accueillir les élèves, de la quatrième à la onzième année, qui ont manifestement la capacité de satisfaire aux attentes fondamentales du plan d'études romand mais qui présentent des besoins spécifiques durables, notamment en raison de troubles neurodéveloppementaux tels que dysphasie, troubles du spectre autistique ou de l'attention, attestés par un médecin spécialisé.

<sup>2</sup> Les élèves qui fréquentent la structure ressources restent rattachés à leur classe d'appartenance.

Dispositif  
d'orientation

**Art. 34<sup>64)</sup>** <sup>1</sup> Le dispositif d'orientation est destiné aux élèves qui présentent de grandes difficultés de comportement. Il offre une aide personnalisée aux élèves et des ressources pour gérer la situation à la classe.

<sup>2</sup> Il se compose des deux niveaux suivants :

- a) la mise en œuvre de mesures pédagogiques destinées à soutenir les élèves en difficulté d'apprentissage;
- b) le placement dans une structure adaptée aux besoins des élèves.

Compétences  
décisionnelles  
a) Service de  
l'enseignement

**Art. 35<sup>49)(64)</sup>** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement a notamment les attributions suivantes :

- a) décider du placement d'un élève dans une classe de transition;
- b) autoriser un élève à fréquenter une session d'enrichissement;
- c) octroyer les mesures pédago-thérapeutiques ordinaires;
- d) octroyer toute mesure de pédagogie spécialisée dont l'octroi n'est pas dévolu à une autre autorité;
- e) veiller à la mise en œuvre des mesures renforcées de pédagogie spécialisée, à l'exception des mesures pédago-thérapeutiques renforcées.

<sup>2</sup> Avant de décider du placement des élèves dans une classe de transition ou de les autoriser à fréquenter une session d'enrichissement, le Service de l'enseignement recueille, si nécessaire, le préavis du Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire (ci-après : "le Centre").

b) Commission  
d'évaluation des  
mesures de  
pédagogie  
spécialisée

**Art. 35a<sup>65)</sup>** <sup>1</sup> Il est institué une commission d'évaluation des mesures de pédagogie spécialisée (ci-après : "la commission d'évaluation").

<sup>2</sup> La commission d'évaluation a notamment les attributions suivantes :

- a) traiter les demandes de mesures renforcées de pédagogie spécialisée;
- b) octroyer les mesures renforcées de pédagogie spécialisée.

<sup>3</sup> La commission est composée des six membres et suppléants suivants, nommés par le Gouvernement, à l'exception des enseignants spécialisés de référence :

- a) un représentant du Service de l'enseignement et un suppléant;
- b) un psychologue scolaire du Centre et un suppléant;
- c) un médecin pédopsychiatre et un suppléant;
- d) un logopédiste et un suppléant;
- e) un psychomotricien et un suppléant;
- f) l'enseignant spécialisé de référence du cercle scolaire concerné ou, s'il est empêché, d'un enseignant spécialisé de référence d'un autre cercle scolaire.

<sup>4</sup> Pour statuer valablement, elle doit être composée au moins des membres suivants ou de leurs suppléants :

- a) le représentant du Service de l'enseignement;
- b) le psychologue scolaire du Centre;
- c) l'enseignant spécialisé de référence;
- d) respectivement le logopédiste ou le psychomotricien s'il s'agit de traiter des dossiers concernant des mesures pédago-thérapeutiques.

<sup>5</sup> En cas de besoin, le département peut désigner un membre extraordinaire.

<sup>6</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, l'organisation et le fonctionnement de la commission d'évaluation. Il peut en particulier prévoir que l'instruction des demandes est confiée à l'un des membres de ladite commission.

c) Enseignant  
spécialisé de  
référence

**Art. 35b<sup>65)</sup>** Chaque cercle scolaire dispose d'un enseignant spécialisé de référence qui a les tâches suivantes :

- a) organiser et mettre en œuvre le premier niveau du dispositif d'orientation;
- b) organiser et coordonner les mesures renforcées de pédagogie spécialisée relevant de son secteur;
- c) instruire les dossiers nécessitant une procédure d'évaluation standardisée, à l'exception de ceux concernant des mesures pédago-thérapeutiques;
- d) toute autre tâche attribuée par voie d'ordonnance.

d) Enseignant  
spécialisé  
ambulatoire

**Art. 35c<sup>65)</sup>** Chaque cercle scolaire dispose d'un enseignant spécialisé ambulatoire qui a les tâches suivantes :

- a) gérer les crédits-cadres relatifs au soutien pédagogique spécialisé ambulatoire ordinaire du cercle scolaire;
- b) organiser et coordonner les mesures ordinaires de pédagogie spécialisée dans le cercle scolaire en concertation avec la direction.

Collaboration

**Art. 35d<sup>65)</sup>** <sup>1</sup> Les enseignants concernés par un élève au bénéfice d'une mesure de pédagogie spécialisée collaborent à la mise en œuvre de celle-ci dans le cadre de leur enseignement.

<sup>2</sup> Aucune mesure de pédagogie spécialisée ne peut être dispensée sans l'accord du représentant légal, sauf si son refus est préjudiciable aux intérêts manifestes de l'enfant.

<sup>3</sup> Le représentant légal du bénéficiaire veille à la mise en œuvre des mesures de pédagogie spécialisée.

Traitement des  
données

**Art. 35e<sup>65)</sup>** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement, les enseignants, les intervenants scolaires et la commission d'évaluation peuvent traiter des données personnelles, y compris sensibles, concernant les enfants et les jeunes au bénéfice de mesures de pédagogie spécialisée ou dont le dossier est en cours de traitement.

<sup>2</sup> Les données ne sont traitées, en particulier s'agissant de la collecte, que dans la mesure nécessaire aux décisions d'octroi des mesures de pédagogie spécialisée, à leur mise en œuvre et à leur suivi.

Echange de  
données

**Art. 35f<sup>65)</sup>** <sup>1</sup> Lorsqu'une mesure est octroyée, le Service de l'enseignement et la commission d'évaluation peuvent échanger des données personnelles, y compris sensibles, concernant l'enfant ou le jeune avec les prestataires intervenant auprès de lui, notamment les directions d'écoles et d'institutions de pédagogie spécialisée ainsi que le corps enseignant ordinaire et spécialisé. Seules les données nécessaires à la mise en œuvre de la mesure et qui répondent à l'intérêt de l'enfant ou du jeune peuvent être échangées.

<sup>2</sup> L'échange des données prévu à l'alinéa 1 peut avoir lieu par communication en ligne.

<sup>3</sup> Les dispositions de la législation sur la protection des données et celles de la législation sur la protection de l'enfant sont réservées.

Exécution

**Art. 36<sup>64)</sup>** <sup>1</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, le domaine de la pédagogie spécialisée. Il précise notamment la mise en œuvre des différentes mesures.

<sup>2</sup> Il définit les caractéristiques des classes et des structures particulières, telles que la structure de soutien, la structure ressources et le dispositif d'orientation, et les obligations des communes en la matière.

<sup>3</sup> Il arrête les modalités et le financement des mesures de pédagogie spécialisée (art. 28, al. 3).

<sup>4</sup> Il précise notamment le niveau de formation des enseignants. A cet égard, il peut se référer aux exigences posées par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique.

Directives

**Art. 36a<sup>65)</sup>** Le Département édicte les directives nécessaires à l'application et à l'organisation de la pédagogie spécialisée.

## **CHAPITRE V<sup>BIS</sup> : Mesures d'aides régulières<sup>65)</sup>**

Appui

**Art. 36b<sup>65)</sup>** <sup>1</sup> L'enseignement d'appui aide l'élève qui connaît des difficultés passagères à suivre le programme scolaire.

<sup>2</sup> Il est dispensé à des petits groupes ou, exceptionnellement, de manière individuelle.

<sup>3</sup> Il est inséré dans l'horaire régulier des classes.

Enfants malades

**Art. 36c<sup>65)</sup>** Les enfants hospitalisés ou en convalescence à domicile pour une longue période reçoivent un enseignement adapté aux circonstances.

## CHAPITRE VI : Institutions spécialisées

Principe	<p><b>Art. 37</b> <sup>1</sup> Les enfants et les jeunes qui, en raison de besoins éducatifs particuliers ou de leur handicap, ne sont pas en mesure de bénéficier de la scolarité obligatoire dans les institutions décrites aux articles 11 à 36 reçoivent, dans des institutions d'éducation spécialisée, publiques ou privées, les soins, l'éducation et la formation adaptés à leurs besoins.<sup><a href="#">49)</a></sup></p> <p><sup>2</sup> L'Etat et les communes favorisent l'activité des institutions d'éducation spécialisée de statut privé. Au besoin, ils créent ou reprennent de telles institutions. L'Etat peut établir des conventions avec d'autres cantons ou des institutions extérieures.</p>
Responsabilité de la commission	<p><b>Art. 38</b> La commission d'école veille à ce que le représentant légal de l'enfant prenne les mesures nécessaires en temps utile.</p>
Rattachement et surveillance	<p><b>Art. 39</b> <sup>1</sup> Les institutions de statut privé sont soumises à l'autorisation et à la surveillance du Département.</p> <p><sup>2</sup> Le Gouvernement arrête les qualifications que doit posséder le personnel d'éducation et d'enseignement des institutions spécialisées.</p>
Financement	<p><b>Art. 40</b> <sup>1</sup> L'Etat et les communes participent au financement des institutions d'éducation spécialisée, les contributions fédérales demeurant réservées.</p> <p><sup>2</sup> Les frais d'exploitation des institutions d'éducation spécialisée, notamment les dépenses d'exploitation et les dépenses dites générales au sens de l'article 152, chiffres 2 et 3, sont financés au moyen d'une enveloppe fixée périodiquement par le Gouvernement.<sup><a href="#">28)</a></sup></p> <p><sup>3</sup> Aucune allocation au-delà de l'enveloppe n'est due aux institutions d'éducation spécialisée, sous réserve d'une prise en charge des dépenses d'investissement au sens de l'article 152, chiffre 1. Le Gouvernement précise, par voie d'ordonnance, les dépenses admises à subvention et le taux applicable.<sup><a href="#">29)</a><a href="#">64)</a></sup></p>

## CHAPITRE VII : Continuité pédagogique

### Principe

**Art. 41<sup>41)</sup>** <sup>1</sup> La continuité et la cohérence de l'action pédagogique et éducative de l'école sont assurées durant la scolarité obligatoire.

<sup>2</sup> Le Département veille à la transition harmonieuse entre le degré primaire et le degré secondaire, et entre ce dernier et les formations postobligatoires. Il prend les mesures nécessaires à cet effet, notamment par la conception des plans d'études et par la fixation des options méthodologiques générales.

## TITRE TROISIEME : Fonctionnement général de l'école

### CHAPITRE PREMIER : Locaux et installations scolaires

#### Tâches des communes

**Art. 42** <sup>1</sup> Les communes sont tenues de mettre à disposition les locaux et installations nécessaires à l'enseignement; elles les aménagent, les équipent, les entretiennent et en assurent la gestion courante.

<sup>2</sup> Le Gouvernement fixe les exigences générales en matière de locaux et d'installations scolaires. Le Département définit le détail.

#### Utilisation

**Art. 43** <sup>1</sup> Les locaux et installations scolaires sont réservés en priorité à l'enseignement.

<sup>2</sup> En dehors des besoins de l'enseignement, les communes autorisent d'autres utilisations d'intérêt public, notamment culturelles, éducatives et sportives à l'exclusion d'activités susceptibles de nuire à l'usage prioritaire de ces locaux et installations.

<sup>3</sup> La garde armée est interdite aux abords des locaux et installations scolaires.

#### Droit d'expropriation

**Art. 44** Les communes sont autorisées à exproprier les biens-fonds et les droits nécessaires en vue de la construction et de l'exploitation rationnelle des locaux et installations scolaires.

#### Participation et tâches de l'Etat

**Art. 45** <sup>1</sup> L'emplacement, les plans et les devis de construction ou de transformation des locaux et installations scolaires sont soumis à l'approbation préalable du Département.

<sup>2</sup> L'Etat participe par des subventions aux frais de construction, de transformation et d'équipement initial. Il participe également aux dépenses complémentaires d'équipement et de renouvellement concernant les ordinateurs et les tablettes mis à la disposition des élèves et des enseignants dans le cadre de l'enseignement en classe.<sup>[62\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le Parlement fixe par décret les principes et les procédures d'octroi de ces subventions.

## CHAPITRE II : Organisation de l'année scolaire

Année scolaire **Art. 46** <sup>1</sup> L'année scolaire administrative commence le 1<sup>er</sup> août et finit le 31 juillet.

<sup>2</sup> L'année scolaire comprend trente-neuf semaines d'enseignement.

<sup>3</sup> La rentrée des classes a lieu, en principe, le premier lundi qui suit le 15 août.

Vacances scolaires **Art. 47** Le Gouvernement fixe les dates des vacances scolaires sur proposition du Département.

Horaire hebdomadaire et congés spéciaux **Art. 48**<sup>[32\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le Gouvernement édicte des dispositions sur le nombre de leçons hebdomadaires, sur la durée de celles-ci, sur l'organisation de l'enseignement ainsi que sur l'octroi de congés spéciaux à des écoles, à des classes ou à des élèves.

<sup>2</sup> Il favorise l'harmonisation des horaires scolaires des élèves entre les classes et les degrés.

<sup>3</sup> En concertation avec les communes et les autorités scolaires locales concernées, il peut autoriser la mise en place d'une organisation de l'école obligatoire selon le principe de la journée à horaire continu.<sup>[43\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Conformément aux dispositions fixées dans la loi sur l'action sociale<sup>[45\)](#)</sup>, une participation financière des parents est requise pour les frais de repas et de garde.<sup>[43\)](#)</sup>

### CHAPITRE III : Effectif, ouverture et fermeture des classes

Renvoi **Art. 49** <sup>1</sup> Le Gouvernement édicte des dispositions sur l'effectif, l'ouverture et la fermeture des écoles, des classes, y compris des classes de transition, ainsi que des structures et dispositifs particuliers de pédagogie spécialisée.<sup>64)</sup>

Ouverture et fermeture <sup>2</sup> Le Département peut inviter une commune, lorsque les circonstances l'exigent, à ouvrir ou fermer une classe, une structure ou un dispositif particuliers. Il ordonne de telles mesures si la commune ne donne pas suite à cette invitation.<sup>64)</sup>

<sup>3</sup> Le nombre des classes, des structures ou des dispositifs particuliers d'une école ne peuvent être modifiés qu'avec l'autorisation du Département.<sup>64)</sup>

<sup>4</sup> Une école ne peut être supprimée qu'avec le consentement de la commune.

### CHAPITRE IV : Plans d'études

Plans d'études et moyens d'enseignement **Art. 50**<sup>41)</sup> <sup>1</sup> Le Département arrête les plans d'études. Il y fixe les objectifs d'apprentissage et le programme d'enseignement de chaque discipline ainsi que le temps qui leur est consacré.

<sup>2</sup> Les plans d'études sont publiés.

<sup>3</sup> Le Département détermine la liste des moyens d'enseignement obligatoires.

<sup>4</sup> Il édicte des directives concernant l'utilisation des moyens d'enseignement.

Modifications **Art. 51** Pour la mise à jour des programmes, l'élaboration ou le choix de moyens d'enseignement, le Département crée des commissions formées d'enseignants du niveau concerné ainsi que d'enseignants d'autres niveaux susceptibles d'être touchés par d'éventuelles modifications. Des experts peuvent être associés aux travaux de la commission.



Contenus  
généraux

**Art. 52<sup>41)</sup>** <sup>1</sup> Les domaines généraux de formation ainsi que les disciplines enseignées sont définies aux articles 3 et 4 de l'accord intercantonal sur l'harmonisation de la scolarité obligatoire<sup>2)</sup>.

<sup>2</sup> Les objectifs et les programmes d'enseignement sont définis dans le plan d'études romand.

<sup>3</sup> Le Département peut modifier les proportions respectives des domaines et des disciplines concernés dans les limites fixées à l'article 8, alinéa 1, lettre b, de la convention scolaire romande<sup>44)</sup>.

<sup>4</sup> Les objectifs et les programmes d'enseignement réalisent, sur l'ensemble de la scolarité, un équilibre entre les disciplines qui conduisent au développement intellectuel, physique, esthétique et social.

Enseignement  
biblique et  
religieux  
a) dans le cadre  
scolaire

**Art. 53<sup>32)</sup>** Un enseignement de l'histoire des religions, avec un accent particulier sur l'histoire du christianisme, est dispensé aux élèves de la scolarité obligatoire, à titre de discipline spécifique ou dans le cadre des disciplines ressortissant aux domaines des sciences humaines.

b) hors du cadre  
scolaire

**Art. 54** <sup>1</sup> L'enseignement religieux et catéchétique dispensé par les Eglises ne fait pas partie du programme scolaire. Il peut toutefois avoir lieu dans les locaux que les écoles publiques mettent gratuitement à disposition en dehors des leçons. En cas de contestation, le Département tranche.

<sup>2</sup> D'entente avec les Eglises reconnues, le Département peut arrêter des prescriptions accordant jusqu'à l'équivalent de cinq journées de congé en cours de scolarité obligatoire aux fins de cet enseignement. Dans la mesure du possible, ces congés sont coordonnés sur le plan local.

Education  
intellectuelle

**Art. 55** L'éducation intellectuelle est réalisée par l'enseignement de la langue maternelle, des langues étrangères, de la mathématique, des sciences humaines, des sciences de la nature et des sciences techniques.

Education  
physique et  
artistique

**Art. 56** <sup>1</sup> L'éducation physique et l'éducation artistique contribuent à l'épanouissement équilibré de la personnalité de l'enfant en développant les possibilités motrices, sensorielles, la créativité et l'habileté manuelle.

<sup>2</sup> L'éducation physique et l'éducation artistique font partie intégrante du programme de chaque classe.

<sup>3</sup> Le Service de l'enseignement peut aménager le programme scolaire des élèves qui ont atteint un haut niveau d'excellence dans ces domaines.<sup>[32\)](#)</sup>

Organisation particulière pour sportifs et artistes de haut niveau

**Art. 56a<sup>[33\)](#)</sup>** <sup>1</sup> En accord avec les autorités scolaires locales, le Département met en place dans certaines écoles secondaires, conformément aux directives du Gouvernement, une organisation particulière de l'enseignement destinée à des élèves sportifs ou artistes reconnus de haut niveau.

<sup>2</sup> Lorsque la fréquentation d'une telle organisation engendre des frais particuliers, une contribution peut être exigée des parents.

a) Education physique

**Art. 57** <sup>1</sup> L'éducation physique contribue à la santé des élèves.

<sup>2</sup> L'Etat encourage la pratique du sport scolaire facultatif.

b) Education artistique

**Art. 58** L'éducation artistique développe le sens esthétique des élèves et leurs capacités créatrices dans divers modes et matériaux d'expression.

c) Education sexuelle

**Art. 59** <sup>1</sup> L'école participe à l'éducation sexuelle des enfants. A plusieurs stades de la scolarité obligatoire, les élèves reçoivent une information sur la sexualité.

<sup>2</sup> Les parents peuvent, sans indication de motifs, déclarer par écrit que leur enfant ne suivra pas cet enseignement.

d) Education à la santé

**Art. 60** <sup>1</sup> L'éducation à la santé s'efforce de promouvoir la santé des élèves, des enseignants et des autres professionnels du milieu scolaire; elle incite chacun à assumer sa responsabilité personnelle tout en développant à un niveau global des activités de prévention et de promotion de la santé.<sup>[60\)](#)</sup>

<sup>2</sup> L'école collabore avec les organes responsables de la santé, avec le médecin et l'infirmière scolaires, avec la clinique dentaire scolaire ambulante ainsi qu'avec d'autres personnes ou organisations spécialisées.<sup>[32\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Elle porte une attention particulière à la prévention et à la promotion de la santé. Elle veille au développement d'une politique cohérente dans ces domaines.<sup>[33](#)[60](#)</sup>

Education  
générale et  
sociale

**Art. 61** <sup>1</sup> Les programmes scolaires comprennent des éléments d'information et d'éducation ayant pour but d'initier les élèves à la vie sociale.

<sup>2</sup> Le Département définit l'intégration de ces éléments dans les plans d'études obligatoires.

<sup>3</sup> L'école peut faire appel à des intervenants extérieurs.

Préparation au  
choix d'une  
profession

**Art. 62** L'école secondaire assure aux élèves une information sur les professions; elle les encourage à accomplir des stages d'orientation professionnelle. Les articles 133 et 134 précisent les modalités de cette information.

## CHAPITRE V : Activités culturelles et sociales de l'école

Activités  
culturelles

**Art. 63** <sup>1</sup> Les écoles encouragent les élèves à prendre part aux activités culturelles locales et régionales.

<sup>2</sup> Le Service de l'enseignement favorise la création et l'animation culturelle dans les écoles.

Bibliothèques  
scolaires et de la  
jeunesse

**Art. 64** <sup>1</sup> L'Etat encourage la lecture; il participe au financement des bibliothèques et des centres de documentation scolaires ainsi qu'à celui des bibliothèques des jeunes.

<sup>2</sup> L'Etat participe aussi au financement des ludothèques.

<sup>3</sup> Le Gouvernement arrête les modalités d'application et coordonne l'activité des services.

Activités sociales

**Art. 65** Dans le but de favoriser l'insertion de l'école dans le milieu local et de contribuer à l'éducation générale des élèves, les établissements scolaires et les classes participent à des activités de caractère social.

## CHAPITRE VI : Participation à la formation et au perfectionnement des enseignants

Principe, renvoi

**Art. 66<sup>32)</sup>** <sup>1</sup> La Haute école pédagogique BEJUNE peut placer ses étudiants en stage dans les classes des enseignants agréés par le Service de l'enseignement comme formateurs en établissement. Les autorités scolaires locales et le Service de l'enseignement sont informés régulièrement sur l'organisation des stages.

<sup>2</sup> Les autorités scolaires locales accordent les congés nécessaires à l'exercice de leur activité aux enseignants sollicités par le Département ou par la Haute école pédagogique BEJUNE pour des tâches de formation et de perfectionnement.

<sup>3</sup> Avec l'accord préalable du Département ou sur mandat de ce dernier, la Haute école pédagogique BEJUNE peut conduire des projets de recherche dans les classes jurassiennes.

<sup>4</sup> Le Département arrête les dispositions d'application nécessaires.

## TITRE QUATRIEME : Parents et élèves

### CHAPITRE PREMIER : Parents

Principes

**Art. 67** <sup>1</sup> Les parents sont les premiers responsables de l'éducation et de l'instruction de leur enfant.

<sup>2</sup> Les parents et les enseignants, compte tenu de leur rôle respectif, collaborent à l'éducation et à l'instruction des élèves.

Définition

**Art. 68** Sont considérées comme parents au sens de la présente loi les personnes qui exercent, directement ou par représentation, l'autorité parentale à l'égard d'un élève.

Droits individuels des parents

**Art. 69** <sup>1</sup> Les parents sont entendus préalablement à toute décision affectant la carrière scolaire de leur enfant.

<sup>2</sup> Ils sont régulièrement informés par les autorités scolaires locales, les directeurs et les enseignants sur les résultats scolaires de leur enfant ainsi que sur la marche de l'école.

<sup>3</sup> Ils sont invités, une fois par année au moins, à une réunion de classe. A leur demande, cette réunion est complétée par un contact personnel avec l'enseignant.

Participation,  
consultation  
collectives des  
parents

**Art. 70** <sup>1</sup> Les parents sont représentés au Conseil scolaire et dans les commissions scolaires.

<sup>2</sup> Les parents sont consultés, directement ou par l'intermédiaire de leurs associations, sur les projets de loi ou de règlement qui présentent pour eux un intérêt particulier.

Tâches du  
Département

**Art. 71** Le Département favorise la collaboration entre l'école et les parents. Il veille à l'information régulière de ces derniers sur les mesures adoptées par le Canton concernant l'école.

Devoirs des  
parents

**Art. 72** <sup>1</sup> Les parents veillent à ce que leur enfant ne fréquente l'école qu'en bon état de santé. Ils s'assurent, notamment, qu'il dispose d'un repos suffisant.

<sup>2</sup> Les parents respectent l'autorité de l'enseignant; ils collaborent avec lui si les circonstances l'exigent. Ils informent en outre l'enseignant de tout événement important susceptible de perturber le travail scolaire.

Violation des  
obligations  
scolaires

**Art. 73** <sup>1</sup> Tout parent d'un enfant en âge de scolarité obligatoire qui, de manière intentionnelle ou par négligence, contrevient à l'obligation de l'envoyer dans une école publique ou privée ou de lui faire dispenser, à domicile, un enseignement, est puni d'amende.

<sup>2</sup> La commission d'école contrôle l'accomplissement des obligations scolaires et, le cas échéant, prononce l'amende.

## CHAPITRE II : Elèves

### SECTION 1 : Généralités

Droits  
a) En général

**Art. 74** <sup>1</sup> L'élève a droit au respect de sa personnalité.

<sup>2</sup> Toute mesure, intervention ou parole attentatoires à sa dignité et à son honneur sont prohibées.

<sup>3</sup> Il bénéficie de la liberté d'opinion, d'expression et de pensée. Il en fait l'apprentissage pendant sa vie scolaire.

<sup>4</sup> Il a également le droit d'être entendu sur tout objet qui le concerne.

b) En particulier **Art. 75** <sup>1</sup> L'élève a le droit de recevoir un enseignement qui correspond à son âge et à ses aptitudes.

<sup>2</sup> Les mêmes possibilités de formation sont offertes aux filles et aux garçons.

<sup>3</sup> L'école aide l'élève en difficulté par des mesures appropriées.

Obligations **Art. 76** <sup>1</sup> L'élève doit à ses enseignants respect et considération.

<sup>2</sup> L'élève est tenu de se rendre en classe régulièrement et de suivre les instructions que les enseignants et les autorités scolaires lui donnent dans les limites de leurs compétences.

Santé des élèves **Art. 77** <sup>1</sup> Les enseignants et les autorités scolaires locales signalent aux parents les troubles de santé et de comportement des élèves; ils peuvent faire appel aux services auxiliaires (art. 127 à 137).

<sup>2</sup> Si les parents n'y remédient pas eux-mêmes ou sont hors d'état de le faire, les enseignants et les autorités scolaires dénoncent à l'autorité de protection de l'enfant et de l'adulte les menaces qui pèsent sur le développement et la santé des élèves.<sup>[46\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Les autorités scolaires veillent à ce que les locaux scolaires soient salubres, adaptés aux enfants et répondent aux normes usuelles de sécurité.

Assurance des élèves **Art. 78** <sup>1</sup> Les élèves sont assurés contre les accidents scolaires par les soins des communes.

<sup>2</sup> Le Gouvernement arrête les conditions minimales.

Protection du  
domaine privé

**Art. 79** <sup>1</sup> Il est interdit aux enseignants, aux membres des autorités scolaires et au personnel des services auxiliaires de divulguer à des tiers non autorisés des informations qu'ils ont reçues dans l'exercice de leurs fonctions sur des faits relevant du domaine privé des élèves ou de leurs proches.

<sup>2</sup> La création de banques de données n'est autorisée que pour assurer le suivi de la carrière scolaire des élèves ou pour des motifs liés à la gestion des écoles, dans le respect strict de la législation en matière de protection des données. Le Gouvernement arrête, par voie d'ordonnance, la réglementation portant en particulier sur le contenu des banques de données, sur leurs modalités d'accès et sur la transmission des données.<sup>[33\)](#)</sup>

## SECTION 2 : Carrière scolaire

Evaluation du  
travail scolaire

**Art. 80** <sup>1</sup> Le travail scolaire est l'objet d'une évaluation périodique communiquée à l'élève et à ses parents.

<sup>2</sup> Le Département fixe les méthodes d'évaluation et la forme de la communication. Il définit les cas dans lesquels des règles d'évaluation particulières peuvent s'appliquer.<sup>[32\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Il met à la disposition des enseignants des épreuves de référence en vue de vérifier l'atteinte des objectifs du plan d'études, de situer la progression des élèves et d'adapter leur enseignement aux besoins identifiés. Il en précise les modalités d'utilisation.<sup>[43\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Les résultats permettent au Département de recueillir des données utiles au pilotage de l'enseignement et, au besoin, de prendre des mesures d'ajustement.<sup>[43\)](#)</sup>

Passage d'une  
classe à l'autre

**Art. 81** <sup>1</sup> Le travail scolaire, les aptitudes, l'âge de l'élève et l'avis des parents déterminent le passage d'une classe à une autre, de l'école primaire à l'école secondaire, du niveau d'un cours à un autre niveau.

<sup>2</sup> ...<sup>[22\)](#)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>[66\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Le Gouvernement désigne l'instance compétente et fixe les conditions et les procédures de promotion et d'orientation des élèves.<sup>[23\)](#)</sup>

### SECTION 3 : Sanctions disciplinaires

#### Principe

**Art. 82** <sup>1</sup> L'élève qui, de propos délibéré, viole une disposition légale, ne se conforme pas aux instructions des enseignants ou des autorités scolaires, ou perturbe l'enseignement, est passible de sanctions disciplinaires.

<sup>2</sup> Les sanctions disciplinaires doivent avoir un caractère éducatif; elles respectent la dignité et l'intégrité physique de l'enfant.

#### Sanctions

**Art. 83** <sup>1</sup> Les élèves des degrés primaire et secondaire sont passibles des sanctions suivantes :

- a) travaux particuliers;
- b) retenues;
- c) exclusion temporaire, assortie de travaux à domicile, prononcée par la commission d'école;
- d)<sup>[32\)](#)</sup> transfert dans un autre établissement prononcé par le Département;
- e)<sup>[33\)](#)</sup> exclusion définitive ou scolarisation dans une institution prononcées par le Département; ces sanctions sont assorties de mesures éducatives adéquates; le placement en internat nécessite l'accord des parents.

<sup>1bis</sup> L'exclusion définitive, au sens de la lettre e, ne peut être prononcée que pour les élèves accomplissant une prolongation de leur scolarité (art. 25 et ss).<sup>[33\)](#)</sup>

<sup>2</sup> A l'exclusion des travaux particuliers, les sanctions disciplinaires sont communiquées aux parents par écrit.<sup>[32\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le Gouvernement précise les modalités.

### TITRE CINQUIEME : Autorisation d'enseigner<sup>[37\)](#)</sup>

#### CHAPITRE PREMIER : ...<sup>[55\)](#)</sup>

#### Art. 84 à 89<sup>[38\)](#)</sup>



Autorisation  
d'enseigner  
a) Principes

**Art. 89a<sup>33)</sup>** <sup>1</sup> Lors de son engagement, l'enseignant est mis au bénéfice d'une autorisation d'enseigner valable sur le territoire cantonal pour une durée indéterminée.<sup>54)</sup>

<sup>2</sup> L'autorisation d'enseigner est délivrée lors de la conclusion du contrat par l'autorité d'engagement.<sup>54)</sup>

<sup>2bis</sup> La signature du contrat par l'autorité d'engagement vaut autorisation d'enseigner.<sup>53)</sup>

<sup>3</sup> L'autorisation d'enseigner prend fin lorsque son bénéficiaire cesse toute activité d'enseignement sur le territoire cantonal ou à l'échéance de son contrat.

<sup>4</sup> L'autorisation d'enseigner prend également fin en cas de retrait conformément à l'article 89b.

<sup>5</sup> Le Gouvernement règle, par voie d'ordonnance, les modalités relatives à l'octroi de l'autorisation d'enseigner.

b) Retrait de  
l'autorisation

**Art. 89b<sup>33)</sup>** <sup>1</sup> L'autorisation d'enseigner peut être retirée temporairement ou définitivement par le Département lorsque :

- a) l'intéressé a commis des actes incompatibles avec la fonction d'enseignant ou susceptibles de porter gravement atteinte à la considération de l'établissement;
- b) lorsqu'en raison d'alcoolisme, de toxicomanie ou d'autres troubles psychiques, l'intéressé n'est plus en mesure de remplir correctement sa fonction d'enseignant.

<sup>2</sup> Le retrait temporaire ou définitif de l'autorisation peut être prononcé indépendamment de toute procédure pénale. Il est prononcé suite à la résiliation des rapports de service ou à une démission, lorsque ces actes résultent d'un motif mentionné à l'alinéa 1.<sup>54)</sup>

<sup>3</sup> Le retrait de l'autorisation d'enseigner est communiqué à la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'Instruction publique, conformément aux principes définis par cette dernière.

c) Fin du retrait

**Art. 89c**<sup>[33\)](#)</sup> Lorsque la cause qui a justifié le retrait de l'autorisation d'enseigner a cessé d'exister, la décision de retrait doit être rapportée. La Conférence suisse des directeurs de l'Instruction publique en est informée sans délai.

## **CHAPITRE II : ...**<sup>[55\)](#)</sup>

**Art. 90 à 92**<sup>[38\)](#)</sup>

## **CHAPITRE III : ...**<sup>[55\)](#)</sup>

**Art. 93 à 95**<sup>[38\)](#)</sup>

## **CHAPITRE IV : ...**<sup>[55\)](#)</sup>

**Art. 96 à 101**<sup>[38\)](#)</sup>

## **CHAPITRE V : ...**<sup>[55\)](#)</sup>

**Art. 102 à 104**<sup>[38\)](#)</sup>

## **CHAPITRE VI : ...**<sup>[55\)](#)</sup>

**Art. 105**<sup>[38\)](#)</sup>

## **TITRE SIXIEME : Organisation locale de l'école**

### **CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales**

Tâches des  
communes

**Art. 106**<sup>[41\)](#)</sup> Les communes pourvoient à ce que tout enfant reçoive l'instruction scolaire. Dans cette tâche, elles peuvent collaborer notamment en concluant une entente intercommunale ou en constituant un syndicat de communes.

Cercle scolaire  
a) Définition

**Art. 107<sup>41)</sup>** <sup>1</sup> Le cercle scolaire est la délimitation territoriale (arrondissement) établie pour la création et la gestion d'une école du degré primaire ou d'une école du degré secondaire.

<sup>2</sup> Chaque commune forme en principe un cercle de degré primaire. Toutefois, si les effectifs sont insuffisants ou si les conditions locales le commandent, le cercle de degré primaire comprend tout ou partie du territoire d'une ou de plusieurs communes.

<sup>3</sup> Le cercle de degré secondaire comprend un territoire qui permet la création et le fonctionnement d'une école secondaire complète.

b) Délimitation

**Art. 108** <sup>1</sup> Les communes délimitent les cercles scolaires. Toutefois, si l'intérêt de l'école l'exige, le Département peut délimiter lui-même les cercles scolaires après avoir entendu les communes intéressées.

<sup>2</sup> ... [66\)](#)

<sup>3</sup> ... [42\)](#)

c) Tâches du  
cercle scolaire

**Art. 109** <sup>1</sup> Les autorités du cercle scolaire veillent au bon fonctionnement de l'école dont elles assument la responsabilité.

<sup>2</sup> Dans leur activité de gestion, elles doivent notamment :

- a) édicter un règlement scolaire local;
- b) acquérir, construire ou louer des locaux scolaires adéquats et les entretenir;
- c) fournir aux enseignants et aux élèves le matériel scolaire nécessaire;
- d) pourvoir au transport des élèves;
- e) créer et entretenir une bibliothèque/centre de documentation scolaire ou assurer l'accès régulier des élèves à un tel service.

## CHAPITRE II : Organes de gestion

Ecole  
communale

**Art. 110** Lorsque le cercle scolaire est constitué d'une seule commune, la gestion de l'école relève :

- a) de l'assemblée communale ou du conseil général;
- b) du conseil communal;

- c) de la commission d'école composée de cinq à quinze membres nommés selon les dispositions communales pour une période administrative;
- d) du directeur de l'école.

Ecole  
intercommunale

**Art. 111** Lorsque les communes d'un cercle scolaire concluent une entente intercommunale, la gestion de l'école relève :

- a) des assemblées communales ou des conseils généraux;
- b) des conseils communaux;
- c) de la commission d'école composée de sept à quinze membres nommés selon les statuts à raison d'au moins un représentant par commune;
- d) du directeur de l'école.

Syndicat de  
communes

**Art. 112** Lorsque les communes d'un cercle scolaire sont organisées en syndicat, la gestion de l'école relève :

- a) de l'assemblée des délégués composée de quinze membres au moins et dans tous les cas d'un représentant par commune;
- b) du comité composé de trois membres au moins;
- c) de la commission d'école composée de sept à quinze membres nommés selon les statuts et répartis entre les communes;
- d) du directeur de l'école.

### **Art. 113**<sup>42)</sup>

Cercle de degré  
secondaire

**Art. 114** <sup>1</sup> Les communes d'un cercle de degré secondaire s'organisent en un syndicat de communes conformément à l'article 112.

<sup>2</sup> Les membres de la commission d'école sont désignés par l'assemblée des délégués.<sup>23)</sup>

<sup>3</sup> Pour autant que l'organisation de l'enseignement le permette, les statuts peuvent prévoir la création de plusieurs écoles dans un même cercle de degré secondaire.

Droit réservé

**Art. 115** Pour tous les cas où la présente loi n'en dispose pas autrement, les dispositions de la législation sur les communes s'appliquent.

### CHAPITRE III : Commission d'école

Autorité de surveillance

**Art. 116** La commission d'école est l'autorité de surveillance directe de l'école.

Fonction consultative

**Art. 117** <sup>1</sup> La commission d'école est l'organe consultatif des autorités dont elle dépend. Celles-ci sont tenues de la consulter dans les affaires scolaires.

<sup>2</sup> La commission rend compte de sa gestion.

<sup>3</sup> Elle a le droit d'émettre des propositions.

Fonction exécutive

**Art. 118** <sup>1</sup> La commission d'école exerce notamment les attributions suivantes :

- a) <sup>54)</sup> elle conduit la procédure de recrutement des enseignants et formule une proposition à l'intention de l'autorité d'engagement;
- b) elle surveille le fonctionnement de l'école;
- c) elle propose le règlement scolaire local;
- d) elle expédie les affaires courantes;
- e) elle organise les transports scolaires;
- f) elle veille à la collaboration entre l'école et les parents;
- g) elle entretient des relations avec les associations de parents d'élèves là où elles sont organisées sur le plan local.

<sup>2</sup> Des compétences financières peuvent être déléguées à la commission d'école.

Conciliation

**Art. 119** <sup>1</sup> La commission d'école s'efforce d'aplanir les difficultés qui peuvent surgir entre élèves, parents et enseignants.

<sup>2</sup> De son propre chef ou sur la proposition de parents, elle peut solliciter l'intervention du conseiller pédagogique auprès d'un enseignant.

Voix consultative et droit d'être entendu

**Art. 120** <sup>1</sup> Le directeur, les représentants des enseignants et des parents participent aux séances de la commission d'école avec voix consultative.

<sup>2</sup> Le Gouvernement arrête les règles et modalités de désignation des représentants des enseignants et des représentants des parents.

<sup>3</sup> Les représentants des enseignants et ceux des parents ne participent pas aux délibérations qui concernent l'engagement ou le statut d'un enseignant.

<sup>4</sup> Tout enseignant a le droit d'être entendu par la commission d'école sur des objets qui le concernent personnellement.

<sup>5</sup> Un représentant du Service de l'enseignement peut assister aux séances de la commission avec voix consultative.<sup>(23)</sup>

## CHAPITRE IV : Directeur

### Statut

**Art. 121** <sup>1</sup> Le cercle scolaire est dirigé par un directeur.

<sup>2</sup> Le directeur est un enseignant engagé par le Département, sur proposition de la commission d'école et préavis du Service de l'enseignement. La commission d'école doit préalablement mettre le poste au concours et entendre le collège des enseignants.<sup>(54)</sup>

<sup>3</sup> Le directeur est subordonné au Département en matière d'éducation et d'enseignement et à la commission d'école dans la mesure des attributions de cette commission.

<sup>4</sup> Il est soumis à un complément de formation.

### Tâches

**Art. 122** <sup>1</sup> Le directeur est responsable du fonctionnement interne de l'école. Il en coordonne et anime l'activité. Il a qualité de supérieur hiérarchique des enseignants au sens de la législation sur le personnel de l'Etat.<sup>(54)</sup>

<sup>2</sup> Il surveille l'activité pédagogique des remplaçants et des enseignants qui sont engagés de manière temporaire pour une année au maximum.<sup>(54)</sup>

<sup>3</sup> Il représente l'école à l'extérieur et auprès des autorités.

### Renvoi

**Art. 123** Le Gouvernement précise les droits et les devoirs des directeurs. Il en règle en particulier la rétribution, la diminution du temps d'enseignement et l'appui administratif.

## CHAPITRE V : Médiateur et autres fonctions

Médiateur	<p><b>Art. 124</b> <sup>1</sup> Dans un cercle scolaire, des tâches de médiation peuvent être confiées à des enseignants.</p> <p><sup>2</sup> Le médiateur scolaire a notamment pour tâche d'entendre, de conseiller et d'aider les élèves qui éprouvent des difficultés personnelles, entre autres celles de l'adolescence.</p>
Autres organes et fonctions	<p><b>Art. 125</b> Selon les dimensions et les particularités du cercle scolaire, des tâches d'administration peuvent être confiées à des enseignants.</p>
Renvoi	<p><b>Art. 126</b> Le Gouvernement définit le cadre et les conditions d'exercice de ces tâches, ainsi que les modalités de rétribution.</p>

## TITRE SEPTIEME : Services auxiliaires

### CHAPITRE PREMIER : Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire

#### SECTION 1 : Généralités

Mission générale	<p><b>Art. 127</b> Le Centre d'orientation scolaire et professionnelle et de psychologie scolaire (dénommé ci-après : "Centre") est une unité administrative de l'Etat. Il exerce ses tâches dans les deux secteurs suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) psychologie scolaire, information et conseil en matière d'éducation;</li> <li>b) orientation scolaire et professionnelle, notamment en application des articles 2 à 4 de la loi fédérale sur la formation professionnelle.<sup><a href="#">7)</a></sup></li> </ul>
Accès aux prestations	<p><b>Art. 128</b> <sup>1</sup> Les prestations individuelles du Centre sont accessibles à toute la population et, en particulier, aux élèves des établissements scolaires reconnus.<sup><a href="#">58)</a></sup></p> <p><sup>2</sup> Le Gouvernement prend toute disposition apte à garantir cet accès, notamment par une organisation décentralisée des prestations.</p> <p><sup>3</sup> Le Gouvernement détermine, par voie d'ordonnance, quelles prestations sont facturées à des tiers et le tarif de celles-ci.<sup><a href="#">59)</a></sup></p>

Secret  
professionnel

**Art. 129** Les actes et résultats des consultations du Centre ne peuvent en aucun cas être communiqués à des tiers sans l'autorisation expresse de la personne concernée ou de son représentant légal.

Renvoi

**Art. 130** Les modalités de collaboration du Centre avec les diverses instances concernées par ses activités sont définies par le Gouvernement.

## SECTION 2 : Psychologie scolaire

Tâches

**Art. 131** En matière de psychologie scolaire, le Centre assume en particulier les tâches suivantes :

1. Dépistage

a) <sup>41)</sup> dépistage durant la scolarité, avec un accent porté sur les deux premières années, des élèves qui présentent un retard dans leur développement, des troubles moteurs, sensoriels ou de langage;

2. Examen

b) examen des élèves en difficulté scolaire, présentant des troubles du comportement et susceptibles d'appui, de soutien pédagogique ou de placement en classe de soutien;

3. Conseils  
éducatifs

c) soutien psychologique et conseils aux parents et aux enseignants des élèves qui ont besoin de mesures éducatives particulières.

Modalités

**Art. 132** <sup>1</sup> Dans l'exercice de sa tâche, le psychologue scolaire collabore avec les parents, les enseignants et le médecin scolaire.

<sup>2</sup> Il informe les parents de toute intervention directe auprès de leur enfant et requiert leur assentiment.

<sup>3</sup> Il oriente vers les services publics et privés spécialisés les enfants dont les difficultés paraissent relever d'une maladie psychique ou exiger un examen ou un traitement pédopsychiatrique.

<sup>4</sup> Il est associé au suivi des mesures pédagogiques décidées et informé du déroulement général des traitements thérapeutiques, si ceux-ci ont des incidences scolaires.

## SECTION 3 : Orientation scolaire et professionnelle

Tâches

**Art. 133** En matière d'orientation scolaire et professionnelle, le Centre assume en particulier les tâches suivantes :



- |                                    |  |
|------------------------------------|--|
| 1. Orientation scolaire            | a) il est au service des élèves et de leurs parents pour les aider à opérer les choix scolaires opportuns compte tenu de leurs aspirations, intérêts et résultats;   |
| 2. Information sur les professions | b) il collabore avec les enseignants et les conseils de classes en vue de toute mesure d'orientation scolaire;   |
| 3. Aide au choix professionnel     | c) il est au service des élèves et des adultes pour les aider, par une information générale et par des consultations individuelles, à choisir leur profession et leurs études ainsi que pour les renseigner sur les carrières de leur choix;                       |
| 4. Service de documentation        | d) dans le cadre scolaire et en collaboration avec les enseignants, il aide au choix professionnel, notamment en dispensant une information sur les voies de formation et sur les professions;   |
| 5. Stages d'orientation            | e) il gère un service de documentation et collabore avec les services analogues d'autres cantons;  |
|                                    | f) en collaboration avec les milieux économiques, il organise à l'intention des élèves des stages d'orientation dans les entreprises et les services; ces stages peuvent se dérouler partiellement durant le temps scolaire; le Département précise les modalités. |

Modalités d'action

**Art. 134** <sup>1</sup> Les mesures d'orientation scolaire et professionnelle, l'information sur les professions et les voies de formation sont objectives et préservent la liberté de choix des personnes concernées.

<sup>2</sup> L'orientation des élèves est assurée avec la collaboration des parents et de l'école.

<sup>3</sup> Les consultations individuelles doivent en principe permettre aux personnes qui y ont recours de prendre, en connaissance de cause et de leur propre chef, une décision correspondant à leurs aptitudes et à leurs intérêts.

<sup>4</sup> Sur demande, le Centre peut aider à traduire dans les faits une décision scolaire et professionnelle.

## CHAPITRE II : Unité de santé scolaire<sup>61)</sup> et service dentaire scolaire

Mission

**Art. 135** En collaboration avec les communes, l'Etat organise l'unité de santé scolaire<sup>61)</sup> et le service dentaire scolaire. Ces deux services veillent à la santé des élèves. Ils sont chargés notamment de l'information et de la prophylaxie.

**Rattachement** **Art. 136<sup>60)</sup>** L'unité de santé scolaire et le service dentaire scolaire sont rattachés au Service de la santé publique. Pour toute mesure engageant les enseignants ou les autorités scolaires locales, le Service de la santé publique collabore avec le Service de l'enseignement.

**Renvoi** **Art. 137** <sup>1</sup> Le Parlement règle l'organisation et le financement du service dentaire scolaire. Le Gouvernement organise l'unité de santé scolaire<sup>61)</sup>.

<sup>2</sup> Les droits et l'information des parents sont garantis.

### CHAPITRE III : Devoirs surveillés

**Principes** **Art. 138<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Les devoirs surveillés offrent aux élèves la possibilité d'effectuer tout ou partie de leurs devoirs scolaires à l'école avec l'aide d'une personne qualifiée, en principe d'un enseignant.

<sup>2</sup> Les écoles organisent les devoirs surveillés selon les besoins, dans le cadre des directives du Département.

<sup>3</sup> La fréquentation des devoirs surveillés est gratuite. Les élèves ont l'obligation de fréquenter les prestations de devoirs surveillés auxquelles ils sont inscrits.

**Permanences** **Art. 138a<sup>25)</sup>** <sup>1</sup> Dans des cas particuliers, les écoles peuvent être autorisées à organiser sous l'appellation de "permanences" des prestations de prise en charge et de surveillance des élèves placés sous la responsabilité de l'école.

<sup>2</sup> Le Département édicte les directives nécessaires.

**Modalités** **Art. 139** Le Gouvernement règle les conditions générales d'organisation, de fréquentation et de fonctionnement des devoirs surveillés; il définit les exigences de qualification requises des personnes chargées de ce service ainsi que leur rétribution.

## CHAPITRE IV : Economat scolaire

Tâches de l'Etat **Art. 140** <sup>1</sup> Le Département assure aux écoles la mise à disposition des moyens d'enseignement obligatoires. Il édite les ouvrages nécessaires ou, à défaut, collabore avec d'autres cantons et des éditeurs privés, tout en veillant à l'obtention des prix les plus avantageux.

<sup>2</sup> L'Etat subventionne les achats des communes en moyens d'enseignement et en matériel scolaire. Le Parlement arrête le montant de ces subventions.

Economat scolaire

**Art. 141** <sup>1</sup> L'Economat cantonal est chargé de l'économat scolaire.

<sup>2</sup> Sous la direction du Département, il gère la production et l'édition des moyens d'enseignement et fonctionne en qualité de libraire scolaire.

<sup>3</sup> Il assure la distribution et la vente des moyens d'enseignement aux communes et aux écoles.

<sup>4</sup> Le Gouvernement règle les détails.

## CHAPITRE V : Système informatique de gestion et d'information<sup>34)</sup>

Système informatique de gestion et d'information

**Art. 141a**<sup>33)</sup> <sup>1</sup> L'Etat met en place un système informatique de gestion et d'information auquel sont rattachés, en fonction des besoins, tous les établissements scolaires et de formation publics, les communes et les services de l'Etat.

<sup>2</sup> Le système de gestion et d'information vise notamment à :

- a) rassembler et à traiter les données utiles à la gestion du parcours scolaire et de formation des élèves;
- b) pourvoir les établissements scolaires et de formation des applications nécessaires à la saisie et au traitement des données pour les besoins de l'école;
- c) pourvoir les services de l'Etat des applications nécessaires pour la gestion administrative de l'école et de la formation et pour l'établissement de statistiques.

## TITRE HUITIEME : Autorités scolaires cantonales

- Gouvernement **Art. 142** <sup>1</sup> Le Gouvernement assume la haute surveillance de l'école.
- <sup>2</sup> Il approuve le concept cantonal de pédagogie spécialisée par voie d'arrêté. [50\)](#)
- Conseil scolaire **Art. 143** <sup>1</sup> Le Conseil scolaire est l'organe consultatif des autorités cantonales pour toutes les questions importantes relatives à l'enseignement.
- <sup>2</sup> Une loi en définit la composition et le mandat.
- Département  
a) Tâches  
générales **Art. 144** <sup>1</sup> Le Département surveille l'éducation et l'enseignement dispensés dans les écoles; il en favorise le développement.
- <sup>2</sup> Il veille à l'accomplissement par les communes des tâches qui leur incombent en vertu de la présente loi et des règlements.
- <sup>2bis</sup> Il élabore le concept cantonal de pédagogie spécialisée. [50\)](#)
- <sup>3</sup> Il exerce en outre les compétences qui sont attribuées à l'Etat et que la loi ou le règlement ne réservent pas expressément à un autre organe.
- b) Coordination **Art. 145** <sup>1</sup> Le Département assure la coordination avec les autres départements ayant des compétences en matière d'instruction publique et de formation professionnelle.
- <sup>2</sup> La coordination avec d'autres cantons, notamment par voie de convention, est de la compétence du Gouvernement sous réserve des droits du Parlement.
- Service de  
l'enseignement **Art. 146** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement administre, gère et coordonne l'ensemble des activités matérielles et pédagogiques des écoles.
- <sup>2</sup> Il exerce notamment la surveillance et la fonction de conseil pédagogique des enseignants, ainsi que la surveillance, la fonction de conseil et l'assistance administrative des directeurs et des autorités scolaires locales.

<sup>3</sup> Il assure l'information du corps enseignant, des autorités scolaires communales, des cercles scolaires et des parents.

Conseillers  
pédagogiques  
a) Principes

**Art. 147** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement exerce sa fonction de conseil et de surveillance pédagogiques des enseignants par l'intermédiaire des conseillers pédagogiques.<sup>[23\)](#)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>[22\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le conseiller pédagogique entretient un contact étroit avec le corps enseignant; il suit, dans la classe, l'évolution de la pédagogie dans les applications concrètes de celle-ci; il maintient son aptitude à assumer un enseignement.

<sup>4</sup> Le Département définit le champ d'activité de chaque conseiller pédagogique.<sup>[23\)](#)</sup>

b) Statut

**Art. 148** <sup>1</sup> ...<sup>[52\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le conseiller pédagogique est titulaire du certificat d'aptitudes pédagogiques du niveau ou du secteur considéré, complété par une formation pédagogique et psychologique supérieure. Celle-ci peut être acquise en cours d'emploi.

<sup>3</sup> Il est astreint à un perfectionnement professionnel régulier.

c) Mission

**Art. 149**<sup>[23\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le conseiller pédagogique conseille les enseignants placés sous sa responsabilité; il contrôle la qualité de l'enseignement; il assiste les autorités scolaires dans les domaines relatifs à l'activité pédagogique des enseignants.

<sup>2</sup> A cette fin, il a notamment les attributions suivantes :

- a) il visite régulièrement les classes, conseille les enseignants, enregistre leurs succès et leurs difficultés;
- b) il veille à ce que l'éducation donnée soit conforme aux principes énoncés dans la présente loi;
- c) il apprécie et contrôle la qualité de l'enseignement et l'application des plans d'études;
- d) il conseille les directeurs et les autorités scolaires locales pour tout ce qui a trait à l'activité pédagogique des enseignants;
- e) il accomplit les tâches particulières que peuvent lui attribuer le Département ou le Service de l'enseignement;

f) <sup>33)</sup> il donne les dérogations aux règles ordinaires d'évaluation des travaux de l'élève.

<sup>3</sup> En outre, le conseiller pédagogique prend les décisions que la présente loi ou les règlements placent dans sa compétence.

d) Conférence  
des directeurs<sup>23)</sup>

**Art. 150** <sup>1</sup> Le Service de l'enseignement réunit les directeurs en conférences. <sup>23)</sup>

<sup>2</sup> Les conférences servent à l'information réciproque et à la coordination des activités.

Coordinateurs  
des disciplines

**Art. 151** <sup>1</sup> En vue de recueillir avis et propositions qualifiés dans les principales disciplines des plans d'études, le Département peut désigner des enseignants particulièrement compétents en qualité de coordinateurs.

<sup>2</sup> La désignation du coordinateur intervient après consultation de l'autorité scolaire.

<sup>3</sup> Le Département arrête le cahier des charges des coordinateurs, la durée de leur mandat ainsi que la diminution du temps d'enseignement qui leur est accordée.

## TITRE NEUVIEME : Financement de l'école

Définition des  
dépenses

**Art. 152** Les dépenses relatives aux écoles du degré primaire et du degré secondaire sont groupées en trois types<sup>41)</sup> :

1. les dépenses d'investissement engendrées par la construction et l'équipement des écoles;
2. les dépenses d'exploitation engendrées par l'entretien et l'administration des écoles, l'acquisition du matériel et des moyens d'enseignement courants;
3. les dépenses dites générales comprenant :
  - a) <sup>56)</sup> la rémunération des directeurs et enseignants au sens de l'article 4 du décret sur les traitements du personnel de l'Etat<sup>57)</sup>;
  - b) les frais occasionnés par les transports d'élèves et reconnus au sens de l'article 8, alinéa 2;
  - c) les indemnités de déplacement versées aux enseignants conformément à l'article 91, alinéa 2;
  - d) <sup>31)64)</sup> les frais découlant des prestations de pédagogie spécialisée;

- e)<sup>[33](#)</sup><sup>[49](#)</sup> les frais de location de locaux, d'acquisition de matériel pour les classes et les enseignants dans tous les cas de prestations ponctuelles de pédagogie spécialisée;
- f)<sup>[33](#)</sup> les frais d'exploitation du système informatique de gestion et d'information, dans la mesure où ils concernent les écoles enfantines, primaires et secondaires;
- g)<sup>[63](#)</sup> les frais d'exploitation du système de sécurisation et de filtrage de l'accès à l'internet des écoles enfantines, primaires et secondaires.

Principe de  
financement

**Art. 153** <sup>1</sup> La collectivité publique responsable d'une école en assume les dépenses d'investissement et d'exploitation. Les subventions particulières sont réservées, notamment celles qui sont fixées par les articles 45, 64 et 140.

<sup>2</sup> L'ensemble des collectivités publiques responsables se répartissent les dépenses dites générales, après déduction de la part de l'Etat définie par la loi concernant la péréquation financière<sup>[26](#)</sup>, pour les écoles des degrés primaire et secondaire ainsi que pour les institutions spécialisées.<sup>[8](#)</sup><sup>[41](#)</sup>

Principe de la  
répartition entre  
communes

**Art. 154** <sup>1</sup> Le Parlement fixe par décret les modalités de répartition des dépenses dites générales entre les communes. Il tient compte de la population. La participation en faveur des institutions spécialisées aux frais d'exploitation et aux dépenses d'investissement (art. 40) est répartie selon le même critère.<sup>[9](#)</sup><sup>[28](#)</sup>

<sup>2</sup> L'Etat peut compenser ses prétentions avec d'éventuels avoirs des communes en créances et en subventions.

<sup>3</sup> Le Gouvernement arrête les prescriptions de détail relatives à la procédure, aux décomptes et à l'intérêt des avances éventuelles.<sup>[27](#)</sup>

## TITRE DIXIEME : Voies de droit

Renvoi

**Art. 155** Toutes les décisions prises conformément à la présente loi sont susceptibles d'opposition et de recours conformément au Code de procédure administrative<sup>[10](#)</sup>.

Dénonciations

**Art. 156** <sup>1</sup> Les dénonciations contre la commission d'école, le directeur, l'enseignant et le conseiller pédagogique sont adressées au Service de l'enseignement, qui instruit le dossier.<sup>[23](#)</sup>

<sup>2</sup> Le Département se prononce sur la dénonciation et prend les mesures qui s'imposent, sous réserve de recours conformément au Code de procédure administrative.

## **TITRE ONZIEME : Dispositions transitoires et finales**

### **CHAPITRE PREMIER : Dispositions d'exécution**

Exécution

**Art. 157** <sup>1</sup> Le Gouvernement est chargé de l'exécution de la présente loi.

<sup>2</sup> Il en édicte les dispositions d'application.

### **CHAPITRE II : Modification et abrogation du droit en vigueur**

#### **SECTION 1 : Modification du droit en vigueur**

Modification du  
DOGA

**Art. 158** Le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990<sup>11)</sup> est modifié comme il suit :

Art. 68, lettre a  
...<sup>12)</sup>

Art. 69, lettre h  
...<sup>12)</sup>

Art. 70, titre marginal, al. 1 et 2, lettre a  
...<sup>12)</sup>

Art. 72  
...<sup>12)</sup>

Art. 77, lettre b  
...<sup>12)</sup>

Modification de  
l'arrêté dressant  
la liste des  
emplois dont les  
titulaires ont  
qualité de  
fonctionnaire

**Art. 159** L'arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 dressant la liste des emplois dont les titulaires ont qualité de fonctionnaire<sup>13)</sup> est modifié comme il suit :

Article premier, ch. 4.1 et 4.1.1  
...<sup>14)</sup>



Modification de  
la loi sur les  
traitements des  
membres du  
corps enseignant

**Art. 160** La loi du 9 novembre 1978 sur les traitements des membres du corps enseignant<sup>15)</sup> est modifiée comme il suit :

Article premier

...<sup>16)</sup>

Modification du  
décret sur les  
traitements des  
membres du  
corps enseignant

**Art. 161** Le décret du 6 décembre 1978 sur les traitements des membres du corps enseignant<sup>17)</sup> est modifié comme il suit :

Art. 3, al. 1, ch. 1 et 2

...<sup>12)</sup>

Modification du  
décret  
concernant le  
service dentaire  
scolaire

**Art. 162** Le décret du 6 décembre 1978 concernant le service dentaire scolaire<sup>18)</sup> est modifié comme il suit :

Article premier, al. 1

...<sup>12)</sup>

Art. 9, al. 1

...<sup>12)</sup>

Art. 10

...<sup>12)</sup>

Art. 12, al. 1

...<sup>12)</sup>

Modification de  
la loi sur les  
écoles  
moyennes

**Art. 163** La loi du 9 novembre 1978 sur les écoles moyennes<sup>19)</sup> est modifiée comme il suit :

Article premier

...<sup>16)</sup>

Art. 2  
abrogé

Art. 3

...<sup>16)</sup>

Art. 6  
abrogé

Art. 13

...<sup>16)</sup>

Art. 16  
abrogé

Art. 19, al. 4  
...[16\)](#)

#### TITRE QUATRIEME : De l'Ecole de culture générale

Art. 20  
...[16\)](#)

Art. 21 à 48  
abrogés

Art. 49, al. 1  
abrogé

Art. 50  
...[16\)](#)

Art. 51  
abrogé

Art. 52  
...[16\)](#)

Art. 53 à 73  
abrogés

Art. 74  
...[16\)](#)

Art. 75, al. 2, ch. 2  
...[16\)](#)

Art. 75, al. 2, ch. 3  
abrogé

Art. 77 à 80  
abrogés

Art. 81  
...[16\)](#)

Art. 83, al. 1  
...[16\)](#)

Art. 83, al.3  
abrogé

Art. 84 et 85  
abrogés

Art. 86  
...[16\)](#)

Art. 88  
...[16\)](#)

Art. 89  
...[16\)](#)

Art. 90  
...[16\)](#)

Art. 91 à 93  
abrogés

## SECTION 2 : Abrogation du droit en vigueur

Clause  
abrogatoire

**Art. 164** <sup>1</sup> Toutes les dispositions légales contraires aux normes de la présente loi sont abrogées.

<sup>2</sup> Sont notamment abrogés :

1. le décret du 6 décembre 1978 concernant l'édition des manuels d'enseignement obligatoires et l'organisation de l'Economat cantonal;
2. le décret du 6 décembre 1978 concernant la surveillance de l'enseignement ménager et des ouvrages;
3. le décret du 6 décembre 1978 concernant l'orientation en matière d'éducation;
4. le décret du 6 décembre 1978 concernant les prestations financières de l'Etat en faveur des écoles maternelles et de l'assurance des maîtresses de ces écoles;
5. la loi du 9 novembre 1978 sur l'école primaire;
6. le décret du 6 décembre 1978 relatif à l'article 110 de la loi sur l'école primaire et à l'article 30 de la loi sur les écoles moyennes;
7. le décret du 6 décembre 1978 concernant les classes spéciales de l'école primaire;
8. le décret du 6 décembre 1978 sur les classes de perfectionnement;
9. le décret du 6 décembre 1978 concernant l'inspection de l'éducation physique.

## CHAPITRE III : Dispositions transitoires

### SECTION 1 : Les élèves

#### Principe

**Art. 165** <sup>1</sup> Les élèves scolarisés dans les degrés 6, 7, 8 et 9 de l'école secondaire, 8 et 9 de l'école primaire, à la rentrée scolaire suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, restent soumis aux dispositions de la législation antérieure.

<sup>2</sup> Les élèves scolarisés dans les degrés 1, 2, 3 et 4 à la rentrée scolaire suivant l'entrée en vigueur de la présente loi sont pleinement soumis aux dispositions de celle-ci.

<sup>3</sup> Les élèves scolarisés dans les degrés 5 (primaire ou secondaire), 6 (primaire) et 7 (primaire), générations dites de transition, à la rentrée scolaire suivant l'entrée en vigueur de la présente loi, sont soumis aux dispositions des articles 166 à 168.

#### Elèves du 5<sup>ème</sup> degré

**Art. 166** <sup>1</sup> Les élèves de 5e, primaire et secondaire, au sens de l'alinéa 3 de l'article 165, restent soumis aux dispositions de la législation antérieure jusqu'à la fin du 5e degré.

<sup>2</sup> Dans l'accomplissement du 6e degré, ils sont réunis à l'école secondaire.

<sup>3</sup> Les dispositions de la nouvelle loi leur sont applicables dès le degré 7.

#### Elèves du 6<sup>ème</sup> degré

**Art. 167** <sup>1</sup> Les élèves de 6e primaire, au sens de l'alinéa 3 de l'article 165, restent soumis aux dispositions de la législation antérieure jusqu'à la fin du 7e degré.

<sup>2</sup> Ils accomplissent leurs 8e et 9e degrés à l'école secondaire dans une filière ad hoc.

#### Elèves du 7<sup>ème</sup> degré

**Art. 168** <sup>1</sup> Les élèves de 7e primaire, au sens de l'alinéa 3 de l'article 165, restent soumis aux dispositions de la législation antérieure jusqu'à la fin du 8e degré.

<sup>2</sup> Ils accomplissent leur 9e degré à l'école secondaire dans une filière ad hoc.

Situations  
particulières

**Art. 169** Le Département règle les situations particulières dans l'esprit des dispositions de la présente section.

## SECTION 2 : Les maîtres

Nomination

**Art. 170** <sup>1</sup> Les enseignants des classes enfantines, primaires et secondaires nommés définitivement au sens de la législation antérieure, à la date d'entrée en vigueur de la présente loi, sont réputés nommés conformément aux dispositions des articles 84 à 89 pour la période administrative débutant le 1<sup>er</sup> août 1991.

<sup>2</sup> Les quatre années scolaires qui suivent la date d'entrée en vigueur de la présente loi sont dites "période transitoire".

Prolongation de  
la période  
administrative  
échéant le 31  
juillet 2010

**Art. 170a**<sup>36)</sup> La période administrative des enseignants des classes enfantines, primaires et secondaires, échéant le 31 juillet 2010, est prolongée jusqu'au 31 décembre 2010. Demeurent réservés les cas pour lesquels, à l'entrée en vigueur du présent article, l'autorité de nomination a déjà informé l'enseignant concerné qu'elle entendait renoncer à ses services.

Changement de  
poste

**Art. 171** Les changements de poste, d'école et de niveau scolaire auxquels les enseignants nommés peuvent être contraints durant la période transitoire sont réglés par les dispositions suivantes, en dérogation aux articles 84, 85 et 89.

Mise au  
concours

**Art. 172** <sup>1</sup> Les postes à repourvoir sont mis au concours publiquement par le Département. Seuls les enseignants nommés sont habilités à faire acte de candidature. Le délai de mise au concours est de quinze jours au moins.

<sup>2</sup> Lorsque cette procédure ne produit aucun résultat, il est procédé conformément à la loi. En cas de contestation, le Département tranche.

Classification,  
droits acquis

**Art. 173** Dans tous les cas de mobilité induite par le changement de structure scolaire, les maîtres au bénéfice d'une nomination définitive au sens de la législation antérieure sont assurés de la classe de traitement correspondant à leur situation antérieure.

Nomination et déplacement dans des cas particuliers

**Art. 174** Durant la période transitoire, le Département se substitue aux autorités scolaires locales pour la nomination ou le déplacement des maîtres dans les cas particuliers suivants :

- a) lorsque, par défaut d'accord entre deux ou plusieurs commissions d'école, un maître perd son emploi conséquemment à la mise en oeuvre de la nouvelle structure scolaire;
- b) lorsqu'en dépit des offres proposées un maître renonce à faire acte de candidature et qu'ainsi il perd son emploi précédent.

Passage de l'école secondaire à l'école primaire

**Art. 175** <sup>1</sup> Les enseignants touchés par l'alinéa 1 de l'article 170 et au bénéfice d'un titre les habilitant à enseigner à l'école secondaire au sens de la loi sur la formation du corps enseignant peuvent être nommés aux degrés 5 et 6 de l'école primaire.

Passage de l'école primaire à l'école secondaire

<sup>2</sup> Les enseignants concernés par l'alinéa 1 de l'article 170 et au bénéfice d'un titre les habilitant à enseigner à l'école primaire au sens de la loi sur la formation du corps enseignant peuvent être nommés à l'école secondaire sous réserve de compléter leur formation conformément aux plans proposés par le Département, dans un délai de trois ans.

Enseignement des ACM

<sup>3</sup> Les enseignants touchés par l'alinéa 1 de l'article 170 et au bénéfice d'un titre les habilitant à enseigner les activités sur textiles au sens de la loi sur la formation du corps enseignant peuvent être nommés pour l'enseignement des activités manuelles à l'école primaire sous réserve de compléter leur formation conformément aux plans proposés par le Département, dans un délai de trois ans.

Autorisation d'enseigner pour les enseignants en place

**Art. 175a**<sup>33)</sup> Les enseignants nommés au moment de l'entrée en vigueur de l'article 89a sont mis d'office au bénéfice d'une autorisation d'enseigner.

### SECTION 3 : Les classes

Ouvertures et fermetures de classes

**Art. 176** Durant la période transitoire et en dérogation à l'article 49, le Département arrête annuellement un plan des ouvertures et des fermetures de classes dans les écoles primaires et secondaires.

## SECTION 4 : Les communes

Délai  
d'adaptation

**Art. 177** <sup>1</sup> Les communes disposent d'un délai de quatre ans dès l'entrée en vigueur de la présente loi pour mettre en place les autorités scolaires prévues et adapter leur réglementation conformément aux dispositions de la loi :

- a) définition des cercles d'école enfantine, le cas échéant conclusion d'ententes intercommunales, mise en place de la commission;
- b) définition des cercles de degré primaire, le cas échéant conclusion d'ententes intercommunales, mise en place de la commission;
- c) définition des cercles de degré secondaire, constitution des syndicats de communes et mise en place des autorités du syndicat.

<sup>2</sup> Un délai supplémentaire peut être consenti par le Département pour le règlement des questions relatives à la propriété des équipements scolaires.

## SECTION 5 : Autres problèmes de transition

Autres  
problèmes de  
transition

**Art. 178** <sup>1</sup> Pour le surplus, le Gouvernement règle les autres problèmes induits par la transition d'un système scolaire à l'autre.

<sup>2</sup> Il peut différer l'entrée en vigueur de certaines dispositions de la présente loi.

Nouvelle  
répartition des  
charges

**Art. 178a**<sup>20)</sup> Pendant les cinq ans qui suivent l'entrée en vigueur de la présente disposition et en dérogation à l'article 153, alinéa 2, la part des dépenses générales prise en charge par l'Etat est de 32 % pour les trois premières années et de 31,5 % pour les deux années suivantes.

## CHAPITRE IV : Référendum et entrée en vigueur

Référendum

**Art. 179** <sup>1</sup> La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

<sup>2</sup> Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>21)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 20 décembre 1990

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Mathilde Jolidon

Le secrétaire : Jean-Claude Montavon

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) [RSJU 410.102](#)
- 3) [RSJU 410.210.1](#)
- 4) [RSJU 173.11](#)
- 5) RSJU 173.112
- 6) [RS 220](#)
- 7) [RS 412.10](#)
- 8) Nouvelle teneur selon la section 3 de la loi du 14 décembre 1994 modifiant la répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995. Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 1, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 ([RSJU 651](#))
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 14 décembre 1994 portant modification des critères de la répartition des dépenses scolaires générales entre les communes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995. Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 1, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 ([RSJU 651](#))
- 10) [RSJU 175.1](#)
- 11) [RSJU 172.111](#)
- 12) Texte inséré dans ledit décret
- 13) RSJU 173.110
- 14) Texte inséré dans ledit arrêté
- 15) RSJU 410.251
- 16) Texte inséré dans ladite loi
- 17) RSJU 410.251.1
- 18) [RSJU 410.72](#)
- 19) [RSJU 412.11](#)
- 20) Introduit par la section 3 de la loi du 14 décembre 1994 modifiant la répartition des tâches et des charges entre l'Etat et les communes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995



- 21) Date de l'entrée en vigueur : 1<sup>er</sup> août 1991  
 Art. 7 : 1<sup>er</sup> août 1993  
 Art. 40 : 1<sup>er</sup> janvier 1992  
 Art. 46, al. 2 : 1<sup>er</sup> août 1992
- 22) Abrogé par le ch. I de la loi du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2001
- 23) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2001
- 24) Nouvelle teneur selon l'art. 7 de la loi du 6 décembre 2000 sur la Haute Ecole pédagogique, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2001 ([RSJU 410.210.1](#))
- 25) Introduit par le ch. I de la loi du 16 mai 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2001
- 26) [RSJU 651](#)
- 27) Nouvelle teneur selon l'article 43, alinéa 1, de la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005 ([RSJU 651](#))
- 28) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 novembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2007
- 29) Introduit par le ch. I de la loi du 22 novembre 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2007
- 30) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 septembre 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008
- 31) Introduite par le ch. I de la loi du 26 septembre 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008
- 32) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 22 août 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 33) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 22 août 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 34) Titre introduit par le ch. I de la loi du 22 août 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 35) Abrogé par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009
- 36) Introduit par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2009.  
 Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 19 mai 2010, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2010
- 37) Nouvelle teneur selon l'article 100 de la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 173.11](#))
- 38) Abrogé(s) par l'article 100 de la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011 ([RSJU 173.11](#))
- 39) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> février 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2012
- 40) Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> février 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2012
- 41) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> février 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2012
- 42) Abrogé par le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> février 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2012
- 43) Introduit par le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> février 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2012
- 44) [RSJU 410.103](#)
- 45) [RSJU 850.1](#)
- 46) Nouvelle teneur selon le ch. XIV de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 47) [RSJU 410.105](#)
- 48) Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I de la loi du 27 février 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2013
- 49) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 février 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2013
- 50) Introduit par le ch. I de la loi du 27 février 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2013
- 51) Abrogé par le ch. I de la loi du 27 février 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2013

- 52) Abrogé(e) par le ch. XXIII de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 53) Introduit par le ch. XXIII de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 54) Nouvelle teneur selon le ch. XXIII de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 55) Titre abrogé par le ch. XXIII de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2014 portant modification des actes législatifs liés au changement de statut des magistrats, fonctionnaires, employés de l'Etat et des enseignants, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 56) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 décembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 57) [RSJU 173.411](#)
- 58) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 59) Introduit par le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 60) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 61) Nouvelle dénomination selon le ch. II de la loi du 2 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 62) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 15 novembre 2022
- 63) Introduite par le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 15 novembre 2022
- 64) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 janvier 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2023
- 65) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 25 janvier 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2023
- 66) Abrogé par le ch. I de la loi du 25 janvier 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2023

## Règlement concernant l'organisation des études au Lycée cantonal

du 17 janvier 2001

*Le Département de l'Education,*

vu l'ordonnance fédérale du 15 février 1995 sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale (ORM)<sup>[1](#)</sup>,

vu la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue<sup>[2](#)</sup>,

vu l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les examens ordinaires de baccalauréat et de maturité dans les lycées de la République et Canton du Jura<sup>[3](#)</sup>,

vu les plans d'études cadres pour les écoles de maturité arrêtés par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique,<sup>[9](#)</sup>

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier** Le présent règlement définit l'organisation de l'enseignement, le plan d'études, l'évaluation et la promotion des élèves au Lycée cantonal.

Terminologie

**Art. 2** Les termes désignant des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Objectifs de la  
formation

**Art. 3<sup>[10](#)</sup>** La formation dispensée au Lycée cantonal poursuit les objectifs fixés aux articles 30 de la loi sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue<sup>[2](#)</sup> et 5 de l'ordonnance fédérale sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale (ORM)<sup>[1](#)</sup>.

Durée des  
études

**Art. 4** <sup>1</sup> Les études au Lycée cantonal sont organisées selon un cursus de trois ans.

<sup>2</sup> Elles sont précédées d'un enseignement de caractère prégyrnasial dispensé par l'école secondaire dans le cadre de la scolarité obligatoire. L'organisation, la grille horaire et le plan d'études de l'école secondaire prennent en compte les objectifs généraux assignés aux études conduisant à l'obtention de la maturité.

Certificat

**Art. 5<sup>6)10)</sup>** Le certificat de maturité est délivré au terme du cursus d'études mentionné à l'article 4, conformément à l'ordonnance fédérale sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale<sup>1)</sup>.

## SECTION 2 : Grille horaire

Structure  
générale  
des études

**Art. 6** <sup>1</sup> Le programme d'enseignement comprend des disciplines fondamentales, une option spécifique, une option complémentaire, un travail de maturité, d'autres disciplines obligatoires, une discipline cantonale, ainsi que des cours facultatifs.<sup>6)19)</sup>

<sup>2</sup> Selon les règles y relatives et sous réserve, le cas échéant, du respect des normes en matière d'effectifs, le programme d'enseignement offre diverses possibilités de choix aux élèves.

<sup>3</sup> Les élèves préparent et effectuent leurs choix dans l'année scolaire qui précède leur mise en application pratique. Le Département de la Formation, de la Culture et des Sports (ci-après : "Département") arrête les modalités.<sup>6)</sup>

<sup>4</sup> L'enseignement est conçu de manière à favoriser une approche intégrée de la formation, dépassant les clivages traditionnels entre les disciplines. Le libellé du plan d'études, les activités liées au travail de maturité et une collaboration régulière entre les enseignants visent à ce but.

Disciplines  
fondamentales

**Art. 7<sup>6)19)</sup>** Les disciplines fondamentales sont :

- le français;
- une deuxième langue nationale à choisir entre l'allemand ou l'italien;
- une troisième langue à choisir entre l'italien, l'anglais, le latin ou le grec, à l'exclusion de la deuxième langue nationale choisie;
- les mathématiques;
- la biologie;
- la chimie;
- la physique;

- l'histoire;
- la géographie;
- une discipline artistique à choisir entre les arts visuels et la musique;
- la philosophie.

Option  
spécifique

**Art. 8** <sup>1</sup> Durant les trois années du cursus, les élèves étudient une discipline ou un groupe de disciplines à titre d'option spécifique.

<sup>2</sup> Ils opèrent un choix entre les disciplines ou groupes de disciplines suivants : allemand, italien, anglais, espagnol, physique et applications des mathématiques, biologie et chimie, économie et droit, arts visuels ou théâtre.<sup>[19\)](#)</sup>

Option  
complémentaire

**Art. 9** <sup>1</sup> Durant les deux dernières années du cursus, les élèves étudient une discipline ou un groupe de disciplines à titre d'option complémentaire.

<sup>2</sup> Ils opèrent un choix entre les disciplines ou groupes de disciplines suivants : applications des mathématiques, informatique, physique, chimie, biologie, histoire, géographie, économie et droit, science des religions, arts visuels, musique, théâtre ou sport.<sup>[6\)](#)</sup>

Autres  
disciplines  
obligatoires

**Art. 9a**<sup>[20\)](#)</sup> Les autres disciplines obligatoires sont :

- l'informatique;
- l'économie et le droit;
- l'éducation physique et sportive.

**Art. 9b**<sup>[20\)](#)[22\)](#)</sup>

Règles de choix  
des disciplines

**Art. 10** Les possibilités de choix offertes aux élèves sont réglées par les conditions suivantes :

1. ...<sup>[21\)](#)</sup>
- 2.<sup>[11\)](#)[19\)](#)</sup> pour la troisième langue, le choix de l'anglais ou du latin nécessite d'avoir suivi les cours dispensés à l'école secondaire dans la discipline considérée;
3. une langue étudiée comme discipline fondamentale ne peut pas être choisie comme option spécifique;
4. une même discipline ne peut pas être choisie comme option spécifique et comme option complémentaire;
- 5.<sup>[11\)](#)</sup> pour l'option spécifique, le choix du latin nécessite d'avoir suivi les cours dispensés à l'école secondaire dans la discipline considérée;
6. ...<sup>[21\)](#)</sup>

7. le choix de l'option spécifique "arts visuels" postule celui de la "musique" comme discipline fondamentale;
8. le choix de l'option spécifique "musique" postule celui des "arts visuels" comme discipline fondamentale;
9. le choix d'une option spécifique dans le domaine des arts exclut celui des arts visuels, de la musique, du théâtre et du sport comme option complémentaire.

Répartition  
hebdomadaire  
des disciplines

**Art. 11** [6\(11\)\(19\)\(23\)](#) La répartition hebdomadaire des disciplines durant les trois années de cursus du Lycée s'établit comme il suit :

		Disciplines	1 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	Dotation
Langues	Langue 1	Français	4	4	5	13
	Langue 2	Allemand Italien	3	3	5	11 / *10
		*Allemand	3	3	4	
	Langue 3	Italien Anglais Latin	3	3	4	10
Mathématiques, informatique & Sciences expérimentales		Mathématiques	4	4	4	12 / <sup>BC,PM</sup> 16
		<sup>BC, PM</sup> Mathématiques	6	4	6	
		Informatique	2	1	0	3
		Physique	2	2	0	4 / *5
		*Physique	2	2	1	
		Biologie	2	2	0	4
		Chimie	2	2	0	4
Sciences humaines		Histoire	1	2	2	5 / *5
		*Histoire	0	2	3	
		Géographie	2	2	0	4 / 4
		*Géographie	2	2	0	
		Economie et droit	2	0	0	2
		Philosophie	0	0	2	2 / *2
		*Philosophie	0	0	2	

		Disciplines	1 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>	Dotation
Arts		Arts visuels Musique	2	3	0	5 / *5
		*Arts visuels *Musique	2	3	0	
Options		Option spécifique	4	4	6	14 / <sup>BC</sup> 13 / <sup>PM</sup> 12
		<sup>BC</sup> Option spécifique	4	4	5	
		<sup>PM</sup> Option spécifique	2	4	6	
		Option complémentaire	0	2	2	4
		Travail de maturité	0	0,5	0,5	1
Autres disciplines obligatoires	Sport	Education physique et sportive	2	2	2	6
		Activité physique	32 périodes par année (camps, journées et ½ journées de sport)			2.5

\*filière bilingue français - allemand, disciplines enseignées en allemand

<sup>BC</sup>Option spécifique biologie-chimie

<sup>PM</sup>Option spécifique physique - application des mathématiques

Options  
spécifiques  
scientifiques

**Art. 12<sup>19)</sup>** <sup>1</sup> Les options spécifiques d'orientation scientifique regroupent dans une approche décloisonnée plusieurs disciplines selon la répartition suivante<sup>6)11)</sup> :

a) Option spécifique "Physique et applications des mathématiques"

	1 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>
Physique	2	2	3
Application des mathématiques	0	2	3

b) Option spécifique "Biologie et chimie"

	1 <sup>e</sup>	2 <sup>e</sup>	3 <sup>e</sup>
Biologie	2	2	2
Chimie	2	2	2
Biochimie	0	0	1

Enseignement  
de la musique

**Art. 13** <sup>1</sup> Les élèves qui ont choisi la musique en qualité de discipline fondamentale suivent, en supplément de l'enseignement figurant à la grille horaire, un enseignement de la musique instrumentale pour l'instrument de leur choix.<sup>[11](#)<sup>19</sup></sup>

<sup>2</sup> Le Lycée assure un enseignement de la musique instrumentale pour un ensemble déterminé d'instruments à raison d'une demi-leçon hebdomadaire par élève.

<sup>3</sup> Les élèves peuvent suivre l'enseignement de la musique instrumentale en dehors du Lycée pour autant qu'ils puissent ainsi acquérir un niveau d'aptitudes au moins analogue à celui qui est assuré au Lycée. Ils reçoivent à ce titre une indemnité forfaitaire annuelle dont le montant est fixé par le Département.<sup>[6](#)</sup>

<sup>4</sup> Les élèves peuvent suivre les cours de la chorale qui est considérée comme instrument de leur choix.<sup>[7](#)</sup>

Education  
physique et  
sportive<sup>[24](#)</sup>

**Art. 14**<sup>[11](#)</sup> <sup>1</sup> L'enseignement de l'éducation physique et sportive est obligatoire pour tous les élèves. Sont réservés :

- a) les cas de dispense temporaire ou durable sur la base de certificats médicaux appropriés;
- b) les allègements d'horaire accordés en vertu de l'article 37 des directives du 7 juin 2022 concernant la formation des élèves artistes ou sportifs prometteurs ou reconnus de haut niveau dans les écoles des niveaux secondaires I et II<sup>[27](#)</sup>,<sup>[24](#)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>[25](#)</sup>

<sup>3</sup> Au cas où un élève ne pourrait pas suivre les cours d'éducation physique et sportive pour des raisons médicales, les professeurs mettent en place un programme spécial qui est évalué et compte pour la promotion.

**Art. 15**<sup>[8](#)</sup>

Cours de base  
en anglais

**Art. 16** Les élèves qui n'ont choisi l'anglais ni comme discipline fondamentale ni comme option spécifique ont la possibilité de suivre un cours de base en anglais selon une dotation de deux leçons hebdomadaires annuelles.



## Cours facultatifs

**Art. 17** <sup>1</sup> Les élèves ont la faculté de compléter leur programme obligatoire en choisissant un ou deux cours facultatifs, organisés par le Lycée lui-même ou en collaboration avec d'autres établissements.

<sup>2</sup> Les cours facultatifs portent principalement sur des domaines qui ne sont enseignés ni comme discipline fondamentale, ni en option spécifique et ni en option complémentaire, à l'exception du théâtre qui peut être proposé sous la forme d'atelier préparant un spectacle.<sup>6)</sup>

<sup>3</sup> L'inscription d'un élève à un cours facultatif l'engage pour toute la durée du cours ou, pour les cours qui s'étendent sur une année ou plus, pour une année complète.

<sup>4</sup> Les cours facultatifs peuvent être dispensés selon l'horaire annuel traditionnel, mais aussi de manière concentrée ou irrégulière en cours d'année scolaire. Ils sont organisés en procédant au regroupement d'élèves de classes, de degrés, voire d'établissements différents.

<sup>5</sup> L'organisation des cours facultatifs s'effectue dans le cadre d'une enveloppe annuelle globale arrêtée par le Service de la formation postobligatoire sur la base d'une proposition de la direction du Lycée.<sup>6)</sup>

## Normes en matière d'effectifs

**Art. 18** <sup>1</sup> Les normes en matière d'effectifs sont fixées de la manière suivante :

1. <sup>19)</sup> pour les disciplines fondamentales, les autres disciplines obligatoires et la discipline cantonale, les effectifs des groupes se situent entre 15 et 23 élèves; cependant, en première année, une leçon de français et d'informatique sont dispensées dans le cadre de sections de classe avec un effectif qui ne comptera pas moins de 6 et pas plus de 13 élèves;
2. <sup>19)</sup> pour les options spécifiques, les effectifs des groupes se situent entre 8 et 20 élèves; cependant, pour les options spécifiques scientifiques, l'enseignement spécifique de la physique, de la biologie et de la chimie est dispensé sous la forme de travaux pratiques, sauf en troisième année pour la chimie et la biologie où la moitié des cours est dispensée sous la forme de travaux pratiques, dans le cadre de sections de classe selon les effectifs prévus au chiffre 1;
3. <sup>6)</sup> pour les options complémentaires, les effectifs des groupes se situent entre 8 et 16 élèves;
4. <sup>6)</sup> pour les cours facultatifs, un effectif minimal de 8 élèves par cours à l'ouverture de celui-ci est requis.

<sup>2</sup> Les normes ci-dessus servent de référence pour la constitution initiale des groupes; les fluctuations des effectifs durant le cursus d'études, notamment en fonction de départs ou de non-promotions, demeurent réservées.

<sup>3</sup> La direction du Lycée compose les groupes d'élèves en fonction de la grille horaire, des choix des élèves et des normes ci-dessus. Elle veille à concilier le maintien d'une offre aussi large que possible avec les préceptes d'une gestion économe.

<sup>4</sup> Pour assurer le maintien de certaines disciplines conformément aux normes ci-dessus, l'enseignement peut être organisé de manière cyclique par une réunion au sein d'un même groupe d'élèves de plusieurs années du cursus.

<sup>5</sup> Dans des cas particuliers, le Département peut, sur proposition du chef du Service de la formation postobligatoire<sup>18)</sup>, accorder des dérogations à l'application des normes en matière d'effectifs.<sup>6)</sup>

### SECTION 3 : Travail de maturité

#### Généralités

**Art. 19** <sup>1</sup> Dans le courant des deux années qui précèdent les examens de maturité, chaque élève doit effectuer, seul ou en groupe restreint, un travail de maturité. Ce travail donne lieu à une production assortie d'un commentaire écrit ainsi qu'à une soutenance orale devant un jury.

<sup>2</sup> Le sujet du travail de maturité doit être original, à la portée d'un lycéen et d'une ampleur appropriée.

<sup>3</sup> Le travail de maturité tend à la mise en œuvre de méthodes de recherche, à la promotion d'approches transdisciplinaires et, autant que possible, au développement du travail en groupe.

#### Choix du travail de maturité

**Art. 20** <sup>1</sup> Les élèves effectuent leur travail de maturité dans une discipline enseignée au Lycée cantonal dont ils suivent ou ont suivi l'enseignement durant une année au moins ou en philosophie.<sup>6)10)19)</sup>

<sup>2</sup> Durant le premier semestre de deuxième année, les groupes de professeurs élaborent des propositions de sujets de travail de maturité et les soumettent aux élèves. Ces derniers ont cependant la possibilité de proposer un sujet qui doit alors être agréé par les professeurs de la discipline choisie.

<sup>3</sup> Au terme du premier semestre de deuxième année, les élèves choisissent la discipline dans laquelle ils vont effectuer leur travail de maturité et annoncent le sujet qu'ils ont retenu pour ce travail.

Modalités  
d'accomplisse-  
ment

**Art 21** <sup>1</sup> Le travail de maturité s'effectue de manière individuelle ou par groupe de deux ou trois élèves. Pour les activités qui le justifient (notamment pour la musique et le théâtre), il est possible de constituer des groupes de plus de trois élèves.

<sup>2</sup> Le travail de maturité s'effectue en principe durant le deuxième semestre de deuxième année et durant le premier semestre de troisième année. Il ne fait pas l'objet d'un horaire scolaire spécifique. Les élèves disposent d'une large liberté pour accomplir le travail de maturité aux moments et dans les lieux qui leur paraissent appropriés. Dans toute la mesure du possible, l'école s'efforce de répondre à leurs besoins en la matière.

<sup>3</sup> Durant l'accomplissement du travail de maturité, les élèves bénéficient d'un appui régulier de la part d'un enseignant de l'établissement.<sup>[10\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Un contrat passé entre les élèves et les professeurs concernés par les travaux de maturité prévoit les éléments suivants :

- l'organisation d'environ quatre séances de travail consacrées à la mise en place et à l'organisation générale du travail de maturité;
- les jours et les heures de la semaine où il sera possible pour les professeurs et les élèves de se rencontrer;
- la tenue d'un carnet de bord dans lequel seront consignées les différentes étapes de l'exécution du travail de maturité, les missions à remplir ainsi que les échéances.

<sup>5</sup> Le travail de maturité devrait représenter pour les élèves environ une quarantaine d'heures de travail.

Forme du travail  
de maturité

**Art. 22** <sup>1</sup> Le travail de maturité peut prendre diverses formes : dossier écrit, CD-rom, CD-audio, vidéo, page internet, création plastique, musicale ou théâtrale, etc.

<sup>2</sup> Lorsque le travail de maturité n'est pas un dossier écrit, un texte d'accompagnement en précise la démarche, les références éventuelles et les conditions de réalisation.

<sup>3</sup> Les textes, graphiques et autres documents produits dans le cadre du travail de maturité n'excèdent en principe pas vingt pages. Les documents cités en référence sont joints en annexe.

<sup>4</sup> Pour les travaux réalisés en groupe, l'ampleur du travail de maturité doit être adaptée en conséquence.

Evaluation

**Art. 23** <sup>1</sup> L'évaluation du travail de maturité prend en compte de manière conjointe la présentation du travail proprement dite et sa soutenance orale durant environ quinze minutes.

<sup>2</sup> L'évaluation du travail de maturité est assurée par un jury composé du professeur responsable et d'un autre professeur (éventuellement d'un expert extérieur).

<sup>3</sup> En cours d'accomplissement du travail de maturité, le professeur responsable procède avec les élèves à une évaluation intermédiaire.

<sup>4</sup> L'évaluation du travail de maturité et de sa soutenance orale est opérée au moyen du barème habituel des notes, 6 étant la meilleure et 1 la plus mauvaise; l'usage des demi-points est autorisé.<sup>6)</sup>

<sup>5</sup> ...<sup>12)</sup>

<sup>6</sup> ...<sup>8)</sup>

Implication des  
professeurs

**Art. 24** <sup>1</sup> Les professeurs participent de manière appropriée et équitable à l'accomplissement des travaux de maturité.

<sup>2</sup> La direction du Lycée veille à une répartition judicieuse des tâches occasionnées par les travaux de maturité.

<sup>3</sup> L'indemnité versée à l'éventuel expert extérieur prévu à l'article 23, alinéa 2, ainsi que l'allègement horaire des professeurs responsables de travaux de maturité sont réglés par l'ordonnance du 30 octobre 2001 concernant les personnes associées aux examens des écoles moyennes<sup>5)</sup>.<sup>11)</sup>

## SECTION 4 : Plan d'études

Plan d'études **Art. 25** <sup>1</sup> L'enseignement au Lycée est dispensé selon un plan d'études arrêté par le Département sur proposition de la conférence des maîtres.<sup>6)</sup>

<sup>2</sup> Le plan d'études du Lycée se fonde sur les objectifs définis à l'article 5 du règlement sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale et sur les plans d'études cadres édictés par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique.

<sup>3</sup> Le plan d'études du Lycée est publié.

Interdisciplinarité **Art. 26** Le plan d'études encourage les approches interdisciplinaires et les collaborations entre professeurs de disciplines diverses.

Enseignement bilingue **Art. 27** <sup>1</sup> L'organisation des études au Lycée cantonal propose l'enseignement de certaines disciplines dans une langue autre que le français afin de permettre la délivrance d'un certificat de maturité avec mention bilingue tel que prévu par l'article 18 du règlement sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale et par les recommandations de la commission suisse de maturité.

<sup>2</sup> Indépendamment de l'enseignement de la langue concernée, la formule d'enseignement bilingue porte, sur les trois années du cursus d'études du Lycée, sur un minimum de 800 leçons dispensées dans la langue concernée et dans les disciplines réparties dans divers domaines.<sup>19)</sup>

<sup>3</sup> Les conditions particulières d'accès, d'études et de certification finale de cette formule sont fixées dans des directives du Département.<sup>6)</sup>

**Art. 28**<sup>25)</sup>

## SECTION 5 : Conditions de promotion et examens<sup>6)</sup>

Notes du premier semestre **Art. 29**<sup>11)</sup> <sup>1</sup> Les disciplines fondamentales, l'option spécifique, l'option complémentaire et les autres disciplines obligatoires font l'objet d'une appréciation indicative inscrite dans le bulletin intermédiaire remis aux élèves à la fin du premier semestre.<sup>19)</sup>

<sup>1bis</sup> Pour les élèves qui pratiquent une activité sportive ou artistique à caractère sportif au bénéfice d'un allègement d'horaire en vertu de l'article 37 des directives concernant la formation des élèves artistes ou sportifs prometteurs ou reconnus de haut niveau dans les écoles des niveaux secondaires I et II<sup>(27)</sup>, la discipline éducation physique et sportive ne fait l'objet d'aucune appréciation.<sup>(26)</sup>

<sup>2</sup> Les résultats scolaires sont appréciés au moyen de l'échelle de notes de 1 à 6, la note 6 étant la meilleure. Les notes sont exprimées au dixième de points.

<sup>3</sup> Les notes 4 à 6 sanctionnent des résultats suffisants, les notes inférieures à 4 des résultats insuffisants.

<sup>4</sup> La moyenne des disciplines regroupant plusieurs branches résulte de la moyenne arithmétique des notes obtenues dans chacune des branches de la discipline pondérées selon la dotation en leçons hebdomadaires de ces branches. Cette moyenne est exprimée au dixième de point. Elle est arrondie vers le haut à partir de 5 centièmes.

Notes de  
promotion  
annuelle

**Art. 30<sup>(6)(11)</sup>** <sup>1</sup> La promotion annuelle des élèves est déterminée par la moyenne des notes de l'ensemble de l'année scolaire obtenues dans les disciplines fondamentales, l'option spécifique, l'option complémentaire et les autres disciplines obligatoires. Cette moyenne est arrondie au demi-point le plus proche. Si la partie décimale de la moyenne est 0.25 ou 0.75, on arrondit vers le haut.<sup>(19)</sup>

<sup>1bis</sup> Pour les élèves qui pratiquent une activité sportive ou artistique à caractère sportif au bénéfice d'un allègement d'horaire en vertu de l'article 37 des directives concernant la formation des élèves artistes ou sportifs prometteurs ou reconnus de haut niveau dans les écoles des niveaux secondaires I et II<sup>(27)</sup>, la promotion annuelle est déterminée conformément à l'alinéa 1, à l'exception de la discipline éducation physique et sportive qui n'est pas prise en compte.<sup>(26)</sup>

<sup>2</sup> A la fin de l'année scolaire, un bulletin scolaire annuel indiquant au minimum toutes les notes de promotion annuelle est remis aux élèves.

Bulletin suffisant

**Art. 31<sup>(6)</sup>** La promotion annuelle est obtenue si, pour l'ensemble des disciplines de promotion, toutes les conditions suivantes sont remplies :

1. le double de la somme de tous les écarts vers le bas par rapport à la note 4 n'est pas supérieur à la somme simple de tous les écarts vers le haut par rapport à cette même note;
- 2.<sup>(11)</sup> quatre notes de promotion annuelle au plus sont inférieures à 4;
3. aucune note n'est inférieure à 2;

- 4.<sup>13)</sup> la somme des notes de promotion annuelle des disciplines langue 1, langue 2, mathématiques et option spécifique est de 16 au moins.

Promotion  
annuelle

**Art. 32<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> Les décisions relatives à la promotion des élèves interviennent à la fin de chaque année et sont prises sur la base du bulletin scolaire annuel.<sup>11)</sup>

<sup>2</sup> Les élèves qui ont obtenu des notes de promotion annuelle ne satisfaisant pas aux conditions énoncées à l'article 31 ne sont pas promus.

Répétition

**Art. 33<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> L'élève non promu répète l'année scolaire au terme de laquelle il n'a pas été promu.

<sup>2</sup> La répétition d'une même année scolaire n'est possible qu'une seule fois. L'élève doit quitter l'école lorsqu'il n'obtient pas la promotion annuelle deux fois consécutivement.

Promotion et  
examens de  
maturité

**Art. 34<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> Les élèves réguliers durant la dernière année du cycle d'études du Lycée sont inscrits d'office aux examens finals de la maturité gymnasiale, quelle que soit leur situation de promotion. Sous réserve de cas exceptionnels justifiant une dérogation et reconnus comme tels par la commission de maturité gymnasiale, les élèves qui renoncent à passer les examens finals sont réputés avoir échoué.

<sup>2</sup> L'élève qui a échoué à l'examen a la possibilité de répéter l'enseignement de la dernière année du cursus d'études et de se présenter une seconde fois aux examens. Il est cependant dispensé du travail de maturité si celui qu'il a fourni a été évalué au moyen d'une note égale ou supérieure à 4.

Instances  
compétentes

**Art. 35** <sup>1</sup> Les propositions relatives à la promotion des élèves sont élaborées par les conseils de classe regroupant les professeurs concernés.

<sup>2</sup> Les décisions relatives à la promotion des élèves sont prises par le chef du Service de la formation postobligatoire<sup>18)</sup> sur la base des propositions des conseils de classe et en conformité avec le présent règlement.<sup>6)</sup>

Promotion  
conditionnelle

**Art. 36** <sup>1</sup> Dans des cas particuliers, un conseil de classe peut proposer la promotion conditionnelle d'élèves qui paraissent présenter les aptitudes nécessaires pour poursuivre leurs études avec succès; il est notamment tenu compte des progrès accomplis.

<sup>2</sup> Une promotion conditionnelle ne peut être accordée qu'une seule fois en cours de scolarité.

<sup>3</sup> L'élève qui n'est pas promu à la suite d'une promotion conditionnelle est soumis aux règles habituelles concernant la non-promotion annuelle.<sup>6)</sup>

Dérogations

**Art. 37**<sup>6)</sup> Sur proposition du conseil de classe et si les circonstances le justifient, le chef du Service de la formation postobligatoire<sup>18)</sup> peut, dans des cas dûment prouvés, tels que maladie de longue durée, accident, changement de lieu scolaire, langue maternelle étrangère ou circonstances personnelles d'une gravité avérée, admettre une promotion ne répondant pas aux conditions fixées par le présent règlement.

## **SECTION 5<sup>BIS</sup><sup>15)</sup> : Dispositions particulières relatives aux notes de maturité et aux notes de promotion annuelle pour 2020**

Notes de  
maturité

**Art. 37a**<sup>15)</sup> <sup>1</sup> En application de l'article 2, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale du 29 avril 2020 relative à l'organisation des examens cantonaux de la maturité gymnasiale 2020 dans le contexte de la pandémie de coronavirus<sup>16)</sup>, les notes de maturité 2020 sont déterminées par la moyenne des notes obtenues dans les disciplines fondamentales énumérées à l'article 7, ainsi que dans l'option spécifique et dans l'option complémentaire jusqu'au 13 mars 2020. Sous réserve de l'alinéa 3, les évaluations faites durant le travail à distance ne sont pas comptabilisées dans le calcul des notes.

<sup>2</sup> A la demande des élèves, des épreuves de rattrapage sont organisées pour des épreuves manquées entre le début du deuxième semestre et le 13 mars 2020 pour de justes motifs.

<sup>3</sup> Si un enseignant a commencé une série d'évaluations orales avant le 13 mars 2020, il termine le cycle des présentations par visioconférence jusqu'au 8 juin 2020 au plus tard.



<sup>4</sup> Pour les élèves en situation d'échec selon les alinéas 1 à 3, des évaluations sont organisées dans les disciplines dans lesquelles moins de 2/3 du nombre minimal d'évaluations annuelles a eu lieu. L'évaluation porte sur la matière enseignée jusqu'au 13 mars 2020.

Notes de  
promotion  
annuelle

**Art. 37b<sup>15)</sup>** <sup>1</sup> En dérogation à l'article 30, la promotion annuelle des élèves pour 2020 est déterminée par la moyenne des notes obtenues dans les disciplines fondamentales énumérées à l'article 7, ainsi que dans l'option spécifique et dans l'option complémentaire jusqu'au 13 mars 2020. Sous réserve de l'alinéa 3, les évaluations faites durant le travail à distance ne sont pas comptabilisées dans le calcul des notes.

<sup>2</sup> Des épreuves de rattrapage peuvent être organisées pour des épreuves manquées entre le début du deuxième semestre et le 13 mars 2020 pour de justes motifs.

<sup>3</sup> Si un enseignant a commencé une série d'évaluations orales avant le 13 mars 2020, il termine le cycle des présentations par visioconférence jusqu'au 8 juin 2020 au plus tard afin que tous les élèves obtiennent une note.

<sup>4</sup> Les élèves qui ont obtenu un résultat insuffisant selon les alinéas 1 à 3 dans les branches définies à l'article 8a de l'ordonnance concernant les examens ordinaires de la maturité gymnasiale dans les lycées de la République et canton du Jura<sup>17)</sup>, avec note acquise comme note de maturité, peuvent présenter un travail individuel jusqu'au 9 octobre 2020. Une nouvelle moyenne est établie en tenant compte de cette note.

## SECTION 6 : Formule de la voie longue

Généralités

**Art. 38<sup>6)</sup>** Les élèves des écoles de commerce qui le désirent et qui remplissent les conditions fixées par les articles 39 à 41 ci-dessous peuvent bénéficier de la formule dite de la voie longue (ci-après : "voie longue"). Celle-ci permet à de bons élèves, dans un parcours de formation de quatre années, d'obtenir la maturité commerciale cantonale au terme du cursus de trois ans des écoles de commerce et la maturité gymnasiale conforme au règlement sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale<sup>2)</sup> au terme d'une quatrième année passée au Lycée cantonal en troisième année du cursus d'études lycéennes. Les études ont lieu en école de commerce la première année, en école de commerce et partiellement au Lycée les deuxième et troisième années, entièrement au Lycée la quatrième année.

Conditions  
d'admission

**Art. 39<sup>6/10</sup>** Sont admis à suivre la voie longue les élèves qui, au terme de la première année d'école de commerce, remplissent, pour les six disciplines de base - français, deuxième langue nationale, anglais, mathématiques, finances et comptabilité, économie et droit - les deux conditions suivantes :

- a) dans chaque discipline sont prises en compte les notes des deux semestres et celle de l'examen d'orientation; un total d'au moins 85,5 points par addition des notes des deux bulletins semestriels et des examens d'orientation pour chaque discipline;
- b) dans une discipline au plus, une moyenne annuelle inférieure à 4.

Programme  
d'enseignement

**Art. 40** <sup>1</sup> Les élèves des écoles de commerce admis à suivre la voie longue voient leur programme aménagé de la manière suivante :

- a)<sup>10)</sup> en deuxième année de l'école de commerce :
  - allègement de 12 leçons dans le programme de l'école de commerce, soit 2 leçons de mathématiques, 2 leçons d'éducation physique, 2 leçons de marketing, 1 leçon de ressources humaines, 3 leçons de branches complémentaires, 2 leçons de techniques et environnement;
  - complément de 10 à 11 leçons selon le programme de première année du Lycée, soit 4 ou 5 leçons de mathématiques, 2 leçons de biologie, 2 leçons de chimie et 2 leçons de physique, ces trois derniers éléments étant obligatoirement enseignés dans le cadre du Lycée;
- b)<sup>10)</sup> en troisième année de l'école de commerce :
  - allègement de 10 leçons dans le programme de l'école de commerce, soit 2 leçons de mathématiques, 2 leçons d'éducation physique, 2 leçons d'analyse financière, 1 leçon de ressources humaines, 3 leçons de branches complémentaires;
  - complément de 11 ou 12 leçons selon le programme de deuxième année du Lycée, soit 3 ou 4 leçons de mathématiques, 2 leçons de biologie, 2 leçons de chimie, 2 leçons de physique et 2 leçons d'option complémentaire, ces quatre derniers éléments étant obligatoirement enseignés dans le cadre du Lycée;
- c) en troisième année de Lycée (soit en quatrième année de voie longue) :
  - programme de troisième année du Lycée;
  - un complément de deux leçons en musique ou en arts visuels.<sup>6)</sup>

<sup>2</sup> L'option spécifique des élèves de la voie longue est obligatoirement "économie et droit".

<sup>3</sup> Pour l'option complémentaire, les élèves de la voie longue ont le même choix que leurs condisciples du Lycée, selon les mêmes règles.

<sup>4</sup> Le travail interdisciplinaire centré sur un projet (TIP) réalisé dans le cadre de l'école de commerce et de la voie longue est reconnu comme travail de maturité gymnasiale pour autant qu'il soit évalué conjointement par un professeur de l'école de commerce et par un professeur du Lycée qui est responsable du suivi et de la soutenance. [6\)10\)](#)

Promotion dans  
la voie longue

**Art. 41** <sup>1</sup> Pour poursuivre leur formation dans le cadre de la voie longue, les élèves doivent remplir toutes les conditions suivantes :

- a) au terme de la deuxième année d'école de commerce :
  - un total d'au moins 54 points par addition des notes semestrielles des deux bulletins pour les 6 disciplines de base : français, deuxième langue nationale, anglais, mathématiques, finances et comptabilité, économie et droit;
  - pour les 6 disciplines précitées, pas plus de deux notes inférieures à 4;
  - pour les disciplines de biologie, de chimie et de physique, pas plus de deux moyennes annuelles inférieures à 3.75 et pas plus d'une moyenne inférieure à 3.25;
- b) au terme de la troisième année d'école de commerce :
  - un total d'au moins 54 points par addition des notes semestrielles des deux bulletins pour les 6 disciplines suivantes : français, deuxième langue nationale, anglais, mathématiques, finances et comptabilité, économie et droit;
  - pour les 6 disciplines précitées, pas plus de deux notes inférieures à 4;
  - pour les disciplines de biologie, de chimie et de physique, pas plus de deux moyennes annuelles inférieures à 3.75 et pas plus d'une moyenne inférieure à 3.25;
  - pour les disciplines de français, deuxième langue nationale et mathématiques, pas plus d'une moyenne annuelle inférieure à 4. [6\)10\)11\)](#)

<sup>2</sup> Dans le cadre de la voie longue, un élève n'est autorisé qu'à un seul redoublement.

<sup>3</sup> Les situations d'échec en voie longue donnent lieu à une concertation entre le Lycée et l'école de commerce. Dans des cas dûment prouvés, tels que maladie de longue durée, accident, changement de lieu scolaire, langue maternelle étrangère ou circonstances personnelles d'une gravité avérée, les directions des divisions peuvent admettre une promotion ne répondant pas aux conditions précitées. [6\)10\)](#)

## **SECTION 6<sup>BIS</sup> : Conditions cadre pour les élèves qui suivent le cours Euler de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne<sup>14)</sup>**

Inscription au  
Lycée

**Art. 41a<sup>14)</sup>** Lors de leur inscription au Lycée, les élèves qui suivent le cours Euler de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (ci-après : "l'EPFL") sélectionnent les éléments suivants :

- a) filière non bilingue;
- b) l'allemand en tant que deuxième langue nationale;
- c) l'anglais en tant que troisième langue;
- d) les arts visuels ou la musique en tant que discipline artistique;
- e) physique et application des mathématiques en tant qu'option spécifique.

Généralités

**Art. 41b<sup>14)</sup>** <sup>1</sup> Dans les limites des possibilités d'organisation générale du Lycée, la direction aménage la grille horaire des élèves afin de leur permettre de suivre le cours Euler de l'EPFL.

<sup>2</sup> Les élèves qui suivent le cours Euler de l'EPFL peuvent, à leur demande, bénéficier des aménagements de l'enseignement des mathématiques prévus à l'article 41c.

<sup>3</sup> Lorsqu'ils ne remplissent pas les conditions de promotion, la direction du Lycée peut les soumettre au régime ordinaire de l'enseignement des mathématiques.

<sup>4</sup> En cas d'interruption de la fréquentation du cours Euler de l'EPFL, les élèves informent immédiatement la direction du Lycée, qui fixe les conditions de leur réintégration dans le cursus ordinaire.

Discipline  
mathématiques

**Art. 41c<sup>14)</sup>** <sup>1</sup> Aussi longtemps qu'ils suivent les cours Euler de l'EPFL, les élèves sont dispensés des cours de mathématiques du Lycée et passent à la place, chaque année, un examen oral de 30 minutes portant sur le programme de mathématiques (MAP) de l'option spécifique physique et application des mathématiques selon les modalités suivantes :

- a) l'examineur est l'enseignant de mathématiques de la classe de l'élève;
- b) la direction du Lycée désigne un expert parmi les membres du corps enseignant;
- c) un membre de la direction du Lycée et le directeur administratif du cours Euler de l'EPFL peuvent assister à l'examen; celui-ci n'est pas public pour le surplus.

<sup>2</sup> La note de promotion annuelle (art. 30) de mathématiques est la moyenne entre le résultat de cet examen et la note 6.

## **SECTION 7 : Dispositions finales**

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 42** Les directives du 14 décembre 1992 concernant la promotion des élèves au Lycée cantonal sont abrogées.

Période  
transitoire

**Art. 43** Les dispositions antérieures demeurent applicables durant l'année scolaire 2000-2001 pour les élèves de deuxième et troisième années du Lycée cantonal et durant l'année scolaire 2001-2002 pour les élèves de troisième année.

Entrée en  
vigueur

**Art. 44** Le présent règlement prend effet le 1<sup>er</sup> août 2000.

Delémont, le 17 janvier 2001

DEPARTEMENT DE  
L'EDUCATION

La Ministre : Anita Rion

### **Disposition transitoires et finales de la modification du 11 juillet 2008**

<sup>1</sup> La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2008.

<sup>2</sup> Les dispositions antérieures demeurent applicables durant l'année scolaire 2008-2009 pour les élèves de deuxième et troisième années du Lycée cantonal et durant l'année scolaire 2009-2010 pour les élèves de troisième année.

### **Disposition transitoires et finales de la modification du 7 juillet 2016**

<sup>1</sup> La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2016.

<sup>2</sup> La modification des articles 23, alinéa 5, et 29 à 32 déploie ses effets pour les élèves qui débutent leurs études lycéennes à la rentrée 2016 ou qui répètent leur première année. Pour les autres élèves, l'ancien droit est applicable jusqu'au 31 juillet 2020.

- 1) [RS 413.11](#)
- 2) [RSJU 412.11](#)
- 3) [RSJU 412.351](#)
- 5) [RSJU 412.354](#)
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 11 juillet 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 7) Introduit par le ch. I du règlement du 11 juillet 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 8) Abrogé par le ch. I du règlement du 11 juillet 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 9) Nouvelle teneur du préambule selon le ch. I du règlement du 5 juin 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2015
- 10) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 5 juin 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2015
- 11) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 7 juillet 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 12) Abrogé par le ch. I du règlement du 7 juillet 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 13) Introduit par le ch. I du règlement du 7 juillet 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 14) Introduit(e) par le ch. I du règlement du 1<sup>er</sup> juillet 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2019
- 15) Introduit par le ch. I du règlement du 10 juin 2020, en vigueur depuis le 30 avril 2020
- 16) [RS 413.16](#)
- 17) [RSJU 412.351](#)
- 18) Nouvelle teneur selon le ch. II du règlement du 10 juin 2020, en vigueur depuis le 30 avril 2020
- 19) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 21 juin 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2021
- 20) Introduit par le ch. I du règlement du 21 juin 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2021
- 21) Abrogé par le ch. I du règlement du 21 juin 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2021
- 22) Abrogé par le ch. I du règlement du 23 mai 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2022
- 23) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 23 mai 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2022
- 24) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 10 juillet 2023, en vigueur depuis le 15 août 2023
- 25) Abrogé par le ch. I du règlement du 10 juillet 2023, en vigueur depuis le 15 août 2023
- 26) Introduit par le ch. I du règlement du 10 juillet 2023, en vigueur depuis le 15 août 2023
- 27) [RSJU 412.214](#)

## Ordonnance concernant les examens ordinaires de la maturité gymnasiale dans les lycées de la République et Canton du Jura<sup>16)</sup>

du 6 décembre 1978

*L'Assemblée constituante de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 3 des dispositions finales et transitoires de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu l'article 14 de la loi du 9 novembre 1978 sur les écoles moyennes<sup>2)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : La commission de maturité gymnasiale<sup>17)</sup>

Nomination et  
constitution

**Article premier** <sup>1</sup> Le Département de la formation, de la culture et des sports (dénommé ci-après : "Département") nomme les membres de la commission de maturité gymnasiale.<sup>17)</sup>

<sup>2</sup> La durée des fonctions des membres de la commission de maturité gymnasiale correspond à la durée d'une législature; les membres nommés durant la période exercent leur fonction jusqu'au terme de celle-ci.<sup>17)</sup>

<sup>3</sup> Le Département désigne le président; la commission nomme le vice-président et le secrétaire parmi ses membres.

Compétences

**Art. 2<sup>17)</sup>** <sup>1</sup> La commission de maturité gymnasiale préside selon la présente ordonnance à tous les examens ordinaires de la maturité gymnasiale dans le lycée public et dans les lycées privés autorisés par le Gouvernement à organiser de tels examens.

<sup>2</sup> Les membres de la commission de maturité gymnasiale ont le droit de contrôler l'enseignement donné dans toutes les branches de la maturité gymnasiale.

<sup>3</sup> Le Département soumet à la commission de maturité gymnasiale, pour prendre position en sa qualité d'organe consultatif, les questions touchant les examens de la maturité gymnasiale et le passage du lycée aux Universités, Ecoles polytechniques fédérales et Hautes écoles pédagogiques.

<sup>4</sup> La commission de maturité gymnasiale peut également soumettre de sa propre initiative des propositions au Département.

Les groupes  
d'experts

**Art. 3** <sup>1</sup> Pour les différentes branches d'examen, la commission de maturité gymnasiale peut instituer des groupes d'experts, dirigés en règle générale par un membre de la commission de maturité gymnasiale, qui a qualité d'expert principal.<sup>17)</sup>

<sup>2</sup> Selon les besoins, l'expert principal convoque son groupe en vue de coordonner la procédure des examens. Le groupe peut demander à la commission de maturité gymnasiale d'arrêter des directives pour les examens dans la branche en question.<sup>17)</sup>

<sup>3</sup> L'expert principal peut aussi inviter des maîtres des lycées à prendre part aux délibérations sur les examens.

Indemnités

**Art. 4**<sup>4)</sup>

## **SECTION 2 : Les examens de la maturité gymnasiale**<sup>17)</sup>

Admission à  
l'examen

**Art. 5** <sup>1</sup> Les élèves réguliers durant la dernière année du cycle des études lycéennes sont inscrits d'office aux examens.<sup>5)6)</sup>

<sup>2</sup> Sauf cas exceptionnels dûment justifiés et reconnus comme tels par la commission de maturité gymnasiale, les élèves qui renoncent à passer les examens sont réputés avoir échoué.<sup>6)17)</sup>

Répétition de  
l'examen

**Art. 6** <sup>1</sup> Un candidat qui a échoué à l'examen ne peut se présenter une seconde fois à l'examen dans sa propre école ou dans une autre qu'après avoir répété l'enseignement de toute la dernière année scolaire.

<sup>2</sup> L'admission à un troisième examen est exclue.

Etendue des  
examens

**Art. 7** <sup>1</sup> L'examen doit établir si le candidat, par son assimilation et sa présentation des matières enseignées au lycée, a acquis la maturité nécessaire aux études universitaires.



<sup>2</sup> Les matières d'examen sont fixées par les plans d'études des différentes écoles.

<sup>3</sup> L'examen s'étend principalement au programme des deux dernières années scolaires. L'indépendance de la pensée revêt autant d'importance que l'ampleur des connaissances acquises. Tant pour les épreuves écrites que pour les épreuves orales, il sera tenu compte de la clarté d'expression linguistique.

<sup>4</sup> Sur la proposition de l'expert principal et en accord avec le groupe des experts, les maîtres de branche et les directeurs, la commission de maturité gymnasiale peut, pour chaque branche, apporter certaines précisions sur l'ampleur des examens ou élaborer un programme directeur de ces derniers. De tels programmes doivent être soumis à l'approbation du Département et revus périodiquement.<sup>17)</sup>

Branches  
d'examen

**Art. 8<sup>5)6)</sup>** <sup>1</sup> Les candidats sont soumis à un examen écrit et oral dans les disciplines suivantes :

- le français;
- la deuxième langue nationale (allemand ou italien);
- les mathématiques;
- l'option spécifique;
- l'option complémentaire.

<sup>1bis</sup> Les candidats de la filière gymnasiale bilingue commune au "Regionales Gymnasium Laufental-Thierstein" à Laufon et au Lycée cantonal à Porrentruy, ainsi que ceux de la classe bilingue ne sont pas soumis à un examen écrit et oral dans l'option complémentaire, mais dans une discipline à choix entre la physique et l'histoire.<sup>18)22)</sup>

<sup>2</sup> Dans le courant des deux années qui précèdent les examens, chaque élève doit effectuer, seul ou en groupe, un travail de maturité conformément aux directives du Département. Ce travail donne lieu à une production assortie d'un commentaire écrit ainsi qu'à une soutenance orale devant un jury. La production et la soutenance font l'objet d'une appréciation assimilée à une note de maturité.<sup>17)</sup>

Branches  
sans examen

**Art. 8a<sup>7)17)</sup>** <sup>1</sup> Les disciplines suivantes comptent comme branches de la maturité gymnasiale sans examen :

- la troisième langue;
- la biologie;

- la chimie;
- la physique;
- l'histoire;
- la géographie;
- les arts visuels ou la musique;
- la philosophie.

<sup>2</sup> Le Département peut prévoir d'autres branches sans examen pour le Lycée cantonal.

<sup>3</sup> A l'exception de celui délivré à l'élève qui pratique une activité sportive ou artistique à caractère sportif au bénéfice d'un allègement d'horaire octroyé en vertu de l'article 37 des directives du 7 juin 2022 concernant la formation des élèves artistes ou sportifs prometteurs ou reconnus de haut niveau dans les écoles des niveaux secondaires I et II<sup>[28\)](#)</sup>, le certificat de maturité gymnasiale comprend une note d'éducation physique et sportive qui n'entre toutefois pas en ligne de compte pour le nombre de points ni pour celui des insuffisances.<sup>[20\)27\)](#)</sup>

Fin de  
l'enseignement  
des branches de  
maturité<sup>[17\)](#)</sup>

**Art. 9** <sup>1</sup> L'enseignement doit être donné dans toutes les branches d'examen jusqu'à la fin de la période lycéenne.

<sup>2</sup> L'enseignement des autres branches de la maturité gymnasiale ne doit pas prendre fin plus de deux ans avant la fin de la période lycéenne.<sup>[17\)](#)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>[8\)](#)</sup>

Date des  
examens

**Art. 10**<sup>[17\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les examens ordinaires de la maturité gymnasiale ont lieu au terme de la période lycéenne.

<sup>2</sup> Le président de la commission de maturité gymnasiale fixe, en accord avec les directeurs, la date des examens et le programme des épreuves.

Organisation des  
examens

**Art. 11** <sup>1</sup> La commission de maturité gymnasiale arrête les instructions pour le déroulement des examens, après avoir entendu les directeurs.<sup>[17\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le président de la commission de maturité gymnasiale prend les mesures nécessaires pour la marche régulière et digne des examens, en accord avec les directeurs. Avant les examens, les directeurs donneront connaissance à tous les candidats des dispositions de la présente ordonnance les plus importantes pour eux.<sup>[17\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le président de la commission de maturité gymnasiale désigne, en accord avec les experts principaux, les experts appelés à fonctionner aux examens.<sup>[17\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Les directeurs sont responsables de la marche régulière des examens écrits; les experts le sont pour les examens oraux.

<sup>5</sup> Les examens ne sont pas publics.<sup>17)</sup>

Déroulement des examens

**Art. 12** <sup>1</sup> La durée des examens est la suivante<sup>17)</sup> :

Discipline	Examen écrit	Examen oral
<b>Français</b> (langue 1)	4 heures	15 minutes
<b>Mathématiques</b>	4 heures	15 minutes
<b>Allemand ou italien</b> (langue 2)	3 heures	15 minutes
<b>Option spécifique :</b>		
- biologie et chimie	4 heures	15 minutes
- physique et application des mathématiques	4 heures	15 minutes
- économie et droit	4 heures	15 minutes
- arts visuels	4 heures	15 minutes
- musique	4 heures	15 minutes
- langues modernes	3 heures	15 minutes
- langues anciennes	3 heures	15 minutes
- théâtre	3 heures	30 minutes
<b>Option complémentaire sport</b>	Théorie : 1 heure Pratique : 2 à 4 heures	15 minutes
<b>Autres options complémentaires</b>	3 heures	15 minutes
<b>Examen en allemand de physique ou d'histoire pour les élèves de la filière gymnasiale bilingue commune au "Regionales Gymnasium Laufental-Thierstein" à Laufon et au Lycée cantonal à Porrentruy, ainsi que pour ceux de la classe bilingue<sup>22)</sup></b>	3 heures	15 minutes <sup>27)</sup>

<sup>1bis</sup> Pour les élèves de la filière gymnasiale bilingue commune au "Regionales Gymnasium Laufental-Thierstein" à Laufon et au Lycée cantonal à Porrentruy, en dérogation à l'alinéa premier, les examens se déroulent de la manière suivante :

- a) l'allemand est la langue 1 pour les élèves provenant du canton de Bâle-Campagne, du district du Thierstein soleurois ou d'un autre canton germanophone signataire de la convention scolaire régionale concernant l'accueil réciproque d'élèves et le versement de contributions (RSA 2009)<sup>[24\)](#)</sup>;
- b) le français est la langue 2 pour les élèves désignés à la lettre a;
- c) les examens de mathématiques et de l'option spécifique ont lieu en français pour tous les élèves.<sup>[19](#)[23\)](#)</sup>

<sup>2</sup> L'expert et le maître qui procèdent aux examens choisissent ensemble, sur la proposition de ce dernier, les sujets des épreuves écrites. En cas de désaccord, l'expert principal décide quant au choix des sujets. Si ce dernier fonctionne comme expert dans l'école en cause, le président de la commission de maturité gymnasiale requiert un avis neutre.<sup>[17\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le maître corrige les travaux et les soumet à l'expert avec ses propositions de notes. Si le maître et l'expert ne peuvent s'entendre pour fixer en commun une note d'examen, l'expert principal statue pour autant qu'il ne soit pas déjà lui-même intéressé à l'examen. Si c'est le cas, le président de la commission de maturité gymnasiale fera appel à un expert neutre.<sup>[17\)](#)</sup>

<sup>4</sup> L'examen oral est fait par le maître en présence de l'expert, qui est autorisé à poser des questions complémentaires au candidat.

<sup>5</sup> ...<sup>[19\)](#)</sup>

Suspension des  
examens

**Art. 13<sup>[17\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Si un candidat se rend coupable d'inconvenance, de fraude ou de complicité de fraude, en particulier en utilisant, en mettant à disposition ou en transmettant des moyens interdits, le président de la commission de maturité gymnasiale doit en être informé sans délai. Il pourra suspendre l'examen des candidats coupables.

<sup>2</sup> La commission de maturité gymnasiale peut, dans des cas de ce genre, déclarer tout l'examen non réussi.

Notes de  
maturité, d'école  
et d'examen

**Art. 14<sup>[5](#)[17\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Les notes de maturité sont exprimées en points et demi-points, 6 étant la meilleure note et 1 la plus mauvaise. Les notes égales ou supérieures à 4 sont suffisantes.

<sup>2</sup> Les notes d'école et les notes d'examen peuvent être exprimées sous forme de décimale.

<sup>3</sup> La note d'école correspond à la moyenne des notes de la dernière année complète durant laquelle la branche en question a été enseignée.<sup>[20\)](#)</sup>

<sup>4</sup> La note d'examen est le résultat d'ensemble de la prestation d'examen pour chaque branche; elle est fixée en commun par le maître et l'expert.

<sup>5</sup> Pour les disciplines soumises à examen (art. 8), la note de maturité est donnée par la moyenne de la note d'école et de la note d'examen arrondie au demi-point le plus proche. Si la partie décimale de la moyenne est de 0,25 ou 0,75, la note est arrondie vers le haut.

<sup>6</sup> Pour les disciplines qui ne font pas l'objet d'un examen (art. 8a), la note de maturité s'obtient en arrondissant la note d'école au demi-point. Si la partie décimale de la note d'école est de 0,25 ou 0,75, la note est arrondie vers le haut.

Enregistrement  
des résultats

**Art. 15**<sup>[5\)](#)[17\)](#)</sup> Les notes de maturité sont reportées sur une formule officielle signée par l'expert et l'examineur.

**Art. 16**<sup>[10\)](#)</sup>

Conditions de  
réussite

**Art. 16a**<sup>[11\)](#)[17\)](#)</sup> Le certificat de maturité gymnasiale est délivré quand :

- a) pour l'ensemble des disciplines de la maturité gymnasiale fixées par l'Ordonnance du Conseil fédéral/Règlement de la CDIP sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale du 16 janvier/15 février 1995<sup>[12\)](#)</sup>, le double de la somme de tous les écarts vers le bas par rapport à la note 4 n'est pas supérieur à la somme simple de tous les écarts vers le haut par rapport à cette même note; et
- b) quatre notes au plus sont insuffisantes,
- c) aucune note n'est inférieure à 2;
- d)<sup>[21\)](#)</sup> la somme des notes des disciplines langue 1, langue 2, mathématiques et option spécifique est de 16 au moins.

Séance finale

**Art. 17**<sup>1</sup> A la fin des examens a lieu une séance qui réunit des représentants de la commission de maturité gymnasiale, les experts et les maîtres.<sup>[17\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les résultats des examens acquièrent force de chose jugée dès qu'il est constaté au cours de cette séance qu'ils ont été obtenus conformément aux prescriptions de la présente ordonnance. L'article 19 demeure réservé.

Certificat<sup>17)</sup>

**Art. 18<sup>6)</sup>** <sup>1</sup> Les candidats qui ont réussi l'examen obtiennent un certificat de maturité gymnasiale reconnu par la Confédération.<sup>17)</sup>

<sup>2</sup> Le certificat de maturité gymnasiale contient<sup>17)</sup> :

- a) l'en-tête "Confédération suisse" et, en sous-titre, "République et Canton du Jura" puis la mention "Certificat de maturité établi conformément à l'Ordonnance du Conseil fédéral/Règlement de la CDIP sur la reconnaissance des certificats de maturité gymnasiale du 16 janvier/15 février 1995";
- b) le nom de l'école qui a délivré le certificat;
- c) le nom, les prénoms, le lieu d'origine (pour les étrangers la nationalité et le lieu de naissance) ainsi que la date de naissance du détenteur;
- d) la période durant laquelle le détenteur a fréquenté l'école comme élève régulier et la date précise d'entrée et de sortie;
- e) les notes de maturité obtenues dans les différentes disciplines;
- f) le titre du travail de maturité ainsi que son évaluation;
- g) le cas échéant, la mention "maturité bilingue" avec indication de la deuxième langue lorsque sont remplies les conditions particulières fixées par le Département conformément aux exigences de la commission suisse de maturité.

<sup>3</sup> ...<sup>19)</sup>

<sup>4</sup> Le certificat porte les signatures du chef du Département, du président de la commission de maturité gymnasiale et du directeur de l'école.<sup>17)</sup>

## **SECTION 2<sup>BIS</sup><sup>25)</sup> : Disposition particulière relative aux examens de maturité gymnasiale 2020**

Annulation des examens

**Art. 18a<sup>25)</sup>** <sup>1</sup> Les examens écrits et oraux de la maturité gymnasiale 2020 sont annulés.

Notes de maturité

<sup>2</sup> Les notes de maturité sont données conformément à l'article 2, alinéa 2, de l'ordonnance fédérale du 29 avril 2020 relative à l'organisation des examens cantonaux de la maturité gymnasiale 2020 dans le contexte de la pandémie de coronavirus<sup>26)</sup>.

Examens pour  
les personnes en  
situation d'échec

<sup>3</sup> Les élèves qui échouent à l'examen de maturité en raison de l'annulation des examens écrits et oraux ont la possibilité de passer ces examens conformément aux articles 8 et suivants. Les examens portent sur la matière enseignée jusqu'au 13 mars 2020.

### SECTION 3 : Droit de recours

Recours

**Art. 19** <sup>1</sup> Conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>[13\)](#)</sup>, un recours écrit et motivé peut être adressé au Département contre les décisions de la commission de maturité gymnasiale, dans les trente jours dès leur notification, pour violation des dispositions de procédure ou arbitraire.<sup>[17\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les décisions du Département relatives au résultat des examens peuvent être attaquées auprès du Gouvernement; dans les autres cas, le recours auprès de la Cour administrative est ouvert, conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>[13\)](#)</sup>.

### SECTION 4 : Dispositions finales

Exécution

**Art. 19a**<sup>[14\)](#)[17\)](#)</sup> Le Département arrête, sur proposition de la commission de maturité gymnasiale, les directives réglant les modalités d'application de la présente ordonnance.

Entrée en  
vigueur

**Art. 20** Le Gouvernement fixe la date de l'entrée en vigueur<sup>[15\)](#)</sup> de la présente ordonnance.

Delémont, le 6 décembre 1978

AU NOM DE L'ASSEMBLEE CONSTITUANTE  
DE LA REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : François Lachat  
Le secrétaire général : Joseph Boinay

### Disposition transitoire de la modification du 30 juin 1992

La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 1992. Elle déploie ses effets pour la première fois pour les élèves promus de 1<sup>ère</sup> en 2<sup>ème</sup> année du lycée au terme de l'année scolaire 1991/1992.

**Dispositions transitoires et finales de la modification du 12 décembre 2000**

<sup>1</sup> La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001 et déploie ses premiers effets pour les élèves qui se soumettront aux examens de maturité pour la session 2003.

<sup>2</sup> Le droit ancien demeure en vigueur pour les élèves qui se soumettront aux examens de maturité aux sessions de 2001 et 2002.

<sup>3</sup> La situation des élèves qui ont débuté leurs études lycéennes sous l'ancien droit et qui, du fait d'un redoublement, se soumettront aux examens sous le nouveau droit est réglée de cas en cas par les directeurs après consultation du Service de l'enseignement, le nouveau droit servant de référence.

**Dispositions transitoires et finales de la modification du 24 juin 2008**

<sup>1</sup> La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2008. Elle déploie ses premiers effets pour les élèves qui se soumettront aux examens de la maturité gymnasiale pour la session 2011 pour le Lycée cantonal et 2012 pour le Lycée St-Charles.

<sup>2</sup> Le droit ancien demeure en vigueur pour les élèves qui se soumettront aux examens de la maturité gymnasiale aux sessions de 2009 et 2010, ainsi que 2011 pour le Lycée St-Charles.

<sup>3</sup> La situation des élèves qui ont débuté leurs études lycéennes sous l'ancien droit et qui, du fait d'un redoublement, se soumettront aux examens sous le nouveau droit est réglée de cas en cas par les directeurs après consultation du Service de la formation des niveaux secondaire II et tertiaire, le nouveau droit servant de référence.

**Dispositions transitoires et finales de la modification du 5 juillet 2016**

<sup>1</sup> La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2016 et déploie ses effets pour les élèves qui débutent leurs études lycéennes à la rentrée 2016 ou qui répètent leur première année.

<sup>2</sup> Pour les autres élèves, l'ancien droit est applicable jusqu'au 31 juillet 2020.



- 1) [RSJU 101](#)
- 2) [RSJU 412.11](#)
- 3) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 ([RSJU 172.111](#))
- 4) Abrogé par l'art. 8 de l'ordonnance du 3 mai 1983 fixant l'indemnisation des experts et des membres des commissions d'examens des écoles cantonales relevant du Département de l'Education, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1983 (RSJU 410.257)
- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 30 juin 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1992
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 7) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 30 juin 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1992. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 8) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 30 juin 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1992. Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 9) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 10) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 28 juin 1988, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1988. Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 11) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 28 juin 1988, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1988. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 30 juin 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1992. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 12) [RS 413.11](#)
- 13) [RSJU 175.1](#)
- 14) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 30 juin 1992, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 1992
- 15) 1<sup>er</sup> janvier 1979
- 16) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de l'ordonnance du 24 juin 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 17) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 24 juin 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 18) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 24 juin 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 19) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 24 juin 2008, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2008
- 20) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 5 juillet 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 21) Introduite par le ch. I de l'ordonnance du 5 juillet 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2016
- 22) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 4 juillet 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017
- 23) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 4 juillet 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2017
- 24) [RSJU 410.104](#)
- 25) Introduit(e) par le ch. I de l'ordonnance du 9 juin 2020, en vigueur depuis le 30 avril 2020
- 26) [RS 413.16](#)
- 27) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 27 juin 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2023
- 28) [RSJU 412.214](#)



## Ordonnance concernant les filières de formation à l'Ecole de commerce

du 12 décembre 2023

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 25 de la loi fédérale du 13 décembre 2002 sur la formation professionnelle (LFPr)<sup>1</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 24 juin 2009 sur la maturité professionnelle fédérale (OMPr)<sup>2</sup>,

vu l'ordonnance du SEFRI du 16 août 2021 sur la formation professionnelle initiale d'employée de commerce/employé de commerce avec certificat fédéral de capacité (CFC)<sup>3</sup>,

vu les articles 29, alinéa 1, 33, alinéa 1, 82, alinéa 1, 120, alinéa 3, et 127 de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue<sup>4</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance règle les dispositions régissant la formation, les conditions de promotion, le plan d'études et la procédure de qualification et d'examens des filières de formation à l'Ecole de commerce.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### CHAPITRE II : Formation en école de commerce

#### SECTION 1 : Dispositions générales

Durée annuelle  
de l'enseigne-  
ment

**Art. 3** La durée annuelle de l'enseignement dans les différentes filières de formation est de 39 semaines.

Etablissement	<b>Art. 4</b> La formation en école de commerce est dispensée au sein de l'Ecole de commerce (ci-après : "l'école") de la division commerciale du Service de la formation postobligatoire, à Delémont et à Porrentruy.
Objectifs de la formation	<p><b>Art. 5</b> <sup>1</sup> La formation a pour but de donner aux personnes en formation une bonne culture générale et une solide formation professionnelle axée sur les besoins des entreprises et des administrations publiques.</p> <p><sup>2</sup> Elle vise à un développement harmonieux des personnes en formation poursuivant les voies de formation prévues à l'article 6.</p> <p><sup>3</sup> Par les connaissances et les compétences acquises, l'exercice du raisonnement logique, le développement de l'aptitude à s'exprimer clairement et correctement, l'acquisition de méthodes de travail et d'apprentissage autonome, l'intégration de la pratique professionnelle, la stimulation des capacités de choix et de décision, les personnes en formation parvenues au terme de leur formation sont aptes non seulement à assumer une activité qualifiée dans une entreprise ou une administration publique, mais aussi à poursuivre leur formation professionnelle et à entreprendre des études à un niveau supérieur.</p>
Filières de formation et durée	<p><b>Art. 6</b> La formation en école de commerce offre la possibilité d'acquérir simultanément plusieurs certifications. Elle comprend les trois filières de formation principales suivantes :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. la filière conduisant au CFC d'employé de commerce, d'une durée de trois ans (ci-après : " filière CFC");</li> <li>2. la filière conduisant au CFC d'employé de commerce avec maturité professionnelle ou maturité professionnelle multilingue, d'une durée de quatre ans (ci-après : " filière CFC avec maturité professionnelle");</li> <li>3. la filière conduisant au CFC d'employé de commerce et à la maturité gymnasiale, option "économie et droit", d'une durée de quatre ans (ci-après : " filière voie longue").</li> </ol>
Tronc commun	<b>Art. 7</b> La première année de formation est commune aux trois voies de formation mentionnées à l'article 6.
CFC	<b>Art. 8</b> <sup>1</sup> La formation dispensée dans la filière CFC garantit la couverture des compétences professionnelles requises pour l'obtention du CFC et réserve une large place, dans le plan d'études, aux branches de culture générale, en particulier aux langues.

<sup>2</sup> La pratique professionnelle est intégrée au cours des deux années scolaires et organisée sous forme d'un stage en entreprise d'une durée d'au minimum douze mois en troisième année.

CFC avec  
maturité  
professionnelle

**Art. 9** <sup>1</sup> La formation dispensée dans la filière CFC avec maturité professionnelle s'articule autour des cours obligatoires déterminés par les ordonnances et plans de formation fédéraux, des branches complémentaires à choix et de la pratique professionnelle.

<sup>2</sup> La pratique professionnelle est intégrée au cours des trois années scolaires et organisée sous forme d'un stage en entreprise d'une durée d'au minimum douze mois en quatrième année.

<sup>3</sup> Le plan d'études prévoit un approfondissement dans toutes les branches économiques et un élargissement des exigences dans les branches de culture générale.

<sup>4</sup> Cette voie de formation comprend les filières suivantes :

1. filière CFC avec maturité professionnelle;
2. filière CFC avec maturité professionnelle multilingue.

Organisation  
des stages en  
entreprise

**Art. 10** <sup>1</sup> Pour la filière CFC avec maturité professionnelle, les stages se déroulent dans une entreprise au bénéfice d'une autorisation de former au sens de la loi fédérale sur la formation professionnelle<sup>1)</sup>. Ils peuvent également se dérouler dans un autre canton, voire à l'étranger, dans le cadre des dispositions prévues par le SEFRI.

<sup>2</sup> Le contrat de stage est signé entre la personne en formation, l'entreprise et l'école. Il est approuvé par le Service de la formation postobligatoire.

<sup>3</sup> Une convention (cahier des charges) fixant les conditions générales de stage est annexée au contrat de stage. Elle engage l'entreprise, la personne en formation et l'école responsable du suivi du stage.

<sup>4</sup> Un enseignant de l'école est désigné par la direction en tant que répondant pour assurer le suivi du stage. Le répondant rend visite à la personne en formation sur son lieu de stage au moins trois fois. A cette occasion, il s'entretient également avec le répondant de l'entreprise ou de l'administration publique.

<sup>5</sup> Les répondants conseillent la personne en formation, l'aident à surmonter ses éventuelles difficultés et participent à la préparation des échéances scolaires durant le stage.

<sup>6</sup> La personne en formation qui suit la voie longue effectue un stage en entreprise ou en entreprise d'entraînement en deuxième ou troisième année. La durée du stage est d'au minimum quatre semaines.

Cours  
interentreprises  
et cours  
préparatoires

**Art. 11** <sup>1</sup> La personne en formation est tenue de participer aux cours interentreprises organisés par l'Association pour la formation commerciale initiale compétente, ainsi qu'aux cours préparatoires à la procédure de qualification organisés par l'école.

<sup>2</sup> La finance d'inscription aux cours interentreprises et les moyens d'enseignement y relatifs sont à la charge de l'entreprise de stage lorsque la personne en formation suit la voie de formation du CFC ou du CFC avec la maturité professionnelle. Elle est à la charge de l'école de commerce lorsque la personne en formation suit la voie longue ou effectue son stage à l'étranger.

## SECTION 2 : Programme de formation

Branches du  
programme de  
1<sup>ère</sup> année

**Art. 12** <sup>1</sup> Les branches de la première année des différentes filières sont dispensées en tronc commun, sur la base des branches scolaires du programme de la filière de la maturité professionnelle et de la branche "sport" (ci-après : "les branches scolaires et sport").

<sup>2</sup> La première année de formation permet d'orienter les personnes en formation dans les différentes filières.

Programme de la  
filière CFC

**Art. 13** <sup>1</sup> Le programme de la filière du CFC est constitué, en première année, des domaines de compétences opérationnelles (DCO) déterminées par l'article 8 de l'ordonnance du SEFRI sur la formation professionnelle initiale d'employée de commerce/employé de commerce avec certificat fédérale de capacité (CFC)<sup>3)</sup> et par le plan d'études national de mise en œuvre à l'école professionnelle pour la formation initiale en école (FIEc) et des branches supplémentaires dans les domaines de la culture générale.

<sup>2</sup> Les domaines de compétences opérationnelles (DCO) sont dénommés comme suit :

- travail au sein de structures d'activités et d'organisation dynamiques (DCO A);
- interaction dans un milieu de travail interconnecté (DCO B);
- coordination des processus de travail en entreprise (DCO C);
- gestion des relations avec les clients et les fournisseurs (DCO D);
- utilisation des technologies numériques du monde du travail (DCO E).

<sup>3</sup> En deuxième année, un enseignement spécifique est organisé pour le domaine à choix "anglais" et un domaine de compétences à option.

<sup>4</sup> Un travail personnel d'approfondissement est réalisé en deuxième année, dans le DCO A.

Programme de la  
filière maturité  
professionnelle

**Art. 14** <sup>1</sup> Dès la deuxième année, le programme de la filière de maturité professionnelle est complété par des domaines de compétences opérationnelles et des branches complémentaires, selon le plan d'études national de mise en œuvre à l'école professionnelle pour la formation initiale en école (FIEc).

<sup>2</sup> Des travaux interdisciplinaires dans les branches sont réalisés au troisième et au quatrième semestre.

<sup>3</sup> Un travail interdisciplinaire centré sur un projet est réalisé au plus tôt à partir du cinquième semestre.

Programme de la  
filière voie  
longue

**Art. 15** <sup>1</sup> Le programme de la filière voie longue est identique à celui de la filière maturité professionnelle pour les branches fondamentales et spécifiques du plan d'études cadre fédéral. Dès la deuxième année, les personnes en formation sont dispensées d'au minimum neuf périodes d'enseignement du programme de l'école de commerce. Elles suivent en contrepartie les branches relevant du programme du Lycée cantonal (ci-après : "Lycée") intégrées dès la deuxième année. Le programme de quatrième année est entièrement dispensé au Lycée.

<sup>2</sup> Pour les personnes en formation filière voie longue, l'option spécifique prévue lors des études au Lycée est obligatoirement "économie et droit". L'option complémentaire est choisie selon les règles applicables aux élèves du Lycée.

<sup>3</sup> Le travail interdisciplinaire centré sur un projet réalisé dans le cadre de la voie longue est reconnu comme travail de maturité gymnasiale pour autant qu'il soit évalué conjointement par un professeur de l'école de commerce et par un professeur du Lycée qui est responsable du suivi et de la soutenance.

Pratique  
professionnelle

**Art. 16** <sup>1</sup> Dans les filières CFC et CFC avec maturité professionnelle, la pratique professionnelle est dispensée conformément aux exigences du plan d'études national pour l'enseignement à l'école professionnelle, sous forme d'unités d'exercices pratiques, de mandats pratiques scolaires et d'un stage de longue durée en entreprise.

<sup>2</sup> Pour la filière voie longue, la pratique professionnelle est dispensée conformément aux exigences du plan d'études national pour l'enseignement à l'école professionnelle, sous forme d'unités d'exercices pratiques, de mandats pratiques scolaires et d'un stage en entreprise d'entraînement.

Cours d'appui et  
cours facultatifs

**Art. 17** Le programme général de chaque filière peut être enrichi de cours d'appui et de cours facultatifs.

Grilles horaires

**Art. 18** Les grilles horaires sont établies selon les annexes 1 à 4 de la présente ordonnance.

Maturité  
professionnelle  
multilingue

**Art. 19** <sup>1</sup> Dans l'orientation de la maturité professionnelle multilingue, les personnes en formation suivent une partie des cours par immersion en allemand. En sus des cours d'allemand, huit à dix leçons hebdomadaires sont dispensées en langue allemande dans trois branches au moins. Un renforcement spécifique est en outre assuré par la branche complémentaire.

<sup>2</sup> L'enseignement en allemand peut être organisé en une section de classe.

### SECTION 3 : Organisation de l'enseignement

Dédoubllement  
de classes

**Art. 20** Le dédoublement d'une classe peut être proposé à partir d'un effectif de vingt-deux personnes en formation.

Sections de  
classe  
a) lors de  
besoins  
d'équipements  
particuliers

**Art. 21** Dans les branches relevant du DCO E, dans les branches des langues étrangères, des mandats pratiques, des parties pratiques intégrées et dans les branches complémentaires nécessitant des équipements particuliers, l'enseignement est organisé en sections de classe.

b) pour les  
branches  
complémentaires,  
cours  
d'appui et cours  
facultatifs

**Art. 22** L'ouverture d'une section de classe pour les branches complémentaires, les cours d'appui et les cours facultatifs requiert un effectif minimal de huit personnes en formation en moyenne.

Branches  
complémentaires

**Art. 23** Les branches complémentaires choisies en deuxième année sont obligatoirement poursuivies en troisième année.

Branches  
facultatifs et  
cours d'appui

**Art. 24** <sup>1</sup> Les branches facultatives portent en principe sur des domaines liés aux arts, à l'expression, à la création, aux langues étrangères et au sport.



<sup>2</sup> L'inscription d'une personne en formation à une branche facultative ou à un cours d'appui engage celle-ci pour la durée complète du cours.

Modalités  
d'organisation

**Art. 25** La gestion globale des effectifs, ainsi que l'organisation des filières, des branches complémentaires, des cours d'appui et des cours facultatifs peuvent entraîner le déplacement des personnes en formation d'un site à l'autre de l'école.

Enveloppe  
annuelle pour les  
cours facultatifs  
et d'appui

**Art. 26** L'organisation des cours facultatifs et des cours d'appui s'effectue dans le cadre d'une enveloppe annuelle arrêtée par le Service de la formation postobligatoire sur la base d'une proposition de la direction de la division.

#### SECTION 4 : Plan d'études

Plans d'études

**Art. 27** L'enseignement est dispensé selon les plans d'études arrêtés par le département auquel est rattaché le Service de la formation postobligatoire (ci-après : "le Département").

Titres et  
certifications  
complémentaires

**Art. 28** <sup>1</sup> L'enseignement dispensé permet d'obtenir des titres et des certifications reconnus par la Confédération en langues étrangères ou dans le DCO E . Il peut également permettre l'obtention de certifications reconnues par le Canton dans d'autres domaines.

<sup>2</sup> Les plans d'études et l'organisation de l'enseignement sont adaptés de manière à assurer une préparation adéquate à l'obtention des titres et certifications.

<sup>3</sup> Il peut être perçu une contribution financière auprès des personnes en formation pour les certifications opérées par un tiers.

Autres langues  
nationales et  
langues  
étrangères

**Art. 29** <sup>1</sup> En allemand (langue 2) et en anglais (langue 3), le niveau de référence est défini conformément au cadre européen des langues, soit :

- a) le niveau B1 dans la filière du CFC;
- b) le niveau B2 dans les filières de la maturité professionnelle et de la voie longue.

<sup>2</sup> Dans les branches complémentaires d'italien et d'espagnol, le niveau de référence est défini conformément au cadre européen des langues, soit le niveau B1.

DCO E

**Art. 30** Dans le DCO E, le niveau de référence des tests externes, certifié par un organisme agréé et permettant l'obtention de titres complémentaires, est défini sur les bases minimales suivantes :

- a) quatre validations de compétences dans la filière CFC;
- b) sept validations de compétences dans les filières de la maturité professionnelle et de la voie longue.

Enseignement  
du sport

**Art. 31** <sup>1</sup> L'enseignement du sport est obligatoire. Les cas de dispenses temporaires ou durables demeurent réservés sur la base de certificats médicaux appropriés ou aux personnes en formation admises au dispositif Sports–Arts–Etudes, conformément aux directives du 7 juin 2022 concernant la formation des élèves artistes ou sportifs prometteurs ou reconnus de haut niveau dans les écoles des niveaux secondaires I et II<sup>5</sup>.

<sup>2</sup> Les résultats obtenus en sport donnent lieu à l'inscription d'une note dans le bulletin semestriel. Cette note compte pour la promotion.

<sup>3</sup> Au cas où une personne en formation est empêchée de suivre les cours de sport pour des raisons médicales, les enseignants mettent en place un programme spécial qui est évalué et qui compte pour la promotion.

## SECTION 5 : Promotion

Bulletin

**Art. 32** Les personnes en formation reçoivent un bulletin scolaire à la fin de chaque semestre.

Evaluation

**Art. 33** <sup>1</sup> Chaque branche, chaque domaine de compétences, chaque mandat pratique, chaque discipline composant certaines branches, ainsi que le travail interdisciplinaire centré sur un projet font l'objet d'une évaluation séparée.

<sup>2</sup> Les résultats scolaires du semestre sont appréciés au moyen de l'échelle de notes de 6 à 1, la note 6 étant la meilleure. Les notes inférieures à 4 sanctionnent des prestations insuffisantes. Les résultats sont arrondis en notes entières ou en notes au demi-point.

<sup>3</sup> Pour l'évaluation des mandats pratiques, des appréciations "acquis" ou "non acquis" sont attribuées.

<sup>4</sup> Les évaluations sont regroupées en trois blocs, le premier est constitué des branches scolaires et sport, le deuxième des domaines de compétences du CFC et le troisième des mandats pratiques réalisés à l'école de commerce.

Notes de  
promotion des  
branches  
scolaires et sport  
et des domaines  
de compétences

**Art. 34** <sup>1</sup> Toutes les branches scolaires et sport et tous les domaines de compétences sont pris en compte dans la promotion.

<sup>2</sup> La note de promotion est arrondie en notes entières ou en notes au demi-point.

<sup>3</sup> La note globale est la moyenne arithmétique de toutes les notes de promotion inscrites dans les bulletins semestriels. Elle est arrondie à la première décimale.

Appréciations  
des mandats  
pratiques

**Art. 35** <sup>1</sup> Toutes les appréciations des mandats pratiques du programme de la personne en formation sont prises en compte dans la promotion.

<sup>2</sup> Le bloc mandats pratiques est évalué en pourcentage global constitué de toutes les appréciations "acquis" et "non acquis". Ce pourcentage est arrondi à l'unité.

Promotion

**Art. 36** Pour être promue, la personne en formation doit satisfaire aux conditions de promotion de chacun des trois blocs "branches scolaires et sport", "domaines de compétences" et "mandats pratiques".

Conditions de  
promotion  
branches  
scolaires et sport

**Art. 37** <sup>1</sup> Pour les branches scolaires et sport, la personne en formation doit satisfaire aux conditions suivantes :

- a) la note globale est de 4,0 au moins;
- b) deux notes de promotion au plus sont insuffisantes;
- c) la somme des écarts entre les notes de promotion insuffisantes et la note 4,0 n'excède pas deux points.

<sup>2</sup> Les conditions de l'alinéa 1 s'appliquent annuellement en première année et semestriellement dès la deuxième année.

<sup>3</sup> Dès la deuxième année, à la fin de chaque semestre, l'école décide de l'admission au semestre suivant sur la base du bulletin.

<sup>4</sup> La personne en formation qui ne remplit pas les conditions de promotion est promue provisoirement. Si elle ne remplit pas une seconde fois les conditions de promotion, elle est considérée comme non promue. Elle peut répéter une seule fois une année d'enseignement ou est exclue de l'enseignement menant à la maturité professionnelle.

Conditions de promotion des domaines de compétences dans la maturité professionnelle

**Art. 38** Pour les domaines de compétences dans la filière maturité professionnelle, la personne en formation doit satisfaire aux conditions suivantes :

- a) la note globale est de 4,0 au moins;
- b) une note de promotion au plus est insuffisante.

Conditions de promotion des domaines de compétences dans la filière CFC en fin de deuxième année

**Art. 39** Pour les domaines de compétences dans la filière CFC en fin de deuxième année, la personne en formation doit satisfaire aux conditions suivantes :

- a) la note globale est de 4,0 au moins;
- b) deux notes de promotion au plus sont insuffisantes.

Condition de promotion des mandats pratiques

**Art. 40** La personne en formation doit avoir obtenu l'appréciation "acquis" dans 75 % au moins des mandats pratiques.

Conditions d'admission à la filière de maturité professionnelle

**Art. 41** <sup>1</sup> En fin de première année, la personne en formation peut poursuivre dans la filière de la maturité professionnelle si elle remplit les conditions suivantes :

- a) être promue, conformément aux articles 37 à 40;
- b) avoir obtenu au moins les résultats suivants dans les six branches déterminantes :
  - la note globale est de 4,2 au moins;
  - pas plus d'une note est insuffisante;
  - aucune note est inférieure à 3,0.

<sup>2</sup> Les six branches déterminantes sont : français, allemand, anglais, mathématiques, finances et comptabilité ainsi qu'économie et droit. Elles ont le même coefficient.

Conditions d'admission supplémentaires pour la filière maturité professionnelle multilingue

**Art. 42** Pour autant qu'elle remplisse les conditions de l'article 41, la personne en formation est admise dans l'orientation de la maturité professionnelle multilingue si la note de promotion est de 4,0 au moins dans la branche de langue étrangère concernée.

Conditions d'admission en filière voie longue

**Art. 43** La personne en formation est admise à suivre la voie longue si, au terme de la première année, elle remplit, pour les six branches déterminantes (art. 41, al. 2), les deux conditions suivantes :

- a) pour chaque branche, les notes des deux semestres sont prises en compte et totalisent au moins 57 points;

b) dans une branche au plus, une moyenne annuelle est insuffisante.

Conditions de  
promotion en  
filière voie  
longue

**Art. 44** Pour poursuivre leur formation dans le cadre de la filière voie longue, les personnes en formation doivent remplir les conditions suivantes :

- a) au terme de la deuxième année d'école de commerce :
  - réaliser un total d'au moins 54 points par addition des notes semestrielles des deux bulletins pour les six branches déterminantes (art. 41, al. 2);
  - ne pas présenter, dans ces branches, plus de deux notes insuffisantes;
  - pour les branches biologie, chimie et physique, ne pas présenter plus de deux moyennes annuelles inférieures à 3,75 et pas plus d'une moyenne inférieure à 3,25;
- b) au terme de la troisième année d'école de commerce :
  - un total d'au moins 54 points par addition des notes semestrielles des deux bulletins pour les six branches déterminantes (art. 41, al. 2);
  - ne pas présenter, dans ces branches plus de deux notes insuffisantes;
  - pour les branches biologie, chimie et physique, ne pas présenter plus de deux moyennes annuelles inférieures à 3,75 et pas plus d'une moyenne inférieure à 3,25;
  - pour les branches français, deuxième langue nationale et mathématiques, ne pas présenter plus d'une moyenne annuelle insuffisante.

Note de  
promotion de la  
branche  
complémentaire  
en filière voie  
longue

**Art. 45** En filière voie longue, la note de promotion de la branche complémentaire est composée de la moyenne, arrondie à la première décimale, des trois notes obtenues au Lycée en biologie, chimie et physique.

Répétitions

**Art. 46** <sup>1</sup> Sauf circonstances exceptionnelles identiques à celles évoquées à l'article 47, alinéa 2, en filière maturité professionnelle et en filière CFC, une personne en formation peut être non promue une seule fois dans la même filière au cours de sa formation. Demeure réservée la possibilité de répéter les examens finaux ou la procédure de qualification.

<sup>2</sup> Dès la deuxième année, la personne en formation en filière maturité professionnelle, qui est non promue après avoir déjà répété une année, est admissible en filière CFC.

<sup>3</sup> Au terme de la deuxième année de formation, une personne en formation non promue dans la filière de la voie longue répète l'année dans la filière CFC avec maturité professionnelle.

Décision

**Art. 47** <sup>1</sup> Les propositions du collège des maîtres relatives aux promotions et aux admissions dans les filières sont soumises à la ratification du directeur de la division. L'alinéa 3 est réservé.

<sup>2</sup> Sur proposition du collège des maîtres, le directeur de la division peut, dans des cas dûment prouvés, tels que maladie de longue durée, accident, changement de lieu scolaire, langue maternelle étrangère ou circonstances personnelles d'une gravité avérée, admettre une promotion ne répondant pas aux conditions fixées aux articles 36 et suivants.

<sup>3</sup> Dans la filière voie longue, les situations d'échec donnent lieu à une concertation entre le Lycée et l'école. Dans des cas dûment prouvés, tels que maladie de longue durée, accident, changement de lieu scolaire, langue maternelle étrangère ou circonstances personnelles d'une gravité avérée, les directeurs des divisions peuvent admettre une promotion ne répondant pas aux conditions précitées.

Accès au stage  
pratique

**Art. 48** <sup>1</sup> En filière CFC, la personne en formation doit être promue selon les articles 39 et 40 pour accéder au stage pratique en entreprise.

<sup>2</sup> En filière maturité professionnelle, la personne en formation doit en outre avoir réussi l'examen final de maturité professionnelle selon les articles 66 et suivants.

<sup>3</sup> La personne en formation qui a échoué à la partie scolaire de la maturité professionnelle, mais qui remplit les conditions de réussite de la partie scolaire du CFC, peut accéder au stage pratique en entreprise dans le but d'obtenir le CFC.

<sup>4</sup> Si le contrat de stage est résilié pour des raisons d'inaptitude à la pratique professionnelle de la personne en formation, un nouveau stage en entreprise d'une durée d'au minimum douze mois doit être suivi.

## SECTION 6 : Procédure de qualification et examens finaux

Organisation

**Art. 49** <sup>1</sup> ... [8\)](#)

<sup>2</sup> ... [8\)](#)

<sup>3</sup> Dans la filière de la voie longue, en plus des conditions prévues aux articles 44 et 45, la personne en formation doit avoir réussi la partie scolaire de la procédure de qualification menant à l'obtention du CFC pour pouvoir poursuivre sa formation au Lycée.

Lieux d'examens  
et procédures de  
qualifications

**Art. 50** Sous la surveillance du Service de la formation postobligatoire, la direction de la division commerciale organise des examens sur les différents sites de formation. Au besoin, elle peut organiser les examens sur un seul site pour l'ensemble des candidats.

Participation des enseignants	<b>Art. 51</b> Les enseignants participent à l'élaboration des examens écrits et oraux. Ils assurent la correction des examens écrits et participent à l'évaluation des examens oraux.
Experts	<b>Art. 52</b> En collaboration avec la direction de l'école, le Service de la formation postobligatoire engage les experts pour l'évaluation des examens.
Validation	<p><b>Art. 53</b> <sup>1</sup> Les épreuves des examens et les grilles de correction des épreuves spécifiques de l'école sont soumises aux experts, puis validées par la direction de l'école.</p> <p><sup>2</sup> Les épreuves des examens centralisés écrits et les grilles de correction des épreuves sont fournies par la sous-commission latine des procédures de qualification (SCOP).</p>

## SECTION 7 : Certificat fédéral de capacité d'employé de commerce

Admission à la procédure de qualification	<p><b>Art. 54</b> <sup>1</sup> Au terme de la troisième année, après le stage en entreprise, est admise à la procédure de qualification du CFC, la personne en formation qui réunit les quatre conditions cumulatives suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) elle atteint un taux de fréquentation des cours d'au minimum 90 %, demeurent réservés les cas particuliers;</li> <li>b) elle justifie des notes acquises durant quatre semestres de formation;</li> <li>c) elle a rempli les conditions générales du stage en entreprise;</li> <li>d) elle a suivi les cours préparatoires.</li> </ul> <p><sup>2</sup> La personne en formation qui remplit les conditions prévues à l'alinéa 1 est inscrite d'office aux examens.</p>
Etendue et organisation de la procédure de qualification	<p><b>Art. 55</b> <sup>1</sup> Les domaines de compétences opérationnelles (DCO) suivants font l'objet d'un examen sous les formes et avec les durées prescrites ci-après :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>– DCO A : oral de 30 minutes;</li> <li>– DCO B : écrit de 75 minutes;</li> <li>– DCO C : écrit de 75 minutes;</li> <li>– DCO D : oral de 30 minutes;</li> <li>– DCO E : écrit de 75 minutes.</li> </ul> <p><sup>2</sup> La durée de l'examen oral comprend la préparation.</p> <p><sup>3</sup> Le travail personnel d'approfondissement réalisé durant la deuxième année est présenté au cours de l'examen oral du DCO A.</p>

<sup>4</sup> Si le travail personnel d'approfondissement n'a pas été réalisé durant la deuxième année, le candidat obtient la note 1 au sous-point concerné de l'examen oral du DCO A.

Notes des  
examens de  
langues

**Art. 56** <sup>1</sup> La note de l'examen d'anglais est obtenue par la transposition de l'examen international niveau B1 selon l'échelle de conversion du cadre européen commun de référence pour les langues.

<sup>2</sup> Un examen complémentaire d'anglais peut être organisé en fonction de l'évolution des programmes de formation.

<sup>3</sup> Le résultat de l'examen international d'allemand niveau B1 est transposé selon l'échelle de conversion du cadre européen commun de référence pour les langues et fait partie intégrante de la note d'examen du DCO D.

<sup>4</sup> Un examen complémentaire d'allemand peut être organisé en fonction de l'évolution des programmes de formation.

Fractions  
autorisées

**Art. 57** Toutes les notes de position prises en compte pour le calcul des résultats des examens finaux sont arrondies en notes entières ou en notes au demi-point.

**Art. 58**<sup>8)</sup>

**Art. 59**<sup>8)</sup>

## **SECTION 8 : Certificat fédéral de capacité d'employé de commerce avec maturité professionnelle**

Admission aux  
examens de la  
partie maturité  
professionnelle

**Art. 60** <sup>1</sup> Au terme de la troisième année, est admise aux examens de maturité professionnelle portant sur les branches scolaires, la personne en formation qui réunit les deux conditions cumulatives suivantes :

- a) elle atteint un taux de fréquentation des cours d'au minimum 90 %, demeurent réservés les cas particuliers;
- b) elle justifie des notes acquises au cours des six semestres de formation.

<sup>2</sup> Les personnes en formation qui remplissent les conditions de l'alinéa 1 sont inscrites d'office à l'examen.



Admission aux examens de la partie certificat fédéral de capacité d'employé de commerce

**Art. 61** Au terme de la quatrième année, après le stage en entreprise, est admise à la procédure de qualification du CFC, la personne en formation qui réunit les deux conditions cumulatives suivantes :

- a) elle a rempli les conditions générales du stage en entreprise;
- b) elle a suivi les cours préparatoires.

Examens harmonisés de la partie CFC et de la partie maturité professionnelle

**Art. 62** La direction de la division commerciale veille à l'organisation harmonisée des examens de la partie CFC et de la partie maturité professionnelle sur les différents sites de formation, sous la surveillance du Service de la formation postobligatoire.

Examens finaux de la partie maturité professionnelle

**Art. 63** <sup>1</sup> L'examen porte sur les branches suivantes, sous les formes et avec les durées ci-après :

	Écrit	Oral
Français	150 min.	15 à 20 min.
Allemand – examen niveau B2	Selon les prescriptions du partenaire	
Anglais – examen niveau B2	Selon les prescriptions du partenaire	
Mathématiques	120 min. (avec moyens auxiliaires)	
Finances et comptabilité	180 min.	
Economie et droit	120 min.	

<sup>2</sup> Dans le domaine "branche complémentaire", une certification peut être organisée. En cas de certification externe, les prescriptions du partenaire prévalent. Les niveaux de référence dans les langues (branche complémentaire) est de niveau B1.

<sup>3</sup> Pour l'examen oral, un temps de préparation est prévu.

Examens finaux de la partie CFC

**Art. 64** Les examens portent sur les domaines de compétences opérationnelles (DCO) suivants sous les formes et avec les durées prescrites ci-après :

- DCO B : écrit de 75 minutes;
- DCO C : écrit de 75 minutes;
- DCO D : oral de 30 minutes;
- DCO E : écrit de 75 minutes.

Notes des examens de langues

**Art. 65** <sup>1</sup> Les notes des examens d'anglais et d'allemand sont obtenues par la transposition de l'examen international niveau B1 ou B2 selon l'échelle de conversion du cadre européen commun de référence pour les langues.

<sup>2</sup> Dans les deux langues, un examen complémentaire peut être organisé en fonction de l'évolution des programmes de formation.

Conditions de réussite, calcul et pondération des notes de la partie maturité professionnelle et maturité professionnelle multilingue

**Art. 66** <sup>1</sup> La partie maturité professionnelle est réputée réussie si :

- la note globale est de 4,0 au moins;
- deux notes au maximum sont insuffisantes;
- la somme des écarts entre les notes insuffisantes et la note 4,0 n'est pas supérieure à 2.

<sup>2</sup> Sont prises en compte comme critères de réussite :

- les notes obtenues dans les branches du domaine fondamental;
- les notes obtenues dans les branches du domaine spécifique;
- les notes obtenues dans les branches du domaine complémentaire;
- les notes obtenues dans le domaine "branches complémentaires";
- la note obtenue pour le travail interdisciplinaire centré sur un projet.

<sup>3</sup> Les personnes en formation ayant suivi la formation scolaire en filière multilingue et qui ont obtenu le certificat international de niveau B2 reçoivent la maturité professionnelle multilingue.

Conditions de réussite, calcul et pondération des notes de la partie CFC

**Art. 67** <sup>1</sup> L'article 58 s'applique par analogie.

<sup>2</sup> La note d'expérience correspond à la moyenne, arrondie à la première décimale, des notes ci-après pondérées de la manière suivante :

- a) formation à la pratique professionnelle : 50 %;
- b) cours interentreprises : 50 %.

Obtention du CFC avec maturité professionnelle

**Art. 68** Le CFC d'employé de commerce avec maturité professionnelle est obtenu si les conditions de réussite sont remplies à la fois pour la partie maturité professionnelle et pour la partie CFC d'employé de commerce.

Répétitions de l'examen de maturité professionnelle

**Art. 69** La procédure de répétition suite à un échec à l'examen de maturité professionnelle est réglée par l'article 26 de l'ordonnance fédérale sur la maturité professionnelle fédérale<sup>2)</sup>.

Choix de suivre ou non l'enseignement après un échec

**Art. 70** <sup>1</sup> Après un échec, l'école organise une rencontre avec la personne en formation et, si elle est mineure, ses représentants légaux, après la communication des résultats. Le choix arrêté de suivre ou non l'enseignement fait l'objet d'un avenant au contrat de formation, qui est signé par la personne en formation et l'école. Cet avenant est soumis pour approbation au Service de la formation postobligatoire.

<sup>2</sup> En cas de répétition, si la note du travail interdisciplinaire centré sur un projet est insuffisante, un nouveau travail doit être réalisé. Si la note est suffisante, elle est acquise.

Répétitions pour  
la procédure de  
qualification CFC

**Art. 71** La répétition de la procédure de qualification relative au CFC est régie par l'article 59.

Renvoi

**Art. 72** Les articles 25, 28, 29, 32 à 35, 37 et 39 à 42 de l'ordonnance du 22 mars 2016 sur la maturité professionnelle<sup>6</sup> s'appliquent par analogie.

### CHAPITRE III : Voies de droit et dispositions finales

Voies de droit

**Art. 73** Les décisions prises en vertu de la présente ordonnance sont susceptibles d'opposition et de recours conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>7</sup>.

Exécution

**Art. 74** Le Département est chargé de l'exécution de la présente ordonnance.

Dispositions  
transitoires

**Art. 75** Les personnes qui ont commencé leur formation avant l'entrée en vigueur de la présente ordonnance l'achèvent selon l'ancien droit, mais au plus tard jusqu'au 31 décembre 2027 pour la filière CFC, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2028 pour les filières maturité professionnelle et voie longue.

Abrogation du  
droit en vigueur

**Art. 76** L'ordonnance du 22 mars 2016 concernant les filières de formation à l'Ecole de commerce est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 77** <sup>1</sup> Sous réserve de l'alinéa 2, la présente ordonnance prend effet le 1<sup>er</sup> août 2023.

<sup>2</sup> Les articles 49, alinéas 1 et 2, 58 et 59 entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2026.

Delémont, le 12 décembre 2023

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jacques Gerber  
Le chancelier : Jean-Baptiste Maître

## Annexe 1

### Grille horaire - Filière Maturité professionnelle

Année scolaire	1re	2e	3e	4e
Français	4	3	4	0
Allemand	4	4	4	
Anglais	4	4	4	
Finances et comptabilité	4	3	4	
Economie et Droit	3	3	3	
Mathématique	2	2	2	
Histoire et institutions politiques	3	2	0	
Technique et environnement	2	0	0	
Travail interdisciplinaire de branche	0	2	1	
Travail interdisciplinaire de projet				
Domaine de compétences opérationnelles B	1	1	1	
Domaine de compétences opérationnelles E	4	3	4	
Sport	2	2	2	
Branches complémentaires (option)	0	3	3	
Mandats pratiques	2	2	4	
Cours préparatoires	0	0	0	2
<b>Totaux</b>	<b>35</b>	<b>34</b>	<b>36</b>	<b>2</b>

## Annexe 2

### Grille horaire - Filière Maturité professionnelle multilingue

Année scolaire	1re	2e	3e	4e
Français	4	3	4	0
Allemand*	4	4	4	
Anglais	4	4	4	
Finances et comptabilité	4	3	4	
Economie* et Droit	3	3	3	
Mathématique	2	2	2	
Histoire et institutions politiques*	3	2	0	
Technique et environnement	2	0	0	
Travail interdisciplinaire de branche	0	2	1	
Travail interdisciplinaire de projet				
Domaine de compétences opérationnelles B	1	1	1	
Domaine de compétences opérationnelles E	4	3	4	
Sport	2	2	2	
Branches complémentaires* (option)	0	3	3	
Mandats pratiques	2	2	4	
Cours préparatoires	0	0	0	2
<b>Totaux</b>	<b>35</b>	<b>34</b>	<b>36</b>	<b>2</b>

\*cours dispensés en allemand

### Annexe 3

#### Grille horaire - Filière Voie longue

Année scolaire	1re	2e	3e	4e
Français	4	3	4	horaire selon programme du Lycée
Allemand	4	4	4	
Anglais	4	4	2	
Finances et comptabilité	4	3	4	
Economie et Droit	3	3	3	
Mathématique	2	0	0	
Histoire et institutions politiques	3	2	0	
Technique et environnement	2	0	0	
Travail interdisciplinaire de branche	0	0	1	
Travail interdisciplinaire de projet				
Domaine de compétences opérationnelles B	1	1	1	
Domaine de compétences opérationnelles E	4	4	2	
Sport	2	0	0	
Mandats pratiques	2	2	4	
Branches suivies au Lycée cantonal	0	10	12	
Totaux	35	36	37	

## Annexe 4

### Grille horaire - Filière CFC

Année scolaire	1re	2e	3e
Français	4	0	0
Allemand	4	0	
Anglais	4	4	
Finances et comptabilité	4	0	
Economie et Droit	3	0	
Mathématique	2	0	
Histoire et institutions politiques	3	0	
Technique et environnement	2	0	
Domaine de compétences opérationnelles A	0	4	
Domaine de compétences opérationnelles B	1	4	
Domaine de compétences opérationnelles C	0	5	
Domaine de compétences opérationnelles D	0	5	
Domaine de compétences opérationnelles E	4	3	
Sport	2	2	
Options filière CFC	0	3	
Mandats pratiques	2	4	
Cours préparatoires	0	0	2,5
<b>Totaux</b>	<b>35</b>	<b>35</b>	<b>2,5</b>

1) [RS 412.10](#)

2) [RS 412.103.1](#)

3) [RS 412.101.221.73](#)

4) [RSJU 412.11](#)

5) [RSJU 412.214](#)

6) [RSJU 413.255](#)

7) [RSJU 175.1](#)

8) Cette disposition entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2026





## **Règlement concernant l'organisation de la filière menant au certificat d'école de culture générale et à la maturité spécialisée**

du 20 juin 2023

*Le Département de la formation, de la culture et des sports,*

vu l'article 36, alinéa 2, de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue<sup>1)</sup>,

vu l'article 26, alinéa 2, de l'ordonnance du 20 juin 2023 concernant la délivrance du certificat d'école de culture générale et du certificat de maturité spécialisée<sup>2)</sup>,

vu le règlement du 25 octobre 2018 de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique concernant la reconnaissance des certificats délivrés par les écoles de culture générale,

*arrête :*

### **SECTION 1 : Dispositions générales**

Champ  
d'application

**Article premier** Le présent règlement définit l'organisation de l'enseignement, l'évaluation et la promotion à l'Ecole de culture générale de Delémont (dénommée ci-après : "l'Ecole") ainsi que l'organisation de la maturité spécialisée.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans le présent règlement pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### **SECTION 2 : Organisation des études du certificat d'école de culture générale**

Structure de  
l'enseignement

**Art. 3** La formation dispensée à l'Ecole se déroule sur trois années. Elle comporte les disciplines des domaines d'études de la formation générale, à hauteur minimale de 50 % du volume des études, les disciplines de deux domaines professionnels représentant chacune au moins 20 %.

Domaines  
d'études de la  
formation  
générale

**Art. 4** La formation générale se compose des domaines d'études suivants :

- sciences humaines et sociales;
- sciences expérimentales, mathématiques et informatique;
- langues;
- disciplines artistiques;
- sport;
- éléments de méthode.

Domaines  
professionnels

**Art. 5** <sup>1</sup> Chaque élève choisit, avant le début de sa formation, en principe pour la durée de celle-ci, un des domaines professionnels suivants :

- Santé;
- Travail social;
- Pédagogie;
- Arts & Design;
- Musique;
- Musique & Théâtre.

<sup>2</sup> Les élèves qui choisissent le domaine professionnel "Travail social" ou "Pédagogie" suivent durant les trois années les disciplines de ces deux domaines.

<sup>3</sup> Les élèves qui choisissent le domaine "Santé", "Arts & Design", "Musique" ou "Musique & Théâtre" effectuent un renforcement en troisième année leur permettant d'acquérir un deuxième domaine professionnel à choix : "Travail social" ou "Pédagogie".

<sup>4</sup> Le domaine "Musique & Théâtre" commence en deuxième année. Les élèves effectuent leur première année en principe dans le domaine "Travail social" ou "Pédagogie".

<sup>5</sup> Les élèves peuvent se réorienter au terme de la première année de formation vers un autre domaine professionnel, avec l'accord de la direction et sous réserve des dispositions qui régissent l'admission dans certains domaines. Dès la deuxième année, le choix est en principe définitif et vaut jusqu'au terme de la formation.

<sup>6</sup> La formation comprend, selon les domaines professionnels suivis, des stages pratiques ou des semaines intensives (ci-après : "stages") à caractère pré-professionnel.

Profils de  
formation

**Art. 6** Les deux domaines professionnels étudiés déterminent neuf profils différents possibles :

- Santé – Travail social;
- Santé – Pédagogie;
- Travail social – Pédagogie;
- Arts & Design – Travail social;
- Arts & Design – Pédagogie;
- Musique – Travail social;
- Musique – Pédagogie;
- Musique & Théâtre – Travail social;
- Musique & Théâtre – Pédagogie.

Disciplines  
étudiées

**Art. 7** <sup>1</sup> Pour chacun des neuf profils de formation déterminés à l'article 6, le programme obligatoire des élèves se compose des disciplines des domaines d'études de la formation générale et des disciplines des domaines professionnels.

<sup>2</sup> La répartition hebdomadaire du programme pour les neuf profils se trouve aux annexes 1 à 9 du présent règlement.

<sup>3</sup> Pour certaines disciplines figurant au programme, l'enseignement associe plusieurs enseignants engagés dans une démarche de projet et/ou dans une approche de type interdisciplinaire.

Pédagogie par  
projet et  
interdisciplinarité

**Art. 8** <sup>1</sup> L'enseignement dans plusieurs domaines ou disciplines de la filière des études de culture générale repose sur une approche pédagogique privilégiant la démarche de projet et/ou l'interdisciplinarité, exigeant des enseignants impliqués une collaboration étroite dans la planification et la conduite des objectifs d'enseignement.

<sup>2</sup> L'approche pédagogique prévue à l'alinéa 1 se situe notamment dans les contextes suivants :

- espace projet : enseignement interdisciplinaire centré sur la démarche dite de projet et portant sur différentes disciplines du plan d'études de la première à la troisième année;
- espace débat : enseignement interdisciplinaire centré sur l'expression orale et l'éducation à la citoyenneté et portant sur les disciplines de sciences humaines et de sciences expérimentales du plan d'études de la première à la troisième année;

- initiation à la créativité : démarche effectuée en première année sous la forme d'une semaine intensive et développée ensuite en lien avec l'espace projet;
- autres activités basées sur le projet et dont l'organisation implique une participation des élèves.

<sup>3</sup> Une enveloppe complémentaire de leçons décidée par le Département auquel est rattaché le Service de la formation postobligatoire (ci-après : "le Département") et gérée par le directeur de l'Ecole permet d'assurer le bon déroulement des démarches axées sur la pédagogie par projet et sur l'interdisciplinarité.

Contraintes pour les disciplines des domaines professionnels

**Art. 9** Les cours des domaines professionnels sont organisés en procédant, dans la mesure du possible, au regroupement des élèves de classes différentes et de degrés différents.

Cours d'appui et travaux dirigés

**Art. 10** <sup>1</sup> L'Ecole peut être autorisée à organiser, en particulier dans les disciplines "français", "langues étrangères" et "mathématiques", des cours d'appui et/ou des travaux dirigés.

<sup>2</sup> L'Ecole organise un atelier intitulé "méthodes de travail" sous la forme d'une permanence de deux leçons hebdomadaires. Cette prestation est destinée en priorité aux élèves de première année. Les élèves y participent soit de manière volontaire soit du fait d'une décision prise par le conseil de classe concerné.

<sup>3</sup> Les modalités d'organisation des cours d'appui et des travaux dirigés sont soumises chaque année à l'approbation préalable du Service de la formation postobligatoire.

Activités parascolaires et stages linguistiques

**Art. 11** <sup>1</sup> Sur les trente-neuf semaines que compte l'année scolaire, deux à trois semaines peuvent être consacrées à des activités parascolaires ayant une vocation éducative et culturelle.

<sup>2</sup> Les activités parascolaires ont pour objectifs d'étendre la culture générale des élèves et de développer leurs compétences personnelles et sociales. Elles sont organisées et exploitées de manière à faire partie intégrante du programme de formation de l'Ecole.

<sup>3</sup> L'organisation des activités parascolaires s'effectue conformément à l'ordonnance du 20 mai 1997 concernant les activités parascolaires dans les écoles cantonales relevant du Département de l'Education<sup>3)</sup>.

<sup>4</sup> En cours d'études, les élèves peuvent, sur décision du directeur de l'Ecole, bénéficier d'un congé d'une durée maximale de douze semaines complètes d'école pour participer à un stage linguistique.

Stages pratiques  
à caractère pré-  
professionnel

**Art. 12** <sup>1</sup> Durant leur formation à l'Ecole, les élèves accomplissent, en principe dans des institutions ressortissant aux domaines de formation auxquels l'Ecole est réputée préparer, des stages destinés à définir ou à consolider leur orientation professionnelle.

<sup>2</sup> Les stages ont une durée de quatre semaines au moins, soit deux semaines en première année de formation, une semaine en deuxième année et une semaine en troisième année. Ils se répartissent sur le temps scolaire et sur le temps de vacances des élèves.

<sup>3</sup> En première année, la première semaine de stage correspond à une réflexion sur les représentations des pratiques professionnelles encadrée par le maître de classe avec l'appui d'un conseiller en orientation. La deuxième semaine de stage s'effectue en principe durant les vacances d'été avant l'entrée en 2<sup>e</sup> année et a pour but de faire découvrir le monde du travail aux élèves.

<sup>4</sup> Dès la deuxième année de formation, les stages sont organisés sous l'égide de la direction de l'Ecole. Un membre de la direction de l'Ecole est chargé d'assurer l'organisation, le suivi et la validation des stages. Ce responsable de stages est au bénéfice d'un allègement de programme.

<sup>5</sup> Pour accéder aux examens finaux de l'Ecole, les élèves doivent avoir accompli au moins quatre semaines de stages conformément à l'alinéa 2 et en avoir obtenu la validation. Lorsque les stages ne sont pas effectués et validés lors de l'année de formation concernée, celle-ci est considérée comme échouée. La première semaine de stage est validée par le maître de classe, les trois autres semaines sont validées par un membre de la direction de l'Ecole en charge des stages.

<sup>6</sup> Les stages ne font l'objet d'aucune rémunération de la part de l'Ecole ni, en principe, de la part des lieux de stage.

<sup>7</sup> Lors de chaque année de formation, les élèves des domaines professionnels "Arts & Design" et "Musique" accomplissent une semaine intensive dans leur domaine d'études. En deuxième et troisième années, ces semaines remplacent les stages pré-professionnels. Les semaines intensives sont validées par l'enseignant responsable du domaine concerné.

### SECTION 3 : Plan d'études du certificat d'école de culture générale

**Art. 13** <sup>1</sup> L'enseignement à l'Ecole est dispensé selon le plan d'études arrêté par le Département.

<sup>2</sup> Le plan d'études se fonde sur le règlement du 25 octobre 2018 de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique concernant la reconnaissance des certificats délivrés par les écoles de culture générale et sur le plan d'études cadre élaboré pour les écoles de culture générale par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique.

### SECTION 4 : Evaluation des élèves et conditions de promotion durant les études du certificat d'école de culture générale

Principes

**Art. 14** L'évaluation des compétences des élèves de l'Ecole s'effectue selon les principes de l'évaluation continue. Elle est organisée en fonction de l'acquisition progressive, tout au long de chaque année scolaire, d'un ou de plusieurs objectifs d'apprentissage dans l'ensemble des disciplines déterminantes figurant au programme.

Disciplines  
régissant les  
promotions

**Art. 15** Les disciplines comptant pour la promotion sont indiquées dans les tableaux à l'annexe 10 selon les domaines professionnels choisis.

Objectifs  
d'apprentissage

**Art. 16** <sup>1</sup> Un objectif d'apprentissage désigne une compétence ou un faisceau de compétences disciplinaires visées par le plan d'études.

<sup>2</sup> Le nombre et la nature des objectifs d'apprentissage sont définis en concertation par les enseignants de la discipline et validés par la direction de l'Ecole. Chaque discipline déterminante doit contenir au moins un objectif d'apprentissage.

<sup>3</sup> La modification d'un objectif d'apprentissage peut être proposée à la direction de l'Ecole en fin d'année scolaire pour le début de l'année scolaire suivante.

<sup>4</sup> Les élèves reçoivent en début d'année scolaire une information détaillée sur les modalités d'évaluation et sur les conditions de promotion qui leur sont appliquées. Pour chaque discipline, il est procédé à une information particulière sur la nature, les contenus et les niveaux d'exigence de chaque objectif d'apprentissage intégré au programme de l'année scolaire concernée.

Evaluations des  
objectifs  
d'apprentissage

**Art. 17** <sup>1</sup> Tout au long de l'année scolaire, les enseignants procèdent à des évaluations de l'état d'acquisition de chaque objectif d'apprentissage.

<sup>2</sup> Ces évaluations sont basées sur des critères préalablement communiqués aux élèves.

<sup>3</sup> Elles peuvent déboucher sur divers types d'appréciation, communiqués préalablement aux élèves, d'entente entre enseignants d'une même discipline. Elles permettent d'obtenir la note finale de chaque objectif.

<sup>4</sup> Les appréciations sont dûment communiquées aux élèves. Elles sont justifiées et, le cas échéant, assorties de propositions de remédiation.

<sup>5</sup> Les appréciations peuvent être assorties de remarques et de conseils.

Système de  
notation

**Art. 18** <sup>1</sup> Le degré de maîtrise de chaque objectif d'apprentissage est évalué de manière nuancée sur la base des situations d'évaluation à l'aide d'une note au demi-point allant de 1 à 6. La note 1 est la note la plus basse et la note 6 correspond à l'évaluation la plus haute. Les notes inférieures à 4 sanctionnent des résultats insuffisants.

<sup>2</sup> A tout moment, l'enseignant doit être à même de communiquer la note correspondant à l'acquisition de chaque objectif d'apprentissage ayant été évalué.

<sup>3</sup> La note correspondant au degré de maîtrise d'un objectif d'apprentissage peut être ajustée selon les observations faites en classe et les progrès effectués par l'élève.

Bulletin  
semestriel

**Art. 19** Au terme du premier semestre de chaque année d'étude, l'Ecole établit pour chaque élève, dans chaque discipline déterminante, un bilan informatif consigné dans le bulletin semestriel. En fonction des résultats obtenus et du niveau de progression attesté, l'élève obtient une note allant de 1 à 6 et pouvant être nuancée au demi-point.

Bulletin annuel

**Art. 20** <sup>1</sup> Au terme de chaque année scolaire, l'Ecole délivre un bulletin.

<sup>2</sup> Le bulletin consigne pour chaque discipline déterminante la note annuelle établie au demi-point sur la base d'une moyenne entre les notes des objectifs d'apprentissage qui la constituent, selon une pondération définie en début d'année scolaire et validée par la direction de l'Ecole. Le bulletin a une valeur décisionnelle pour la promotion.

<sup>3</sup> En début d'année scolaire, une information précise est donnée aux élèves concernant les modalités de fixation de la note annuelle dans chaque discipline déterminante.

Modalités  
d'élaboration des  
bulletins

**Art. 21** Au moment de l'établissement des bulletins semestriels et annuels, les professeurs sont réunis en conseils de classe présidés par la direction de l'Ecole afin de procéder à une appréciation d'ensemble de la situation des élèves. Le conseil de classe peut procéder à des ajustements, notamment concernant le bulletin annuel, en tenant compte du parcours d'apprentissage de l'élève concerné.

Promotion

**Art. 22** <sup>1</sup> La promotion des élèves dans le degré supérieur est décidée en fonction des résultats obtenus dans le bulletin semestriel.

<sup>2</sup> Pour être promu en deuxième année, un élève doit avoir obtenu en fin de première année un total de points supérieur ou équivalent au nombre de disciplines déterminantes multiplié par quatre et ne pas avoir obtenu un nombre de points inférieur à quatre dans plus de trois disciplines déterminantes.

<sup>3</sup> Pour être promu en troisième année, un élève doit respecter les conditions décrites à l'alinéa 2. De plus, la somme des écarts vers le bas par rapport à la note quatre ne doit pas être supérieure à trois points.

<sup>4</sup> Les propositions des conseils de classe relatives aux promotions sont soumises à la ratification de la direction de l'Ecole.

<sup>5</sup> L'élève non promu a la possibilité de redoubler l'année scolaire. Il n'est pas possible d'accomplir une même année scolaire une troisième fois.



## SECTION 5 : Domaines particuliers du certificat d'école de culture générale et structure "Sports-Arts-Etudes"

### Principes

**Art. 23** <sup>1</sup> L'admission dans les domaines professionnels "Arts & Design", "Musique", "Musique & Théâtre" ainsi que dans la structure "Sports-Arts-Etudes" obéit aux règles particulières fixées dans la présente section.

<sup>2</sup> L'admission dans un domaine particulier ou dans la structure "Sports-Arts-Etudes" intervient en règle générale au début des études à l'Ecole. Au terme de chaque année, par décision du directeur de l'Ecole et sur proposition du conseil de classe, un élève peut être contraint de quitter le domaine ou la structure "Sports-Arts-Etudes". Des admissions dans l'un ou l'autre des domaines particuliers ainsi que dans la structure "Sports-Arts-Etudes" peuvent intervenir en début de deuxième année.

<sup>3</sup> Une partie des cours et des activités spécifiques à chacun des domaines particuliers est en principe organisée de manière cyclique en réunissant les élèves des trois années. Ces domaines ne sont assurés que dans la mesure où il paraît acquis que, sur un cycle de trois ans, elles réunissent un nombre suffisant d'élèves (en principe au moins douze).

<sup>4</sup> La fréquentation de l'Ecole dans les domaines particuliers cités à l'alinéa 1 est ouverte aux candidats des cantons de Berne et de Neuchâtel, conformément au règlement intercantonal des domaines professionnels BEJUNE du certificat d'école de culture générale.

<sup>5</sup> Les cours et les activités de chacun des domaines particuliers sont assumés par des enseignants de l'Ecole ou par des personnes reconnues comme spécialistes dans les domaines concernés et mandatées spécialement à cet effet.

<sup>6</sup> Au titre des frais spécifiques occasionnés par les domaines particuliers "Arts & Design", "Musique", "Musique & Théâtre" et par la structure "Sports-Arts-Etudes", il est perçu une contribution forfaitaire annuelle de 150 francs par élève admis.

### Procédure de sélection

**Art. 24** <sup>1</sup> Pour être admis dans le domaine "Arts & Design", les élèves doivent :

- remplir les conditions usuelles d'admission ou de promotion de l'Ecole;
- passer un test d'aptitudes et un entretien de motivation;
- présenter un portfolio artistique constitué de plusieurs œuvres ou dessins personnels.

<sup>2</sup> Pour être admis dans le domaine "Musique", les élèves doivent :

- remplir les conditions usuelles d'admission ou de promotion de l'Ecole;
- passer un test d'aptitudes et un entretien de motivation (pour les élèves jurassiens le statut "Sports-Arts-Etudes" est obligatoire);
- présenter un dossier personnel.

<sup>3</sup> Pour être admis dans le domaine "Musique & Théâtre", les élèves doivent remplir les conditions usuelles d'admission ou de promotion de l'Ecole. Dans des cas exceptionnels, une procédure de sélection supplémentaire ou de régulation peut être organisée en fonction des places disponibles.

<sup>4</sup> Sur décision du conseil de classe, un élève qui redouble sa première ou sa deuxième année peut être amené à devoir quitter un domaine professionnel particulier.

Structure  
"Sports-Arts-  
Etudes"

**Art. 25** <sup>1</sup> La structure "Sports-Arts-Etudes" de l'Ecole assure le prolongement au niveau de l'enseignement secondaire II des structures "Sports-Arts-Etudes" mises en place dans l'enseignement secondaire I. Elle permet à des élèves engagés de manière intensive dans une pratique sportive ou artistique de haut niveau de concilier les exigences de cette pratique avec l'accomplissement d'un parcours scolaire de niveau secondaire II. Les principes et les modalités générales de fonctionnement de cette structure sont fixés dans les directives du 7 juin 2022 concernant la formation des élèves artistes ou sportifs prometteurs ou reconnus de haut niveau dans les écoles des niveaux secondaires I et II<sup>4</sup>, en particulier les conditions d'admission et de maintien dans la structure.

<sup>2</sup> Les élèves ayant le statut "Sport-Arts-Etudes" à l'exception de ceux qui ont choisi l'orientation musique peuvent suivre leur formation dans les domaines professionnels "Santé", "Travail social", "Pédagogie", "Arts & Design" et "Musique & Théâtre".

<sup>3</sup> Les élèves ayant le statut "Sport-Arts-Etudes" avec l'orientation musique suivent leur formation à l'Ecole dans le domaine "Musique".

<sup>4</sup> Pour les orientations "sport" ou "danse et arts du cirque", le programme des élèves admis dans la structure "Sports-Arts-Etudes" est allégé par la suppression des disciplines suivantes :

- 1<sup>ère</sup> année : musique, arts visuels & design, sport et théâtre;
- 2<sup>e</sup> année : musique, arts visuels & design, sport;
- 3<sup>e</sup> année : projet artistique et sport.

<sup>5</sup> Pour l'orientation musique, le programme des élèves admis dans la structure "Sports-Arts-Etudes" est allégé par la suppression des disciplines suivantes :

- 1<sup>ère</sup> année : musique, arts visuels & design, sport;
- 2<sup>e</sup> année : musique, arts-visuels & design, sport;
- 3<sup>e</sup> année : sport.

<sup>6</sup> Les cours et les activités spécifiques à la structure "Sports-Arts-Etudes" se déroulent pour l'essentiel dans le cadre des diverses institutions avec lesquelles l'Ecole est amenée à collaborer. Ils peuvent aussi être dispensés en partie à l'Ecole.

<sup>7</sup> En complément des disciplines ordinaires de leur programme, les élèves de la structure "Sports-Arts-Etudes", à l'exception de ceux qui ont choisi l'orientation musique, sont évalués dans au moins deux disciplines propres à leur orientation. Les notes obtenues sont prises en compte pour la promotion. L'évaluation s'effectue selon les propositions des représentants des milieux sportifs et artistiques concernés avec lesquels l'Ecole collabore.

<sup>8</sup> En complément des disciplines ordinaires de leur programme, les élèves de la structure "Sports-Arts-Etudes" orientation musique sont évalués dans les disciplines propres à leur domaine :

- 1<sup>ère</sup> année : solfège; histoire de la musique – atelier orchestre – chorale;
- 2<sup>e</sup> année : solfège; histoire de la musique – atelier orchestre – chorale;
- 3<sup>e</sup> année : solfège.

<sup>9</sup> Si, au terme de l'année, l'élève se trouve en situation d'insuffisance dans plus d'une discipline liée à la structure "Sports-Arts-Etudes", il doit en principe quitter celle-ci.

<sup>10</sup> L'encadrement des élèves de la structure "Sports-Arts-Etudes" est assuré par un enseignant de l'Ecole qui fonctionne en qualité de responsable de formation "Sports-Arts-Etudes", en collaboration avec le responsable "Sports-Arts-Etudes". Le responsable de formation "Sports-Arts-Etudes" peut bénéficier d'un allègement de programme.

## SECTION 7 : Organisation des études de la maturité spécialisée

Prestations  
complémentaires

**Art. 26** <sup>1</sup> Les prestations complémentaires peuvent prendre l'une ou plusieurs des formes suivantes :

- a) un ou plusieurs stages pratiques validés selon des critères spécifiques;
- b) des modules de formation de branches professionnelles;
- c) un complément de formation générale.

<sup>2</sup> Les modalités relatives aux prestations complémentaires sont précisées dans des directives émises pour chaque domaine par la direction de la division santé-social-arts. Ces directives fournissent également les modèles de rapports de stages.

Travail de  
maturité  
spécialisée

**Art. 27** <sup>1</sup> Le travail de maturité est réalisé dans le domaine professionnel choisi et est en lien direct avec les prestations complémentaires.

<sup>2</sup> Le travail est présenté sous la forme d'un document écrit, accompagné d'un travail pratique pour le domaine des "Arts & Design" et d'une œuvre musicale pour le domaine "Musique", attestant la capacité du candidat à s'interroger face aux situations professionnelles rencontrées et à intégrer dans son analyse des éléments théoriques lui permettant de mieux appréhender son expérience professionnelle.

<sup>3</sup> Le travail est évalué conjointement par un enseignant de la division santé-social-arts et un enseignant de la filière haute école spécialisée choisie par l'élève.

<sup>4</sup> Les modalités relatives au travail de maturité sont précisées dans des directives émises pour chaque domaine par la direction de la division santé-social-arts.

Validation des  
prestations  
complémentaires  
et du travail de  
maturité

**Art. 28** <sup>1</sup> Les prestations complémentaires sont validées par les entités suivantes :

- l'établissement où a lieu le stage pour le domaine Travail social;
- la haute école spécialisée responsable des prestations complémentaires pour le domaine Santé;
- la division santé-social-arts et l'Ecole d'arts Berne-Bienne pour le domaine "Arts & Design";
- la division santé-social-arts et une haute école de musique pour le domaine "Musique".

<sup>2</sup> Le travail de maturité est validé par la division santé-social-arts, en collaboration avec une haute école spécialisée de la filière choisie par l'élève.

<sup>3</sup> Les modalités de validation des prestations complémentaires et du travail de maturité sont précisées dans les directives de l'Ecole.

Répétition

**Art. 29** <sup>1</sup> En cas de non-validation des prestations complémentaires, celles-ci peuvent être répétées selon des modalités définies par la division santé-social-arts.

<sup>2</sup> En cas de travail de maturité insuffisant, l'année de maturité doit être répétée.

<sup>3</sup> Dans les deux cas ci-dessus, un deuxième échec est un échec définitif à la maturité spécialisée dans l'ensemble des domaines proposés.

Réorientation

**Art. 30** En cas de premier échec dans un domaine, une réorientation est possible dans le deuxième domaine certifié. L'article 29, alinéa 3, s'applique en cas de deuxième échec.

## SECTION 8 : Voies de droit

**Art. 31** Les décisions prises en vertu du présent règlement sont susceptibles d'opposition et de recours conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>5)</sup>.

## SECTION 9 : Dispositions transitoire et finales

Abrogation

**Art. 32** Le règlement du 1<sup>er</sup> septembre 2011 concernant l'organisation des études, l'évaluation et la promotion des élèves à l'Ecole de culture générale de Delémont est abrogé.

Disposition transitoire

**Art. 33** Les dispositions du règlement du 1<sup>er</sup> septembre 2011 concernant l'organisation des études, l'évaluation et la promotion de élèves à l'Ecole de culture générale de Delémont demeurent applicables durant l'année scolaire 2023-2024 pour les élèves de deuxième et troisième années et durant l'année scolaire 2024-2025 pour les élèves de troisième année.

Entrée en  
vigueur

**Art. 34** Le présent règlement entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2023.

Delémont, le 20 juin 2023

DEPARTEMENT DE LA FORMATION,  
DE LA CULTURE ET DES SPORTS

Le ministre : Martial Courtet

# Annexe 1 (art. 7, al. 2)

## Domaines professionnels Santé - Travail Social

		1 <sup>ère</sup> année	2 <sup>e</sup> année	3 <sup>e</sup> année	Total
<b>Domaine d'études Langues</b>					
Français		4	4	4	12
Allemand		3	3	3	9
Anglais		2	3	2	7
<b>Total</b>		<b>9</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>28</b>
<b>Domaine d'études Mathématiques, sciences expérimentales, informatique</b>					
Mathématiques		4	3	2	9
Sciences expérimentales	Chimie		1		1
	Biologie		1		1
	Physique		1		1
<b>Total</b>		<b>4</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>12</b>
<b>Domaine d'études Sciences humaines et sociales</b>					
Culture et civilisation	Philosophie			2	2
	Histoire de l'art			1	1
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
<b>Disciplines artistiques</b>					
	Projet artistique			2	2
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>Sport</b>					
	Sport	2	2	3	7
<b>Total</b>		<b>2</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>7</b>
<b>Eléments de méthode</b>					
Orientation professionnelle et stage		1			1
Méthodes de travail		0.5			0.5
<b>Autres domaines d'enseignement</b>					
Semaine créativité (1 semaine complète)					0
Semaine de sport (2 semaines complètes)					0
<b>Total</b>		<b>1.5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1.5</b>
<b>TOTAL domaine général</b>		<b>16.5</b>	<b>18</b>	<b>19</b>	<b>53.5</b>
<b>Enseignement en lien avec le domaine professionnel principal : SANTE</b>					
Mathématiques			1	1	2
Chimie		2	1	2	5
Physique		1	2	2	5
Biologie		3	2	2	7

Sciences expérimentales (biologie, chimie, physique)			2	2
<b>TOTAL</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>21</b>
<b>Enseignement en lien avec un deuxième domaine professionnel : travail social (1<sup>ère</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> année)</b>				
Actualité et société	2			2
Informatique et méthodes de recherche	2	2		4
Théâtre	2			2
Economie et droit			2	2
Histoire		2	1	3
Culture et civilisation	2			2
Sociologie			3	3
Psychologie		2	1	3
<b>TOTAL</b>	<b>8</b>	<b>6</b>	<b>7</b>	<b>21</b>
<b>Enseignement en lien avec un troisième domaine professionnel : pédagogie (seulement en 1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> année)</b>				
Arts visuels et design	1	2		3
Musique	1	1		2
Culture et civilisation	2			2
Géographie		1		1
<b>TOTAL</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>8</b>
<b>TOTAL des leçons</b>	<b>34.5</b>	<b>34</b>	<b>35</b>	<b>103.5</b>



## Annexe 2 (art. 7, al. 2)

### Domaines professionnels Santé - Pédagogie

		1 <sup>ère</sup> année	2 <sup>e</sup> année	3 <sup>e</sup> année	Total
<b>Domaine d'études Langues</b>					
Français		4	4	4	12
Allemand		3	3	3	9
Anglais		2	3	2	7
<b>Total</b>		<b>9</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>28</b>
<b>Domaine d'études Mathématiques, sciences expérimentales, informatique</b>					
Mathématiques		4	3	2	9
Sciences expérimentales	Chimie		1		1
	Biologie		1		1
	Physique		1		1
<b>Total</b>		<b>4</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>12</b>
<b>Domaine d'études Sciences humaines et sociales</b>					
Culture et civilisation	Philosophie			2	2
	Histoire de l'art			1	1
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
<b>Disciplines artistiques</b>					
	Projet artistique			2	2
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>Sport</b>					
	Sport	2	2	3	7
<b>Total</b>		<b>2</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>7</b>
<b>Eléments de méthode</b>					
Orientation professionnelle et stage		1			1
Méthodes de travail		0.5			0.5
<b>Autres domaines d'enseignement</b>					
Semaine créativité (1 semaine complète)					0
Semaine de sport (2 semaines complètes)					0.0
<b>Total</b>		<b>1.5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1.5</b>
<b>TOTAL domaine général</b>		<b>16.5</b>	<b>18</b>	<b>19</b>	<b>53.5</b>
<b>Enseignement en lien avec le domaine professionnel principal : SANTE</b>					
Mathématiques			1	1	2
Chimie		2	1	2	5
Physique		1	2	2	5
Biologie		3	2	2	7

Sciences expérimentales (biologie, chimie, physique)			2	2
<b>TOTAL</b>	<b>6</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>21</b>
<b>Enseignement en lien avec un deuxième domaine professionnel : travail social (seulement en 1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> année)</b>				
Actualité et société	2			2
Informatique et méthodes de recherche	2	2		4
Culture et civilisation	2			2
<b>TOTAL</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>8</b>
<b>Enseignement en lien avec un troisième domaine professionnel : pédagogie (1<sup>ère</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> année)</b>				
Arts visuels et design	1	2		3
Musique	1	1		2
Culture et civilisation	2			2
Economie et droit			2	2
Théâtre	2			2
Psychologie		2	1	3
Allemand			1	1
Histoire		2	1	3
Géographie		1	2	3
<b>TOTAL</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>7</b>	<b>21</b>
<b>TOTAL des leçons</b>				
	<b>34.5</b>	<b>34</b>	<b>35</b>	<b>103.5</b>

### Annexe 3 (art. 7, al. 2)

#### Domaines professionnels Travail social - Pédagogie

		1 <sup>ère</sup> année	2 <sup>e</sup> année	3 <sup>e</sup> année	Total
<b>Domaine d'études Langues</b>					
Français		4	4	4	12
Allemand		3	3	3	9
Anglais		2	3	2	7
<b>Total</b>		<b>9</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>28</b>
<b>Domaine d'études Mathématiques, sciences expérimentales, informatique</b>					
Mathématiques		4	3	2	9
Sciences expérimentales	Chimie	1	1	0.67	2.67
	Biologie	1	1	0.67	2.67
	Physique	1	1	0.67	2.67
<b>Total</b>		<b>7</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>17</b>
<b>Domaine d'études Sciences humaines et sociales</b>					
Culture et civilisation	Philosophie			2	2
	Histoire de l'art			1	1
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
<b>Disciplines artistiques</b>					
Projet artistique				2	2
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>Sport</b>					
Sport		2	2	3	7
<b>Total</b>		<b>2</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>7</b>
<b>Eléments de méthode</b>					
Orientation professionnelle et stage		1			1
Méthodes de travail		0.5			1
<b>Autres domaines d'enseignement</b>					
Créativité (1 semaine complète)					0
Semaine de sport (2 semaines complètes)					0
<b>Total</b>		<b>1.5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1.5</b>
<b>TOTAL domaine général</b>		<b>19.5</b>	<b>18</b>	<b>21</b>	<b>58.5</b>
<b>Enseignement en lien avec le domaine professionnel : Travail social</b>					
Actualité et société		2			2
Culture et civilisation		2			2
Informatique et méthodes de recherche		2	2		4
Psychologie			1	1	2

Economie et droit			2	2
Histoire	1	1		2
Sociologie	2	1	1	4
<b>A choix</b>				
Choix 1: Psychologie / choix 2: Sociologie		2 ou 1		2 ou 1
Choix 1: Sociologie - Economie droit / choix 2 : Sociologie			2	2
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>6 ou 7</b>	<b>6</b>	<b>21 ou 22</b>
<b>Enseignement en lien avec un deuxième domaine professionnel : pédagogie</b>				
Arts visuels et design	1	2		3
Musique	1	1		2
Culture et civilisation	2			2
Théâtre	2			2
Psychologie		1	1	2
Histoire		2		2
Géographie		1	2	3
Allemand			1	1
Mathématiques			1	1
Sciences expérimentales			1	1
<b>A choix</b>				
Choix 1 : Activités créatrices / choix 2 : Sport		1 ou 2		1 ou 2
Choix 1 : Activités créatrices / choix 2 : Histoire - Sport			2	2
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>8 ou 9</b>	<b>8</b>	<b>22 ou 23</b>
<b>TOTAL des leçons</b>	<b>34.5</b>	<b>33.0</b>	<b>35</b>	<b>102.5</b>

## Annexe 4 (art. 7, al. 2)

### Domaines professionnels Arts & Design – Travail social

		1 <sup>ère</sup> année	2 <sup>e</sup> année	3 <sup>e</sup> année	Total
<b>Domaine d'études Langues</b>					
Français		4	4	4	12
Allemand		3	3	3	9
Anglais		2	3	2	7
<b>Total</b>		<b>9</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>28</b>
<b>Domaine d'études Mathématiques, sciences expérimentales, informatique</b>					
Mathématiques		4	3	2	9
Sciences expérimentales	Chimie	1	1	0.67	2.67
	Biologie	1	1	0.67	2.67
	Physique	1	1	0.67	2.67
<b>Total</b>		<b>7</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>17</b>
<b>Domaine d'études Sciences humaines et sociales</b>					
Culture et civilisation	Philosophie			2	2
	Histoire de l'art			1	1
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
<b>Disciplines artistiques</b>					
Projet artistique				2	2
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>Sport</b>					
Sport		2	2	3	7
<b>Total</b>		<b>2</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>7</b>
<b>Eléments de méthode</b>					
Orientation professionnelle et stage		1			1
Méthodes de travail		0.5			0.5
<b>Autres domaines d'enseignement</b>					
Créativité (1 semaine complète)					0
Semaine de sport (2 semaines complètes)					0
<b>Total</b>		<b>1.5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1.5</b>
<b>TOTAL domaine général</b>		<b>19.5</b>	<b>18</b>	<b>21</b>	<b>58.5</b>
<b>Enseignement en lien avec le domaine professionnel : Arts &amp; Design</b>					
Histoire de l'art		0	1	1	2
Ateliers artistiques		4	4	4	12
Cours de base		3	3	3	9
Semaines intensives (3 semaines complètes)					0
<b>Total</b>		<b>7</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>23</b>

<b>Enseignement en lien avec un deuxième domaine professionnel : travail social (1<sup>ère</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> année)</b>				
Actualité et société	2			2
Informatique et méthodes de recherche	2	2		4
Théâtre	2			2
Economie et droit			2	2
Culture et civilisation	2			2
Histoire		2	1	3
Sociologie			3	3
Psychologie		2	1	3
Mathématiques			1	1
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>22</b>
<b>Enseignement en lien avec un troisième domaine professionnel : pédagogie (seulement 1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> année)</b>				
Arts visuels et design	1	2		3
Musique	1	1		2
Culture et civilisation	2			2
Géographie		1		1
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>8</b>
<b>TOTAL des leçons</b>	<b>38.5</b>	<b>36</b>	<b>37</b>	<b>111.5</b>

## Annexe 5 (art. 7, al. 2)

### Domaines professionnels Arts & Design – Pédagogie

		1 <sup>ère</sup> année	2 <sup>e</sup> année	3 <sup>e</sup> année	Total
<b>Domaine d'études Langues</b>					
Français		4	4	4	12
Allemand		3	3	3	9
Anglais		2	3	2	7
<b>Total</b>		<b>9</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>28</b>
<b>Domaine d'études Mathématiques, sciences expérimentales, informatique</b>					
Mathématiques		4	3	2	9
Sciences expérimentales	Chimie	1	1	0.67	2.67
	Biologie	1	1	0.67	2.67
	Physique	1	1	0.67	2.67
<b>Total</b>		<b>7</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>17</b>
<b>Domaine d'études Sciences humaines et sociales</b>					
Culture et civilisation	Philosophie			2	2
	Histoire de l'art			1	1
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
<b>Disciplines artistiques</b>					
Projet artistique				2	2
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>Sport</b>					
Sport		2	2	3	7
<b>Total</b>		<b>2</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>7</b>
<b>Eléments de méthode</b>					
Orientation professionnelle et stage		1			1
Méthodes de travail		0.5			0.5
<b>Autres domaines d'enseignement</b>					
Créativité (1 semaine complète)					0
Semaine de sport (2 semaines complètes)					0
<b>Total</b>		<b>1.5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1.5</b>
<b>TOTAL domaine général</b>		<b>19.5</b>	<b>18</b>	<b>21</b>	<b>58.5</b>
<b>Enseignement en lien avec le domaine professionnel : Arts &amp; Design</b>					
Histoire de l'art		0	1	1	2
Ateliers artistiques		4	4	4	12
Cours de base		3	3	3	9
Semaines intensives (3 semaines complètes)					0
<b>Total</b>		<b>7</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>23</b>

<b>Enseignement en lien avec un deuxième domaine professionnel : travail social (seulement en 1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> année)</b>				
Actualité et société	2			<b>2</b>
Informatique et méthodes de recherche	2	2		<b>4</b>
Culture et civilisation	2			<b>2</b>
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>8</b>
<b>Enseignement en lien avec un troisième domaine professionnel : pédagogie (1<sup>ère</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> année)</b>				
Arts visuels et design	1	2		<b>3</b>
Musique	1	1		<b>2</b>
Théâtre	2			<b>2</b>
Culture et civilisation	2			<b>2</b>
Economie et droit			2	<b>2</b>
Psychologie		2	1	<b>3</b>
Histoire		2	1	<b>3</b>
Géographie		1	2	<b>3</b>
Mathématiques			1	<b>1</b>
Allemand			1	<b>1</b>
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>8</b>	<b>22</b>
<b>TOTAL des leçons</b>	<b>38.5</b>	<b>36</b>	<b>37</b>	<b>111.5</b>



## Annexe 6 (art. 7, al. 2)

### Domaines professionnels Musique – Pédagogie

		1 <sup>ère</sup> année	2 <sup>e</sup> année	3 <sup>e</sup> année	Total
<b>Domaine d'études Langues</b>					
Français		4	4	4	12
Allemand		3	3	3	9
Anglais		2	3	2	7
<b>Total</b>		<b>9</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>28</b>
<b>Domaine d'études Mathématiques, sciences expérimentales, informatique</b>					
Mathématiques		4	3	2	9
Sciences expérimentales	Chimie	1	1	0.67	2.67
	Biologie	1	1	0.67	2.67
	Physique	1	1	0.67	2.67
<b>Total</b>		<b>7</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>17</b>
<b>Domaine d'études Sciences humaines et sociales</b>					
Culture et civilisation	Philosophie			2	2
	Histoire de l'art			1	1
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
<b>Disciplines artistiques</b>					
Projet artistique				2	2
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>Sport</b>					
Sport					0
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Eléments de méthode</b>					
Orientation professionnelle et stage		1			1
Méthodes de travail		0.5			1.5
<b>Autres domaines d'enseignement</b>					
Créativité (1 semaine complète)					0
Semaine de sport (2 semaines complètes)					0
<b>Total</b>		<b>1.5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1.5</b>
<b>TOTAL domaine général</b>		<b>17.5</b>	<b>16</b>	<b>18</b>	<b>51.5</b>
<b>Enseignement en lien avec le domaine professionnel : Musique</b>					
Histoire de la musique		1	1	1	3
Solfège		2	2	2	6
Piano harmonique – Harmonie		0.5	1.5	2	4
Chorale		1	1	1	3
Atelier orchestre		2	2	2	6

Instrument principal				
Semaines intensives (3 semaines complètes)				
<b>Total</b>	<b>6.5</b>	<b>7.5</b>	<b>8</b>	<b>22</b>
<b>Enseignement en lien avec un deuxième domaine professionnel : travail social (seulement en 1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> année)</b>				
Actualité et sociétés	2			<b>2</b>
Informatique et méthodes de recherche	2	2		<b>4</b>
Culture et civilisation	2			<b>2</b>
<b>Total</b>	<b>6</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>8</b>
<b>Enseignement en lien avec un troisième domaine professionnel : pédagogie (1<sup>ère</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> années)</b>				
Arts visuels et design				<b>0</b>
Solfège	1	1	1	<b>3</b>
Théâtre	2			<b>2</b>
Culture et civilisation	2			<b>2</b>
Economie et droit			2	<b>2</b>
Psychologie		2	1	<b>3</b>
Histoire		2	1	<b>3</b>
Géographie		1	2	<b>3</b>
Mathématiques			1	<b>1</b>
Allemand			1	<b>1</b>
<b>Total</b>	<b>5</b>	<b>6</b>	<b>9</b>	<b>20</b>
<b>TOTAL des leçons</b>	<b>35</b>	<b>31.5</b>	<b>35</b>	<b>101.5</b>

## Annexe 7 (art. 7, al. 2)

### Domaines professionnels Musique – Travail social

		1 <sup>ère</sup> année	2 <sup>e</sup> année	3 <sup>e</sup> année	Total
<b>Domaine d'études Langues</b>					
Français		4	4	4	12
Allemand		3	3	3	9
Anglais		2	3	2	7
<b>Total</b>		<b>9</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>28</b>
<b>Domaine d'études Mathématiques, sciences expérimentales, informatique</b>					
Mathématiques		4	3	2	9
Sciences expérimentales	Chimie	1	1	0.67	2.67
	Biologie	1	1	0.67	2.67
	Physique	1	1	0.67	2.67
<b>Total</b>		<b>7</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>17</b>
<b>Domaine d'études Sciences humaines et sociales</b>					
Culture et civilisation	Philosophie			2	2
	Histoire de l'art			1	1
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
<b>Disciplines artistiques</b>					
Projet artistique				2	2
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>2</b>	<b>2</b>
<b>Sport</b>					
Sport					0
<b>Total</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Eléments de méthode</b>					
Orientation professionnelle et stage		1			1
Méthodes de travail		0.5			0.5
<b>Autres domaines d'enseignement</b>					
Créativité (1 semaine complète)					0
Semaine de sport (2 semaines complètes)					0
<b>Total</b>		<b>1.5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1.5</b>
<b>TOTAL domaine général</b>		<b>17.5</b>	<b>16</b>	<b>18</b>	<b>51.5</b>
<b>Enseignement en lien avec le domaine professionnel : Musique</b>					
Histoire de la musique		1	1	1	3
Solfège		2	2	2	6
Piano harmonique – Harmonie		0.5	1.5	2	4
Chorale		1	1	1	3
Atelier orchestre		2	2	2	6

Instrument principal				
Semaines intensives (3 semaines complètes)				
<b>Total</b>	<b>6.5</b>	<b>7.5</b>	<b>8</b>	<b>22</b>
<b>Enseignement en lien avec un deuxième domaine professionnel : travail social (1<sup>ère</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> année)</b>				
Actualité et sociétés	2			2
Informatique et méthodes de recherche	2	2		4
Théâtre	2			2
Economie et droit			2	2
Culture et civilisation	2			2
Histoire		2	1	3
Sociologie			3	3
Psychologie		2	1	3
Mathématiques			1	1
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>22</b>
<b>Enseignement en lien avec un troisième domaine professionnel : pédagogie (seulement en 1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> année)</b>				
Arts visuels et design				0
Solfège	1	1	1	3
Culture et civilisation	2			2
Géographie		1		1
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>2</b>	<b>1</b>	<b>6</b>
<b>TOTAL des leçons</b>	<b>35</b>	<b>31.5</b>	<b>35</b>	<b>101.5</b>

## Annexe 8 (art. 7, al. 2)

### Domaines professionnels Musique & Théâtre – Travail social

	1 <sup>ère</sup> année	2 <sup>e</sup> année	3 <sup>e</sup> année	Total
<b>Domaine d'études Langues</b>				
Français	4	4	4	12
Allemand	3	3	3	9
Anglais	2	3	2	7
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>28</b>
<b>Domaine d'études Mathématiques, sciences expérimentales, informatique</b>				
Mathématiques	4	3	2	9
Sciences expérimentales	Chimie	1	0.67	2.67
	Biologie	1	0.67	2.67
	Physique	1	0.67	2.67
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>17</b>
<b>Domaine d'études Sciences humaines et sociales</b>				
Culture et civilisation	Philosophie		2	2
	Histoire de l'art		1	1
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
<b>Disciplines artistiques</b>				
				0
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Sport</b>				
Sport	2	2	2	6
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>6</b>
<b>Eléments de méthode</b>				
Orientation professionnelle et stage	1			1
Méthodes de travail	0.5			0.5
<b>Autres domaines d'enseignement</b>				
Créativité (1 semaine complète)				0
Semaine de sport (2 semaines complètes)				0
<b>Total</b>	<b>1.5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1.5</b>
<b>TOTAL domaine général</b>	<b>19.5</b>	<b>18</b>	<b>18</b>	<b>55.5</b>
<b>Enseignement en lien avec le domaine professionnel : Arts de la scène</b>				
Histoire des arts de la scène		1	1	2
Expression orale et corporelle		1	1	2
Instrument		0.5	0.5	1
Techniques théâtrales <u>ou</u> Techniques musicales		2	2	4

Atelier théâtre <b>ou</b> Atelier orchestre		2	2	4
Chorale		1	1	2
Théâtre	2			2
Musique	1	1		2
Sport (Mouvement – Danse)			1	1
Projet artistique			2	2
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>8.5</b>	<b>10.5</b>	<b>22</b>
<b>Enseignement en lien avec un deuxième domaine professionnel : travail social (1<sup>ère</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> année)</b>				
Actualité et sociétés	2			2
Informatique et méthodes de recherche	2	2		4
Economie et droit			2	2
Culture et civilisation	2			2
Histoire	1	2	1	4
Sociologie	2		3	5
Psychologie		2	1	3
Mathématiques			1	1
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>6</b>	<b>8</b>	<b>23</b>
<b>Enseignement en lien avec un troisième domaine professionnel : pédagogie (seulement en 1<sup>ère</sup> et 2<sup>e</sup> année)</b>				
Arts visuels et design	1	2		3
Culture et civilisation	2			2
Géographie		1		1
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>3</b>	<b>0</b>	<b>6</b>
<b>TOTAL des leçons</b>	<b>34.5</b>	<b>35.5</b>	<b>36.5</b>	<b>106.5</b>

## Annexe 9 (art. 7, al. 2)

### Domaines professionnels Musique & Théâtre – Pédagogie

	1 <sup>re</sup> année	2 <sup>e</sup> année	3 <sup>e</sup> année	Total
<b>Domaine d'études Langues</b>				
Français	4	4	4	12
Allemand	3	3	3	9
Anglais	2	3	2	7
<b>Total</b>	<b>9</b>	<b>10</b>	<b>9</b>	<b>28</b>
<b>Domaine d'études Mathématiques, sciences expérimentales, informatique</b>				
Mathématiques	4	3	2	9
Sciences expérimentales	Chimie	1	0.67	2.67
	Biologie	1	0.67	2.67
	Physique	1	0.67	2.67
<b>Total</b>	<b>7</b>	<b>6</b>	<b>4</b>	<b>17</b>
<b>Domaine d'études Sciences humaines et sociales</b>				
Culture et civilisation	Philosophie		2	2
	Histoire de l'art		1	1
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>3</b>	<b>3</b>
<b>Disciplines artistiques</b>				
<b>Total</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>
<b>Sport</b>				
Sport	2	2	2	6
<b>Total</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>2</b>	<b>6</b>
<b>Autres domaines d'enseignement</b>				
Orientation professionnelle et stage	1			1
Méthodes de travail	0.5			0.5
<b>Autres domaines d'enseignement</b>				
Créativité (1 semaine complète)				0
Semaine de sport (2 semaines complètes)				0
<b>Total</b>	<b>1.5</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1.5</b>
<b>TOTAL domaine général</b>	<b>19.5</b>	<b>18</b>	<b>18</b>	<b>55.5</b>
<b>Enseignement en lien avec le domaine professionnel : Arts de la scène</b>				
Histoire des arts de la scène		1	1	2
Expression orale et corporelle		1	1	2
Instrument		0.5	0.5	1
Techniques théâtrales <u>ou</u> Techniques musicales		2	2	4

Atelier théâtre <b><u>ou</u></b> Atelier orchestre		2	2	4
Chorale		1	1	2
Théâtre	2			2
Musique	1	1		2
Sport (Mouvement – Danse)			1	1
Projet artistique			2	2
<b>Total</b>	<b>3</b>	<b>8.5</b>	<b>10.5</b>	<b>22</b>
<b>Enseignement en lien avec un deuxième domaine professionnel : travail social (seulement en 1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> année)</b>				
Actualité et sociétés	2			2
Informatique et méthodes de recherche	2	2		4
Culture et civilisation	2			2
Sociologie	2			2
<b>Total</b>	<b>8</b>	<b>2</b>	<b>0</b>	<b>10</b>
<b>Enseignement en lien avec un troisième domaine professionnel : pédagogie (1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> année)</b>				
Arts visuels et design	1	2		3
Culture et civilisation	2			2
Economie et droit			2	2
Psychologie		2	1	3
Histoire	1	2	1	4
Géographie		1	2	3
Mathématiques			1	1
Allemand			1	1
<b>Total</b>	<b>4</b>	<b>7</b>	<b>8</b>	<b>19</b>
<b>TOTAL des leçons</b>	<b>34.5</b>	<b>35.5</b>	<b>36.5</b>	<b>106.5</b>



## Annexe 10 (art. 15)

1 <sup>ère</sup> année	Santé	Travail social Pédagogie	Arts & Design	Musique
<b>Disciplines obligatoires</b>				
Français	x	x	x	x
Allemand	x	x	x	x
Anglais	x	x	x	x
Mathématiques	x	x	x	x
Sciences expérimentales*	x	x	x	x
Actualité et sociétés	x	x	x	x
Culture et civilisation	x	x	x	x
Informatique et méthodes de recherche	x	x	x	x
Théâtre (SAE1)	x	x	x	x
Sport (SAE 2)	x	x	x	x
<b>Domaine santé</b>				
Biologie - Chimie *	x			
<b>Domaines Travail social - Pédagogie</b>				
Sociologie - Histoire*		x		
<b>Domaine Arts &amp; Design</b>				
Cours de base			x	
Ateliers artistiques			x	
<b>Domaine musique</b>				
Instrument principal				x
Piano harmonique				x

\*coefficient double

SAE 1 : orientation arts et sport : discipline sportive ou artistique 1 / orientation musique : solfège

SAE 2 : orientation arts et sport : discipline sportive ou artistique 2

orientation musique : Histoire de la musique – Atelier orchestre – Chorale

2 <sup>e</sup> année	Santé	Travail social Pédagogie	Arts & Design	Musique	Musique & Théâtre
<b>Disciplines obligatoires</b>					
Français	x	x	x	x	x
Allemand	x	x	x	x	x
Anglais	x	x	x	x	x
Mathématiques	x	x	x	x	x
Sciences expérimentales	x	x	x	x	x
Histoire	x	x	x	x	x
Informatique	x	x	x	x	x
Psychologie	x	x	x	x	x
Arts visuels & design (ou SAE 1)	x	x	x	x	x
Musique (ou SAE 2)	x	x	x	x	x
Sport	x	x	x		x
<b>Domaine santé</b>					
Biologie	x				
Chimie - Physique - Mathématiques	x				
<b>Domaines Travail social - Pédagogie</b>					
Sociologie - Histoire		x			
Choix 1 Psychologie / Choix 2 Sport		x			
<b>Domaine Arts &amp; Design</b>					
Cours de base			x		
Ateliers artistiques			x		
<b>Domaine musique</b>					
Instrument principal				x	
Piano harmonique - harmonie				x	
<b>Domaine Musique &amp; Théâtre</b>					
Histoire des arts de la scène et Atelier théâtre ou orchestre					x
Techniques théâtrales ou techniques musicales					x

SAE 1 : orientation arts et sport : discipline sportive ou artistique 1 / orientation musique : solfège

SAE 2 : orientation arts et sport : discipline sportive ou artistique 2

orientation musique : Histoire de la musique – Atelier orchestre – Chorale

3 <sup>e</sup> année	Santé		Travail social Pédagogie	Arts & Design		Musique		Musique & Théâtre	
	Travail social	Pédagogie		Travail social	Pédagogie	Travail social	Pédagogie	Travail social	Pédagogie
<b>Disciplines obligatoires</b>									
Français	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Allemand	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Anglais	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Mathématiques	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Sciences expérimentales	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Culture et Civilisation	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Projet artistique (ou SAE 1)	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Sport (ou SAE 2)	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Travail personnel	x	x	x	x	x	x	x	x	x
<b>Domaine santé</b>									
Biologie	x	x							
Chimie	x	x							
Physique - Mathématiques	x	x							

SAE 1 : orientation arts et sports : discipline sportive ou artistique 1

SAE 2 : orientation arts et sports : discipline sportive ou artistique 1  
orientation musique : solfège

3 <sup>e</sup> année	Santé		Travail social Pédagogie	Arts & Design		Musique		Musique & Théâtre	
	Travail social	Pédagogie		Travail social	Pédagogie	Travail social	Pédagogie	Travail social	Pédagogie
<b>Domaines Travail social - Pédagogie</b>									
Sociologie	x		x	x		x		x	
Géographie		x	x		x		x		x
Economie – Droit	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Histoire – Psychologie	x	x		x	x	x	x	x	x
Psychologie			x						
Activités créatrices / Histoire - Sociologie			x						
<b>Domaine Arts &amp; Design</b>									
Cours de base				x	x				
Histoire de l'art				x	x				
Ateliers				x	x				
<b>Domaine musique</b>									
Instrument principal						x	x		
Harmonie – Piano harmonique						x	x		
Histoire de la musique – atelier orchestre - chorale						x	x		
<b>Domaine Musique &amp; Théâtre</b>									
Histoire des arts de la scène								x	x
Techniques théâtrales ou Techniques musicales								x	x
Atelier théâtre / Atelier musique								x	x

- 1) [RSJU 412.11](#)
- 2) [RSJU 412.515](#)
- 3) [RSJU 412.71](#)
- 4) [RSJU 412.214](#)
- 5) [RSJU 175.1](#)

## **Ordonnance concernant la délivrance du certificat d'école de culture générale et du certificat de maturité spécialisée**

du 20 juin 2023

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 36, alinéa 1, et 127 de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue<sup>1)</sup>,

vu le règlement du 25 octobre 2018 de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique concernant la reconnaissance des certificats délivrés par les écoles de culture générale,

*arrête :*

### **SECTION 1 : Dispositions générales**

Champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance définit les conditions auxquelles peuvent être délivrés le certificat d'école de culture générale (ci-après : "le certificat ECG") et le certificat de maturité spécialisée.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### **SECTION 2 : Certificat d'école de culture générale**

Délivrance

**Art. 3** Le certificat ECG est délivré par le Département auquel est rattaché le Service de la formation postobligatoire (dénommé ci-après : "Département") sur proposition du directeur.

Contenu

**Art. 4** <sup>1</sup> Le certificat ECG mentionne les deux domaines professionnels ainsi que les disciplines suivis, le sujet du travail personnel et les résultats obtenus dans les disciplines déterminantes.

<sup>2</sup> Il porte la mention suivante : "Ce certificat est conforme au règlement du 25 octobre 2018 de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique concernant la reconnaissance des certificats délivrés par les écoles de culture générale".

<sup>3</sup> Il indique la période durant laquelle le titulaire a fréquenté l'Ecole de culture générale de Delémont (ci-après : "Ecole") en qualité d'élève régulier avec les dates précises d'entrée et de sortie.

<sup>4</sup> Il mentionne l'accomplissement d'au moins quatre semaines de stages pratiques ou de semaines intensives effectuées sous la responsabilité de l'Ecole.

<sup>5</sup> Il est signé du ministre du Département et du directeur de l'Ecole.

Attestation

**Art. 5** Les élèves qui ont accompli le cycle d'études de trois ans de l'Ecole sans obtenir le certificat ECG reçoivent une attestation délivrée par l'Ecole mentionnant les cours suivis, les résultats obtenus ainsi que les stages pratiques et les semaines intensives accomplis.

Base pour la  
délivrance du  
certificat

**Art. 6** Entrent en ligne de compte pour la délivrance du certificat ECG les résultats obtenus par les candidats aux examens finaux et les résultats dits d'école, soit ceux acquis à l'issue de la dernière année d'enseignement dans chaque discipline déterminante, ainsi que celui du travail personnel.

Evaluation

**Art. 7** <sup>1</sup> L'évaluation des résultats d'école, des examens et du certificat ECG s'exprime pour chaque discipline déterminante au moyen de notes allant de 1 à 6 pouvant être nuancées à l'aide de demi-points. La note 1 est la note la plus basse et la note 6 correspond à l'évaluation la plus haute. Les notes inférieures à 4 sanctionnent des résultats insuffisants.

<sup>2</sup> Lorsqu'une discipline comporte plusieurs examens, l'évaluation au titre de l'examen porte sur une seule appréciation, résultant de la synthèse des résultats obtenus.

### SECTION 3 : Examens du certificat d'école de culture générale

Admission aux examens	<b>Art. 8</b> Sont admis aux examens et inscrits d'office les candidats qui ont été élèves réguliers de l'Ecole au moins lors des deux dernières années du cycle d'études de trois ans, pour lesquels les stages pratiques ou les semaines intensives prescrits ont été dûment validés et dont le travail personnel a été rendu dans les délais.
Date des examens	<p><b>Art. 9</b> <sup>1</sup> Les examens ont lieu au terme de la période normale des études.</p> <p><sup>2</sup> Les dates des examens sont fixées par le directeur de l'Ecole en accord avec le Service de la formation postobligatoire.</p>
Organisation des examens	<b>Art. 10</b> Le directeur et la conférence des maîtres de l'Ecole organisent les examens et élaborent le programme des examens qui est communiqué aux candidats au moins dix jours avant le début des épreuves.
Collège d'experts	<b>Art. 11</b> <sup>1</sup> Le directeur de l'Ecole désigne un collège d'experts des examens de certificat ECG choisis au sein des écoles ou institutions auxquelles l'Ecole est réputée préparer, des écoles du degré secondaire II ou d'autres institutions, dans la mesure où l'expert dispose des titres scientifiques et, en principe, pédagogiques requis.
a) Désignation	
b) Indemnisation	<sup>2</sup> Les experts sont indemnisés conformément à l'ordonnance du 30 octobre 2001 concernant les personnes associées aux examens des écoles moyennes <sup>2)</sup> .
c) Tâches	<sup>3</sup> Les experts attestent le niveau de formation acquis par les candidats, contrôlent le déroulement régulier des examens, participent à l'organisation et à l'évaluation des examens écrits et oraux.
Etendue des examens	<p><b>Art. 12</b> <sup>1</sup> Les examens doivent établir si le candidat a assimilé et maîtrisé les matières qui lui ont été enseignées.</p> <p><sup>2</sup> La matière des examens est déterminée selon les plans d'études de l'Ecole et les directives de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique. Les examens portent principalement sur le programme des deux dernières années du cycle d'études.</p>
Disciplines d'examen	<b>Art. 13</b> <sup>1</sup> Les candidats sont astreints à un examen dans six disciplines.

<sup>2</sup> Les examens sont organisés de la manière suivante :

**a) Pour les disciplines ressortissant à la formation générale :**

*De manière obligatoire :*

Français	Examen écrit et oral
Allemand	Examen écrit et oral
Mathématique	Examen écrit

*A choix :*

Une autre discipline d'examen avec, selon décision de l'Ecole, une épreuve écrite, orale ou pratique parmi les disciplines suivantes : sciences expérimentales, anglais, projet artistique et sport. Cette discipline ne peut être choisie dans les domaines professionnels suivis.

**b) Pour les domaines professionnels suivis :**

Domaines professionnels Selon les 9 profils	Disciplines	Forme
1. Santé Travail social	Biologie Sociologie	Ecrite, pratique ou orale selon décision de l'Ecole
2. Santé Pédagogie	Biologie Géographie	
3. Travail social Pédagogie	Sociologie Géographie	
4. Arts & Design Travail social	Cours de base Sociologie	
5. Arts & Design Pédagogie	Cours de base Géographie	
6. Musique Travail social	Instrument principal Sociologie	
7. Musique Pédagogie	Instrument principal Géographie	
8. Musique & Théâtre Travail social	Techniques musicales ou théâtrales Sociologie	
9. Musique & Théâtre Pédagogie	Techniques musicales ou théâtrales Géographie	



<sup>3</sup> Les élèves ressortissant à la structure "Sports-Arts-Etudes", à l'exception de l'orientation musique, passent, en lieu et place de la discipline à choix ressortissant à la formation générale, un examen obligatoire sous forme d'une prestation artistique ou sportive.

<sup>4</sup> Les élèves ressortissant à la structure "Sports-Arts-Etudes" en orientation musique passent, en lieu et place de la discipline à choix ressortissant à la formation générale, un examen écrit ou oral de solfège. De surcroît, l'examen du domaine porte sur l'instrument principal. Ces élèves se voient délivrer le titre de certificat ECG dans le domaine professionnel "Musique".

Disciplines  
d'examen à  
choix

**Art. 14** <sup>1</sup> Seule peut être choisie comme discipline d'examen une discipline étudiée en principe durant les deux dernières années du cycle d'études.

<sup>2</sup> Avant le 31 mars de la dernière année du cycle d'études, les candidats annoncent, parmi les disciplines à choix, celles sur lesquelles ils entendent être examinés.

Déroulement des  
examens  
a) Examineur

**Art. 15** <sup>1</sup> L'examineur est en principe le maître qui a enseigné la discipline concernée au candidat durant la dernière année du cycle d'études.

<sup>2</sup> L'examineur collabore avec l'expert désigné pour la discipline.

<sup>3</sup> En cas de litige entre un examineur et un expert, le directeur de l'Ecole recourt à un expert neutre qui tranche.

b) Examens  
écrits

**Art. 16** <sup>1</sup> Les sujets des examens écrits sont choisis par l'examineur et soumis à l'expert.

<sup>2</sup> La durée des examens écrits est en principe de quatre heures pour le français, de trois heures pour les mathématiques et de deux heures pour les autres disciplines.

<sup>3</sup> Les épreuves des examens écrits sont corrigées par l'examineur et soumis à l'expert.

c) Examens  
oraux et  
pratiques

**Art. 17** <sup>1</sup> Les examens oraux et pratiques sont menés par l'examineur en présence de l'expert qui dresse un procès-verbal succinct de l'examen et participe à l'évaluation des prestations du candidat.

<sup>2</sup> La durée des examens oraux varie, sur décision de l'Ecole, entre quinze et trente minutes selon la discipline concernée. Le temps de préparation à l'examen n'est pas inclus dans cette durée.

<sup>3</sup> Les examens pratiques, en particulier ceux liés aux disciplines artistiques, aux activités créatrices et au sport peuvent s'étendre sur une durée maximale de quatre heures.

<sup>4</sup> Dans le domaine professionnel "Arts & Design", l'examen pratique peut s'étendre sur une durée maximale de sept heures.

d) Fraude

**Art. 18** <sup>1</sup> Toute fraude ou tentative de fraude entraîne l'exclusion immédiate du candidat qui est réputé avoir échoué aux examens.

<sup>2</sup> L'examineur ou l'expert témoin de la fraude en avertit sans délai le directeur. Celui-ci informe le candidat de son exclusion.

e) Évaluation

**Art. 19** <sup>1</sup> Les prestations d'un candidat dans une discipline d'examen sont évaluées par une seule appréciation d'ensemble.

<sup>2</sup> Cette appréciation est fixée en commun par l'examineur et l'expert.

#### SECTION 4 : Disciplines du certificat d'école de culture générale

Disciplines  
déterminantes

**Art. 20** <sup>1</sup> Dans l'organisation générale de l'Ecole, les disciplines déterminantes pour l'obtention du certificat ECG sont :

a) Pour tous les élèves, neuf disciplines obligatoires :

Domaines d'études	Disciplines
Sciences humaines et sociales	Culture et civilisation
Langues et communication	Français Allemand Anglais
Sciences expérimentales, mathématique et informatique	Sciences expérimentales (biologie, chimie, physique) Mathématiques
Disciplines artistiques	Projet artistique
Sport	Sport
Éléments de méthode	Travail personnel

b) les disciplines des domaines professionnels étudiés selon le profil choisi :

Domaines professionnels Profils avec renforcement	Disciplines déterminantes
1. Santé Travail social	Biologie; Chimie; Physique-mathématiques Sociologie; Economie-droit; Histoire- psychologie
2. Santé Pédagogie	Biologie; Chimie; Physique-mathématiques Géographie; Economie-droit; Histoire- psychologie
3. Arts & Design Travail social	Cours de base; Histoire de l'art; Ateliers artistiques Sociologie; Economie-droit; Histoire- psychologie
4. Arts & Design Pédagogie	Cours de base; Histoire de l'art; Ateliers artistiques Géographie; Economie droit; Histoire- psychologie
5. Musique Travail social	Instrument principal, Harmonie-Piano harmonique, Histoire de la musique-Atelier orchestre-Chorale Sociologie; Economie-droit; Histoire- psychologie
6. Musique Pédagogie	Instrument principal; Harmonie-piano harmonique; Histoire de la musique-atelier orchestre-chorale Géographie; Economie-droit; Histoire- psychologie
7. Musique & Théâtre Travail social	Histoire des arts de la scène; Techniques théâtrales ou Techniques musicales; Atelier théâtre ou Atelier orchestre Sociologie; Economie-droit; Histoire- psychologie
8. Musique & Théâtre Pédagogie	Histoire des arts de la scène; Techniques théâtrales ou Techniques musicales; Atelier théâtre ou Atelier orchestre Géographie; Economie-droit; Histoire- psychologie

9. Travail social – Pédagogie	
Choix 1	Sociologie; Géographie; Psychologie; Droit; Activités créatrices
Choix 2	Sociologie; Géographie; Psychologie; Droit; Sociologie-histoire

<sup>2</sup> Pour les élèves ressortissant à la structure "Sports-Arts-Etudes", à l'exception de l'orientation musicale, deux disciplines en lien avec le sport ou l'art pratiqué remplacent les deux disciplines obligatoires sport et disciplines artistiques.

<sup>3</sup> Pour les élèves ressortissants à la structure "Sports-Arts-Etudes" en orientation musicale, le solfège remplace la discipline obligatoire sport. Ces élèves se voient délivrer le titre de certificat ECG dans le domaine professionnel "Musique".

Travail personnel **Art. 21** <sup>1</sup> Le travail personnel est un travail individuel. Des exceptions peuvent être acceptées par le directeur de l'Ecole.

<sup>2</sup> Le travail personnel porte sur un travail d'enquête, un travail artistique ou un travail interdisciplinaire ressortissant au domaine général ou à un des deux domaines professionnels envisagés.

<sup>3</sup> Le sujet du travail personnel est choisi par l'élève avec l'accord de l'Ecole qui est donné au plus tard le 31 mars de la deuxième année du cycle.

<sup>4</sup> Le travail personnel portant sur un travail d'enquête ou sur un travail interdisciplinaire comporte la réalisation d'un document écrit sur le sujet retenu ainsi qu'une présentation orale d'une durée de trente minutes.

<sup>5</sup> Le travail personnel artistique comporte une réalisation artistique, un document écrit décrivant l'œuvre et le processus ayant mené à sa réalisation ainsi qu'une présentation orale d'une durée de trente minutes.

<sup>6</sup> Le travail doit être remis dans le courant de la troisième année, mais au plus tard jusqu'au mercredi précédant les vacances de Noël. Dans le cas d'un travail artistique, l'œuvre doit être remise au plus tard le quinze novembre.

<sup>7</sup> Un travail personnel non rendu dans les délais ne permet pas à l'élève de se présenter à la session d'examens de l'année en cours.

Détermination  
des  
appréciations  
du certificat ECG

**Art. 22** Pour chaque discipline déterminante, l'appréciation finale figurant au certificat ECG est déterminée comme suit :

a) discipline déterminante soumise à un examen :

l'appréciation finale résulte de la moyenne de l'appréciation de l'examen et de l'appréciation de la dernière année d'enseignement, qui peut être nuancée à l'aide de demi-points; en cas d'indétermination, la note est arrondie au demi-point vers le haut;

b) discipline déterminante non soumise à un examen :

l'appréciation finale est l'appréciation de la dernière année d'enseignement;

c) travail personnel :

l'appréciation finale résulte du jugement d'ensemble porté sur le travail écrit, la présentation orale, ainsi que sur la réalisation artistique dans le cas d'un travail personnel artistique.

Critères de  
réussite

**Art. 23** Le certificat ECG est délivré si, simultanément :

- a) la moyenne de toutes les appréciations est égale ou supérieure à 4;
- b) trois notes au plus sont insuffisantes;
- c) la somme des écarts vers le bas par rapport à la note 4 n'est pas supérieure à deux points.

Séance finale

**Art. 24** <sup>1</sup> A la suite des examens a lieu une séance qui réunit les examinateurs sous la présidence du directeur.

<sup>2</sup> Les résultats obtenus au certificat ECG sont arrêtés dès qu'il est constaté au cours de cette séance qu'ils ont été obtenus conformément aux prescriptions de la présente ordonnance. L'article 32 demeure réservé.

Répétition

**Art. 25** <sup>1</sup> Le candidat qui a échoué selon l'article 23 doit répéter l'enseignement de toute la dernière année du cycle d'études pour pouvoir se présenter à nouveau aux examens de certificat ECG.

<sup>2</sup> Si le résultat du travail personnel de certificat ECG est égal ou supérieur à 4, le candidat choisit s'il présente un nouveau travail personnel ou si ce résultat lui est acquis lors de sa répétition.

<sup>3</sup> Une seconde répétition de la dernière année est exclue.

<sup>4</sup> Le Département règle les cas des candidats qui, pour des raisons de force majeure, n'ont pas pu se présenter à tout ou partie des examens.

## SECTION 5 : Maturité spécialisée

### Principe

**Art. 26** <sup>1</sup> Le Département délivre un certificat de maturité spécialisée reconnu par la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP).

<sup>2</sup> Le Département édicte les règles spécifiques pour les modalités qui ne sont pas régies par la présente ordonnance.

### Domaines, organisation et durée

**Art. 27** <sup>1</sup> Le certificat de maturité spécialisée est délivré dans les domaines professionnels suivants :

- a) Santé;
- b) Travail social;
- c) Arts & Design;
- d) Musique.

<sup>2</sup> Le Département peut confier, sous la forme d'un mandat de prestations, tout ou partie de l'organisation des prestations complémentaires à des hautes écoles spécialisées du domaine.

<sup>3</sup> Les certificats de maturité spécialisée "Pédagogie et Théâtre" sont réalisés sous l'égide d'écoles de culture générale partenaires.

### Titres pour l'admission

**Art. 28** <sup>1</sup> Les porteurs d'un certificat ECG, quels que soient les domaines professionnels choisis, sont admissibles à la formation menant au certificat de maturité spécialisée.

<sup>2</sup> Les porteurs d'un certificat ECG d'un domaine professionnel qui ne correspond pas au domaine visé du certificat de maturité spécialisée sont astreints à des compléments de formation dans les disciplines en relation avec le domaine professionnel visé.

<sup>3</sup> Le Département peut fixer des conditions supplémentaires d'admission, voire réguler l'accès à la maturité spécialisée.

Contenu de la formation

**Art. 29** La formation qui conduit au certificat de maturité spécialisée comprend :

- a) des prestations complémentaires, sous forme de cours et/ou de stages, dans le domaine professionnel choisi;
- b) un travail de maturité spécialisée dans le domaine professionnel choisi, préparé de façon personnelle;
- c) le cas échéant, les compléments de formation exigés des porteurs d'un certificat ECG d'un domaine qui ne correspond pas au domaine visé.

Stages pratiques

**Art. 30** <sup>1</sup> En principe, l'élève recherche lui-même les éventuelles places de stage exigées dans le cadre des prestations complémentaires.

<sup>2</sup> Une convention régit les relations entre l'institution, l'école et l'élève.

<sup>3</sup> Les objectifs de la formation sont fixés dans la convention et sont contrôlés notamment sur la base des rapports fournis par l'institution et l'élève.

Conditions d'obtention du titre

**Art. 31** Pour obtenir la maturité spécialisée, l'élève doit avoir :

- a) rempli les conditions fixées par le Département relatives aux prestations complémentaires dans le domaine professionnel choisi;
- b) obtenu au moins la note de 4 à l'évaluation du travail de maturité spécialisée;
- c) avoir rempli les conditions fixées par le Département relatives aux compléments de formation exigés des porteurs d'un certificat ECG d'un domaine professionnel qui ne correspond pas au domaine visé.

## **SECTION 6 : Voies de droit**

**Art. 32** Les décisions prises en vertu de la présente ordonnance sont susceptibles d'opposition et de recours conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>3)</sup>.

## **SECTION 7 : Dispositions transitoires et finales**

Abrogation du droit en vigueur

**Art. 33** L'ordonnance du 31 octobre 2006 concernant la délivrance du certificat de l'Ecole de culture générale de Delémont est abrogée.

Période  
transitoire

**Art. 34** Les dispositions de l'ordonnance du 31 octobre 2006 concernant la délivrance du certificat de l'Ecole de culture générale de Delémont demeurent applicables durant l'année scolaire 2023-2024 pour les élèves de deuxième et troisième années et durant l'année scolaire 2024-2025 pour les élèves de troisième année.

Entrée en  
vigueur

**Art. 35** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2023.

Delémont, le 20 juin 2023

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jacques Gerber  
Le chancelier : Jean-Baptiste Maître

- 1) [RSJU 412.11](#)
- 2) [RSJU 412.354](#)
- 3) [RSJU 175.1](#)



## **Règlement concernant l'organisation et la formation à l'Ecole supérieure d'informatique de gestion (ESIG)**

du 7 septembre 2020

*Le Département de la formation, de la culture et des sports,*

vu l'ordonnance du DEFR du 11 septembre 2017 concernant les conditions minimales de reconnaissance des filières de formation et des études postdiplômes des écoles supérieures (OCM ES)<sup>1</sup>,

vu l'article premier, alinéa 4, de l'arrêté du Parlement du 23 janvier 2002 portant création de l'Ecole supérieure jurassienne d'informatique de gestion<sup>2</sup>,

vu les articles 40, alinéa 2, et 90, alinéa 4, de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue<sup>3</sup>,

*arrête :*

### **SECTION 1 : Dispositions générales**

Buts

**Article premier** <sup>1</sup> L'Ecole supérieure d'informatique de gestion (dénommée ci-après : "l'Ecole") a pour but de dispenser l'enseignement théorique et pratique nécessaire à l'exercice des professions de l'informatique de gestion de niveau supérieur. Elle entretient des relations étroites avec l'environnement économique concerné.

<sup>2</sup> L'Ecole favorise la formation continue et le perfectionnement.

<sup>3</sup> Elle est habilitée à assumer des mandats dans le cadre des travaux pratiques.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans le présent règlement pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Organes

**Art. 3** Les organes de l'Ecole sont :

- a) la direction de la division commerciale;
- b) la conférence des maîtres;
- c) la délégation des classes;

- d) la commission d'experts;
- e) la commission de la division commerciale.

Réglementation  
interne

**Art. 4** <sup>1</sup> Les tâches des organes de l'Ecole sont précisées dans le règlement interne de l'Ecole validé par le Service de la formation postobligatoire.

<sup>2</sup> La direction de la division peut, dans le cadre fixé par le présent règlement, adopter des directives, validées par le Service de la formation postobligatoire, précisant le déroulement des différentes étapes de la formation et les modalités de celle-ci.

## SECTION 2 : Études

Formations

**Art. 5** <sup>1</sup> Pour les titulaires d'un des certificats ou du diplôme mentionnés à l'article 14, l'Ecole comprend une filière de formation à plein temps sur deux ans ou à plein temps sur quatre ans avec aménagement du temps de formation.<sup>5)</sup>

<sup>2</sup> Elle peut, avec l'accord du Département de la formation, de la culture et des sports, mettre en place en parallèle d'autres filières de formation prévues dans le plan d'étude cadre fédéral, ouvrir des cours à option et postgrades ou des formations en rapport avec les nouvelles technologies de l'information et de la communication.<sup>5)</sup>

<sup>3</sup> La formation est organisée en modules qui contiennent plusieurs branches.

<sup>4</sup> Les modules sont validés par l'octroi de crédits.

<sup>5</sup> La direction de la division est compétente pour définir les aménagements organisationnels et les équivalences liés aux filières de formation proposées.<sup>5)</sup>

Destinataires

**Art. 6** Les cours s'adressent aux personnes disposant d'une formation de base correspondant à la filière visée et mentionnée dans le plan d'étude cadre fédéral, désireuses d'acquérir des compétences en informatique de gestion en vue d'assumer des tâches à responsabilités dans l'économie et l'administration.

Étapes et plan  
de la formation

**Art. 7** <sup>1</sup> La formation d'informaticien de gestion diplômé ES comprend les étapes suivantes :

- a) les cours de modules théoriques;
- b)<sup>5)</sup> les modules de pratique;
- c) le stage en entreprise;
- d) le travail de diplôme.

<sup>2</sup> Le plan de formation, la grille horaire et l'organisation des stages en entreprise sont définis par la direction de la division sur la base du plan d'étude cadre fédéral.

<sup>3</sup> Les modules théoriques et pratiques sont regroupés par domaine de formation et par domaine de compétence.<sup>[6\)](#)</sup>

**Art. 8** <sup>1</sup> Les travaux personnels des étudiants, les travaux écrits et oraux des branches, les épreuves de modules ainsi que les moyennes sont évalués et exprimés au moyen de notes chiffrées s'échelonnant de 1 à 6, 6 étant la meilleure note et 1 la plus mauvaise.<sup>[5\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les notes sont arrondies au dixième et à une décimale.

<sup>3</sup> Toute absence injustifiée à une évaluation se voit attribuer la note 1.<sup>[6\)](#)</sup>

Validation des  
branches  
théoriques

**Art. 9**<sup>[5\)](#)</sup> Pour valider les branches théoriques, l'étudiant doit répondre aux exigences définies par le plan de formation dans la description de ces branches.

Validation des  
branches  
pratiques

**Art. 10**<sup>[5\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les branches pratiques sont évaluées par une note.

<sup>2</sup> La branche pratique est validée si la note obtenue est égale ou supérieure à 4.

Épreuve de  
module

**Art. 11** <sup>1</sup> Une épreuve de module évalue l'ensemble des compétences d'un module.

<sup>2</sup> L'étudiant accède à l'épreuve de module lorsque :

- a)<sup>[5\)](#)</sup> la validation des branches du module est obtenue;
- b) le taux minimal requis de fréquentation d'un module est atteint; celui-ci ne peut pas être inférieur à 80 %.

<sup>3</sup> Dans les limites fixées aux lettres a et b, les modalités retenues pour l'évaluation des branches de module et le taux minimal de fréquentation sont définis dans les directives de l'Ecole.<sup>[5\)](#)</sup>

<sup>4</sup> La forme de l'évaluation des modules est définie dans les directives de l'Ecole.<sup>[6\)](#)</sup>

**Art. 12**<sup>[7\)](#)</sup>

Acquisition des  
crédits de  
module

**Art. 13<sup>5)</sup>** <sup>1</sup> Chaque module donne droit à l'acquisition d'un crédit.

<sup>2</sup> Un crédit est acquis si la note de module est égale ou supérieure à 4.

### SECTION 3 : Conditions d'admission

Admission  
définitive

**Art. 14<sup>5)</sup>** <sup>1</sup> Les titulaires d'un certificat fédéral de capacité d'informaticien, de médiaticien, d'employé de commerce ou d'un diplôme d'une école de commerce reconnue par la Confédération sont admis définitivement à l'Ecole, dans la limite des places disponibles, sous réserve de la réalisation des formalités prévues à l'alinéa 3.

<sup>2</sup> Les personnes pouvant attester d'une expérience professionnelle d'au moins deux ans en informatique de gestion et qui ne remplissent pas les critères de l'alinéa 1 peuvent être admises dans la limite des places disponibles, sous réserve de la réalisation des formalités prévues à l'alinéa 3.

<sup>3</sup> L'admission définitive est confirmée lorsque les formalités d'inscription suivantes sont réalisées :

- a) la finance d'inscription est payée;
- b) le délai d'inscription est respecté;
- c) un dossier de postulation détaillé est produit.

Admission  
provisoire

**Art. 15<sup>5)</sup>** <sup>1</sup> Les candidatures sur dossier peuvent aboutir à une admission provisoire à l'Ecole.

<sup>2</sup> L'admission provisoire n'intervient qu'après un entretien avec la direction de l'Ecole.

<sup>3</sup> Sont admis définitivement les étudiants qui, à l'issue du premier semestre, obtiennent aux modules probatoires :

- une moyenne générale d'au moins 4;
- aucune note inférieure à 3,7.

<sup>4</sup> Les modules probatoires sont définis dans les directives de l'Ecole.

<sup>5</sup> L'article 14, alinéa 3, est applicable pour le surplus.

### **Art. 16<sup>7)</sup>**

Cours de mise à  
niveau

**Art. 17** <sup>1</sup> Des cours de mise à niveau peuvent être proposés chaque année aux étudiants.

<sup>2</sup> L'organisation des cours de mise à niveau est décrite dans les directives de l'Ecole.

## SECTION 4 : Promotion

Promotion

**Art. 18<sup>5)</sup>** <sup>1</sup> A l'issue des modules des semestres de formation 1 et 2, l'accès aux modules des semestres 3 et 4 dépend des critères suivants :

- a) du nombre de crédits de module acquis pour un domaine de formation;
- b) du nombre maximum de moyennes annuelles inférieures à 3,7 par domaine de compétence;
- c) de la moyenne générale d'un domaine de formation.

<sup>2</sup> Les critères fixés à l'alinéa 1 sont précisés dans les directives de l'Ecole.

Répétition des épreuves de modules

**Art. 19<sup>5)</sup>** <sup>1</sup> Lorsqu'un nombre restreint de crédits de module n'est pas acquis, l'étudiant accède aux modules des semestres de formation 3 et 4, mais celui-ci doit se présenter à la session suivante des épreuves des modules échoués.

<sup>2</sup> Le nombre maximum de crédits non acquis permettant d'accéder aux modules des semestres de formation 3 et 4 est défini dans les directives de l'Ecole.

<sup>3</sup> La répétition des épreuves de module ne peut avoir lieu qu'une seule fois.

Répétition des modules entiers

**Art. 20<sup>5)</sup>** <sup>1</sup> Lorsque le nombre de crédits de module non acquis dépasse le maximum défini dans les directives de l'Ecole, l'étudiant n'accède pas aux modules des semestres de formation 3 et 4 et doit répéter en entier les modules échoués.

<sup>2</sup> La répétition d'un module entier ne peut avoir lieu qu'une seule fois.

Accès au stage et au travail de diplôme

**Art. 21<sup>5)</sup>** <sup>1</sup> A l'issue des modules des semestres de formation 3 et 4, l'accès au stage et au travail de diplôme est défini selon les mêmes critères que l'accès aux modules des semestres de formation 3 et 4.

<sup>2</sup> Les articles 18 à 20 s'appliquent par analogie.

Durée de validité des crédits

**Art. 22<sup>5)</sup>** La durée de validité des crédits de module est de deux ans à partir de la date de leur obtention.

Interruption des études

**Art. 22a**<sup>1</sup> Lorsque les étudiants doivent interrompre ou abandonner leur formation à la fin ou dans le courant d'une année scolaire, l'Ecole établit une attestation mentionnant les compétences acquises.

<sup>2</sup> La durée de l'interruption ne doit pas dépasser trois ans pour que les étudiants puissent réintégrer l'Ecole.

## SECTION 5 : Stage, travail de diplôme et obtention du diplôme

Obtention du diplôme

**Art. 23**<sup>1</sup> Les conditions pour l'obtention du diplôme sont :

- a) obtenir la validation du stage en entreprise;
- b) obtenir au minimum la note 4 au travail de diplôme.

<sup>2</sup> La vérification de ces conditions est effectuée au terme de la procédure de qualification.

Stage en entreprise

**Art. 24**<sup>1</sup> Le stage en entreprise, d'une durée minimale de neuf semaines, a pour but de mettre en pratique les connaissances et compétences acquises par l'étudiant.

<sup>2</sup> L'organisation et le suivi du stage sont du ressort de l'Ecole, qui collabore à cette fin avec un répondant désigné par l'entreprise.

<sup>3</sup> La validation du stage s'appuie sur le rapport de suivi de stage établi conjointement par les répondants de l'Ecole et de l'entreprise, sur le bilan de stage rédigé par l'étudiant, ainsi que sur la présentation de ce bilan par l'étudiant au cours de la soutenance du travail de diplôme.

<sup>4</sup> L'étudiant qui n'obtient pas la validation du stage doit refaire un stage dans les deux ans.

Travail de diplôme

**Art. 25**<sup>1</sup> Le travail de diplôme permet de contrôler si, dans un cadre défini et dans un laps de temps limité, l'étudiant est capable de mener à chef un projet ou une étude d'une manière claire, rationnelle et conforme aux besoins de la pratique.

<sup>2</sup> Il est en principe réalisé durant le stage en entreprise. Le sujet du travail doit être validé par l'Ecole après discussion avec l'entreprise. La réalisation d'un travail de diplôme qui n'est pas en relation directe avec l'entreprise peut être autorisée.

<sup>3</sup> Le travail de diplôme est examiné par deux experts, dont l'un externe à l'Ecole. Ceux-ci sont désignés par la direction de la division.

<sup>4</sup> La soutenance du travail de diplôme est organisée par l'Ecole. Elle est menée par les deux experts ayant examiné le travail de diplôme.

<sup>5</sup> La note finale du travail de diplôme est calculée sur la base de l'évaluation du dossier remis par l'étudiant et de l'évaluation de la soutenance orale du travail.

<sup>6</sup> Les modalités du travail de diplôme et le déroulement de la soutenance sont définies dans les directives de l'Ecole.

<sup>7</sup> A moins qu'elle ne soit dûment justifiée, en particulier par un certificat médical en cas de maladie ou d'accident, l'absence à la soutenance est assimilée à un échec.

Fraude

**Art. 26** Toute fraude ou tentative de fraude lors de la procédure de qualification entraîne l'exclusion immédiate du candidat. Ce dernier est réputé avoir échoué.

Échec au travail de diplôme

**Art. 27** <sup>1</sup> Si la note obtenue au travail de diplôme est inférieure à 4, les experts décident si le travail peut faire l'objet d'une remédiation ou si un nouveau travail doit être réalisé.

<sup>2</sup> Les modalités de remédiation ou de répétition sont définies dans les directives de l'Ecole.

<sup>3</sup> Le travail de diplôme ne peut être répété qu'une seule fois.

## **SECTION 6 : Voies de droit, dispositions transitoires et finales**

Voies de droit

**Art. 28** Les décisions prises en vertu du présent règlement sont sujettes à opposition et à recours conformément aux dispositions du Code de procédure administrative<sup>4)</sup>.

Abrogation

**Art. 29** Le règlement du 13 mars 2013 concernant l'organisation et la formation à l'Ecole supérieure jurassienne d'informatique de gestion (ESIG) est abrogé.

Entrée en  
vigueur

**Art. 30** Le présent règlement prend effet le 1<sup>er</sup> septembre 2020.

Delémont, le 7 septembre 2020

DEPARTEMENT DE LA FORMATION,  
DE LA CULTURE ET DES SPORTS

Le ministre : Martial Courtet

**Disposition finale et transitoire de la modification du 3 juillet 2023**

<sup>1</sup> La présente modification entre en vigueur le 1<sup>er</sup> août 2023.

<sup>2</sup> Elle s'applique pour la première fois aux étudiants qui ont commencé leur formation à plein temps avec aménagement du temps de formation au début de l'année scolaire 2022-2023 et aux étudiants qui débutent leur formation à la rentrée scolaire 2023.

1) [RS 412.101.61](#)

2) [RSJU 413.323](#)

3) [RSJU 412.11](#)

4) [RSJU 175.1](#)

5) Nouvelle teneur selon le ch. I du règlement du 3 juillet 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2023

6) Introduit par le ch. I du règlement du 3 juillet 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2023

7) Abrogé par le ch. I du règlement du 3 juillet 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> août 2023



**Arrêté****portant approbation de l'accord intercantonal sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires**

du 29 mars 2023

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 78, lettres b et c, et 84, lettre b, de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu l'article premier, alinéa 1, de la loi du 20 décembre 1978 sur l'approbation des traités, concordats et autres conventions<sup>2)</sup>,

vu l'article 117a, alinéa 3, de la loi du 1<sup>er</sup> octobre 2008 sur l'enseignement et la formation des niveaux secondaire II et tertiaire et sur la formation continue<sup>3)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** L'accord intercantonal sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires (accord intercantonal universitaire, AIU) du 27 juin 2019 est approuvé.

**Art. 2** L'arrêté du 9 septembre 1998 portant approbation de l'accord intercantonal universitaire est abrogé.

**Art. 3** Le présent arrêté est soumis au référendum facultatif.

**Art. 4** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>9)</sup> du présent arrêté.

Delémont, le 29 mars 2023

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Amélie Brahier  
Le secrétaire : Fabien Kohler

## Annexe

### Accord intercantonal sur les contributions aux coûts de formation des hautes écoles universitaires (accord intercantonal universitaire, AIU)

du 27 juin 2019

#### SECTION 1 : Dispositions générales

But

**Article premier** <sup>1</sup> L'accord règle l'accès intercantonal aux hautes écoles universitaires cantonales et aux institutions du domaine universitaire en respect du principe de l'égalité de traitement et fixe la compensation versée par les cantons aux cantons responsables.

<sup>2</sup> Il favorise ainsi l'équilibre des charges entre les cantons et la libre circulation estudiantine et s'inscrit dans la coordination de la politique des hautes écoles en Suisse.

Subsidiarité par rapport aux accords de coresponsabilité et de cofinancement

**Art. 2** Les accords intercantonaux qui règlent la coresponsabilité et le cofinancement d'une ou de plusieurs hautes écoles universitaires et d'institutions du domaine universitaire priment le présent accord, à condition qu'ils n'enfreignent pas les principes prévus à l'article 3.

Principes

**Art. 3** <sup>1</sup> Les cantons débiteurs versent aux cantons responsables des hautes écoles universitaires des contributions aux coûts de formation de leurs étudiantes et étudiants.

<sup>2</sup> Les cantons responsables des hautes écoles universitaires sont tenus de fournir pour leurs propres étudiantes et étudiants des prestations appréciables en argent au moins équivalentes à celles prévues par le présent accord.

<sup>3</sup> Ils accordent les mêmes droits aux étudiantes et étudiants de tous les cantons membres de l'accord.

## SECTION 2 : Droit aux contributions

Offres d'études  
donnant droit à  
des contributions

**Art. 4** <sup>1</sup> Donnent droit à des contributions les offres d'études proposées par les hautes écoles publiques cantonales qui sont au bénéfice d'une accréditation d'institution et par les institutions publiques cantonales du domaine universitaire qui sont accréditées.

<sup>2</sup> La Conférence des cantons membres de l'accord peut reconnaître le droit à des contributions pour les hautes écoles universitaires et les institutions du domaine universitaire qui sont en cours de procédure d'accréditation. Elle définit les critères déterminants dans des directives. L'article 26 demeure réservé.

<sup>3</sup> Les offres d'études débouchant sur un diplôme qui permet d'accéder à une profession réglementée donnent droit à des contributions si elles respectent les conditions de reconnaissance supplémentaires formulées dans le droit applicable.

<sup>4</sup> Sont considérées comme offres d'études au sens des alinéas 1 à 3 :

- a) les études de niveau bachelor ou master;
- b) les études de niveau doctorat, en tenant compte de l'article 11;
- c) d'autres offres d'études désignées par la Conférence des cantons membres de l'accord.

<sup>5</sup> Les cours préparatoires et les offres de formation continue ne donnent pas droit à des contributions.

Offres  
d'institutions  
privées donnant  
droit à des  
contributions

**Art. 5** <sup>1</sup> Les offres d'études des hautes écoles qui sont au bénéfice d'une accréditation d'institution et celles des institutions du domaine universitaire privées accréditées peuvent se voir reconnaître le droit à des contributions par la Conférence des cantons membres de l'accord, à condition que le canton siège :

- a) participe au financement de la haute école privée;
- b) lui fournisse pour ses propres étudiantes et étudiants des prestations appréciables en argent au moins équivalentes à celles prévues par le présent accord;
- c) garantisse qu'elle accorde les mêmes droits aux étudiantes et étudiants de tous les cantons membres de l'accord; et
- d) soit représenté dans l'instance responsable de ladite haute école ou participe sous une autre forme à la conduite stratégique de celle-ci.

<sup>2</sup> L'article 4, alinéas 3 à 5, et l'article 6 s'appliquent également aux institutions privées.

Base de données des filières d'études donnant droit à des contributions

**Art. 6** <sup>1</sup> Les filières d'études donnant droit à des contributions sont recensées par domaines d'études dans une base de données.

<sup>2</sup> Si les caractéristiques du système de formation ne permettent pas de déterminer à quel domaine d'études appartient une offre ou en cas de controverse, la question est tranchée par la Commission AIU.

Etudiantes et étudiants

**Art. 7** <sup>1</sup> Sont réputées étudiantes et étudiants donnant lieu à des contributions au titre du présent accord les personnes qui sont immatriculées pour une offre d'études donnant droit à des contributions.

<sup>2</sup> Les étudiantes et étudiants ne capitalisant pas d'unités de cours ne donnent pas lieu à des contributions.

<sup>3</sup> Les effectifs estudiantins sont établis sur la base des statistiques de l'Office fédéral de la statistique (OFS).

### SECTION 3 : Calcul des contributions et obligation de paiement

Assiette des contributions

**Art. 8** <sup>1</sup> Les contributions intercantionales sont fixées pour chaque groupe de coûts sous la forme d'un montant forfaitaire annuel par étudiant ou étudiante.

<sup>2</sup> Elles sont facturées aux cantons débiteurs sur la base des effectifs estudiantins recensés aux semestres d'automne et de printemps. La Commission AIU décide des modalités de la facturation.

Bases servant à fixer le montant des contributions intercantionales

**Art. 9** <sup>1</sup> Le calcul des contributions intercantionales se base sur le coût standardisé de chaque domaine d'études. Ce coût s'obtient en prenant en compte :

- a) le solde du coût d'exploitation de l'enseignement après déduction des fonds de tiers alloués à l'enseignement, à 100 %; et
- b) le solde du coût d'exploitation de la recherche à la charge du canton responsable de la haute école universitaire après déduction des fonds de tiers alloués à la recherche, à 85 %.

Ce coût est déterminé sur la base de la statistique financière des hautes écoles de l'Office fédéral de la statistique (OFS). Le coût des infrastructures n'est pas crédité.

<sup>2</sup> Les domaines d'études et leur rattachement aux groupes de coûts sont définis dans l'annexe de l'accord.

<sup>3</sup> En cas de modifications importantes des bases de calcul définies à l'alinéa 1, la Conférence des cantons membres de l'accord est habilitée à changer le groupe de coûts auquel un domaine d'études est rattaché, à créer des groupes de coûts supplémentaires et/ou à subdiviser un groupe de coûts existant. Elle peut en outre plafonner le coût d'exploitation de la recherche pris en compte lorsque cela s'avère justifié.

Hauteur des  
contributions  
intercantonales

**Art. 10** <sup>1</sup> Pour chaque groupe de coûts est calculée la moyenne des coûts standardisés des domaines d'études. De ce coût moyen est déduit un montant correspondant à la moyenne des taxes de cours ainsi qu'aux contributions fédérales effectives ou forfaitaires. Les contributions correspondent à 85 % du montant ainsi obtenu.

<sup>2</sup> La hauteur des contributions intercantonales pour le groupe de coûts III ne dépasse pas le double de la moyenne des coûts de l'enseignement calculés conformément à l'article 9, alinéa 1, lettre a, pour les domaines d'études appartenant à ce groupe. La Conférence des cantons membres de l'accord est habilitée à augmenter la hauteur des contributions pour le groupe de coûts III au-delà du maximum fixé lorsque cela s'avère justifié. L'article 26, alinéa 3, demeure réservé.

<sup>3</sup> La Conférence des cantons membres de l'accord a compétence pour fixer la hauteur et la durée de validité des contributions.

Durée de  
l'obligation de  
payer les  
contributions

**Art. 11** <sup>1</sup> Les contributions intercantonales au sens du présent accord doivent être versées pour le premier et, le cas échéant, pour un second cursus. Ces cursus peuvent comprendre le cycle de bachelor, le cycle de master et éventuellement le cycle doctoral. Un second cursus ne peut être financé qu'après l'obtention d'un premier titre universitaire du niveau master.

<sup>2</sup> La durée de l'obligation de payer est limitée à 12 semestres pour le premier cursus et à 12 semestres supplémentaires pour le second cursus. Pour les cursus de médecine, l'obligation de payer est prolongée à 16 semestres.

<sup>3</sup> La Conférence des cantons membres de l'accord fixe la durée maximale donnant droit à des contributions pour les offres d'études visées par l'article 4, alinéa 4, lettre c.

Canton débiteur **Art. 12** <sup>1</sup> Est canton débiteur le canton membre de l'accord dans lequel l'étudiant ou l'étudiante avait son domicile légal (art. 23 ss CC<sup>4)</sup> au moment de l'obtention du certificat donnant accès aux études universitaires.

<sup>2</sup> En cas de second cursus, le canton débiteur est celui où se trouve le domicile légal de l'étudiant ou de l'étudiante au moment du début de ses secondes études (début du semestre).

Taxes de cours **Art. 13** Les cantons responsables des hautes écoles universitaires peuvent percevoir des taxes de cours individuelles appropriées. Si la somme desdites taxes et des contributions prévues à l'article 10 dépasse le coût standardisé ayant servi au calcul des contributions pour le groupe de coûts concerné selon l'annexe, le montant de celles-ci est réduit en conséquence.

#### SECTION 4 : Accès aux hautes écoles et égalité de traitement

Egalité de traitement lors de l'admission **Art. 14** Les candidates et candidats aux études ainsi que les étudiantes et étudiants de tous les cantons membres de l'accord bénéficient des mêmes droits d'accès que ceux du ou des canton(s) responsable(s) de la haute école universitaire, y compris en cas de limitations de l'accès aux études.

Traitement des étudiantes et étudiants des cantons non membres de l'accord **Art. 15** <sup>1</sup> Les étudiantes et étudiants provenant de cantons qui n'ont pas adhéré au présent accord ne peuvent se prévaloir des mêmes droits que les autres étudiantes et étudiants.

<sup>2</sup> Ils ne sont admis à une filière d'études donnant droit à des contributions selon le présent accord qu'une fois que les étudiantes et les étudiants des cantons membres de l'accord y ont obtenu une place d'études.

<sup>3</sup> Ils doivent s'acquitter, pour les cursus suivis, de contributions d'un montant correspondant au moins à celui des contributions prévues à l'article 10.

## SECTION 5 : Exécution

Conférence des  
cantons  
membres de  
l'accord

**Art. 16** <sup>1</sup> La Conférence des cantons membres de l'accord se compose des représentantes et représentants des gouvernements des cantons qui ont adhéré à l'accord, à raison d'un conseiller ou d'une conseillère d'Etat par canton.

<sup>2</sup> Ses tâches sont les suivantes :

- a) fixer la hauteur et la durée de validité des contributions intercantionales pour chaque groupe de coûts et définir le montant de la déduction correspondant aux contributions fédérales (art. 10);
- b) définir les domaines d'études et les rattacher à un groupe de coûts (art. 9, al. 2);
- c) changer le groupe de coûts auquel un domaine d'études est rattaché, créer des groupes de coûts supplémentaires et/ou subdiviser un groupe de coûts existant ainsi qu'adapter l'annexe de l'accord en conséquence (art. 9, al. 3);
- d) plafonner le coût d'exploitation de la recherche pris en compte lorsque cela s'avère justifié (art. 9, al. 3);
- e) augmenter la hauteur des contributions pour le groupe de coûts III au-delà du maximum fixé (art. 10, al. 2);
- f) désigner les autres offres d'études assimilées (art. 4, al. 4, lettre c) et fixer leur durée ordinaire (art. 11, al. 3);
- g) réduire le cas échéant les contributions (art. 13);
- h) reconnaître ou non le droit à des contributions pour les offres d'études des hautes écoles en cours de procédure d'accréditation (art. 4, al. 2), pour celles débouchant sur un diplôme qui permet d'accéder à une profession réglementée (art. 4, al. 3) ainsi que pour celles des hautes écoles privées (art. 5);
- i) approuver le budget et les comptes relatifs à l'exécution de l'accord (art. 19);
- j) élire les membres de la Commission AIU ainsi que son président ou sa présidente (art. 17); et
- k) fixer l'année comptable à partir de laquelle les contributions pour le groupe de coûts III sont calculées sur la base des coûts validés.

<sup>3</sup> Les décisions relevant de l'alinéa 2, lettres a à g, ainsi que k, requièrent la majorité des deux tiers des membres de la Conférence dont la moitié au moins des cantons universitaires au sens du concordat du 20 juin 2013 sur les hautes écoles<sup>5)</sup>. Les autres décisions se prennent à la majorité simple des membres présents.

Commission AIU

**Art. 17** <sup>1</sup> En vue de l'exécution du présent accord, la Conférence des cantons membres de l'accord institue une Commission AIU. Ses membres sont nommés pour une période de quatre ans.

<sup>2</sup> La Commission AIU se compose de huit conseillères et conseillers d'Etat issus de cantons membres de l'accord. Quatre représentent un canton responsable d'une haute école universitaire et quatre, un canton qui ne l'est pas.

<sup>3</sup> Le Secrétariat d'Etat à la formation, à la recherche et à l'innovation (SEFRI) et l'Office fédéral de la statistique (OFS) sont représentés à raison d'une personne chacun, qui prend part aux séances avec voix consultative.

<sup>4</sup> Les tâches de la Commission AIU sont notamment les suivantes :

- a) superviser l'exécution de l'accord, et en particulier le secrétariat;
- b) déterminer le groupe de coûts en cas de controverse conformément à l'article 6, alinéa 2;
- c) formuler des propositions à l'attention de la Conférence des cantons membres de l'accord pour les décisions relevant de l'article 16, alinéa 2, lettres a à g et k; et
- d) régler les modalités concernant la facturation, le paiement des contributions, les échéances, les jours de référence et la procédure concernant les éventuels intérêts moratoires.

Secrétariat

**Art. 18** <sup>1</sup> Le Secrétariat général de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique (CDIP) assume les fonctions de secrétariat de l'accord.

<sup>2</sup> Il procède à l'encaissement centralisé des contributions.

Frais liés à l'exécution de l'accord

**Art. 19** Les frais liés à l'exécution du présent accord sont à la charge des cantons qui en sont membres, au prorata de leurs effectifs étudiantins. Ils sont facturés annuellement.

Règlement des litiges

**Art. 20** <sup>1</sup> Le règlement des litiges qui pourraient survenir entre cantons membres de l'accord dans le cadre de l'application de celui-ci intervient selon la procédure définie dans l'accord-cadre du 24 juin 2005 pour la collaboration intercantonale assortie d'une compensation des charges (ACI)<sup>6</sup>.



<sup>2</sup> Les litiges ne pouvant être réglés par cette voie sont tranchés par voie d'action auprès du Tribunal fédéral en application de l'article 120, alinéa 1, lettre b, de la loi du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral (LTF)<sup>7</sup>.

## SECTION 6 : Dispositions finales

Adhésion

**Art. 21** <sup>1</sup> L'adhésion au présent accord se déclare auprès du Comité de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique.

<sup>2</sup> En même temps qu'ils déclarent leur adhésion au présent accord, les cantons se retirent de l'accord intercantonal universitaire du 20 février 1997.

Entrée en  
vigueur

**Art. 22** <sup>1</sup> Le Comité de la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique fait entrer le présent accord en vigueur dès que celui-ci a reçu l'adhésion de 18 cantons.

<sup>2</sup> L'entrée en vigueur de l'accord est communiquée à la Confédération.

Dénonciation

**Art. 23** L'accord peut être dénoncé au 31 décembre de chaque année, par déclaration écrite adressée à la Conférence des cantons membres de l'accord et moyennant un préavis de deux ans.

Persistence des  
obligations en  
cas de  
dénonciation de  
l'accord

**Art. 24** En cas de dénonciation du présent accord par un canton, ce dernier conserve les obligations qu'il a contractées dans le cadre de l'accord pour les étudiantes et les étudiants se trouvant en formation à la date de son retrait, et ce, jusqu'à la fin de leurs études.

Principauté du  
Liechtenstein

**Art. 25** La principauté du Liechtenstein peut adhérer au présent accord sur la base de sa propre législation. Elle a alors les mêmes droits et les mêmes obligations que les cantons membres de l'accord.

Dispositions  
transitoires

**Art. 26** <sup>1</sup> Le droit à des contributions fondé sur l'accord intercantonal universitaire du 20 février 1997 reste acquis jusqu'à l'octroi de l'accréditation d'institution (art. 4, al. 2, et art. 5, al. 1) conformément à la loi du 30 septembre 2011 sur l'encouragement et la coordination des hautes écoles (LEHE)<sup>8</sup> et/ou jusqu'au constat du respect des conditions de reconnaissance supplémentaires conformément à l'article 4, alinéa 3, et à l'article 5, alinéa 2, mais au plus durant les huit ans qui suivent l'entrée en vigueur de la LEHE<sup>8</sup>.

<sup>2</sup> L'indemnisation des cantons n'ayant pas ou pas encore adhéré au présent accord s'effectue sur la base de l'accord intercantonal universitaire du 20 février 1997, mais au plus durant les deux ans qui suivent l'entrée en vigueur du présent accord. Une fois ce délai échu, l'article 15 s'applique à tous les cantons non membres de l'accord.

<sup>3</sup> Tant que les coûts validés des études de médecine humaine, dentaire et vétérinaire ne seront pas disponibles, les contributions intercantionales pour le groupe de coûts III s'élèveront au double des contributions pour le groupe de coûts II. La Conférence des cantons membres de l'accord décide à partir de quelle année comptable les contributions pour le groupe de coûts III sont versées sur la base des coûts validés.

Calcul des  
contributions lors  
du passage de  
l'AIU 1997 à  
l'AIU 2019

**Art. 27** <sup>1</sup> Le calcul des contributions cantonales est aménagé comme suit pendant une période transitoire de trois ans après l'entrée en vigueur de l'AIU 2019 :

- a) multiplication de la différence entre les contributions selon l'AIU 2019 et selon l'AIU 1997 par le facteur 0,25 pour la première année de facturation, par le facteur 0,5 pour la deuxième année de facturation puis par le facteur 0,75 pour la troisième année de facturation et détermination du rectificatif correspondant pour chaque canton;
- b) calcul des contributions effectives par canton sur la base des contributions selon l'AIU 1997 et de l'ajout du rectificatif calculé selon la lettre a.

<sup>2</sup> Après cette phase de transition de trois ans, les contributions cantonales sont calculées uniquement sur la base de l'AIU 2019.

Suivent les signatures

## **Annexe à l'accord**

### **Définition des groupes de coûts et rattachement des domaines d'études selon l'article 9, alinéa 2, de l'accord**

Les groupes de coûts mentionnés à l'article 9, alinéa 2, sont définis de la manière suivante :

Groupe de coûts I : sciences humaines et sociales, économie et droit

Groupe de coûts II : sciences exactes, naturelles et techniques, pharmacie, première et deuxième années d'études de médecine humaine, dentaire et vétérinaire

Groupe de coûts III : médecine humaine, dentaire et vétérinaire à partir de la troisième année d'études

1) [RSJU 101](#)

2) [RSJU 111.1](#)

3) [RSJU 412.11](#)

4) [RS 210](#)

5) [RSJU 414.70](#)

6) [RSJU 659.1](#)

7) [RS 173.110](#)

8) [RS 414.20](#)

9) 1<sup>er</sup> janvier 2024



## TABLE DES MATIERES

<b>5</b>	<b>Défense nationale, police</b>
<b>51</b>	<b><i>Défense militaire</i></b>
511	<i>Administration</i>
511.411	Ordonnance du 11 juin 2002 concernant l'organisation du commandement d'arrondissement militaire
519	<i>Conventions intercantionales</i>
519.1	Arrêté du Parlement du 13 novembre 1980 concernant l'approbation de la convention entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura relative au Commissariat cantonal bernois des guerres et au Service jurassien des affaires militaires
<b>52</b>	<b><i>Protection civile</i></b>
521	<i>Organisation cantonale</i>
521.1	Loi du 13 décembre 2006 sur la protection de la population et la protection civile
521.11	Ordonnance du 1 <sup>er</sup> juillet 2014 sur la protection de la population et la protection civile (OPCi)
521.12	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'activité des médecins-conseils de la commission sanitaire cantonale de la protection civile
521.3	Ordonnance du 26 avril 1988 concernant la protection des biens culturels
529	<i>Conventions intercantionales</i>
529.1	Arrêté du Parlement du 13 novembre 1980 concernant l'approbation de la convention entre le Canton de Berne et la République et Canton du Jura relative à l'utilisation des centres d'instruction de la protection civile de Tramelan, Laufon et Lyss/Kappelen
<b>53</b>	<b><i>Approvisionnement économique du pays</i></b>
531.1	Ordonnance du 24 avril 2108 sur l'approvisionnement économique du pays

<b>55</b>	<b><i>Police</i></b>
<b>551</b>	<b><i>Police cantonale</i></b>
551.1	Loi du 28 janvier 2015 sur la police cantonale
551.11	Ordonnance du 24 juin 2015 sur l'organisation de la police cantonale
551.12	Ordonnance du 16 décembre 2016 sur la collaboration entre la police cantonale et les communes
551.21	Ordonnance du 3 juillet 2018 portant délégation de compétences au département auquel est rattachée la police cantonale pour accorder l'entraide concordataire et pour autoriser l'engagement de la police cantonale hors du canton
551.31	Ordonnance du 21 juin 2022 portant désignation de l'autorité compétente en matière de sûreté intérieure, de mesures visant à empêcher les activités terroristes et de renseignement
<b>555</b>	<b><i>Repos dominical et jours fériés</i></b>
555.1	Loi du 31 août 2022 sur les jours fériés officiels et le repos dominical
555.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'application du repos dominical
<b>556</b>	<b><i>Dispositions relatives aux funérailles</i></b>
556.1	Décret du 6 décembre 1978 concernant les inhumations
556.2	Décret du 6 décembre 1978 concernant la crémation
<b>557</b>	<b><i>Commerce des armes</i></b>
557.1	Décret du 21 juin 2000 portant exécution de la loi fédérale sur les armes
<b>559</b>	<b><i>Conventions intercantionales</i></b>
559.111	Arrêté du Parlement du 17 juin 2015 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat réglant la coopération en matière de police en Suisse romande
559.115	Arrêté du Parlement du 22 avril 1998 portant approbation du concordat sur les entreprises de sécurité et arrêté du Parlement du 19 mai 2004 portant ratification de la révision du concordat sur les entreprises de sécurité
559.115.1	Décret du 21 juin 2000 portant introduction du concordat sur les entreprises de sécurité
559.115.11	Ordonnance du 11 décembre 2018 concernant les centrales et les dispositifs d'alarme

- 559.170 Arrêté du Parlement du 18 mai 1993 portant approbation de la convention entre la République et Canton du Jura et la République et Canton de Genève relative au traitement électronique des données de police
- 559.2 Arrêté du Parlement du 16 juin 2010 portant adhésion de la République et canton du Jura au concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives
- 559.21 Ordonnance du 14 janvier 2014 portant exécution du concordat instituant des mesures contre la violence lors de manifestations sportives
- 559.354 Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la convention du 23 juin 1909 relative aux transports de police





# TABLE DES MATIERES

## **6 Finances, régales**

### **61 *Gestion financière***

- 611 Loi du 18 octobre 2000 sur les finances cantonales
- 611.2 Ordonnance du 29 novembre 2016 concernant la gestion centralisée du suivi des débiteurs et des actes de défaut de biens de l'Etat
- 611.12 Ordonnance du 23 novembre 2010 concernant la délégation de compétences financières
- 611.4 Ordonnance du 20 décembre 1988 réglant la gestion des sûretés, garanties et autres valeurs déposées ou consignées
- 612 Loi du 15 février 2023 portant création d'un fonds en vue du transfert de la commune de Moutier dans le canton du Jura

### **62 *Subventions***

- 621 Loi du 29 octobre 2008 sur les subventions

### **64 *Impôts et droits***

#### **641 *Impôts directs de l'Etat et des communes***

- 641.11 Loi d'impôt du 26 mai 1988
- 641.111.01 Arrêté du Gouvernement du 25 septembre 1990 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
- 641.111.02 Arrêté du Gouvernement du 29 octobre 1991 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
- 641.111.03 Arrêté du Gouvernement du 1er décembre 1992 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
- 641.111.04 Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1993 portant adaptation pour l'impôt sur la fortune des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
- 641.111.05 Arrêté du Parlement du 20 décembre 1996 portant non-adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix

641.111.06	Arrêté du Parlement du 15 novembre 2000 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.07	Arrêté du Parlement du 8 décembre 2004 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.08	Arrêté du Parlement du 19 décembre 2008 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix
641.111.09	Arrêté du Gouvernement du 2 février 2010 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2010
641.111.10	Arrêté du Gouvernement du 28 septembre 2010 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2011
641.111.11	Arrêté du Gouvernement du 25 octobre 2011 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2012
641.111.12	Arrêté du Gouvernement du 4 mars 2014 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2014
641.111.13	Arrêté du Gouvernement du 30 juin 2015 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2015
641.111.14	Arrêté du Gouvernement du 1 <sup>er</sup> décembre 2015 portant adaptation des déductions et des tarifs de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2016
641.111.15	Arrêté du Gouvernement du 14 mars 2017 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2017
641.111.16	Arrêté du Gouvernement du 20 février 2018 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2018
641.111.17	Arrêté du Gouvernement du 26 novembre 2019 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2019
641.111.18	Arrêté du Gouvernement du 2 juin 2020 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2020
641.111.19	Arrêté du Gouvernement du 2 mars 2021 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2021
641.111.20	Arrêté du Gouvernement du 22 mars 2022 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2022
641.111.21	Arrêté du Gouvernement du 7 février 2023 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2023

---

641.111.22	Arrêté du Gouvernement 19 mars 2024 portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour l'année fiscale 2024
641.261	Ordonnance du 16 mai 1989 relative aux exonérations de l'impôt
641.262	Ordonnance du 21 février 1989 relative au traitement fiscal de la prévoyance professionnelle
641.263	Ordonnance du 3 novembre 2009 concernant l'amnistie fiscale
641.311.1	Ordonnance du 19 décembre 2000 concernant le calcul dans le temps de l'impôt dû par les personnes physiques
641.312.21	Ordonnance du 15 décembre 2015 sur l'imposition d'après la dépense en matière d'impôt d'Etat
641.312.51	Ordonnance du 16 mai 1989 relative à la déduction des frais d'entretien d'immeubles
641.312.56	Ordonnance du 21 février 1989 relative à l'évaluation des frais professionnels liés à une activité lucrative dépendante
641.312.561	Directives du Gouvernement du 5 février 2002 concernant l'assujettissement des gains accessoires de caractère politique et autres
641.312.57	Directives du Gouvernement du 22 octobre 2002 relatives à l'étendue des amortissements autorisés
641.41	Décret du 22 décembre 1988 concernant le partage de l'impôt entre les communes jurassiennes
641.511	Décret du 22 décembre 1988 concernant la taxation en matière d'impôts directs de l'Etat et des communes
641.518	Ordonnance du 31 août 1982 concernant les moyens de preuve pour les impenses
641.541.1	Décret du 6 décembre 19787 concernant la répartition des valeurs officielles de forces hydrauliques entre les communes intéressées
641.543.1	Décret du 23 mars 1994 concernant la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques
641.543.100	Ordonnance du 12 octobre 1994 réglant les modalités de la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques
641.543.101	Arrêté du Gouvernement du 14 février 1996 fixant l'entrée en vigueur des nouvelles valeurs locatives des immeubles
641.543.102	Arrêté du Gouvernement du 23 octobre 2001 fixant l'entrée en vigueur des nouvelles valeurs locatives des immeubles agricoles
641.543.11	Arrêté du Parlement du 23 mars 1994 concernant le principe et les modalités de la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques
641.543.111	Arrêté du Parlement du 21 décembre 2001 concernant le principe et les modalités de la révision linéaire des valeurs officielles
641.543.12	Ordonnance du 7 juillet 1992 concernant la contribution de l'Etat aux frais de la révision générale des valeurs officielles d'immeubles et de forces hydrauliques, ainsi qu'aux frais relatifs aux rectifications et aux nouvelles estimations
641.611	Décret du 22 décembre 1988 concernant la Commission cantonale des recours en matière d'impôts
641.711	Ordonnance du 15 décembre 2009 sur l'imposition à la source

641.738	Décret du 22 décembre 1988 relatif à la perception des impôts par acomptes
641.741	Ordonnance du 29 octobre 2013 concernant la remise d'impôt
641.91	Loi du 28 janvier 1982 instituant un rabais fiscal pour la période 1981/ 1982
641.911	Ordonnance du 2 février 1982 portant exécution de la loi instituant un rabais fiscal pour la période 1981/1982

**642** *Taxe des successions et donations*

642.1	Loi du 13 décembre 2006 sur l'impôt de succession et de donation
642.11	Décret du 30 novembre 1994 relatif au paiement de l'impôt de succession et de donation au moyen de biens culturels

**643** *Taxes professionnelles*

643.1	Décret du 24 juin 1998 concernant les taxes perçues en matière de patentes d'auberge, de licences d'alcool et d'autorisations de spectacle
-------	--

**644** *Taxe sur les spectacles*

644.1	Décret du 22 décembre 1988 concernant la taxe communale sur les spectacles et les autres manifestations publiques
-------	---

**645** *Taxe des chiens*

645.1	Loi du 26 septembre 2001 sur la taxe des chiens
645.11	Ordonnance du 30 octobre 2001 concernant la taxe des chiens

**648** *Exécution des droits et impôts fédéraux*

648.11	Ordonnance d'exécution du 19 décembre 2000 concernant l'impôt fédéral direct
648.21	Ordonnance du 13 décembre 2016 relative au remboursement de l'impôt anticipé
648.61	Ordonnance du 20 septembre 2011 portant exécution de la loi fédérale du 12 juin 1959 sur la taxe d'exemption de l'obligation de servir

---

<b>649</b>	<b><i>Arrangements fiscaux et double imposition</i></b>
649.11	Arrêté du Parlement du 20 décembre 1979 approuvant l'adhésion définitive au concordat du 10 décembre 1948 entre les cantons de la Confédération suisse sur l'interdiction des arrangements fiscaux
649.551	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion à l'accord franco-suisse concernant le traitement fiscal des libéralités faites dans des buts désintéressés
649.721	Ordonnance du 13 décembre 2016 relative à l'imputation forfaitaire d'impôt
649.751	Arrêté du Parlement du 1 <sup>er</sup> décembre 1983 portant approbation de l'Accord conclu le 11 avril 1983 entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République française relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers et arrêté du Parlement du 19 juin 1986 portant approbation de la modification dudit Accord
649.751.1	Décret du 25 septembre 1986 concernant la répartition de la compensation financière perçue par la République et Canton du Jura en application de l'Accord entre la Suisse et la France relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers
649.751.2	Loi du 11 octobre 2023 relative à la compensation partielle à l'égard des communes des effets financiers du programme "Plan équilibre 22-26"
649.791	Ordonnance du 13 décembre 2016 relative au remboursement de la retenue supplémentaire d'impôt des Etats-Unis d'Amérique
 <b>65</b>	 <b><i>Péréquation financière</i></b>
651	Loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière
651.11	Ordonnance du 23 mai 2006 concernant la péréquation financière
651.111	Arrêté du Gouvernement du 7 novembre 2023 fixant les paramètres applicables en matière de péréquation financière pour l'année 2024
659.1	Arrêté du Parlement du 22 novembre 2006 portant adhésion à l'accord-cadre pour la collaboration intercantonale assortie d'une compensation des charges (ACI)
 <b>69</b>	 <b><i>Régales</i></b>
691.1	Loi du 6 décembre 1978 sur la régle des sels
691.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la régle des sels



## Loi d'impôt (LI)<sup>[93\)](#)</sup>

du 26 mai 1988

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 121 et 122 de la Constitution cantonale<sup>[1\)](#)</sup>,

*arrête :*

### PREMIERE PARTIE : Impôts d'Etat

#### TITRE PREMIER : Dispositions générales

Genres d'impôts

**Article premier** <sup>1</sup> L'Etat prélève les impôts directs suivants :

- a) un impôt sur le revenu et un impôt sur la fortune des personnes physiques;
- b) un impôt sur le bénéfice et un impôt sur le capital des personnes morales;
- c) un impôt sur les gains immobiliers.

<sup>2</sup> En lieu et place des impôts énumérés à l'alinéa 1, l'Etat prélève un impôt à la source auprès de certaines personnes physiques et morales selon les modalités fixées par la présente loi.<sup>[23\)](#)</sup>

Impôt simple et  
quotité

**Art. 2** <sup>1</sup> L'impôt d'Etat dû pour un an est obtenu, pour chaque genre d'impôt, par la multiplication de l'impôt simple par la quotité.

<sup>2</sup> L'impôt simple est déterminé par les taux unitaires fixés dans la loi.

<sup>3</sup> La quotité est arrêtée chaque année par le Parlement lors de l'établissement du budget; elle vaut pour tous les impôts.

Compensation  
des effets de la  
fluctuation de  
l'indice des prix  
a) Principe

**Art. 2a**<sup>[69\)85\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le Gouvernement adapte, par voie d'arrêté, pour chaque année fiscale, les déductions et les taux unitaires, selon l'indice suisse des prix à la consommation arrêté au 30 juin de l'année civile précédente.

<sup>2</sup> L'adaptation est exclue si le renchérissement est négatif.

<sup>3</sup> L'adaptation qui a lieu après un renchérissement négatif se fait sur la base des déductions et des taux relatifs à la dernière adaptation.

b) Impôt sur le revenu

**Art. 2b**<sup>[69](#)<sup>[76](#)</sup><sup>[85](#)</sup></sup> En ce qui concerne l'impôt sur le revenu, l'adaptation a lieu par augmentation en pour-cent des déductions en francs prévues aux articles 24, 31, lettre d, 32, alinéa 1, lettres g et h, et alinéa 2, et 34, ainsi que des tranches de revenu figurant aux articles 35 et 37, alinéa 2, et 123, alinéas 2 et 3, lettre c; les nouveaux montants sont arrondis à la dizaine de francs inférieure s'ils n'atteignent pas 1 000 francs et à la centaine de francs inférieure dans les autres cas. Les reliquats dont on n'a pas tenu compte sont pris en considération lors de l'adaptation suivante.

c) Impôt sur la fortune

**Art. 2c**<sup>[69](#)<sup>[85](#)</sup></sup> En ce qui concerne l'impôt sur la fortune, l'adaptation a lieu par augmentation en pour-cent des déductions en francs et de la limite prévues aux articles 47 et 48, alinéa 2, ainsi que des tranches de fortune figurant à l'article 48, alinéa 1. Les corrections inférieures à 1 000 francs sont reportées sur l'adaptation suivante.

d) Associations, fondations et placements collectifs de capitaux

**Art. 2d**<sup>[69](#)<sup>[85](#)</sup></sup> En ce qui concerne les déductions des articles 76, alinéa 3, et 81, l'adaptation a lieu par augmentation en pour-cent; les corrections inférieures à 1 000 francs sont reportées sur l'adaptation suivante.

Droit fiscal intercantonal et international

**Art. 3**<sup>1</sup> La souveraineté fiscale jurassienne est limitée par le droit fédéral et les conventions internationales en matière de double imposition.

<sup>2</sup> Le Gouvernement peut prescrire et régler l'imposition du revenu, de la fortune, du bénéfice et du capital dans les cas qui ne sont pas prévus par la présente loi, mais pour lesquels le droit international autorise une imposition dans le Canton.

Allégements

**Art. 4**<sup>[52](#)</sup> Lorsque le revenu, la fortune, le bénéfice ou le capital d'un contribuable sont également imposés à l'étranger, le Département des Finances peut accorder des allégements fiscaux si des intérêts importants de l'économie jurassienne le justifient.

Privilege fiscal

**Art. 5**<sup>1</sup> Le Gouvernement peut accorder un privilège fiscal à une entreprise<sup>[39](#)</sup> :

- a) lorsque la fondation ou l'établissement de cette entreprise sert les intérêts de l'économie jurassienne;
- b) lorsque le transfert de l'entreprise est souhaitable pour des raisons d'aménagement local ou régional;



- c) lorsque, dans l'intérêt de l'économie jurassienne, il s'agit de faciliter la transformation, la modification des structures, la fusion ou la scission d'entreprises;
- d)<sup>28)</sup> lorsque la modification importante de l'activité de l'entreprise peut être assimilée à une fondation nouvelle;
- e)<sup>73)</sup> lorsqu'elle bénéficie du statut "NEI".

<sup>2</sup> Le bénéficiaire s'engage, pendant toute la durée du privilège, à respecter la convention collective de la branche, à défaut les conditions de travail en usage dans la région, ainsi que la législation sur l'égalité entre femmes et hommes conformément aux dispositions légales.<sup>29)40)</sup>

<sup>3</sup> Le privilège consiste en une exonération partielle ou totale des impôts directs périodiques, pour dix ans au plus.

<sup>4</sup> Si les conditions auxquelles ce privilège est subordonné ne sont pas respectées, ce dernier est révocable avec effet rétroactif à la date de l'octroi.

<sup>5</sup> Sont nulles les conventions fiscales qui contredisent la présente loi.

Conventions  
fiscales

**Art. 6** <sup>1</sup> La convention entre un contribuable et un tiers au sujet de la prise en charge ou du paiement de l'impôt ne lie pas l'Etat.

<sup>2</sup> La convention passée par l'Etat avec un tiers à propos du paiement de l'impôt ou de la garantie du paiement est soumise au droit civil.

## TITRE DEUXIEME : Imposition des personnes physiques

### CHAPITRE PREMIER : Assujettissement

Assujettissement  
en raison d'un  
rattachement  
personnel

**Art. 7** <sup>1</sup> Les personnes physiques sont assujetties à l'impôt en raison d'un rattachement personnel lorsqu'elles ont leur domicile ou qu'elles séjournent dans le Canton.

<sup>2</sup> Toute personne a son domicile fiscal dans le Canton lorsqu'elle y réside avec l'intention de s'y établir durablement ou lorsqu'elle y possède un domicile légal spécial en vertu du droit fédéral.

<sup>3</sup> Toute personne accomplit un séjour fiscal dans le Canton lorsque, sans interruption notable :

- a) elle y réside durant 30 jours au moins et exerce une activité lucrative en Suisse;

- b) elle y réside durant 90 jours au moins sans exercer d'activité lucrative en Suisse.

<sup>4</sup> Les personnes physiques domiciliées dans un autre canton ou à l'étranger, qui ne séjournent dans le Canton que pour suivre les cours d'un établissement d'instruction ou se faire soigner dans un établissement, ne remplissent les conditions ni du domicile ni du séjour fiscal.

Assujettissement  
en raison d'un  
rattachement  
économique  
a) Entreprises,  
établissements  
stables,  
immeubles

**Art. 8** Les personnes physiques qui ne sont ni domiciliées ni en séjour dans le Canton y sont assujetties à l'impôt en raison d'un rattachement économique :

- a) lorsqu'elles sont propriétaires ou usufruitières d'une entreprise située dans le Canton ou y sont intéressées comme associées;
- b) lorsqu'elles exploitent un établissement stable dans le Canton;
- c) lorsqu'elles sont propriétaires d'un immeuble sis dans le Canton ou titulaires, sur un tel immeuble, de droits de jouissance réels, ou de droits personnels économiquement assimilables;
- d) <sup>29)92)</sup> lorsqu'elles font le commerce d'immeubles sis dans le Canton.

b) Autres  
éléments

**Art. 9** <sup>1</sup> Sont également assujetties à l'impôt dans le Canton, en raison d'un rattachement économique, les personnes physiques qui ne sont ni domiciliées ni en séjour en Suisse :

- a) lorsqu'elles exercent une activité lucrative dans le Canton;
- b) <sup>70)91)</sup> lorsque, en leur qualité de membres de l'administration ou de la direction d'une personne morale qui a son siège ou possède un établissement stable dans le Canton, elles reçoivent des tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes, participations de collaborateur ou autres rémunérations;
- c) lorsqu'elles sont titulaires ou usufruitières de créances garanties par un gage immobilier ou un nantissement sur des immeubles sis dans le Canton;
- d) lorsque, à la suite d'un rapport de travail régi par le droit public, elles touchent des pensions, retraites ou autres prestations d'un employeur ou d'une institution de prévoyance dont le siège est dans le Canton;
- d) <sup>bis)23)</sup> lorsqu'elles perçoivent des revenus provenant d'institutions suisses de droit privé ayant trait à la prévoyance professionnelle ou aux formes reconnues de prévoyance individuelle liée;
- e) lorsque, en raison de leur activité dans le trafic international à bord d'un bateau, d'un aéronef ou d'un véhicule de transports routiers, elles reçoivent un salaire ou d'autres rémunérations d'un employeur dont le siège ou un établissement stable se trouve dans le Canton;
- f) ... <sup>24)</sup>
- g) <sup>28)91)</sup> lorsqu'elles servent d'intermédiaires dans des opérations de commerce portant sur des immeubles sis dans le Canton;
- h) ... <sup>24)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque la prestation est versée à un tiers, celui-ci est assujéti à l'impôt en lieu et place de la personne concernée.

Exemption<sup>52)</sup>

**Art. 9a<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> Les personnes bénéficiaires d'exemptions fiscales visées à l'article 2, alinéa 2, de la loi fédérale du 22 juin 2007 sur l'Etat hôte (LEH)<sup>53)</sup> sont exemptées des impôts dans la mesure où le droit fédéral le prévoit.<sup>52)</sup>

<sup>2</sup> En cas d'assujettissement partiel, l'article 11, alinéa 1, est applicable.

Etendue

**Art. 10** <sup>1</sup> L'assujettissement fondé sur un rattachement personnel est illimité; il ne s'étend toutefois pas aux entreprises, établissements stables et immeubles situés hors du Canton.

<sup>2</sup> L'assujettissement fondé sur un rattachement économique est limité aux éléments imposables dans le Canton. Le revenu réalisé dans le Canton et la fortune qui s'y trouve située doivent pour le moins y être imposés.

<sup>3</sup> Les règles du droit fédéral relatives à l'interdiction de la double imposition intercantonale s'appliquent aux relations intercantionales et internationales, sous réserve des traités de double imposition.

Pertes subies à l'étranger

**Art. 10a<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Si une entreprise jurassienne compense, sur la base du droit interne, les pertes subies à l'étranger par un établissement stable avec des revenus obtenus dans le Canton et que cet établissement stable enregistre des gains au cours des sept années qui suivent, la perte subie par l'établissement stable à l'étranger ne devra être prise en considération, a posteriori, que pour déterminer le taux de l'impôt dans le Canton.

<sup>2</sup> A cet effet, la taxation initiale fait l'objet d'une révision à concurrence du montant des gains compensés auprès de l'établissement stable.

<sup>3</sup> Dans toutes les autres hypothèses, les pertes subies à l'étranger ne doivent être prises en considération dans le Canton que lors de la détermination du taux de l'impôt.

<sup>4</sup> Les dispositions prévues dans les conventions visant à éviter la double imposition sont réservées.

Calcul de l'impôt  
en cas d'assujet-  
tissement partiel

**Art. 11** <sup>1</sup> Les personnes physiques qui ne sont assujetties dans le Canton que pour une partie de leur revenu ou de leur fortune paient l'impôt sur les éléments imposables au taux correspondant à l'ensemble de leurs revenu et fortune.

<sup>2</sup> Les contribuables domiciliés à l'étranger paient l'impôt pour les entreprises, établissements stables ou immeubles situés dans le Canton au moins au taux correspondant au revenu réalisé dans le Canton et à la fortune qui s'y trouve située.

Début et fin de  
l'assujettisse-  
ment

**Art. 12** <sup>1</sup> L'assujettissement débute le jour où le contribuable prend domicile, commence son séjour ou acquiert un élément imposable dans le Canton.

<sup>1bis</sup> Dans les relations intercantionales, les effets du début, d'une modification ou de la fin de l'assujettissement fondé sur un rattachement personnel ou économique sont définis par la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes (LHID)<sup>3)</sup> ainsi que par les règles de droit fédéral concernant l'interdiction de la double imposition intercantionale.<sup>28)</sup>

<sup>2</sup> Il prend fin le jour du décès du contribuable, de son départ du Canton ou de la disparition de l'élément imposable.

## CHAPITRE II : Impôt sur le revenu

### SECTION 1 : Revenu soumis à l'impôt

Principe

**Art. 13** <sup>1</sup> L'impôt sur le revenu a pour objet le revenu net global du contribuable.

<sup>2</sup> Tous les revenus et prestations en espèces ou en nature sont soumis à l'impôt, indépendamment de leur caractère unique ou périodique ou de leur dénomination. Les revenus en nature sont estimés à leur valeur marchande.<sup>22)</sup>

<sup>3</sup> Les gains en capital réalisés par l'aliénation d'éléments de la fortune privée ne sont pas imposables; l'imposition distincte des gains immobiliers est réservée.

Revenus  
exonérés

**Art. 14** Sont exonérés de l'impôt :

- a) les acquisitions de fortune consécutives à une succession, un legs, une donation ou à la liquidation du régime matrimonial;
- b)<sup>[27\)](#)</sup> les versements provenant d'assurances-vie susceptibles de rachat, à l'exception de ceux provenant des polices de libre-passage; l'article 18, alinéa 1, lettre a, est réservé;
- c) les prestations en capital versées par l'employeur ou une institution de prévoyance professionnelle lors d'un changement d'emploi, à condition que, dans les douze mois, le bénéficiaire les réinvestisse dans une institution de prévoyance professionnelle ou les utilise pour acquérir une police de libre-passage;
- d) les prestations allouées en réparation du tort moral;
- e)<sup>[27\)](#)</sup> les subsides provenant de fonds publics et privés et les prestations complémentaires AVS/AI;
- f)<sup>[22\)](#)</sup> les prestations versées en exécution d'une obligation fondée sur le droit de la famille, à l'exception de la pension alimentaire et des contributions d'entretien mentionnées à l'article 22, lettre e;
- g)<sup>[27\)](#)</sup><sup>[76\)](#)</sup> la solde militaire et les soldes du service de protection civile, ainsi que l'argent de poche des personnes astreintes au service civil;
- gbis)<sup>[77\)](#)</sup> la solde des sapeurs-pompiers de milice, jusqu'à concurrence d'un montant annuel de 8 000 francs, pour les activités liées à l'accomplissement de leurs tâches essentielles (exercices, services de piquet, cours, inspections et interventions, notamment pour le sauvetage, la lutte contre le feu, la lutte contre les sinistres en général et la lutte contre les sinistres causés par les éléments naturels); les indemnités supplémentaires forfaitaires pour les cadres, les indemnités supplémentaires de fonction, les indemnités pour les travaux administratifs et les indemnités pour les prestations fournies volontairement ne sont pas exonérées;
- h) ...<sup>[29\)](#)</sup>
- i)<sup>[24\)](#)</sup><sup>[28\)](#)</sup><sup>[105\)](#)</sup> les gains provenant des jeux de casino exploités dans les maisons de jeu et autorisés par la loi fédérale du 29 septembre 2017 sur les jeux d'argent<sup>[4\)](#)</sup> (dénommée ci-après : "LJAr"), pour autant que ces gains ne soient pas issus d'une activité lucrative indépendante;
- j)<sup>[106\)](#)</sup> les gains unitaires jusqu'à concurrence d'un montant d'un million de francs (franchise) provenant de la participation à un jeu de grande envergure autorisé par la LJAr<sup>[4\)](#)</sup> et de la participation en ligne à des jeux de casino autorisés par la LJAr<sup>[4\)](#)</sup>;
- k)<sup>[106\)](#)</sup> les gains provenant d'un jeu de petite envergure autorisé par la LJAr<sup>[4\)](#)</sup>;
- l)<sup>[106\)](#)</sup> les gains unitaires inférieurs à 4 000 francs provenant de jeux d'adresse ou de loteries destinés à promouvoir les ventes qui ne sont pas soumis à la LJAr<sup>[4\)](#)</sup> selon l'article 1, alinéa 2, lettres d et e, de cette loi.

m)<sup>115)</sup> les revenus perçus en vertu de la loi fédérale du 19 juin 2020 sur les prestations transitoires pour les chômeurs âgés<sup>118)</sup>.

Produit d'une  
activité lucrative  
dépendante  
a) Principe

**Art. 15** <sup>1</sup> Tous les revenus provenant d'un rapport de travail sont imposables; sont considérés comme tels, outre le salaire, les revenus accessoires (indemnités pour prestations spéciales, commissions, allocations, primes pour ancienneté de service, gratifications, pourboires, tantièmes, etc.), les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur et tous autres avantages appréciables en argent.<sup>70)</sup>

<sup>1bis</sup> Quel que soit leur montant, les frais de formation et de perfectionnement à des fins professionnelles assumés par l'employeur, frais de reconversion compris, ne constituent pas des avantages appréciables en argent au sens de l'alinéa 1.<sup>82)</sup>

<sup>2</sup> Les prestations en capital versées par une institution de prévoyance et découlant d'une activité dépendante, ainsi que les indemnités en capital analogues servies par l'employeur, sont imposées selon les dispositions de l'article 37.

b) Participations  
de collaborateur

**Art. 15a**<sup>69)</sup> <sup>1</sup> Sont considérées comme participations de collaborateur proprement dites :

- a) les actions, les bons de jouissance, les bons de participation, les parts sociales et toute autre participation que l'employeur, la société mère ou une autre société du groupe offre au collaborateur;
- b) les options donnant droit à l'acquisition de participations citées à la lettre a.

<sup>2</sup> Sont considérées comme participations de collaborateur improprement dites les expectatives sur de simples indemnités en espèces.

c) Revenus  
provenant de  
participations de  
collaborateur  
proprement dites

**Art. 15b**<sup>69)</sup> <sup>1</sup> Les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur proprement dites, excepté les options non négociables ou non cotées en bourse, sont imposables à titre de revenu d'une activité lucrative salariée au moment de leur acquisition. La prestation imposable correspond à la valeur vénale de la participation diminuée, le cas échéant, de son prix d'acquisition.

<sup>2</sup> Lors du calcul de la prestation imposable des actions de collaborateur, il est tenu compte des délais de blocage par un escompte de 6 % sur la valeur vénale des actions par année de blocage. L'escompte est limité à dix ans.

<sup>3</sup> Les avantages appréciables en argent dérivant d'options de collaborateur non négociables ou non cotées en bourse sont imposés au moment de l'exercice des options. La prestation imposable est égale à la valeur vénale de l'action moins le prix de l'exercice.

d) Revenus provenant de participations de collaborateur improprement dites

**Art. 15c<sup>69)</sup>** Les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur improprement dites sont imposables au moment de l'encaissement de l'indemnité.

e) Imposition proportionnelle

**Art. 15d<sup>69)</sup>** Si le contribuable n'était domicilié ou en séjour en Suisse au regard du droit fiscal que pendant une partie de l'intervalle entre l'acquisition et la naissance du droit d'exercice de l'option de collaborateur non négociable (art. 15b, al. 3), les avantages appréciables en argent dérivant de cette option sont imposés proportionnellement au rapport entre la période passée en Suisse et la totalité de cet intervalle.

Produit d'une activité lucrative indépendante  
a) Principe<sup>63)</sup>

**Art. 16** <sup>1</sup> L'ensemble des revenus provenant d'une activité lucrative indépendante, telle que l'exploitation d'une entreprise commerciale, industrielle, artisanale, agricole ou sylvicole, ou l'exercice d'une profession libérale sont imposables.

<sup>2</sup> Constituent notamment de tels revenus :

- a)<sup>27)</sup> les bénéfices en capital provenant de l'aliénation, de la réalisation ou de la réévaluation comptable d'éléments de la fortune commerciale; le transfert d'éléments de la fortune commerciale dans la fortune privée ou dans une entreprise ou un établissement stable sis à l'étranger est assimilé à une aliénation;
- b)<sup>63)</sup> les bénéfices en capital qui proviennent de l'affermage non temporaire d'une entreprise, assimilé à un transfert dans la fortune privée, sous réserve de l'article 16a, alinéa 1;
- c) les prélèvements de l'exploitant à des fins privées;
- d) la valeur réalisée, mais non encore imposée, du travail personnel du contribuable au profit de son immeuble (art. 97, al. 2, lettre e), ce travail étant évalué à la valeur du jour.

<sup>2bis</sup> La fortune commerciale comprend tous les éléments de la fortune qui servent, entièrement ou de manière prépondérante, à l'exercice de l'activité lucrative indépendante; il en va de même pour les participations d'au moins 20 % au capital-actions ou au capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative, dans la mesure où le détenteur les déclare comme fortune commerciale au moment de leur acquisition.<sup>23)27)</sup>



<sup>3</sup> L'article 70 s'applique par analogie aux contribuables qui tiennent une comptabilité en bonne et due forme.<sup>[22\)](#)</sup>

b) Faits justifiant un différé

**Art. 16a<sup>[64\)](#)</sup>** <sup>1</sup> L'affermage d'une entreprise n'est considéré comme un transfert dans la fortune privée qu'à la demande du contribuable.

<sup>2</sup> Lorsque, en cas de partage successoral, seule une partie des héritiers poursuit l'exploitation commerciale, ceux-ci peuvent demander que l'imposition des réserves latentes soit différée jusqu'à la réalisation ultérieure, pour autant que les valeurs déterminantes pour l'impôt sur le revenu soient reprises.

c) Imposition partielle des revenus produits par des participations de la fortune commerciale

**Art. 16b<sup>[54\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Les dividendes, les parts de bénéfice, l'excédent de liquidation et tous autres avantages appréciables en argent provenant d'actions, de parts à des sociétés à responsabilité limitée, de parts à des sociétés coopératives et de bons de participation ainsi que les bénéfices provenant de l'aliénation de tels droits de participation sont imposables, après déduction des charges imputables, à hauteur de 70 %, lorsque ces droits de participation équivalent à 10 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative.<sup>[94\)](#)</sup>

<sup>2</sup> L'imposition partielle n'est accordée sur les bénéfices d'aliénation que si les droits de participation sont restés propriété du contribuable ou de l'entreprise de personnes pendant un an au moins.

Revenus provenant de brevets et de droits comparables en cas d'activité lucrative indépendante

**Art. 16c<sup>[95\)](#)</sup>** Les articles 70a et 70b s'appliquent par analogie aux revenus provenant de brevets et de droits comparables en cas d'activité lucrative indépendante.

Restructurations

**Art. 17<sup>[41\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Les réserves latentes d'une entreprise de personnes (entreprise individuelle, société de personnes) ne sont pas imposées lors de restructurations, notamment lors d'une fusion, d'une scission ou d'une transformation, pour autant que cette entreprise reste assujettie à l'impôt en Suisse et que les éléments commerciaux soient repris à leur dernière valeur déterminante pour l'impôt sur le revenu. Cela vaut en cas :

- a) de transfert d'éléments patrimoniaux à une autre entreprise de personnes;
- b) de transfert d'une exploitation ou d'une partie distincte d'exploitation à une personne morale;



- c) d'échange de droits de participation ou de droits de sociétariat suite à des restructurations au sens de l'article 73, ainsi qu'à des concentrations équivalant économiquement à des fusions.

<sup>2</sup> L'imposition des réévaluations comptables et des prestations compensatoires est réservée.

<sup>3</sup> Lors d'une restructuration au sens de l'alinéa 1, lettre b, les réserves latentes transférées font l'objet d'un rappel d'impôt selon la procédure prévue aux articles 173 à 175, dans la mesure où, dans les cinq ans suivant la restructuration, des droits de participation ou des droits de sociétariat sont aliénés à un prix supérieur à la valeur fiscalement déterminante du capital propre transféré; la personne morale peut en ce cas faire valoir les réserves latentes correspondantes imposées comme bénéfice.

Rendement de la fortune  
a) Fortune mobilière

**Art. 18** <sup>1</sup> Le rendement imposable de la fortune mobilière comprend en particulier :

- a) <sup>27)</sup> les intérêts d'avoirs, y compris les rendements versés, en cas de vie à l'échéance ou de rachat d'assurances de capitaux susceptibles de rachat et acquittées au moyen d'une prime unique, sauf si ces assurances servent à la prévoyance; la prestation d'assurance est réputée servir à la prévoyance lorsqu'elle est versée à un assuré de 60 ans révolus, en vertu d'un contrat qui a duré au moins cinq ans et qui a été conclu avant le 66e anniversaire de ce dernier; dans ce cas, la prestation est exonérée;
- a<sup>bis</sup>) <sup>23)</sup> les revenus résultant de l'aliénation ou du remboursement d'obligations à intérêt unique prédominant (obligations à intérêt global, obligations à coupon zéro) qui échoient au porteur;
- b) <sup>27/52)</sup> les dividendes, les parts de bénéfice, l'excédent de liquidation et tous les autres avantages appréciables en argent provenant de participations de tout genre, y compris l'attribution d'actions gratuites, ainsi que l'augmentation gratuite de la valeur nominale et la libération d'actions au moyen de fonds de la société; lorsque les droits de participation sont vendus conformément à l'article 4a de la loi fédérale du 13 octobre 1965 sur l'impôt anticipé (LIA) <sup>5)</sup>, à la société de capitaux ou à la société coopérative qui les a émis, l'excédent de liquidation est considéré comme étant réalisé dans l'année pendant laquelle la créance de l'impôt anticipé prend naissance (art. 12, al. 1 et 1bis, LIA); l'alinéa 2bis est réservé;
- c) <sup>22)</sup> les revenus provenant de la location, de l'affermage et de l'usufruit de biens mobiliers;
- d) les revenus réalisés par l'octroi ou la jouissance de droits de toute nature;
- e) les revenus de biens immatériels;

- f)<sup>52)</sup> le rendement des parts de placements collectifs de capitaux qui possèdent des immeubles en propriété directe, dans la mesure où l'ensemble des revenus du placement excède le rendements de ces immeubles.

<sup>2</sup> Est considérée comme intérêt d'un avoir ou rendement d'une participation toute prestation appréciable en argent qui n'a pas le caractère juridique d'un remboursement du capital ou de la part sociale.

<sup>2bis</sup> Les dividendes, les parts de bénéfice, l'excédent de liquidation et tous autres avantages appréciables en argent provenant d'actions, de parts à des sociétés à responsabilité limitée, de parts à des sociétés coopératives et de bons de participation (y compris les actions gratuites, les augmentations gratuites de la valeur nominale, etc.), sont imposables à hauteur de 70 % lorsque ces droits de participation équivalent à 10 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative.<sup>54)94)</sup>

<sup>3</sup> Le produit de l'aliénation des droits de souscription ne constitue pas un rendement de la fortune mobilière lorsque les droits patrimoniaux font partie de la fortune privée du contribuable.<sup>28)</sup>

<sup>4</sup> Le remboursement d'apports, d'agios et de versements supplémentaires (réserves issues d'apports de capital) effectués par les détenteurs des droits de participation après le 31 décembre 1996 est traité de la même manière que le remboursement du capital-actions ou du capital social. L'alinéa 5 est réservé.<sup>64)94)</sup>

<sup>5</sup> Si, lors du remboursement de réserves issues d'apports de capital conformément à l'alinéa 4, une société de capitaux ou une société coopérative cotée dans une bourse suisse ne distribue pas d'autres réserves au moins pour un montant équivalent, le remboursement est imposable à hauteur de la moitié de la différence entre le remboursement et la distribution des autres réserves, mais au plus à hauteur du montant des autres réserves pouvant être distribuées en vertu du droit commercial qui sont disponibles dans la société.<sup>95)</sup>

<sup>6</sup> L'alinéa 5 ne s'applique pas aux réserves issues d'apports de capital :

- a) qui ont été constituées après le 24 février 2008 dans le cadre de concentrations équivalant économiquement à des fusions, par l'apport de droits de participation ou de droits de sociétariat dans une société de capitaux étrangère ou une société coopérative au sens de l'article 73, alinéa 1, lettre c, ou lors d'un transfert transfrontalier dans une société de capitaux suisse selon l'article 73, alinéa 1, lettre d;

- b) qui existaient déjà au sein d'une société de capitaux ou d'une société coopérative étrangère au moment d'une fusion ou d'une restructuration transfrontalière au sens de l'article 73, alinéas 1, lettre b, et 3, ou du déplacement du siège ou de l'administration effective après le 24 février 2008;
- c) en cas de liquidation de la société de capitaux ou de la société coopérative.<sup>95)</sup>

<sup>7</sup> Les alinéas 5 et 6 s'appliquent par analogie en cas d'utilisation de réserves issues d'apports de capital pour l'émission d'actions gratuites ou l'augmentation gratuite de la valeur nominale.<sup>95)</sup>

<sup>8</sup> Si, lors de la vente de droits de participation à une société de capitaux ou une société coopérative qui est cotée dans une bourse suisse et qui les a émis, le remboursement des réserves issues d'apports de capital ne correspond pas au moins à la moitié de l'excédent de liquidation obtenu, la part de cet excédent de liquidation imposable est réduite d'un montant correspondant à la moitié de la différence entre cette part et le remboursement, mais au plus du montant des réserves qui sont imputables à ces droits de participation et qui sont disponibles dans la société.<sup>95)</sup>

<sup>9</sup> L'alinéa 4 ne s'applique aux apports et aux agios qui sont versés pendant la durée d'une marge de fluctuation du capital au sens des articles 653 et suivants du Code des obligations<sup>2)</sup> que dans la mesure où ils dépassent les remboursements de réserves dans le cadre de ladite marge de fluctuation du capital.<sup>120)</sup>

Cas particuliers

**Art. 18a<sup>54)</sup>** <sup>1</sup> Sont également considérés comme rendement de la fortune mobilière au sens de l'article 18, alinéa 1, lettre b :

- a) le produit de la vente d'une participation d'au moins 20 % au capital-actions ou au capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative représentant un transfert de la fortune privée à la fortune commerciale d'une autre personne physique ou d'une personne morale, pour autant que la substance non nécessaire à l'exploitation, existante et susceptible d'être distribuée au sens du droit commercial au moment de la vente, soit distribuée dans les cinq ans avec la participation du vendeur; il en va de même lorsque plusieurs participants procèdent en commun à la vente d'une telle participation ou que plusieurs participations représentant ensemble au moins 20 % sont vendues dans les cinq ans; si la substance ou une part de celle-ci est distribuée, le vendeur est, le cas échéant, imposé ultérieurement en procédure de rappel d'impôt au sens des articles 173 à 175;

- b)<sup>94)</sup> le produit du transfert d'une participation au capital-actions ou au capital social d'une société de capitaux ou d'une société coopérative représentant un transfert de la fortune privée à la fortune commerciale d'une entreprise de personnes ou d'une personne morale dans laquelle le vendeur ou la personne qui effectue l'apport détient une participation d'au moins 50 % au capital après le transfert, dans la mesure où le total de la contre-prestation reçue est supérieur à la somme de la valeur nominale de la participation transférée et des réserves issues d'apports de capital visées à l'article 18, alinéas 4 à 8; il en va de même lorsque plusieurs participants effectuent le transfert en commun.

<sup>2</sup> Il y a participation au sens de l'alinéa 1, lettre a, lorsque le vendeur sait ou devait savoir que des fonds seraient prélevés de la société pour en financer le prix d'achat et qu'ils ne lui seraient pas rendus.

b) Fortune immobilière

**Art. 19** <sup>1</sup> Le rendement imposable de la fortune immobilière comprend en particulier :

- a) les revenus provenant de la location, de l'affermage, de l'usufruit ou de l'octroi et de la jouissance d'autres droits portant sur un immeuble;
- b)<sup>27)83)</sup> la valeur locative des immeubles ou de parties d'immeubles dont le contribuable se réserve l'usage en raison de son droit de propriété ou d'un droit de jouissance obtenu à titre gratuit; si l'immeuble est loué à un prix de faveur, le rendement immobilier correspond à la valeur locative;
- c) les revenus du droit de superficie.

<sup>1bis</sup> Dans les limites autorisées par le droit fédéral, la valeur locative de l'immeuble affecté à l'usage personnel du propriétaire est fixée de manière modérée par rapport aux loyers du marché, afin d'encourager l'accès à la propriété et la prévoyance individuelle.<sup>17)</sup>

<sup>2</sup> Le Parlement fixe dans un arrêté la valeur locative en fonction de la valeur officielle des immeubles ou des parties d'immeubles.<sup>23)41)</sup>

Rentes viagères et revenus périodiques analogues

**Art. 20** <sup>1</sup> Les rentes viagères et les revenus provenant de contrats d'entretien viager sont imposables à raison de 40 %.<sup>27)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>42)</sup>

Revenus  
provenant de la  
prévoyance  
sociale ou  
professionnelle

**Art. 21** <sup>1</sup> Tous les revenus provenant de l'assurance-vieillesse et survivants et de l'assurance-invalidité ainsi que de la prévoyance professionnelle et des formes reconnues de prévoyance individuelle liée sont imposables, y compris les prestations en capital et le remboursement des versements, primes et cotisations.

<sup>1bis</sup> Sont notamment considérées comme revenus provenant d'institutions de prévoyance professionnelle les prestations des caisses de prévoyance, des assurances d'épargne et de groupe ainsi que des polices de libre-passage.<sup>28)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>24)</sup>

<sup>3</sup> Les articles 14, lettre d, 36 et 37 sont réservés.

Autres revenus

**Art. 22** Sont également imposables :

- a) tout revenu acquis en compensation du produit d'une activité lucrative;
- b) les indemnités uniques ou périodiques versées en cas de décès, de dommages corporels ou d'atteinte durable à la santé, à l'exception des prestations allouées en réparation du tort moral;
- c)<sup>105)</sup> les prestations en capital provenant d'assurances privées non susceptibles de rachat;
- d) les indemnités touchées pour l'abandon ou la renonciation à l'exercice d'une activité ou d'un droit;
- e)<sup>27)</sup> la pension alimentaire obtenue pour lui-même par le contribuable divorcé ou séparé judiciairement ou de fait, ainsi que les contributions d'entretien obtenues par l'un des parents pour les enfants sur lesquels il exerce l'autorité parentale;
- f) ...<sup>55)</sup>
- g) ...<sup>107)</sup>

## SECTION 2 : Détermination du revenu net

Activité lucrative  
dépendante  
a) Frais effectifs

**Art. 23** <sup>1</sup> Les frais professionnels suivants sont déductibles :

- a) les frais de déplacement nécessaires pour se rendre du domicile au lieu de travail;
- b) le surplus de dépenses occasionné par les repas pris hors du domicile et le travail en équipe;
- c) ...<sup>84)</sup>
- d)<sup>83)</sup> les autres frais indispensables à l'exercice de la profession; l'article 32, alinéa 1, lettre i, est réservé.

<sup>2</sup> Une ordonnance du Gouvernement règle les dispositions de détail relatives à l'évaluation de ces frais.

b) Déductions  
forfaitaires

**Art. 24** En lieu et place des frais professionnels effectifs, les montants forfaitaires suivants peuvent être déduits du revenu de l'activité dépendante :

- a) <sup>(22)(70)</sup> 20 % par les contribuables qui exercent une activité principale, mais au maximum 3 800 francs<sup>\*</sup>;
- b) <sup>(70)</sup> 20 %, mais au maximum 1 900 francs<sup>\*</sup>, par les contribuables qui exercent à titre principal une activité lucrative indépendante;
- c) ... <sup>(24)</sup>

Activité lucrative  
indépendante  
a) En général

**Art. 25** <sup>1</sup> Les frais liés à une activité lucrative indépendante, justifiés par l'usage commercial ou professionnel, sont déductibles.

<sup>2</sup> Constituent notamment de tels frais :

- a) les amortissements et les provisions selon les articles 26 et 27;
- b) les pertes comptabilisées subies sur des éléments de la fortune commerciale;
- c) les versements à des institutions de prévoyance en faveur du personnel de l'entreprise, à condition que toute utilisation contraire à leur but soit exclue et que lesdites institutions répondent aux prescriptions établies par le Gouvernement;
- d) <sup>(28)</sup> les intérêts des dettes commerciales ainsi que les intérêts versés sur les participations visées à l'article 16, alinéa 2<sup>bis</sup>;
- e) <sup>(82)</sup> les frais de formation et de perfectionnement à des fins professionnelles du personnel de l'entreprise, frais de reconversion compris;
- f) <sup>(112)</sup> les sanctions visant à réduire le bénéfice, dans la mesure où elles n'ont pas un caractère pénal.

<sup>3</sup> Ne sont notamment pas déductibles :

- a) les versements de commissions occultes au sens du droit pénal suisse;
- b) les dépenses qui permettent la commission d'infractions ou qui constituent la contrepartie à la commission d'infractions;
- c) les amendes et les peines pécuniaires;
- d) les sanctions financières administratives, dans la mesure où elles ont un caractère pénal. <sup>(113)</sup>

<sup>4</sup> Si des sanctions au sens de l'alinéa 3, lettres c et d, ont été prononcées par une autorité pénale ou administrative étrangère, elles sont déductibles si :

- a) la sanction est contraire à l'ordre public suisse; ou si

- b) le contribuable peut démontrer de manière crédible qu'il a entrepris tout ce qui est raisonnablement exigible pour se comporter conformément au droit.<sup>[112\)](#)</sup>

b) Amortissements

**Art. 26** <sup>1</sup> Les amortissements qui traduisent la diminution de valeur d'actifs commerciaux servant à l'activité lucrative sont admis à condition d'être comptabilisés ou, à défaut d'une comptabilité tenue selon l'usage commercial, d'apparaître dans un plan spécial d'amortissements. En cas de taxation par appréciation, les moins-values répondant à l'expérience sont prises en considération.

<sup>2</sup> Les amortissements opérés sur des actifs qui ont été réévalués afin de compenser des pertes ne sont admis que si les réévaluations étaient autorisées et que les pertes pouvaient être déduites en vertu de l'article 29 au moment de l'amortissement.

<sup>3</sup> Quand le mobilier ou le matériel sont, entièrement ou partiellement, loués ou affermés avec des locaux commerciaux ou artisanaux, une déduction appropriée peut être opérée pour leur détérioration par l'usage. Les montants déduits qui sont récupérés par suite d'aliénation ou de réévaluation sont assimilés à des bénéfices au sens de l'article 16, alinéa 2, lettre a.

<sup>4</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires.

c) Provisions

**Art. 27** <sup>1</sup> Des provisions peuvent être constituées pour les engagements d'un montant encore indéterminé ainsi que pour les risques de pertes imminentes qui existent au terme de l'exercice.

<sup>1bis</sup> Sont assimilés aux provisions les futurs mandats de recherche et de développement confiés à des tiers, jusqu'à 10 % du bénéfice commercial imposable, mais au total jusqu'à un million de francs maximum.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les provisions qui ne sont plus justifiées sont ajoutées au revenu commercial imposable.

<sup>3</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires.<sup>[27\)](#)</sup>

d) Remploi

**Art. 28** <sup>1</sup> Lorsque des biens meubles immobilisés nécessaires à l'exploitation sont remplacés, les réserves latentes sur ces biens peuvent être reportées sur les éléments acquis en emploi, si ces derniers sont également nécessaires à l'exploitation et se trouvent en Suisse. L'imposition en cas de remplacement d'immeubles par des biens mobiliers est réservée.<sup>[27\)](#)</sup><sup>[63\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque le remploi n'intervient pas durant le même exercice, une provision correspondant aux réserves latentes peut être constituée; elle doit être dissoute et affectée à l'amortissement de l'élément acquis en remploi, ou portée au crédit du compte de pertes et profits, dans un délai raisonnable.

<sup>3</sup> Seuls les biens meubles immobilisés, directement utiles à une entreprise, sont considérés comme nécessaires à l'exploitation; n'en font pas partie, notamment, les biens qui ne sont utiles à l'entreprise que par leur valeur de placement ou leur rendement.

e) Déduction des pertes

**Art 29** <sup>1</sup> Les pertes des sept années qui précèdent l'année fiscale peuvent être déduites pour autant qu'elles n'aient pas été prises en considération lors du calcul du revenu imposable de ces années.[27\)](#)

<sup>2</sup> Les pertes des exercices antérieurs qui n'ont pas encore été déduites du revenu peuvent être portées en diminution des prestations de tiers destinées à équilibrer un bilan déficitaire dans le cadre d'un assainissement.

<sup>3</sup> Les pertes qui résultent de l'aliénation d'immeubles faisant partie de la fortune commerciale ne sont déductibles que s'il n'est pas possible de les compenser par des gains immobiliers.

f) Déduction des dépenses de recherche et de développement en cas d'activité lucrative indépendante

**Art. 29a**<sup>95)</sup> L'article 71a s'applique par analogie à la déduction des dépenses de recherche et de développement en cas d'activité lucrative indépendante.

Fortune privée

**Art. 30** <sup>1</sup> Les frais que nécessite l'administration de la fortune mobilière ainsi que les impôts à la source étrangers qui ne peuvent être ni remboursés ni imputés sont déductibles.[22\)](#)

<sup>2</sup> Les frais d'entretien, les primes d'assurances, la taxe immobilière et les frais que nécessite l'administration d'immeubles privés par des tiers peuvent également être déduits. Les dépenses d'investissement destinées à économiser l'énergie et à ménager l'environnement sont déductibles dans les limites fixées par le Département des finances. Les frais de démolition en vue d'une construction de remplacement sont assimilés aux frais d'économie d'énergie déductibles.[22\)105\)](#)



<sup>2bis</sup> Sont en outre déductibles les frais occasionnés par des travaux de restauration de monuments historiques que le contribuable entreprend en vertu de dispositions légales, en accord avec les autorités ou sur leur ordre, pour la part qui excède les subventions touchées.<sup>23)</sup>

<sup>2ter</sup> Les dépenses d'investissement visées à l'alinéa 2, deuxième phrase, et les frais de démolition en vue d'une construction de remplacement, sont déductibles au cours des deux périodes fiscales suivantes, lorsqu'il ne peuvent pas être entièrement pris en considération durant la période fiscale en cours, pendant laquelle les dépenses ont été effectuées.<sup>106)</sup>

<sup>3</sup> En lieu et place du montant effectif des frais d'entretien et d'administration ainsi que des primes d'assurances relatifs aux immeubles privés, le contribuable peut faire valoir une déduction forfaitaire.

<sup>4</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires. Il fixe en particulier le taux de la déduction forfaitaire et peut prescrire que le passage, pour un même contribuable, de la déduction des frais effectifs à celle du forfait n'est pas admis.

Déductions  
générales  
a) Prévoyance,  
assurances

**Art. 31** Le contribuable peut déduire :

- a)<sup>41)</sup> les montants, primes et cotisations légaux, statutaires, réglementaires ou contractuels versés dans le cadre de la prévoyance sociale et professionnelle (art. 21);
- b) les montants, primes et cotisations versés en vue d'acquérir des droits contractuels dans une institution reconnue de prévoyance individuelle liée au sens de l'article 82 de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité (LPP)<sup>6)</sup> et dans la mesure prévue par le Conseil fédéral;
- c)<sup>27)</sup> les primes et les cotisations versées en vertu de la réglementation sur les allocations pour perte de gain, des dispositions sur l'assurance-chômage et sur l'assurance en cas d'accidents obligatoire;

- d) [111\)116\)](#) les versements, les primes et les cotisations d'assurance de capitaux et d'assurance en cas de maladie et d'accidents qui ne tombent pas sous le coup de la lettre c, de même que les intérêts sur capitaux d'épargne jusqu'à concurrence de 6 400 francs\* pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et de la moitié de ce montant pour les autres contribuables; ces montants sont augmentés, pour les jeunes en formation, dès l'année qui suit leur 18<sup>ème</sup> anniversaire, du même montant que celui déterminant pour les autres contribuables; de 1 020 francs\* par enfant à charge et de 740 francs\* lorsque le contribuable ou l'un des conjoints vivant en ménage commun ne verse pas de cotisations selon les lettres a et b; ces montants sont revus tous les deux ans en fonction de l'évolution des primes d'assurance maladie.

b) Autres  
déductions

**Art. 32** <sup>1</sup> Sont également déductibles :

- a) [27\)52\)](#) les intérêts passifs privés échus à concurrence du rendement imposable de la fortune au sens des articles 18, 18a et 19, augmenté d'un montant de 50 000 francs et pour autant qu'ils ne constituent pas des frais d'investissement;
- b) [27\)](#) les charges durables et 40 % des rentes viagères versées par le débirentier;
- c) [27\)](#) la pension alimentaire versée au conjoint divorcé, séparé judiciairement ou de fait, ainsi que les contributions d'entretien versées à l'un des parents pour les enfants sur lesquels il exerce l'autorité parentale;
- d) [27\)41\)70\)76\)](#) les dons en espèces et sous forme d'autres valeurs patrimoniales en faveur de personnes morales dont le siège est en Suisse et qui sont exonérées de l'impôt en raison de leurs buts de service public ou d'utilité publique (art. 69, al. 1, lettre h), ou en faveur de la Confédération, des cantons, des communes et de leurs établissements, ainsi que des Eglises reconnues et de leurs paroisses (art. 69, al. 1, lettres a, b, c, d, e), à concurrence de 10 % du revenu net; le Département des Finances peut autoriser une déduction plus élevée lorsque les libéralités en cause sont destinées à l'Etat et à ses établissements, aux communes, aux Eglises reconnues et à leurs paroisses ou à des institutions soutenues dans une mesure essentielle par l'Etat ou les communes; le Gouvernement édicte les prescriptions d'application nécessaires;
- e) [23\)41\)70\)](#) les frais provoqués par la maladie ou les accidents du contribuable ou d'une personne à l'entretien de laquelle il subvient, lorsque le contribuable supporte lui-même ces frais, pour la part qui excède 5 % du revenu net (art. 33); les frais d'aide à la procréation sont assimilés à des frais de maladie et déductibles dans la même mesure;

- f)<sup>43)</sup> les frais liés au handicap du contribuable ou d'une personne à l'entretien de laquelle il subvient, lorsque le contribuable ou cette personne est handicapé au sens de la loi fédérale sur l'élimination des inégalités frappant les personnes handicapées (Loi sur l'égalité pour les handicapés)<sup>44)</sup> et que le contribuable supporte lui-même les frais;
- g)<sup>69)91)94)</sup> les frais engendrés par la garde confiée à une tierce personne, jusqu'à 10 000 francs\* au maximum pour chaque enfant de moins de 14 ans qui vit dans le ménage du contribuable assurant son entretien, si les frais de garde documentés ont un lien de causalité direct avec l'activité lucrative, la formation ou l'incapacité de gain du contribuable;
- h)<sup>77)</sup> les cotisations et les versements, jusqu'à concurrence d'un montant de 10 000 francs\*, en faveur d'un parti politique qui remplit l'une des conditions suivantes :
- être inscrit au registre des partis conformément à l'article 76a de la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques<sup>72)</sup>;
  - être représenté au Parlement cantonal;
  - avoir obtenu au moins 3 % des voix lors des dernières élections au Parlement cantonal;
- i)<sup>82)</sup> les frais de formation et de perfectionnement à des fins professionnelles, frais de reconversion compris, jusqu'à concurrence de 12 000 francs pour autant que le contribuable remplisse l'une des conditions suivantes :
- il est titulaire d'un diplôme du degré secondaire II;
  - il a atteint l'âge de 20 ans et suit une formation visant à l'obtention d'un diplôme autre qu'un premier diplôme du degré secondaire II.

<sup>2</sup> Lorsque les époux vivent en ménage commun, un montant de 2 500 francs\* est déduit du produit du travail qu'obtient l'un des conjoints pour une activité indépendante de la profession, du commerce ou de l'entreprise de l'autre; une déduction semblable est accordée lorsque l'un des conjoints seconde l'autre de façon importante et régulière dans sa profession, son commerce ou son entreprise.<sup>70)</sup>

<sup>3</sup> Sont déduits des gains unitaires provenant des jeux d'argent non exonérés de l'impôt selon l'article 14, lettres j à l, 5 % à titre de mise, mais au plus 5 000 francs. Sont déduits des gains unitaires provenant de la participation en ligne à des jeux de casino visés à l'article 14, lettre j, les mises prélevées du compte en ligne du joueur au cours de l'année fiscale, mais au plus 25 000 francs.<sup>106)</sup>

### SECTION 3 : Détermination du revenu imposable

#### Principe

**Art. 33** Le revenu imposable correspond au revenu net diminué des déductions personnelles prévues à l'article 34.

#### Déductions personnelles

**Art. 34** <sup>1</sup> Les déductions personnelles suivantes sont octroyées :

- a) ... <sup>24)</sup>
- b) <sup>27)70)79)</sup> 1 700 francs\* pour les personnes divorcées ou séparées qui tiennent ménage indépendant, sans enfant à charge, tout en disposant du droit d'accueillir chez elles leurs enfants mineurs en application des dispositions du Code civil suisse (CC) <sup>8)</sup>;
- c) <sup>70)</sup> 3 800 francs\* pour les contribuables qui font un apprentissage ou des études à titre principal;
- d) <sup>116)</sup> 5 400 francs\* pour chaque enfant jusqu'à 18 ans révolus ou qui fait un apprentissage ou des études, à l'entretien duquel le contribuable pourvoit dans une mesure prépondérante; ce montant est porté à 6 000 francs\* par enfant à partir de trois enfants à charge;
- d<sup>bis</sup>) ... <sup>71)</sup>
- e) <sup>27)70)</sup> un supplément de 10 000 francs\* au maximum pour chaque enfant qui est instruit hors du domicile familial et prend chambre et pension à l'extérieur; le supplément est de 2 900 francs\* au maximum si l'enfant doit prendre au-dehors uniquement un repas principal par jour ouvrable et de 2 600 francs\* au maximum pour les frais de déplacement, pour autant que l'ensemble des frais d'instruction s'élèvent à 1 000 francs\* au moins et que le revenu annuel net de l'enfant, bourse comprise, ne dépasse pas 18 000 francs;
- f) <sup>27)70)</sup> 2 300 francs\* pour les contributions à l'entretien d'une personne nécessiteuse, partiellement ou totalement incapable d'exercer une activité lucrative, à condition que l'aide du contribuable atteigne au moins le montant de la déduction; cette déduction n'est accordée ni aux enfants pour lesquels la déduction mentionnée sous lettre d est accordée ni au conjoint qui donne droit à la déduction mentionnée sous lettre g;
- g) <sup>116)</sup> 8 400 francs\* lorsque le contribuable ou son conjoint est infirme ou a atteint l'âge donnant droit au versement d'une rente simple de l'assurance-vieillesse, pour autant que le revenu net diminué des autres déductions personnelles n'excède pas 35 100 francs\* pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et 27 400 francs\* pour les autres, après les corrections suivantes :
  - les pertes commerciales non absorbées sont ajoutées;
  - l'excédent de dépenses de la fortune immobilière privée et de la fortune immobilière commerciale est ajouté;

- l'excédent de dépenses concernant les copropriétés, communautés héréditaires et autres collectivités est ajouté;
- 3 % de la fortune imposable diminuée du double du montant de la déduction de l'article 47, lettre a, pour les contribuables mariés vivant en ménage commun, et du double du montant de la déduction de l'article 47, lettre b, pour les autres contribuables, est ajouté;

la déduction est portée à 9 700 francs\* quand les deux époux sont infirmes ou ont atteint l'âge donnant droit à la rente précitée; elle se réduit de 510 francs\* par tranche de 810 francs\* dépassant les limites de revenu fixées;

- h) <sup>(28)70)</sup> 2 500 francs\* aux personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui exercent une activité lucrative et tiennent ménage indépendant avec leurs enfants à charge; en cas d'exercice commun de l'autorité parentale et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants à charge, la déduction est accordée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons;
- i) <sup>(75)</sup> 3 500 francs\* pour les époux qui vivent en ménage commun.

<sup>2</sup> Les conditions déterminantes sont celles qui existent à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement; pour les déductions prévues sous lettres e et f, les dépenses assumées durant l'année fiscale sont prises en considération. <sup>(27)70)</sup>

<sup>3</sup> Si le père et la mère sont taxés séparément, celui qui déduit les contributions d'entretien versées aux enfants n'a pas droit aux déductions prévues aux lettres d et e de l'alinéa 1. En revanche, ils peuvent revendiquer la moitié des déductions précitées lorsqu'ils exercent en commun l'autorité parentale sur leurs enfants à charge et qu'aucune contribution d'entretien n'est versée en faveur des enfants. Le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons. <sup>(27)70)</sup>

<sup>4</sup> En cas d'assujettissement partiel, les déductions personnelles ne sont accordées que proportionnellement à la part des éléments imposables dans le Canton.

## SECTION 4 : Calcul de l'impôt

Taux unitaires

**Art. 35<sup>21)</sup>** <sup>1</sup> Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les contribuables mariés vivant en ménage commun et les personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui tiennent seules ménage indépendant avec des enfants à charge ou des personnes nécessiteuses dont ils assument pour l'essentiel l'entretien sont :

0 %	pour les	11 900 premiers francs* de revenu;
0,880 %	pour les	5 900 francs* suivants;
2,269 %	pour les	8 800 francs* suivants;
3,242 %	pour les	19 200 francs* suivants;
4,122 %	pour les	39 800 francs* suivants;
4,771 %	pour les	106 300 francs* suivants;
5,697 %	pour les	221 500 francs* suivants;
5,789 %	au-delà.	<sup>116)</sup>

<sup>1bis</sup> Lorsque les contribuables célibataires, divorcés ou séparés exercent en commun l'autorité parentale sur leurs enfants à charge, pour lesquels aucune contribution d'entretien n'est versée, et qu'ils remplissent les conditions d'octroi du tarif de l'alinéa 1, ce tarif est appliqué au parent qui assume la garde de fait la plus importante. Le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons. <sup>28)</sup>

<sup>2</sup> Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les autres contribuables sont les suivants :

0 %	pour les	6 500 premiers francs* de revenu;
1,667 %	pour les	7 300 francs* suivants;
3,149 %	pour les	13 200 francs* suivants;
4,029 %	pour les	20 600 francs* suivants;
4,909 %	pour les	38 900 francs* suivants;
5,558 %	pour les	106 300 francs* suivants;
5,789 %	au-delà.	<sup>116)</sup>

Indemnités en capital remplaçant des prestations périodiques

**Art. 36** <sup>1</sup> Lorsque le revenu comprend des indemnités en capital qui remplacent des prestations périodiques, l'impôt est calculé, compte tenu des autres revenus et des déductions autorisées, au taux applicable à une prestation annuelle servie au lieu de l'indemnité unique.

<sup>2</sup> ... <sup>29)</sup>

Bénéfices de liquidation

**Art. 36a**<sup>64)</sup> <sup>1</sup> Le total des réserves latentes réalisées au cours des deux derniers exercices commerciaux est imposable séparément des autres revenus si le contribuable âgé de 55 ans révolus cesse définitivement d'exercer son activité lucrative indépendante ou s'il est incapable de poursuivre cette activité pour cause d'invalidité. Les rachats au sens de l'article 31, lettre a, sont déductibles. Si un tel rachat n'est pas effectué, l'impôt est perçu, de la même manière que pour les prestations en capital issues de la prévoyance selon l'article 37, sur la part des réserves latentes réalisées correspondant au montant dont le contribuable prouve l'admissibilité comme rachat au sens de l'article 31, lettre a. Sur le solde des réserves latentes réalisées, seule la moitié du montant est déterminante pour la fixation du taux; un impôt de 2 % sera perçu dans tous les cas sur le solde.<sup>70)</sup>

<sup>2</sup> L'alinéa 1 s'applique également au conjoint survivant, aux autres héritiers et aux légataires, pour autant qu'ils ne poursuivent pas l'exploitation de l'entreprise qu'ils ont reprise. Le décompte fiscal a lieu au plus tard cinq années civiles après la fin de l'année civile dans laquelle le contribuable est décédé.

Prestations en capital à caractère de prévoyance

**Art. 37** <sup>1</sup> Les prestations en capital provenant de la prévoyance professionnelle et individuelle, les indemnités en capital analogues servies par l'employeur et celles qui sont versées par une assurance-accidents ou responsabilité civile en cas de décès, de dommages corporels ou d'atteinte durable à la santé sont imposées séparément. Elles sont dans tous les cas soumises à un impôt annuel entier.<sup>22)</sup>

Taux unitaire

<sup>2</sup> L'impôt est calculé au moment de l'échéance de la prestation en capital selon les taux d'impôt suivants :

- contribuables au sens de l'article 35, alinéa 1 :
  - 0,9 % pour les 53 600 premiers francs<sup>\*</sup>;
  - 1,1 % pour les 53 600 francs<sup>\*</sup> suivants;
  - 1,3 % au-delà;
- contribuables au sens de l'article 35, alinéa 2 :
  - 1,1 % pour les 53 600 premiers francs<sup>\*</sup>;
  - 1,3 % pour les 53 600 francs<sup>\*</sup> suivants;
  - 1,7 % au-delà.<sup>116)</sup>

<sup>3</sup> Les déductions prévues à l'article 34 ne sont pas octroyées.



Gains de loterie  
ou d'opérations  
analogues<sup>83)</sup>

**Art. 37a**<sup>23)105)</sup> Les gains réalisés dans des jeux d'argent, et pour autant qu'ils ne soient pas exonérés par l'article 14, sont soumis, séparément des autres revenus, à un impôt annuel entier, calculé au taux unitaire de 2 %.

Procédure  
simplifiée selon  
la loi fédérale sur  
le travail au noir

**Art. 37b**<sup>49)</sup> <sup>1</sup> Pour les petites rémunérations provenant d'une activité lucrative salariée, l'impôt est prélevé au taux de 4,5 % sans tenir compte des autres revenus, ni d'éventuels frais professionnels ou déductions sociales, à la condition que l'employeur paie l'impôt dans le cadre de la procédure simplifiée prévue aux articles 2 et 3 de la loi fédérale du 17 juin 2005 sur le travail au noir<sup>50)</sup>. Les impôts cantonaux et communaux sur le revenu sont ainsi acquittés.<sup>113)</sup>

<sup>2</sup> L'article 125, alinéa 1, lettre a, s'applique par analogie.

<sup>3</sup> Le débiteur de la prestation imposable a l'obligation de verser périodiquement les impôts à la caisse de compensation AVS.

<sup>4</sup> La caisse de compensation AVS remet au contribuable un relevé ou une attestation indiquant le montant de l'impôt retenu. Elle verse à l'autorité fiscale les impôts encaissés.

<sup>5</sup> Le droit à une commission de perception selon l'article 125, alinéa 4, est transféré à la caisse de compensation AVS.

<sup>6</sup> Le Gouvernement règle les modalités par voie d'ordonnance.

Entreprises  
bénéficiant du  
statut "NEI"

**Art. 37c**<sup>73)</sup> <sup>1</sup> Les revenus équivalant aux investissements non commerciaux faits à des nouvelles entreprises innovantes qui bénéficient du statut "NEI" en vertu de la loi du 21 novembre 2012 concernant les nouvelles entreprises innovantes<sup>74)</sup> sont soumis, séparément des autres revenus, à un impôt cantonal annuel entier de 1 %. Les impôts communal et paroissial sont calculés en proportion.

<sup>2</sup> Constituent des investissements fiscalement privilégiés : les apports, les agios, les dons, les versements à fonds perdu et les prises de participation effectués par une personne physique.

<sup>3</sup> Le montant des investissements privilégiés fiscalement peut s'élever, au maximum, à la moitié du revenu imposable, mais au minimum à 10 000 francs et au maximum à 200 000 francs.



<sup>4</sup> Si le montant des investissements est inférieur au montant du revenu imposable, le solde est imposé de manière ordinaire au taux global.

<sup>5</sup> Les articles 173 à 175 sont applicables en cas de remboursement de l'investissement dans les cinq ans suivant le versement de celui-ci.

## **SECTION 5 : Compensation des effets de la fluctuation de l'indice des prix**

**Art. 38**<sup>[71\)](#)</sup>

## **CHAPITRE III : Impôt sur la fortune**

### **SECTION 1 : Objet**

Principe

**Art. 39** <sup>1</sup> L'impôt sur la fortune est perçu sur l'ensemble de la fortune mobilière et immobilière du contribuable, déduction faite des dettes et compte tenu de l'exception prévue à l'article 40, alinéa 1, lettre a.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La fortune grevée d'usufruit est imposable auprès de l'usufruitier.<sup>[23\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Les parts de placements collectifs de capitaux sont imposables pour la différence entre la valeur de l'ensemble des actifs du placement et celle des immeubles dont le contribuable est propriétaire direct.<sup>[28\)](#)[52\)](#)</sup>

Exonérations

**Art. 40** <sup>1</sup> Ne sont pas soumis à l'impôt sur la fortune :

- a) <sup>[22\)](#)</sup> les objets personnels d'usage courant et le mobilier de ménage;
- b) ...<sup>[29\)](#)</sup>
- c) ...<sup>[29\)](#)</sup>
- d) ...<sup>[24\)](#)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>[29\)](#)</sup>

Dettes

**Art. 41** <sup>1</sup> Les dettes établies dont le contribuable répond seul sont entièrement déductibles.

<sup>2</sup> Les dettes solidaires ne peuvent être déduites que pour la part dont le contribuable est effectivement responsable.

<sup>3</sup> La déduction de cautionnements n'est admise qu'en cas d'insolvabilité constatée du débiteur principal.

<sup>4</sup> La valeur capitalisée de prestations périodiques ne constitue pas une dette déductible.

## SECTION 2 : Evaluation

Principe **Art. 42** Sous réserve des dispositions suivantes, les éléments de la fortune sont estimés à leur valeur vénale.

Immeubles  
a) Principe **Art. 43** <sup>1</sup> La valeur des immeubles et des forces hydrauliques est fixée par une procédure d'évaluation officielle.

<sup>2</sup> Elle se détermine en fonction de la valeur vénale et de la valeur de rendement.

<sup>2bis</sup> Dans les limites autorisées par le droit fédéral, la valeur officielle des immeubles déterminée sur la base de la valeur vénale est estimée de manière prudente et modérée.<sup>[17](#)</sup>

<sup>3</sup> Les terrains et bâtiments affectés exclusivement ou principalement à l'agriculture et dont la valeur est déterminée essentiellement par cette exploitation sont estimés selon la valeur de rendement.

<sup>4</sup> Les règles d'estimation détaillées et la procédure sont fixées par décret du Parlement.

b) Lieu **Art. 43a**<sup>[28](#)</sup> <sup>1</sup> Les immeubles sont évalués officiellement dans la commune de leur lieu de situation.

<sup>2</sup> Les communes tiennent le registre des valeurs officielles.

c) Durée **Art. 43b**<sup>[28](#)</sup> Les valeurs officielles font l'objet d'une révision générale en principe tous les dix ans, sous réserve de mises à jour.

d) Revision générale **Art. 43c**<sup>[28](#)</sup> <sup>1</sup> Le Parlement ordonne la révision générale; il peut modifier le terme de dix ans en fonction de l'évolution des valeurs de rendement et des valeurs vénales, pour tout ou partie des immeubles.

<sup>2</sup> Le Parlement fixe les principes d'évaluation des différents immeubles et règle la procédure d'évaluation officielle.

<sup>3</sup> Le Gouvernement constitue une commission cantonale d'estimation, qui établit les normes d'évaluation. Elle est formée de neuf membres, choisis dans les différentes régions du Canton et les divers groupes économiques.

e) Mise à jour  
1. Ordinaire

**Art. 43d<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> La commission communale d'estimation met à jour d'office les valeurs officielles, en inscrivant l'un des changements suivants survenus aux immeubles et aux forces hydrauliques jusqu'à la fin de l'année fiscale :

- a) la construction, la transformation ou la démolition de bâtiments et d'installations;
- b) la modification de l'affectation ou de l'état de terrains et de bâtiments;
- c) les changements de zone, notamment la conversion de biens-fonds agricoles en terrains à bâtir, et inversement;
- d) la constitution, la modification ou l'extinction de droits, de charges et de concessions;
- e) l'existence de circonstances particulières qui font apparaître qu'une nouvelle évaluation conduirait à une modification de la valeur officielle de plus de 20 %.

<sup>2</sup> Lorsque l'une des conditions prévues à l'alinéa 1 est remplie, la valeur officielle des immeubles agricoles et sylvicoles doit être mise à jour sur la base des normes fédérales d'évaluation de la valeur de rendement agricole en vigueur.<sup>115)</sup>

2. Extraordinaire

**Art. 43e<sup>28)</sup>** A la demande et aux frais du contribuable, les mises à jour prévues à l'article 43d peuvent être faites en tout temps. Elles prennent effet à la fin de l'année fiscale au cours de laquelle la mise à jour a été faite.

Fortune  
commerciale

**Art. 44<sup>27)</sup>** <sup>1</sup> Les biens immatériels et les éléments de la fortune mobilière qui font partie de la fortune commerciale sont estimés à la valeur déterminante pour l'impôt sur le revenu.<sup>63)</sup>

<sup>2</sup> Le bétail est estimé selon les normes déterminées d'après la moyenne entre la valeur vénale et la valeur de rendement.

<sup>3</sup> Les marchandises sont estimées à leur prix de revient ou à leur valeur marchande si celle-ci est inférieure.

<sup>4</sup> Les éléments commerciaux de la fortune immobilière sont estimés à leur valeur officielle.

Titres, créances  
et droits

**Art. 45** <sup>1</sup> Les titres cotés sont imposés au cours de clôture du dernier jour de bourse de décembre ou du dernier jour ouvrable précédant la fin de l'assujettissement. [27\)41\)](#)

<sup>1bis</sup> Les titres faisant partie de la fortune privée qui ne sont pas cotés sont évalués sur la base de leur valeur intrinsèque et de leur valeur de rendement. La valeur de rendement est calculée en tenant compte des risques présentés par la société. [28\)41\)](#)

<sup>2</sup> Afin d'atténuer la double imposition économique, les participations dans des sociétés de capitaux et des sociétés coopératives suisses, dont les parts ne sont pas cotées en bourse ni ne font l'objet d'un commerce organisé hors bourse, sont évaluées à leur valeur vénale diminuée de 30 % de la différence entre celle-ci et la valeur nominale. [27\)](#)

<sup>3</sup> Les créances et les droits sont imposés à la valeur nominale, compte tenu toutefois du degré de probabilité du recouvrement.

Assurances sur  
la vie

**Art. 46** <sup>1</sup> Les assurances sur la vie sont comptées à la valeur fiscale. [52\)](#)

<sup>2</sup> ... [42\)](#)

Participations de  
collaborateur

**Art. 46a** [69\)](#) <sup>1</sup> Les participations de collaborateur au sens de l'article 15b, alinéa 1, sont estimées à leur valeur vénale, le cas échéant réduite pour tenir compte du délai de blocage.

<sup>2</sup> Les participations de collaborateur au sens des articles 15b, alinéa 3, et 15c sont déclarées sans valeur fiscale au moment de l'attribution.

<sup>3</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

### SECTION 3 : Déductions

Montant des  
déductions

**Art. 47** [37\)](#) Peuvent être défalqués de la fortune nette :

a) [70\)116\)](#) 54 000 francs\* pour les couples mariés vivant en ménage commun;

- b) [70\)](#) la moitié de ce montant pour les autres contribuables et pour chaque enfant à charge donnant droit à la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; pour les parents taxés séparément, dans la mesure où ils exercent l'autorité parentale conjointement sur leurs enfants à charge et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants, cette déduction est octroyée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; si aucun des parents ne bénéficie de ce tarif, la déduction est octroyée à celui qui bénéficie de la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons;
- c) ... [71\)](#)
- d) ... [80\)](#)

## SECTION 4 : Calcul de l'impôt

Taux unitaire

**Art. 48** [116\)](#) <sup>1</sup> Le taux unitaire de l'impôt sur la fortune dû pour une année est le suivant :

0,50 ‰	pour les	106 000 premiers francs*	de fortune;
0,75 ‰	pour les	318 000 francs*	suivants;
0,95 ‰	pour les	371 000 francs*	suivants;
1,10 ‰	pour les	796 000 francs*	suivants;
1,20 ‰	pour le surplus.		

<sup>2</sup> La fortune imposable est soumise à l'impôt lorsqu'elle atteint 55 000 francs\* au moins.

**Art. 49** [71\)](#)

## CHAPITRE IV : Règles particulières

Epoux, enfants  
sous autorité  
parentale

**Art. 50** <sup>1</sup> Le revenu et la fortune des époux qui vivent en ménage commun s'additionnent quel que soit le régime matrimonial. [22\)](#)

<sup>2</sup> Le revenu et la fortune des enfants sous autorité parentale sont ajoutés à ceux du détenteur de l'autorité parentale.

<sup>2bis</sup> Lorsque l'autorité parentale est exercée conjointement et qu'aucune contribution d'entretien n'est versée en faveur des enfants, le revenu et la fortune de ceux-ci sont ajoutés à ceux du parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1. Le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>3</sup> L'enfant est imposé séparément sur le produit de son activité lucrative, ses revenus acquis en compensation (art. 22, lettres a, b et d) et ses gains immobiliers.<sup>[22\)](#)</sup>

Partenariat  
enregistré

**Art. 50a<sup>[45\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Les partenaires enregistrés ont, en droit fiscal jurassien, le même statut que les époux.

<sup>2</sup> En particulier, les règles de la présente loi relatives aux personnes mariées, séparées, divorcées ou veuves, s'appliquent, au besoin par analogie, aux personnes respectivement liées par un partenariat enregistré, qui suspendent leur vie commune ou dont le partenariat enregistré est dissous judiciairement ou par suite de décès.

Communautés  
de personnes  
sans  
personnalité  
juridique

**Art. 51** Les sociétés commerciales étrangères et autres communautés de personnes étrangères sans personnalité juridique, assujetties à l'impôt en raison d'un rattachement économique, sont imposables conformément aux dispositions applicables aux personnes morales.

Communauté  
héréditaire,  
sociétés de  
personnes et  
placements  
collectifs de  
capitaux<sup>[52\)](#)</sup>

**Art. 51a<sup>[28\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Chaque héritier ou associé ajoute à ses propres éléments imposables sa part du revenu et de la fortune de l'hoirie ou de la société de personnes.

<sup>2</sup> Chacun des investisseurs ajoute à ses propres éléments imposables sa part du revenu et de la fortune de placements collectifs de capitaux au sens de la loi fédérale du 23 juin 2006 sur les placements collectifs de capitaux<sup>[7\)](#)</sup> (dénommée ci-après : "LPCC"), sauf s'il s'agit de placements collectifs qui possèdent des immeubles en propriété directe.<sup>[54\)](#)</sup>

Succession  
fiscale

**Art. 52** <sup>1</sup> Après le décès du contribuable, ses héritiers lui succèdent dans ses droits et obligations; ils répondent solidairement des impôts dus par le défunt jusqu'à concurrence de leur part héréditaire, y compris les avancements d'hoirie.

<sup>2</sup> Les impôts dus par le défunt doivent être acquittés avant tout partage de la succession.

<sup>3</sup> Le conjoint survivant est responsable jusqu'à concurrence de sa part et, s'il reçoit, du fait du régime matrimonial, une part du bénéfice ou de la communauté, supérieure à sa part légale selon le droit suisse, jusqu'à concurrence de ce montant supplémentaire.<sup>[28\)](#)</sup>

Responsabilité  
pour le paiement  
de l'impôt

**Art. 53** <sup>1</sup> Les époux qui vivent en ménage commun répondent solidairement de l'impôt total et de la part afférente au revenu et à la fortune des enfants soumis à leur autorité parentale.

<sup>2</sup> Si l'un des conjoints est notoirement insolvable, l'autre ne répond toutefois solidairement que de la part de l'impôt total afférente à ses propres éléments de revenu et de fortune ainsi qu'à ceux des enfants.

<sup>2bis</sup> Lorsque les époux ne vivent plus en ménage commun, l'obligation de répondre solidairement du montant global de l'impôt s'éteint pour tous les montants d'impôt encore dus.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le contribuable marié qui vit en ménage commun avec son conjoint ne répond que de la soustraction des éléments imposables qui lui sont propres.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Sont en outre solidairement responsables avec le contribuable :

- a) les enfants sous autorité parentale pour leur part à l'impôt total;
- b) les acheteurs et vendeurs d'un immeuble sis dans le Canton, jusqu'à concurrence de 3 % du prix d'achat, pour les impôts dus en raison de son intervention par un commerçant ou un intermédiaire domicilié à l'étranger;
- c) les personnes chargées de la liquidation d'entreprises ou d'établissements stables sis dans le Canton, de l'aliénation ou de la réalisation d'immeubles sis dans le Canton ou de créances garanties par de tels immeubles, jusqu'à concurrence du produit net, lorsque le contribuable est domicilié à l'étranger;
- d) les débiteurs des prestations mentionnées aux lettres b, d et e de l'article 9, alinéa 1, à moins qu'ils ne prouvent avoir pris tous les soins commandés par les circonstances;
- e) l'administrateur d'une succession ou l'exécuteur testamentaire pour les impôts dus par le défunt, jusqu'à concurrence de la valeur de la masse successorale, à moins qu'ils ne prouvent avoir pris tous les soins commandés par les circonstances;

- f)<sup>28)</sup> les associés d'une société de personnes qui sont domiciliés en Suisse, jusqu'à concurrence de leur part sociale, du paiement des impôts dus par les associés domiciliés à l'étranger.

<sup>5</sup> L'autorité fiscale fixe le principe et l'étendue de la responsabilité solidaire dans une décision susceptible de réclamation puis de recours.

Impôt d'après la  
dépense

**Art. 54<sup>83)</sup>** <sup>1</sup> Les personnes physiques ont le droit d'être imposées d'après la dépense au lieu de verser l'impôt sur le revenu et la fortune si elles remplissent les conditions suivantes :

- a) ne pas avoir la nationalité suisse;
- b) être assujetties à titre illimité (art. 7) pour la première fois ou après une absence d'au moins dix ans;
- c) ne pas exercer d'activité lucrative en Suisse.

<sup>2</sup> Les époux vivant en ménage commun doivent remplir l'un et l'autre les conditions de l'alinéa 1.

<sup>3</sup> L'impôt qui remplace l'impôt sur le revenu est calculé sur la base des dépenses annuelles du contribuable et des personnes dont il a la charge effectuées durant la période de calcul en Suisse et à l'étranger pour assurer leur train de vie, mais au minimum d'après le plus élevé des montants suivants :

- a) un montant fixé par le Gouvernement;
- b) pour les contribuables chefs de ménage : sept fois le loyer annuel ou la valeur locative fixée par les autorités compétentes;
- c) pour les autres contribuables : trois fois le prix de la pension annuelle pour le logement et la nourriture au lieu du domicile au sens de l'article 7.

<sup>4</sup> L'impôt est perçu d'après le barème de l'impôt ordinaire.

<sup>5</sup> L'impôt sur la fortune est calculé sur la base d'un montant équivalent au minimum à huit fois le montant de revenu retenu pour calculer l'impôt sur la dépense.

<sup>6</sup> Le montant de l'impôt d'après la dépense doit être au moins égal à la somme des impôts sur le revenu et sur la fortune calculés selon le barème ordinaire sur le montant total des éléments bruts suivants :

- a) la fortune immobilière sise en Suisse et son rendement;
- b) les objets mobiliers se trouvant en Suisse et les revenus qu'ils produisent;
- c) les capitaux mobiliers placés en Suisse, y compris les créances garanties par gage immobilier, et les revenus qu'ils produisent;



- d) les droits d'auteur, les brevets et droits analogues exploités en Suisse et les revenus qu'ils produisent;
- e) les retraites, rentes et pensions de sources suisses;
- f) les revenus pour lesquels le contribuable requiert un dégrèvement partiel ou total d'impôts étrangers en application d'une convention contre les doubles impositions conclue par la Suisse.

<sup>7</sup> Si les revenus provenant d'un Etat étranger y sont exonérés à la condition que la Suisse les impose, seuls ou avec d'autres revenus, au taux du revenu total, l'impôt est calculé non seulement sur la base des revenus mentionnés à l'alinéa 6, mais aussi de tous les éléments du revenu provenant de l'Etat-source qui sont attribués à la Suisse en vertu de la convention correspondante contre les doubles impositions.

<sup>8</sup> Le Gouvernement édicte des dispositions relatives à l'évaluation de la dépense et au calcul de l'impôt.

## CHAPITRE V : Imposition dans le temps

### SECTION 1 : Année fiscale

Année fiscale

**Art. 55** <sup>1</sup> Les impôts sur le revenu et la fortune sont arrêtés et prélevés pour chaque année fiscale.<sup>[27](#)</sup>

<sup>2</sup> L'année fiscale correspond à l'année civile.

<sup>3</sup> Si les conditions de l'assujettissement ne sont réalisées que durant une partie de l'année fiscale, l'impôt est prélevé sur les revenus obtenus durant cette période. Pour les revenus à caractère périodique, le taux de l'impôt se détermine compte tenu d'un revenu calculé sur douze mois. Les revenus à caractère non périodique sont soumis à un impôt annuel entier, mais ne sont en revanche pas convertis en un revenu annuel pour le calcul du taux. Les articles 36, 37 et 37a sont réservés.<sup>[27](#)</sup>

<sup>4</sup> L'alinéa 3 et l'article 34, alinéa 4, s'appliquent par analogie aux déductions.<sup>[28](#)</sup>

### SECTION 2 : Taxation ordinaire

Calcul du revenu

**Art. 56**<sup>[27](#)</sup> <sup>1</sup> Le revenu imposable se détermine d'après les revenus acquis pendant l'année fiscale.

<sup>2</sup> Le revenu de l'activité lucrative indépendante se détermine d'après le résultat des exercices commerciaux clos pendant l'année fiscale.

<sup>3</sup> Les contribuables qui exercent une activité lucrative indépendante doivent procéder à la clôture de leurs comptes à chaque période fiscale, en cas de cessation de leur activité lucrative indépendante, ainsi qu'en cas de fin d'assujettissement. La clôture des comptes n'est pas obligatoire lorsque l'activité lucrative n'a débuté qu'au cours du dernier trimestre.

<sup>4</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution nécessaires.

#### **Art. 57**<sup>(29)</sup>

Calcul de la fortune

**Art. 58**<sup>(27)</sup> <sup>1</sup> L'impôt sur la fortune est déterminé sur la base de l'état de la fortune à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement.

<sup>2</sup> Pour les contribuables qui exercent une activité lucrative indépendante et dont les exercices commerciaux ne coïncident pas avec l'année civile, la fortune commerciale imposable se détermine d'après le capital propre existant à la fin de l'exercice commercial clos durant la période fiscale.

<sup>3</sup> Si les conditions de l'assujettissement ne sont réalisées que durant une partie de la période fiscale, seul le montant d'impôt correspondant à cette durée est prélevé.

<sup>4</sup> En cas de dévolution successorale au cours de la période fiscale ou en cas de fin d'assujettissement à raison d'un rattachement économique durant la période fiscale, l'alinéa 3 s'applique par analogie.

Epoux

**Art. 58a**<sup>(28)</sup> <sup>1</sup> En cas de mariage, les époux sont imposés conjointement pour toute la période fiscale au cours de laquelle leur mariage a eu lieu.

<sup>2</sup> En cas de divorce ou de séparation judiciaire ou de fait, chaque époux est imposé séparément pour toute la période fiscale.

<sup>3</sup> En cas de décès de l'un des époux, ceux-ci sont imposés conjointement jusqu'au jour du décès. Le décès vaut comme fin d'assujettissement des deux époux et début d'assujettissement du conjoint survivant.

Enfant mineur

**Art. 58b**<sup>28)</sup> <sup>1</sup> Les revenus et la fortune de l'enfant sous autorité parentale sont ajoutés à ceux du détenteur de l'autorité parentale jusqu'à la fin de l'année précédant celle au cours de laquelle il atteint sa majorité.

<sup>2</sup> Lorsque l'enfant est sous autorité parentale conjointe de parents divorcés, séparés ou célibataires et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne lui soit versée, ses revenus et sa fortune sont ajoutés à ceux du parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; si aucun des parents ne bénéficie de ce tarif, ils sont ajoutés à ceux du parent qui bénéficie de la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons.

### **SECTION 3 : Taxation intermédiaire**<sup>29)</sup>

**Art. 59 et 60**<sup>29)</sup>

### **SECTION 4 : Eléments extraordinaires**<sup>29)</sup>

**Art. 61**<sup>29)</sup>

### **SECTION 5 : Taxation spéciale**

**Art. 62**<sup>29)</sup>

Prestations en capital, gains de loterie et gains immobiliers<sup>27)</sup>

**Art. 63** <sup>1</sup> Les impôts sur les revenus mentionnés aux articles 37 et 37a sont fixés pour l'année fiscale au cours de laquelle le droit au versement de ces revenus a été acquis.<sup>22)</sup>

<sup>2</sup> L'impôt sur les gains immobiliers est fixé pour l'année fiscale au cours de laquelle le gain a été réalisé.

## TITRE TROISIEME : Imposition des personnes morales

### CHAPITRE PREMIER : Assujettissement

Rattachement  
personnel

**Art. 64** <sup>1</sup> Les sociétés de capitaux, les sociétés coopératives, les associations, les fondations et les autres personnes morales sont assujetties à l'impôt lorsqu'elles ont leur siège ou leur administration effective dans le Canton.

<sup>2</sup> Les placements collectifs de capitaux qui possèdent des immeubles en propriété directe au sens de l'article 58 LPCC<sup>7)</sup> sont assimilés aux autres personnes morales. Les sociétés d'investissement à capital fixe au sens de l'article 110 LPCC sont imposées comme des sociétés de capitaux.<sup>52)</sup>

<sup>3</sup> Les personnes morales, les sociétés commerciales et les communautés de personnes de droit étranger sont assimilées aux personnes morales de droit suisse dont elles se rapprochent le plus par leur forme juridique ou leur structure effective.

Rattachement  
économique

**Art. 65** <sup>1</sup> Les personnes morales dont le siège ou l'administration effective se trouve hors du Canton sont assujetties à l'impôt :

- a) lorsqu'elles sont associées à une entreprise sise dans le Canton;
- b) lorsqu'elles exploitent un établissement stable dans le Canton;
- c) lorsqu'elles sont propriétaires d'un immeuble sis dans le Canton ou qu'elles ont sur un tel immeuble des droits de jouissance réels ou des droits personnels économiquement assimilables;
- d)<sup>92)</sup> lorsqu'elles font le commerce d'immeubles sis dans le Canton.

<sup>2</sup> Les personnes morales qui ont leur siège ou leur administration effective à l'étranger sont, en outre, assujetties à l'impôt :

- a) lorsqu'elles sont titulaires ou usufruitières de créances garanties par un gage immobilier ou un nantissement sur des immeubles sis dans le Canton;
- b)<sup>91)</sup> lorsqu'elles servent d'intermédiaires dans des opérations de commerce portant sur des immeubles sis dans le Canton;
- c) ...<sup>24)</sup>

<sup>3</sup> On entend par établissement stable toute installation fixe dans laquelle s'exerce tout ou partie de l'activité de l'entreprise. Sont notamment considérés comme établissements stables les succursales, usines, ateliers, comptoirs de vente, représentations permanentes, mines et autres lieux d'exploitation de ressources naturelles, ainsi que les chantiers de construction ou de montage d'une durée d'au moins douze mois. [28\)](#)

Etendue de  
l'assujettisse-  
ment

**Art. 66** <sup>1</sup> L'assujettissement fondé sur un rattachement personnel est illimité; il ne s'étend toutefois pas aux entreprises, aux établissements stables et aux immeubles situés hors du Canton.

<sup>2</sup> L'assujettissement fondé sur un rattachement économique est limité à la partie du bénéfice et du capital imposable dans le Canton selon l'article 65.

<sup>3</sup> ... [29\)](#)

<sup>4</sup> Les contribuables qui ont leur siège et leur administration effective à l'étranger doivent l'impôt au moins sur le bénéfice réalisé dans le Canton et sur le capital qui y est investi, au taux correspondant. [22\)](#)

Pertes subies à  
l'étranger

**Art. 66a** [23\)](#) <sup>1</sup> Dans les relations internationales, l'étendue de l'assujettissement d'une entreprise, d'un établissement stable ou d'un immeuble est définie conformément aux règles du droit fédéral concernant l'interdiction de la double imposition intercantonale. Une entreprise jurassienne peut compenser les pertes d'un établissement stable à l'étranger avec des bénéfices réalisés dans le Canton du Jura si l'Etat dans lequel cet établissement est sis n'a pas déjà tenu compte de ces pertes. Si cet établissement réalise des bénéfices au cours des sept années suivantes, l'impôt sera récupéré pendant ces exercices dans la mesure où les reports de pertes sont compensés dans l'Etat où il est sis. Les pertes portant sur des immeubles à l'étranger ne seront prises en considération que si un établissement stable est exploité dans le pays concerné. [27\)](#)

<sup>2</sup> ... [29\)](#)

<sup>3</sup> ... [29\)](#)

<sup>4</sup> Sont réservées les dispositions prévues dans les conventions visant à éliminer la double imposition.

Début et fin de  
l'assujettisse-  
ment

**Art. 67** <sup>1</sup> L'assujettissement commence le jour où la personne morale est fondée, où elle établit son siège ou son administration effective dans le Canton ou dès qu'elle y acquiert un élément imposable.

<sup>2</sup> L'assujettissement prend fin le jour où est close la liquidation de la personne morale, où son siège ou son administration effective sont déplacés à l'extérieur du Canton ou lorsque disparaît l'élément imposable dans le Canton.

<sup>2bis</sup> En cas de transfert du siège ou de l'administration effective à l'intérieur de la Suisse, le début et la fin de l'assujettissement sont régis par la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes<sup>3), 28)</sup>

<sup>3</sup> En cas de transfert des actifs et passifs d'une personne morale à une autre, les impôts dus par la première doivent être acquittés par la seconde.

Responsabilité  
solidaire

**Art. 68** <sup>1</sup> A la fin de l'assujettissement d'une personne morale, les personnes chargées de l'administration et de la liquidation répondent solidairement des impôts dus par celle-ci, jusqu'à concurrence du produit de la liquidation ou, pour le cas où la personne morale transfère son siège ou le lieu de son administration effective à l'extérieur du Canton, jusqu'à concurrence de la fortune nette de la personne morale. Elles sont libérées de toute responsabilité si elles prouvent qu'elles ont pris tous les soins commandés par les circonstances.<sup>27)</sup>

<sup>2</sup> Lorsqu'une personne morale est assujettie à l'impôt en raison d'un rattachement économique, les personnes chargées :

- a) de la liquidation d'une entreprise ou d'un établissement stable dans le Canton,
- b) de l'aliénation ou de la réalisation d'un immeuble sis dans le Canton ou de créances garanties par un tel immeuble,

répondent solidairement des impôts dus par cette personne morale, jusqu'à concurrence du produit net réalisé.

<sup>3</sup> Les membres de sociétés commerciales et d'autres communautés de personnes de droit étranger sans personnalité juridique répondent solidairement des impôts dus par ces sociétés et communautés.

<sup>4</sup> Lorsqu'une personne morale qui n'a ni son siège ni son administration effective en Suisse sert d'intermédiaire dans une opération portant sur un immeuble sis en Suisse, les acheteurs et vendeurs de l'immeuble sont solidairement responsables, jusqu'à concurrence de 3 % du prix d'achat, des impôts dus par cette personne morale en raison de son activité d'intermédiaire.<sup>[23\)](#)</sup>

## Exonérations

**Art. 69** <sup>1</sup> Sont exonérés de l'impôt :

- a) la Confédération et ses établissements dans les limites fixées par la législation fédérale;
- b) le Canton et ses établissements, y compris l'Etablissement d'assurance immobilière, mais à l'exception de la Banque cantonale du Jura;
- c) les communes municipales, les communes mixtes, les sections et syndicats de communes, sur les ressources affectées à des services publics;
- d) les communes bourgeoises, sur les ressources affectées directement à des tâches d'utilité publique accomplies par le Canton ou les communes;
- e)<sup>[41\)](#)</sup> les Eglises reconnues et les paroisses, sur les ressources affectées à leurs tâches;
- f) les institutions de prévoyance professionnelle dont les ressources sont affectées durablement et exclusivement à la prévoyance en faveur du personnel; leur sont assimilées les fondations bancaires dont les revenus et la fortune sont affectés exclusivement à la prévoyance individuelle liée, selon l'article 82 de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle vieillesse, survivants et invalidité<sup>[6\)](#)</sup>;
- g) les caisses indigènes d'assurances sociales et de compensation, notamment les caisses d'assurances chômage, maladie, vieillesse, invalidité et survivants, à l'exception des sociétés d'assurances concessionnaires;
- h)<sup>[27\)](#)[41\)](#)</sup> les personnes morales qui poursuivent des buts de service public ou d'utilité publique, sur le bénéfice et le capital exclusivement et irrévocablement affectés à ces buts; des buts économiques ne peuvent être considérés en principe comme étant d'intérêt public; l'acquisition et l'administration de participations en capital importantes à des entreprises ont un caractère d'utilité publique lorsque l'intérêt au maintien de l'entreprise occupe une position subalterne par rapport au but d'utilité publique et que des activités dirigeantes ne sont pas exercées;
- h<sup>bis</sup>)<sup>[43\)](#)</sup> les personnes morales qui visent des buts culturels dans le Canton ou sur le plan suisse, sur le bénéfice et le capital exclusivement et irrévocablement affectés à ces buts;

- i)<sup>52)</sup> les Etats étrangers, sur leurs immeubles situés dans le Canton et affectés exclusivement à l'usage direct de leurs représentations diplomatique et consulaire, ainsi que les bénéficiaires institutionnels d'exemptions fiscales visés à l'article 2, alinéa 1, de la loi fédérale du 22 juin 2007 sur l'Etat hôte<sup>53)</sup>, pour les immeubles dont ils sont propriétaires et qui sont occupés par leurs services;
- j)<sup>54)</sup> les placements collectifs qui possèdent des immeubles en propriété directe, dans la mesure où les investisseurs sont exclusivement des institutions de prévoyance professionnelle au sens de la lettre f ou des caisses indigènes d'assurances sociales et de compensation au sens de la lettre g exonérées de l'impôt;
- k)<sup>69)</sup> les entreprises de transport et d'infrastructure titulaires d'une concession de la Confédération qui reçoivent des indemnités pour cette activité ou qui doivent, du fait de leur concession, maintenir toute l'année un service d'importance nationale; les gains qui sont issus d'une activité soumise à concession et sont disponibles librement sont également exonérés de l'impôt; les exploitations annexes et les biens fonciers qui n'ont pas de relation nécessaires avec l'activité soumise à concession sont cependant exclus de l'exonération.

<sup>2</sup> ...<sup>71)</sup>

<sup>3</sup> Les articles 88, alinéa 2, et 113 sont réservés.

<sup>4</sup> Le Gouvernement édicte, par voie d'ordonnance, les dispositions d'exécution nécessaires.

## CHAPITRE II : Impôt sur le bénéfice

Objet

**Art. 70** <sup>1</sup> L'impôt sur le bénéfice a pour objet le bénéfice net.

<sup>2</sup> Le bénéfice net imposable comprend :

- a) le solde du compte de pertes et profits, tout report de l'année précédente étant éliminé;
- b) tous les prélèvements opérés sur le résultat commercial avant le calcul du solde du compte de pertes et profits, qui ne servent pas à couvrir des dépenses justifiées par l'usage commercial, tels que :
  - les frais d'acquisition, de production ou d'amélioration d'actifs immobilisés;
  - les amortissements et les provisions qui ne sont pas justifiés par l'usage commercial;
  - les versements aux fonds de réserve;



- la libération du capital propre au moyen de fonds appartenant à la personne morale, à condition qu'ils proviennent de réserves constituées par des bénéfices qui n'ont pas été imposés;
- les distributions ouvertes ou dissimulées de bénéfice et les avantages procurés à des tiers qui ne sont pas justifiés par l'usage commercial;
- c) les intérêts sur le capital propre dissimulé (art. 79, al. 2, lettre b);
- d) <sup>27)94)</sup> les produits et les bénéfices en capital, à l'exception des gains immobiliers, ainsi que les produits de liquidation et de réévaluation qui n'ont pas été crédités au compte de pertes et profits.

<sup>3</sup> Le bénéfice net imposable des personnes morales qui ne tiennent pas de compte de pertes et profits se détermine d'après l'alinéa 2, appliqué par analogie.

<sup>4</sup> Les prestations que des entreprises d'économie mixte remplissant une tâche d'intérêt public fournissent, de manière prépondérante, à des entreprises qui leur sont proches sont évaluées au prix actuel du marché, à leur coût actuel de production majoré d'une marge appropriée ou à leur prix de vente final actuel diminué d'une marge de bénéfice; le résultat de chaque entreprise est ajusté en conséquence. <sup>23)</sup>

Brevets et droits  
comparables  
a) Définitions

**Art. 70a** <sup>95)</sup> <sup>1</sup> Sont réputés brevets :

- a) les brevets au sens de la convention du 5 octobre 1973 sur le brevet européen dans sa version révisée du 29 novembre 2000 désignant la Suisse <sup>97)</sup>;
- b) les brevets au sens de la loi fédérale du 25 juin 1954 sur les brevets d'invention (loi sur les brevets) <sup>98)</sup>;
- c) les brevets étrangers correspondant aux brevets visés aux lettres a ou b.

<sup>2</sup> Sont réputés droits comparables :

- a) les certificats complémentaires de protection au sens de la loi fédérale du 25 juin 1954 sur les brevets d'invention (loi sur les brevets) <sup>98)</sup> ainsi que la prolongation de leur durée;
- b) les topographies protégées en vertu de la loi fédérale du 9 octobre 1992 sur la protection des topographies de produits semi-conducteurs (loi sur les topographies) <sup>99)</sup>;
- c) les variétés végétales protégées en vertu de la loi fédérale du 20 mars 1975 sur la protection des obtentions végétales <sup>100)</sup>;
- d) les données protégées en vertu de la loi fédérale du 15 décembre 2000 sur les médicaments et les dispositifs médicaux (loi sur les produits thérapeutiques) <sup>101)</sup>;
- e) les rapports protégés en vertu d'une disposition d'exécution de la loi fédérale du 29 avril 1998 sur l'agriculture <sup>102)</sup>;
- f) les droits étrangers correspondant aux droits visés aux lettres a à e.

## b) Imposition

**Art. 70b<sup>95)</sup>** <sup>1</sup> Si le contribuable en fait la demande, le bénéfice net provenant de brevets et de droits comparables est pris en compte dans le calcul du bénéfice net imposable en proportion des dépenses de recherche et de développement éligibles par rapport aux dépenses totales de recherche et de développement par brevet ou droit comparable (quotient Nexus) avec une réduction de 90 %.

<sup>2</sup> Le bénéfice net provenant de brevets et de droits comparables qui sont inclus dans les produits est déterminé en soustrayant du bénéfice net de chacun de ces produits 6 % des coûts attribués à ces produits ainsi que la rémunération de la marque.

<sup>3</sup> Lorsque le bénéfice net provenant de brevets et de droits comparables est imposé pour la première fois de façon réduite, les dépenses de recherche et de développement qui ont déjà été prises en compte lors de périodes fiscales antérieures, ainsi qu'une éventuelle déduction au sens de l'article 71a, sont ajoutées au bénéfice net imposable. Une réserve latente imposée doit être constituée dans la mesure du montant ajouté. Sur demande de la société, les réserves latentes peuvent être imposées dans un délai de cinq ans à compter du début de l'imposition réduite.

<sup>4</sup> Pour le surplus, l'ordonnance fédérale du 13 novembre 2019 relative à l'imposition réduite des bénéfices provenant de brevets et de droits comparables<sup>103)</sup> est applicable.

## Déclaration de réserves latentes au début de l'assujettissement

**Art. 70c<sup>95)</sup>** <sup>1</sup> Si le contribuable déclare des réserves latentes au début de l'assujettissement, y compris la plus-value qu'il a créée lui-même, ces réserves ne sont pas soumises à l'impôt sur le bénéfice. Ne peuvent pas être déclarées les réserves latentes d'une société de capitaux ou d'une société coopérative provenant de la possession de 10 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une autre société, ou d'une participation de 10 % au moins au bénéfice et aux réserves d'une autre société.

<sup>2</sup> Sont considérés comme début de l'assujettissement le transfert de valeurs patrimoniales, d'exploitations, de parties distinctes d'exploitation ou de fonctions de l'étranger à une entreprise ou à un établissement stable situé en Suisse, la fin d'une exonération visée à l'article 69, alinéa 1, ainsi que le transfert en Suisse du siège ou du lieu de l'administration effective.

<sup>3</sup> Les réserves latentes déclarées doivent être amorties annuellement au taux appliqué sur le plan fiscal à l'amortissement des valeurs patrimoniales concernées.

<sup>4</sup> La plus-value créée par le contribuable lui-même qui est déclarée doit être amortie dans un délai de dix ans.

Imposition des  
réserves latentes  
à la fin de  
l'assujettisse-  
ment

**Art. 70d<sup>95)</sup>** <sup>1</sup> Lorsque l'assujettissement prend fin, les réserves latentes qui n'ont pas été imposées et qui existent alors, y compris la plus-value créée par le contribuable lui-même, sont imposées.

<sup>2</sup> Sont considérés comme fin de l'assujettissement le transfert de valeurs patrimoniales, d'exploitations, de parties distinctes d'exploitation ou de fonctions de Suisse à une entreprise ou à un établissement stable situé à l'étranger, le passage à une exonération visée à l'article 69, alinéa 1, ainsi que le transfert à l'étranger du siège ou du lieu de l'administration effective.

Charges

**Art. 71<sup>113)</sup>** <sup>1</sup> Les charges justifiées par l'usage commercial comprennent notamment :

- a) les impôts fédéraux, cantonaux et communaux;
- b) les versements à des institutions de prévoyance en faveur du personnel de l'entreprise, à condition que soit exclue toute utilisation contraire à leur but;
- c) les dons en espèces et sous forme d'autres valeurs patrimoniales en faveur de personnes morales dont le siège est en Suisse et qui sont exonérées de l'impôt en raison de leurs buts de service public ou d'utilité publique (art. 69, al. 1, lettre h) ou en faveur de la Confédération, des cantons, des communes et de leurs établissements, ainsi que des Eglises reconnues et de leurs paroisses (art. 69, al. 1, lettres a, b, c, d, e), à concurrence de 10 % du bénéfice net; le Département des finances peut autoriser une déduction plus élevée lorsque les libéralités en cause sont destinées à l'Etat et à ses établissements, aux communes, aux Eglises reconnues et à leurs paroisses ou à des institutions soutenues dans une mesure essentielle par l'Etat ou les communes; le Gouvernement édicte les prescriptions d'application nécessaires;
- d) les rabais, escomptes, bonifications et ristournes accordés sur la contre-valeur de livraisons et de prestations, ainsi que les parts de bénéfice des compagnies d'assurances destinées à être réparties entre les assurés;
- e) les frais de formation et de perfectionnement à des fins professionnelles du personnel de l'entreprise, frais de reconversion compris;
- f) les sanctions visant à réduire le bénéfice, dans la mesure où elles n'ont pas un caractère pénal.

<sup>2</sup> Ne font pas partie des charges justifiées par l'usage commercial :

- a) les versements de commissions occultes au sens du droit pénal suisse;
- b) les dépenses qui permettent la commission d'infractions ou qui constituent la contrepartie à la commission d'infractions;

- c) les amendes;
- d) les sanctions financières administratives, dans la mesure où elle ont un caractère pénal.

<sup>3</sup> Si des sanctions au sens de l'alinéa 2, lettres c et d, ont été prononcées par une autorité pénale ou administrative étrangère, elles sont déductibles si :

- a) la sanction est contraire à l'ordre public suisse; ou si
- b) le contribuable peut démontrer de manière crédible qu'il a entrepris tout ce qui est raisonnablement exigible pour se comporter conformément au droit.

Déduction  
supplémentaire  
des dépenses de  
recherche et  
développement

**Art. 71a<sup>95)</sup>** <sup>1</sup> Sur demande, est autorisée la déduction des dépenses de recherche et de développement que le contribuable a engagées en Suisse, directement ou par l'intermédiaire de tiers, à raison d'un montant dépassant de 50 % les dépenses de recherche et de développement justifiées par l'usage commercial.

<sup>2</sup> Sont réputées recherche et développement la recherche scientifique et l'innovation fondée sur la science au sens de l'article 2 de la loi fédérale du 14 décembre 2012 sur l'encouragement de la recherche et de l'innovation<sup>104)</sup>.

<sup>3</sup> Une déduction augmentée est admissible pour :

- a) les dépenses de personnel directement imputables à la recherche et au développement, plus un supplément équivalant à 35 % de ces dépenses, mais jusqu'à concurrence des dépenses totales du contribuable;
- b) 80 % des dépenses pour les travaux de recherche et de développement facturés par des tiers.

<sup>4</sup> Si le mandant des travaux de recherche et de développement est habilité à effectuer la déduction, le mandataire n'a droit à aucune déduction à ce titre.

Limitation de la  
réduction fiscale

**Art. 71b<sup>95)</sup>** <sup>1</sup> La réduction fiscale totale fondée sur les articles 70b, alinéas 1 et 2, et 71a ne doit pas dépasser 70 % du bénéfice imposable avant compensation des pertes, à l'exclusion du rendement net des participations au sens de l'article 78, alinéas 1, 2, deuxième phrase, et 5, lettre b, et avant déduction des réductions effectuées.

<sup>2</sup> Ni les réductions fondées sur les articles 70b, alinéa 1 ou 2, ou 71a, ni la réduction fiscale totale ne doivent entraîner de reports de pertes.

Eléments non  
déterminants

**Art. 72** Ne constituent pas un bénéfice imposable :

- a) <sup>22)</sup> les apports des membres de sociétés de capitaux et de sociétés coopératives, y compris l'agio et les prestations à fonds perdu;
- b) les augmentations de fortune provenant d'une succession, d'un legs ou d'une donation;
- c) <sup>28)</sup> le transfert, dans un autre canton, du siège, de l'administration, d'une entreprise ou d'un établissement stable, à condition qu'il n'y ait ni aliénation ni réévaluation comptable.

Restructurations

**Art. 73<sup>41)</sup>** <sup>1</sup> Les réserves latentes d'une personne morale ne sont pas imposées lors de restructurations, notamment lors de fusion, de scission ou de transformation, pour autant que la personne morale reste assujettie à l'impôt en Suisse et que les éléments commerciaux soient repris à leur dernière valeur déterminante pour l'impôt sur le bénéfice. Cela vaut en cas :

- a) de transformation en une société de personnes ou en une autre personne morale;
- b) <sup>52)</sup> de division ou de séparation d'une personne morale à condition que ce transfert ait pour objet une ou plusieurs exploitations ou parties distinctes d'exploitation et pour autant que les personnes morales existantes après la scission poursuivent une exploitation ou une partie distincte d'exploitation;
- c) d'échange de droits de participation ou de droits de sociétariat suite à une restructuration ou à une concentration équivalant économiquement à une fusion;
- d) de transfert à une société fille suisse d'exploitations ou de parties distinctes d'exploitation, ainsi que d'éléments qui font partie des biens immobilisés de l'exploitation; on entend par société fille une société de capitaux ou une société coopérative dont la société de capitaux ou la société coopérative transférante possède au moins 20 % du capital-actions ou du capital social.

<sup>2</sup> En cas de transfert à une société fille au sens de l'alinéa 1, lettre d, les réserves latentes transférées font l'objet d'un rappel d'impôt selon la procédure prévue aux articles 173 à 175, dans la mesure où, durant les cinq ans qui suivent la restructuration, les valeurs patrimoniales, les droits de participation ou les droits de sociétariat transférés à la société fille sont aliénés; dans ce cas, la société fille peut faire valoir les réserves latentes correspondantes imposées comme bénéfice.

<sup>3</sup> Des participations directes ou indirectes de 20 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une autre société de capitaux ou d'une société coopérative, mais aussi des exploitations ou des parties distinctes d'exploitation ainsi que des éléments qui font partie des biens immobilisés de l'exploitation, peuvent être transférés, à leur dernière valeur déterminante pour l'impôt sur le bénéfice, entre des sociétés de capitaux ou des sociétés coopératives suisses qui, grâce à la détention de la majorité des voix ou d'une autre manière, sont réunies sous la direction unique d'une société de capitaux ou d'une société coopérative. Le transfert à une société fille suisse au sens de l'alinéa 1, lettre d, est réservé.<sup>94)</sup>

<sup>4</sup> Si, dans les cinq ans qui suivent un transfert selon l'alinéa 3, les éléments de patrimoine transférés sont aliénés ou si la direction unique est abandonnée durant cette période, les réserves latentes transférées font l'objet d'un rappel d'impôt selon la procédure prévue aux articles 173 à 175. La personne morale bénéficiaire peut, dans ce cas, faire valoir les réserves latentes correspondantes imposées comme bénéfice. Les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives suisses réunies sous une direction unique au moment de la violation du délai de blocage répondent solidairement du rappel d'impôt.

<sup>5</sup> ...<sup>96)</sup>

<sup>6</sup> L'imposition des réévaluations comptables et des prestations compensatoires demeure réservée.

<sup>7</sup> La société qui subit une perte comptable sur la participation qu'elle avait dans une société de capitaux ou une société coopérative dont elle reprend l'actif et le passif ne peut déduire cette perte; est imposable l'éventuel bénéfice comptable sur la participation.

#### Evaluation

**Art. 74<sup>27)41)</sup>** Les dispositions relatives à l'impôt sur le revenu (art. 16, 25, 27, 29 à 32) sont applicables par analogie pour les augmentations de valeur comptabilisées, pour la défalcation des frais d'obtention du revenu, des frais d'entretien d'immeubles, des intérêts passifs, des prestations en faveur d'employés, des pertes et pour la constitution de provisions.

#### Amortissements

**Art. 74a<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> Les amortissements des actifs justifiés par l'usage commercial sont autorisés, à condition que ceux-ci soient comptabilisés ou, à défaut d'une comptabilité tenue selon l'usage commercial, qu'ils apparaissent dans un plan spécial d'amortissements.

<sup>2</sup> En général, les amortissements sont calculés sur la base de la valeur effective des différents éléments de fortune ou doivent être répartis en fonction de la durée probable d'utilisation de chacun de ces éléments.

<sup>3</sup> Les amortissements sur participations qui sont en relation avec des distributions antérieures de bénéfices ne sont pas considérés comme justifiés par l'usage commercial.

<sup>4</sup> Les amortissements opérés sur des actifs qui ont été réévalués afin de compenser des pertes ne sont admis que si les réévaluations étaient autorisées par le droit commercial et que les pertes pouvaient être déduites conformément à l'article 75, alinéa 1, au moment de l'amortissement.

<sup>5</sup> Les corrections de valeur ainsi que les amortissements effectués sur le coût d'investissement des participations d'au moins 10 % sont ajoutés au bénéfice imposable dans la mesure où ils ne sont plus justifiés.<sup>63)</sup>

<sup>6</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'application nécessaires.

Remploi

**Art. 74b<sup>43)</sup>** <sup>1</sup> Lorsque des biens meubles immobilisés nécessaires à l'exploitation sont remplacés, les réserves latentes sur ces biens peuvent être reportées sur les éléments acquis en remploi, si ces derniers sont également nécessaires à l'exploitation et se trouvent en Suisse. L'imposition en cas de remplacement d'immeubles par des biens mobiliers est réservée.<sup>63)</sup>

<sup>2</sup> En cas de remplacement de participations, les réserves latentes peuvent être reportées sur une nouvelle participation si la participation aliénée était égale à 10 % au moins du capital-actions ou du capital social ou à 10 % au moins du bénéfice et des réserves de l'autre société et si la société de capitaux ou la société coopérative a détenu cette participation pendant un an au moins.<sup>63)</sup>

<sup>3</sup> Lorsque le remploi n'intervient pas durant le même exercice, une provision correspondant aux réserves latentes peut être constituée; elle doit être dissoute et affectée à l'amortissement de l'élément acquis en remploi ou portée au crédit du compte de pertes et profits dans un délai raisonnable.<sup>52)</sup>

<sup>4</sup> Seuls les biens meubles immobilisés, directement utiles à une entreprise, sont considérés comme nécessaires à l'exploitation; n'en font pas partie, notamment, les biens qui ne sont utiles à l'entreprise que par leur valeur de placement ou leur rendement.



Déduction des  
pertes

**Art. 75** <sup>1</sup> Les pertes des sept exercices précédant la période fiscale peuvent être déduites du bénéfice de cette période, pour autant qu'elles n'aient pas été déduites du bénéfice imposable des périodes précédentes. [22\)](#)

<sup>2</sup> Pour le surplus, les alinéas 2 et 3 de l'article 29 sont applicables par analogie.

Associations,  
fondations et  
placements  
collectifs de  
capitaux [52\)](#)

**Art. 76** <sup>1</sup> Les cotisations statutaires versées aux associations par leurs membres et les apports à la fortune des fondations ne font pas partie du bénéfice imposable.

<sup>2</sup> Les intérêts passifs, les frais d'entretien d'immeubles, les libéralités d'utilité publique ainsi que les dépenses liées à l'acquisition de recettes imposables des associations peuvent être entièrement déduits des recettes; les autres dépenses ne peuvent l'être que dans la mesure où elles excèdent les cotisations des membres.

<sup>3</sup> Les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives peuvent déduire 20 000 francs\* de leur bénéfice imposable. [70\)](#)

<sup>4</sup> Les placements collectifs de capitaux sont soumis à l'impôt sur le bénéfice pour le rendement de leurs immeubles en propriété directe. [52\)](#)

Personnes  
morales  
poursuivant des  
buts idéaux

**Art. 76a** [89\)](#) <sup>1</sup> Sont exonérés de l'impôt les bénéfices des personnes morales qui poursuivent des buts idéaux pour autant qu'ils n'excèdent pas 30 000 francs et qu'ils soient affectés exclusivement et irrévocablement à ces buts.

<sup>2</sup> Les personnes morales qui poursuivent des buts idéaux peuvent, sur leurs revenus extraordinaires, procéder à des amortissements ou constituer des provisions pour couvrir de futures dépenses à des fins non économiques. Les provisions qui ne se justifient plus sont ajoutées au bénéfice imposable.

Calcul de l'impôt  
a) En général

**Art. 77** [70\)](#) <sup>1</sup> Le taux unitaire de l'impôt sur le bénéfice équivaut à 1,837 % du bénéfice imposable. [94\)](#)

<sup>2</sup> Le taux unitaire est susceptible d'être relevé, dans des cas particuliers liés aux relations internationales.



## b) Réduction

**Art. 78<sup>22)</sup>** <sup>1</sup> Pour les sociétés qui participent au capital-actions ou au capital social d'autres sociétés ou de sociétés coopératives à raison de 10 % au minimum, participent pour 10 % au moins au bénéfice et aux réserves d'une autre société ou possèdent une participation représentant une valeur vénale d'un million de francs au moins, l'impôt dû sur le bénéfice est réduit proportionnellement au rapport entre le rendement net des participations et le bénéfice net total.<sup>63)83)</sup>

<sup>2</sup> Le rendement net des participations correspond au revenu de ces participations diminué des frais de financement y relatifs et d'une contribution de 5 % destinée à la couverture de frais d'administration, sous réserve de la preuve de frais d'administration effectifs inférieurs ou supérieurs à ce taux. Sont réputés frais de financement les intérêts passifs ainsi que les autres frais économiquement assimilables à des intérêts passifs. Font également partie du revenu des participations, les bénéfices en capital provenant de participations, le produit de la vente de droits de souscription y relatifs, ainsi que les bénéfices de réévaluation selon l'article 670 du Code des obligations<sup>2), 27)</sup>

<sup>3</sup> Ne font pas partie du rendement des participations :

- a) ...<sup>29)</sup>
- b) les recettes qui représentent des charges justifiées par l'usage commercial pour la société de capitaux ou la société coopérative qui les verse;
- c) ...<sup>29)</sup>

<sup>4</sup> Le rendement d'une participation n'entre dans le calcul de la réduction que dans la mesure où cette participation ne fait pas l'objet d'un amortissement qui est lié à la distribution du bénéfice et porté en diminution du bénéfice net imposable.

<sup>5</sup> Les bénéfices en capital et les bénéfices de réévaluation selon l'article 670 du Code des obligations n'entrent dans le calcul de la réduction que :

- a) dans la mesure où le produit de l'aliénation est supérieur au coût d'investissement;
- b)<sup>63)</sup> si la participation aliénée était égale à 10 % au moins du capital-actions ou du capital social de l'autre société ou si elle avait un droit fondé sur 10 % au moins du bénéfice et des réserves de l'autre société et que la société de capitaux ou la société coopérative l'a détenue pendant un an au moins. Si la participation est tombée au-dessous de 10 % à la suite d'une aliénation partielle, la réduction ne peut être accordée sur chaque bénéfice résultant d'une aliénation ultérieure que si la valeur vénale des droits de participation s'élevait à un million de francs au moins à la fin de l'année fiscale précédant l'aliénation.<sup>28)</sup>

<sup>6</sup> Le coût d'investissement est diminué des amortissements selon l'alinéa 4, ou, en cas de réévaluation selon l'article 670 du Code des obligations, augmenté des bénéfices de réévaluation. Pour les participations qui ont été transférées à leur valeur comptable lors d'une restructuration sans effet sur le résultat, on se fondera sur le coût d'investissement initial. [28\)](#)

<sup>7</sup> Les transactions qui se traduisent au sein du groupe par une économie d'impôt injustifiée entraînent une rectification du bénéfice imposable ou une diminution de la réduction. L'économie d'impôt est injustifiée lorsque les bénéfices en capital et les pertes en capital ou les amortissements relatifs à des participations au sens des articles 74a et 78 sont en relation de cause à effet. [28\)](#)

<sup>8</sup> En ce qui concerne les sociétés mères de banques d'importance systémique au sens de l'article 7, alinéa 1, de la loi fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques [119\)](#), ne sont pas pris en compte pour le calcul du rendement net au sens de l'alinéa 1, les frais de financement relatifs aux emprunts suivants et la créance inscrite au bilan à la suite du transfert au sein du groupe des fonds provenant des emprunts suivants :

- a) emprunts à conversion obligatoire et emprunts assortis d'un abandon de créances visés à l'article 11, alinéa 4, de la loi fédérale sur les banques [119\)](#); et
- b) instruments de dette destinés à absorber les pertes en présence de mesures en cas d'insolvabilité au sens des articles 28 à 32 de la loi fédérale sur les banques [119\)](#), [115\)](#)

c) Placements collectifs de capitaux

**Art. 78a** [54\)](#) Le taux unitaire de l'impôt sur le bénéfice des placements collectifs de capitaux qui détiennent des immeubles en propriété directe équivaut au tiers du taux prévu à l'article 77.

d) Personnes morales poursuivant des buts idéaux

**Art. 78b** [89\)](#) Le taux unitaire de l'impôt sur le bénéfice des personnes morales qui poursuivent des buts idéaux, à l'exception des sociétés de capitaux et des sociétés coopératives, équivaut à la moitié du taux prévu à l'article 77.

### CHAPITRE III : Impôt sur le capital

Objet

**Art. 79** <sup>1</sup> L'impôt sur le capital a pour objet le capital propre.

<sup>2</sup> Le capital propre imposable comprend :

- a) le capital-actions ou le capital social libéré ainsi que les réserves ouvertes et les réserves latentes constituées au moyen de bénéfices imposés;

a<sup>bis</sup>) ...[96\)](#)

b) la part des fonds étrangers qui joue économiquement le rôle de capital propre (sous-capitalisation).

2bis Est imposable au moins le capital-actions ou le capital social libéré.[28\)](#)

<sup>3</sup> Le capital propre imposable des sociétés de capitaux et sociétés coopératives en liquidation ainsi que celui des associations, fondations et autres personnes morales correspond à leur fortune nette.

<sup>4</sup> Les placements collectifs de capitaux sont assujettis à l'impôt sur le capital pour la fortune que représentent les immeubles détenus en propriété directe.[52\)](#)

Evaluation des réserves

**Art. 80** Les réserves imposables sont déterminées sur la base des livres de comptabilité et d'après les circonstances effectives.

Associations, fondations et placements collectifs de capitaux

**Art. 81**[116\)](#) Les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives peuvent déduire 50 000 francs\* de leur capital imposable. La déduction est portée au double du montant précité pour les personnes morales qui poursuivent des buts idéaux.

Calcul de l'impôt

**Art. 82**[27\)94\)](#) <sup>1</sup> Le taux unitaire de l'impôt sur le capital équivaut à 0,375 ‰ du capital propre imposable.

<sup>2</sup> Le taux unitaire de l'impôt sur le capital propre afférent aux droits de participation visés à l'article 78, aux brevets et droits comparables visés à l'article 70a ainsi qu'aux prêts consentis à des sociétés du groupe est de 0,05 ‰.

## CHAPITRE IV : Sociétés holding et de domicile

**Art. 83 à 84b**[96\)](#)

## CHAPITRE V : Imposition dans le temps

Période fiscale

**Art. 85** <sup>1</sup> Les impôts sur le bénéfice et sur le capital sont fixés et prélevés pour la période fiscale; celle-ci correspond à l'exercice commercial.

<sup>2</sup> Chaque année civile, l'année de fondation exceptée, les contribuables doivent procéder à la clôture de leurs comptes et établir un bilan et un compte de pertes et profits; la même obligation leur incombe en cas de transfert du siège, de l'administration, d'une entreprise ou d'un établissement stable, ainsi qu'à la fin de la liquidation.<sup>[27\)](#)</sup>

Base  
d'évaluation

**Art. 86** <sup>1</sup> Le bénéfice imposable est déterminé d'après le résultat de la période fiscale; lorsque l'exercice comprend plus ou moins de douze mois, le taux de l'impôt sur le bénéfice est fixé compte tenu d'un bénéfice net calculé sur douze mois.

<sup>1bis</sup> Si les comptes annuels sont établis dans une monnaie étrangère, le bénéfice net imposable doit être converti en francs suisses. Le taux de change moyen (vente) de la période fiscale est déterminant.<sup>[120\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Lors de la liquidation d'une personne morale ou du transfert de son siège, de son administration, d'une entreprise ou d'un établissement stable à l'étranger, les réserves latentes constituées au moyen de bénéfices non soumis à l'impôt sont imposées avec le bénéfice net du dernier exercice.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le capital imposable est déterminé selon l'état à la fin de la période fiscale.

<sup>3bis</sup> Si les comptes annuels sont établis dans une monnaie étrangère, le capital propre imposable doit être converti en francs suisses. Le taux de change (vente) à la fin de la période fiscale est déterminant.<sup>[120\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Lorsque l'exercice commercial est supérieur ou inférieur à douze mois, l'impôt sur le capital est calculé sur la base de la durée de l'exercice en question.<sup>[28\)](#)</sup>

## TITRE QUATRIEME : Impôt sur les gains immobiliers

### CHAPITRE PREMIER : Généralités

Objet

**Art. 87** <sup>1</sup> L'impôt sur les gains immobiliers a pour objet les gains réalisés lors de l'aliénation d'un immeuble, d'une part d'immeuble ou d'une force hydraulique faisant partie de la fortune privée ou de la fortune commerciale du contribuable, ainsi que lors de l'aliénation de droits à de tels éléments.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le bénéfice lié au transfert à un tiers d'un droit grevant un immeuble ne constitue pas un gain immobilier.

<sup>3</sup> Les gains ne sont imposés que s'ils se montent à 4 000 francs au moins.

<sup>4</sup> Sont soumis à l'impôt sur le revenu ou sur le bénéfice, à titre d'exception :

- a) les gains réalisés sur les immeubles dont le contribuable fait le commerce dans l'exercice de sa profession;
- b) les bonifications ou indemnités pour la charge temporaire d'immeubles et de forces hydrauliques constituée par des servitudes, ou par des restrictions de la propriété fondées sur le droit public, et pour l'octroi temporaire de droits personnels à l'exploitation ou à la jouissance; lorsque ces bonifications se rapportent à des actes juridiques équivalant à une aliénation partielle, elles ne sont imposables que dans la mesure où elles excèdent la part au prix d'acquisition;
- c) les sommes amorties conformément au droit fiscal et non imposées, qui sont réalisées lors d'une aliénation (art. 16, al. 2, lettre a);
- d)<sup>54)</sup> les gains réalisés par les placements collectifs de capitaux qui détiennent des immeubles en propriété directe.

Assujettissement **Art. 88** <sup>1</sup> Celui qui aliène un immeuble ou une force hydraulique sis dans le Canton, ou celui qui cède un droit à un immeuble est soumis à l'impôt sur les gains immobiliers.

<sup>1bis</sup> Les cohéritiers sont soumis à l'impôt sur les gains immobiliers pour leur participation au gain au sens des articles 619 du Code civil suisse (CC)<sup>8)</sup> et 28 à 35 de la loi fédérale sur le droit foncier rural (LDFR)<sup>9), 28)</sup>

<sup>2</sup> La Confédération, selon le droit fédéral, et l'Etat du Jura sont exonérés de l'impôt sur les gains immobiliers, de même que les communes municipales, les communes mixtes et les syndicats de communes, les Eglises reconnues et leurs paroisses pour les gains qu'elles réalisent sur leur propre territoire. Il en va de même des entreprises de transport et d'infrastructure titulaires d'une concession de la Confédération définies à l'article 69, alinéa 1, lettre k, pour les gains réalisés lors de l'aliénation d'un bien immobilier présentant un lien avec l'activité soumise à concession.<sup>70)</sup>

Aliénation **Art. 89** <sup>1</sup> Toute aliénation qui opère le transfert de la propriété d'un immeuble donne lieu à imposition.<sup>27)</sup>

<sup>2</sup> Sont considérés en particulier comme aliénation la vente, l'échange, l'expropriation, l'apport dans une société, le transfert d'immeubles d'une société à un détenteur de droits de participation, le partage successoral, la dissolution d'une collectivité, la participation du cohéritier au bénéfice (art. 619 CC et 28 à 35 LDFR) et les participations à un gain immobilier fondées sur un droit public.<sup>27)</sup>

<sup>3</sup> Sont assimilés à une aliénation<sup>27)</sup> :

- a) les actes juridiques qui, relativement au pouvoir de disposer d'un immeuble, équivalent effectivement et économiquement à une aliénation, comme la réalisation de la participation majoritaire à une société immobilière et le transfert à titre onéreux d'un droit d'emption grevant un immeuble;
- b)<sup>27)</sup> la constitution de servitudes de droit privé sur un immeuble ou une force hydraulique ou les restrictions de droit public à la propriété foncière, lorsque celles-ci limitent l'exploitation ou diminuent la valeur vénale de l'immeuble de manière durable et essentielle et qu'elles donnent lieu à une indemnité; l'indemnité n'est pas soumise à l'impôt sur les gains immobiliers lorsqu'elle est imposable comme rendement de la fortune immobilière, notamment lorsqu'elle consiste en un revenu de droit de superficie (art. 19, al. 1, lettre c) ou en un revenu provenant d'un droit à l'exploitation.

<sup>4</sup> Par droit à l'exploitation, il faut entendre en particulier celui d'extraire de la pierre, du gravier, du sable, de la marne, de la tourbe, du charbon et d'autres minéraux, ainsi que celui de prendre ou d'utiliser de l'eau ou la force hydraulique.

Exceptions à  
l'imposition  
a) Non-assujet-  
tissement

#### **Art. 90<sup>29)</sup>**

b) Imposition  
différée

**Art. 91** <sup>1</sup> L'imposition du gain immobilier est différée :

- a)<sup>27)</sup> en cas de remembrement opéré soit en vue de remaniement parcellaire, de l'établissement d'un plan de quartier, de rectification de limites ou d'arrondissement de l'aire agricole, soit dans le cadre d'une procédure d'expropriation ou en raison d'une expropriation imminente;
- b) ...<sup>29)</sup>
- c)<sup>41)52)</sup> en cas de restructurations d'entreprises constituées en raison individuelle ou en société de personnes selon l'article 17 et de personnes morales selon l'article 73; les articles 17, alinéa 3, et 73, alinéas 2 et 4, s'appliquent par analogie;

- d)<sup>[27](#)[41](#)</sup> en cas d'aliénation d'un immeuble faisant partie des immobilisations nécessaires à l'exploitation (art. 28 et 74b), à condition que le produit de cette aliénation soit affecté dans un délai raisonnable à l'acquisition en Suisse d'un immeuble semblable et destiné à remplir la même fonction dans l'entreprise; pour les immeubles agricoles et sylvicoles, l'imposition est également différée si le bien acquis en remplacement appartient au contribuable et est exploité par lui-même, mais qu'il n'a pas la même fonction dans l'entreprise ou si le produit de l'aliénation est affecté à l'amélioration d'immeubles agricoles ou sylvicoles;
- e)<sup>[41](#)</sup> en cas de restructurations d'institutions de prévoyance au sens de l'article 69, alinéa 1, lettre f;
- f)<sup>[28](#)</sup> en cas de transfert de propriété entre époux en rapport avec le régime matrimonial ou en cas de dédommagement de contributions extraordinaires d'un époux à l'entretien de la famille (art. 165 CC) ou de prétentions découlant du droit du divorce, pour autant que les deux époux soient d'accord;
- g)<sup>[28](#)</sup> en cas d'aliénation de l'habitation (maison ou appartement) ayant durablement et exclusivement servi au propre usage de l'aliénateur, dans la mesure où le produit ainsi obtenu est affecté, dans un délai approprié, à l'acquisition ou à la construction en Suisse d'une habitation servant au même usage;
- h)<sup>[28](#)[41](#)</sup> en cas de transfert de propriété par succession (dévolution d'hérédité, partage successoral, legs), donation ou avancement d'hoirie; en cas d'avancement d'hoirie, la gratuité est admise si la prestation du cessionnaire consiste exclusivement :
- en la reprise d'une charge constituée par des créances hypothécaires en faveur de tiers;
  - en la constitution, en cas de cession à des descendants, d'un droit d'habitation ou d'un usufruit en faveur du cédant;
  - en l'engagement de verser des compensations aux cohéritiers.

<sup>2</sup> Lorsque l'immeuble acquis en remploi (lettres d et g de l'alinéa 1) est sis à l'extérieur du Canton et qu'il est aliéné ultérieurement, les gains bruts qui ont fait l'objet d'une imposition différée dans le Canton sont soumis à l'impôt.<sup>[28](#)</sup>

<sup>3</sup> Lorsque l'imposition est différée en raison d'un remploi privé (lettre g de l'alinéa 1) ou d'un remploi commercial (lettre d de l'alinéa 1), l'impôt n'est reporté que pour la part du gain compensée dans le montant réinvesti dans l'immeuble de remplacement. La part des réserves latentes dégagées par la réalisation de l'ancien élément de fortune qui n'est pas réinvestie est soumise à l'impôt sur le revenu.<sup>[28](#)</sup>

## CHAPITRE II : Evaluation du gain immobilier

Principe

**Art. 92** <sup>1</sup> La différence entre le prix de revient de l'immeuble et le produit de l'aliénation constitue le gain immobilier.

<sup>2</sup> Le prix de revient correspond au prix d'acquisition augmenté des impenses.

<sup>3</sup> ...[96\)](#)

Prix d'acquisition  
a) En général

**Art. 93** <sup>1</sup> Le prix d'acquisition correspond au prix d'achat inscrit au registre foncier ou au prix moindre effectivement payé. Un prix plus élevé n'est pris en considération que si le propriétaire précédent a acquitté l'impôt sur le gain immobilier, y compris les amendes fiscales éventuelles, sur la totalité du produit réel de l'aliénation.

<sup>2</sup> Les prestations périodiques portées au compte de l'aliénateur sont capitalisées et font partie du prix d'acquisition, indépendamment de celles qui sont effectivement fournies. Les articles 22, lettre f, et 32, alinéa 1, lettre b, sont réservés.

<sup>3</sup> Le prix d'acquisition d'un immeuble acquis par voie d'échange équivaut au produit imputé à l'acquéreur pour l'immeuble cédé en échange.

<sup>4</sup> Si la dernière aliénation imposable remonte à plus de 30 ans, l'aliénateur peut faire valoir, comme prix d'acquisition, la valeur officielle en vigueur 30 ans auparavant; dans ce cas, la durée de possession (art. 104) est de 30 ans et seules les impenses consenties sur l'immeuble durant ce même laps de temps peuvent être prises en compte.[43\)](#)

b) ...

**Art. 94**[29\)](#)

c) En cas  
d'imposition  
différée

**Art. 95**[27\)](#) <sup>1</sup> Si, lors de l'acquisition, l'imposition a été différée selon l'article 91, alinéa 1, lettres c, e, f et h, le prix d'acquisition déterminant est celui de la précédente aliénation imposable.

<sup>2</sup> Si, lors de l'acquisition, l'imposition a été différée selon l'article 91, alinéa 1, lettres a, d et g, le prix d'acquisition déterminant est celui de l'immeuble cédé lors de l'aliénation dont l'imposition a été différée.



<sup>3</sup> Lors de l'aliénation d'un immeuble dont l'acquisition ou l'amélioration a donné lieu à une imposition différée, selon l'article 91, alinéa 1, lettres d et g, le gain réinvesti est déduit des dépenses d'investissement.

d) En cas  
d'aliénation  
partielle

**Art. 96** <sup>1</sup> Lorsqu'un immeuble n'est aliéné qu'en partie ou s'il est constitué un droit grevant un immeuble, la part correspondante du prix d'acquisition total sert de base à l'imposition de l'aliénation partielle.

<sup>2</sup> Si le prix d'acquisition n'a pu être imputé entièrement sur le prix de vente, les taxations antérieures sont révisées après la dernière aliénation partielle. Les impôts qui auraient été payés en trop sont remboursés.

<sup>3</sup> La somme de toutes les fractions du prix d'acquisition formées lors des différentes aliénations partielles ne saurait dépasser le montant total du prix d'acquisition.

Impenses

**Art. 97** <sup>1</sup> Les impenses sont les frais inséparablement liés à l'acquisition ou à l'aliénation et les frais qui ont contribué à l'amélioration ou à l'augmentation durable de la valeur de l'immeuble.

<sup>2</sup> En font partie notamment :

- a) les droits de mutation, les frais d'actes et d'enchères (sols par franc);
- b) <sup>27)</sup> les commissions et les frais de courtage usuels ainsi que les frais judiciaires liés à l'achat ou à la vente;
- c) les dépenses qui entraînent une augmentation durable de la valeur de l'immeuble, notamment celles qui sont liées aux nouvelles constructions, aux transformations, aux installations d'eau, d'éclairage et de chauffage, aux constructions de routes, aux améliorations foncières et aux endiguements, y compris les contributions volontaires versées dans ce but à une collectivité publique ou privée, sous déduction toutefois des prestations d'assurances et des subventions fédérales, cantonales et communales;
- d) les contributions imposées aux propriétaires fonciers, notamment les contributions à la construction de routes, trottoirs et conduites;
- e) <sup>27)</sup> la valeur du travail personnel du contribuable qui a augmenté la valeur de l'immeuble pour autant qu'elle ait été imposée au titre de l'impôt sur le revenu;
- f) <sup>27)</sup> les indemnités versées en vue de la constitution d'une servitude ou d'une charge de droit privé ou pour une restriction de droit public limitant l'exploitation ou diminuant la valeur vénale de l'immeuble de manière durable et essentielle ou de la suppression d'un tel droit grevant l'immeuble;

- g) la valeur déterminée des impenses futures, si le contribuable s'engage par contrat à les effectuer dans un proche avenir après l'aliénation;
- h) les frais consacrés à un projet non exécuté spécifiquement conçu pour l'immeuble et irréalisable ailleurs;
- i)<sup>81)</sup> la contribution perçue sur la plus-value résultant de mesures d'aménagement du territoire.

<sup>3</sup> Les frais de gérance et d'entretien courant ne constituent pas des impenses.

<sup>4</sup> Les impenses sont en principe établies au moyen de pièces justificatives. Le Gouvernement détermine par voie d'ordonnance les conditions auxquelles une expertise peut être admise ainsi que le contenu de celle-ci.

Produit

**Art. 98** <sup>1</sup> Le produit de l'aliénation comprend toutes les prestations mises à charge de l'acquéreur. Les prestations périodiques sont comptées à raison de leur valeur en capital.<sup>27)</sup>

<sup>2</sup> En cas d'échange, la valeur vénale vaut comme produit, sous réserve de dispositions conventionnelles correspondant aux conditions économiques.

<sup>3</sup> Lors d'une vente d'immeuble entre une société de capitaux et le détenteur d'une participation importante à cette société, la valeur vénale est considérée comme produit de l'aliénation.

<sup>4</sup> Le montant remis aux cohéritiers au titre de participation au gain selon les articles 619 du Code civil suisse et 28 à 35 de la loi fédérale sur le droit foncier rural est déduit du produit de l'aliénation. Il en va de même du montant remis à un autre ayant droit en vertu du droit public. L'aliénateur répond solidairement avec le bénéficiaire de la part au gain de l'impôt à payer par ce dernier.<sup>27)</sup>

**Art. 99**<sup>29)</sup>

Imposition dans  
le temps<sup>27)</sup>

**Art. 100** <sup>1</sup> Tous les gains ou pertes de 4 000 francs au moins réalisés par l'aliénateur lors de l'aliénation d'immeubles au cours d'une même année civile sont additionnés en vue de leur imposition, à condition que ces aliénations aient été soumises à l'impôt dans le Canton en raison de l'assujettissement subjectif du contribuable.<sup>27)</sup>

<sup>1bis</sup> Pour les contribuables tenant comptabilité, les gains et les pertes sont additionnés pour autant qu'ils soient réalisés au cours du même exercice commercial.<sup>28)</sup>

<sup>2</sup> Le cas échéant, les décisions de taxation antérieures portant sur le gain de la même période au sens des alinéas 1 et 1bis sont révisées.<sup>[27\)](#)</sup>

**Art. 101**<sup>[96\)](#)</sup>

### CHAPITRE III : Calcul de l'impôt

Tarif

**Art. 102** L'impôt sur le gain immobilier est calculé sur la base du tarif suivant :

gain imposable (en francs)		taux d'impôt simple
4 000	à 50 000	3,5 %
50 100	à 100 000	4,5 %
100 100	à 200 000	5,5 %
200 100	et plus	6 %

Majoration de  
l'impôt

**Art. 103** <sup>1</sup> Si le contribuable a été propriétaire de l'immeuble aliéné pendant moins de cinq ans, l'impôt sur le gain immobilier est majoré selon les règles suivantes :

durée de possession	majoration du montant de l'impôt
moins de 2 ans	50 %
de 2 à moins de 5 ans	25 %

<sup>2</sup> L'impôt sur le gain immobilier n'est pas majoré :

- lorsque l'immeuble est aliéné au cours de la liquidation d'une succession<sup>[27\)](#)</sup>;
- lorsque les circonstances excluent toute intention de spéculation.

Réduction de  
l'impôt

**Art. 104** <sup>1</sup> Si le contribuable a été propriétaire de l'immeuble aliéné pendant dix ans au moins, l'impôt sur le gain immobilier est réduit de 1 % par année de possession au-delà de la dixième année et de 2 % par année de possession au-delà de la quarantième année. La déduction maximale est de 50 %.<sup>[22\)](#)[94\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La réduction prévue à l'alinéa précédent se calcule dès la dernière aliénation imposable si l'immeuble a été acquis par une transaction donnant lieu à une imposition différée (art. 91).<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>[29\)](#)</sup>

## DEUXIEME PARTIE : Impôts communaux

### TITRE PREMIER : Impôts communaux ordinaires

#### Principe

**Art. 105** <sup>1</sup> Les communes municipales, les communes mixtes et les sections de commune perçoivent les impôts communaux ordinaires, à savoir :

- a) l'impôt sur le revenu et sur la fortune;
- b) l'impôt sur le bénéfice et sur le capital;
- c) l'impôt sur les gains immobiliers.

<sup>1bis</sup> En lieu et place des impôts énumérés à l'alinéa 1, les communes prélèvent un impôt à la source auprès de certaines personnes physiques et morales selon les modalités fixées par la présente loi. [23\)](#)

<sup>2</sup> Sous réserve des dispositions qui suivent, les règles concernant les impôts cantonaux s'appliquent également aux impôts communaux ordinaires.

#### Quotité

**Art. 106** <sup>1</sup> La quotité des impôts communaux ordinaires est fixée annuellement par la commune lors du vote du budget.

<sup>2</sup> ... [96\)](#)

#### Règlement d'impôt

**Art. 107** Le règlement d'impôt de la commune attribue les tâches suivantes aux diverses instances communales :

- a) la tenue du rôle des contribuables;
- b) ... [71\)](#)
- c) l'encaissement;
- d) le préavis portant sur une demande de remise d'impôt;
- e) ... [55\)](#)
- f) ... [55\)](#).

#### Relations intercommunales a) Principe

**Art. 108** <sup>1</sup> Si le contribuable est lié à plusieurs communes jurassiennes en vertu de rattachements personnels et économiques, chaque commune concernée par un rattachement particulier a droit à la part d'impôt communal correspondante.

<sup>2</sup> Toute modification de l'assujettissement en raison d'un rattachement personnel ou économique est prise en considération à la fin de l'année fiscale. [27\)](#)

b) Plan de  
partage

**Art. 109** <sup>1</sup> Le Service des contributions établit un plan de partage des impôts communaux dus par le contribuable aux communes concernées.

<sup>2</sup> Le plan de partage est communiqué au contribuable et aux communes intéressées; il est sujet à réclamation et à recours selon les dispositions de la présente loi (art. 157 et suivants).

c) Dispositions  
d'exécution

**Art. 110** <sup>1</sup> Le Parlement édicte les dispositions d'exécution nécessaires par voie de décret.

<sup>2</sup> Le décret règle notamment :

- le mode de calcul des parts communales en fonction des différents types de rattachement;
- la procédure de revendication d'une part communale, l'élaboration du plan de partage ainsi que la réclamation et le recours contre ce plan.

d) Droit  
complémentaire

**Art. 111** Les règles régissant la double imposition intercantonale s'appliquent à titre complémentaire aux relations intercommunales.

## **TITRE DEUXIEME : Impôt communal spécial (taxe immobilière)**

Assujettissement

**Art. 112** Les communes et les sections de commune perçoivent, à titre d'impôt spécial, une taxe immobilière sur les immeubles et forces hydrauliques inscrits au registre des valeurs officielles.

Exceptions

**Art. 113** <sup>1</sup> Ne sont pas soumis à la taxe immobilière :

- a) les immeubles de la Confédération et de ses établissements qui sont exonérés des impôts cantonaux et communaux en vertu du droit fédéral;
- b) les immeubles du Canton, des communes, des syndicats de communes, des Eglises reconnues et des paroisses qui sont directement affectés aux buts de ces collectivités;
- c) <sup>69)</sup> les immeubles des entreprises de transport et d'infrastructure titulaires d'une concession de la Confédération définies à l'article 69, alinéa 1, lettre k, présentant un lien avec l'activité soumise à concession.

<sup>2</sup> Pour le surplus, les règles générales concernant l'exonération des impôts directs cantonaux et communaux ne s'appliquent pas à la taxe immobilière.

Taux et calcul de la taxe

**Art. 114** <sup>1</sup> La taxe immobilière est calculée en pour mille de la valeur officielle inscrite au registre des valeurs officielles; aucune déduction n'est admise.

<sup>2</sup> Le taux de la taxe varie entre 0,5 ‰ et 1,8 ‰ de la valeur officielle.[70\)](#)

<sup>3</sup> ...[42\)](#)

<sup>4</sup> La commune arrête le taux de la taxe immobilière chaque année lors de l'établissement du budget.

Taxation et perception

**Art. 115** <sup>1</sup> La commune établit le rôle de perception de la taxe sur la base du registre des valeurs officielles. Elle notifie la taxation sur le bordereau de paiement.

<sup>2</sup> La notification est susceptible de réclamation et de recours. Les articles 157 et suivants s'appliquent par analogie.[41\)](#)

<sup>3</sup> Les bordereaux de paiement qui n'ont pas fait l'objet d'une réclamation sont assimilables à des jugements exécutoires au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite[10\)](#).

<sup>4</sup> ...[42\)](#)

## TITRE TROISIEME : Impôts communaux extraordinaires

Principe

**Art. 116** <sup>1</sup> Les communes et les sections de commune peuvent percevoir des impôts extraordinaires.

<sup>2</sup> Les impôts extraordinaires doivent se fonder sur un règlement.

<sup>3</sup> Ils ne sauraient frapper la matière soumise à redevances au profit de l'Etat sauf si la loi le prévoit expressément.

Règlement

**Art. 117** <sup>1</sup> Le règlement qui introduit un impôt communal extraordinaire doit en déterminer l'objet, le mode de calcul, la procédure de taxation, le mode de perception et les sanctions découlant d'une infraction.

<sup>2</sup> Les décisions liées à l'impôt communal extraordinaire sont soumises à opposition et à recours au juge administratif, conformément au Code de procédure administrative[11\)](#).

## TROISIEME PARTIE : Imposition à la source

### TITRE PREMIER : Personnes physiques domiciliées ou en séjour dans le Canton

Personnes  
soumises à  
l'impôt à la  
source

**Art. 118** <sup>1</sup> Les travailleurs étrangers qui, sans être au bénéfice d'un permis d'établissement, sont, au regard du droit fiscal, domiciliés ou en séjour dans le Canton, sont assujettis à un impôt perçu à la source sur le revenu de leur activité dépendante. En sont exclus les revenus soumis à l'imposition selon l'article 37b.[51\)](#)

<sup>2</sup> Les époux qui vivent en ménage commun ne sont pas imposés à la source si l'un d'eux a la nationalité suisse ou est au bénéfice d'un permis d'établissement.[108\)](#)

Prestations  
imposables

**Art. 119** <sup>1</sup> L'impôt est calculé sur le revenu brut.

<sup>2</sup> Sont soumis à l'impôt à la source :

- a) les revenus provenant d'une activité lucrative dépendante au sens de l'article 118, alinéa 1, les revenus accessoires, tels que les avantages appréciables en argent dérivant de participations de collaborateur, ainsi que les prestations en nature, exception faite des frais de formation et de formation continue à des fins professionnelles assumés par l'employeur au sens de l'article 15, alinéa 1bis;
- b) les revenus acquis en compensation; et
- c) les prestations au sens de l'article 18, alinéa 3, de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants[56\)](#), [70\)](#)[108\)](#)

<sup>3</sup> ...[109\)](#)

Barème

**Art. 120** <sup>1</sup> Le Service des contributions établit le barème des retenues d'après les taux de l'impôt sur le revenu des personnes physiques, sous réserve des gains accessoires.[70\)](#)

<sup>2</sup> Les retenues comprennent l'impôt fédéral, l'impôt cantonal, l'impôt communal et l'impôt ecclésiastique; l'alinéa 5 demeure réservé.

<sup>3</sup> Lorsque les époux vivant en ménage commun exercent tous deux une activité lucrative, les retenues sont calculées selon un barème particulier qui tient compte de cette double activité.

<sup>4</sup> Le barème tient compte des frais professionnels (art. 24) et des primes et cotisations d'assurances (art. 31, lettres a, c et d) sous forme de forfait, ainsi que des déductions pour double activité des conjoints (art. 32, al. 2) et pour charges de famille (art. 34, al. 1, lettres d, h et i).<sup>[22\)70\)](#)</sup>

<sup>5</sup> Le Service des contributions doit restituer l'impôt ecclésiastique retenu si une personne soumise à l'impôt à la source en fait la demande en établissant qu'elle n'est pas membre d'une Eglise reconnue; l'article 188 est applicable.<sup>[48\)](#)</sup>

Substitution à  
l'impôt  
ordinaire<sup>[108\)](#)</sup>

**Art. 121** <sup>1</sup> L'impôt à la source se substitue aux impôts perçus selon la procédure ordinaire sur le revenu du travail.

<sup>2</sup> et <sup>3</sup> ...<sup>[109\)](#)</sup>

Taxation  
ordinaire  
ultérieure  
obligatoire

**Art. 121a**<sup>[110\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les personnes imposées à la source en vertu de l'article 118, alinéa 1, sont soumises à une taxation ordinaire ultérieure :

- a) si leurs revenus bruts atteignent ou dépassent un certain montant fixé par le Département fédéral des finances durant une année fiscale; ou
- b) si la fortune et les revenus dont elles disposent ne sont pas soumis à l'impôt à la source.

<sup>2</sup> Sont également soumis à la taxation ordinaire ultérieure les conjoints des personnes définies à l'alinéa 1 dans la mesure où les époux vivent en ménage commun.

<sup>3</sup> Les personnes qui disposent d'une fortune et de revenus visés à l'alinéa 1, lettre b, ont jusqu'au 31 mars de l'année suivant l'année fiscale concernée pour demander le formulaire de déclaration d'impôt à l'autorité compétente.

<sup>4</sup> La taxation ordinaire ultérieure s'applique jusqu'à la fin de l'assujettissement à la source. Le montant de l'impôt perçu à la source est imputé sans intérêts.

Taxation  
ordinaire  
ultérieure sur  
demande

**Art. 121b**<sup>[110\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les personnes imposées à la source en vertu de l'article 118, alinéa 1, qui ne remplissent aucune des conditions fixées à l'article 121a peuvent, si elle en font la demande, être soumises à une taxation ultérieure selon la procédure ordinaire.

<sup>2</sup> La demande s'étend également au conjoint qui vit en ménage commun avec la personne qui a demandé une taxation ordinaire ultérieure.



<sup>3</sup> La demande doit avoir été déposée au plus tard le 31 mars de l'année suivant l'année fiscale concernée. Les personnes qui quittent la Suisse doivent avoir demandé la taxation ordinaire ultérieure au moment du dépôt de la déclaration de départ.

<sup>4</sup> A défaut d'une taxation ordinaire ultérieure sur demande, l'impôt à la source se substitue aux impôts cantonal, communal et ecclésiastique sur le revenu de l'activité lucrative perçus selon la procédure ordinaire. Aucune déduction ultérieure supplémentaire n'est accordée.

<sup>5</sup> L'article 121a, alinéa 4, est applicable.

**TITRE DEUXIEME : Personnes physiques qui ne sont ni domiciliées ni en séjour en Suisse au regard du droit fiscal et personnes morales qui n'ont ni leur siège ni leur administration effective en Suisse<sup>108)</sup>**

Personnes  
soumises à  
l'impôt à la  
source

**Art. 122** <sup>1</sup> Les personnes physiques énumérées ci-après qui ne sont ni domiciliées ni en séjour en Suisse au regard du droit fiscal et les personnes morales énumérées ci-après qui n'ont ni leur siège ni leur administration effective en Suisse sont soumises à l'impôt à la source<sup>108)</sup> :

- a)<sup>70)</sup> les travailleurs qui exercent dans le Canton une activité lucrative dépendante pendant de courtes périodes, durant la semaine ou comme frontaliers, sur le revenu de leur activité;
- b)<sup>22)</sup> les artistes, sportifs et conférenciers, sur le revenu de leur activité personnelle dans le Canton, y compris les revenus et les indemnités qui ne sont pas versés à l'artiste, au sportif ou au conférencier lui-même, mais au tiers qui a organisé ses activités; l'organisateur du spectacle est solidairement responsable du paiement de l'impôt;
- c)<sup>70)</sup> les membres de l'administration ou de la direction de personnes morales ayant leur siège ou leur administration effective dans le Canton, sur les tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes, participations de collaborateur et autres rémunérations qui leur sont versés;
- d)<sup>70)</sup> les membres de l'administration ou de la direction d'entreprises étrangères ayant un établissement stable dans le Canton, sur les tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes, participations de collaborateur et autres rémunérations qui leur sont versés par l'intermédiaire de l'établissement stable;
- e) les personnes titulaires ou usufruitières de créances garanties par un gage immobilier ou un nantissement sur des immeubles sis dans le Canton, sur les intérêts qui leur sont versés;

- f) les personnes qui, ensuite d'une activité pour le compte d'autrui régie par le droit public, reçoivent des pensions, des retraites ou d'autres prestations d'un employeur ou d'une caisse de prévoyance qui a son siège dans le Canton, sur ces prestations;
- f)<sup>bis</sup><sup>(23)</sup> les bénéficiaires de revenus provenant d'institutions suisses de prévoyance professionnelle de droit privé ou procurés selon des formes reconnues de prévoyance individuelle liée, sur ces revenus;
- g) les personnes qui, travaillant dans le trafic international à bord d'un bateau, d'un aéronef ou d'un véhicule de transports routiers, reçoivent un salaire ou d'autres rémunérations d'un employeur ayant son siège ou un établissement stable dans le Canton, sur ces prestations;
- h) ...<sup>(24)</sup>
- i)<sup>(69)</sup> les personnes domiciliées à l'étranger au moment où elles perçoivent des avantages appréciables en argent provenant d'options de collaborateur non négociables (art. 15b, al. 3); ces avantages sont imposés proportionnellement conformément à l'article 15d;
- j)<sup>(110)</sup> les bénéficiaires de prestations au sens de l'article 18, alinéa 3, de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants<sup>(56)</sup>, sur ces prestations.

<sup>2</sup> En sont exclus les revenus soumis à l'imposition selon la procédure simplifiée de l'article 37b.<sup>(108)</sup>

<sup>3</sup> Le régime fiscal applicable au travailleur frontalier se fonde sur les conventions en vue d'éviter les doubles impositions en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune ainsi que sur les accords relatifs à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers.<sup>(86)</sup>

Taxation  
ordinaire  
ultérieure sur  
demande

**Art. 122a<sup>(110)</sup>** <sup>1</sup> Les personnes soumises à l'impôt à la source en vertu de l'article 122, alinéa 1, lettres a et g, peuvent demander, au plus tard le 31 mars de l'année suivant l'année fiscale concernée, une taxation ordinaire pour chaque période fiscale dans un des cas suivants :

- a) une part prépondérante de leurs revenus mondiaux, y compris les revenus de leur conjoint, est imposable en Suisse;
- b) leur situation est comparable à celle d'un contribuable domicilié en Suisse;  
ou
- c) une taxation ordinaire ultérieure est nécessaire pour faire valoir leur droit à des déductions prévues par une convention contre les doubles impositions.

<sup>2</sup> Le montant perçu à la source est imputé sans intérêts.

Taxation  
ordinaire  
ultérieure d'office

**Art. 122b**<sup>[110](#)</sup> En cas de situation problématique manifeste, notamment en ce qui concerne les déductions forfaitaires calculées dans le taux d'imposition à la source, les autorités cantonales compétentes peuvent demander d'office une taxation ordinaire ultérieure en faveur ou en défaveur du contribuable.

Prestations  
imposables

**Art. 123** <sup>1</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettres a et g, l'impôt à la source est perçu selon les dispositions des articles 118 à 120.

<sup>2</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettre b, l'impôt à la source est perçu sur les recettes brutes, déduction faite des frais d'acquisition, au taux de :

- a) 8,30 % pour des recettes journalières jusqu'à 200 francs<sup>\*</sup>;
- b) 12,45 % pour des recettes journalières de 201 francs<sup>\*</sup> à 1 000 francs<sup>\*</sup>;
- c) 16,60 % pour des recettes journalières de 1 001 francs<sup>\*</sup> à 3 000 francs<sup>\*</sup>;
- d) 20,75 % pour des recettes journalières supérieures à 3 000 francs<sup>\*</sup>.<sup>[116](#)/[121](#)</sup>

<sup>2bis</sup> Les frais d'acquisition s'élèvent à :

- a) à 50 % des revenus bruts pour les artistes;
- b) à 20 % des revenus bruts pour les sportifs et les conférenciers.<sup>[110](#)</sup>

<sup>3</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettres c à f<sup>bis</sup>, l'impôt est perçu sur les recettes brutes au taux de :

- a) 16,60 % pour les tantièmes, jetons de présence, indemnités fixes et autres rémunérations (art. 122, al. 1, lettres c et d);
- b) 12,45 % pour les intérêts de créances hypothécaires (art. 122, al. 1, lettre e);
- c) 8,30 % pour les pensions, retraites ou autres prestations (art. 122, al. 1, lettres f et f<sup>bis</sup>); pour les prestations en capital, l'impôt s'élève à :
  - 5,0 % pour les 53 600 premiers francs<sup>\*</sup>;
  - 6,0 % pour les 32 100 francs suivants<sup>\*</sup>;
  - 6,5 % pour les 32 100 francs suivants<sup>\*</sup>;
  - 7,0 % pour les 32 100 francs suivants<sup>\*</sup>;
  - 7,5 % au-delà.<sup>[116](#)</sup>

<sup>4</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettre i, l'impôt à la source est perçu sur l'avantage appréciable en argent au taux de 20 %.<sup>[69](#)</sup>

<sup>5</sup> L'impôt n'est pas perçu lorsque les revenus bruts imposables définis aux alinéas 2 et 3 n'atteignent pas les montants fixés par le Gouvernement.<sup>[69](#)</sup>

Substitution à  
l'impôt ordinaire

**Art. 124** <sup>1</sup> L'impôt à la source se substitue à l'impôt cantonal, à l'impôt communal et à l'impôt ecclésiastique perçus selon la procédure ordinaire.<sup>[22](#)</sup>

<sup>2</sup> L'article 120, alinéa 5, est applicable.

<sup>3</sup> Aucune déduction ultérieure supplémentaire n'est accordée. Pour les couples mariés à deux revenus, il est possible de prévoir une correction du revenu déterminant pour le taux d'imposition du conjoint.<sup>[110](#)</sup>

### TITRE TROISIEME : Débiteur

Obligations du  
débitur des  
prestations  
imposables

**Art. 125** <sup>1</sup> Le débiteur des prestations imposables a l'obligation :

- a) de retenir l'impôt à l'échéance des prestations en espèces et de prélever auprès du contribuable l'impôt dû sur les autres prestations, en particulier sur les revenus en nature et les pourboires;
- b) de remettre au contribuable un relevé ou une attestation indiquant le montant de l'impôt retenu;
- c)<sup>[22](#)</sup><sup>[48](#)</sup> de verser périodiquement les impôts au Service des contributions, d'établir à l'intention de celui-ci les relevés correspondants et de lui permettre de consulter tous les documents utiles au contrôle de la perception;
- d)<sup>[69](#)</sup> de verser la part proportionnelle de l'impôt sur les options de collaborateur exercées à l'étranger; l'employeur doit la part proportionnelle de l'impôt même si l'avantage appréciable en argent est versé par une société du groupe à l'étranger.

<sup>2</sup> Le débiteur des prestations imposables est responsable du paiement de l'impôt à la source.

<sup>3</sup> Il doit également retenir l'impôt lorsque le contribuable est assujetti dans un autre canton.

<sup>4</sup> Le débiteur des prestations imposables reçoit une commission de perception fixée par le Gouvernement et comprise entre 1 % et 2 % du montant total de l'impôt à la source. Pour les prestations en capital, la commission de perception s'élève à 1 % du montant total de l'impôt à la source, mais au plus à 50 francs par prestation en capital en ce qui concerne l'impôt à la source de la Confédération, des cantons et des communes.<sup>[22](#)</sup><sup>[108](#)</sup>

Taxation par le  
Service des  
contributions

**Art. 126** <sup>1</sup> Si le débiteur des prestations imposables ne perçoit pas, en tout ou en partie, l'impôt à la source, le Service des contributions décide du montant à payer.

<sup>2</sup> Le débiteur des prestations imposables, le contribuable et la commune intéressée peuvent former réclamation et recours contre une telle décision selon les dispositions de la présente loi (art. 157 et suivants). [48\)](#)

#### **TITRE QUATRIEME : Compétence territoriale et relations intercantionales** [108\)](#)

Compétence  
territoriale

**Art. 127** [22\)108\)](#) <sup>1</sup> Le débiteur de la prestation imposable calcule et prélève l'impôt à la source selon la présente loi dans les cas suivants :

- a) pour les travailleurs définis à l'article 118 lorsqu'ils sont domiciliés ou en séjour dans le canton au regard du droit fiscal à l'échéance de la prestation imposable; il en va de même pour les travailleurs au sens de l'article 122 lorsqu'ils sont résidents à la semaine;
- b) pour les personnes définies à l'article 122, alinéa 1, lettres a et c à i, lorsque le débiteur de la prestation imposable est domicilié ou séjourne dans le canton au regard du droit fiscal ou y dispose de son siège ou de son administration à l'échéance de la prestation imposable; lorsque la prestation imposable est versée par un établissement stable situé dans un autre canton ou par un établissement stable appartenant à une entreprise dont le siège ou l'administration effective ne se situe pas en Suisse, le calcul et le prélèvement sont régis par le droit du canton dans lequel l'établissement stable se situe;
- c) pour les personnes définies à l'article 122, alinéa 1, lettre b, lorsqu'elles exercent leur activité dans le canton.

<sup>2</sup> Est compétent pour la taxation ordinaire ultérieure :

- a) pour les travailleurs au sens de l'alinéa 1, lettre a : le canton dans lequel le contribuable était domicilié ou en séjour au regard du droit fiscal à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement;
- b) pour les personnes au sens de l'alinéa 1, lettre b : le canton dans lequel le contribuable exerçait son activité à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement;
- c) pour les travailleurs résidant à la semaine : le canton dans lequel le contribuable séjournait à la semaine à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement.

Relations  
intercantonales

<sup>3</sup> En cas de taxation ordinaire ultérieure, le canton compétent a droit aux montants d'impôt à la source retenus par d'autres cantons au cours de l'année civile. Si l'impôt perçu est trop élevé, la différence est remboursée au travailleur; s'il est insuffisant, la différence est réclamée a posteriori.

Dispositions  
d'exécution

**Art. 128** Le Gouvernement édicte, par voie d'ordonnance, les dispositions d'exécution.

## QUATRIEME PARTIE : Taxation et perception

### TITRE PREMIER : Procédure de taxation

#### CHAPITRE PREMIER : Autorités

Autorités

**Art. 129** <sup>1</sup> Le Service des contributions et ses sections appliquent la présente loi en collaboration avec les communes.

<sup>2</sup> Ils pourvoient à une taxation uniforme et correcte.

<sup>3</sup> Ils règlent la tenue du registre des valeurs officielles des immeubles et des forces hydrauliques, ainsi que des registres d'impôts.

<sup>4</sup> Ils sont soumis à la surveillance du Département des Finances et à la haute surveillance du Gouvernement.

<sup>5</sup> Le Département des Finances peut allouer aux communes une bonification appropriée pour leur collaboration.

Devoirs des  
autorités  
a) En général

**Art. 130** <sup>1</sup> Les autorités fiscales procèdent selon les règles générales qui régissent l'activité administrative (art. 20 à 29 et 39 à 43 du Code de procédure administrative).

<sup>2</sup> Elles agissent en particulier selon les principes de la légalité, de l'égalité, de la bonne foi et de la diligence.

b) Secret

**Art. 131** <sup>1</sup> Les membres des autorités fiscales sont tenus de garder le secret sur les faits parvenus à leur connaissance dans l'exercice de leur fonction.

<sup>2</sup> Ils ne fournissent des renseignements à d'autres autorités que lorsqu'une disposition légale exprime le leur enjoint ou en présence d'un intérêt public prépondérant.

<sup>3</sup> L'obligation du secret peut être levée par le contribuable.

Organisation,  
procédure

**Art. 132** Un décret du Parlement réglemente l'organisation des autorités chargées de la taxation et la procédure.

## CHAPITRE II : Droits et obligations du contribuable

### SECTION 1 : Droits du contribuable

Droit d'allégation

**Art. 133** <sup>1</sup> La taxation est arrêtée sur la base d'une déclaration d'impôt déposée par le contribuable.

<sup>2</sup> Le contribuable a le droit de fournir tous les éléments qu'il juge utiles pour la détermination de sa taxation.

<sup>3</sup> Il peut offrir des moyens de preuve et requérir des actes d'instruction.

<sup>4</sup> L'autorité est tenue d'examiner les faits allégués par le contribuable ainsi que les preuves offertes, et d'administrer les preuves requises, dans la mesure où ces moyens ne paraissent pas d'emblée dénués de pertinence.

Droit d'être  
entendu

**Art. 134** <sup>1</sup> Le contribuable jouit du droit d'être entendu. Toutefois, l'autorité n'est pas tenue de l'entendre avant la notification de la décision de taxation.

<sup>2</sup> Lorsqu'il apparaît que la décision de taxation différera dans une mesure importante de la déclaration déposée par le contribuable, l'autorité a la faculté de l'entendre avant la notification de la décision.

<sup>3</sup> L'autorité invite le contribuable à faire valoir son point de vue verbalement ou par écrit.

Droit de  
consulter le  
dossier

**Art. 135** <sup>1</sup> Le contribuable a le droit de consulter son dossier. Les époux qui doivent être taxés conjointement ont un droit de consultation réciproque. [27\)](#)

<sup>2</sup> La consultation des pièces autres que celles que le contribuable a déposées peut être refusée aussi longtemps que les faits ne sont pas établis, ou lorsque des intérêts publics ou privés importants l'exigent.

<sup>3</sup> Une pièce dont la consultation lui a été refusée ne peut être utilisée au détriment du contribuable que si l'autorité lui en a communiqué, oralement ou par écrit, le contenu essentiel en lui donnant la possibilité de s'exprimer à ce sujet.

Représentation

**Art. 136<sup>[27\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Dans la mesure où la collaboration personnelle du contribuable n'est pas nécessaire, celui-ci a le droit de se faire représenter par un mandataire, qui établit ses pouvoirs par le dépôt d'une procuration.

<sup>2</sup> Lorsque les époux vivant en ménage commun n'ont pas mandaté de représentant commun ou n'ont pas désigné conjointement une personne autorisée à recevoir le courrier, toute notification doit être adressée aux deux époux conjointement.

<sup>3</sup> ...<sup>[71\)](#)</sup>

Notification

**Art. 136a<sup>[69\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Les décisions sont notifiées au contribuable par écrit et indiquent les voies de droit.

<sup>2</sup> Le contribuable ayant son domicile ou son siège à l'étranger est tenu de désigner un représentant ou une adresse de notification en Suisse.

<sup>3</sup> Lorsque le contribuable n'a pas de domicile ou de siège connu ou qu'il se trouve à l'étranger, sans avoir de représentant ou d'adresse de notification en Suisse, les décisions lui sont notifiées valablement par publication au Journal officiel.

Renvoi au Code de procédure administrative

**Art. 137** Pour le surplus, le Code de procédure administrative<sup>[11\)](#)</sup> est applicable par analogie.

## SECTION 2 : Obligations du contribuable

Collaboration

**Art. 138** <sup>1</sup> Le contribuable est tenu de remettre à l'autorité une déclaration exacte et complète et d'y joindre toutes les pièces qui justifient ses indications ou qu'il doit fournir.



<sup>2</sup> Il communique à l'autorité, sur demande, tous les renseignements nécessaires à une taxation exacte.

<sup>3</sup> Il lui soumet ses livres d'affaires et tous autres documents déterminants.

<sup>4</sup> Les personnes physiques dont le revenu provient d'une activité lucrative indépendante et les personnes morales doivent joindre à leur déclaration :

- a) les comptes annuels signés (bilan, compte de résultat) concernant la période fiscale; ou
- b) en cas de tenue d'une comptabilité simplifiée en vertu de l'article 957, alinéa 2, du Code des obligations<sup>2)</sup> : un relevé des recettes et des dépenses, de l'état de la fortune (un détail des actifs, notamment l'état des stocks et des débiteurs, et des passifs) ainsi que des prélèvements et apports privés concernant la période fiscale.<sup>83)</sup>

<sup>4bis</sup> Le mode de tenue et de conservation des documents visés à l'alinéa 4 est régi par les articles 957 à 958f du Code des obligations<sup>2)</sup>,<sup>28)</sup><sup>83)</sup>

<sup>5</sup> Le contribuable informe l'autorité des faits susceptibles de modifier la base d'évaluation ou l'assujettissement.

Défaillance et  
insoumission

**Art. 139** <sup>1</sup> Le contribuable qui, de manière fautive, ne donne pas suite aux réquisitions de l'autorité est réputé renoncer à être entendu.

<sup>2</sup> Il répond des frais qui en résultent.

<sup>3</sup> Les prescriptions relatives aux infractions demeurent réservées.

Taxation d'office

**Art. 140** <sup>1</sup> Le contribuable est taxé d'office si, malgré sommation, il n'a pas satisfait à ses obligations de procédure ou si ses éléments imposables ne peuvent être déterminés avec toute la précision voulue faute de données suffisantes.

<sup>2</sup> Dans ce cas, l'autorité procède par appréciation en se fondant sur des coefficients expérimentaux, sur l'évolution de fortune ou sur la dépense du contribuable.

### CHAPITRE III : Dispositions générales de procédure

Instruction

**Art. 141** <sup>1</sup> L'autorité de taxation prend d'office les mesures nécessaires à l'accomplissement de sa tâche.

<sup>2</sup> Elle peut ordonner des auditions, procéder à des expertises comptables et exiger la production de tous documents utiles.

Auditions et expertises

**Art. 142** <sup>1</sup> Le résultat de toute audition est consigné par écrit. Le contribuable en atteste la véracité par sa signature.

<sup>2</sup> Le rapport consécutif à une expertise est en principe soumis au contribuable et approuvé ou contesté par lui séance tenante. S'il est établi ultérieurement, il est notifié à l'intéressé qui peut se prononcer à son sujet dans le délai imparti par l'autorité.

<sup>3</sup> Si l'expertise révèle que la déclaration du contribuable était notablement inférieure à la réalité, celui-ci en supporte les frais.

Obligation de renseigner  
a) Collaboration entre les autorités

**Art. 143** <sup>1</sup> Les autorités fiscales se communiquent gratuitement toutes les informations utiles et s'autorisent réciproquement à consulter leurs dossiers.

<sup>1bis</sup> Lorsqu'il ressort de la déclaration d'impôt d'un contribuable ayant son domicile ou son siège dans le Canton qu'il est aussi assujetti à l'impôt dans un autre canton, l'autorité de taxation porte le contenu de sa déclaration et sa taxation à la connaissance des autorités fiscales de l'autre canton. [28\)](#)

<sup>2</sup> Les autorités de la Confédération, des cantons, des districts et des communes transmettent, sur demande, aux autorités chargées de l'exécution de la présente loi, tout renseignement qui peut être important pour son application. Les autorités de l'Etat, des districts et des communes signalent spontanément à celles-ci les cas qui pourraient avoir fait l'objet d'une imposition incomplète. [27\)41\)](#)

<sup>3</sup> En particulier, le conservateur du Registre foncier annonce au Service des contributions dans les 8 jours tout fait parvenu à sa connaissance qui peut donner lieu à un gain immobilier. [28\)](#)

<sup>4</sup> Les organes des collectivités et des établissements auxquels ont été déléguées des tâches incombant à une administration publique sont assimilés, en ce qui concerne le devoir de collaborer, aux autorités mentionnées au deuxième alinéa.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>5</sup> Les organes de La Poste Suisse et des établissements publics de crédit sont libérés de l'obligation de donner des renseignements et des informations concernant les faits sur lesquels ils doivent garder le secret en vertu de dispositions légales spéciales.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>6</sup> Les autorités visées aux alinéas 1 et 2 sont habilitées à utiliser systématiquement le numéro d'assuré AVS pour l'accomplissement de leurs tâches légales, conformément aux dispositions de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants<sup>[56\)](#), [54\)](#)</sup>

Traitement des données

**Art. 143a<sup>[43\)](#)</sup>** <sup>1</sup> L'Administration fédérale des contributions et les autorités citées à l'article 143, alinéa 1, échangent les données qui peuvent être utiles à l'accomplissement de leurs tâches. Les autorités citées à l'article 143, alinéa 2, communiquent aux autorités chargées de l'exécution de la présente loi les données qui peuvent être importantes pour son exécution.

<sup>2</sup> Les données sont communiquées dans des cas d'espèce ou sous forme de listes ou encore sur des supports de données électroniques. Elles peuvent également être rendues accessibles au moyen d'une procédure d'appel. Cette assistance administrative est gratuite.

<sup>3</sup> Est obligatoire la communication de toutes les données qui peuvent servir à la taxation et à la perception des impôts, notamment :

- a) l'identité;
- b) l'état civil, le lieu de domicile ou de séjour, l'autorisation de séjour et l'activité lucrative;
- c) les opérations juridiques;
- d) les prestations des collectivités publiques.

Transmission de documents fiscaux à fin d'impression

**Art. 143b<sup>[114\)](#)</sup>** <sup>1</sup> Les autorités fiscales sont autorisées à transmettre, à fin d'impression, à une autre unité administrative des documents soumis au secret fiscal et susceptibles de contenir des données personnelles, y compris sensibles.

<sup>2</sup> L'entité mandatée supprime toutes les données en sa possession après l'accomplissement de sa tâche.

<sup>3</sup> Toute personne collaborant, à un titre ou un autre, avec ou au sein de l'entité tierce mandatée et susceptible de prendre connaissance du contenu des documents mentionnés à l'alinéa premier est soumise aux mêmes obligations que les collaborateurs des autorités fiscales. Ils sont en particulier soumis au secret de fonction et aux règles cantonales en matière de protection des données.

<sup>4</sup> Pour le surplus, le Gouvernement prend, de manière contractuelle, les autres mesures utiles à la préservation du secret fiscal, en particulier sur les plans organisationnel, technique et procédural. Il désigne notamment l'entité mandatée et définit l'étendue du mandat.

b) Attestations  
de tiers

**Art. 144** <sup>1</sup> Sont tenus de remettre des attestations écrites au contribuable :

- a) <sup>27)</sup> les créanciers et les débiteurs, sur l'existence, le montant et les intérêts des dettes et des créances, ainsi que sur les sûretés dont elles sont assorties;
- b) <sup>52)</sup> les assureurs, sur la valeur fiscale des assurances-vie et sur les prestations versées ou dues en vertu d'un contrat d'assurance;
- c) <sup>27)</sup> les institutions de prévoyance, sur les montants, les primes et les cotisations reçus;
- d) les personnes qui ont ou ont eu des relations contractuelles avec le contribuable, sur les prétentions et prestations réciproques qui en découlent;
- e) <sup>28)</sup> les fiduciaires, gérants de fortune, créanciers gagistes, mandataires et autres personnes qui ont ou avaient la possession ou l'administration de la fortune du contribuable, sur cette fortune et les revenus de celle-ci.

<sup>2</sup> Les autorités fiscales peuvent exiger ces attestations directement du tiers lorsque, malgré sommation, le contribuable ne les produit pas. En cas d'insoumission, l'article 139 s'applique par analogie. <sup>27)</sup>

<sup>3</sup> Le secret professionnel légalement protégé demeure réservé.

c) Informations  
de tiers

**Art. 145** <sup>1</sup> Pour chaque période fiscale, une attestation est remise aux autorités fiscales par :

- a) <sup>70)</sup> l'employeur, sur ses prestations au travailleur, sur les montants versés par les caisses de retraite, de chômage, de compensation et d'autres institutions semblables, ainsi que sur l'attribution et l'exercice de participations de collaborateur (art. 15a) et sur les avantages appréciables en argent en dérivant (art. 15b et 15c);
- b) les personnes morales, sur les prestations versées aux membres de l'administration ou d'autres organes;

- c) les fondations, en outre, sur les prestations fournies à leurs bénéficiaires;
- d)<sup>[27\)](#)</sup> les sociétés simples et les sociétés de personnes, sur tous les éléments qui revêtent de l'importance pour la taxation de leurs associés, notamment sur la part de ceux-ci au revenu et à la fortune de la société; un double de l'attestation est adressé au contribuable;
- e)<sup>[52\)](#)</sup> les placements collectifs de capitaux, sur les éléments déterminants pour l'imposition des immeubles détenus en propriété directe et leur rendement;
- f)<sup>[28\)](#)</sup> les institutions de prévoyance, sur les prestations servies au titre de la prévoyance professionnelle et de la prévoyance individuelle liée;
- g)<sup>[120\)](#)</sup> les caisses d'assurance chômage, sur les prestations servies à leurs assurés.

<sup>2</sup> Les associés, les copropriétaires et les propriétaires communs renseignent l'autorité sur leurs rapports de droit avec le contribuable, notamment sur sa part, ses droits et ses revenus.

#### Parties

**Art. 146** <sup>1</sup> Sont parties à la procédure de taxation le Service des contributions, agissant le cas échéant par ses sections, la commune et le contribuable.

<sup>2</sup> La commune collabore à la taxation; elle jouit des droits de réclamation et de recours. Elle n'est cependant pas partie à la procédure si la réclamation ou le recours émane d'une autre partie.

#### Subrogation

**Art. 147** <sup>1</sup> Les héritiers du contribuable, son tuteur, son curateur, dans la mesure où cela entre dans le cadre de sa mission, ou le liquidateur lui sont subrogés dans une procédure de taxation en cours.<sup>[68\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Les hoirs désignent un représentant commun dans un délai convenable; à défaut, celui-ci est nommé par le Service des contributions.

#### Situation des époux

**Art. 148** <sup>1</sup> Les époux qui vivent en ménage commun sont tous deux titulaires des droits et obligations que la loi confère au contribuable. Ils agissent conjointement et signent tous les deux les actes de procédure destinés à l'autorité.

<sup>2</sup> La déclaration d'impôt déposée sous forme papier doit porter les deux signatures. Lorsqu'elle n'est signée que par l'un des conjoints, un délai est accordé à l'époux qui n'a pas signé. Si le délai expire sans avoir été utilisé, la représentation contractuelle entre époux est supposée établie.<sup>[27\)](#)[121\)](#)</sup>

<sup>2bis</sup> En cas de dépôt de la déclaration d'impôt sous forme électronique, la représentation contractuelle entre époux est présumée.<sup>[120\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Pour que les recours et autres écrits soient réputés introduits en temps utile, il suffit que l'un des époux ait agi dans les délais.<sup>[28\)](#)</sup>

#### Délais

**Art. 149** Pour les délais et leur restitution font règle, par analogie, les dispositions du Code des obligations (art. 76 et suivants) et du Code de procédure administrative (art. 44 à 48).

#### Sommes arrondies

**Art. 150** <sup>1</sup> Les taxations relatives aux impôts sur le revenu, sur le bénéfice et sur les gains immobiliers sont arrondies à la centaine de francs inférieure.

<sup>2</sup> Les taxations relatives aux impôts sur la fortune et le capital propre sont arrondies au millier de francs inférieur.

#### Prescription du droit de taxer

**Art. 151**<sup>[27\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le droit de procéder à la taxation se prescrit par cinq ans à compter de la fin de l'année fiscale.

<sup>2</sup> La prescription ne court pas ou est suspendue :

- a) pendant les procédures de réclamation, de recours ou de révision;
- b) aussi longtemps que la créance d'impôt est garantie par des sûretés ou que le recouvrement est ajourné;
- c) aussi longtemps que le contribuable ou une personne solidairement responsable avec lui du paiement de l'impôt n'a pas de domicile en Suisse ou n'y est pas en séjour.

<sup>3</sup> Un nouveau délai de prescription commence à courir :

- a) lorsque l'autorité prend une mesure tendant à fixer ou faire valoir la créance d'impôt et en informe le contribuable ou une personne solidairement responsable avec lui du paiement de l'impôt;
- b) lorsque le contribuable ou une personne solidairement responsable avec lui reconnaît expressément la dette d'impôt;
- c) lorsqu'une poursuite pénale est introduite à la suite de soustraction d'impôt consommée ou de délit fiscal.

<sup>4</sup> La prescription du droit de procéder à la taxation est acquise dans tous les cas 15 ans après la fin de l'année fiscale.

Conservation  
des documents  
sous forme  
électronique

**Art. 151a<sup>69)</sup>** Le Service des contributions peut procéder à l'enregistrement électronique des déclarations d'impôt ainsi que des annexes et autres documents réunis sur un support papier.

Elimination des  
documents sous  
forme papier

**Art. 151b<sup>69)</sup>** Après enregistrement électronique par le Service des contributions, les déclarations d'impôt ainsi que les annexes et autres documents réunis sur un support papier pourront être éliminés.

## CHAPITRE IV : Déroulement de la procédure

Lieu de taxation

**Art. 152** <sup>1</sup> Le lieu de taxation est déterminé par le rattachement personnel ou, à défaut, par le rattachement économique du contribuable.

<sup>2</sup> S'il existe plusieurs rattachements économiques, le lieu de taxation est déterminé par l'endroit où se trouvent les valeurs imposables les plus élevées à la fin de la période fiscale ou de l'assujettissement.<sup>41)</sup>

<sup>3</sup> En cas d'incertitude ou de conflit entre communes (jurassiennes ou hors canton), le Service des contributions fixe le lieu de la taxation et procède à l'instruction du dossier.<sup>52)83)</sup>

Remise de la  
déclaration  
d'impôt

**Art. 153** <sup>1</sup> Pour les impôts périodiques, la commune et le Service des contributions remettent les déclarations d'impôt à tous les contribuables jusqu'à la fin du mois de janvier qui suit l'année fiscale.<sup>27)</sup>

<sup>2</sup> Les déclarations d'impôt sont établies sur la base du rôle des contribuables tenu par la commune, conformément au décret qui règle la procédure de taxation et aux directives du Service des contributions.

<sup>3</sup> Après l'envoi des déclarations d'impôt, le Service des contributions invite par avis public les contribuables à les remplir et à les déposer dans le délai légal.

<sup>4</sup> Lorsque l'assujettissement naît au cours de la période fiscale, ainsi que pour l'impôt sur les gains immobiliers, la déclaration d'impôt est remise au contribuable dès que l'autorité a connaissance de l'événement qui déclenche l'imposition.

<sup>5</sup> Le contribuable n'est pas libéré de ses obligations fiscales par le fait de n'avoir reçu aucune déclaration d'impôt. Il est en particulier tenu d'annoncer spontanément ses gains immobiliers.

Dépôt de la  
déclaration  
d'impôt

**Art. 154** <sup>1</sup> Le contribuable dépose sa déclaration d'impôt sur un support papier ou par voie électronique, jusqu'à la fin du mois de février qui suit l'année fiscale ou 30 jours après sa réception. En cas de dépôt par voie électronique, une confirmation électronique des données déclarées par le contribuable équivaut à une signature manuscrite de la déclaration d'impôt.<sup>[27](#)[70](#)[121](#)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque le contribuable ne remet pas sa déclaration dans le délai légal, ou lorsqu'elle s'avère incomplète, l'autorité lui fixe un délai de 10 jours pour se conformer à ses obligations.

<sup>3</sup> Sur demande, le Service des contributions peut prolonger le délai de remise de la déclaration.<sup>[70](#)</sup>

<sup>4</sup> Dans tous les cas, la déclaration complète doit être déposée jusqu'à la fin du mois d'octobre de l'année qui suit l'année fiscale ou six mois après réception, faute de quoi la taxation est arrêtée d'office.<sup>[27](#)</sup>

<sup>5</sup> Le Gouvernement édicte les dispositions d'exécution nécessaires.<sup>[69](#)</sup>

Transmission

**Art. 155**<sup>[70](#)</sup> La commune transmet à bref délai les déclarations d'impôt reçues ainsi que les annexes et les autres documents nécessaires au Service des contributions.

Décision de  
taxation

**Art. 156** <sup>1</sup> Le Service des contributions contrôle la déclaration d'impôt et procède aux investigations nécessaires.

<sup>2</sup> Si les données fournies demeurent insuffisantes, le Service des contributions procède à la taxation d'office (art. 140).

<sup>3</sup> Il communique la décision de taxation au contribuable en lui indiquant les modifications apportées à sa déclaration ainsi que les voies de droit.

<sup>4</sup> La commune obtient l'état des décisions communiquées à ses contribuables.

Obligations de  
procédure

**Art. 156a**<sup>[23](#)</sup> Le contribuable et le débiteur des prestations imposables doivent, sur demande des autorités fiscales, donner tous renseignements oraux ou écrits au sujet des éléments déterminants pour la perception de l'impôt à la source. Les articles 141 à 145 s'appliquent par analogie.



## Décision

**Art. 156b<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Lorsque le contribuable, le débiteur de la prestation imposable ou la commune contestent la retenue d'impôt, ils peuvent exiger que le Service des contributions rende une décision relative à l'existence et à l'étendue de l'assujettissement jusqu'à la fin du mois de mars de l'année qui suit l'échéance de la prestation.

<sup>1bis</sup> Le contribuable peut, au surplus, jusqu'au 31 mars de l'année fiscale qui suit l'échéance de la prestation, exiger que le Service des contributions rende une décision relative à l'existence et l'étendue de l'assujettissement :

- a) s'il conteste l'impôt à la source indiqué sur l'attestation mentionnée à l'article 125, alinéa 1, lettre b; ou
- b) si l'employeur ne lui a pas remis l'attestation mentionnée à l'article 125, alinéa 1, lettre b.<sup>110)</sup>

<sup>2</sup> Le débiteur de la prestation imposable est tenu de retenir l'impôt jusqu'à l'entrée en force de la décision.

<sup>3</sup> L'impôt retenu dû par le débiteur de la prestation imposable, après sommation, lui est notifié par décision du Service des contributions.<sup>69)</sup>

 Paiement  
complémentaire  
et restitution  
d'impôt

**Art. 156c<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Lorsque le débiteur de la prestation imposable a opéré une retenue insuffisante ou n'en a effectué aucune, le Service des contributions l'oblige à s'acquitter de l'impôt qui n'a pas été retenu. Le droit du débiteur de se retourner contre le contribuable est réservé.

<sup>1bis</sup> Lorsque le Service des contributions n'est pas en mesure de recouvrer ultérieurement cet impôt auprès du débiteur de la prestation imposable, il peut obliger le contribuable à acquitter l'impôt à la source dû. <sup>110)</sup>

<sup>2</sup> Lorsque le débiteur de la prestation imposable a opéré une retenue d'impôt trop élevée, il doit restituer la différence au contribuable.

<sup>3</sup> Si le contribuable ne travaille plus au service du débiteur de la prestation imposable qui a opéré une retenue d'impôt trop élevée, le Service des contributions restitue la différence au contribuable. L'article 188, alinéas 3 et 4, demeure réservé.<sup>54)</sup>

Voies de droit

**Art. 156d**<sup>[23\)](#)</sup> Les décisions rendues en matière d'impôt à la source sont assimilées à des décisions de taxation. Comme telles, elles peuvent être contestées par le contribuable, le débiteur de la prestation imposable ou la commune par voie de réclamation (art. 157 à 159), de recours à la Commission cantonale des recours (art. 160 à 164) ou de recours au Tribunal cantonal (art. 165 à 168).

## TITRE DEUXIEME : Voies de droit

### CHAPITRE PREMIER : Réclamation

Introduction de la réclamation

**Art 157** <sup>1</sup> Le contribuable et la commune intéressée peuvent adresser au Service des contributions une réclamation écrite contre toute décision portant sur une matière réglée aux parties première, deuxième, troisième et quatrième, titre premier, sous réserve des décisions rendues dans les domaines mentionnés à l'article 168b. La réclamation doit être déposée dans les 30 jours qui suivent la notification de la décision.<sup>[52\)70\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La réclamation déposée contre une décision de taxation déjà motivée peut être considérée comme un recours et transmise à la Commission cantonale des recours si le contribuable et les autres ayants droit y consentent.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Le contribuable qui a été taxé d'office peut déposer une réclamation contre cette taxation uniquement pour le motif qu'elle est manifestement inexacte. La réclamation doit être motivée et indiquer, le cas échéant, les moyens de preuve.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Le Service des contributions transmet au contribuable la réclamation de la commune intéressée et lui fixe un délai de 30 jours pour formuler ses observations.

Nouvelle décision

**Art. 158** <sup>1</sup> Le Service des contributions vérifie tous les éléments de l'impôt et peut, après avoir entendu le contribuable, modifier la taxation au désavantage de ce dernier.

<sup>2</sup> La réclamation peut être retirée tant que le Service des contributions n'a pas statué. Toutefois, celui-ci ne donne pas suite à un retrait s'il admet que la décision attaquée est mal fondée.

<sup>3</sup> Les principes qui régissent la procédure de taxation sont applicables.

<sup>4</sup> La nouvelle décision du Service des contributions contient les motifs et les voies de recours.

<sup>5</sup> Elle est notifiée au contribuable et communiquée à la commune.

Frais

**Art. 159** <sup>1</sup> La procédure de réclamation est en principe gratuite.

<sup>2</sup> Toutefois, les frais d'expertise sont mis à la charge du contribuable dont la réclamation est rejetée. En cas d'admission partielle de la réclamation, l'autorité statue par appréciation.

<sup>3</sup> Lorsque la taxation est arrêtée d'office (art. 140), un émolument peut être exigé du contribuable conformément à la législation sur les émoluments. [65](#)

Renvoi

**Art. 159b** [57](#) Au surplus, la procédure est régie par le Code de procédure administrative [11](#).

## CHAPITRE II : Recours à la Commission cantonale des recours

Commission  
cantonale des  
recours

**Art. 160** <sup>1</sup> Le contribuable et la commune peuvent recourir contre la décision sur réclamation auprès de la Commission cantonale des recours.

<sup>2</sup> L'organisation et le fonctionnement de la Commission cantonale des recours de même que la procédure sont réglés par un décret du Parlement.

Délai, forme,  
motifs

**Art. 161** <sup>1</sup> Le délai de recours est de 30 jours à partir de la notification ou communication de la décision.

<sup>2</sup> Le mémoire de recours doit contenir les conclusions et les motifs; les moyens de preuve y sont joints.

<sup>3</sup> Toute erreur dans la décision attaquée et tout vice de procédure constituent des motifs de recours.

Déroulement de  
la procédure

**Art. 162** <sup>1</sup> La Commission cantonale des recours invite le Service des contributions à se déterminer et à produire le dossier officiel.

<sup>2</sup> Elle établit les faits d'office et prend les mesures d'instruction nécessaires.

<sup>3</sup> Tous les moyens de preuve prévus dans le Code de procédure administrative sont licites, à l'exception de l'affirmation supplétoire.

<sup>4</sup> Pour le surplus, la Commission cantonale des recours a les mêmes compétences que le Service des contributions dans la procédure de taxation et de réclamation.

Décision

**Art. 163** <sup>1</sup> La Commission cantonale des recours peut se diviser en trois chambres au plus pour la préparation des décisions.

<sup>2</sup> Elle arrête les décisions en séance plénière, sous réserve des compétences de son président qui vide comme juge unique les recours devenus sans objet, portant sur un impôt ou une amende n'excédant pas 300 francs, ou dirigés contre des décisions en matière de frais.

<sup>3</sup> Si la Commission cantonale des recours envisage de modifier la décision sur réclamation au détriment du recourant, elle l'en informe et lui donne l'occasion de s'exprimer.

<sup>4</sup> Les décisions contiennent un résumé des faits, les considérants en droit et le dispositif; elles sont communiquées au contribuable, au Service des contributions et à la commune.

Frais et dépens

**Art. 164** <sup>1</sup> La Commission cantonale des recours perçoit des émoluments conformément au décret.

<sup>2</sup> Les frais sont mis à la charge des parties selon les règles générales de la procédure administrative.

<sup>3</sup> La Commission cantonale des recours n'alloue de dépens que si la nature particulière de l'affaire le justifie.

### **CHAPITRE III : Recours au Tribunal cantonal et au Tribunal fédéral<sup>[27\)](#)</sup>**

#### **SECTION 1 : Recours au Tribunal cantonal<sup>[28\)](#)</sup>**

Droit de recours,  
qualité de partie

**Art. 165** Le contribuable, le Service des contributions et la commune peuvent recourir contre la décision de la Commission cantonale des recours auprès de la Cour administrative; à l'exception de la commune, ils jouissent de la qualité de partie même si le recours n'émane pas d'eux-mêmes.

Délai, forme,  
motifs

**Art. 166** <sup>1</sup> Le délai de recours est de 30 jours à partir de la communication de la décision.

<sup>2</sup> Le mémoire de recours doit contenir les conclusions et les motifs et indiquer les moyens de preuve.

<sup>3</sup> Les motifs suivants peuvent être invoqués :

- a) la violation du droit, y compris l'excès ou l'abus du pouvoir d'appréciation;
- b) la constatation inexacte ou incomplète des faits pertinents.

Compétence,  
pouvoir de  
décision

**Art. 167** <sup>1</sup> Le président de la Cour administrative vide comme juge unique les recours devenus sans objet, portant sur un impôt ou une amende n'excédant pas 1 000 francs<sup>[27\)](#)</sup> ou dirigés contre des décisions en matière de frais.

<sup>2</sup> Les autres décisions sur recours sont prises par la Cour administrative.

<sup>3</sup> La Cour administrative n'est pas liée par les conclusions des parties. Après avoir entendu le contribuable, elle peut également modifier la taxation au désavantage de ce dernier.<sup>[27\)](#)</sup>

Procédure

**Art. 168** Pour la procédure font règle en outre les prescriptions du Code de procédure administrative.

## **SECTION 2 : Recours au Tribunal fédéral<sup>[28\)](#)</sup>**

Droit de recours,  
qualité de partie

**Art. 168a<sup>[28\)](#)</sup>** <sup>1</sup> L'arrêt de la Cour administrative peut faire l'objet d'un recours en matière de droit public devant le Tribunal fédéral en application de l'article 73, alinéa 1, de la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes<sup>[3\)](#)</sup>. Le contribuable, le Service des contributions et l'Administration fédérale des contributions ont qualité pour recourir.<sup>[52\)](#)</sup>

<sup>2</sup> En matière d'impôt à la source, la qualité pour recourir appartient également au débiteur de la créance fiscale.

## CHAPITRE IIIbis : Recours au Gouvernement<sup>58)</sup>

Décisions  
revêtant un  
caractère  
politique  
prépondérant

**Art. 168b<sup>57)</sup>** <sup>1</sup> En principe, revêtent un caractère politique prépondérant au sens de l'article 162 du Code de procédure administrative<sup>11)</sup> notamment les décisions rendues :

- a) en matière d'allègement fiscal (art. 4);
- b) en matière de privilège fiscal (art. 5);
- c) dans le cas de déductions dépassant le 10 % du revenu net au sens de l'article 32, alinéa 1, lettre d;
- d) ...<sup>71)</sup>;
- e) dans le cas de déductions dépassant le 10 % du bénéfice net au sens de l'article 71, alinéa 1, lettre c.

<sup>2</sup> Cas échéant, le recours devant le juge administratif et la Cour administrative n'est pas recevable et le recours devant le Gouvernement est seul ouvert si celui-ci n'a pas rendu la décision.

## CHAPITRE IV : Révision

Motifs de  
révision

**Art. 169** <sup>1</sup> Une décision entrée en force peut être révisée en faveur du contribuable, à sa demande ou d'office :

- a) lorsque des faits importants ou des preuves concluantes sont découverts;
- b) lorsque l'autorité qui a statué n'a pas tenu compte de faits importants ou de preuves concluantes qu'elle connaissait ou devait connaître ou qu'elle a violé de quelque autre manière l'une des règles essentielles de la procédure;
- c) lorsqu'un crime ou un délit a influencé la décision.

<sup>2</sup> La révision est exclue lorsque le requérant, en usant de l'attention raisonnablement exigible, aurait pu faire valoir le motif de révision invoqué au cours de la procédure ordinaire déjà.

Délai

**Art. 170** La demande de révision doit être déposée dans les 90 jours qui suivent la découverte du motif, mais au plus tard dans les dix ans qui suivent la notification de la décision.

Procédure de  
révision

**Art. 171** <sup>1</sup> La révision d'une décision est de la compétence de l'autorité qui a rendu cette décision.

<sup>2</sup> S'il existe un motif de révision, l'autorité annule la décision antérieure et statue à nouveau.

<sup>3</sup> Le rejet de la demande de révision et la nouvelle décision peuvent être attaqués par les mêmes voies de droit que la décision antérieure.

<sup>4</sup> Pour le surplus, les dispositions relatives à la procédure suivie lors de la décision antérieure sont applicables.

## CHAPITRE V : Erreurs de calcul et de transcription

Rectification des décisions

**Art. 172** <sup>1</sup> Les erreurs de calcul et de transcription figurant dans une décision entrée en force peuvent être corrigées par l'autorité qui les a commises, sur demande ou d'office, dans les cinq ans qui suivent la notification.

<sup>2</sup> La correction de l'erreur ou le refus d'y procéder peuvent être attaqués par les mêmes voies de droit que la décision.

## CHAPITRE VI : Rappel d'impôt

Rappel d'impôt ordinaire<sup>60</sup>

**Art. 173** <sup>1</sup> Lorsque des faits ou des preuves inconnus auparavant de l'autorité fiscale permettent d'établir qu'indûment une taxation n'a pas été effectuée ou qu'une taxation entrée en force est incomplète ou qu'une taxation non effectuée ou incomplète est due à un crime ou un délit commis contre l'autorité fiscale, cette dernière procède au rappel de l'impôt qui n'a pas été perçu et prélève des intérêts.

<sup>2</sup> Lorsque le contribuable a déposé une déclaration complète et précise concernant son revenu, sa fortune, son bénéfice net ou son capital propre, et que l'autorité fiscale en a admis l'évaluation, un rappel d'impôt est exclu, même si cette évaluation était insuffisante.

Rappel d'impôt simplifié en cas de succession

**Art. 173a**<sup>61</sup> <sup>1</sup> Dans le délai d'une année à compter du décès, mais au plus tard jusqu'à l'établissement de l'inventaire, chacun des héritiers a droit, indépendamment des autres, au rappel d'impôt simplifié sur les éléments de la fortune et du revenu soustraits par le défunt, à condition :

- a) qu'aucune autorité fiscale n'ait connaissance de la soustraction d'impôt;
- b) qu'il collabore sans réserve avec l'administration pour déterminer les éléments de la fortune et du revenu soustraits;
- c) qu'il s'efforce d'acquitter le rappel d'impôt dû.

<sup>2</sup> Le rappel d'impôt est calculé sur les trois périodes fiscales précédant l'année du décès, conformément aux dispositions sur la taxation ordinaire et perçu avec les intérêts moratoires.

<sup>3</sup> Le rappel d'impôt simplifié est exclu en cas de liquidation officielle de la succession ou de liquidation de la succession selon les règles de la faillite.

<sup>4</sup> L'exécuteur testamentaire ou l'administrateur de la succession peuvent également demander le rappel d'impôt simplifié.

<sup>5</sup> Le Gouvernement peut édicter, par voie d'ordonnance, les dispositions d'application nécessaires.

#### Prescription

**Art. 174** <sup>1</sup> Le droit d'introduire une procédure de rappel d'impôt s'éteint dix ans après la fin de la période fiscale pour laquelle, indûment, la taxation n'a pas été effectuée ou pour laquelle la taxation entrée en force était incomplète.

<sup>2</sup> L'introduction d'une poursuite pénale ensuite de soustraction d'impôt ou de délit fiscal entraîne également l'ouverture de la procédure de rappel d'impôt.

<sup>3</sup> Le droit de procéder au rappel de l'impôt s'éteint quinze ans après la fin de la période fiscale à laquelle il se rapporte.

#### Procédure

**Art. 175** <sup>1</sup> Le contribuable est avisé par écrit de l'ouverture d'une procédure en rappel d'impôt.

<sup>1bis</sup> Si, au moment de l'ouverture de la procédure en rappel d'impôt, aucune procédure pénale pour soustraction d'impôt n'est ouverte ni pendant ni ne peut être exclue d'emblée, le contribuable est avisé qu'une procédure pénale pour soustraction d'impôt pourra ultérieurement être ouverte contre lui. [54\)](#)

<sup>2</sup> Lorsque la procédure n'est pas encore introduite au décès du contribuable ou qu'elle n'est pas terminée, elle peut être ouverte ou continuée contre les héritiers.

<sup>3</sup> Pour le surplus, les dispositions concernant les principes généraux de procédure, les procédures de taxation et de recours s'appliquent par analogie.



## TITRE TROISIEME : Perception

### CHAPITRE PREMIER : Autorités, modalités de perception

Autorités de perception

**Art. 176** <sup>1</sup> Le Service des contributions, appuyé par d'autres services, encaisse les impôts cantonaux et communaux prévus par la présente loi.

<sup>2</sup> Le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale<sup>[12\)](#)</sup> définit les compétences des services concernés.

<sup>3</sup> Le Gouvernement peut confier l'encaissement de certains impôts aux communes.

<sup>4</sup> Dans ce cas, les communes répondent de l'encaissement et du versement des impôts cantonaux.

<sup>5</sup> Le Département des Finances peut allouer aux communes une bonification appropriée pour les impôts cantonaux perçus par elles. De même, il peut exiger d'elles le versement d'une telle contribution pour l'encaissement des impôts communaux effectué par l'Etat.

Modalités de perception  
a) Principe

**Art. 177**<sup>[27\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les impôts, y compris les intérêts, frais et amendes, sont perçus sur la base des décisions de taxation. Lorsque la taxation n'est pas encore effectuée au terme général d'échéance, l'impôt est perçu à titre provisoire.

<sup>2</sup> L'impôt provisoire est fixé sur la base de la dernière taxation connue, de la dernière déclaration déposée ou du montant probable d'impôt dû.

b) Acomptes

**Art. 177a**<sup>[28\)](#)</sup> <sup>1</sup> Les impôts provisoires peuvent être perçus par acomptes.

<sup>2</sup> Les paiements par acomptes sont imputés sur les impôts dus selon la taxation définitive.

<sup>3</sup> Le Parlement fixe les modalités de perception par voie de décret.

**Art. 177b**<sup>[84\)](#)</sup>

d) Décompte final

**Art. 177c**<sup>[28\)](#)</sup> <sup>1</sup> Un décompte final est notifié au contribuable dès que la taxation est effectuée. Il peut être joint à la notification de la taxation.

<sup>2</sup> Il est établi sur la base de la décision de taxation, des versements précédemment effectués, ainsi que des intérêts.

<sup>3</sup> Si les montants perçus à titre provisoire sont insuffisants, la différence est exigée; les montants perçus en trop sont restitués.

e) Remboursement d'impôt  
1. Epoux non séparés

**Art. 177d**<sup>[28\)](#)</sup> <sup>1</sup> Lorsque des montants d'impôt perçus sur la base d'une taxation conjointe doivent être remboursés à des époux vivant en ménage commun, chaque époux est habilité à recevoir ces montants.

2. Epoux séparés

<sup>2</sup> Lorsque des montants d'impôt perçus auprès de contribuables mariés doivent être remboursés après leur divorce ou leur séparation de droit ou de fait, le remboursement intervient par moitié à chacun des époux.

## CHAPITRE II : Echéances

Termes

**Art. 178** <sup>1</sup> Les impôts périodiques ordinaires des personnes physiques sont échus à la fin du mois de février de l'année qui suit l'année fiscale; ceux des personnes morales sont échus l'année au cours de laquelle la période fiscale prend fin.<sup>[27/41\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Le Gouvernement fixe l'échéance des acomptes.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2bis</sup> Pour les impôts dus par les personnes morales pour lesquelles l'exercice commercial ne coïncide pas avec l'année civile, l'autorité fiscale peut avancer le terme général d'échéance jusqu'à la date de la clôture de l'exercice commercial.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>2ter</sup> A l'exception des échéances prévues aux alinéas 3 et 4, l'échéance n'est pas subordonnée à une facturation.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Sont échus dès la notification de la décision :

- a)<sup>[27\)](#)</sup> les impôts fixés selon les articles 12, 37 et 37a;
- b) l'impôt sur les gains immobiliers;
- c) les rappels d'impôt et les amendes fiscales.

<sup>4</sup> L'impôt est en outre échu :

- a) le jour où le contribuable qui entend quitter durablement le pays prend des dispositions en vue de son départ;
- b) lors de la réquisition de la radiation du registre du commerce d'une personne morale;
- c) dès qu'un contribuable étranger cesse d'avoir une entreprise ou une participation à une entreprise du Canton, un établissement stable situé dans le Canton, un immeuble sis dans le Canton ou une créance garantie par un tel immeuble;
- d) lors de l'ouverture de la faillite du contribuable;
- e) au décès du contribuable.

Portée de  
l'échéance

**Art. 179** <sup>1</sup> L'échéance s'applique aux montants d'impôt fixés par les décisions de taxation ou figurant aux décomptes provisoires.

<sup>2</sup> Si le montant définitif de l'impôt est inférieur au montant initialement fixé, seul ce montant définitif est réputé avoir été échu.

<sup>3</sup> Le fait que la taxation n'est pas établie à la date de l'échéance de l'impôt, ou que la créance fiscale est contestée, ne suspend pas l'échéance de l'impôt. [27\)](#)

### CHAPITRE III : Paiement, intérêts

Délais de  
paiement

**Art. 180** [27\)](#) <sup>1</sup> Les impôts périodiques sur le revenu et la fortune, ainsi que sur le bénéfice et le capital doivent être acquittés au terme général d'échéance.

<sup>2</sup> Les impôts découlant du décompte final doivent être payés dans un délai de 30 jours.

<sup>3</sup> Les autres impôts ainsi que les amendes et les frais doivent être acquittés dans les 30 jours qui suivent l'échéance.

Paiements  
volontaires

**Art. 180a** [28\)](#)[121\)](#) Le contribuable peut effectuer des paiements volontaires jusqu'au décompte final ou jusqu'à l'échéance.

Intérêts  
compensatoires

**Art. 180b** [28\)](#) Le décompte final contient le décompte des intérêts compensatoires :

- a) en faveur du contribuable sur les montants d'impôt perçus en trop depuis leur paiement jusqu'au décompte final;

- b) à charge du contribuable sur les montants d'impôt dus sur la base de la taxation définitive depuis le terme général d'échéance.

Intérêt moratoire  
et rémunératoire  
a) Intérêt  
moratoire

**Art. 181** <sup>1</sup> Les impôts périodiques ordinaires dus sur la base du décompte final portent intérêt s'ils ne sont pas payés dans le délai de paiement du décompte final.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>1bis</sup> Pour les autres impôts dus, les amendes et les frais qui n'ont pas été acquittés dans le délai de paiement, ils portent intérêt dès la fin de ce délai.<sup>[28\)](#)</sup>

b) Intérêt  
rémunératoire

<sup>2</sup> Les paiements volontaires et l'impôt perçu en trop bénéficient d'un intérêt rémunératoire dès le jour de leur paiement. L'article 188, alinéa 2, est réservé.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>3</sup> ...<sup>[29\)](#)</sup>

Taux

**Art. 181a**<sup>[28\)](#)</sup> <sup>1</sup> Le Gouvernement fixe pour chaque année fiscale les taux d'intérêts compensatoires, moratoire et rémunératoire, ainsi que le taux de l'intérêt sur les paiements volontaires.

<sup>2</sup> Le taux d'intérêt s'applique durant l'année civile concernée à toutes les créances fiscales, amendes et frais. Le taux d'intérêt applicable au début d'une procédure de poursuite reste toutefois valable jusqu'à l'issue de celle-ci.

## CHAPITRE IV : Recouvrement

Prescription du  
droit de percevoir

**Art. 182** <sup>1</sup> L'impôt se prescrit par cinq ans dès l'entrée en force de la décision de taxation.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>2</sup> ...<sup>[29\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Pour la suspension et l'interruption de la prescription, l'article 151, alinéa 2, lettres b et c, et alinéa 3, est applicable par analogie.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>4</sup> La prescription est acquise dans tous les cas dix ans à compter de la fin de la période fiscale au cours de laquelle la taxation est entrée en force.<sup>[28\)](#)</sup>

Somation

**Art. 183** <sup>1</sup> Le contribuable qui n'a pas payé l'impôt dû dans les délais est invité à s'en acquitter par somation. L'octroi d'un arrangement de paiement vaut première somation.<sup>[91\)](#)</sup>

## Poursuite

<sup>2</sup> Sous réserve de la prise de garanties, une poursuite est introduite contre le contribuable qui n'a pas donné suite à une deuxième sommation.

<sup>2bis</sup> Si le débiteur de l'impôt n'a pas de domicile en Suisse ou qu'un séquestre a été ordonné sur des biens lui appartenant, la procédure de poursuite peut être introduite sans sommation préalable.<sup>[28\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Dans la procédure de poursuite, les décisions de taxation et les jugements entrés en force qui fixent définitivement une créance fiscale ainsi que les demandes de sûretés sont assimilés à un jugement exécutoire au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite<sup>[10\)](#)</sup>.

<sup>4</sup> L'autorité est dispensée de produire les créances d'impôt dans les inventaires officiels et lors des appels aux créanciers.

## Facilités de paiement

**Art. 184** <sup>1</sup> Si le paiement de la dette fiscale dans le délai prescrit devait avoir des conséquences très dures pour le débiteur, les autorités de perception peuvent prolonger le délai de paiement ou autoriser un paiement échelonné. Elles peuvent renoncer à prélever l'intérêt dû sur les montants dont le paiement est différé.

<sup>2</sup> Les facilités de paiement peuvent être subordonnées à des conditions ou à l'obtention de garanties appropriées.

<sup>3</sup> Les facilités de paiement qui ont été accordées sont révoquées lorsque les circonstances qui justifiaient leur octroi n'existent plus ou que les conditions auxquelles elles sont subordonnées ne sont pas remplies.

<sup>3bis</sup> Les autorités de perception se prononcent de manière définitive.<sup>[54\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Le Département des Finances précise les modalités d'octroi des facilités de paiement.

Remise  
a) Demande

**Art. 185** <sup>1</sup> Le contribuable peut se voir remettre tout ou partie de l'impôt dû, des intérêts ou de l'amende s'il est tombé dans le dénuement ou si le paiement entraîne pour lui des conséquences très dures.<sup>[70\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La demande de remise doit être présentée à la Recette et Administration de district compétente, laquelle la transmet aux communes concernées en leur octroyant un délai de 20 jours pour préavis.<sup>[70\)](#)</sup>

<sup>3</sup> La procédure de remise est gratuite. Cependant, les frais peuvent être mis à la charge du requérant, en totalité ou partiellement, si sa demande est manifestement infondée.<sup>[28\)](#)</sup>

b) Décision,  
recours

**Art. 186** <sup>1</sup> Le Service des contributions statue sur la demande de remise d'impôt.<sup>[59/70\)](#)</sup>

<sup>1bis</sup> La procédure de remise d'impôt ne déploie pas d'effet suspensif.<sup>[57/70\)](#)</sup>

<sup>1ter</sup> La demande de remise d'impôt déposée après l'envoi de la réquisition de poursuite est déclarée irrecevable.<sup>[69\)](#)</sup>

<sup>2</sup> La décision de remise peut être assortie de conditions.

<sup>2bis</sup> La décision de remise s'applique également aux impôts communaux.<sup>[69\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Elle est sujette à réclamation et à recours à la Commission cantonale des recours et à la Cour administrative du Tribunal cantonal, de la part du contribuable et de la commune. Est réservé le recours au Gouvernement contre la décision sur réclamation, conformément à l'article 162, alinéa 2, lettre c, du Code de procédure administrative<sup>[11\)](#)</sup>.<sup>[59/70\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Le délai de réclamation et de recours est de 30 jours dès notification de la décision.<sup>[70\)](#)</sup>

<sup>5</sup> La réclamation est motivée et comporte les éventuelles offres de preuve.<sup>[69\)](#)</sup>

<sup>6</sup> La décision de remise peut être révoquée. La décision de révocation est sujette aux mêmes voies de droit que la décision de remise.<sup>[69\)](#)</sup>

c) Dispositions  
d'exécution

**Art. 187** Le Gouvernement règle par voie d'ordonnance les conditions d'octroi et la procédure de remise.

Restitution de  
l'indu<sup>[70\)](#)</sup>

**Art. 188** <sup>1</sup> Le contribuable peut demander la restitution d'un impôt qu'il a payé par erreur, qu'il ne devait pas ou ne devait qu'en partie.

<sup>2</sup> Les montants d'impôts restitués plus de trente jours après leur paiement portent intérêt au taux fixé par le Gouvernement dès la date de leur paiement.

<sup>3</sup> La demande en restitution doit être adressée au Service des contributions dans les cinq ans suivant la fin de l'année civile au cours de laquelle le paiement a eu lieu. Le rejet de la demande en restitution ouvre les mêmes voies de droit qu'une décision de taxation.

<sup>4</sup> Le droit à la restitution s'éteint dix ans après la fin de l'année au cours de laquelle a eu lieu le paiement.

## CHAPITRE V : Amnistie fiscale

Amnistie fiscale **Art. 189** <sup>1</sup> Le Gouvernement est autorisé à décréter une amnistie fiscale pour les capitaux d'épargne n'excédant pas 50 000 francs et leur rendement.

<sup>2</sup> L'amnistie consiste en la renonciation au rappel de l'impôt soustrait et aux amendes fiscales.

<sup>3</sup> Le Gouvernement fixe les modalités de l'amnistie par voie d'ordonnance.

## CHAPITRE VI : Garanties de la créance fiscale

### SECTION 1 : Garanties directes

Hypothèque légale **Art. 190**<sup>66)121)</sup> <sup>1</sup> L'impôt sur le gain immobilier ainsi que l'impôt sur le revenu ou le bénéfice des commerçants en immeubles dans la mesure où il porte sur l'immeuble concerné sont garantis par une hypothèque légale, conformément à l'article 88 de la loi d'introduction du Code civil suisse<sup>67)</sup>.

<sup>2</sup> L'article 190a est réservé.

Consignation **Art. 190a**<sup>120)</sup> <sup>1</sup> En cas d'aliénation d'un immeuble donnant lieu à perception d'un impôt sur le revenu ou sur le bénéfice ou d'un impôt sur le gain immobilier, les parties ont l'obligation, sauf exception, de consigner 7 % du produit de l'aliénation auprès d'un officier public.

<sup>2</sup> Le montant consigné au sens de l'alinéa 1 ainsi que d'éventuels compléments peuvent faire l'objet d'un paiement volontaire conformément à l'article 180a.

<sup>3</sup> En cas d'infraction à la présente disposition, l'article 198 s'applique par analogie.

<sup>4</sup> La consignation prévue à l'alinéa 1 a pour effet d'éteindre le droit à l'inscription au registre foncier de l'hypothèque légale prévue à l'article 190, alinéa 1.

<sup>5</sup> Les aliénations effectuées en application des dispositions de la loi fédérale du 11 avril 1889 sur la poursuite pour dettes et la faillite<sup>10)</sup> ne sont pas soumises à la consignation. Dans ces cas, l'impôt sur le revenu ou sur le bénéfice ou l'impôt sur le gain immobilier est, le cas échéant, garanti par une hypothèque légale, conformément à l'article 190.

#### Sûretés

**Art. 191** <sup>1</sup> Si le contribuable n'a pas de domicile en Suisse ou que la créance fiscale paraît menacée, le Service des contributions peut exiger des sûretés en tout temps, avant même que le montant d'impôt ne soit fixé par une décision entrée en force.

<sup>2</sup> La demande de sûretés indique le montant à garantir; elle est immédiatement exécutoire. Dans la procédure de poursuite, elle produit les mêmes effets qu'un jugement exécutoire.<sup>22)</sup>

<sup>3</sup> Les sûretés doivent être fournies en argent, en titres sûrs et négociables ou sous la forme du cautionnement d'une banque ou de deux cautions solidaires solvables.

<sup>3bis</sup> L'article 136a s'applique à la représentation du contribuable et à la notification de la décision de demande de sûretés.<sup>69)</sup>

<sup>4</sup> La décision de demande de sûretés est sujette à recours de droit administratif à la Cour administrative dans les 30 jours qui suivent sa notification; elle n'est pas soumise à opposition.

<sup>5</sup> Le recours ne suspend pas l'exécution de la demande de sûretés.

<sup>6</sup> La procédure de séquestre selon les dispositions de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite est réservée.

#### Séquestre

**Art. 191a**<sup>23)</sup> <sup>1</sup> La demande de sûretés est assimilée à l'ordonnance de séquestre au sens de l'article 274 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite. Le séquestre est opéré par l'Office des poursuites compétent.

<sup>2</sup> L'opposition à l'ordonnance de séquestre prévue à l'article 278 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite est irrecevable.<sup>27)</sup>



Radiation du  
registre du  
commerce

**Art. 191b<sup>28)</sup>** La personne morale ne peut être radiée du registre du commerce que lorsque l'autorité fiscale communique au Service du registre du commerce et du registre foncier que les impôts dus sont payés ou qu'ils ont fait l'objet de sûretés.

## SECTION 2 : Inventaire fiscal

Obligation  
d'établir un  
inventaire

**Art. 192** <sup>1</sup> Un inventaire fiscal est établi au décès de tout contribuable jurassien.

<sup>2</sup> Aucun inventaire n'est cependant établi lorsque les circonstances permettent de présumer qu'il n'existe pas de fortune.

Objet de  
l'inventaire

**Art. 193** <sup>1</sup> L'inventaire comprend, estimées au jour du décès, la fortune du défunt, celle de son conjoint vivant en ménage commun avec lui et celle des enfants mineurs sous son autorité parentale.

<sup>2</sup> Les faits qui revêtent de l'importance pour la taxation sont établis et mentionnés dans l'inventaire.

Procédure

**Art. 194** <sup>1</sup> Afin d'assurer l'exactitude de l'inventaire, la succession est mise sous scellés sans retard.

<sup>2</sup> Les héritiers et les personnes qui administrent ou ont la garde des biens successoraux ne peuvent en disposer, avant l'inventaire, sans l'assentiment du Service des contributions.

Obligation de  
collaborer

**Art. 195** <sup>1</sup> Les héritiers, les représentants légaux d'héritiers, l'administrateur de la succession et l'exécuteur testamentaire doivent :

- a) donner, conformément à la vérité, tous renseignements utiles à la détermination des éléments imposables ayant appartenu au défunt;
- b) produire tous livres, pièces justificatives, relevés de situation ou documents permettant d'établir l'état de la succession;
- c) donner accès à tous les locaux et meubles dont disposait le défunt.

<sup>2</sup> Les héritiers et les représentants légaux des héritiers qui faisaient ménage commun avec le défunt ou avaient la garde ou l'administration de certains de ses biens doivent également permettre la visite de leurs propres locaux et meubles.

<sup>3</sup> Les héritiers, les représentants légaux d'héritiers, l'administrateur de la succession ou l'exécuteur testamentaire qui, après l'établissement de l'inventaire, apprennent l'existence de biens successoraux qui n'y figurent pas, doivent en informer le Service des contributions dans les dix jours.

<sup>4</sup> Au moins un des héritiers ayant l'exercice des droits civils et le représentant légal d'héritiers mineurs ou protégés par une curatelle de portée générale ou un mandat pour cause d'incapacité doivent assister à l'inventaire.<sup>[68\)](#)</sup>

Obligation de  
renseigner

**Art. 196** <sup>1</sup> Les tiers qui avaient la garde ou l'administration de biens du défunt ou contre lesquels le défunt avait des droits ou des prétentions appréciables en argent sont tenus de donner à l'héritier qui en fait la demande, à l'intention de l'autorité compétente, tous les renseignements écrits qui s'y rapportent.

<sup>2</sup> Si des motifs sérieux s'opposent à ce que l'obligation de renseigner soit remplie, le tiers peut fournir directement à l'autorité compétente les renseignements demandés.

<sup>3</sup> Pour le surplus, les articles 144 et 145 s'appliquent par analogie.

Dispositions  
d'application

**Art. 197** <sup>1</sup> Le Parlement édicte les dispositions d'application par voie de décret.

<sup>2</sup> Il détermine notamment :

- a) l'autorité compétente pour dresser l'inventaire;
- b) la procédure d'établissement de l'inventaire;
- c) les rapports entre l'inventaire fiscal et les différentes formes d'inventaires prévues par le droit fédéral.

## CINQUIEME PARTIE : Dispositions pénales

### TITRE PREMIER : Infractions de droit administratif

Violation des  
obligations de  
procédure

**Art. 198** <sup>1</sup> Celui qui, malgré sommation et de manière fautive, ne se conforme pas à une obligation qui lui incombe en vertu de la présente loi ou d'une de ses mesures d'application, est puni d'une amende.

<sup>2</sup> L'amende s'élève à 1 000 francs<sup>[27\)](#)</sup> au plus, et à 10 000 francs au plus dans les cas graves ou de récidive.

Soustraction  
d'impôt

**Art. 199** <sup>1</sup> Le contribuable qui, intentionnellement ou par négligence, agit de manière qu'une taxation n'ait indûment pu se faire ou qu'une taxation entrée en force soit incomplète, ou obtient une restitution ou une remise injustifiée d'impôt, ou encore celui qui, tenu de percevoir un impôt à la source, ne le retient pas ou ne retient qu'un montant insuffisant, est puni d'une amende.

<sup>2</sup> En règle générale, l'amende est fixée au montant simple de l'impôt soustrait. Elle peut être réduite jusqu'au tiers en cas de faute légère ou élevée jusqu'au triple en cas de faute grave.

<sup>3</sup> Lorsque le contribuable dénonce spontanément et pour la première fois une soustraction d'impôt, il est renoncé à la poursuite pénale (dénonciation spontanée non punissable), à condition :

- a) qu'aucune autorité fiscale n'en ait connaissance;
- b) qu'il collabore sans réserve avec l'administration pour déterminer le montant du rappel d'impôt;
- c) qu'il s'efforce d'acquitter le rappel d'impôt dû.<sup>[60\)](#)</sup>

<sup>4</sup> Pour toute dénonciation spontanée ultérieure, l'amende est réduite au cinquième de l'impôt soustrait si les conditions prévues à l'alinéa 3 sont remplies.<sup>[61\)](#)</sup>

Tentative

**Art. 200** Celui qui tente intentionnellement de commettre une soustraction d'impôt est puni d'une amende fixée aux deux tiers de celle qui aurait été infligée en cas de soustraction consommée.

Instigation et  
complicité

**Art. 201** <sup>1</sup> Celui qui incite à une soustraction d'impôt, y prête son assistance, la commet intentionnellement en qualité de représentant du contribuable ou y participe est puni d'une amende fixée indépendamment de la peine encourue par le contribuable.

<sup>2</sup> L'amende est de 10 000 francs au plus, et de 50 000 francs au plus dans les cas graves ou de récidive. En outre, l'autorité fiscale peut exiger de l'instigateur ou du complice le paiement solidaire de l'impôt soustrait.<sup>[27\)](#)</sup>

<sup>3</sup> Lorsqu'une personne au sens de l'alinéa 1 se dénonce spontanément et pour la première fois et que les conditions prévues à l'article 199, alinéa 3, lettres a et b, sont remplies, il est renoncé à la poursuite pénale et la responsabilité solidaire est supprimée.<sup>[61\)](#)</sup>

Dissimulation  
ou distraction  
de biens  
successoraux

**Art. 202** <sup>1</sup> Celui qui dissimule ou distrait des biens successoraux dont il est tenu d'annoncer l'existence dans la procédure d'apposition des scellés ou d'inventaire, dans le dessein de les soustraire à l'inventaire, est puni d'une amende de 10 000 francs au plus, et de 50 000 francs au plus dans les cas graves ou de récidive. [27](#)[60](#)

<sup>2</sup> Les articles 200 et 201 s'appliquent par analogie.

<sup>3</sup> Lorsqu'une personne visée à l'alinéa 1 se dénonce spontanément et pour la première fois, il est renoncé à la poursuite pénale pour dissimulation ou distraction de biens successoraux dans la procédure d'apposition des scellés ou d'inventaire et pour les infractions commises dans le cadre de ces procédures (dénonciation spontanée non punissable), à condition :

- a) qu'aucune autorité fiscale n'en ait connaissance;
- b) que la personne concernée collabore sans réserve avec l'administration pour corriger l'inventaire. [61](#)

Personnes  
morales  
a) En général [60](#)

**Art. 203** <sup>1</sup> Lorsque des obligations de procédure ont été violées ou qu'une soustraction consommée ou tentée a été commise au profit d'une personne morale, les amendes prévues frappent directement celle-ci.

<sup>1bis</sup> Lorsqu'une personne morale a incité, prêté assistance ou participé, dans l'exercice de son activité, à la soustraction commise par un tiers, l'article 201 lui est applicable par analogie. [28](#)

<sup>2</sup> Les peines encourues par les organes ou ses représentants en vertu de l'article 201 demeurent réservées.

<sup>3</sup> Les alinéas 1 et 2 s'appliquent par analogie aux corporations et établissements de droit étranger et aux communautés de personnes étrangères sans personnalité juridique.

b) Dénonciation  
spontanée

**Art. 203a** [61](#) <sup>1</sup> Lorsqu'une personne morale assujettie à l'impôt dénonce spontanément et pour la première fois une soustraction d'impôt commise dans son exploitation commerciale, il est renoncé à la poursuite pénale (dénonciation spontanée non punissable), à condition :

- a) qu'aucune autorité fiscale n'en ait connaissance;
- b) qu'elle collabore sans réserve avec l'administration pour déterminer le montant du rappel d'impôt;
- c) qu'elle s'efforce d'acquitter le rappel d'impôt dû.

<sup>2</sup> La dénonciation spontanée non punissable peut également être déposée :

- a) après une modification de la raison sociale ou un déplacement du siège à l'intérieur du territoire suisse;
- b) après une transformation au sens des articles 53 à 68 de la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la fusion<sup>62)</sup> par la nouvelle personne morale, en ce qui concerne les soustractions commises avant la transformation;
- c) après une absorption au sens de l'article 3, alinéa 1, lettre a, de la loi fédérale du 3 octobre 2003 sur la fusion<sup>62)</sup> ou une scission au sens de l'article 29, lettre b, de ladite loi, par une personne morale qui subsiste, en ce qui concerne les soustractions d'impôt commises avant l'absorption ou la scission.

<sup>3</sup> La dénonciation spontanée non punissable doit être déposée par les organes ou les représentants de la personne morale. La responsabilité solidaire de ces organes ou de ces représentants est supprimée et il est renoncé à la poursuite pénale.

<sup>4</sup> Lorsque d'anciens membres des organes de la personne morale ou d'anciens représentants de la personne morale dénoncent pour la première fois une soustraction d'impôt dont aucune autorité fiscale n'a connaissance, il est renoncé à la poursuite pénale de la personne morale, ainsi que de tous les membres et représentants anciens ou actuels. Leur responsabilité solidaire est supprimée.

<sup>5</sup> Pour toute dénonciation spontanée ultérieure, l'amende est réduite au cinquième de l'impôt soustrait lorsque les conditions prévues à l'alinéa 1 sont remplies.

<sup>6</sup> Lorsqu'une personne morale cesse d'être assujettie à l'impôt en Suisse, il n'est plus possible de déposer de dénonciation spontanée.

Responsabilité  
des époux en  
cas de  
soustraction

**Art. 204<sup>30)54)</sup>** <sup>1</sup> Le contribuable marié qui vit en ménage commun avec son conjoint ne répond que de la soustraction des éléments imposables qui lui sont propres. L'article 201 est réservé.

<sup>2</sup> Le seul fait de contresigner la déclaration d'impôt commune n'est pas constitutif d'une infraction au sens de l'article 201.

Autorités

**Art. 205<sup>34)52)</sup>** <sup>1</sup> Les cas de soustraction consommée, de tentative de soustraction, ainsi que de dissimulation ou de distraction de biens successoraux sont traités par le Service des contributions.

<sup>2</sup> La violation des obligations de procédure est réprimée par l'autorité devant laquelle le dossier fiscal est pendant.

<sup>3</sup> L'autorité compétente à l'égard de l'auteur l'est également pour les participants à l'infraction.

#### Procédure

**Art. 206<sup>52)</sup>** <sup>1</sup> L'ouverture d'une procédure pour infraction est communiquée par écrit à l'intéressé, qui est invité à se prononcer sur les griefs formulés à son encontre.

<sup>2</sup> Dans les cas d'ouverture d'une procédure pour soustraction d'impôt, l'intéressé est en outre informé de son droit de refuser de déposer et de collaborer.

<sup>3</sup> Les moyens de preuve rassemblés dans le cadre de la procédure en rappel d'impôt ne peuvent être utilisés dans la procédure pour soustraction d'impôt que s'ils n'ont été rassemblés ni sous la menace d'une taxation d'office au sens de l'article 140, avec inversion du fardeau de la preuve en application de l'article 157, alinéa 3, ni sous la menace d'une amende en cas de violation d'une obligation de procédure.

<sup>4</sup> L'instruction terminée, l'autorité rend une décision de condamnation ou de non-lieu qui est notifiée par écrit à l'intéressé.

<sup>5</sup> La décision de condamnation contient les indications suivantes :

- a) le nom de la personne condamnée;
- b) les périodes fiscales concernées;
- c) l'acte punissable;
- d) les dispositions légales appliquées;
- e) le montant de l'impôt soustrait;
- f) les moyens de preuve;
- g) la faute;
- h) la sanction;
- i) les voies de droit;
- j) de brefs motifs.

<sup>6</sup> Les dispositions concernant les principes généraux de procédure, les procédures de taxation et de recours s'appliquent par analogie.

<sup>7</sup> Les frais occasionnés par des mesures spéciales d'instruction (expertise comptable, auditions) sont en principe mis à la charge de la personne reconnue coupable. Ils peuvent également être imputés à celle qui bénéficie d'un non-lieu lorsque, par son comportement fautif, elle a amené l'autorité à entreprendre la poursuite pénale ou qu'elle a considérablement compliqué ou ralenti l'instruction.

Prescription de la  
poursuite pénale

**Art. 207<sup>85)</sup>** <sup>1</sup> La poursuite pénale se prescrit :

- a) en cas de violation des obligations de procédure, par trois ans et, en cas de tentative de soustraction d'impôt, par six ans à compter de la clôture définitive de la procédure au cours de laquelle l'infraction a été commise;
- b) en cas de soustraction consommée, par dix ans à compter de la fin de la période fiscale pour laquelle la taxation n'a pas été effectuée ou l'a été de façon incomplète, ou pour laquelle la retenue de l'impôt à la source n'a pas été faite conformément à la loi, ou par dix ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle une restitution d'impôt illégale ou une remise d'impôt injustifiée a été obtenue;
- c) en cas de dissimulation ou de distraction de biens successoraux, par dix ans à compter de la fin de l'année civile au cours de laquelle des biens successoraux ont été dissimulés ou distraits dans la procédure d'inventaire.

<sup>2</sup> La prescription ne court plus si une décision a été rendue par l'autorité cantonale compétente avant l'échéance du délai de prescription.

Perception

**Art. 208<sup>85)</sup>** <sup>1</sup> Les amendes et frais qui résultent d'une procédure pénale sont perçus selon les dispositions des articles 176 à 191a.

<sup>2</sup> La perception des amendes et des frais se prescrit par cinq ans à compter de l'entrée en force de la taxation.

<sup>3</sup> La suspension et l'interruption de la prescription sont régies par l'article 151, alinéas 2 et 3.

<sup>4</sup> La prescription est acquise dans tous les cas dix ans après la fin de l'année au cours de laquelle les impôts ont été fixés définitivement.

## TITRE DEUXIEME : Délits

### Escroquerie

**Art. 209** <sup>1</sup> Celui qui, dans le but de commettre une soustraction d'impôt, fait usage de titres faux, falsifiés ou inexacts quant à leur contenu, tels que livres comptables, bilans, comptes de résultats, certificats de salaire et autres attestations de tiers, dans le dessein de tromper l'autorité fiscale, est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire. Une peine avec sursis peut être assortie d'une amende de 10 000 francs au plus.<sup>[41](#)[46](#)[85](#)</sup>

<sup>2</sup> La répression de la soustraction est réservée.

<sup>3</sup> En cas de dénonciation spontanée au sens des articles 199, alinéa 3, ou 203a, alinéa 1, il est renoncé à la poursuite pénale pour toutes les autres infractions commises dans le but de soustraire des impôts. Cette disposition s'applique également aux cas visés par les articles 201, alinéa 3, et 203a, alinéas 3 et 4.<sup>[61](#)</sup>

### Détournement de l'impôt à la source

**Art. 210**<sup>[46](#)</sup> <sup>1</sup> Celui qui, tenu de percevoir l'impôt à la source, détourne les montants perçus à son profit ou à celui d'un tiers est puni d'une peine privative de liberté de trois ans au plus ou d'une peine pécuniaire. Une peine avec sursis peut être assortie d'une amende de 10 000 francs au plus.<sup>[85](#)</sup>

<sup>2</sup> En cas de dénonciation spontanée au sens des articles 199, alinéa 3, ou 203a, alinéa 1, il est renoncé à la poursuite pénale pour détournement de l'impôt à la source et pour toutes les autres infractions commises dans le but de détourner des impôts à la source. Cette disposition s'applique également aux cas visés par les articles 201, alinéa 3, et 203a, alinéas 3 et 4.<sup>[61](#)</sup>

### Prescription

**Art. 211**<sup>[27](#)[85](#)</sup> <sup>1</sup> La poursuite pénale des délits fiscaux se prescrit par quinze ans à compter du jour où l'auteur a commis sa dernière infraction.

<sup>2</sup> La prescription ne court plus si un jugement de première instance a été rendu avant l'échéance du délai de prescription.

### Renvois

**Art. 212** <sup>1</sup> Les dispositions générales du Code pénal suisse<sup>[13](#)</sup> sont applicables sous réserve des prescriptions contraires de la présente loi.

<sup>2</sup> La procédure se déroule selon les règles du Code de procédure pénale<sup>[14](#)</sup>.



## SIXIEME PARTIE : Dispositions transitoires et finales

### Art. 213<sup>117)</sup>

Déduction des  
pertes

**Art. 214** <sup>1</sup> Pour l'année fiscale 1989, les personnes physiques et les personnes morales assimilées aux personnes physiques selon l'ancien droit peuvent déduire les pertes subies à partir de l'exercice commercial clos en 1983.

<sup>2</sup> Les sociétés de capitaux et sociétés coopératives peuvent déduire les pertes subies à partir de l'exercice commercial clos en 1985.

Introduction de la  
taxation annuelle  
pour les  
personnes  
physiques

**Art. 215** <sup>1</sup> L'impôt sur le revenu dû par les personnes physiques pour l'année fiscale 1989 est déterminé sur la base du revenu moyen réalisé au cours des années 1987 et 1988 (période d'évaluation). L'imposition à la source est réservée.

<sup>2</sup> L'article 62 s'applique aux revenus extraordinaires réalisés en 1987 et 1988 qui ne peuvent être imposés durant une année fiscale entière en raison de la fin de l'assujettissement ou d'une taxation intermédiaire survenue en 1989.

<sup>3</sup> Un impôt spécial calculé conformément à l'article 62 peut en outre être perçu de manière générale sur les revenus extraordinaires réalisés en 1987 et 1988 lorsqu'à défaut d'une telle imposition le contribuable réaliserait une économie notable d'impôt en raison du passage à l'imposition annuelle.

<sup>4</sup> Les revenus extraordinaires comprennent notamment les bénéfices en capital et les gains de liquidation, les rendements extraordinaires de participations, les gains provenant du commerce d'immeubles, les réévaluations comptables d'éléments de fortune, les provisions et réserves dissoutes, les amortissements et provisions justifiés par l'usage commercial qui ont été omis, ainsi que les abandons de créances non justifiés.

Introduction de la  
taxation annuelle  
postnumerando  
pour les  
personnes  
physiques  
a) Principes

**Art. 215a<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> Pour la première période fiscale (2001) suivant la modification mentionnée à l'article 56, la taxation relative à l'impôt sur le revenu des personnes physiques est régie par le nouveau droit.

<sup>2</sup> Les revenus extraordinaires réalisés durant la période fiscale précédant la modification ou lors d'un exercice clos au cours de cette période sont soumis à un impôt annuel entier, au taux applicable à ces seuls revenus, pour l'année fiscale où ils ont été acquis; les articles 36, 37 et 37a sont réservés. Les charges qui sont en rapport immédiat avec l'acquisition des revenus extraordinaires peuvent être déduites. Les déductions prévues à l'article 34 ne sont pas octroyées.

<sup>3</sup> Sont en particulier considérés comme des revenus extraordinaires les prestations en capital, les revenus inhabituellement élevés par comparaison aux années antérieures, les revenus non périodiques de fortune et les revenus extraordinaires provenant d'une activité lucrative indépendante, tels que les bénéfices en capital, les réévaluations comptables d'éléments de fortune, les provisions dissoutes, ainsi que les provisions et les amortissements justifiés par l'usage commercial qui ont été omis.

<sup>4</sup> Les charges extraordinaires supportées pendant la période fiscale précédant la modification sont déduites du revenu imposable afférent à la période fiscale précédant la modification, en cas d'assujettissement dans le Canton le 1<sup>er</sup> janvier 2001; les taxations entrées en force sont révisées en faveur du contribuable.

<sup>5</sup> Sont considérés comme des charges extraordinaires :

- a) les frais d'entretien des immeubles privés, dans la mesure où ils excèdent le montant de la déduction forfaitaire;
- b) les cotisations de l'assuré versées à des institutions de la prévoyance professionnelle pour le rachat d'années de cotisation;
- c) les frais de maladie, d'accident, d'invalidité, de perfectionnement et de reconversion professionnels, dans la mesure où ils dépassent les frais déjà pris en compte.

b) Dépôt d'une  
déclaration  
d'impôt

**Art. 215b<sup>28)</sup>** Le contribuable doit déposer en 2001 une déclaration d'impôt remplie conformément aux dispositions du système d'imposition praenumerando annuel. Son but est de déterminer les revenus et les charges extraordinaires selon l'article 215a et de demander le remboursement de l'impôt anticipé sur les rendements de l'année 2000.

Introduction de la  
taxation annuelle  
pour les  
personnes  
morales  
assimilées aux  
personnes  
physiques selon  
l'ancien droit

**Art. 216** <sup>1</sup> L'impôt sur le bénéfice dû par les personnes morales assimilées aux personnes physiques selon l'ancien droit pour l'année fiscale 1989 se détermine en principe d'après le résultat de l'exercice clos durant cette même année.

<sup>2</sup> Si le bénéfice imposable, taxé provisoirement, des années d'évaluation 1987 et 1988 est supérieur ou inférieur de 30 %, mais au minimum de 5 000 francs et dans tous les cas dès 50 000 francs, au bénéfice calculé selon l'alinéa 1, l'impôt sera déterminé sur la base de la moyenne entre ce dernier et le bénéfice imposable réalisé en 1987/1988.

<sup>3</sup> Un impôt spécial, calculé conformément à l'article 86, alinéa 2, sera perçu sur les bénéfices extraordinaires réalisés au cours des années d'évaluation qui n'auront pas été prises en compte pour la détermination du bénéfice imposable.

Application du  
nouveau droit  
aux sociétés de  
capitaux et  
sociétés  
coopératives

**Art. 217** Le nouveau droit s'applique aux sociétés de capitaux et sociétés coopératives pour la première fois lors de la détermination de l'impôt sur le bénéfice et de l'impôt sur le capital dus pour l'année fiscale 1989.

Indemnités de  
l'assurance-  
chômage

**Art. 217a**<sup>23)</sup> Les indemnités de l'assurance-chômage demeurent imposables à raison de 90 % jusqu'à l'adaptation complète du droit cantonal à la loi fédérale sur l'harmonisation des impôts directs des cantons et des communes, mais au plus tard jusqu'au 31 décembre 2000.

Bénéficiaires de  
contributions  
d'entretien pour  
enfants à charge

**Art. 217b**<sup>23)</sup> <sup>1</sup> Les personnes divorcées, séparées ou célibataires qui perçoivent des contributions d'entretien pour les enfants à leur charge fixées avant le 1<sup>er</sup> janvier 1994 ont droit, pour les années fiscales 1994 à 1998, à une déduction supplémentaire de 1 200 francs par enfant pour lequel une contribution est versée.

<sup>2</sup> Le droit à cette déduction disparaît si la contribution d'entretien a été modifiée après le 1<sup>er</sup> janvier 1994.

Compensation  
des effets de la  
fluctuation de  
l'indice des prix

**Art. 217c**<sup>23)</sup> <sup>1</sup> L'adaptation des déductions et des barèmes de l'impôt sur le revenu à l'évolution de l'indice des prix à la consommation (art. 38) est supprimée pour l'année fiscale 1994.

<sup>2</sup> L'indice de départ déterminant pour l'adaptation suivante est celui au 1<sup>er</sup> janvier 1993. Les reliquats au 1<sup>er</sup> janvier 1993 restent en compte.

Frais de maladie,  
accidents ou  
invalidité

**Art. 217d<sup>23)</sup>** <sup>1</sup> Les frais provoqués par la maladie, les accidents ou l'invalidité du contribuable ou d'une personne à l'entretien de laquelle il subvient, encourus durant l'année 1993, sont déductibles selon l'article 32, alinéa 1, lettre e, lors de la taxation de l'année 1994.

<sup>2</sup> Ces frais ne donnent pas droit à une remise d'impôt pour l'année fiscale 1993 (art. 185), sauf s'ils sont répétitifs et dus à un état ou une maladie chronique (placement dans un home, diabète).

Assurances de  
capitaux  
acquittées au  
moyen d'une  
prime unique

**Art. 217e<sup>28)</sup>** L'article 18, alinéa 1, lettre a, s'applique aux assurances de capitaux acquittées au moyen d'une prime unique et conclues après le 31 décembre 1998.

Gains en capital  
réalisés par les  
sociétés mixtes

**Art. 217f<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> Les bénéfices en capital provenant de participations, le produit de la vente de droits de souscription s'y rapportant ainsi que les bénéfices de réévaluation selon l'article 670 du Code des obligations n'entrent pas dans le calcul du rendement net au sens de l'article 78, alinéa 2, si la société de capitaux ou la société coopérative détenait les participations concernées avant le 1<sup>er</sup> janvier 2000 et réalise ces bénéfices avant le 1<sup>er</sup> janvier 2007.

<sup>2</sup> Pour les participations détenues avant le 1<sup>er</sup> janvier 2000, les valeurs déterminantes pour l'impôt sur le bénéfice, au début de l'exercice commercial qui est clos pendant l'année civile 2000, sont considérées comme coût d'investissement (art. 74a, al. 5, et 78, al. 5, lettre a).

<sup>3</sup> Si une société de capitaux ou une société coopérative transfère une participation qu'elle détenait avant le 1<sup>er</sup> janvier 2000 à une société du même groupe sise à l'étranger et que cette participation est égale à 20 % au moins du capital-actions ou du capital social d'une autre société, la différence entre la valeur déterminante pour l'impôt sur le bénéfice et la valeur vénale de cette participation est ajoutée au bénéfice net imposable. Dans ce cas, les participations en cause sont considérées comme ayant été acquises avant le 1<sup>er</sup> janvier 2000. Simultanément, la société de capitaux ou la société coopérative peut constituer une réserve non imposée égale à cette différence. Cette réserve sera dissoute et imposée si la participation est vendue à un tiers étranger au groupe ou si la société dont les droits de participation ont été transférés aliène une part importante de ses actifs et passifs ou encore si elle est liquidée. La société de capitaux ou la société coopérative joindra à sa déclaration d'impôt une liste des participations qui font l'objet d'une réserve non imposée au sens du présent article. La réserve non imposée est dissoute sans incidence fiscale le 31 décembre 2006.

<sup>4</sup> Si l'exercice commercial se termine après l'entrée en vigueur de la présente modification, l'impôt sur le bénéfice est fixé pour cet exercice commercial selon le nouveau droit.

Compensation  
des effets de la  
fluctuation de  
l'indice des prix

**Art. 217g<sup>28)</sup>** <sup>1</sup> L'adaptation des déductions de l'impôt sur le revenu à l'évolution de l'indice des prix à la consommation (art. 38 LI) est supprimée pour l'année fiscale 2001.

<sup>2</sup> L'indice de départ déterminant pour l'adaptation suivante est celui du 31 août 2000. Les reliquats résultant des dernières adaptations restent en compte.

Prestations en  
capital

**Art. 217h<sup>33)</sup>** Les prestations en capital au sens des articles 37, alinéa 1, et 123, alinéa 3, lettre c, échues entre le 1<sup>er</sup> janvier 2004 et l'entrée en vigueur des nouveaux tarifs des articles 37, alinéa 2, et 123, alinéa 3, lettre c, sont imposées selon ces nouveaux tarifs.

**Art. 217i<sup>117)</sup>**

Rappel d'impôt  
simplifié pour  
les héritiers

**Art. 217j<sup>61)</sup>** Les dispositions sur le rappel d'impôt de l'ancien droit s'appliquent aux successions ouvertes avant l'entrée en vigueur de la présente modification.

Barèmes pour  
l'impôt à la  
source

**Art. 217k<sup>69)</sup>** Pour l'impôt à la source, les barèmes arrêtés fin novembre 2012 sont applicables pour l'année fiscale 2013.

Adaptation aux dispositions générales du Code pénal suisse

**Art. 217<sup>86)</sup>** Le nouveau droit est applicable au jugement des infractions commises au cours de périodes fiscales précédant l'entrée en vigueur de la modification du 26 octobre 2016 s'il est plus favorable que le droit en vigueur au cours de ces périodes fiscales.

Adaptation au droit en matière d'impôt fédéral direct

**Art. 218<sup>27)</sup>** Le Parlement est autorisé à apporter par décret des modifications aux dispositions de forme de la présente loi, si cela permet de réaliser une adaptation aux dispositions de la loi fédérale du 14 décembre 1990 sur l'impôt fédéral direct<sup>15)</sup> et qu'il en résulte des simplifications et des allègements pour les contribuables.

Travailleurs frontaliers

**Art. 218a<sup>86)</sup>** <sup>1</sup> Le Gouvernement est compétent pour entreprendre des démarches en vue de la négociation du taux initial de 4,5 % prévu dans l'Accord du 11 avril 1983 entre le Conseil fédéral suisse et le Gouvernement de la République française relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers<sup>87)</sup>.

<sup>2</sup> Le Gouvernement détermine à intervalles réguliers, mais au moins une fois par législature, si les conditions qui ont conduit à la fixation du taux en vigueur se sont modifiées.

<sup>3</sup> Au terme de l'examen prévu à l'alinéa 2, le Gouvernement adresse un rapport au Parlement qui décide de l'opportunité de mandater le Gouvernement pour entreprendre les démarches adéquates en vue de renégocier le taux de rétrocession.

Imposition des réserves latentes

**Art. 218b<sup>95)</sup>** <sup>1</sup> Si des personnes morales ont été imposées sur la base des articles 83 et 84 de l'ancien droit, les réserves latentes existant à la fin de cette imposition, y compris la plus-value créée par le contribuable lui-même, doivent, lors de leur réalisation, être imposées séparément dans les cinq ans qui suivent, dans la mesure où elles n'ont pas été imposables jusqu'alors. Le taux unitaire d'impôt est fixé à 0,522 % du bénéfice imposable.

<sup>2</sup> Le montant des réserves latentes que le contribuable fait valoir, y compris la plus-value qu'il a créée lui-même, est fixé par une décision de l'autorité de taxation.

<sup>3</sup> Les amortissements de réserves latentes, y compris de la plus-value créée par le contribuable lui-même, qui ont été déclarées à la fin de l'imposition fondée sur les articles 83 et 84 de l'ancien droit sont pris en compte dans le calcul de la limitation de la réduction fiscale visée à l'article 71b.

Taux unitaire de  
l'impôt sur le  
bénéfice

**Art. 218c**<sup>95)</sup> 1 Pour les première et deuxième périodes fiscales suivant l'entrée en vigueur de la présente disposition, le taux unitaire de l'impôt sur le bénéfice équivaut à 2,406 % du bénéfice imposable.

2 Pour les troisième, quatrième, cinquième et sixième périodes fiscales suivant l'entrée en vigueur de la présente disposition, le taux unitaire de l'impôt sur le bénéfice équivaut à 2,118 % du bénéfice imposable.<sup>121)</sup>

Abrogation

**Art. 219** La loi du 26 octobre 1978 sur les impôts directs de l'Etat et des communes est abrogée.

Référendum

**Art. 220** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 221** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>16)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 26 mai 1988

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Claude Hêche  
Le vice-chancelier : Jean-Claude Montavon

\* Montants sujets à adaptation (art. 2a à 2d; voir arrêtés du Gouvernement RSJU 641.111.12 et suivants)

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) [RS 220](#)
- 3) [RS 642.14](#)
- 4) [RS 935.51](#)
- 5) [RS 642.21](#)
- 6) [RS 831.40](#)
- 7) [RS 951.31](#)
- 8) [RS 210](#)
- 9) [RS 211.412.11](#)
- 10) [RS 281.1](#)
- 11) [RSJU 175.1](#)
- 12) [RSJU 172.111](#)

- 13) [RS 311.0](#)
- 14) [RSJU 321.1](#)
- 15) [RS 642.11](#)
- 16) 1<sup>er</sup> janvier 1989
- 17) Introduit par le ch. I de la loi du 21 décembre 2001, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2002
- 20) Nouvelle dénomination selon le décret d'organisation du Gouvernement et de l'administration cantonale du 25 octobre 1990, en vigueur depuis le 15 janvier 1991 ([RSJU 172.111](#)). Il a été tenu compte de cette modification dans toute la loi d'impôt
- 21) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 21 juin 1990, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1990
- 22) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 20 octobre 1993, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994
- 23) Introduit(e)s par le ch. I de la loi du 20 octobre 1993, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994
- 24) Abrogé(e)s par le ch. I de la loi du 20 octobre 1993, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1994
- 25) Nouvelle teneur selon la section 2 de la loi du 22 juin 1994 instituant des mesures d'économie 1995, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1995
- 26) Introduit par le ch. I de la loi du 22 décembre 1995, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1996
- 27) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 28) Introduit(e)s par le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 29) Abrogé(e)s par le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001
- 30) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001; abrogé par la loi du 4 décembre 2002, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2003
- 31) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 janvier 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 32) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 janvier 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 33) Introduit par le ch. I de la loi du 28 janvier 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 34) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 35) Introduit par le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2004
- 36) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 37) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 38) Introduit par le ch. I de la loi du 18 février 2004, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2005
- 39) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 31 août 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 40) Introduit par le ch. I de la loi du 31 août 2005, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 41) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 42) Abrogé par le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 43) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2006
- 44) [RS 151.3](#)
- 45) Introduit par le ch. XXVI de l'annexe à la loi du 22 novembre 2006 portant application de la loi fédérale sur le partenariat enregistré entre personnes du même sexe, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007 ([RSJU 211.2](#))
- 46) Nouvelle teneur selon le ch. XIV de la loi du 22 novembre 2006 modifiant les actes législatifs liés à la réforme du Code pénal suisse, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 47) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 23 mai 2007, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2007
- 48) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 janvier 2006, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009
- 49) Introduit par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008



- 50) [RS 822.41](#)
- 51) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2008
- 52) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009
- 53) [RS 192.12](#)
- 54) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009
- 55) Abrogé(e)(s) par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009
- 56) [RS 831.10](#)
- 57) Introduit par le ch. IV de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- 58) Titre introduit par le ch. IV de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- 59) Nouvelle teneur selon le ch. IV de la modification du 27 mai 2009 du Code de procédure administrative, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2009
- 60) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 61) Introduit par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 62) [RS 221.301](#)
- 63) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 64) Introduit par le ch. I de la loi du 25 mars 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 65) Nouvelle teneur selon le ch. VI de la loi du 24 mars 2010 modifiant des actes législatifs liés à la révision de la législation sur les émoluments, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2011
- 66) Nouvelle teneur selon le ch. VII de la loi du 29 février 2012 portant adaptation du droit cantonal à la modification du Code civil suisse du 11 décembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juin 2012
- 67) [RSJU 211.1](#)
- 68) Nouvelle teneur selon le ch. XVII de la loi du 23 mai 2012 portant modification des actes législatifs liés à l'adaptation du droit cantonal au nouveau droit fédéral de la protection de l'enfant et de l'adulte, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 69) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 70) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 71) Abrogé(e) par le ch. I de la loi du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 72) RS 161.1
- 73) Introduit(e) par l'article 7, alinéa 2, de la loi du 21 novembre 2012 concernant les nouvelles entreprises innovantes, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> février 2013 ([RSJU 901.6](#))
- 74) [RSJU 901.6](#)
- 75) Introduite par le ch. I de la loi du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014
- 76) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 novembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014
- 77) Introduite par le ch. I de la loi du 27 novembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014
- 78) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
- 79) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 80) Abrogée par le ch. I de la loi du 17 décembre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 81) Introduite par le ch. IV de la loi du 9 septembre 2015 portant adaptation de la législation en matière de gestion de la zone à bâtir, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 82) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 28 octobre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 83) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 octobre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 84) Abrogé(e) par le ch. I de la loi du 28 octobre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
- 85) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 octobre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017

- 
- 86) Introduit par le ch. I de la loi du 26 octobre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
  - 87) [RSJU 649.751](#)
  - 88) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 21 décembre 2016, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017
  - 89) Introduit par le ch. I de la loi du 28 février 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
  - 90) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 28 février 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
  - 91) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 24 octobre 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019
  - 92) Introduite par le ch. I de la loi du 24 octobre 2018, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2019
  - 93) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de la loi du 4 septembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
  - 94) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 4 septembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
  - 95) Introduit par le ch. I de la loi du 4 septembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
  - 96) Abrogé(e)s par le ch. I de la loi du 4 septembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
  - 97) [RS 0.232.142.2](#)
  - 98) [RS 232.14](#)
  - 99) [RS 231.2](#)
  - 100) [RS 232.16](#)
  - 101) [RS 812.21](#)
  - 102) [RS 910.1](#)
  - 103) [RS 642.142.1](#)
  - 104) [RS 420.1](#)
  - 105) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 30 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
  - 106) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 30 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
  - 107) Abrogée par le ch. I de la loi du 30 octobre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
  - 108) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 30 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
  - 109) Abrogé par le ch. I de la loi du 30 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
  - 110) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 30 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
  - 111) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 17 mai 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 12 décembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 novembre 2013, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014. Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 4 septembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
  - 112) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022
  - 113) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 1<sup>er</sup> septembre 2021, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2022
  - 114) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 31 août 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023
  - 115) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 26 octobre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023
  - 116) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 26 octobre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023
  - 117) Abrogé par le ch. I de la loi du 26 octobre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023
  - 118) [RS 837.2](#)
  - 119) [RS 952.0](#)
  - 120) Introduit(e) par le ch. I de la loi du 27 septembre 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024
  - 121) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 27 septembre 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024

**Arrêté**  
**portant adaptation des déductions et des taux unitaires de la**  
**loi d'impôt aux effets de la fluctuation de l'indice des prix pour**  
**l'année fiscale 2024**

du 19 mars 2024

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 2a, 2b, 2c et 2d de la loi d'impôt du 26 mai 1988<sup>1)</sup>,

considérant que l'indice des prix à la consommation a passé de 104,5 points (décembre 2020 : 100) au 1<sup>er</sup> juillet 2022 à 106,3 points au 30 juin 2023,

*arrête :*

Impôt sur le  
revenu

**Article premier** <sup>1</sup> Les déductions et limites de revenu prévues par la loi d'impôt s'établissent comme suit :

**Art. 24** En lieu et place des frais professionnels effectifs, les montants forfaitaires suivants peuvent être déduits du revenu de l'activité dépendante :

- a) 20 % par les contribuables qui exercent une activité principale, mais au maximum 4 000 francs;
- b) 20 %, mais au maximum 2 000 francs par les contribuables qui exercent à titre principal une activité indépendante.

**Art. 31** Le contribuable peut déduire :

(...)

- d) les versements, les primes et les cotisations d'assurance de capitaux et d'assurance en cas de maladie et d'accidents qui ne tombent pas sous le coup de la lettre c, de même que les intérêts sur capitaux d'épargne jusqu'à concurrence de 6 700 francs pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et de la moitié de ce montant pour les autres contribuables; ces montants sont augmentés pour les jeunes en formation, dès l'année qui suit leur 18<sup>ème</sup> anniversaire, du même montant que celui déterminant pour les autres contribuables; de 1 020 francs\* par enfant à charge et de 780 francs lorsque le contribuable ou l'un des conjoints vivant en ménage commun ne verse pas de cotisations selon les lettres a et b.

**Art. 32** <sup>1</sup> Sont également déductibles :

(...)

- g) les frais engendrés par la garde confiée à une tierce personne, jusqu'à 10 500 francs au maximum pour chaque enfant de moins de 14 ans qui vit dans le ménage du contribuable assurant son entretien, si les frais de garde documentés ont un lien de causalité direct avec l'activité lucrative, la formation ou l'incapacité de gain du contribuable;
- h) les cotisations et les versements, jusqu'à concurrence d'un montant de 10 500 francs, en faveur d'un parti politique qui remplit l'une des conditions suivantes :
  - être inscrit au registre des partis conformément à l'article 76a de la loi fédérale du 17 décembre 1976 sur les droits politiques<sup>2</sup>;
  - être représenté au Parlement cantonal;
  - avoir obtenu au moins 3 % des voix lors des dernières élections au Parlement cantonal.

(...)

<sup>2</sup> Lorsque les époux vivent en ménage commun, un montant de 2 700 francs est déduit du produit du travail qu'obtient l'un des conjoints pour une activité indépendante de la profession, du commerce ou de l'entreprise de l'autre; une déduction semblable est accordée lorsque l'un des conjoints seconde l'autre de façon importante et régulière dans sa profession, son commerce ou son entreprise.

**Art. 34** <sup>1</sup> Les déductions personnelles suivantes sont octroyées :

(...)

- b) 1 800 francs pour les personnes divorcées ou séparées qui tiennent ménage indépendant, sans enfant à charge, tout en disposant du droit d'accueillir chez elles leurs enfants mineurs en application des dispositions du Code civil suisse (CC)<sup>3</sup>;
- c) 4 000 francs pour les contribuables qui font un apprentissage ou des études à titre principal;
- d) 5 600 francs pour chaque enfant jusqu'à 18 ans révolus ou qui fait un apprentissage ou des études, à l'entretien duquel le contribuable pourvoit dans une mesure prépondérante; ce montant est porté à 6 300 francs par enfant à partir de trois enfants à charge;

(...)

- e) un supplément de 10 500 francs au maximum pour chaque enfant qui est instruit hors du domicile familial et prend chambre et pension à l'extérieur; le supplément est de 3 000 francs\* au maximum si l'enfant doit prendre au-dehors uniquement un repas principal par jour ouvrable et de 2 700 francs au maximum pour les frais de déplacement, pour autant que l'ensemble des frais d'instruction s'élèvent à 1 000 francs\* au moins et que le revenu annuel net de l'enfant, bourse comprise, ne dépasse pas 19 000 francs;

- f) 2 400 francs pour les contributions à l'entretien d'une personne nécessiteuse, partiellement ou totalement incapable d'exercer une activité lucrative, à condition que l'aide du contribuable atteigne au moins le montant de la déduction; cette déduction n'est accordée ni aux enfants pour lesquels la déduction mentionnée sous lettre d est accordée ni au conjoint qui donne droit à la déduction mentionnée sous lettre g;
- g) 8 800 francs lorsque le contribuable ou son conjoint est infirme ou a atteint l'âge donnant droit au versement d'une rente simple de l'assurance-vieillesse, pour autant que le revenu net diminué des autres déductions personnelles n'excède pas 36 600 francs pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et 28 600 francs pour les autres, après les corrections suivantes :
- les pertes commerciales non absorbées sont ajoutées;
  - l'excédent de dépenses de la fortune immobilière privée et de la fortune immobilière commerciale est ajouté;
  - l'excédent de dépenses concernant les copropriétés, communautés héréditaires et autres collectivités est ajouté;
  - 3 % de la fortune imposable diminuée du double du montant de la déduction de l'article 47, lettre a, pour les contribuables mariés vivant en ménage commun et du double du montant de la déduction de l'article 47, lettre b, pour les autres contribuables, est ajouté;
- la déduction est portée à 10 200 francs quand les deux époux sont infirmes ou ont atteint l'âge donnant droit à la rente précitée; elle se réduit de 530 francs par tranche de 850 francs dépassant les limites de revenu fixées;
- h) 2 700 francs aux personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui exercent une activité lucrative et tiennent ménage indépendant avec leurs enfants à charge; en cas d'exercice commun de l'autorité parentale et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants à charge, la déduction est accordée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons;
- i) 3 600 francs\* pour les époux qui vivent en ménage commun.

<sup>2</sup> Les tranches de revenu applicables à l'impôt sur le revenu s'établissent comme suit :

**Art. 35** <sup>1</sup> Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les contribuables mariés vivant en ménage commun et les personnes veuves, divorcées, séparées ou célibataires qui tiennent seules ménage indépendant avec des enfants à charge ou des personnes nécessiteuses dont ils assument pour l'essentiel l'entretien sont :

0	%	pour les	12 500 premiers francs de revenu;
0,880	%	pour les	6 100 francs suivants;
2,269	%	pour les	9 200 francs suivants;
3,242	%	pour les	20 000 francs suivants;
4,122	%	pour les	41 600 francs suivants;
4,771	%	pour les	111 000 francs suivants;
5,697	%	pour les	231 300 francs suivants;
5,789	%	au-delà.	

(...)

<sup>2</sup> Les taux unitaires de l'impôt sur le revenu dû pour une année par les autres contribuables sont les suivants :

0	%	pour les	6 800 premiers francs de revenu;
1,667	%	pour les	7 700 francs suivants;
3,149	%	pour les	13 800 francs suivants;
4,029	%	pour les	21 500 francs suivants;
4,909	%	pour les	41 600 francs suivants;
5,558	%	pour les	111 000 francs suivants;
5,789	%	au-delà.	

Impôt sur les  
prestations en  
capital

**Art. 2** Les tranches de capital applicables aux prestations en capital à caractère de prévoyance s'établissent comme suit :

**Art. 37** <sup>1</sup> (...)

<sup>2</sup> L'impôt est calculé au moment de l'échéance de la prestation en capital selon les taux d'impôt suivants :

- contribuables au sens de l'article 35, alinéa 1 :
  - 0,9 % pour les 55 900 premiers francs;
  - 1,1 % pour les 55 900 francs suivants;
  - 1,3 % au-delà;

- contribuables au sens de l'article 35, alinéa 2 :
  - 1,1 % pour les 55 900 premiers francs;
  - 1,3 % pour les 55 900 francs suivants;
  - 1,7 % au-delà.

(...)

Impôt sur la  
fortune

**Art. 3** <sup>1</sup> Les déductions prévues par la loi d'impôt s'établissent comme suit :

**Art. 47** Peuvent être défalqués de la fortune nette :

- a) 56 000 francs pour les couples mariés vivant en ménage commun;
  - b) la moitié de ce montant pour les autres contribuables et pour chaque enfant à charge donnant droit à la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; pour les parents taxés séparément, dans la mesure où ils exercent l'autorité parentale conjointement sur leurs enfants à charge et pour autant qu'aucune contribution d'entretien ne soit versée en faveur des enfants, cette déduction est octroyée au parent qui bénéficie du tarif de l'article 35, alinéa 1; si aucun des parents ne bénéficie de ce tarif, la déduction est octroyée à celui qui bénéficie de la déduction prévue à l'article 34, alinéa 1, lettre d; le Gouvernement peut, par ordonnance, modifier cette disposition si cela lui permet d'harmoniser la pratique à celle des autres cantons;
- (...)

<sup>2</sup> Les tranches de fortune et la limite de fortune applicables à l'impôt sur la fortune s'établissent comme suit :

**Art. 48** <sup>1</sup> Le taux unitaire de l'impôt sur la fortune dû pour une année est le suivant :

0,50	‰	pour les	110 000 premiers francs de fortune;
0,75	‰	pour les	332 000 francs suivants;
0,95	‰	pour les	387 000 francs suivants;
1,10	‰	pour les	831 000 francs suivants;
1,20	‰	pour le surplus.	

<sup>2</sup> La fortune imposable est soumise à l'impôt lorsqu'elle atteint 57 000 francs au moins.

Impôt sur le  
bénéfice

**Art. 4** La déduction prévue par la loi d'impôt pour les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives s'établit comme suit :

**Art. 76** <sup>1</sup> (...)

<sup>2</sup> (...)

<sup>3</sup> Les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives peuvent déduire 21 000 francs de leur bénéfice imposable.

<sup>4</sup> (...)

Impôt sur le  
capital

**Art. 5** La déduction prévue par la loi d'impôt pour les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives s'établit comme suit :

**Art. 81** Les personnes morales autres que les sociétés de capitaux et les sociétés coopératives peuvent déduire 52 000 francs de leur capital imposable. La déduction est portée au double du montant précité pour les personnes morales qui poursuivent des buts idéaux.

Impôt à la source

**Art. 6** Les limites de recettes journalières, de même que le montant des prestations en capital en matière d'impôt perçu à la source, s'établissent comme suit :

**Art. 123** <sup>1</sup> (...)

<sup>2</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettre b, l'impôt à la source est perçu sur les recettes brutes, déduction faite des frais d'acquisition, au taux de :

- a) 8,30 % pour des recettes journalières jusqu'à 200 francs<sup>\*\*</sup>;
- b) 12,45 % pour des recettes journalières de 201 francs<sup>\*\*</sup> à 1 000 francs<sup>\*\*</sup>;
- c) 16,60 % pour des recettes journalières de 1 001 francs<sup>\*\*</sup> à 3 000 francs<sup>\*\*</sup>;
- d) 20,75 % pour des recettes journalières supérieures à 3 000 francs<sup>\*\*</sup>.



<sup>3</sup> Dans les cas prévus à l'article 122, alinéa 1, lettres c à f<sup>bis</sup>, l'impôt est perçu sur les recettes brutes au taux de :

(...)

c) (...); pour les prestations en capital, l'impôt s'élève à :

- 5,0 % pour les 55 900 premiers francs;
- 6,0 % pour les 33 500 francs suivants;
- 6,5 % pour les 33 500 francs suivants;
- 7,0 % pour les 33 500 francs suivants;
- 7,5 % au-delà.

Entrée en  
vigueur

**Art. 7** Le présent arrêté prend effet le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Delémont, le 19 mars 2024

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Rosalie Beuret Siess  
Le chancelier : Jean-Baptiste Maître

\* Montants demeurant inchangés par rapport à l'année fiscale 2023

\*\* Montants selon la nouvelle teneur de l'article 123, alinéa 2, de la loi d'impôt, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024

1) [RSJU 641.11](#)

2) [RS 161.1](#)

3) [RS 210](#)



## Ordonnance relative à la déduction des frais d'entretien d'immeubles

du 16 mai 1989

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 30, alinéa 4, de la loi d'impôt du 26 mai 1988 (LI)<sup>1)</sup>,

arrête :

### SECTION 1 : Généralités

Principe

**Article premier** <sup>1</sup> Peuvent être déduits du rendement immobilier les frais d'entretien, les primes d'assurances et autres frais d'exploitation, la taxe immobilière, les frais que nécessite l'administration d'immeubles privés par des tiers, ainsi que les dépenses d'investissement destinées à l'utilisation rationnelle de l'énergie et du recours aux énergies nouvelles dans les limites fixées par le Département des finances.<sup>2)</sup>

<sup>1bis</sup> Sont en outre déductibles les frais occasionnés par des travaux de restauration de monuments historiques que le contribuable entreprend en vertu des dispositions légales, en accord avec les autorités ou sur leur ordre, pour la part qui excède les subventions touchées.<sup>3)</sup>

<sup>2</sup> Seuls les frais effectivement supportés par le propriétaire de l'immeuble pendant l'année fiscale sont déductibles, sous réserve des dispositions de l'article 12.<sup>2/7)</sup>

Déduction  
forfaitaire

**Art. 2<sup>7)</sup>** <sup>1</sup> Le contribuable peut faire valoir une déduction forfaitaire au lieu des frais effectifs :

- a) d'entretien;
- b) de remise en état d'immeubles acquis récemment;
- c) d'administration par des tiers;
- d) d'investissement destinés à économiser l'énergie et à ménager l'environnement;
- e) de démolition en vue d'une construction de remplacement;
- f)<sup>9)</sup> de primes d'assurances et d'autres frais d'exploitation.

<sup>2</sup> La déduction forfaitaire se monte à :

- a) 10 % du rendement brut des loyers ou de la valeur locative brute si l'âge du bâtiment au début de la période fiscale est inférieur ou égal à dix ans;
- b) 20 % du rendement brut des loyers ou de la valeur locative brute si l'âge du bâtiment au début de la période fiscale est supérieur à dix ans.

<sup>3</sup> Une déduction forfaitaire est exclue si l'immeuble est utilisé par des tiers principalement à des fins commerciales.

<sup>4</sup> Le contribuable peut choisir, lors de chaque période fiscale et pour chaque immeuble, entre la déduction des frais effectifs et la déduction forfaitaire.

### Art. 3<sup>4)</sup>

## SECTION 2 : Frais déductibles

1. Frais  
d'entretien  
a) Définition

**Art. 4** <sup>1</sup> Les frais d'entretien sont les dépenses nécessaires faites en vue de maintenir ou de rétablir l'état d'entretien dans lequel l'immeuble se trouvait lors de son acquisition, ainsi que les frais de remise en état de l'immeuble acquis récemment.<sup>5)</sup>

<sup>2</sup> Sont considérés comme frais d'entretien :

- a) les dépenses pour l'élimination de dommages (réparations);
- b) les dépenses pour tous les travaux de remise en état qui se répètent annuellement ou de manière périodique (pose de nouvelles tapisseries, exécution d'une nouvelle peinture, rénovation de façades, etc.);
- c) les dépenses pour les rénovations et nouvelles installations qui servent au remplacement d'éléments déjà existants dans la mesure où elles n'engendrent pas une plus-value;<sup>2)</sup>
- d) les contributions versées par les copropriétaires au fonds de rénovation pour les travaux d'entretien et de réfection des propriétés par étages, pour autant que ce fonds serve à couvrir les dépenses d'entretien des installations communes;
- e) les frais consentis pour l'entretien des aménagements extérieurs fixes (réparation des clôtures, amélioration de chemins, etc.); les dépenses pour la tonte du gazon, pour le déblaiement de la neige et pour le jardin potager ne sont pas déductibles.

## b) Exceptions

**Art. 5** <sup>1</sup> Ne sont pas déductibles :

- a) les dépenses liées à de nouvelles installations ou à des travaux engendrant une plus-value de l'immeuble; l'article premier, alinéa 1, in fine, est réservé; <sup>2)</sup>
- b) les frais liés à l'acquisition ou à la vente de l'immeuble, tels que les droits de mutation, les frais de courtage ou les dépenses pour l'obtention de capitaux;
- c) les frais de plans et de mensurations.

<sup>2</sup> ... <sup>6)</sup>

<sup>3</sup> ... <sup>6)</sup>

2. Primes  
d'assurances et  
autres frais  
d'exploitation<sup>2)</sup>

**Art. 6** Font partie des primes d'assurances et des autres frais d'exploitation<sup>2)</sup> :

- a) les frais relatifs à l'assurance de choses (primes pour les assurances contre les dégâts matériels et la responsabilité civile du propriétaire foncier);
- b) les contributions périodiques liées à la propriété foncière, telles que l'abonnement pour l'eau, la taxe pour l'enlèvement des ordures ménagères, l'éclairage et le nettoyage des rues, l'entretien de routes et de digues;
- c) pour les maisons locatives, les dépenses pour le nettoyage, l'éclairage et le chauffage des halls d'entrée, cages d'escaliers, caves et greniers, de même que les frais de mise en service des ascenseurs affectés au transport de personnes;
- d) <sup>10)</sup> la taxe immobilière (art. 112 LI).

## b) Exceptions

**Art. 7** Ne sont notamment pas déductibles :

- a) les primes d'assurances du mobilier;
- b) les contributions uniques auxquelles est soumis le propriétaire foncier, telles que les contributions pour routes, trottoirs, digues, conduites et raccordement aux canalisations.

3. Frais  
d'administration  
par des tiers<sup>2)</sup>  
a) Définition

**Art. 8** <sup>1</sup> Sont réputés frais nécessités pour l'administration d'immeubles privés par des tiers<sup>2)</sup> :

- a) l'indemnité allouée au gérant;
- b) les frais résultant de la mise en location des immeubles, de l'encaissement des loyers, de poursuites, d'expulsions et de procès engagés avec les locataires en vertu du contrat de bail.

b) Exception

<sup>2</sup> N'est pas déductible le montant des frais d'administration qu'aurait consenti le propriétaire foncier s'il avait chargé un tiers de cette tâche.<sup>2)</sup>

### **Art. 9<sup>11)</sup>**

5. Investissements destinés à économiser l'énergie et à ménager l'environnement

**Art. 9a<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Sont réputés investissements destinés à économiser l'énergie et à ménager l'environnement les frais encourus en vue de rationaliser la consommation d'énergie ou de recourir aux énergies renouvelables. Ces investissements concernent le remplacement d'éléments de construction ou d'installations vétustes et l'adjonction d'éléments de construction ou d'installations dans des bâtiments existants.

<sup>2</sup> Si les mesures sont subventionnées par la collectivité publique, le contribuable ne peut déduire que les frais qu'il assume lui-même.

<sup>3</sup> Les dispositions adoptées par le Département fédéral des finances, qui désignent dans le détail les mesures en faveur de l'utilisation rationnelle de l'énergie et du recours aux énergies renouvelables qui sont assimilées aux frais d'entretien, s'appliquent par analogie.

6. Frais de démolition en vue d'une construction de remplacement

**Art. 9b<sup>8)</sup>** <sup>1</sup> Sont réputés frais de démolition déductibles engagés en vue d'une construction de remplacement les frais de démontage d'installations, les frais de démolition proprement dits du bâtiment existant, ainsi que les frais d'enlèvement et d'élimination des déchets de chantier.

<sup>2</sup> Ne sont notamment pas déductibles les frais d'assainissement des sites contaminés et les frais liés aux déplacements de terrain, aux défrichements, aux travaux de terrassement et aux travaux d'excavation en vue d'une construction de remplacement.

<sup>3</sup> Le contribuable doit mentionner les frais déductibles, ventilés en frais de démontage, frais de démolition proprement dits, frais d'enlèvement et frais d'élimination des déchets de chantier, dans un décompte séparé adressé à l'autorité fiscale compétente.

<sup>4</sup> Les frais de démolition ne sont déductibles que si la construction de remplacement est exécutée par le même contribuable.

7. Construction de remplacement **Art. 9c<sup>8)</sup>** Est réputée construction de remplacement une construction qui, à l'issue de la démolition d'un bâtiment d'habitation ou d'un bâtiment à affectation mixte, est érigée dans un délai approprié sur le même terrain et présente une affectation similaire.

8. Preuve **Art. 10** <sup>1</sup> Les frais dont la déduction est revendiquée doivent être établis au moyen de pièces justificatives originales.

<sup>2</sup> Les frais d'administration doivent être prouvés s'ils excèdent 2 % du rendement locatif brut ou de la valeur locative.<sup>2)</sup>

9. Immeubles sis hors du Canton **Art. 11** Lorsque le rendement d'immeubles sis hors du Canton doit être pris en considération en vue du calcul du revenu total déterminant pour la fixation du taux d'imposition, les contributions assimilables à la taxe immobilière jurassienne peuvent être déduites, de même que les frais effectifs d'entretien. Toutefois, si l'entretien est calculé dans d'autres cantons à raison de déductions fixes, il sera tenu compte de celles-ci.

### **SECTION 3 : Frais pouvant être reportés sur les deux périodes fiscales suivantes<sup>7)</sup>**

Principe **Art. 12<sup>7)</sup>** <sup>1</sup> Si les coûts d'investissement destinés à économiser l'énergie et à ménager l'environnement ou les frais de démolition en vue d'une construction de remplacement ne peuvent pas être entièrement pris en considération du point de vue fiscal durant l'année au cours de laquelle ils ont été engagés, le solde peut être reporté sur la période fiscale suivante.

<sup>2</sup> Si les frais reportés ne peuvent pas non plus être entièrement pris en considération du point de vue fiscal pendant cette période fiscale, le solde peut être reporté sur la période fiscale suivante.

<sup>3</sup> Les dépenses peuvent être reportées si le revenu net avant déductions personnelles est négatif.

<sup>4</sup> Si des frais sont reportés sur une période fiscale suivante, il n'est pas possible de faire valoir une déduction forfaitaire pendant cette période fiscale.

<sup>5</sup> En cas de déménagement en Suisse ou de transfert de la propriété de l'immeuble après exécution de la construction de remplacement, le contribuable conserve le droit de déduire le solde des frais pouvant être reportés. Cela s'applique aussi en cas de départ à l'étranger si l'immeuble reste la propriété du contribuable.

#### **SECTION 4 : Dispositions transitoires et finales<sup>2)</sup>**

Charges  
extraordinaires

**Art. 12a<sup>3)</sup>** Seuls les frais d'entretien, à l'exclusion des primes d'assurances, des frais d'exploitation, d'administration et de la taxe immobilière, sont considérés comme des charges extraordinaires au sens de l'article 215a, alinéa 5, de la loi d'impôt.

Abrogation

**Art. 13** L'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la défalcation des frais d'entretien, d'assurance de choses et de gérance d'immeubles, ainsi que la taxe immobilière, en vue de la taxation des impôts directs de l'Etat et des communes est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 14** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1989.

Delémont, le 16 mai 1989

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jean-Pierre Beuret  
Le chancelier : Joseph Boinay

1) [RSJU 641.11](#)

2) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 19 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001

3) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 19 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001

4) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 19 décembre 2000, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2001



- 5) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 novembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 6) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 3 novembre 2009, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 17 décembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 8) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 17 décembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 7 novembre 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024
- 10) Introduite par le ch. I de l'ordonnance du 7 novembre 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024
- 11) Abrogé par le ch. I de l'ordonnance du 7 novembre 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024



**Loi**  
**relative à la compensation partielle à l'égard des communes**  
**des effets financiers du programme « Plan équilibre 22-26 »**

du 11 octobre 2023

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 83, alinéa 1, lettre b, et 99, alinéa 2, de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** <sup>1</sup> La présente loi a pour but de définir la manière dont seront compensés en faveur de l'Etat, par les communes, les effets financiers découlant des différentes mesures définies par le Parlement dans le cadre de l'arrêté du 26 avril 2023 portant approbation de l'actualisation du plan financier 2023-2026 liée à la mise en œuvre du programme « Plan équilibre 22-26 ».

<sup>2</sup> Le montant à compenser correspond à 90 % du total des économies annuelles effectivement réalisées par les communes du fait de la mise en œuvre du programme « Plan équilibre 22-26 ».

**Art. 2** <sup>1</sup> Le montant à compenser pour les mesures en lien avec la fiscalité est calculé et prélevé de la manière suivante :

- a) la clé de répartition entre communes est fixée sur la base des mêmes critères que ceux retenus et admis pour le versement de la compensation appropriée en faveur des communes au sens de l'article 196, alinéa 1bis, de la loi fédérale sur l'impôt fédéral direct<sup>2)</sup> pour les pertes fiscales subies dans le cadre de l'imposition des personnes morales suite à l'entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2020 de la Réforme fiscale et financement de l'AVS (RFFA);
- b) le montant à compenser est déduit des parts communale et cantonale fixées à l'article 2, alinéa 2, lettres b et c, du décret concernant la répartition de la compensation financière perçue par la République et Canton du Jura en application de l'Accord entre la Suisse et la France relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers<sup>3)</sup>.

**Art. 3** <sup>1</sup> Le montant à compenser pour les autres mesures est calculé et prélevé de la manière suivante :

- a) la clé de répartition entre communes est fixée en fonction du nombre d'habitants, le critère de répartition entre communes prévu à l'article 31 de la loi concernant la péréquation financière<sup>4)</sup> s'appliquant;
- b) le montant à compenser est déduit des parts communale et cantonale fixées à l'article 2, alinéa 2, lettres b et c, du décret concernant la répartition de la compensation financière perçue par la République et Canton du Jura en application de l'Accord entre la Suisse et la France relatif à l'imposition des rémunérations des travailleurs frontaliers<sup>3)</sup>;
- c) si, pour certaines communes, l'intégralité du montant ne peut pas être prélevé en application de la lettre b, l'encaissement du solde du montant à compenser est sollicité au moyen d'une facture.

**Art. 4** La loi du 17 décembre 2014 relative à la compensation à l'égard des communes des effets financiers du programme d'allègement budgétaire OPTI-MA est abrogée.

**Art. 5** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

**Art. 6** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>5)</sup> de la présente loi. Celle-ci déploie ses effets jusqu'au 31 décembre 2027.

Delémont, le 11 octobre 2023

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Amélie Brahier  
Le secrétaire : Fabien Kohler

1) [RSJU 101](#)

2) [RS 642.11](#)

3) [RSJU 649.751.1](#)

4) [RSJU 651](#)

5) 1<sup>er</sup> janvier 2024

**Arrêté****fixant les paramètres applicables en matière de péréquation financière pour l'année 2024**

du 7 novembre 2023

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi du 20 octobre 2004 concernant la péréquation financière<sup>1)</sup>,

vu l'ordonnance du 23 mai 2006 concernant la péréquation financière<sup>2)</sup>,

*arrête :*

Paramètres  
généraux

**Article premier** Les paramètres généraux sont fixés comme suit :

- |  |   |   |
|--|---|---|
| a) Revenu fiscal harmonisé   | : | Selon liste par commune en annexe <sup>3)</sup> |
| b) Revenu fiscal harmonisé par habitant  | : | Selon liste par commune en annexe <sup>3)</sup> |
| c) Revenu fiscal harmonisé moyen par habitant  | : | CHF 2'866.46/habitant (arrondi)                 |
| d) Indice des ressources   | : | Selon liste par commune en annexe <sup>3)</sup> |
| e) Indice des ressources de début de zone neutre ( $x_{n1}$ ou $y_{n1}$ , si $x_{n1}=y_{n1}$ ) | : | 90  |
| f) Indice des ressources donnant accès à la dotation minimale ( $x_{d1}$ )                     | : | 64  |
| g) Indice des ressources après dotation minimale ( $y_{d1}$ )                                  | : | 78  |
| h) Coefficient progressif d'alimentation   |   |   |
| $y_{a1}$   | : | 0.100   |
| $y_{a2}$   | : | 0.430   |
| $x_{a2}$   | : | 500   |
| $x_{a1}$   | : | 100   |
| i) Coefficient de limitation de la redistribution des prestations                              |   |   |
| $x_{r1}$   | : | 1.30 (arrondi)                                  |
| $x_{r2}$   | : | 2.30 (arrondi)                                  |
| $y_{r1}$   | : | 0.75  |
| $y_{r2}$   | : | 1   |
| Q générale moyenne   | : | 2.30 (arrondi)                                  |

j) Equation de la droite de réduction  
des disparités ( $y_d = ax + b$ )

a	:	0.4615 (arrondi)
b	:	48.4615 (arrondi)

Coefficient de  
transfert de la  
charge fiscale

**Art. 2** En application de l'article 14a de l'ordonnance concernant la péréquation financière<sup>2)</sup>, le coefficient de transfert de la charge fiscale ( $k_f$ ) est fixé à 1,28071523.

Alimentation et  
versements du  
fonds de  
péréquation  
financière

**Art. 3** Les versements (alimentation) au fonds de péréquation financière et les prestations du fonds de péréquation financière sont fixés dans le tableau annexé<sup>3)</sup>.

Charges  
structurelles  
topographiques

**Art. 4** En matière de compensation des charges structurelles topographiques, les paramètres sont fixés comme suit :

a) liées à la  
surface

Montant $S_{répa}$ à répartir en matière de charges structurelles topographiques liées à la surface par habitant	:	CHF 150'000
Surfaces par commune $S_{com}$ et par habitant $S_{com\ hab}$	:	Selon tableau en annexe <sup>3)</sup>
Surface moyenne par habitant $S_{com\ hab}$	:	1,14 ha/hab
Coefficient de compensation $k_s$	:	2
Montants des compensations (par commune)	:	Selon tableau en annexe <sup>3)</sup>

b) de déneige-  
ment

Montant $D_{répa}$ à répartir en matière de charges structurelles topographiques liées à la charge de déneigement	:	CHF 200'000
Points d'altitude des communes $Alt_{com}$	:	Selon tableau en annexe <sup>3)</sup>
Altitude donnant accès à la compensation des charges de déneigement	:	800 mètres
Montants des compensations (par commune)	:	Selon tableau en annexe <sup>3)</sup>

Charges  
structurelles des  
communes-  
centres

**Art. 5** En matière de compensation des charges des communes-centres, les paramètres sont fixés comme suit :

a) Charge nette  
de commune-  
centre

Delémont, montant à compenser : CHF 972'448  
Porrentruy, montant à compenser : CHF 420'567

b) Utilisation par  
la population

	Communes de la couronne	Autres communes du district
--	----------------------------	--------------------------------

**District de Delémont**

– Bibliothèque de la Ville	:	25 %	25 %
– Ludothèque	:	30 %	0 %
– Piscines couverte et plein air	:	15 %	15 %

**District de Porrentruy**

– Bibliothèque municipale	:	25 %	15 %
– Bibliothèque municipale des jeunes	:	25 %	15 %
– Centre de la jeunesse	:	25 %	15 %
– Ludothèque municipale	:	25 %	15 %
– Piscine de plein air	:	25 %	15 %

c) Isochrones

Valeurs des isochrones :

- 10 minutes
- 15 minutes
- 20 minutes

d) Répartition  
pour le district  
de Delémont

**District de Delémont**

– Communes de la couronne	:	Courrendlin, Courroux, Courtételle, Develier, Rossemaison et Soyhières.
– Isochrone 10 minutes	:	Châtillon, Haute-Sorne, Mettembert, Val Terbi.
– Isochrone 15 minutes	:	Boécourt, Bourrignon, Courchapoix, Ederswiler, Mervelier, Movelier et Pleigne.
– Isochrone 20 minutes	:	Saulcy.

e) Répartition  
pour le district  
de Porrentruy

**District de Porrentruy**

– Communes de la couronne	:	Alle, Bure, Coeuvre, Courchavon, Courgenay, Courtedoux et Fontenais.
– Isochrone 10 minutes	:	La Baroche, Cornol, Damphreux-Lugnez, Haute-Ajoie et Vendlincourt.

- Isochrone 15 minutes : Basse-Allaine, Basse-Vendline, Boncourt, Fahy et Grandfontaine.
- Isochrone 20 minutes : Clos du Doubs.

f) Compensations Montants des compensations : Selon tableau en annexe<sup>3)</sup>

Prestations du fonds de soutien stratégique **Art. 6** Les versements du fonds de soutien stratégique à titre de soutien financier conditionnel sont fixés dans le tableau annexé<sup>3)</sup>.

Abrogation **Art. 7** L'arrêté du Gouvernement du 29 novembre 2022 fixant les paramètres applicables en matière de péréquation financière pour l'année 2023 est abrogé.

Entrée en vigueur **Art. 8** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

Delémont, le 7 novembre 2023

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jacques Gerber  
Le chancelier : Jean-Baptiste Maître

<sup>1)</sup> RSJU 651

<sup>2)</sup> RSJU 651.11

<sup>3)</sup> Cette annexe n'est pas publiée dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais elle se trouve dans le Journal officiel 2023, n° 42, p. 914-915



## TABLE DES MATIERES

<b>7</b>	<b>Constructions, travaux publics, énergie, transports et communications</b>
<b>70</b>	<b><i>Constructions et aménagement du territoire</i></b>
<b>701</b>	<b><i>Constructions</i></b>
701.1	Loi du 25 juin 1987 sur les constructions et l'aménagement du territoire
701.11	Ordonnance du 3 juillet 1990 sur les constructions et l'aménagement du territoire
701.111	Arrêté du Gouvernement du 10 novembre 2020 fixant le tarif de la redevance pour la mise à disposition de l'application pour la gestion de la procédure de permis de construire
701.12	Ordonnance du 21 février 2012 concernant la cellule administrative responsable de la procédure accélérée en matière de permis de construire dans les zones d'activités d'intérêt cantonal
701.251	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la réclame extérieure et sur la voie publique
701.31	Décret du 11 décembre 1992 concernant le règlement-norme sur les constructions
701.51	Décret du 11 décembre 1992 concernant le permis de construire
701.511	Décision du 6 décembre 1978 portant délégation de compétences du Service de l'aménagement du territoire en vertu de l'article 47 de la loi sur les constructions
701.61	Ordonnance du 27 août 2019 réglant les modalités d'octroi de subventions pour la réhabilitation de l'habitat dans les centres anciens
701.71	Décret du 11 décembre 1992 concernant les contributions des propriétaires fonciers
701.81	Décret du 11 décembre 1992 concernant le remembrement de terrains à bâtir
701.91	Arrêté du Parlement du 27 mars 2019 portant adhésion de la République et Canton du Jura à l'accord intercantonal harmonisant la terminologie dans le domaine des constructions (AIHC)
<b>702</b>	<b><i>Aménagement du territoire</i></b>
702.1	Arrêté du Parlement du 22 mai 2002 fixant les principes directeurs et les objectifs d'aménagement du territoire applicables à la révision du plan directeur

- 702.2 Ordonnance du 11 mai 2004 instituant la commission du développement durable
- 702.61 Arrêté du Gouvernement du 24 novembre 2015 fixant le montant de la plus-value en deçà duquel aucune contribution au sens de l'article 111b de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire n'est perçue

## **71** *Expropriation*

- 711 Loi du 26 octobre 1978 sur l'expropriation
- 712.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 20 juin sur l'expropriation

## **72** *Travaux publics*

### *721 Dispositions générales*

- 721.23 Arrêté du 6 décembre 1978 concernant la fixation du début des travaux des constructions cantonales et de l'échéance des subventions de l'Etat
- 721.91 Arrêté du Gouvernement du 5 juillet 1995 relatif à la convention de réciprocité sur l'adjudication de travaux et de fournitures pour les constructions réalisées par les administrations cantonales

### *722 Routes et autres voies de transport et communication*

- 722.11 Loi du 26 octobre 1978 sur la construction et l'entretien des routes
- 722.112.1 Ordonnance du 26 février 1985 portant délégation de compétences au chef du Service des ponts et chaussées en matière de police de construction des routes
- 722.112.2 Ordonnance du 15 novembre 2016 portant délégation de compétence du Gouvernement au chef de la Section des constructions routières pour la modification de limites cadastrales impliquant des routes cantonales
- 722.123.31 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les routes d'approvisionnement à maintenir constamment ouvertes aux transports exceptionnels
- 722.123.42 Décret du 6 décembre 1978 sur le calcul des subventions cantonales aux frais de construction des routes communales
- 722.181 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 8 mars 1960 sur les routes nationales
- 722.191 Loi du 3 septembre 1981 sur le principe de la construction d'une route nationale de deuxième classe reliant Boncourt à Choindex (Transjurane)
- 722.31 Loi du 21 décembre 1994 sur les itinéraires cyclables

722.41            Loi du 13 novembre 1991 portant application de la loi fédérale du 4 octobre 1985 sur les chemins pour piétons et les chemins de randonnée pédestre

## **73                    *Energie***

### *730                    Dispositions générales*

730.1            Loi du 24 novembre 1988 sur l'énergie  
730.11           Ordonnance du 13 décembre 2016 portant application de la loi sur l'énergie (Ordonnance sur l'énergie, OEn)  
730.111          Arrêté du Gouvernement du 25 août 2020 portant établissement de la liste des données qui doivent être transmises annuellement au canton et aux communes par les producteurs, fournisseurs et consommateurs d'énergie

### *731                    Energie électrique*

731.31           Ordonnance du 6 décembre 1978 relative à l'exécution de la loi fédérale du 24 juin 1902 concernant les installations électriques à faible et à fort courant

### *732                    Energie nucléaire*

732.1            Loi de procédure sur la consultation du peuple en matière d'installations atomiques du 30 juin 1983

## **74                    *Transports et communications***

### *741                    Circulation routière*

741.11           Loi du 26 octobre 1978 sur la circulation routière et l'imposition des véhicules routiers et des bateaux  
741.151          Ordonnance du 17 décembre 2013 concernant les réglementations locales du trafic  
741.161          Ordonnance du 24 mars 2009 concernant l'attribution de numéros d'immatriculation particuliers  
741.171          Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'utilisation de véhicules automobiles hors de la voie publique  
741.191          Ordonnance du 30 novembre 1982 portant délégation des compétences du Département des Finances et de la Police au chef de l'Office des véhicules pour autoriser les manifestations sportives sur la voie publique et la circulation hors de la voie publique  
741.25           Ordonnance du 7 avril 1998 concernant les entreprises de dépannage routier

741.42	Décret du 19 juin 1991 concernant l'assurance-responsabilité civile des détenteurs de cycles et de cyclomoteurs
741.421	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance-responsabilité civile des détenteurs de cycles
741.611	Décret du 6 décembre 1978 sur l'imposition des véhicules routiers
741.611.01	Arrêté du Gouvernement du 17 décembre 1997 portant indexation de la taxe sur les véhicules
741.611.02	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 2004 portant indexation de la taxe sur les véhicules
741.611.1	Ordonnance du 13 décembre 1994 concernant la réduction de la taxe sur les véhicules en faveur des handicapés

**742** *Chemins de fer*

742.21	Loi du 20 octobre 2010 sur les transports publics
742.212	Ordonnance du 18 juin 2013 concernant la conférence des transports
742.213	Ordonnance du 21 juin 2016 concernant la commission technique des transports
742.91	Loi du 14 décembre 1990 concernant la consultation populaire sur le principe de la construction d'une deuxième ligne de chemin de fer entre Glovelier et Delémont indépendante de la voie CFF existante
742.92	Arrêté du Parlement du 15 décembre 2000 portant création de la communauté tarifaire jurassienne (CTju)

**743** *Installations de transport par câbles et skilifts*

743.22	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive au concordat du 15 octobre 1951 concernant les installations de transport par câbles et skilifts sans concession fédérale
--------	--

**744** *Entreprises de transport par automobiles*

744.12	Ordonnance du 5 mai 1998 concernant l'octroi d'autorisations cantonales de transport par automobiles
--------	--

**746** *Installations de transport par conduites*

746.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les installations de transport par conduites de combustibles ou carburants liquides ou gazeux, installations sous surveillance cantonale
--------	---

**747**                      *Navigation*

747.11                      Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exécution de l'article 62 de la loi fédérale du 28 septembre 1923 sur le registre des bateaux

747.201                      Ordonnance du 16 mars 2010 sur la navigation

747.21                      Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive au règlement du 6 mai 1960 concernant la police de la navigation

**748**                      *Aviation*

748.11                      Ordonnance du 6 décembre 1978 relative à la loi fédérale du 21 décembre 1948 sur la navigation aérienne

**75**                      ***Eaux*****751**                      *Police des eaux*

751.151                      Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'amarrage de bateaux, radeaux, etc., sur les cours d'eau du domaine public et privé



## TABLE DES MATIERES

<b>8</b>	<b>Santé, travail, sécurité sociale</b>
<b>81</b>	<b>Santé</b>
810	<i>Généralités, promotion de la santé, soins hospitaliers et soins à domicile</i>
810.01	Loi sanitaire du 14 décembre 1990
810.011	Arrêté du Parlement du 9 décembre 1998 approuvant le plan sanitaire
810.012	Ordonnance du 15 décembre 2020 relative au registre cantonal des tumeurs
810.015	Ordonnance du 17 juin 2014 concernant les appareils de bronzage et la vente des produits du tabac
810.016	Arrêté du Gouvernement du 12 octobre 1993 portant constitution du fonds de promotion de la santé
810.019.1	Arrêté du Parlement du 26 octobre 1989 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la Fondation suisse pour la promotion de la santé
810.019.2	Arrêté du Parlement du 26 avril 1990 portant approbation de la convention passée avec la Ligue jurassienne contre les toxicomanies
810.02	Loi du 20 décembre 2006 sur les droits des patients
810.021	Ordonnance du 24 avril 2007 sur les droits des patients
810.05	Ordonnance du 17 janvier 1996 concernant les recherches sur l'être humain
810.06	Loi du 17 novembre 2004 sur l'acquisition, la mise en service, l'utilisation et le renouvellement de certains équipements médicaux
810.11	Loi du 26 octobre 2011 sur les établissements hospitaliers
810.111.1	Ordonnance du 20 mars 2012 sur les établissements hospitaliers
810.23	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant le service de pathologie de l'Hôpital régional de Delémont
810.31	Ordonnance du 8 mai 2001 concernant la Fondation pour l'Aide et les Soins à domicile
810.41	Loi du 16 juin 2010 sur l'organisation gériatrique
810.411	Ordonnance du 14 décembre 2010 sur l'organisation gériatrique
810.411.1	Directives du Département de l'économie et de la santé du 10 février 2017 en matière de conception architecturale pour la construction ou rénovation d'appartements protégés

810.411.2	Arrêté du Département de l'économie et de la santé du 1 <sup>er</sup> décembre 2022 fixant les tarifs et les prix de pension à charge des résidents des établissements médico-sociaux, des unités de vie de psychogériatrie, des centres de jour et des appartements protégés sur le territoire de la République et Canton du Jura ou de leurs répondants dès 2023
810.511.1	Ordonnance du 1 <sup>er</sup> février 1995 concernant les unités de soins psychiatriques
810.512	Arrêté du Gouvernement du 8 décembre 1998 fixant le statut et l'organisation de l'Unité d'accueil psycho-éducative de Saint-Ursanne
810.91	Arrêté du Parlement du 16 février 2022 portant approbation de la convention sur les contributions des cantons aux hôpitaux relatives au financement de la formation médicale postgrade et sur la compensation intercantonale des charges (Convention sur le financement de la formation postgrade; CFFP)
810.92	Arrêté du Parlement du 11 octobre 2023 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale en matière de santé numérique du 11 mai 2023
810.98	Arrêté du Parlement du 26 novembre 2008 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la médecine hautement spécialisée (CIMHS)
811	<i>Professions sanitaires</i>
811.111	Ordonnance du 2 octobre 2007 concernant l'exercice des professions de médecin, de dentiste, de chiropraticien et de vétérinaire
811.211	Ordonnance du 25 janvier 2011 concernant le service ambulancier
811.212	Ordonnance du 12 mars 1997 concernant l'exercice de la profession de chef de laboratoire d'analyses médicales
811.213	Ordonnance du 2 octobre concernant l'exercice des professions de la santé
811.821	Arrêté du Parlement du 31 mars 1988 portant création de l'Ecole de soins infirmiers de la République et Canton du Jura
811.891	Arrêté du Parlement du 6 décembre 1979 concernant l'adhésion à la convention du 20 mai 1976 entre les cantons et la Croix-Rouge suisse concernant la formation professionnelle du personnel infirmier, médico-technique et médico-thérapeutique
811.893	Arrêté du Parlement du 12 février 1981 concernant la conclusion d'une convention avec le canton de Berne portant, dans le domaine hospitalier, sur l'indemnisation de prestations scolaires aux habitants du canton voisin
811.894	Arrêté du Parlement du 10 mars 1983 concernant l'adhésion à la convention du 1 <sup>er</sup> janvier 1977 liant l'Ecole d'infirmières en hygiène maternelle et pédiatrie "L'Abri" aux cantons de Vaud, Neuchâtel et Valais
811.923	Ordonnance du 6 décembre 1978 fixant les honoraires des médecins agissant pour le compte des autorités d'assistance



---

811.924	Ordonnance du 9 décembre 2008 concernant les tarifs du Centre médico-psychologique
811.941	Ordonnance du 24 juin 1997 sur les honoraires des médecins-vétérinaires agissant à la requête des autorités
811.942	Arrêté du Gouvernement du 5 mars 2013 fixant les tarifs des honoraires des vétérinaires chargés du contrôle des viandes et du contrôle des animaux avant abattage
811.981	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les honoraires des sages-femmes
812	<i>Substances thérapeutiques, stupéfiants et poisons</i>
812.21	Loi du 14 décembre 1990 sur la vente des médicaments
812.211	Ordonnance du 8 octobre 2013 sur les médicaments vétérinaires
812.41	Ordonnance du 5 décembre 2006 sur les pharmacies, les produits thérapeutiques et les stupéfiants
812.42	Ordonnance du 5 décembre 2006 sur les drogueries
812.51	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant le tarif des fournitures de médicaments faites par les pharmaciens ou les médecins aux membres de caisses-maladie reconnues
812.52	Arrêté du 6 décembre 1978 concernant le tarif des médicaments délivrés par les pharmaciens ou médecins aux personnes assurées obligatoirement auprès de la Caisse nationale suisse d'assurance en cas d'accidents
814	<i>Protection de l'équilibre écologique</i>
814.01	Ordonnance du 30 janvier 1990 portant application de la loi fédérale du 7 octobre 1983 sur la protection de l'environnement
814.015	Loi du 9 décembre 2020 sur les déchets et les sites pollués (Loi sur les déchets, LDSP)
814.015.61	Arrêté du Gouvernement du 10 novembre 2020 concernant l'alimentation du fonds pour la gestion des déchets
814.02	Ordonnance du 12 décembre 2006 concernant les mesures de lutte contre la pollution de l'air par des poussières fines
814.12	Ordonnance du 11 décembre 2007 sur la protection des sols
814.20	Loi du 28 octobre 2015 sur la gestion des eaux (LGEaux)
814.21	Ordonnance du 29 novembre 2016 sur la gestion des eaux (OGEaux)
814.22	Ordonnance du 13 novembre 2001 sur les mesures de protection à prendre en cas d'événement impliquant des matières dangereuses
814.81	Ordonnance du 10 juin 2008 portant application de la loi fédérale sur les produits chimiques

817	<i>Police des denrées alimentaires</i>
817.0	Loi du 26 mars 2014 portant introduction de la loi fédérale du 9 octobre 1992 sur les denrées alimentaires et les objets usuels
817.014	Ordonnance du 29 janvier 2002 concernant la participation aux frais du contrôle des champignons
817.190	Ordonnance du 24 avril 2012 portant exécution de la législation fédérale sur l'abattage d'animaux et le contrôle des viandes
818	<i>Lutte contre les maladies</i>
818.161.1	Ordonnance du 4 mars 1997 concernant les vaccins et vaccinations
818.166.11	Règlement du Fonds Helene-Welti du 6 décembre 1978
<b>82</b>	<b><i>Travail</i></b>
822	<i>Protection des travailleurs</i>
822.11	Loi du 9 novembre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 13 mars 1964 sur le travail dans l'industrie, l'artisanat et le commerce
822.112.1	Ordonnance du 26 avril 1983 portant délégation des compétences du Département de l'Economie publique à l'inspecteur du Service des arts et métiers et du travail concernant les autorisations d'exploiter et les règlements d'entreprises
822.22	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur la durée du travail et du repos des conducteurs professionnels de véhicules automobiles
822.31	Ordonnance du 23 août 1983 portant exécution de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur le travail à domicile
822.41	Loi du 22 novembre 2017 sur le salaire minimum cantonal
822.411	Ordonnance d'exécution de la loi sur le salaire minimum cantonal du 10 mai 2022
823	<i>Marché du travail</i>
823.112	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant introduction de l'assurance-chômage obligatoire selon l'arrêté fédéral du 8 octobre 1976
823.12	Loi du 14 décembre 1990 sur l'indemnisation des travailleurs victimes de la faillite de leur employeur
823.130	Arrêté du Gouvernement du 19 décembre 1989 portant introduction du secours de crise dans la République et Canton du Jura pour l'année 1990
823.131	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le secours de crise en faveur de chômeurs assurés

823.132	Arrêté du Gouvernement du 8 décembre 1987 concernant le secours de crise; adaptation des limites de gêne
823.32	Loi du 9 novembre 1978 portant encouragement de la constitution de réserves de crise par l'économie privée
823.321	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant encouragement de la constitution de réserves de crise par l'économie privée
823.33	Loi du 22 décembre 1988 sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allégements fiscaux
823.331	Ordonnance du 10 décembre 1991 sur la constitution de réserves de crise bénéficiant d'allégements fiscaux
823.4	Ordonnance du 18 décembre 2007 concernant l'organe de contrôle cantonal au sens de la loi fédérale sur le travail au noir
824	<i>Litiges, tribunaux du travail</i>
824.21	Loi du 9 novembre 1978 concernant la Chambre cantonale de conciliation



# TABLE DES MATIERES

<b>8</b>	<b>Santé, travail, sécurité sociale</b>
<b>83</b>	<b><i>Assurances sociales</i></b>
<b>831</b>	<b><i>Assurance-vieillesse et survivants, assurance-invalidité</i></b>
831.10	Loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 20 décembre 1946 sur l'assurance-vieillesse et survivants
831.101	Ordonnance d'exécution de la loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-vieillesse et survivants, du 6 décembre 1978
831.102	Ordonnance du 24 septembre 1991 fixant l'organisation et les attributions de la commission de gestion de la Caisse de compensation de la République et Canton du Jura
831.20	Loi du 26 octobre 1978 portant introduction de la loi fédérale du 19 juin 1959 sur l'assurance-invalidité
831.202	Règlement de l'Office cantonal AI du 30 mai 1994
831.26	Ordonnance du 8 mai 2012 portant introduction de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les institutions destinées à promouvoir l'intégration des personnes invalides
831.30	Loi du 9 décembre 1998 portant introduction à la loi fédérale sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité (LiLPC)
831.301	Ordonnance du 23 novembre 2010 sur les prestations complémentaires à l'assurance-vieillesse, survivants et invalidité
831.301.1	Directives du Département de l'économie et de la santé du 15 novembre 2018 concernant les prestations comprises dans le supplément de loyer en faveur des bénéficiaires de prestations complémentaires résidant dans un appartement protégé
<b>832</b>	<b><i>Assurance en cas de maladie et d'accidents</i></b>
832.011.3	Arrêté du Gouvernement du 23 août 1988 concernant la convention tarifaire conclue entre la Société médicale jurassienne et la Fédération cantonale des caisses-maladie
832.011.4	Arrêté du Gouvernement du 8 novembre 1994 concernant la convention conclue entre la Société suisse de pharmacie (SSPh), le Concordat des caisses-maladie suisses (CCMS) et la Fédération jurassienne des caisses-maladie (FCMJ)
832.041.5	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance-maladie et accidents des apprentis
832.041.51	Arrêté du Gouvernement du 12 juin 1984 modifiant le montant de l'indemnité journalière de l'assurance-maladie des apprentis

832.10	Loi du 20 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LiLAMal)
832.11	Loi du 16 juin 2010 sur le financement des soins
832.111	Ordonnance du 7 décembre 2010 sur le financement des soins
832.112	Ordonnance du 30 mars 2011 fixant la part cantonale à la rémunération des prestations hospitalières pour l'année 2012
832.113	Ordonnance du 19 juin 2018 concernant la procédure de conciliation en matière de soins ambulatoires dans l'assurance-maladie obligatoire
832.114	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi du 9 novembre 1978 concernant l'assurance en cas de maladie
832.115	Ordonnance du 25 octobre 2011 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie
832.115.1	Arrêté du Gouvernement du 19 octobre 2023 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie pour l'année 2024
832.116	Ordonnance du 2 mai 2023 concernant la limitation de l'admission des médecins à pratiquer à la charge de l'assurance obligatoire des soins dans le domaine ambulatoire
832.20	Loi du 27 octobre 1983 portant introduction de la loi fédérale du 20 mars 1981 sur l'assurance-accidents
832.200	Arrêté du Gouvernement du 6 mars 1984 concernant la désignation de l'autorité compétente au sens de l'article 86 de la loi fédérale sur l'assurance-accidents
832.25	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les déclarations et enquêtes en matière d'accidents qui frappent des personnes assurées auprès de la Caisse nationale suisse
832.311	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les dépôts d'explosifs
832.312	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la garde d'explosifs dits de sûreté

## 836 *Allocations familiales*

836.1	Loi du 25 juin 2008 portant introduction à la loi fédérale sur les allocations familiales (LiLAFam)
836.11	Ordonnance du 25 novembre 2008 fixant les modalités de la surcompensation entre les caisses de compensation pour allocations familiales

## 837 *Assurance-chômage*

837.0	Loi du 6 décembre 2000 portant introduction de la loi fédérale sur le service de l'emploi et la location de services et de la loi fédérale sur l'assurance-chômage obligatoire et de l'indemnité en cas d'insolvabilité
-------	---

---

837.021	Règlement de la commission tripartite chargée de conseiller les offices régionaux de placement de la République et Canton du Jura, du 10 décembre 1996
837.022	Ordonnance du 18 juin 1997 concernant la compétence des offices régionaux de placement
837.03	Ordonnance du 23 août 1988 fixant le statut et l'organisation de la Caisse publique de chômage de la République et Canton du Jura
837.04	Loi du 6 décembre 2000 sur les mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi
837.041	Ordonnance du 16 janvier 2001 sur les mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi
837.042	Ordonnance du 26 mars 2002 concernant la commission de coordination des mesures cantonales en faveur des demandeurs d'emploi

## **84**                      ***Habitat***

### *841*                      *Logements à caractère social*

841.1	Arrêté du Gouvernement du 17 juillet 1979 portant exécution de la législation fédérale sur l'encouragement à la construction de logements
841.4	Arrêté du 6 décembre 1978 portant mise à disposition de moyens financiers en vue de mesures destinées à améliorer le logement dans les régions de montagne
841.41	Circulaire aux communes qui, selon le cadastre fédéral de la production agricole, sont situées totalement ou partiellement dans la région de montagne, du 6 décembre 1978
841.42	Arrêté du Gouvernement du 7 juillet 1981 concernant le rangement des communes en vue de la fixation de leur part de la subvention concernant l'amélioration du logement dans les régions de montagne pour les années 1981 - 1982

### *843*                      *Maintien de locaux d'habitation*

843.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le maintien de locaux d'habitation
--------	--

### *844*                      *Amélioration de l'offre de logements*

844.1	Loi du 31 mars 1988 concernant l'amélioration du marché du logement
844.12	Décret du 13 décembre 1991 encourageant la construction et la rénovation de logements à caractère social

<b>85</b>	<b><i>Aide sociale</i></b>
<b>850</b>	<b><i>Dispositions générales</i></b>
850.1	Loi du 15 décembre 2000 sur l'action sociale
850.11	Décret du 21 novembre 2001 concernant les institutions sociales
850.111	Ordonnance du 30 avril 2002 sur l'action sociale
850.111.1	Arrêté du Gouvernement du 8 novembre 2005 fixant les normes applicables en matière d'aide sociale
850.112	Ordonnance du 30 avril 2002 concernant les institutions sociales
850.113	Arrêté du Département de l'intérieur du 15 juillet 2016 fixant la classification des fonctions et des tâches particulières du personnel des Services sociaux régionaux de la République et Canton du Jura
<b>851</b>	<b><i>Aide au recouvrement, avance et versement provisionnel de contributions d'entretien</i></b>
851.1	Loi du 21 juin 2000 sur l'aide au recouvrement, l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien
851.11	Ordonnance du 5 décembre 2000 concernant l'avance et le versement provisionnel de contributions d'entretien
851.111	Arrêté du Gouvernement du 12 décembre 2006 portant adaptation des limites de revenu et de fortune ainsi que du montant maximal des avances en matière d'avance et de versement provisionnel de contributions d'entretien
<b>852</b>	<b><i>Homes et institutions de prévoyance et d'aide sociale</i></b>
852.91	Arrêté du Gouvernement du 19 juin 1979 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale relative à la couverture des frais entraînés par l'accueil dans des institutions spécialisées d'enfants, d'adolescents et d'adultes placés hors de leur canton de domicile
852.92	Arrêté du Parlement du 23 octobre 1986 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale sur le remboursement de l'excédent des charges d'exploitation et la collaboration en faveur des institutions pour enfants et adolescents de même que des institutions pour handicapés (Convention relative aux institutions)
852.93	Arrêté du Parlement du 26 octobre 2005 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention relative aux institutions sociales (CIIS), arrêté du Parlement du 23 mars 2011 portant approbation de la modification du 7 décembre 2007 de la convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIIS) et arrêté du Parlement du 2 octobre 2019 portant approbation de la modification du 23 novembre 2018 de la convention intercantonale relative aux institutions sociales (CIIS)



---

853	<i>Enfants placés et politique de la jeunesse</i>
853.11	Ordonnance du 30 avril 2002 concernant le placement d'enfants
853.21	Loi du 22 novembre 2006 sur la politique de la jeunesse
853.211	Ordonnance du 8 avril 2008 sur la politique de la jeunesse
856	<i>Aide, fondations</i>
856.91	Arrêté du 6 décembre 1978 portant création d'une fondation "Oeuvre jurassienne de secours"
856.911	Règlement du 6 décembre 1978 concernant l'organisation et l'administration de la fondation "Oeuvre jurassienne de secours"
856.93	Arrêté du Gouvernement du 5 février 1980 concernant la création du "Secours jurassien d'hiver"
857	<i>Financement</i>
857.1	Décret du 21 novembre 2001 sur la répartition des dépenses de l'action sociale
859	<i>Centres de consultation en matière de grossesse</i>
859.11	Arrêté du Gouvernement du 14 janvier 1998 portant reconnaissance de l'association "Centre jurassien de planning familial et de consultation en matière de grossesse" en qualité de centre de consultation en matière de grossesse et de planisme familial
<b>87</b>	<b><i>Protection contre les incendies et les dommages dus aux éléments</i></b>
871	<i>Prévention des incendies</i>
871.1	Loi du 21 novembre 2007 sur la protection contre les incendies et les dangers naturels
871.11	Ordonnance du 18 novembre 2008 sur la protection contre les incendies et les dangers naturels et sur le ramonage
871.111	Arrêté fixant le tarif des émoluments perçus par l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention (ECA Jura) en matière de prescriptions incendie et de dangers naturels
871.112	Arrêté du Gouvernement du 21 janvier 2020 fixant le taux de la contribution des compagnies d'assurances sur le mobilier pour la prévention et la lutte contre les sinistres

873	<i>Assurances</i>
873.11	Loi du 29 avril 2015 sur la protection et l'assurance des bâtiments
873.112.1	Ordonnance du 6 mars 1979 relative à la commission de l'Etablissement d'assurance immobilière
873.21	Loi du 6 décembre 1978 sur l'assurance mobilière contre l'incendie
873.211	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance mobilière contre l'incendie
873.261	Contrat du 8 février 2010 concernant l'application de l'assurance mobilière obligatoire contre l'incendie dans le canton du Jura
875	<i>Défense contre le feu et lutte contre les dommages dus aux éléments</i>
875.1	Loi du 18 octobre 2000 sur le service de défense contre l'incendie et de secours
875.11	Ordonnance du 13 novembre 2001 sur le service de défense contre l'incendie et de secours
875.112	Ordonnance du 19 janvier 2010 concernant le nombre d'arrondissements d'inspection des services de défense contre l'incendie et de secours
875.121	Ordonnance du 13 novembre 2001 concernant les centres de renfort

**Ordonnance**  
**concernant les appareils de bronzage ainsi que la vente**  
**des produits du tabac, des cigarettes électroniques et**  
**de produits similaires<sup>4)</sup>**

du 17 juin 2014

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi sanitaire du 14 décembre 1990<sup>1)</sup>,

vu la loi du 22 septembre 1999 portant introduction de la loi fédérale  
du 9 octobre 1992 sur les denrées alimentaires et les objets usuels<sup>2)</sup>,

*arrête :*

**SECTION 1 : Dispositions générales**

Champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance constitue la réglementation  
d'exécution des articles 6a et 6b de la loi sanitaire<sup>1)</sup>.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner  
des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux  
hommes.

**SECTION 2 : Appareils de bronzage**

Obligation  
d'annoncer

**Art. 3** <sup>1</sup> Celui qui met à disposition du public un ou plusieurs appareils  
de bronzage doit s'annoncer au Service de la santé publique.  
L'adresse et leur emplacement exact doivent être communiqués par  
écrit.

<sup>2</sup> Le Service de la santé publique dresse la liste des appareils de  
bronzage annoncés et de leur localisation. Elle est régulièrement mise  
à jour et communiquée aux autorités d'exécution au sens de la  
présente ordonnance. Elle n'est pas accessible au public.

Obligation de  
renseigner

**Art. 4** <sup>1</sup> Afin de satisfaire à son obligation de renseigner, celui qui met à disposition du public des appareils de bronzage (solariums) doit notamment :

- a) placer en évidence une affiche rappelant que l'utilisation des solariums est interdite aux mineurs;
- b) mettre à disposition du public au moins une brochure informant des risques découlant de l'utilisation des appareils de bronzage. Cette brochure doit être rédigée en français et approuvée par l'Office fédéral de la santé publique.

<sup>2</sup> Les affiches et les brochures sont disponibles au Service de la santé publique.

Interdiction aux  
mineurs

**Art. 5** L'exploitant d'appareils de bronzage (solariums) doit prendre toutes les mesures qui peuvent être raisonnablement exigées de sa part pour empêcher leur utilisation par des mineurs.

### **SECTION 3 : Vente de produits du tabac, de cigarettes électroniques ou de produits similaires<sup>5)</sup>**

Obligation  
d'annoncer

**Art. 6<sup>5)</sup>** <sup>1</sup> Celui qui met à disposition du public un ou plusieurs automates proposant la vente de produits du tabac, de cigarettes électroniques ou de produits similaires doit s'annoncer au Service de la santé publique. L'adresse, leur emplacement exact ainsi que le dispositif de surveillance doivent être communiqués par écrit.

<sup>2</sup> Le Service de la santé publique dresse la liste des automates annoncés. Elle est régulièrement mise à jour et communiquée aux autorités d'exécution au sens de la présente ordonnance. Elle n'est pas accessible au public.

Affichage

**Art. 7** <sup>1</sup> Celui qui propose au public la vente de produits du tabac, de cigarettes électroniques ou de produits similaires doit placer en évidence, à proximité immédiate des produits, une affiche rappelant que leur vente est interdite aux personnes mineures.<sup>5)</sup>

<sup>2</sup> Les affiches sont disponibles au Service de la santé publique.

Vente de tabac,  
de cigarettes  
électroniques ou  
de produits  
similaires aux  
personnes  
mineures

**Art. 8<sup>5)</sup>** <sup>1</sup> Celui qui se livre, par n'importe quel moyen, à la vente de produits du tabac, de cigarettes électroniques ou d'autres produits similaires doit s'assurer que ceux-ci ne sont pas accessibles aux personnes mineures.

<sup>2</sup> Pour les automates proposant la vente de produits du tabac, de cigarettes électroniques ou d'autres produits similaires la mise en place d'un système de jetons est recommandée. L'exploitant de l'automate demeure toutefois libre de choisir un autre dispositif de surveillance, tant que celui-ci permet d'éviter efficacement la vente aux personnes mineures.

#### SECTION 4 : Autorités d'exécution

Service de la  
santé publique

**Art. 9** Le Service de la santé publique vérifie que les exigences fixées dans la présente ordonnance pour les brochures et les affiches de mise en garde relative aux appareils de bronzage sont respectées dans les lieux qui lui ont été annoncés.

Service de la  
consommation  
et des affaires  
vétérinaires

**Art. 10** Le Service de la consommation et des affaires vétérinaires vérifie que les exigences fixées dans la présente ordonnance pour les affiches de mise en garde relative aux automates sont bien respectées dans les lieux annoncés au Service de la santé publique.

Police

**Art. 11** La police cantonale peut procéder à des contrôles visant à garantir l'application correcte de la présente ordonnance. Sont réservées les dispositions prévoyant la compétence d'une autre autorité.

#### SECTION 5 : Mesures administratives

Mesures  
administratives

**Art. 12** Les mesures administratives sont régies par l'article 71 de la loi sanitaire<sup>1)</sup>.

Voies de droit

**Art. 13** Les décisions prises sur la base de la présente ordonnance sont susceptibles d'opposition et de recours conformément au Code de procédure administrative<sup>3)</sup>.

## SECTION 6 : Dispositions pénales

En général

**Art. 14** <sup>1</sup> Les contrevenants à la présente ordonnance sont passibles de la peine figurant à l'article 70 de la loi sanitaire<sup>1)</sup>.

<sup>2</sup> Les autorités d'exécution transmettent au Ministère public les dénonciations relatives aux infractions constatées.

<sup>3</sup> Les autorités d'exécution peuvent s'informer entre elles des suites données à une dénonciation. Elles peuvent notamment se transmettre une copie du rapport de dénonciation.

## SECTION 7 : Dispositions finales

Abrogation

**Art. 15** L'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les distributeurs automatiques de denrées alimentaires est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 16** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

Delémont, le 17 juin 2014

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard  
Le chancelier : Jean-Christophe Kübler

1) [RSJU 810.01](#)

2) [RSJU 817.0](#)

3) [RSJU 175.1](#)

4) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I de l'ordonnance du 6 décembre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2023

5) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 6 décembre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 2023

**Arrêté****portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention intercantonale en matière de santé numérique du 11 mai 2023**

du 11 octobre 2023

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 48 de la Constitution fédérale<sup>1)</sup>,

vu les articles 4, alinéa 1, 78, lettre c, et 84, lettre b, de la Constitution cantonale<sup>2)</sup>,

vu l'article premier, alinéas 1 et 2, de la loi du 20 décembre 1979 sur l'approbation des traités, concordats et autres conventions<sup>3)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** La République et Canton du Jura adhère à la convention intercantonale en matière de santé numérique du 11 mai 2023.

**Art. 2** Le présent arrêté est soumis au référendum facultatif.

**Art. 3** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>9)</sup> du présent arrêté.

Delémont, le 11 octobre 2023

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Amélie Brahier  
Le secrétaire : Fabien Kohler

## Annexe

### Convention intercantonale en matière de santé numérique

du 11 mai 2023

*Le Canton de Fribourg,*

*le Canton de Vaud,*

*le Canton du Valais,*

*la République et Canton de Genève,*

*la République et Canton du Jura,*

*(dénommés ci-après : "les cantons contractants")*

vu l'article 48 de la Constitution fédérale<sup>1</sup>,

vu la loi fédérale du 19 juin 2015 sur le dossier électronique du patient (LDEP)<sup>4</sup>  
et ses ordonnances d'exécution,

vu la loi fédérale du 25 septembre 2020 sur la protection des données (LPD)<sup>5</sup>  
et ses ordonnances d'exécution,

vu la loi fédérale du 30 septembre 2011 relative à la recherche sur l'être humain  
(LRH)<sup>6</sup> et ses ordonnances d'exécution,

*conviennent de ce qui suit :*

#### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Objet et but

**Article premier** <sup>1</sup> La présente convention a pour objet la coordination de la politique des cantons contractants en matière de santé numérique, afin de soutenir les politiques de santé publique cantonales.

<sup>2</sup> Elle vise en particulier à :

- a) permettre à l'individu de gérer les données relatives à sa santé, notamment en saisissant et traitant ses données personnelles ;
- b) impliquer la patiente ou le patient dans sa prise en charge, notamment en lui facilitant l'accès aux données relatives à sa santé et en l'accompagnant dans cette démarche ;



- c) améliorer la qualité et la sécurité de la prise en charge de la patiente ou du patient, dans le respect de la protection et de la sécurité de ses données personnelles ;
- d) renforcer la collaboration entre les cantons contractants dans le domaine de la santé numérique ;
- e) favoriser le développement d'outils et de processus communs et partagés entre prestataires de soins, afin de favoriser la continuité et la coordination des soins en assurant leur économicité ;
- f) mettre en œuvre la législation fédérale en matière de dossier électronique du patient, notamment en constituant une communauté de référence commune aux cantons contractants.

<sup>3</sup> Elle règle :

- a) les conditions-cadres et principes de mise en œuvre des services de santé numérique ;
- b) l'obligation pour les cantons contractants de rejoindre l'organisation gérant la communauté de référence commune aux cantons ;
- c) l'obligation d'affiliation de certains prestataires de soins à la communauté de référence commune aux cantons ;
- d) la protection et la sécurité des données en lien avec la mise en œuvre des services de santé numérique ;
- e) l'utilisation systématique du numéro AVS par les organisations et les prestataires de soins ;
- f) l'institution d'une commission consultative en matière de santé numérique et d'une commission interparlementaire de contrôle ainsi que leur domaine d'intervention.

#### Définitions

**Art. 2** On entend par :

- a) *santé numérique* : utilisation intégrée dans le domaine de la santé des technologies de l'information et de la communication pour l'organisation, le soutien et la mise en réseau de tous les processus et personnes impliquées ;
- b) *service de santé numérique* : service lié à la santé qui utilise les technologies de l'information et de la communication et traite des données personnelles ;
- c) *organisation* : entité ou structure collaborative créée par deux cantons contractants ou plus pour exploiter un service de santé numérique ;
- d) *communauté de référence commune aux cantons* : l'organisation créée en commun par les cantons contractants, ayant notamment pour mission de gérer une communauté de référence au sens de la législation fédérale sur le dossier électronique du patient ;
- e) *service de base* : service de santé numérique faisant l'objet d'une loi fédérale et mis en œuvre par une organisation ;
- f) *service complémentaire* : service de santé numérique, lié ou non à l'exploitation du dossier électronique du patient, soumis au droit du siège de l'organisation qui l'exploite ;

- g) *utilisatrice ou utilisateur* : personne physique ou prestataire de soins utilisant un service de santé numérique ;
- h) *prestataires de soins* : professionnelles et professionnels de la santé et institutions de soins reconnus par le droit fédéral ou cantonal qui appliquent ou prescrivent des traitements dans le domaine de la santé, qui remettent des produits thérapeutiques ou d'autres produits dans le cadre d'un traitement, ou qui fournissent, directement ou indirectement, tout autre service de santé versé dans le dossier du patient ;
- i) *données de santé* : données à caractère personnel relatives à la santé physique ou mentale d'une personne physique, y compris la prestation de soins de santé, qui révèlent des informations sur l'état de santé de cette personne ;
- j) *métadonnées* : données ajoutées à un document informatique et décrivant celui-ci, telles que le titre, la date de création, l'auteur ;
- k) *données d'utilisatrice ou utilisateur* : données à caractère personnel, qui peuvent être de plusieurs ordres :
  1. les données d'identification personnelle, telles que le nom, le prénom, le sexe, la date de naissance ;
  2. les données de contact, telles que l'adresse postale, le numéro de téléphone, l'adresse e-mail ;
  3. les données de compte, telles que le numéro d'identification du patient, le nom d'utilisateur, le mot de passe ;
  4. les données liées au statut de professionnel de santé, telles que les dispositifs des décisions en lien avec les autorisations qui les concernent ;
- l) *moyen d'identification électronique* : moyen d'identification d'un individu, certifié selon la législation fédérale sur le dossier électronique du patient, lui permettant d'accéder aux services de santé numérique.

Champ  
d'application

**Art. 3** <sup>1</sup> La présente convention s'applique :

- a) aux cantons contractants s'agissant de leurs relations et de leurs projets communs en matière de santé numérique ;
- b) aux organisations en tant qu'exploitantes de services de santé numérique ;
- c) aux prestataires de soins dans le cadre de l'utilisation de services de santé numérique fournis par les organisations.

<sup>2</sup> Elle ne régit pas l'obligation pour les prestataires de soins de tenir un dossier du patient selon les règles cantonales applicables.

Collaboration et  
langues

**Art. 4** <sup>1</sup> Les cantons contractants s'engagent à agir de manière concertée. Ils visent le développement en commun de leurs politiques et projets en matière de santé numérique et, dans la mesure du possible, mutualisent leurs ressources à cet effet.

<sup>2</sup> Les informations et les services proposés au public et à la communauté de référence doivent être garantis dans les langues officielles de chaque canton contractant qui participe à une organisation.

#### Information

**Art. 5** <sup>1</sup> Les cantons contractants informent de manière adéquate et coordonnée la population, les prestataires de soins, les actrices ou acteurs et partenaires sociaux et les autres milieux intéressés sur leurs politiques et projets en matière de santé numérique développés en commun.

<sup>2</sup> Les cantons contractants intègrent les intérêts des patientes et patients lors des campagnes d'information destinées à la population.

#### Pilotage stratégique

**Art. 6** <sup>1</sup> Les cantons contractants définissent les orientations stratégiques des politiques et projets de services de santé numérique développés en commun.

<sup>2</sup> Ils prennent en compte les besoins des patients, des prestataires de soins, des actrices ou acteurs et des partenaires sociaux et les consultent sur les orientations stratégiques à donner aux services de santé numérique.

<sup>3</sup> Les gouvernements des cantons contractants règlent les questions d'organisation et les modalités d'application de la présente convention par voie de règlements adoptés conjointement.

#### Mise en œuvre des services de santé numérique

**Art. 7** <sup>1</sup> Deux gouvernements cantonaux contractants ou plus peuvent constituer une ou plusieurs organisations chargées, sur leur délégation, de la mise en œuvre de services de santé numérique. Dans ce cadre, elles peuvent notamment avoir pour mission de :

- a) assurer les tâches dévolues par la législation fédérale dans le cadre de la mise en œuvre des services de base ;
- b) coordonner la mise en place, l'exploitation, la gestion et la maintenance des services de santé numérique et à cette fin contracter avec les fournisseurs techniques nécessaires ;
- c) conclure avec les utilisatrices et utilisateurs les conventions nécessaires à l'utilisation des services de santé numérique ;
- d) prendre toute autre mesure utile à la réalisation des missions qui lui sont confiées par les cantons contractants dans le domaine de la santé numérique.

<sup>2</sup> Les organisations s'organisent librement, sous réserve des dispositions légales applicables, notamment la présente convention. Elles édictent les règles nécessaires à leur activité et à leur fonctionnement interne.

<sup>3</sup> Dans l'exécution, directe ou indirecte, des tâches qui leur sont confiées, les organisations respectent les dispositions légales applicables dans le canton de leur siège, notamment en matière de protection des données et de transparence.

<sup>4</sup> Aussi longtemps qu'une obligation n'est pas imposée par le droit supérieur, les cantons garantissent le caractère facultatif de l'adhésion au dossier électronique du patient pour les patientes et patients. La participation aux services complémentaires est également facultative pour les patientes et patients.

#### Financement

**Art. 8** <sup>1</sup> Les cantons contractants financent la mise en œuvre des politiques et des projets en matière de santé numérique au sens de la présente convention, sous réserve de l'approbation des budgets cantonaux et du financement par des tiers.

<sup>2</sup> Les gouvernements des cantons contractants règlent les questions de financement de la présente convention par voie de règlements adoptés conjointement.

<sup>3</sup> La perception d'une participation financière auprès des prestataires de soins bénéficiaires des politiques et projets concernés sur leur territoire est de la compétence de chaque canton contractant, moyennant consultation et préavis préalable.

<sup>4</sup> Aucune participation financière ne sera demandée aux patientes et patients pour accéder aux services de santé numérique.

#### Communauté de référence commune aux cantons

**Art. 9** <sup>1</sup> Les cantons contractants créent une communauté de référence commune aux cantons.

<sup>2</sup> Les gouvernements cantonaux règlent le fonctionnement de la communauté de référence commune aux cantons dans un règlement d'application de la présente convention, adopté conjointement.

<sup>3</sup> Tout canton partie à la présente convention a l'obligation de rejoindre l'organisation qui gère la communauté de référence commune aux cantons et d'adhérer à ses règles de fonctionnement.

<sup>4</sup> Les prestataires de soins, au sens de l'article 2, établis sur le territoire de l'un des cantons contractants et au bénéfice d'une inscription dans la planification cantonale au sens de la LAMal ou au bénéfice d'un mandat de prestations de la part d'un canton contractant sont tenus de s'affilier à la communauté de référence commune aux cantons.

Moyen  
d'identification  
électronique

**Art. 10** Sous réserve de la législation fédérale applicable en la matière, chaque canton contractant définit librement les moyens d'identification électronique fournis sur son territoire.

## CHAPITRE II : Protection des données et transparence

Réserve relative  
aux services de  
base

**Art. 11** Les dispositions du présent chapitre s'appliquent sans préjudice des dispositions fédérales, notamment celles de la législation fédérale sur le dossier électronique du patient.

Traitement de  
données

**Art. 12** <sup>1</sup> Les finalités du traitement de données sont notamment :

- a) la création, la mise à jour et la suppression du compte utilisateur ;
- b) l'identification des utilisatrices et utilisateurs ;
- c) l'accès des utilisatrices et utilisateurs ;
- d) la gestion et le partage des données et des documents de santé ;
- e) la gestion des accès aux données ;
- f) la traçabilité des traitements de données ;
- g) l'établissement de statistiques et la réalisation de recherches ;
- h) la réalisation des finalités a à g dans le respect de la protection des données.

<sup>2</sup> Dans le cadre des tâches qui leur sont confiées, les organisations sont habilitées à traiter les données d'utilisatrice et utilisateur, les données de santé, les métadonnées et les données liées au statut de professionnelle ou professionnel de santé, telles que définies à l'article 2. Elles sont traitées dans la mesure de ce qui est strictement nécessaire à la réalisation des tâches assignées par la présente convention.

<sup>3</sup> Ces données sont traitées confidentiellement, dans le respect des normes imposant le secret professionnel et/ou le secret de fonction.

<sup>4</sup> Les utilisatrices et utilisateurs sont autorisés à traiter les données les concernant.

<sup>5</sup> Les prestataires de soins sont autorisés à traiter les données concernant les patients qu'ils ont pris ou qu'ils prennent en charge.

Consentement  
du patient

**Art. 13** <sup>1</sup> L'utilisation d'un service complémentaire requiert le consentement de la patiente ou du patient.

<sup>2</sup> La patiente ou le patient ne consent valablement que si elle/il exprime sa volonté librement et après avoir été dûment informé-e sur la manière dont les données sont traitées et sur les conséquences qui en résultent.

<sup>3</sup> La patiente ou le patient peut désigner un représentant thérapeutique.

<sup>4</sup> La patiente ou le patient peut révoquer son consentement en tout temps et sans motif.

Mesures  
techniques et  
organisation-  
nelles

**Art. 14** <sup>1</sup> Les données, telles que définies à l'article 2, sont protégées contre tout traitement non autorisé par des mesures organisationnelles et techniques correspondant aux normes internationales, aux standards de qualité et aux progrès techniques, en particulier contre les risques de falsification, de destruction, de vol, de perte, de copie et autres traitements illicites.

<sup>2</sup> Ces données, notamment leurs sauvegardes et les données qui concernent les activités d'assistance aux utilisatrices et utilisateurs, sont hébergées et traitées exclusivement en Suisse.

<sup>3</sup> L'organisation prévoit des mesures techniques et organisationnelles en cas de falsification, de destruction, de vol, de perte, de copie et autres traitements illicites. Elle prévoit des procédures d'annonce, de limitation des dégâts et forensiques.

<sup>4</sup> A tout le moins, l'organisation annonce dans les meilleurs délais à l'autorité compétente en matière de protection des données et aux personnes concernées les cas de violation de la sécurité des données entraînant vraisemblablement un risque élevé pour la personnalité ou les droits fondamentaux de la personne concernée. L'annonce doit indiquer au moins la nature de la violation de la sécurité des données, ses conséquences et les mesures prises ou envisagées.

<sup>5</sup> Le traitement de ces données peut être sous-traité, moyennant la conclusion d'un contrat entre l'organisation et le sous-traitant, prévoyant notamment le même niveau de protection qu'imposé à l'organisation selon la présente convention et les autres textes applicables en la matière.

<sup>6</sup> L'organisation revoit périodiquement les éléments techniques et organisationnels, notamment sous l'angle de la sécurité et protection des données.

<sup>7</sup> Des audits peuvent être menés en tout temps par les autorités compétentes en matière de protection des données, sans préjudice de leurs autres tâches légales.

<sup>8</sup> L'organisation met en place et propose des sensibilisations aux risques et aux bonnes pratiques en matière de sécurité informatique, de l'information et de protection des données personnelles.

Communication  
de données  
entre les cantons  
et les  
organisations

**Art. 15** <sup>1</sup> Les autorités compétentes en matière de santé publique des cantons contractants et les organisations se communiquent les données d'utilisatrice ou utilisateur, nécessaires à l'exercice de leurs tâches légales, sur demande dûment motivée.

<sup>2</sup> Elles sont habilitées à échanger, spontanément ou sur demande, les données liées au statut de professionnelle ou professionnel de santé énumérées à l'article 2 qui sont nécessaires à une utilisation sûre des services de santé numérique.

Traçabilité des  
données

**Art. 16** Les mesures techniques et organisationnelles visées à l'article 14 doivent permettre la traçabilité automatique du traitement des données, notamment la création, la modification et l'accès à ces données.

Utilisation des  
données à des  
fins statistiques  
et de recherche

**Art. 17** <sup>1</sup> Sous réserve du respect des exigences de la loi fédérale relative à la recherche sur l'être humain<sup>6)</sup> et des autres lois fédérales pertinentes, les autorités compétentes en matière de santé publique des cantons contractants ainsi que les organisations publiques, établissements publics de recherche et organismes de recherche privés délégataires de tâches publiques sont habilités à utiliser à des fins statistiques et de recherches les données des services de base et des services complémentaires.

<sup>2</sup> Les organisations sont autorisées à communiquer les données nécessaires à cette fin.

Conseillère ou  
conseiller à la  
protection et à la  
sécurité des  
données

**Art. 18** L'organisation désigne une personne conseillère à la protection et à la sécurité des données à laquelle il incombe notamment de mettre en œuvre et de contrôler les mesures visant à assurer la protection et la sécurité des données ainsi que d'appliquer des actions préventives et correctives sur les services de santé numérique.

Utilisation  
systématique du  
numéro AVS

**Art. 19** Pour aider à l'identification des utilisatrices et utilisateurs et à des fins de sécurité, les organisations et les prestataires de soins sont autorisés à utiliser systématiquement le numéro AVS, dans le strict respect de la législation en matière de protection des données :

- a) des personnes sollicitant l'utilisation d'un service de base ou d'un service complémentaire ;
- b) des personnes prises en charge médicalement dans un canton contractant.

Règlements  
d'application

**Art. 20** <sup>1</sup> Pour chaque service complémentaire, les gouvernements cantonaux contractants concernés précisent dans un règlement d'application de la présente convention notamment :

- a) les données traitées, échangées, anonymisées et conservées ;
- b) les durées de conservation ;
- c) les mesures de sécurité.

<sup>2</sup> Ces règlements d'application sont soumis pour avis aux autorités de protection des données compétentes.

### CHAPITRE III : Commissions

Commission  
consultative en  
matière de santé  
numérique

**Art. 21** <sup>1</sup> Les cantons contractants instituent une commission consultative en matière de santé numérique (ci-après : "la commission consultative") chargée :

- a) d'émettre des avis et conseils sur les politiques et projets de santé numérique communs aux départements chargés de la santé des cantons contractants ;
- b) de soutenir les organisations dans leurs activités ;
- c) de conseiller les organisations sur les aspects de protection des données ;
- d) de préavisier toutes les questions qui lui sont soumises.

<sup>2</sup> La commission consultative est composée de membres issus des domaines de l'éthique, des sciences sociales, des technologies de l'information, du droit, de la santé, ainsi que de représentantes ou représentants des patientes et patients et des prestataires de soins. Les cantons contractants désignent chacun trois membres et se coordonnent pour s'assurer que les différents domaines précités soient représentés.

<sup>3</sup> Les départements chargés de la santé des cantons contractants nomment les membres de la commission consultative pour une période de cinq ans, renouvelable deux fois.

<sup>4</sup> Les départements chargés de la santé des cantons contractants édictent les règles de fonctionnement de la commission consultative.

Commission  
interparlemen-  
taire de contrôle

**Art. 22** <sup>1</sup> Les cantons contractants instituent une commission chargée du contrôle de gestion interparlementaire (ci-après : "la commission interparlementaire").

<sup>2</sup> La commission interparlementaire est composée de trois députées ou députés par canton, désigné-e-s par chaque parlement selon la procédure qu'il applique à la désignation de ses commissions.



<sup>3</sup> La commission interparlementaire a accès à tous les documents nécessaires à sa mission, à l'exception des documents comportant des données sensibles, au sens de la législation fédérale.

<sup>4</sup> La commission interparlementaire établit un rapport d'évaluation annuel portant sur :

- a) les objectifs stratégiques communs des cantons contractants au sens de la présente convention, et leur réalisation ;
- b) la planification financière pluriannuelle ;
- c) le budget et les comptes des organisations ;
- d) l'évaluation des résultats obtenus par les organisations.

<sup>5</sup> Lorsqu'un projet n'est pas porté en commun par l'ensemble des cantons signataires de la présente convention, seul-e-s les députées et députés désigné-e-s par les cantons concernés siègent.

<sup>6</sup> Les règles du chapitre 4 de la convention du 5 mars 2010 relative à la participation des parlements cantonaux dans le cadre de l'élaboration, de la ratification, de l'exécution et de la modification des conventions intercantionales et des traités des cantons avec l'étranger (Convention sur la participation des parlements, CoParl)<sup>7</sup> sont applicables au surplus.

## CHAPITRE IV : Dispositions finales

Dispositions  
d'application

**Art. 23** Les gouvernements des cantons contractants édictent les dispositions nécessaires à l'application de la présente convention dans un règlement d'application, adopté conjointement.

Litiges entre  
cantons  
contractants

**Art. 24** <sup>1</sup> Les cantons contractants s'engagent à régler les litiges découlant de l'application de la présente convention par voie de conciliation.

<sup>2</sup> En cas d'échec de la conciliation, les cantons contractants peuvent saisir le Tribunal fédéral par voie d'action en application de l'article 120, alinéa 1, lettre b, de la loi fédérale du 17 juin 2005 sur le Tribunal fédéral<sup>8</sup>.

Entrée en  
vigueur

**Art. 25** <sup>1</sup> La présente convention entre en vigueur lorsque tous les cantons contractants l'ont ratifiée.

<sup>2</sup> Elle est ouverte à l'adhésion d'autres cantons sous réserve de l'accord de tous les gouvernements des cantons contractants. Elle entre en vigueur dès ratification par leur parlement, conformément à la législation propre à chaque canton.

Modification      **Art. 26** Les modifications de la présente convention nécessitent l'approbation de tous les cantons contractants.

Dénonciation      **Art. 27** <sup>1</sup> La présente convention peut être dénoncée par tout canton contractant pour la fin d'une année civile moyennant un préavis de trois ans.

<sup>2</sup> Sauf accord exprès des autres cantons contractants, les engagements financiers pris par le canton contractant sortant demeurent dus.

<sup>3</sup> La présente convention reste en vigueur entre les cantons qui ne l'ont pas dénoncée aussi longtemps que ceux-ci sont au nombre de deux au moins.

Durée              **Art. 28** La présente convention est conclue pour une durée indéterminée.

suivent les signatures

- 1) [RS 101](#)
- 2) [RSJU 101](#)
- 3) [RSJU 111.1](#)
- 4) [RS 816.1](#)
- 5) [RS 235.1](#)
- 6) [RS 810.30](#)
- 7) [RSJU 111.190](#)
- 8) [RS 173.110](#)
- 9) 1<sup>er</sup> janvier 2024

## Ordonnance sur la gestion des eaux (OGEaux)

du 29 novembre 2016

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 90, alinéa 2, de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

vu les articles 38, alinéa 3, 46, alinéa 3, 55, alinéa 2, 64, alinéa 2, 71, alinéa 3, et 101, alinéa 2, de la loi du 28 octobre 2015 sur la gestion des eaux (LGEaux)<sup>2)</sup>,

*arrête :*

### CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

Buts	<b>Article premier</b> La présente ordonnance a pour but d'assurer la gestion des eaux conformément à la législation fédérale et à la loi sur la gestion des eaux <sup>2)</sup> .
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Préavis	<b>Art. 3</b> Les règlements, statuts et conventions établis en vertu de la loi sur la gestion des eaux <sup>2)</sup> sont adressés à l'Office de l'environnement pour préavis.
Devoir d'informer des communes et des syndicats de communes	<b>Art. 4</b> Lorsqu'ils mettent à jour leur documentation concernant les recherches hydrogéologiques ou hydrologiques portant sur les eaux publiques souterraines ou superficielles, les communes et les syndicats de communes en informent l'Office de l'environnement et lui envoient un exemplaire de ladite documentation. Il en va de même pour les études géologiques.

### CHAPITRE II : Préavis, demande préalable et autorisation

#### SECTION 1 : Préavis et demande préalable

Préavis a) Principe	<b>Art. 5</b> Tous les projets et mesures importants en matière de gestion des eaux sont soumis à un préavis du service cantonal compétent.
------------------------	---

b) Routes et chemins

**Art. 6** <sup>1</sup> L'Office de l'environnement veille à l'observation des directives concernant les mesures de protection des eaux en cas de constructions routières.

<sup>2</sup> Les projets d'établissement de nouvelles routes ou de modifications importantes de routes existantes sises dans les régions d'eau souterraine (secteur de protection des eaux A, zones et périmètres de protection des eaux souterraines, bassins versants de sources) sont soumis à l'Office de l'environnement.

<sup>3</sup> Si le propriétaire d'une route omet de prendre les mesures de protection nécessaires et si, de ce fait, il crée un danger pour les eaux de surface ou souterraines, l'autorité de surveillance des routes procède, après sommation, à l'exécution par voie de substitution aux frais du propriétaire.

Demande préalable

**Art. 7** Le requérant peut déposer une demande préalable en vue d'examiner la faisabilité d'installations et de mesures présentant des difficultés et à réaliser dans des secteurs d'eaux souterraines ou aux limites de ces secteurs.

## SECTION 2 : Autorisation

Principe

**Art. 8** <sup>1</sup> Les constructions, les installations et les autres mesures servant à la protection des eaux ou pouvant causer un dommage à celles-ci sont soumises à autorisation. La liste des mesures soumises à autorisation et des autorités compétentes pour délivrer l'autorisation figure dans l'annexe.

<sup>2</sup> Lorsqu'il n'a pas été demandé d'autorisation pour des constructions, installations et autres mesures qui en nécessitent une, l'Office de l'environnement ordonne après coup une procédure d'autorisation.

Procédure d'autorisation  
a) Généralités

**Art. 9** <sup>1</sup> Lorsque l'autorisation est liée à un permis de construire, la demande d'autorisation est jointe à la demande de permis de construire. L'autorité compétente examine si les autorisations nécessaires concernant la protection des eaux ont été accordées avant de délivrer le permis.

<sup>2</sup> Lorsque l'autorisation n'est pas liée à un permis de construire, la procédure de permis de construire est applicable par analogie au traitement des demandes d'autorisation en matière de protection des eaux, pour autant que la législation n'en dispose pas autrement. Dans ce cas, la demande est adressée à l'Office de l'environnement sur formule officielle.

b) Complément au dossier	<b>Art. 10</b> L'autorité peut exiger du requérant une documentation supplémentaire consistant notamment en des expertises, analyses, plans ou documents attestant qu'un accord existe pour toutes les installations collectives ou entre partenaires privés.
c) Publication	<b>Art. 11</b> Les demandes d'autorisations qui ne sont pas liées à un permis de construire ne font pas l'objet d'une publication.
d) Notification	<b>Art. 12</b> L'autorisation de l'Office de l'environnement est notifiée au requérant ainsi qu'à l'autorité communale. Toute disposition contraire du décret concernant le permis de construire est réservée.
Sûretés	<b>Art. 13</b> Lorsque l'autorisation porte sur une mesure ayant pour effet de créer de façon passagère pour les eaux un danger d'altération, l'autorisation peut être délivrée moyennant le versement de sûretés convenables en vue de garantir la sauvegarde ou le rétablissement d'un état conforme à la loi.
Modification du projet	<p><b>Art. 14</b> <sup>1</sup> Toute modification importante d'un projet autorisé nécessite l'approbation préalable de l'autorité qui a délivré l'autorisation.</p> <p><sup>2</sup> Sont en particulier considérées comme modifications importantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) pour l'eau potable et les eaux usées : le changement d'emplacement des constructions et installations et le raccordement sur un réseau voisin;</li> <li>b) pour l'eau potable : le remplacement d'une ressource par une autre;</li> <li>c) pour les eaux usées : la modification du système d'épuration, le changement de procédé d'épuration et l'augmentation de la performance ou de la capacité des installations.</li> </ul>
Devoirs du bénéficiaire de l'autorisation	<p><b>Art. 15</b> <sup>1</sup> Le bénéficiaire d'une autorisation annonce assez tôt aux organes compétents de la commune, voire à l'Office de l'environnement, le début de la construction ou d'autres travaux.</p> <p><sup>2</sup> Il annonce les installations achevées, en vue de leur réception, avant d'en recouvrir les parties importantes et avant de les mettre en exploitation.</p> <p><sup>3</sup> Si le bénéficiaire de l'autorisation néglige ses devoirs et que cela rend le contrôle des installations plus difficile, il doit prendre à sa charge les frais supplémentaires occasionnés par sa négligence.</p>

<sup>4</sup> Pour le surplus, la commune et l'Office de l'environnement ont la faculté de porter en compte, en plus des émoluments, le remboursement des dépenses qui en résultent.

Procès-verbal de  
réception

**Art. 16** En fonction des installations, l'Office de l'environnement peut conditionner l'octroi de l'autorisation à l'établissement d'un procès-verbal de réception.

### CHAPITRE III : Police des eaux

Autorités  
compétentes  
a) Office de  
l'environnement

**Art. 17** L'Office de l'environnement est l'autorité compétente en matière de gestion des eaux. Ses collaborateurs ont libre accès à toutes les constructions et installations servant à la protection des eaux.

b) Communes

**Art. 18** <sup>1</sup> Sous réserve de l'article 17, la police des eaux incombe à l'autorité communale compétente.

<sup>2</sup> A cet effet, celle-ci assume notamment les tâches suivantes :

- a) veiller à l'application des prescriptions légales et à la bonne exécution des décisions, pour autant que la loi ne déclare pas compétente une autre autorité;
- b) contrôler la construction, l'exploitation et l'entretien réguliers des ouvrages en lien avec la protection des eaux. Le contrôle des installations ou mesures ne délie pas le propriétaire ou l'exploitant de son obligation de respecter les prescriptions légales; le propriétaire ou exploitant n'est en particulier pas libéré de l'obligation de recourir à d'autres mesures de protection en cas d'insuffisance de la fonction épurative ou d'autre danger d'altération des eaux;
- c) informer l'Office de l'environnement de toute décision importante prise dans le domaine technique de la protection des eaux, notamment si elle entraîne des modifications importantes aux constructions et installations autorisées (renouvellements, adaptations, assainissements, etc.);
- d) exécuter les autres obligations de contrôle et d'examen telles que la prise d'échantillons dans une station d'épuration à l'intention de l'autorité de surveillance, les analyses simples de la qualité des eaux locales ou les recherches de caractère statistique selon la législation fédérale.

<sup>3</sup> Les dispositions de la législation sur les constructions et l'aménagement du territoire relatives à la police des constructions sont applicables par analogie aux activités de l'autorité communale en matière de police des eaux.

Mesures  
immédiates de  
prévention

**Art. 19** En cas de danger existant ou imminent de pollution de l'eau, la commune prend les mesures immédiates nécessaires, telles que la mise hors service de réservoirs, d'installations de fabrication ou d'eaux usées, l'enlèvement d'installations défectueuses, l'inspection du sol ou d'autres matières ou l'interdiction d'habiter.

Risques de  
pollution

**Art. 20** <sup>1</sup> Toute personne constatant un risque de pollution est tenue d'en informer la commune concernée.

<sup>2</sup> La commune prend les mesures qui s'imposent, au besoin en recourant au service de secours ou à la police cantonale.

<sup>3</sup> Elle signale immédiatement tout risque de pollution à l'Office de l'environnement, qui en informe les autres services concernés.

## CHAPITRE IV : Gestion des eaux de surface

### SECTION 1 : Planification communale

**Art. 21** <sup>1</sup> L'Office de l'environnement définit le contenu minimal des règlements sur la gestion des eaux de surface (RGES), tels que prévus par l'article 22 de la loi sur la gestion des eaux<sup>2)</sup>, par l'établissement d'un règlement-type.

<sup>2</sup> Lors de l'élaboration de leur RGES, les communes tiennent compte des dispositions de leur règlement sur les constructions relatives à l'espace réservé aux eaux (ERE).

### SECTION 2 : Taxe communale pour la gestion des eaux de surface

Assujettissement

**Art. 22** <sup>1</sup> Les propriétaires fonciers sont soumis à la taxe proportionnellement à la valeur officielle de leurs immeubles.

<sup>2</sup> Sont exemptés de la taxe :

- a) les propriétaires d'installations liées à un prélèvement d'eaux de surface dont la concession stipule une obligation d'entretien du périmètre;
- b) les immeubles sans valeur officielle (routes, chemins de fer, terrains militaires, etc.).

<sup>3</sup> Les propriétaires d'immeubles sans valeur officielle ou les concessionnaires au sens de l'alinéa 2, lettre a, peuvent être amenés à participer aux frais liés à des mesures en fonction du bénéfice qu'ils en retirent. Les modalités de la participation peuvent être fixées par convention entre les propriétaires et les communes.

Montant de la  
taxe

**Art. 23** <sup>1</sup> La taxe communale sur la gestion des eaux de surface doit couvrir au minimum les frais liés à leur entretien.

<sup>2</sup> L'Office de l'environnement valide le taux de la taxe communale avant qu'il ne soit fixé dans le règlement communal sur la gestion des eaux de surface.

### **SECTION 3 : Subventions en faveur de mesures d'aménagement liées à la protection contre les crues et à la revitalisation**

1. Principes

**Art. 24** <sup>1</sup> Des subventions peuvent être octroyées aux communes pour des mesures d'aménagement liées à la protection contre les crues au sens de la loi fédérale sur l'aménagement des cours d'eau<sup>4</sup> (ci-après : "mesures de protection") et à la revitalisation au sens de la loi fédérale sur la protection des eaux<sup>5</sup> (ci-après : "mesures de revitalisation").

<sup>2</sup> L'Etat peut octroyer des subventions pour la réalisation de projets qui ne figurent pas dans la planification des revitalisations selon l'article 103 de la loi sur la gestion des eaux<sup>2</sup>. Ces projets sont en principe portés par les communes concernées, voire par les propriétaires fonciers privés.

<sup>3</sup> Les projets de revitalisation menés dans le cadre d'améliorations structurelles dans l'agriculture sont portés par la collectivité en charge du dossier. Les subventions sont octroyées selon les dispositions légales y relatives.

2. Directives du  
Département

**Art. 25** Le département auquel est rattaché l'Office de l'environnement (dénommé ci-après : "le Département") précise, par voie de directives, les exigences et la procédure relatives au subventionnement des projets d'aménagement des cours d'eau.

3. Mesures de  
protection  
a) Conditions  
du droit à la  
subvention

**Art. 26** <sup>1</sup> Pour pouvoir bénéficier d'une subvention de l'Etat, une mesure de protection doit respecter les exigences et les principes de la législation sur la gestion des eaux. En particulier, les exigences relatives à la protection des personnes, de l'environnement et des biens contre les dangers naturels grâce à la gestion intégrée des risques doivent être respectées.



<sup>2</sup> Une mesure de protection doit notamment remplir les conditions suivantes au démarrage du projet :

- a) les processus dangereux sont d'origine naturelle (épandage d'alluvions, érosion des berges, inondations, ruissellement);
- b) la réalisation de la mesure est conforme aux exigences techniques reconnues et permet de combler les déficits identifiés (sécuritaires, écologiques);
- c) la mesure permet de ramener les risques à un niveau acceptable;
- d) la rentabilité de la mesure est démontrée;
- e) le projet doit garantir qu'une dynamique propre au cours d'eau est rétablie dans l'espace réservé aux eaux;
- f) les aménagements écologiques doivent permettre d'augmenter les fonctions naturelles du cours d'eau.

b) Biens à protéger

**Art. 27** <sup>1</sup> Une mesure de protection doit contribuer à protéger :

- a) les zones habitées, à l'exception des installations et des constructions touristiques situées en dehors de la zone à bâtir;
- b) les voies de communication;
- c) les conduites servant au transport de gaz, d'eau, d'électricité, ainsi que les conduites d'égouts;
- d) les surfaces agricoles utiles.

<sup>2</sup> Si le danger était connu au moment de la construction du bâtiment ou de l'installation, toute subvention pour une mesure de protection y relative est exclue.

c) Dépenses donnant droit à subvention

**Art. 28** Les dépenses donnant droit à subvention sont les suivantes :

- a) les honoraires d'étude;
- b) les frais pour les travaux de construction;
- c) les frais liés au remplacement et à la remise en état d'installations de protection existantes;
- d) les frais pour le déplacement d'infrastructures et d'installations menacées;
- e) l'acquisition du terrain nécessaire à la construction d'ouvrages de protection et à l'aménagement des berges.

d) Dépenses ne donnant pas droit à subvention

**Art. 29** Ne donnent notamment pas droit à subvention :

- a) les frais administratifs;
- b) les primes d'assurances;
- c) les taxes et frais relatifs à la mise en décharge, à l'exception des matériaux pollués qui ne peuvent être éliminés que dans une installation appropriée;
- d) l'entretien annuel des installations;
- e) les intérêts intercalaires.

e) Coûts  
imputables et clé  
de répartition des  
coûts

**Art. 30** <sup>1</sup> Le montant des coûts imputables doit être approuvé par le Département sur la base d'une clé de répartition des coûts entre les acteurs concernés.

<sup>2</sup> Pour les ouvrages (ponts et autres infrastructures routières, équipements de chantier et autres installations publiques), ce montant est défini notamment en fonction de leur utilité, de leur état et de la plus-value qui est apportée par le projet.

f) Demande

**Art. 31** La demande de subvention, dûment motivée, doit être adressée à l'Office de l'environnement, accompagnée des documents suivants :

- a) le projet de la mesure avec l'ensemble des éléments techniques;
- b) les devis, y compris la clé de financement et la répartition des coûts;
- c) les documents administratifs liés à la mesure, tels que le permis de construire ou le plan spécial approuvé par le Service du développement territorial, la décision de l'autorité communale compétente relative à l'octroi des crédits et les décisions des différentes autorités cantonales concernées.

g) Taux des  
subventions

**Art. 32** <sup>1</sup> Le taux de base des subventions cantonales pour l'aménagement des cours d'eau est de 10 % des coûts admis. Il peut s'élever au maximum à 20 % si :

- a) le projet répond à des exigences de qualité écologique;
- b) le projet et les études sont réalisés à l'échelle du bassin versant, c'est-à-dire qu'ils regroupent plusieurs communes.

<sup>2</sup> La subvention fédérale est ajoutée à la part de l'Etat. Le montant de la contribution de la Confédération est déterminé selon les règles établies par celle-ci.

## CHAPITRE V : Utilisation des eaux

### SECTION 1 : Concessions de force hydraulique et d'approvisionnement en eau potable

Autorisation  
préalable

**Art. 33** La demande d'autorisation préalable au sens de l'article 47 de la loi sur la gestion des eaux<sup>2)</sup> correspond à une demande d'établir un projet et peut être formulée en termes généraux ou selon une formule établie par les services compétents.

Demande de  
concession

**Art. 34** La demande de concession au sens de l'article 49 de la loi sur la gestion des eaux<sup>2)</sup> doit être établie au moyen de la formule officielle.

Examen de la requête	<p><b>Art. 35</b> <sup>1</sup> La Section de l'aménagement du territoire ou l'Office de l'environnement examine la demande de concession, après avoir requis les préavis des autres services concernés. L'autorité peut s'adjoindre des experts et prendre toutes mesures qu'elle juge nécessaires.</p> <p><sup>2</sup> Le requérant est tenu de fournir à l'autorité les pièces justificatives et les informations nécessaires à cet effet.</p> <p><sup>3</sup> Si la demande de concession ne satisfait pas aux prescriptions de forme et de fond, l'autorité informe le requérant sans délai des lacunes constatées et l'invite à y remédier.</p>
Dépôt public	<p><b>Art. 36</b> Si la demande de concession satisfait aux prescriptions de forme et après avoir requis les préavis des autres services concernés, la Section de l'aménagement du territoire ou l'Office de l'environnement dépose publiquement le dossier avec les plans (art. 50 LGEaux<sup>2</sup>).</p>
Examen des oppositions	<p><b>Art. 37</b> <sup>1</sup> La Section de l'aménagement du territoire ou l'Office de l'environnement examine les oppositions.</p> <p><sup>2</sup> A la demande de l'autorité, l'opposant est tenu de produire tous renseignements ou compléments relatifs à son opposition. A cet effet, l'autorité lui fixe un délai convenable.</p>
Proposition	<p><b>Art. 38</b> Sur la base de son examen et des préavis des services concernés, la Section de l'aménagement du territoire ou l'Office de l'environnement transmet la demande et sa proposition à l'autorité concédante.</p>
Objet de la proposition	<p><b>Art. 39</b> La proposition de la Section de l'aménagement du territoire ou de l'Office de l'environnement porte sur les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) l'octroi ou le refus de la concession de force hydraulique ou d'approvisionnement en eau potable;</li> <li>b) la suite à donner aux oppositions;</li> <li>c) les plans de construction exigés du requérant;</li> <li>d) les frais et émoluments imposés à charge du requérant;</li> <li>e) la notification de la décision.</li> </ul>
Acte de concession a) En général	<p><b>Art. 40</b> <sup>1</sup> La concession de force hydraulique ou d'approvisionnement en eau potable accordée, il est délivré au requérant un acte contenant notamment les indications suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le nom et le domicile du concessionnaire;</li> </ul>

- b) l'étendue du droit concédé, le débit concédé, le mode d'utilisation et l'usage de l'eau;
- c) une description des ouvrages et installations;
- d) des prescriptions obligatoires à titre général, telles que celles touchant la responsabilité et le domicile juridique;
- e) des prescriptions sur la durée, le transfert, le renouvellement, le retour à l'Etat, la déchéance et le rachat de la concession;
- f) des dispositions sur l'exploitation et l'entretien des installations et du cours d'eau;
- g) les délais fixés pour commencer les travaux et terminer l'installation;
- h) la réserve des droits des tiers;
- i) la taxe d'octroi, la redevance annuelle et les émoluments;
- j) les autres conditions et charges fixées sur la base des lois fédérales.

<sup>2</sup> La concession peut stipuler des droits connexes aux affaires du concessionnaire, tels que participation au bénéfice, réduction du prix de l'énergie selon le bénéfice net ou partage de la ressource.

<sup>3</sup> Les clauses de la concession tiennent compte de l'intérêt public.

<sup>4</sup> L'arrêté d'octroi ou de renouvellement de la concession est publié dans le Journal officiel sous forme d'extrait.

<sup>5</sup> L'arrêté de transfert de concession n'est pas publié.

b) de force hydraulique

**Art. 41** En plus des éléments mentionnés à l'article 40, l'acte de concession de force hydraulique contient :

- a) la délimitation du tronçon de cours d'eau à aménager, la hauteur de chute brute et de chute nette en mètres, le débit résiduel, la puissance en kW;
- b) cas échéant, les règles relatives à la protection de la pêche.

Modification de la concession

**Art. 42** <sup>1</sup> En cas de modification de la concession, les articles 35 à 41 sont applicables par analogie au projet de modification.

<sup>2</sup> Les éléments déjà contenus dans l'acte de concession ne sont pas soumis à une nouvelle procédure.

## SECTION 2 : Autres concessions

Renvoi

**Art. 43** <sup>1</sup> Les articles 34 à 38 et 40 à 42 sont applicables par analogie aux autres concessions.

<sup>2</sup> L'autorité compétente pour l'octroi des autres concessions est l'Office de l'environnement.

Décision **Art. 44** L'Office de l'environnement rend sa décision en tenant compte des préavis des autres services concernés.

Acte de concession de chaleur **Art. 45** Pour les concessions de chaleur, outre les éléments mentionnés à l'article 40, l'acte de concession indique le point de restitution des eaux ainsi que la température ou modification de température de celles-ci.

### SECTION 3 : Redevances annuelles

1. Principes  
a) Débiteurs **Art. 46** <sup>1</sup> Les taxes de concession et émoluments uniques pour des concessions sont dus par le bénéficiaire à la date de l'octroi, de l'extension, du renouvellement, de la modification ou du transfert.

<sup>2</sup> L'autorité habilitée à accorder la concession peut accorder des facilités de paiement jusqu'à la mise en service d'une installation, nouvelle ou agrandie.

b) Echéance **Art. 47** <sup>1</sup> Le concessionnaire doit la redevance annuelle au 31 mars de l'année civile en cours.

<sup>2</sup> En cas de retard dans le paiement, il est perçu un intérêt moratoire de 5 %.

c) Débit de référence pour les eaux souterraines **Art. 48** <sup>1</sup> Dans le cas où la durée effective d'utilisation des eaux publiques est inférieure à 500 heures par an, le débit de référence pour les eaux souterraines peut être inférieur au débit concédé.

<sup>2</sup> Le débit de référence est fixé par l'Office de l'environnement. Il correspond à la valeur utilisée pour taxer l'eau.

2. Concession de force hydraulique  
a) Principe **Art. 49** <sup>1</sup> Pour les concessions des forces hydrauliques, l'Office de l'environnement perçoit une redevance hydraulique annuelle conformément au tarif fixé par la législation fédérale.

<sup>2</sup> La méthode de calcul de la puissance théorique utilisée pour le calcul de la redevance hydraulique est définie par le Département.

b) Réduction **Art. 50** Si, pendant quatre semaines au moins le concessionnaire ne peut pas utiliser la force hydraulique en raison de causes étrangères à ses installations, mais autres que des événements naturels, l'autorité concédante peut temporairement réduire la redevance annuelle, mais au maximum de moitié.

c) Impôts  
spéciaux

**Art. 51** La taxe immobilière perçue par les communes sur les forces hydrauliques est remboursée par l'Etat au concessionnaire si ce dernier atteste l'avoir payée et dans la mesure où, en vertu de la législation fédérale, elle entre en ligne de compte pour la redevance hydraulique.

d) Situation  
exceptionnelle

**Art. 52** En cas de situation exceptionnelle telle que des difficultés sur le marché de l'électricité, le Gouvernement peut renoncer temporairement à une partie de la redevance hydraulique annuelle lorsque cette mesure favorise le maintien de l'exploitation de l'entreprise du concessionnaire. La réduction de la redevance est proportionnelle au rapport entre le montant de la redevance et les produits dégagés par l'activité concédée.

3. Autres  
concessions

**Art. 53** <sup>1</sup> Pour les autres concessions, la redevance annuelle par litre-minute concédé pour les eaux de surface est fixée en fonction des utilisations suivantes :

- a) approvisionnement en eau potable : 1.50 franc;
- b) exploitation thermique : 0.30 franc par degré de modification de la température;
- c) usage agricole ou piscicole : 0.30 franc;
- d) usage industriel ou artisanal : 3 francs;
- e) alimentation de plans d'eau : 0.25 franc.

<sup>2</sup> Pour les autres concessions, la redevance annuelle par litre-minute concédé pour les eaux souterraines est fixée en fonction des utilisations suivantes :

- a) approvisionnement en eau potable : 6.00 francs;
- b) exploitation thermique : 0.30 franc par degré de modification de la température;
- c) usage agricole ou piscicole : 1.20 franc;
- d) usage industriel ou artisanal : 10 francs;
- e) alimentation de plans d'eau : 1 franc.

4. Utilisation non  
autorisée

**Art. 54** En cas d'utilisation non autorisée des eaux publiques, les redevances annuelles éludées sont dues, y compris les intérêts moratoires courus, pour les cinq dernières années au plus. Cette disposition s'applique aussi en cas d'octroi subséquent d'une concession.

5. Exemptions

**Art 55** L'Etat peut renoncer, totalement ou partiellement, à prélever une redevance annuelle, dans les cas suivants :

- a) l'unique but visé par le prélèvement d'eau est le maintien de l'équilibre d'un écosystème protégé selon la législation fédérale ou cantonale;

- b) un établissement de pisciculture élève principalement des poissons de repeuplement destinés aux eaux publiques;
- c) la prise d'eau de surface est destinée à enrichir les eaux souterraines;
- d) la prise d'eau est effectuée uniquement en cas de nécessité, par exemple pour combattre un incendie ou pour les besoins de la protection civile.

## CHAPITRE VI : Approvisionnement en eau et assainissement des eaux

### SECTION 1 : Planification communale

1. Approvisionnement en eau  
a) Documents

**Art. 56** <sup>1</sup> Les communes établissent les documents suivants et les mettent à jour en conformité avec la réglementation cantonale ainsi qu'avec les normes techniques reconnues, notamment celles de la société suisse de l'industrie du gaz et des eaux (SSIGE) :

- a) un plan général d'alimentation en eau (PGA);
- b) un règlement relatif à l'approvisionnement en eau potable (RAEP);
- c) un règlement tarifaire relatif à l'approvisionnement en eau potable.

<sup>2</sup> L'Office de l'environnement établit les documents suivants :

- a) un cahier des charges-type de PGA;
- b) un règlement-type relatif à l'approvisionnement en eau potable.

<sup>3</sup> Le Département établit une directive relative au financement de l'approvisionnement en eau potable.

b) PGA et cadastre des installations

**Art. 57** <sup>1</sup> Le PGA régit l'approvisionnement en eau potable dans la zone d'approvisionnement.

<sup>2</sup> Les communes tiennent à jour le cadastre des installations d'approvisionnement en eau. Elles envoient gratuitement une fois par an à l'Office de l'environnement et à l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention les données informatiques y relatives, ainsi qu'un compte-rendu des interventions effectuées. La communication de ces éléments a lieu dans la forme prescrite par l'Office de l'environnement.

2. Assainissement des eaux  
a) Documents

**Art. 58** <sup>1</sup> Les communes établissent les documents suivants et les mettent à jour en conformité avec la réglementation cantonale ainsi qu'avec les normes techniques reconnues, notamment celles de l'association suisse des professionnels de la protection des eaux (VSA) :

- a) un plan général d'évacuation des eaux (PGEE);

- b) un plan général d'évacuation hors zone (PGHZ);
- c) un règlement relatif à l'évacuation et au traitement des eaux (RETE);
- d) un règlement tarifaire relatif à l'évacuation et au traitement des eaux.

<sup>2</sup> L'Office de l'environnement établit un règlement-type relatif à l'évacuation et au traitement des eaux.

<sup>3</sup> Le Département établit une directive relative au financement de l'assainissement des eaux.

b) Plan général d'évacuation des eaux (PGEE)

**Art. 59** <sup>1</sup> Le PGEE régit l'évacuation et le traitement des eaux dans le périmètre des égouts publics.

<sup>2</sup> Tous les bien-fonds situés dans le périmètre des égouts publics doivent être raccordés au système d'assainissement central.

<sup>3</sup> Les communes tiennent à jour le cadastre des canalisations. Elles envoient les données informatiques dans la structure et le format exigés une fois par an à l'Office de l'environnement, ainsi qu'un compte-rendu annuel des actions entreprises. Les données sont mises à disposition de l'Office de l'environnement gratuitement.

c) Plan général d'évacuation hors zone (PGHZ)

**Art. 60** <sup>1</sup> Le PGHZ régit l'évacuation et le traitement des eaux hors du périmètre des égouts publics.

<sup>2</sup> Les producteurs d'eaux usées et les propriétaires de bien-fonds situés hors du périmètre des égouts publics doivent posséder des installations privées d'évacuation et de traitement des eaux usées et pluviales.

<sup>3</sup> Les communes tiennent à jour un registre de l'état et du contrôle des installations hors du périmètre des égouts publics. Elles envoient les données informatiques dans la structure et le format exigés une fois par an à l'Office de l'environnement. Les données sont mises à disposition de l'Office de l'environnement gratuitement.

## **SECTION 2 : Maintien de la valeur des installations d'approvisionnement et d'assainissement**

Principe et définitions

**Art. 61** <sup>1</sup> Le maintien de la valeur des installations d'approvisionnement et d'assainissement est assuré par des attributions annuelles calculées sur la base de la valeur de remplacement (VR) et de la durée d'utilisation des installations.



<sup>2</sup> La valeur de remplacement équivaut à la valeur totale à neuf des installations.

<sup>3</sup> La durée d'utilisation correspond à la durée de vie technique normalisée des installations.

Durées  
d'utilisation et  
valeurs de  
remplacement

**Art. 62** <sup>1</sup> Les durées d'utilisation des installations d'approvisionnement sont les suivantes :

- |                                    |                           |
|------------------------------------|---------------------------|
| a) Conduites et hydrantes :        | 80 ans ou 1.25 % de la VR |
| b) Réservoirs :                    | 66 ans ou 1.50 % de la VR |
| c) Captages, stations de pompage : | 50 ans ou 2.00 % de la VR |
| d) Stations de traitement :        | 33 ans ou 3.00 % de la VR |

<sup>2</sup> Les durées d'utilisation des installations d'assainissement sont les suivantes :

- |                        |                           |
|------------------------|---------------------------|
| a) Collecteurs :       | 80 ans ou 1.25 % de la VR |
| b) STEP :              | 33 ans ou 3.00 % de la VR |
| c) Ouvrages spéciaux : | 50 ans ou 2.00 % de la VR |

Dispositions  
communes  
1. En général

**Art. 63** <sup>1</sup> Des subventions peuvent être allouées aux communes, à des organisations privées ou à des particuliers pour des études, des mesures d'organisation du territoire et pour la construction d'ouvrages et d'installations.

<sup>2</sup> Le projet doit apporter une plus-value allant au-delà des besoins des utilisateurs des réseaux communaux concernés.

2. Projet de  
référence servant  
à déterminer le  
taux de  
subvention

**Art. 64** <sup>1</sup> Le projet économiquement le plus avantageux sert de référence pour calculer la subvention.

<sup>2</sup> L'Office de l'environnement peut entreprendre toute mesure utile en vue de contrôler si le projet du requérant est économiquement le plus avantageux. Il peut en particulier demander l'établissement d'une contre-expertise.

<sup>3</sup> Si le projet du requérant est moins onéreux que le projet économiquement le plus avantageux, la subvention est réduite en conséquence.

3. Dépenses  
donnant droit à  
subvention

**Art. 65** Les dépenses donnant droit à subvention sont les suivantes :

- a) les honoraires d'étude;
- b) les frais de construction conformes au projet admis par l'Office de l'environnement.

4. Dépenses ne donnant pas droit à subvention

**Art. 66** Ne donnent notamment pas droit à subvention :

- a) l'équipement technique des zones à bâtir (art. 84 et suivants de la loi sur les constructions et l'aménagement du territoire<sup>3)</sup>);
- b) les travaux d'entretien, d'assainissement et de remplacement des installations existantes, sous réserve des articles 72, chiffre 2, lettre a, et 73, chiffre 2, lettre b;
- c) l'acquisition du terrain ou la constitution d'un droit réel limité nécessaire à la construction de l'installation;
- d) les frais administratifs liés à la construction de l'installation;
- e) les intérêts intercalaires;
- f) les compensations agricoles (pertes de cultures);
- g) l'exploitation et l'entretien des installations;
- h) les recherches d'eau potable entreprises sans base scientifique suffisante.

5. Conditions

**Art. 67** Il n'est octroyé de subvention que :

- a) sur la base d'un PGA ou d'un PGEE actualisé et approuvé par l'Office de l'environnement;
- b) si les données mentionnées aux articles 59, alinéa 3, et 60, alinéa 3, ont été transmises.

6. Demande

**Art. 68** La demande de subvention, dûment motivée, doit être adressée par écrit à l'Office de l'environnement accompagnée des documents suivants :

- a) le projet avec l'ensemble des éléments techniques;
- b) les devis, y compris la clé de financement et la répartition des coûts;
- c) les documents administratifs liés à la mesure tels que le permis de construire ou le plan spécial approuvé par le Service du développement territorial, la décision de l'autorité communale compétente relative à l'octroi des crédits et les décisions des différentes autorités cantonales concernées.

7. Proposition de l'Office de l'environnement

**Art. 69** L'Office de l'environnement soumet une proposition à l'autorité compétente qui porte sur les points suivants :

- a) l'octroi ou le refus de la subvention;
- b) la correspondance du projet du requérant avec le projet économiquement le plus avantageux;
- c) les installations et mesures subventionnables;
- d) les conditions et les charges liées à la subvention;
- e) les frais et émoluments à charge du requérant.

8. Décision de l'autorité compétente

**Art. 70** Sur la base de la proposition de l'Office de l'environnement, l'autorité compétente statue sur la demande de subvention.

9. Subvention  
fédérale

**Art. 71** La subvention fédérale est ajoutée à la part de l'Etat. Le montant de la contribution de la Confédération est déterminé selon les règles établies par celle-ci.

10. Taux des  
subventions  
a) Alimentation  
en eau potable

**Art. 72<sup>7)</sup>** Le taux des subventions en matière d'alimentation en eau potable est fixé selon le barème suivant :

1. Etudes

a) Plan général d'alimentation en eau (PGA) :	30 %
b) Zones de protection des ressources (EPIK) :	30 %
c) Recherche d'eau :	30 %
d) Etudes organisationnelles par bassin versant :	30 %
e) Projet novateur d'intérêt particulier :	20 à 80 %
f) Etude complémentaire demandée dans l'intérêt cantonal :	80 %

2. Installations

a) Captage de sources, puits et réfection y relatives :	30 %
b) Forages profonds :	30 %
c) Dispositif de suivi quantitatif / qualitatif des ressources :	60 %

3. Adduction et transport d'eau

Interconnexion de réseaux entre communes ou localités (entités urbanisées selon la loi fédérale sur l'aménagement du territoire <sup>6)</sup> ) y compris station de pompage :	30 %
--	------

4. Divers

Réalisation d'infrastructures stratégiques découlant de la planification cantonale :	20 à 80 %
--	-----------

b) Evacuation et  
épuration des  
eaux

**Art. 73<sup>7)</sup>** Le taux des subventions en matière d'assainissement des eaux est fixé selon le barème suivant :

1. Etudes

a) Plan général d'évacuation des eaux (PGEE et PGHZ) :	30 %
b) Mise à niveau du PGEE et du PGHZ selon les standards de l'Office de l'environnement :	30 %
c) Etudes organisationnelles par bassin versant :	30 %
d) Projet novateur d'intérêt particulier :	20 à 80 %

e) Etude complémentaire demandée dans l'intérêt cantonal :	80 %
2. Installations	
Renouvellement ou réhabilitation des STEP représentant moins de 1 000 équivalents-habitants (EH), entrées en service avant le 01.01.1992 et ne correspondant plus à l'état de la technique :	15 %
3. Collecteurs	
Interconnexion de réseaux entre communes ou localités (entités urbanisées selon la loi sur l'aménagement du territoire) :	30 %
4. Divers	
Réalisation d'infrastructures stratégiques découlant de la planification cantonale :	20 à 80 %

Dispositions  
propres à  
l'approvisionne-  
ment en eau  
1. Recherche  
d'eau

**Art. 74** Les recherches d'eau ne sont subventionnées que si elles sont réalisées sous la direction d'un spécialiste reconnu par l'Office de l'environnement.

2. Travaux de  
captage

**Art. 75** <sup>1</sup> Les travaux relatifs au captage de nouvelles ressources en eau ne sont subventionnés qu'en cas d'exploitation optimale des captages existants et en tenant compte de l'état des conduites de distribution.

<sup>2</sup> En présence de plusieurs captages possibles, la préférence est donnée à celui qui offre l'eau de la meilleure qualité.

<sup>3</sup> Les eaux destinées à l'alimentation doivent être déclarées potables par le Service de la consommation et des affaires vétérinaires, le cas échéant après traitement.

## CHAPITRE VII : Dispositions diverses

Citernes	<b>Art. 76</b> Les communes recherchent les anciennes citernes contenant des liquides pouvant polluer les eaux et surveillent l'exécution des mesures d'assainissement en appliquant les prescriptions en matière de protection des eaux.
Entretien	<b>Art. 77</b> L'entretien, et en particulier les révisions obligatoires, des citernes contenant des liquides pouvant polluer les eaux et des installations qui y sont liées est de la responsabilité de leurs propriétaires, conformément aux dispositions y relatives du droit fédéral.
Obligation d'annonce	<b>Art. 78</b> Toute installation de citerne de plus de 450 litres contenant du mazout ou des liquides pouvant polluer les eaux doit être communiquée à l'Office de l'environnement au moyen de la formule officielle.
Déchets liquides et boueux	<p><b>Art. 79</b> <sup>1</sup> Les communes veillent à la vidange des séparateurs d'huile et d'essence, ainsi qu'à l'élimination de déchets liquides ou boueux provenant de particuliers, d'entreprises industrielles ou artisanales et qui ne se prêtent pas à être traités dans les stations d'épuration des eaux.</p> <p><sup>2</sup> Elles réglementent la vidange des installations privées de traitement des eaux usées ménagères.</p>
Lavage de véhicules à moteur	<b>Art. 80</b> Est interdit le lavage de véhicules à moteur de tout genre au moyen de produits de lavage, rinçage et nettoyage en des lieux qui ne disposent pas d'une conduite d'évacuation des eaux vers une station d'épuration.

## CHAPITRE VIII : DISPOSITIONS TRANSITOIRES ET FINALES

Installations d'approvisionnement privées existantes	<b>Art. 81</b> Les propriétaires d'immeubles situés dans la zone d'approvisionnement qui disposent, au moment de l'entrée en vigueur de la présente ordonnance, d'installations d'approvisionnement privées ne sont pas tenus de se raccorder au réseau de conduites publiques.
Abrogation	<p><b>Art. 82</b> Sont abrogées :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li>1. l'ordonnance du 6 décembre 1978 sur la protection des eaux;</li> <li>2. l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les installations d'alimentation en eau potable;</li> </ol>

3. l'ordonnance du 6 décembre 1978 déterminant les eaux du domaine public et les eaux privées placées sous la surveillance de l'Etat;
4. l'ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi du 26 octobre 1978 sur l'utilisation des eaux.

Disposition  
transitoire

**Art. 82a<sup>8)</sup>** Les demandes de subvention pendantes au jour de l'entrée en vigueur de la modification du 30 mai 2023 sont soumises au nouveau droit.

Entrée en vigueur

**Art. 83** La présente ordonnance entre en vigueur immédiatement.

Delémont, le 29 novembre 2016

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Charles Juillard

Le chancelier : Jean-Christophe Kübler

## Annexe

### Compétence pour l'octroi des autorisations en matière de protection de l'environnement

Projet de construction	Autorisation commune <sup>1)</sup>	Autorisation ENV	Notice ENV	
<b>Evacuation des eaux des biens-fonds</b>				
Construction et transformation sans raccordement à la STEP ou construction d'une petite station d'épuration		X		
Construction et transformation avec raccordement à la STEP	X			
Déversement d'eaux usées non polluées dans un plan ou cours d'eau <sup>1)</sup>		X		
Aménagement d'une pièce supplémentaire avec eau courante	X			
Installation supplémentaire : douche, salle de bain, WC (installations avec production d'eaux usées)	X			
Jardin d'hiver, remise à outils, abri (arrêts de bus)	X			
Place de parc, abri pour voitures et vélos	X			
Hangar, garage et parking couvert avec ou sans production d'eaux usées	X			
Piscine privée, spa ou jacuzzi	X		Oui	Directive ENV EA 06
Chauffage à condensation	X			
Cimetière		X		
<b>Installations d'infiltration des eaux pluviales</b>				
Toiture, surfaces accessibles d'appartement en attique, toiture-terrasse, balcon :				
– Type a (infiltration superficielle avec passage au travers d'une couche d'humus)	X			
– Type b (infiltration souterraine sans passage au travers d'une couche d'humus)		X		
Place aménagée devant la maison, voie d'accès à la maison, place de parc, rue communale et rue privée	X(a)	X(b)		
Eaux claires parasites : eaux de fontaine et de drainage, eaux souterraines, eaux de source et eaux de refroidissement non polluées	X(a)	X(b)		
Installation d'infiltration située sur un site industriel ou artisanal		X	Oui	Voir aide à l'exécution IN41
Infiltration dans des installations centralisées		X		
Infiltration profonde (dans des forages)		X		

<b>Projet de construction</b>	<b>Autorisation commune<sup>1)</sup></b>	<b>Autorisation ENV</b>	<b>Notice ENV</b>	
<b>Installations d'infiltration des eaux pluviales (suite)</b>				
Infiltration d'eaux usées traitées		X		
<b>Agriculture</b>				
Constructions et transformations en lien direct avec l'exploitation agricole		X		
<b>Industrie et artisanat</b>				
Tout projet de construction ou d'installation et tout changement d'affectation, qui, selon le questionnaire 4.1 (Protection des eaux Industrie et artisanat), exerce une ou plusieurs des activités suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>– production d'eaux industrielles et artisanales;</li> <li>– utilisation de matières dangereuses;</li> <li>– génération de déchets;</li> <li>– émission de polluants dans l'air;</li> <li>– génération d'émissions sonores y compris installation ventilation / climatisation.</li> </ul>		X	Oui	Voir aides à l'exécution IN41, IN13, IN20, place de transbordement, guide entreposage
Installation de traitement ou de prétraitement des eaux usées		X	Oui	Voir aide à l'exécution IN30
Entreprise soumise à l'ordonnance sur les accidents majeurs (OPAM)		X		
Entreprise de traitement de métaux, de traitement du bois, de peinture, de nettoyage à sec (lavage chimique), fabrique de béton, fabrique d'enrobé bitumineux, laboratoire, imprimerie, cabinet dentaire, abattoir, laiterie, fromagerie		X	Oui	Voir aides à l'exécution IN17, IN19, IN21, IN24, IN39, ig013
Garage, carrosserie, atelier de mécanique agricole, entreprise de transport, entreprise de génie civil et construction, industrie automobile, station-service, aire de lavage, aire de déstockage et d'entreposage		X	Oui	Voir aides à l'exécution IN18, AGC, nouveaux carburants
Entreprises de recyclage, de traitement de déchets, de récupération		X	Oui	Voir aide à l'exécution IN08A
Serre, culture intensive, jardinerie		X		
Grand magasin de vente et magasin spécialisé	X			
Entreprise de service sans eaux usées industrielles/artisanales, telles que banque, assurance, bureau, coiffeur, etc	X			
Boulangerie, boucherie (sans abattage), pharmacie, droguerie, cabinet médical et clinique vétérinaire	X			
Entreprise de restauration		X		



<b>Projet de construction</b>	<b>Autorisation commune<sup>1)</sup></b>	<b>Autorisation ENV</b>	<b>Notice ENV</b>	
<b>Citernes</b>				
Citerne de plus de 450 l contenant du mazout ou des liquides pouvant polluer les eaux (en fonction des dispositions pertinentes du droit fédéral)		X		
Citernes et conduites enterrées situées en zones Ao, Au, Zo et Zu		X		
Réservoirs d'eaux pluviales	X			
<b>Installations pour le sport et les loisirs</b>				
Golf, terrain de camping, terrain de sport, patinoire, stand de tir, terrain d'équitation et installation d'enneigement artificiel		X		
Bains publics, piscine publique		X		
<b>Cas particuliers</b>				
Construction dans les eaux souterraines, mise à découvert de la nappe phréatique, abaissement de la nappe phréatique <sup>2)</sup> , drainages <sup>1)</sup>		X		
Remblayage ou modelage du terrain qui n'est pas lié à d'autres projets de construction		X		Directive du DEN
Installation de traitement de déchets biogènes (compostage ou méthanisation), place de conditionnement		X		
Installation de climatisation, ventilation	X		Oui	Voir aide à l'exécution IN27
Installation d'alimentation en eau (réservoir, station de pompage, etc.)	X			
Utilisation d'eaux souterraines (p. ex. pompe à chaleur, eau d'usage)		X		Concession ou autorisation
Décharge : aménagement et exploitation		X		

### **Autres compétences**

<sup>1)</sup> Les autorisations délivrées en vertu d'autres dispositions légales qui concernent des zones particulières sont réservées.

La liste des notices de l'Office de l'environnement ne prétend pas être exhaustive. Les publications sur le site Internet de la République et Canton du Jura font foi.

En cas de doute, veuillez contacter par téléphone l'Office de l'environnement (032 420 48 00).

<sup>2)</sup> Le déversement d'eaux pluviales non polluées ou d'eaux claires parasites dans un cours d'eau ou un plan d'eau requiert une autorisation de police des eaux.

**Autres compétences (suite)**

La Section des permis de construire est compétente pour l'octroi des permis de construire des projets qui servent la commune.

Tout raccordement à une canalisation publique ou privée requiert l'approbation du propriétaire ainsi qu'une autorisation des autorités communales. Ces dernières effectuent un contrôle de réception du raccordement.

Les formulaires de demande (permis de construire) peuvent être téléchargés sur internet à l'adresse [www.jura.ch/spc](http://www.jura.ch/spc), resp. [www.jura.ch/env](http://www.jura.ch/env), ou être retirés auprès de l'administration communale. La demande doit être adressée à la commune, qui s'assurera que les formulaires utilisés correspondent à la dernière version éditée.

- 1) [RSJU 101](#)
- 2) [RSJU 814.20](#)
- 3) [RSJU 701.1](#)
- 4) [RS 721.100](#)
- 5) [RS 814.20](#)
- 6) [RS 700](#)
- 7) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 30 mai 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2023
- 8) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 30 mai 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2023

## Ordonnance concernant la réduction des primes dans l'assurance- maladie

du 25 octobre 2011

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 64a, 65, 65a et 66 de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (LAMal)<sup>[1](#)</sup>,

vu l'article 21a de la loi fédérale du 6 octobre 2006 sur les prestations complémentaires à l'AVS et à l'AI (LPC)<sup>[2](#)</sup>,

vu les articles 105d à 106e de l'ordonnance fédérale du 27 juin 1995 sur l'assurance-maladie (OAMal)<sup>[3](#)</sup>,

vu l'article 20, alinéa 3, de la loi du 20 décembre 1996 portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LiLAMal)<sup>[4](#)</sup>,

*arrête :*

### SECTION 1 : Dispositions générales

Champ  
d'application

**Article premier** La présente ordonnance règle les réductions de primes de l'assurance obligatoire des soins accordées aux assurés de condition économique modeste, ainsi que la couverture des primes, participations aux coûts et autres frais irrécouvrables.

Terminologie

**Art. 2** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

### SECTION 2 : Organisation

Service des  
contributions

**Art. 3** Le Service des contributions met à disposition de la Caisse de compensation du canton du Jura les données fiscales nécessaires préparées en vue du calcul du revenu déterminant.

Caisse de  
compensation

**Art. 4** <sup>1</sup> La Caisse de compensation du canton du Jura est l'organe administratif et décisionnel en matière de réduction des primes d'assurance-maladie et de prise en charge des créances irrécouvrables.

<sup>2</sup> Elle communique son calcul sous forme d'attestation ou de décision à chaque assuré ou famille (art. 15 et 19).

<sup>3</sup> Elle annonce régulièrement le droit à la réduction des primes aux assureurs.

<sup>4</sup> Elle édicte les directives nécessaires en la matière.

Assureurs

**Art. 5** <sup>1</sup> Les assureurs informent et conseillent leurs assurés en matière de réduction des primes.

<sup>2</sup> Ils fournissent tout renseignement utile au sujet du décompte annuel transmis à la Caisse de compensation.

Agences  
communales  
AVS

**Art. 6** <sup>1</sup> Les agences communales AVS renseignent et conseillent les assurés lors de leurs démarches visant à obtenir une réduction des primes.

<sup>2</sup> Elles tiennent des formules de demande de réduction des primes à la disposition des assurés.

### SECTION 3 : Calcul des réductions

Principes

**Art. 7** <sup>1</sup> Le Gouvernement arrête chaque année, par voie d'arrêté, les critères qui déterminent le cercle des bénéficiaires et les montants des réductions.

<sup>1bis</sup> A cet effet, il tient compte de l'évolution moyenne des primes, du subside fédéral et des disponibilités budgétaires cantonales. Dans la mesure du possible, il ne diminue pas le cercle des bénéficiaires.<sup>[15\)](#)</sup>

<sup>2</sup> Sous réserve de l'article 10, il définit la réduction maximale qui correspond à un pourcentage de la prime de l'assureur qui offre, sur l'ensemble du territoire cantonal, la prime la plus avantageuse.

<sup>3</sup> La prime la plus avantageuse selon l'alinéa 2 est calculée séparément pour les adultes, les adultes de moins de 25 ans révolus et les enfants de moins de 18 ans révolus.

<sup>4</sup> La prime est réduite, pour les enfants de moins de 18 ans révolus, de 80 % au moins de la prime la plus avantageuse, modèles d'assurance traditionnel et du médecin de famille confondus, offerte par un assureur sur l'ensemble du territoire cantonal.<sup>[14](#)[17](#)</sup>

<sup>5</sup> La prime est réduite, pour les adultes en formation de moins de 25 ans révolus qui sont à la charge de leurs parents, de 50 % au moins de la prime la plus avantageuse, modèles d'assurance traditionnel et du médecin de famille confondus, offerte par un assureur sur l'ensemble du territoire cantonal.<sup>[18](#)</sup>

Revenu  
déterminant

**Art. 8** <sup>1</sup> Le revenu imposable taxé définitivement pour l'avant-dernière année fiscale qui précède l'année d'assurance sert de base de calcul du revenu déterminant.

<sup>1bis</sup> Par revenu imposable au sens du présent article, on entend le revenu déterminant pour le taux, soit le revenu suisse et étranger (revenu mondial).<sup>[11](#)</sup>

<sup>2</sup> Le revenu imposable est corrigé de la manière suivante :

- a) le rendement ou l'excédent de dépenses provenant de la propriété immobilière, tous les intérêts passifs, les pertes des exercices commerciaux et les pertes de liquidation, ainsi que l'excédent de dépenses provenant de successions non partagées et de copropriétés, sont éliminés;
- b) la part du rendement immobilier qui excède l'ensemble des intérêts passifs est ajoutée;
- c) un montant supplémentaire par contribuable marié, veuf, divorcé ou séparé, sans enfant à charge, fixé chaque année est déduit;
- d) la déduction par contribuable avec enfant à charge est majorée d'un montant fixé chaque année;
- e) la déduction par enfant à charge est majorée d'un montant fixé chaque année;
- f)<sup>[12](#)</sup> un pourcentage allant jusqu'à 5 % de la fortune imposable déterminante pour le taux (fortune mondiale) taxée définitivement est ajouté; il est arrêté chaque année.

<sup>3</sup> Pour les personnes imposées à la source, le revenu imposable taxé définitivement pour l'année fiscale qui précède l'année d'assurance ou, à défaut, le revenu de l'année d'assurance sert de base de calcul au revenu déterminant. Seules les corrections prévues à l'alinéa 2, lettres c, d et e, sont apportées au revenu imposable ou, à défaut, au revenu de l'année d'assurance, pour autant que les membres de leur famille résident en Suisse au 1<sup>er</sup> janvier de l'année d'assurance considérée ou qu'ils y prennent domicile à la même date. Les requérants vivant seuls en Suisse sont considérés comme célibataires.

<sup>4</sup> Le revenu ainsi corrigé est le revenu déterminant en vue du calcul des réductions.

<sup>5</sup> Le revenu déterminant pour les parents est également valable pour les enfants dont ils assument la charge.

Cumul des  
revenus  
déterminants des  
concubins

**Art. 8a<sup>16)</sup>** <sup>1</sup> Les revenus déterminants des concubins, calculés selon l'article 8, sous réserve de l'alinéa 1<sup>bis</sup>, sont cumulés pour établir :

- a) le droit à la réduction des primes des enfants et adultes de moins de 25 ans en formation qu'ils ont en commun;
- b) la réduction de prime supplémentaire au sens de l'article 20, alinéa 1<sup>bis</sup>, de la loi portant introduction de la loi fédérale sur l'assurance-maladie<sup>4)</sup> <sup>17)</sup>

<sup>1bis</sup> Les déductions prévues à l'article 8, alinéa 2, lettre e, sont appliquées au concubin qui a le revenu imposable le plus élevé.<sup>18)</sup>

<sup>2</sup> La Caisse de compensation procède aux investigations nécessaires afin de déterminer si l'alinéa 1 s'applique. Les concubins sont tenus de collaborer à cet effet.

Calcul des  
réductions  
a) En général

**Art. 9** <sup>1</sup> Le montant total des subsides fédéraux et cantonaux est réparti sur le cercle des bénéficiaires défini par le Gouvernement.

<sup>2</sup> A cet effet, les assurés sont regroupés en fonction de leur revenu déterminant exprimé en paliers de mille francs.

<sup>3</sup> L'arrêté annuel fixe le montant maximal du revenu déterminant qui donne droit aux réductions de primes, ainsi que les réductions mensuelles et annuelles accordées en fonction des différents paliers du revenu déterminant.

b) Réduction  
totale des primes

**Art. 10<sup>8)9)13)14)</sup>** Une réduction totale de la prime est accordée aux catégories suivantes d'assurés domiciliés dans le canton du Jura :

- a) les bénéficiaires de prestations complémentaires à l'AVS/AI, jusqu'à concurrence de la prime de l'assureur qui offre, sur l'ensemble du territoire cantonal, la prime la plus avantageuse en modèle d'assurance du médecin de famille;
- b) les bénéficiaires de prestations d'aide sociale, y compris ceux qui pourraient obtenir de l'aide sociale s'ils ne bénéficiaient pas de la réduction de prime, jusqu'à concurrence de la prime de l'assureur qui offre, sur l'ensemble du territoire cantonal, la prime la plus avantageuse en tiers payant et en modèle d'assurance du médecin de famille.

c) Couverture  
des primes,  
participations  
aux coûts,  
intérêts  
moratoires et  
frais de  
poursuites  
irrecouvrables

**Art. 11** <sup>1</sup> Une partie des subsides sert à financer les primes et les intérêts moratoires qui s'avèrent irrécouvrables conformément à l'article 64a LAMal<sup>1)</sup>.

<sup>1bis</sup> Les primes et les intérêts moratoires irrécouvrables des bénéficiaires de prestations complémentaires à l'AVS/AI sont mis à la charge de ces derniers en déduction du montant de leur prestation complémentaire mensuelle s'ils possèdent une fortune nette après déduction de la valeur prise en compte pour leur immeuble servant d'habitation au sens de l'article 11, alinéas 1, lettre c, et 1bis, LPC<sup>2), 10)</sup>

<sup>2</sup> Les participations aux coûts qui s'avèrent irrécouvrables sont à charge de l'aide sociale; la Caisse de compensation transmet le décompte annuel des montants pris en charge au Service de l'action sociale.

<sup>3</sup> Les frais de poursuite sont imputés à l'Office cantonal des assurances sociales.

<sup>4</sup> L'organe de contrôle au sens de l'article 64a, alinéa 3, LAMal<sup>1)</sup> est l'organe de révision selon l'article 86 OAMal<sup>3)</sup>.

## SECTION 4 : Procédure

Cercle des  
bénéficiaires

**Art. 12** <sup>1</sup> Les personnes soumises à l'obligation de s'assurer dans le Canton bénéficient, sur demande, de réductions de primes si leur revenu déterminant ne dépasse pas le montant maximal fixé par le Gouvernement.

<sup>2</sup> Les articles 10 et 18 demeurent réservés.

Exceptions

**Art. 13** Ne bénéficient pas des réductions de primes :

- a) les personnes qui se sont assurées à titre facultatif;
- b) les personnes qui ont été taxées d'office par le Service des contributions selon l'article 140 de la loi d'impôt<sup>6)</sup> faute d'avoir rempli une déclaration d'impôt.

Demande  
a) En général

**Art. 14** Tout assuré qui veut bénéficier d'une réduction de ses primes doit formuler une demande, à l'exception des bénéficiaires de prestations complémentaires à l'AVS/AI qui l'obtiennent d'office.

## b) Attestation

**Art. 15** <sup>1</sup> La Caisse de compensation fournit une attestation à chaque assuré ou famille qui a droit aux réductions des primes (art. 4, al. 2) dans la mesure où il n'en bénéficiait pas l'année précédente.

<sup>2</sup> L'assuré présente l'attestation dûment remplie, signée et accompagnée de son certificat d'assurance-maladie à la Caisse de compensation à titre de demande.

<sup>3</sup> L'attestation indique le revenu déterminant et le montant de la réduction de la prime mensuelle ou annuelle.

<sup>4</sup> Ne reçoivent pas d'attestation :

- les personnes imposées à la source;
- les assurés âgés de moins de 25 ans;
- les personnes bénéficiant de l'aide sociale;
- les personnes taxées à titre provisoire;
- les personnes assujetties à l'impôt à titre partiel et domiciliées dans le Canton;
- les personnes arrivées dans le Canton durant l'année qui précède l'année d'assurance.

<sup>5</sup> L'attestation des parents est également valable pour les enfants dont ils assument l'entretien.

## c) Formule de demande

**Art. 16** <sup>1</sup> S'il ne reçoit pas l'attestation, l'assuré fournit les indications nécessaires sur la formule de demande avec les annexes exigées et les transmet à la Caisse de compensation qui calcule le revenu déterminant sur la base de la décision de taxation remise par le Service des contributions ou l'assuré.

<sup>2</sup> Les assurés imposés à la source joignent une attestation du dernier salaire à leur formule de demande.

## d) Assurés de moins de 25 ans

**Art. 17** <sup>1</sup> Les assurés de moins de 25 ans doivent présenter une demande de réduction des primes lorsqu'ils assument eux-mêmes leur entretien.

<sup>2</sup> Dans les autres cas, la demande est introduite par leurs parents ou représentants légaux qui assument leur entretien.

## e) Assurés au bénéfice d'aides financières

**Art. 18** <sup>1</sup> Celui qui fournit des aides financières aux assurés démunis peut présenter la demande de réduction des primes à la place des assurés.



<sup>2</sup> Sont considérés comme assurés démunis les bénéficiaires d'aide sociale.

Décision d'office **Art. 19** La Caisse de compensation rend d'office une décision d'octroi pour chaque assuré qui a droit aux réductions des primes (art. 4, al. 2) dans la mesure où il en a déjà bénéficié l'année précédente.

Réduction des primes **Art. 20<sup>14)</sup>** La réduction annuelle accordée à un assuré ne peut dépasser le montant de sa prime annuelle.

Début et fin du droit à la réduction des primes **Art. 21** <sup>1</sup> Le droit à la réduction des primes prend naissance le 1<sup>er</sup> janvier de l'année au cours de laquelle la demande est déposée.

<sup>2</sup> En cas d'admission d'un assuré au cours de l'année, le droit à la réduction des primes naît le premier jour du mois de l'affiliation, à condition que la demande soit déposée avant la fin de cette année.

<sup>3</sup> Le droit à la réduction des primes prend fin le dernier jour du mois du décès ou du départ à l'étranger; il s'éteint dans tous les cas à la fin de l'année s'il n'est pas confirmé par la Caisse de compensation pour l'année qui suit.

Demande intermédiaire **Art. 22** <sup>1</sup> L'assuré peut demander un ajustement à la baisse du revenu déterminant en cours d'année s'il a perdu son emploi.

<sup>2</sup> L'assuré peut demander, sur la base de la taxation définitive de l'année fiscale qui précède l'année d'assurance, un ajustement à la baisse du revenu déterminant.

<sup>3</sup> Les parents peuvent prétendre à une réduction de primes pour les enfants dont ils commencent d'assumer la charge au cours de l'année.

<sup>4</sup> Les assurés en provenance de l'étranger peuvent déposer une demande en cours d'année.

<sup>5</sup> Les assurés en provenance d'un autre canton au cours de l'année d'assurance ne peuvent bénéficier d'une réduction de leurs primes pour l'année considérée à l'exception des bénéficiaires de prestations complémentaires à l'AVS/AI et d'aide sociale.

<sup>6</sup> Les assurés en provenance d'un autre canton le premier janvier de l'année d'assurance, peuvent déposer une demande en cours d'année.

<sup>7</sup> Le revenu déterminant des assurés concernés par les alinéas 1, 4 (excepté ceux imposés à la source) et 6, sera fixé sur la base de la taxation définitive de l'année d'assurance pour laquelle la demande a été déposée.

<sup>8</sup> Les demandes intermédiaires doivent être déposées au plus tard jusqu'au 31 décembre de l'année d'assurance.

## SECTION 5 : Subsidés

Versement des  
subsidés

**Art. 23** <sup>1</sup> La Caisse de compensation verse les subsidés aux assureurs à raison de 80 % dans l'année en cours en trois versements et du 20 % restant à la fin décembre de la même année, sur la base du montant des réductions de primes déterminé pour l'année d'assurance; la différence par rapport au décompte final (art. 24) est réglée au cours de l'année suivante, en général dans les trois mois.

<sup>2</sup> Il n'est pas versé d'intérêt sur les subsidés à payer.

Décompte des  
assureurs

**Art. 24** Les assureurs établissent un décompte annuel des réductions de primes accordées jusqu'au 28 février de l'année suivante.

Contrôles

**Art. 25** <sup>1</sup> La Caisse de compensation contrôle les décomptes établis par les assureurs. Elle peut se rendre dans les administrations des assureurs et demander des renseignements aux organes de contrôle des assureurs.

<sup>2</sup> L'organe de révision de la Caisse de compensation vérifie le décompte cantonal établi par la Caisse de compensation et résume ses constatations dans un rapport de révision.

Restitution

**Art. 26** <sup>1</sup> Les subsidés cantonaux versés à tort doivent être restitués.

<sup>2</sup> L'assureur peut renoncer à la restitution lorsque l'assuré était de bonne foi et serait mis dans une situation difficile. Le droit de demander la restitution s'éteint un an après le moment où l'assureur a eu connaissance du fait, mais au plus tard cinq ans après le versement de la prestation. Si la créance naît d'un acte punissable pour lequel le droit pénal prévoit un délai de prescription plus long, celui-ci est déterminant.

<sup>3</sup> Si un décompte est incomplet ou présente des inexactitudes, ou si les dispositions fédérales ou cantonales n'ont pas été respectées, les subsidés cantonaux peuvent être bloqués ou réduits jusqu'à ce que la situation soit régularisée.

## SECTION 6 : Voies de droit

Recours

**Art. 27** <sup>1</sup> Les décisions d'octroi et de refus de réduction de primes ainsi que les attestations de la Caisse de compensation sont sujettes à opposition.

<sup>2</sup> Les décisions sur opposition de la Caisse de compensation sont sujettes à recours à la Cour des assurances.

<sup>3</sup> La procédure est régie par le Code de procédure administrative<sup>7)</sup>.

## SECTION 7 : Dispositions transitoire et finales<sup>9)</sup>

Disposition  
transitoire

**27a**<sup>10)</sup> L'article 11, alinéa 1bis, de la présente ordonnance est applicable aux primes dues dès le 1<sup>er</sup> janvier 2016 et aux intérêts moratoires y relatifs.

Abrogation

**Art. 28** L'ordonnance du 21 novembre 1995 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie est abrogée.

Entrée en  
vigueur

**Art. 29** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Delémont, le 25 octobre 2011

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Philippe Receveur  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

1) [RS 832.10](#)  
2) [RS 831.30](#)  
3) [RS 832.102](#)  
4) [RSJU 832.10](#)  
5) ...

- 
- 6) [RSJU 641.11](#)
  - 7) [RSJU 175.1](#)
  - 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 21 octobre 2014, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015
  - 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 3 novembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
  - 10) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 3 novembre 2015, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2016
  - 11) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 24 octobre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
  - 12) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 24 octobre 2017, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2018
  - 13) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 12 décembre 2017
  - 14) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 26 novembre 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2020
  - 15) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 12 avril 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2022
  - 16) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 2 novembre 2022, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023
  - 17) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 10 octobre 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024
  - 18) Introduit par le ch. I de l'ordonnance du 10 octobre 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024

**Arrêté**  
**concernant la réduction des primes dans l'assurance-**  
**maladie pour l'année 2024**

du 10 octobre 2023

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 7 à 9 de l'ordonnance du 25 octobre 2011 concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie<sup>[1](#)</sup>,

*arrête :*

**Article premier** <sup>1</sup> Le revenu imposable taxé définitivement pour l'année fiscale 2022 sert de base de calcul.

<sup>2</sup> Par revenu imposable au sens du présent article, on entend le revenu déterminant pour le taux, soit le revenu suisse et étranger (revenu mondial).

<sup>3</sup> Le revenu imposable selon avis de taxation (chiffre 690) subit les corrections suivantes :

- a) diminution du rendement de la fortune immobilière (chiffres 300, 320 et 320c);
- b) augmentation de l'excédent de dépenses concernant la propriété immobilière (chiffres 310, 330 et 330c);
- c) augmentation de l'excédent de dépenses concernant les successions non partagées, copropriétés (chiffre 390);
- d) augmentation des intérêts passifs (chiffres 530 et 535);
- e) augmentation de la perte des exercices commerciaux (chiffres 140, 140c, 150, 150c, 160, 160c, 170 et 170c);
- f) augmentation de la perte reportée d'exercices commerciaux antérieurs (chiffres 180 et 180c);
- g) augmentation de la perte de liquidation (chiffres 188 et 188c);
- h) augmentation de la part du rendement immobilier excédant les intérêts passifs (chiffres 300, 320 et 320c, moins chiffres 530, 535, 310, 330, 330c et 390).

<sup>4</sup> Les déductions suivantes corrigent le revenu imposable :

- |  |              |
|--|--------------|
| a) par contribuable marié, veuf, divorcé ou séparé, sans enfant à charge   | fr. 5 000.-  |
| b) par couple marié, personne veuve, divorcée, séparée ou célibataire, au bénéfice d'une déduction fiscale pour "enfants à charge" (chiffre 620) | fr. 10 000.- |
| c) par enfant à charge entraînant une déduction fiscale (chiffre 620) :  |              |
| – pour les deux premiers enfants   | fr. 4 000.-  |
| – à partir du troisième enfant   | fr. 6 000.-  |

<sup>5</sup> Le revenu imposable est majoré de 5 % de la fortune imposable déterminante pour le taux (fortune mondiale) taxée définitivement.

<sup>6</sup> Le revenu imposable est majoré de la déduction fiscale pour couple marié (chiffre 680) lors d'une attribution conformément à l'article 22, alinéa 2, de l'ordonnance concernant la réduction des primes dans l'assurance-maladie<sup>1)</sup>.

**Art. 2** <sup>1</sup> La réduction maximale correspond au pourcentage ci-dessous de la prime de l'assureur qui offre, sur l'ensemble du territoire cantonal, la prime la plus avantageuse en modèle médecin de famille avec risque accidents :

- |  |      |
|--|------|
| – pour les adultes   | 43 % |
| – pour les adultes de moins de 25 ans révolus                              | 44 % |
| – pour les adultes de moins de 25 ans révolus en formation                 | 50 % |
| – pour les enfants entre 16 et 18 ans révolus qui ne sont pas en formation | 38 % |
| – pour les enfants de moins de 18 ans révolus                              | 80 % |

<sup>2</sup> La réduction maximale s'élève mensuellement aux montants suivants :

- |   |           |
|---|-----------|
| a) pour les adultes   | fr. 225.- |
| b) pour les adultes de moins de 25 ans révolus                              | fr. 160.- |
| c) pour les adultes de moins de 25 ans révolus en formation                 | fr. 180.- |
| d) pour les enfants entre 16 et 18 ans révolus qui ne sont pas en formation | fr. 45.-  |
| e) pour les enfants de moins de 18 ans révolus                              | fr. 94.-  |

**Art. 3** Le montant maximal du revenu déterminant donnant droit aux réductions de primes, ainsi que les réductions mensuelles et annuelles accordées en fonction des différents paliers du revenu déterminant, sont fixés dans le tableau joint en annexe<sup>2)</sup> au présent arrêté.

**Art. 4** <sup>1</sup> Une réduction de prime supplémentaire est allouée mensuellement aux parents ayant un ou des enfants à charge en 2024 et une activité professionnelle principale (correspondant aux revenus figurant aux chiffres 100, 100c, 140, 140c, 150, 150c, 160 et 160c de l'avis de taxation), dont le revenu déterminant est inférieur à 15 000 francs.

<sup>2</sup> Les montants mensuels et annuels par adulte accordés en fonction des différents paliers du revenu déterminant sont fixés pour les familles monoparentales et biparentales conformément au tableau joint en annexe<sup>2)</sup> au présent arrêté.

**Art. 5** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2024 et déploie ses effets jusqu'au 31 décembre 2024.

Delémont, le 10 octobre 2023

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jacques Gerber  
Le chancelier : Jean-Baptiste Maître

1) [RSJU 832.115](#)

2) Cette annexe n'est pas publiée dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais elle se trouve dans le Journal officiel 2023, n° 38, p. 844-845.





## Ordonnance

### concernant la limitation de l'admission des médecins à pratiquer à la charge de l'assurance obligatoire des soins dans le domaine ambulatoire

du 2 mai 2023

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 55a de la loi fédérale du 18 mars 1994 sur l'assurance-maladie (ci-après : "LAMal")<sup>1)</sup>,

vu l'ordonnance fédérale du 23 juin 2021 sur la fixation de nombres maximaux de médecins qui fournissent des prestations ambulatoires (ci-après : "l'ordonnance fédérale")<sup>2)</sup>,

vu l'ordonnance du DFI du 28 novembre 2022 sur la fixation des taux régionaux de couverture des besoins en prestations médicales ambulatoires par domaine de spécialisation<sup>3)</sup>,

vu l'article 90 de la Constitution cantonale<sup>4)</sup>,

*arrête :*

But	<b>Article premier</b> La présente ordonnance a pour but de fixer les nombres maximaux de médecins qui fournissent des prestations ambulatoires à la charge de l'assurance obligatoire des soins au sens de l'article 55a LAMal et de définir la procédure d'admission.
Terminologie	<b>Art. 2</b> Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.
Autorité compétente	<b>Art. 3</b> Le Service de la santé publique est chargé de l'application de l'ordonnance fédérale, dans la mesure où la compétence n'est pas attribuée à une autre autorité.
Champ d'application	<b>Art. 4</b> <sup>1</sup> Sont soumis aux nombres maximaux découlant de la présente ordonnance, les médecins qui exercent : <ul style="list-style-type: none"> <li>– sous leur propre responsabilité professionnelle ou à titre dépendant;</li> <li>– au sein d'une institution au sens de l'article 35, alinéa 2, lettre n, LAMal;</li> <li>– dans le domaine ambulatoire d'un établissement hospitalier.</li> </ul>

	<p><sup>2</sup> L'article 55a, alinéa 5, LAMal est réservé.</p>
Nombres maximaux	<p><b>Art. 5</b> <sup>1</sup> Des nombres maximaux de médecins qui fournissent des prestations ambulatoires à la charge de l'assurance obligatoire des soins par domaine de spécialisation sont fixés dans l'annexe de la présente ordonnance.</p> <p><sup>2</sup> Ils s'appliquent à l'entier du territoire jurassien.</p> <p><sup>3</sup> Ils sont fixés sur la base du droit fédéral.</p> <p><sup>4</sup> Le Service de la santé publique calcule l'offre de médecins et fixe les facteurs de pondération, en collaboration avec la commission consultative.</p> <p><sup>5</sup> Les nombres maximaux fixés dans l'annexe sont réexaminés périodiquement et au besoin adaptés.</p>
Procédure	<p><b>Art. 6</b> <sup>1</sup> La demande d'admission à pratiquer à la charge de l'assurance obligatoire des soins doit être adressée au Service de la santé publique, accompagnée de tous les documents utiles.</p> <p><sup>2</sup> Après instruction du dossier, le Service de la santé publique rend une décision.</p>
Limitation	<p><b>Art. 7</b> <sup>1</sup> Une admission à pratiquer à la charge de l'assurance obligatoire des soins dans un domaine de spécialisation ne peut être délivrée que si le nombre maximum fixé dans l'annexe n'est pas atteint au moment du dépôt de la demande.</p>
Demande de renseignements	<p><b>Art. 8</b> Les médecins peuvent obtenir du Service de la santé publique des renseignements sur la situation par domaine de spécialisation.</p>
Devoir d'information	<p><b>Art. 9</b> <sup>1</sup> Les institutions concernées par la présente ordonnance transmettent au Service de la santé publique, dans un délai d'un mois, tout changement concernant le nombre de médecins, leur période d'engagement ainsi que les EPT attribués aux différents domaines de spécialisation.</p> <p><sup>2</sup> Les médecins qui exercent sous leur propre responsabilité professionnelle ou à titre dépendant transmettent au Service de la santé publique, dans un délai d'un mois, tout changement relatif à leur taux d'activité par domaine de spécialisation.</p> <p><sup>3</sup> Le Service de la santé publique peut requérir tout autre renseignement utile.</p>

Mesures  
administratives

**Art. 10** En cas de non-respect des dispositions de la présente ordonnance, les mesures administratives de la loi sanitaire du 14 décembre 1990<sup>5)</sup> sont applicables.

Commission  
consultative  
1. Composition

**Art. 11** <sup>1</sup> Il est institué une commission consultative.

<sup>2</sup> La commission consultative se compose :

- a) du chef du Service de la santé publique;
- b) du médecin cantonal;
- c) d'un représentant médical de la Société Médicale du Canton du Jura;
- d) d'un représentant médical de l'Hôpital du Jura;
- e) d'un représentant médical des établissements privés.

<sup>3</sup> Les membres de la commission consultative visés à l'alinéa 1, lettres c à e, sont nommés par le Gouvernement pour la durée de la législature.

<sup>4</sup> La commission consultative peut inviter des experts à participer à ses séances.

2. Tâches

**Art. 12** La commission consultative a pour tâches :

- a) d'examiner l'évolution des besoins en prestations médicales ambulatoires par domaine de spécialisation et en informer le Gouvernement;
- b) d'informer le Gouvernement des effets relatifs aux nombres maximaux fixés dans l'annexe 1;
- c) de transmettre des propositions au Gouvernement basées sur des données factuelles et objectives.

3. Fonctionne-  
ment

**Art. 13** <sup>1</sup> La commission consultative se réunit aussi souvent que nécessaire, mais au moins une fois par année.

<sup>2</sup> Son secrétariat est assumé par le Service de la santé publique.

<sup>3</sup> La présidence est confiée au médecin cantonal.

Secret de  
fonction

**Art. 14** Les membres sont soumis au secret de fonction tel que défini à l'article 25 de la loi du 22 septembre 2010 sur le personnel de l'Etat<sup>6)</sup>.

Renvoi

**Art. 15** Pour le surplus, l'ordonnance du 11 novembre 1980 concernant la durée des mandats et les indemnités journalières et de déplacement des membres de commissions cantonales<sup>7)</sup> est applicable.

Voies de droit      **Art. 16** <sup>1</sup> Les décisions prises en vertu de la présente ordonnance sont sujettes à opposition puis à recours devant la Cour administrative.

<sup>2</sup> Pour le surplus, la procédure est régie par le Code de procédure administrative<sup>8)</sup>.

Abrogation du droit en vigueur      **Art. 17** L'ordonnance du 24 janvier 2017 portant exécution de l'ordonnance fédérale sur la limitation de l'admission des fournisseurs de prestations à pratiquer à la charge de l'assurance-maladie obligatoire est abrogée.

Entrée en vigueur      **Art. 18** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2023.

Delémont, le 2 mai 2023

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jacques Gerber  
Le chancelier : Jean-Baptiste Maître

## Annexe

### Nombres maximaux au sens de l'article 5

Domaine de spécialisation	Nombre maximal en équivalents plein-temps (EPT)
Allergologie et immunologie clinique	3
Anesthésiologie	9
Angiologie	3
Cardiologie	8
Chirurgie	6
Chirurgie de la main	3
Chirurgie orthopédique et traumatologie de l'appareil locomoteur	7
Chirurgie pédiatrique	3
Chirurgie plastique, reconstructive et esthétique	3
Dermatologie et vénérologie	3
Endocrinologie et diabétologie	5
Gastroentérologie	4
Gynécologie et obstétrique	17
Hématologie	3
Infectiologie	3
Médecine nucléaire	3
Médecine physique et réadaptation	3
Néphrologie	3
Neurochirurgie	3
Neurologie	3
Oncologie médicale	3
Ophtalmologie	14
Oto-rhino-laryngologie	5
Pathologie	3
Pneumologie	3
Psychiatrie et psychothérapie	19
Radiologie	11
Radio-oncologie et radiothérapie	3
Rhumatologie	3
Urologie	3

- 1) [RS 832.10](#)
- 2) [RS 832.107](#)
- 3) [RS 832.107.1](#)
- 4) [RSJU 101](#)
- 5) [RSJU 810.01](#)
- 6) [RSJU 173.11](#)
- 7) [RSJU 172.356](#)
- 8) [RSJU 175.1](#)

# Ordonnance sur la protection contre les incendies et les dangers naturels et sur le ramonage

du 18 novembre 2008

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu la loi du 21 novembre 2007 sur la protection contre les incendies et les éléments naturels (dénommée ci-après : " la loi" )<sup>1</sup>,

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Terminologie

Terminologie

**Article premier** Les termes utilisés dans la présente ordonnance pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

## CHAPITRE II : Mesures de protection

Mesures dans  
des cas  
particuliers

**Art. 2** Si, dans un cas particulier, le danger d'incendie ou celui lié aux dangers naturels s'écarte à tel point de l'ordinaire que les exigences prescrites s'avèrent insuffisantes ou disproportionnées, les mesures à prendre seront complétées ou réduites en conséquence.

Obligation  
d'annonce

**Art. 3** <sup>1</sup> Après la réalisation des mesures de protection exigées, le propriétaire ou son représentant doit confirmer à l'autorité compétente que les travaux sont conformes aux prescriptions.

<sup>2</sup> Un contrôle par l'autorité compétente demeure réservé.

Contrôle  
périodique

**Art. 4** Au cours du contrôle périodique, l'autorité compétente doit notamment vérifier :

- a) si toutes les installations thermiques sont entretenues conformément aux prescriptions;
- b) si les matières combustibles sont entreposées à une distance suffisante des installations thermiques;
- c) si les cages d'escalier et toutes les voies d'évacuation ne sont pas encombrées;

- d) si les installations et engins d'extinction exigés sont en état de fonctionner;
- e) si les carburants ou d'autres matières facilement inflammables sont entreposés conformément aux prescriptions;
- f) si les véhicules, engins ou machines dotés de moteurs à explosion sont placés ou installés selon les prescriptions;
- g) si toutes les autres installations et dispositifs de protection contre l'incendie sont conformes aux exigences en vigueur;
- h) si les mesures de protection contre les dangers naturels sont respectées ou doivent être prises.

Prescriptions  
techniques et  
normes

**Art. 5** Les prescriptions et recommandations techniques d'organismes spécialisés reconnus du domaine de la protection contre les incendies et les dangers naturels déclarées de force obligatoire (art. 6 de la loi), de même que les normes reconnues des associations professionnelles et d'autres organismes en matière de stabilité et de sécurité structurale applicables (art. 18 de la loi) sont énumérées à l'annexe 1.

### CHAPITRE III : Organisation du ramonage

#### SECTION 1 : Maîtres ramoneurs d'arrondissement

Arrondissements  
de ramonage

**Art. 6** <sup>1</sup> Le Gouvernement délimite les arrondissements de ramonage en veillant à répartir la charge de travail de manière égale entre les différents arrondissements.

<sup>2</sup> Chaque arrondissement assurera un plein emploi au maître ramoneur titulaire et, en règle générale, à un employé et à un apprenti.

<sup>3</sup> Les communes peuvent, au besoin, être réparties entre plusieurs arrondissements.

<sup>4</sup> Le département auquel est rattaché l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention (dénommé ci-après : "le Département") est habilité à apporter des modifications mineures aux limites des arrondissements.

Maîtres  
ramoneurs  
d'arrondissement  
a) Nomination,  
durée des  
fonctions

**Art. 7** <sup>1</sup> Le Département nomme à la tête de chaque arrondissement, après mise au concours publique, un maître ramoneur titulaire de la maîtrise fédérale.



<sup>2</sup> Il peut exiger des candidats toute pièce justificative utile, notamment un extrait du casier judiciaire ou une attestation de la connaissance des mesures de prévention contre les incendies délivrée par l'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention (dénommé ci-après : "ECA Jura")

<sup>3</sup> Le titulaire de l'arrondissement ou ses employés ont seuls le droit de nettoyer les installations thermiques soumises au ramonage en vertu de l'annexe 2.

<sup>4</sup> Le titulaire est nommé pour la législature. Il peut être reconduit dans ses fonctions jusqu'à la fin de l'année civile au cours de laquelle il atteint l'âge de la retraite AVS.<sup>6)</sup>

<sup>5</sup> Après sa nomination, le maître ramoneur d'arrondissement doit faire la promesse solennelle devant le chef du Département, conformément à l'ordonnance du 28 septembre 1983 sur la promesse solennelle<sup>2)</sup>.

b) Démission

**Art. 8** Le maître ramoneur d'arrondissement peut démissionner de ses fonctions moyennant un préavis de six mois adressé par écrit au Département.

c) Décès,  
empêchement

**Art. 9** <sup>1</sup> Si, en cours de période, le titulaire d'un arrondissement décède ou est empêché durablement d'assumer la responsabilité de son arrondissement, le Département peut autoriser un maître ramoneur à reprendre temporairement cette fonction.

<sup>2</sup> L'autorisation devient caduque lorsqu'un nouveau maître ramoneur d'arrondissement a été nommé ou que l'empêchement a cessé. Elle peut être révoquée lorsque des raisons importantes le justifient.

d) Mesures  
disciplinaires,  
révocation

**Art. 10** <sup>1</sup> Le maître ramoneur d'arrondissement qui enfreint les devoirs de sa charge, intentionnellement ou par négligence, est passible d'une sanction disciplinaire prononcée par le Département.

<sup>2</sup> Les sanctions disciplinaires sont les suivantes :

- a) le blâme;
- b) l'amende jusqu'à 300 francs;
- c) la suspension;
- d) la révocation.

<sup>3</sup> Pour le surplus, la loi sur le statut des magistrats, fonctionnaires et employés de la République et Canton du Jura<sup>3)</sup> est applicable par analogie à la procédure disciplinaire.

## SECTION 2 : Employés et apprentis

**Employés** **Art. 11** Les employés du maître ramoneur d'arrondissement doivent être titulaires du certificat fédéral de capacité de ramoneur.

**Apprentis** **Art. 12** <sup>1</sup> La formation d'apprentis se fait conformément à la législation fédérale et cantonale sur la formation professionnelle.

<sup>2</sup> Le maître ramoneur d'arrondissement et ses employés qualifiés veillent à assurer l'encadrement nécessaire des apprentis.

**Responsabilité** **Art. 13** Le maître ramoneur d'arrondissement répond envers les tiers, conformément aux dispositions du Code des obligations, du travail accompli par ses employés et apprentis.

## SECTION 3 : Tâches du maître ramoneur d'arrondissement

**Nettoyages; fréquence** **Art. 14** <sup>1</sup> Toutes les installations thermiques soumises au ramonage, désignées à l'annexe 2, doivent être nettoyées conformément aux règles de l'art.

<sup>2</sup> Les fréquences de nettoyage sont également fixées à l'annexe 2. En cas de contestation, l'ECA Jura rend une décision.

**Contrôles** **Art. 15** <sup>1</sup> Lors du nettoyage, les installations thermiques soumises au ramonage font l'objet d'un contrôle du respect des mesures de protection contre les incendies.

<sup>2</sup> Les installations qui ne sont pas ou peu utilisées doivent être contrôlées au moins une fois par année.

Installations non conformes

**Art. 16** <sup>1</sup> Si le ramoneur constate qu'une installation ne respecte pas les mesures de protection contre les incendies, il en informe immédiatement par écrit le propriétaire et l'exploitant ainsi que, si nécessaire, l'ECA Jura. Il fixe un délai raisonnable pour remédier aux déficiences constatées. Si les déficiences n'ont pas été éliminées à l'échéance du délai, il en informe l'autorité compétente qui ordonne les mesures nécessaires.

<sup>2</sup> En cas de danger particulièrement grand, l'autorité compétente de même que le maître ramoneur d'arrondissement peuvent ordonner des mesures urgentes conformément aux articles 22 et 23 de la loi. L'exécution par substitution demeure réservée.

Nettoyages et contrôles extraordinaires

**Art. 17** Les propriétaires et les exploitants peuvent demander en tout temps et à leurs frais le nettoyage et le contrôle de leurs installations.

Avis de nettoyage

**Art. 18** <sup>1</sup> La date du nettoyage est communiquée au moins trois jours à l'avance, de la manière usuelle, aux personnes concernées. Il peut être renoncé à l'avis lorsque la situation le permet (entente avec les personnes concernées, accès libre à l'installation, etc.).

<sup>2</sup> Si le nettoyage ne peut avoir lieu au moment prévu, la personne concernée est tenue d'en avertir immédiatement le maître ramoneur d'arrondissement. L'article 33, alinéa 3, demeure réservé.

Travaux comportant un danger

**Art. 19** Le brûlage de cheminées ou d'autres travaux du ramoneur comportant un danger important d'incendie ou d'explosion ne peuvent être effectués que lorsque les mesures de protection nécessaires auront été prises d'entente avec le commandant du service de défense contre l'incendie et de secours.

Listes des contrôles

**Art. 20** <sup>1</sup> Le maître ramoneur d'arrondissement doit tenir :

- a) un inventaire de toutes les installations thermiques ainsi que des nettoyages effectués;
- b) une liste mentionnant les déficiences constatées, les délais fixés pour y remédier ainsi que la date de mise en conformité de l'installation.

<sup>2</sup> L'ECA Jura peut prendre connaissance en tout temps de ces documents.

## SECTION 4 : Obligations du propriétaire de l'immeuble et des locataires

Comportement  
et obligation de  
renseigner

**Art. 21** <sup>1</sup> Le propriétaire de l'immeuble et ses locataires ne doivent pas gêner le maître ramoneur d'arrondissement et ses employés et apprentis dans l'accomplissement de leurs tâches.

<sup>2</sup> Ils sont tenus de fournir tout renseignement qui pourrait leur être demandé au sujet des installations soumises au ramonage et au contrôle.

Annonce des  
changements

**Art. 22** Tout changement de propriétaires ou de locataires doit être préalablement annoncé au maître ramoneur d'arrondissement en vue d'un contrôle ou d'un nettoyage des installations thermiques.

**Art. 23** En cas de refus injustifié de la part des personnes concernées de permettre le nettoyage d'une installation ou d'impossibilité répétée d'y procéder, le maître ramoneur d'arrondissement en avertit l'ECA Jura, qui ordonne les mesures nécessaires. La poursuite pénale demeure réservée.

## CHAPITRE IV : Tarif de ramonage

Champ  
d'application

**Art. 24** Le tarif de ramonage détermine les indemnités revenant au maître ramoneur d'arrondissement pour l'exécution des travaux de nettoyage et des tâches de contrôle.

Composition de  
l'indemnité

**Art. 25** <sup>1</sup> L'indemnité rétribuant l'activité du maître ramoneur se compose de la taxe de base et de la taxe par objet ou de la taxe de base et de la taxe selon le temps effectif.

<sup>2</sup> Le calcul de la taxe de base et de la taxe par objet n'est pas influencé par le fait que les travaux sont exécutés par le maître ramoneur d'arrondissement, par un employé ou par un apprenti. Le salaire horaire du maître ramoneur est seul déterminant pour le calcul de la taxe.

<sup>3</sup> La taxe de base, la taxe par objet, la taxe selon le temps effectif ainsi que le salaire horaire sont mentionnés dans l'annexe 3.

Taxe de base

**Art. 26** <sup>1</sup> La taxe de base englobe tous les frais découlant notamment du déplacement jusqu'au lieu de travail, de l'avis de nettoyage, de la préparation du travail, de l'équipement utilisé, de l'élimination des déchets ainsi que du travail administratif et de rétablissement.

<sup>2</sup> Le temps de travail permettant de déterminer la taxe de base est fixé forfaitairement conformément au chiffre I de l'annexe 3.

Taxe par objet	<b>Art. 27</b> La taxe par objet couvre les travaux exécutés sur l'installation thermique, les opérations de contrôle nécessaires et les conseils donnés. Les temps de travail permettant de déterminer la taxe par objet sont fixés forfaitairement conformément au chiffre II de l'annexe 3.
Exception	<b>Art. 28</b> Si, en raison du fort ou du faible encrassement de l'installation, la différence entre le temps imparti pour le calcul de la taxe par objet et celui effectivement consacré aux travaux est supérieure à 20 %, mais d'au moins 10 minutes, la taxe selon le temps effectif est applicable pour la facturation.
Taxe selon le temps effectif	<b>Art. 29</b> La taxe selon le temps effectif est applicable à toutes les activités pour lesquelles le temps effectif est prévu au chiffre II de l'annexe 3, ainsi qu'à l'indemnité se rapportant à des installations ou à des dispositifs non prévus dans la taxe par objet.
Facturation	<p><b>Art. 30</b> <sup>1</sup> Le ramoneur délivre une facture établie sur un formulaire approuvé par l'ECA Jura, avec mention des travaux exécutés et des taxes appliquées.</p> <p><sup>2</sup> La facture doit être payée dans les trente jours qui suivent l'exécution du travail. En cas de retard, un montant de 5 francs peut être perçu pour les frais de rappel.</p> <p><sup>3</sup> Le ramoneur tient à la disposition des intéressés un exemplaire du tarif officiel.</p> <p><sup>4</sup> Le ramoneur qui présente une facture exagérée est passible des sanctions prévues à l'article 10.<a href="#">10</a></p>
Indemnités spéciales selon les conventions collectives de travail	<b>Art. 31</b> Des indemnités spéciales pour travaux particuliers, telles que le fait de travailler à l'intérieur des chaudières, fixées par une convention collective de travail, peuvent être comptées en plus. Toutefois, elles n'entraînent aucune majoration de la taxe de base.
Nettoyage chimique	<b>Art. 32</b> <sup>1</sup> Un nettoyage chimique ne peut être exécuté qu'avec le consentement du propriétaire ou du locataire et moyennant communication de son coût prévisible.

<sup>2</sup> Dans des cas particuliers, un nettoyage chimique peut toutefois être ordonné par l'autorité compétente. La taxe selon le temps effectif est applicable.

#### Cas particuliers

**Art. 33** <sup>1</sup> Pour les travaux exécutés sur des installations thermiques de bâtiments isolés, particulièrement éloignés ou difficilement accessibles, de même que pour les travaux demandés en dehors de la fréquence ordinaire du nettoyage, et pour lesquels la taxe de base ne couvre pas le coût réel du déplacement, celle-ci peut être majorée jusqu'à 100 %.

<sup>2</sup> Lorsque des installations doivent uniquement être contrôlées en vertu de l'article 15, alinéa 2, ou à la suite d'un feu de suie, l'indemnité de contrôle se calcule selon le temps effectif auquel s'ajoute la taxe de base.

<sup>3</sup> Lorsque le nettoyage ordinaire annoncé ne peut pas être exécuté pour une raison imputable au propriétaire ou au locataire, la taxe de base applicable peut être facturée.

<sup>4</sup> L'utilisation de produits courants pour le nettoyage est incluse dans la taxe par objet et dans la taxe selon le temps effectif. Toutefois, l'utilisation de gaz, de produits de conservation et de nettoyage chimique ainsi que d'enduits est facturée en plus.

<sup>5</sup> Pour les travaux effectués sur demande en dehors du temps ordinaire de travail, les suppléments suivants, calculés sur la taxe par objet ou sur la taxe selon le temps effectif peuvent être facturés :

- |    |  |   |          |
|----|--|---|----------|
| a) | après les heures habituelles<br>(entre 18 et 20 heures et entre 6 et 7 heures) | : | + 25 %   |
| b) | le samedi et la nuit (entre 20 et 6 heures)                                    | : | + 50 %   |
| c) | le dimanche et les jours fériés  | : | + 100 %. |

#### Voies de droit

**Art. 34** <sup>1</sup> La facture établie par le maître ramoneur ou ses employés peut faire l'objet d'une opposition auprès de l'ECA Jura dans les trente jours suivant sa réception; à défaut d'opposition, la facture est réputée acceptée.

<sup>2</sup> La décision de l'ECA Jura peut faire l'objet d'un recours auprès de la Chambre administrative du Tribunal cantonal.

<sup>3</sup> Pour le surplus, le Code de procédure administrative<sup>4)</sup> est applicable.

**CHAPITRE V : Dispositions finales**

Clause  
abrogatoire

**Art. 35** Sont abrogés :

- l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la police du feu;
- l'ordonnance du 2 juillet 1985 sur la rétribution des inspecteurs du feu;
- l'ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le ramonage;
- l'ordonnance du 25 février 2003 fixant le tarif des ramoneurs;
- l'arrêté du 14 décembre 1999 concernant l'adaptation du tarif des ramoneurs;
- l'arrêté du 28 octobre 2003 fixant les délais de contrôle et de nettoyage des installations de chauffage;
- l'arrêté du 14 juin 2005 portant déclaration de force obligatoire des prescriptions techniques de protection incendie.

Entrée en  
vigueur

**Art. 36** La présente ordonnance entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2009.

Delémont, le 18 novembre 2008

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Elisabeth Baume-Schneider  
Le chancelier : Sigismond Jacquod

## Annexe 1

### Prescriptions et recommandations techniques, normes

Sont applicables les versions des prescriptions, recommandations techniques et normes en vigueur au moment de l'établissement du dossier

N°	Titre du document	Auteur	Réf.
	<b>I. <a href="#">9</a> Protection contre les incendies</b>		
1	Norme de protection incendie	AEAI	1-15fr
	Directives de protection incendie		
2	Termes et définitions	AEAI	10-15fr
3	Assurance qualité en protection incendie	AEAI	11-15fr
4	Prévention des incendies et protection incendie organisationnelle	AEAI	12-15fr
5	Matériaux et éléments de construction	AEAI	13-15fr
6	Utilisation des matériaux de construction	AEAI	14-15fr
7	Distance de sécurité incendie, systèmes porteurs et compartiments coupe-feu	AEAI	15-15fr
8	Voie d'évacuation de sauvetage	AEAI	16-15fr
9	Signalisation des voies d'évacuation – Eclairage de sécurité – Alimentation de sécurité	AEAI	17-15fr
10	Dispositifs d'extinction	AEAI	18-15fr
11	Installations sprinklers	AEAI	19-15fr
12	Installations de détection incendie	AEAI	20-15fr
13	Installations d'extraction de fumée et de chaleur	AEAI	21-15fr
14	Systèmes de protection contre la foudre	AEAI	22-15fr
15	Installations de transport	AEAI	23-15fr
16	Installations thermiques	AEAI	24-15fr
17	Installations aérauliques	AEAI	25-15fr
18	Matières dangereuses	AEAI	26-15fr
19	Méthodes de preuves en protection incendie	AEAI	27-15fr
20	Procédure de reconnaissance AEA	AEAI	28-15fr
21	Répertoire "Autres dispositions"	AEAI	40-15fr



	<b>II.10) Protection contre les dangers naturels</b>		
	<b>1. Actions sur les structures porteuses</b>		
22	L'ensemble des normes sur les structures porteuses	SIA	Normes 260 à 269/8
	<b>2. Autres recommandations</b>		
23	Répertoire suisse de la protection contre la grêle	AEAI	
24	Evacuation des eaux des biens-fonds		SN 592000
	<b>3. Normes relatives aux produits de constructions</b>		
25	Façades rideaux	SIA	Norme 329
26	Fenêtres et portes-fenêtres	SIA	Norme 331
27	Protection des baies contre le soleil et les intempéries	SIA	Norme 342
28	Portes	SIA	Norme 343
29	L'étanchéité des bâtiments	SIA	Norme 271

AEAI : Association des établissements cantonaux d'assurance incendie

SIA : Société suisse des ingénieurs et des architectes

Les normes, directives et recommandations de l'AEAI peuvent être consultées sur le site <http://bsvonline.ch> ou auprès de l'ECA Jura.

## Annexe 2

### Installations thermiques soumises au ramonage et fréquences de nettoyage

Les fréquences de nettoyage des installations thermiques se fondent sur un fonctionnement non perturbé de l'installation de chauffage, avec un temps d'exploitation normal. En cas d'encrassement supérieur ou inférieur à la normale, il faut, d'entente avec le propriétaire ou l'exploitant de l'immeuble, s'écarter des intervalles de nettoyage usuels.<sup>[10\)](#)</sup>

Installations thermiques soumises au ramonage		Fréquences
<b>I. Installations servant au chauffage de locaux, à la préparation d'eau chaude et à la cuisson (sans cuisinières à gaz)</b>		
1.	Installations à combustibles liquides	
1.1	Installations avec brûleur à évaporation d'huile (fourneaux à mazout)	2 fois par an
1.2	Installations avec brûleur à air pulsé $\leq 70$ kW	1 fois par an
1.3	Installations avec brûleur à air pulsé $> 70$ kW	2 fois par an
2.	Installations à combustibles solides	
2.1	Installations de chauffage à tirage naturel	2 fois par an
2.2	Installations de chauffage avec régulation des gaz de combustion	2 fois par an
2.3	Installations d'appoint (cheminée de salon, fourneaux-cheminées, etc.)	1 fois par an*
	*) en cas d'exploitation purement occasionnelle : d'entente avec le propriétaire ou l'exploitant de l'immeuble	
3.	Installations à combustibles gazeux	
3.1	Installations avec brûleur à air pulsé $\leq 70$ kW	1 fois tous les 2 ans
3.2	Installations avec brûleur à air pulsé $> 70$ kW	1 fois par an
3.3	Installations avec brûleur atmosphérique	1 fois tous les 2 ans

4. Installations de chauffage à plusieurs combustibles

Les fréquences de nettoyage indiquées sous chiffres I.1, I.2 et I.3 sont applicables par analogie en fonction de la durée d'exploitation de l'installation avec chacun des combustibles.

**II. Installations de chauffage professionnelles et industrielles**

Il s'agit des installations de chauffage qui ne tombent pas sous les catégories précitées (fumeurs, chaudrons de fromagerie, fours à pâtisserie, chaudières à vapeur, étuves à émailler, installations de séchage, etc.).

Les fréquences de contrôle et de nettoyage doivent être fixées d'entente avec la direction de l'exploitation.

## Annexe 3

### Taxe de base, taxes par objet, taxe selon le temps effectif et salaire horaire

#### I. Taxe de base

La taxe de base correspond à dix-sept minutes selon le salaire horaire du maître ramoneur.

Pour les immeubles avec chauffages individuels pouvant être nettoyés en une seule opération, la taxe de base s'élève à cinq minutes par appartement, mais au moins à dix-sept minutes par immeuble.

#### II. Taxes par objet et taxe selon le temps effectif

##### 1. Chauffages centraux (conduits de fumée, quelle que soit leur longueur, et tuyaux de raccordement jusqu'à 3 m de longueur inclus )

Chaudière	Puissance en kW	Temps (en minutes)
Jusqu'à	30	50
30.1	- 40	60
40.1	- 50	65
50.1	- 60	70
60.1	- 70	75
70.1	- 80	80
80.1	- 90	85
90.1	- 100	90
100.1	- 150	110
150.1	- 200	125
200.1	- 250	140
250.1	- 300	155
300.1	- 350	170
350.1	- 400	180
400.1	- 450	190
450.1	- 500	200

500.1	- 600	210
600.1	- 700	220
700.1	- 800	230
800.1	- 900	240
900.1	- 1 000	250
Pour les installations au-delà de 1 000 kW		temps effectif

## 1.2 Majoration pour chicanes et éléments d'aide à la combustion

Jusqu'à	5	Compris dans le temps imparti
A partir de	6	1/10 du temps imparti

## 1.3 Nettoyages des installations de filtrage

temps effectif

## 2. Cuisinières, poêles en faïence et fours à chauffage central avec 3 carneaux

Jusqu'à	20 kW	45
Dès	20.1 kW	55
Majoration pour chaque carneau supplémentaire ( 2 carneaux de moins de 50 cm chacun représentant 1 carneau )		4
Majoration pour four à rôtir		4

## 3. Fourneaux, fourneaux à banc, fourneaux portatifs, fourneaux en faïence, fourneaux de bain, fours et installations similaires

Taxe de base avec un carneau		12
Majoration pour chaque carneau supplémentaire ( 2 carneaux de moins de 50 cm chacun représentant 1 carneau)		4
Majoration par chapiteau		6

## 4. Cuisinières à trous

Taxe de base avec 3 trous de cuisson		10
Majoration pour chaque trou supplémentaire ( sont considérés comme trous de cuisson le four, le bain- marie amovible ou fixe et les plaques de cuisson)		4
Majoration pour chauffe-eau et bouilleur intégrés		4

**5. Cuisinières à plaques**

Jusqu'à une surface de cuisinière de 30 dm <sup>2</sup>	18
Majoration pour chaque tranche de 10 dm <sup>2</sup> supplémentaire	4
Majoration pour chauffe-eau et bouilleur intégrés	4
Majoration pour four à rôtir	4

**6. Fourneaux à mazout**

Jusqu'à 10 kW, 1 brûleur	20
Dès 10.1 kW, 1 brûleur	25
Majoration pour le démontage et le montage du dispositif d'allumage électrique	5
Pulseur d'air nécessaire à la combustion	10

**7. Cheminées de salon, fumeurs, chambres-fumeurs et installations similaires**

temps effectif

**8. Conduits de fumée et tuyaux**

Pour les chauffages centraux ( chiffre 1 ), le contrôle et le nettoyage des conduits de fumée, quelle que soit leur longueur, et des tuyaux de raccordement allant jusqu'à 3 m de longueur sont compris dans le temps imparti. Pour les tuyaux de plus 3 m de longueur, la position 8.4 est applicable. Pour tous les chauffages centraux spéciaux ( chiffre 2 ) et les fourneaux isolés ( chiffres 3 à 7 ), le contrôle et le nettoyage du conduit de fumée et des tuyaux de raccordement excédant 1 m de longueur sont facturés séparément.

**8.1 Conduits de fumée** (pour les installations thermiques mentionnées aux chiffres 2 à 7)

Jusqu'à 9.00 m de longueur	12
9.01 – 15.00 m de longueur	16
15.01 m de longueur et plus	20

**8.2 Conduits de fumée pénétrables**

Conduits de fumée dans lesquels le ramoneur doit pénétrer pour procéder au nettoyage

temps effectif

**8.3 Brûlage**

temps effectif

**8.4 Tuyaux de raccordement excédant 1 m** (pour les installations thermiques mentionnées aux chiffres 2 à 7) **ou 3 m** (pour les installations thermiques mentionnées au chiffre 1)

1.01 - 5.00 m de longueur	6
5.01 - 8.00 m de longueur	10
8.01 m de longueur et plus ( pour le calcul, deux coudes constituent 1 m )	temps effectif

**9. Installations de chauffage à gaz**

Installations et conduits de fumée	temps effectif
------------------------------------	----------------

**10. Installations industrielles**

Installations dans des exploitations artisanales, industrielles et similaires qui ne servent pas au chauffage de locaux	temps effectif
---	----------------

<b>11. Travaux de contrôle</b>	temps effectif
--------------------------------	----------------

**12. Nettoyage avec des produits alcalins**

Les coûts supplémentaires ne doivent pas excéder env. 50 % des coûts du nettoyage mécanique, sans compter la taxe de base. Dans ces coûts sont compris le temps de travail supplémentaire et le matériel.

**III.<sup>8)</sup> Salaire horaire**

Le salaire horaire (sans TVA) déterminant pour le calcul de la taxe de base, des taxes par objet et de la taxe selon le temps effectif est le suivant :

	Par heure	Par minute
– Maîtres ramoneurs, employés	Fr. 81.00	Fr. 1.35
– Apprentis (uniquement pour le travail selon le temps effectif)	Fr. 27.60	Fr. 0.46. <sup>11)</sup>

Le présent salaire horaire est arrêté à l'indice des prix à la consommation (IPC) de septembre 2020 : 98.5 points (décembre 2010 = 100).

Le Département indexe, par voie d'arrêté, le salaire horaire en fonction de l'indice des prix à la consommation chaque fois que celui-ci a varié de 3 % depuis la dernière adaptation.

- 1) [RSJU 871.1](#)
- 2) Cette ordonnance a été abrogée
- 3) [RSJU 173.11](#)
- 4) [RSJU 175.1](#)
- 5) Cette recommandation peut être consultée ou commandée auprès de l'ECA Jura, à Saignelégier
- 6) Nouvelle teneur selon le ch. XXIV de l'ordonnance du 29 mai 2012 modifiant les actes législatifs liés à la prolongation de la législature, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> juillet 2012
- 7) Nouvelle teneur de l'annexe selon le ch. I de l'ordonnance du 6 novembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013
- 8) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 6 novembre 2012, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2013. Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 8 décembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2021
- 9) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 24 février 2015
- 10) Nouvelle teneur selon le ch. I de l'ordonnance du 8 février 2022
- 11) Nouveaux montants selon l'arrêté du 20 décembre 2022 du Département des finances concernant l'adaptation du salaire horaire des ramoneurs au coût de la vie, publié dans le Journal officiel n°46, p. 984, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2023



# Loi sur la protection et l'assurance des bâtiments

du 29 avril 2015

*Le Parlement de la République et Canton du Jura,*

vu les articles 18, alinéa 2, 23, alinéa 1, et 100 de la Constitution cantonale<sup>1)</sup>,

*arrête :*

## CHAPITRE PREMIER : Dispositions générales

But de la loi et  
terminologie

**Article premier** <sup>1</sup> La présente loi a pour objet la préservation des bâtiments érigés sur le territoire cantonal contre les risques dus au feu et aux éléments naturels.

<sup>2</sup> A cette fin, la loi prévoit la mise en œuvre des moyens pour la prévention, la lutte et l'assurance obligatoire contre les dommages dus au feu et aux éléments naturels.

<sup>3</sup> Les termes utilisés dans la présente loi pour désigner des personnes s'appliquent indifféremment aux femmes et aux hommes.

Prévention des  
dommages aux  
bâtiments

**Art. 2** L'Etat fixe les mesures visant à prévenir et à réduire les risques dus au feu et aux éléments naturels, conformément aux dispositions de la loi sur la protection contre les incendies et les dangers naturels<sup>2)</sup>.

Assurance  
obligatoire des  
bâtiments

**Art. 3** Pour assurer la pérennité des bâtiments et afin de limiter les conséquences de dommages importants causés par le feu ou les éléments naturels, l'Etat institue une assurance obligatoire des bâtiments basée sur la mutualité et la solidarité entre assurés.

Missions de  
l'établissement  
cantonal

**Art. 4** <sup>1</sup> Les tâches et l'organisation de la prévention contre les dommages dus au feu et aux éléments naturels incombent à un établissement autonome de droit public qui, au bénéfice du monopole de l'assurance obligatoire des bâtiments, exerce ses activités sans but lucratif.

<sup>2</sup> L'organisation et le fonctionnement de l'établissement cantonal d'assurance sont régis par la présente loi.

## CHAPITRE II : Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention

### SECTION 1 : Nature juridique, tâches

Nom et nature juridique	<b>Art. 5</b> L'Etablissement cantonal d'assurance immobilière et de prévention (dénommé ci-après : "ECA Jura") est un établissement autonome de droit public.
Siège	<b>Art. 6</b> L'ECA Jura a son siège à Saignelégier.
Tâches	<b>Art. 7</b> L'ECA Jura assume les tâches suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) il gère l'assurance obligatoire des bâtiments érigés sur territoire cantonal contre les risques dus au feu et aux éléments naturels;</li> <li>b) il collabore à l'élaboration et à la mise en œuvre des plans et des mesures de prévention des dommages liés à ces risques;</li> <li>c) il participe à la conception, à l'organisation et au financement des moyens de lutte contre les incendies et les éléments naturels.</li> </ul>

### SECTION 2 : Organisation interne

Organes	<b>Art. 8</b> Les organes de l'ECA Jura sont : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) le conseil d'administration;</li> <li>b) la direction;</li> <li>c) l'organe de révision.</li> </ul>
Nomination des membres du conseil d'administration	<b>Art. 9</b> <sup>1</sup> Le conseil d'administration est composé de cinq membres nommés pour la durée de la législature cantonale.  <sup>2</sup> Le Gouvernement nomme les membres du conseil d'administration, dont un membre du Gouvernement, et en désigne le président.  <sup>3</sup> Les membres du conseil d'administration doivent correspondre à un profil d'exigences leur permettant d'assumer efficacement leur mandat.
Tâches du conseil d'administration	<b>Art. 10</b> <sup>1</sup> Le conseil d'administration exerce les tâches suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) il assume la haute direction de l'ECA Jura et donne les instructions nécessaires à la direction, notamment en matière d'organisation et de gestion des risques;</li> </ul>

- b) il adopte le règlement qui détermine l'organisation interne de l'ECA Jura et le fonctionnement de la direction;
- c) il engage le directeur et les cadres qui font partie de la direction;
- d) il désigne, pour chaque exercice, l'organe de révision et détermine son mandat;
- e) il approuve le système de contrôle interne;
- f) il s'assure, en cas de besoin, les services d'un actuaire conseil;
- g) il édicte les directives techniques en matière d'assurance et veille à leur application correcte;
- h) il veille à une gestion financière saine et conduit une politique en matière de réserves qui tient compte des risques assurés, de la sinistralité et des engagements pris par l'ECA Jura envers les communautés de risques auxquelles il participe;
- i) il arrête les modalités de réassurance;
- j) il édicte un règlement relatif aux compétences financières de la direction;
- k) il fixe les principes de la comptabilité, du contrôle financier et de la présentation des comptes annuels;
- l) il établit un rapport de gestion annuel.

<sup>2</sup> Pour accomplir ses tâches, le conseil d'administration peut constituer en son sein diverses commissions. Il veille à ce que ses membres soient informés de manière appropriée.

Fonctionnement  
et tâches de la  
direction

**Art. 11** <sup>1</sup> La direction est assurée par le directeur qui, au besoin, prend les décisions après consultation des cadres.

<sup>2</sup> La direction assume notamment les tâches suivantes :

- a) elle informe régulièrement le conseil d'administration sur ses activités et lui signale immédiatement les événements particuliers susceptibles d'influencer la bonne marche de l'ECA Jura;
- b) elle organise les différents secteurs de l'administration de l'ECA Jura et surveille l'activité des collaborateurs;
- c) elle engage les collaborateurs de l'ECA Jura;
- d) elle assure l'application correcte et uniforme de la réglementation relative à l'ECA Jura;
- e) elle exécute les décisions du conseil d'administration;
- f) elle est responsable de la tenue de la comptabilité, de la rédaction du rapport de gestion et de la clôture annuelle des comptes;
- g) elle assure la gestion financière de l'ECA Jura et élabore des propositions relatives à la politique en matière de réserves et de réassurance à l'intention du conseil d'administration;
- h) elle statue sur les oppositions contre les décisions rendues par les différents secteurs de l'ECA Jura;
- i) elle assume les autres tâches qui lui sont confiées par le conseil d'administration ou celles que lui attribue la législation, en particulier dans le domaine de la protection contre les incendies et les dangers naturels;

- j) elle assume les compétences qui ne sont pas expressément attribuées à un autre organe.

<sup>3</sup> Pour le surplus, l'organisation et le fonctionnement de la direction sont régis par le règlement adopté par le conseil d'administration.

Organes de  
révision

**Art. 12** <sup>1</sup> L'organe de révision est chargé du contrôle des comptes. Il doit satisfaire aux exigences de la législation fédérale sur la surveillance de la révision.

<sup>2</sup> Le Contrôle des finances peut, sur mandat du Gouvernement, procéder à des contrôles.

Statut du  
personnel

**Art. 13** <sup>1</sup> Sous réserve de l'alinéa 2 ci-dessous, le personnel de l'ECA Jura est engagé sur la base de contrats de travail individuels soumis au Code des obligations. Les détails sont fixés dans un règlement sur le personnel adopté par le conseil d'administration.

<sup>2</sup> Le conseil d'administration peut décider que les rapports de travail entre l'ECA Jura et son personnel sont régis par un autre statut.

### SECTION 3 : Surveillance

Parlement

**Art. 14** L'ECA Jura soumet un rapport annuel au Parlement pour approbation.

Gouvernement

**Art. 15** <sup>1</sup> Le Gouvernement exerce la haute surveillance sur l'ECA Jura et en contrôle la gestion.

<sup>2</sup> Il approuve les dispositions d'exécution énoncées à l'article 92 ci-après, ainsi que le règlement d'organisation adopté par le conseil d'administration.

<sup>3</sup> Il charge un département (dénommé ci-après : "le Département") d'assurer la liaison avec l'ECA Jura et de lui présenter le rapport annuel avant qu'il ne soit soumis à l'examen du Parlement.

<sup>4</sup> Le Gouvernement et le Département n'interviennent pas dans la gestion des affaires courantes de l'ECA Jura. Le Gouvernement peut, après avoir consulté le conseil d'administration, lui adresser des recommandations.

## CHAPITRE III : Assurance des bâtiments

### SECTION 1 : Nature et étendue de l'assurance

Assurance obligatoire	<b>Art. 16</b> Sauf exceptions prévues par la législation, tous les bâtiments sis sur le territoire cantonal sont obligatoirement assurés auprès de l'ECA Jura contre les risques dus au feu et aux éléments naturels.
Exceptions	<b>Art. 17</b> Ne sont pas soumis à l'assurance obligatoire : <ul style="list-style-type: none"> <li>a) les bâtiments de peu de valeur;</li> <li>b) les constructions érigées pour une courte durée;</li> <li>c) les constructions mobiles ou celles non liées au sol de manière durable;</li> <li>d) les bâtiments appartenant à des collectivités ou entreprises publiques ou privées non soumises à la présente législation en vertu du droit fédéral ou international.</li> </ul>
Assurance facultative	<b>Art. 18</b> L'ECA Jura peut assurer, à titre facultatif, des constructions non soumises à l'assurance obligatoire.
Objets assurés	<b>Art. 19</b> <sup>1</sup> Est réputée bâtiment soumis à l'assurance obligatoire toute construction propre à abriter des personnes, des animaux ou des choses, et dont l'implantation est durable.  <sup>2</sup> L'ECA Jura édicte les dispositions concernant les parties de bâtiment et les installations qui doivent être assurées avec le bâtiment.
Début de l'assurance	<b>Art. 20</b> <sup>1</sup> L'assurance obligatoire prend effet dès que les travaux ont débuté et que la demande d'assurance a été remise à l'ECA Jura. L'assuré a l'obligation d'annoncer les travaux avant le début de ceux-ci.  <sup>2</sup> Les bâtiments et travaux qui ne sont pas annoncés ne sont pas assurés.  <sup>3</sup> La reconstruction d'un bâtiment sinistré fait naître un nouveau rapport d'assurance.
Fin de l'assurance obligatoire	<b>Art. 21</b> L'assurance d'un bâtiment prend fin avec sa déconstruction, après un dommage total ou lorsque le bâtiment est exclu de l'assurance.

Refus et  
exclusion de  
l'assurance

**Art. 22** L'ECA Jura peut refuser l'admission ou exclure de l'assurance, entièrement ou pour certains risques, les bâtiments particulièrement exposés à l'incendie, aux déprédations de la chaleur ou de la fumée, à l'explosion, ou gravement menacés par les éléments naturels. Tel peut notamment être le cas des bâtiments qui ne respectent pas les normes reconnues des associations professionnelles et d'autres organismes en matière de stabilité et de sécurité structurale.

Assurés

**Art. 23** <sup>1</sup> Ont qualité d'assurés les personnes physiques ou morales propriétaires d'un bâtiment.

<sup>2</sup> Elles sont titulaires des droits et obligations découlant de la présente loi et de ses dispositions d'exécution.

<sup>3</sup> S'il existe plusieurs propriétaires d'un bâtiment, l'ECA Jura peut demander qu'une seule personne soit désignée pour représenter tous les propriétaires du bâtiment; à défaut d'une telle désignation, il choisit lui-même le représentant de tous les propriétaires.

Collaboration  
des services de  
l'Etat et des  
communes

**Art. 24** <sup>1</sup> Les communes doivent veiller à ce que, sur leur territoire, tous les bâtiments et projets de construction qui doivent l'être, soient assurés auprès de l'ECA Jura.

<sup>2</sup> Le registre foncier communique d'office à l'ECA Jura tout changement de propriétaire de bâtiments. Sur demande de l'ECA Jura, les extraits nécessaires lui sont également communiqués.

<sup>3</sup> Les services compétents de l'Etat ou de la commune communiquent à l'ECA Jura la délivrance d'un permis de construire un bâtiment et lui remettent les plans mis à l'enquête. Avec la délivrance du permis, ils informent le requérant de son obligation d'assurer les travaux et le bâtiment auprès de l'ECA Jura.

<sup>4</sup> Les services de police et les autorités judiciaires pénales sont tenus de mettre les dossiers à la disposition de l'ECA Jura.

<sup>5</sup> Le Service des contributions fournit d'office à l'ECA Jura les informations relatives aux nouvelles constructions, améliorations et autres transformations.

## SECTION 2 : Risques assurés

Risques incendie  
assurés

**Art. 25** Les bâtiments sont assurés contre les dommages causés par :

- a) le feu;
- b) les fumées soudaines et accidentelles;

- c) la chaleur provoquée par le feu;
- d) la foudre, avec ou sans ignition;
- e) les explosions;
- f) les chutes d'aéronefs ou de leur fret, dans la mesure où aucun tiers n'est tenu de les réparer.

Risques incendie  
non assurés

**Art. 26** Ne sont pas assurés les dommages dus à d'autres causes que celles décrites à l'article 25 ci-dessus, notamment :

- a) les dommages dus à l'usure ou à l'utilisation normale d'un bâtiment ou de ses installations;
- b) les dommages de roussissement dus à l'effet de la chaleur sans ignition;
- c) les dommages causés à des appareils et installations électriques dus à un incident extraordinaire, tel qu'un court-circuit ou une surtension;
- d) les dommages causés, sans ignition, à des appareils et installations électriques, provoqués par des animaux, des matières dangereuses, des gaz ou des liquides.

Risques  
éléments  
naturels assurés

**Art. 27** Les bâtiments sont assurés contre les dommages causés par :

- a) l'ouragan;
- b) la grêle;
- c) les crues et les inondations par voie de surface dues à des précipitations soudaines et exceptionnelles;
- d) les avalanches;
- e) le poids et le glissement de la neige sur les toits;
- f) les éboulements et les glissements de terrain;
- g) les chutes de pierre;
- h) les dolines.

Risques  
éléments  
naturels non  
assurés

**Art. 28** Ne sont pas assurés les dommages dus à d'autres causes que celles décrites à l'article 27, notamment :

- a) les dommages qui ne sont pas dus à une action d'une violence extraordinaire ou qui résultent d'une action continue, tels que l'érosion, la pression du terrain, le gel ou les effets de l'humidité;
- b) les dommages prévisibles qui auraient pu être évités par des mesures appropriées, tels que les dommages dus à la nature défavorable du terrain ou à l'emplacement du bâtiment, à des défauts de construction, à un entretien insuffisant ou à des fondations inappropriées;
- c) les dommages causés à des bâtiments construits en dessous du niveau atteint normalement par les cours d'eau et les plans d'eau;
- d) les dommages dus aux fluctuations des eaux souterraines ou à l'affaissement progressif du terrain;
- e) les dommages dus à la rupture ou au reflux de canalisations;
- f) les dommages dus à des travaux exécutés sur le fonds ou à proximité du bâtiment, tels que terrassements, fouilles ou aménagements extérieurs;

- g) les dommages dus à la construction ou à l'entretien insuffisant d'ouvrages sis sur le fonds du bâtiment ou à proximité;
- h) les dommages causés par des animaux ou des champignons;
- i) les dommages dus au non-respect des normes techniques en vigueur ou des exigences légales en matière de prévention des dommages naturels.

Risques exclus

**Art. 29** <sup>1</sup> Sont exclus de l'assurance les dommages résultant directement ou indirectement d'un tremblement de terre, d'une éruption volcanique, de la chute de météorites, de l'eau des lacs artificiels et des installations hydrauliques, de coups de bélier, de la contamination provoquée par des objets assurés, de modifications de la structure nucléaire.

<sup>2</sup> Il en va de même des événements de guerre, de troubles intérieurs, de mesures prises par l'armée, la police ou la protection civile, ou du bang supersonique.

Amélioration de la couverture et des prestations d'assurance

**Art. 30** Le Gouvernement peut autoriser l'établissement cantonal d'assurance à conclure des contrats ou des conventions intercantionales ou à utiliser d'autres moyens pour permettre, contre paiement d'une prime, d'améliorer la couverture d'assurance prévue aux articles 25 et 27 ci-dessus.

### SECTION 3 : Valeur d'assurance des bâtiments

Valeur à neuf

**Art. 31** <sup>1</sup> Sous réserve des dispositions qui suivent, les bâtiments sont assurés à leur valeur à neuf.

<sup>2</sup> La valeur à neuf doit permettre de couvrir les dépenses qu'exige la reconstruction, en exécution contemporaine, par le propriétaire sinistré, d'un bâtiment de même affectation, de même volume, de structure et de qualité similaires et érigé au même emplacement.

<sup>3</sup> La valeur à neuf s'établit au maximum sur la base des prix de construction pratiqués dans la région.

Valeur aux prix du jour

**Art. 32** Une valeur inférieure peut être retenue lorsque le bâtiment est déprécié à plus de 40 % dans sa globalité ou lorsqu'il n'est pas construit dans les règles de l'art ou qu'il ne répond pas aux normes de sécurité généralement reconnues.

Valeur à neuf réduite

**Art. 33** Une valeur à neuf réduite peut être retenue lorsque certaines parties du bâtiment présentent une dépréciation excédant le 40 % de la valeur à neuf.



Valeur convenue **Art. 34** <sup>1</sup> Une valeur convenue peut être fixée d'entente avec l'assuré s'il est probable que le bâtiment ne sera que partiellement reconstruit en cas de sinistre.

<sup>2</sup> La valeur convenue peut être supérieure à la valeur à neuf, notamment lorsqu'elle comprend des frais supplémentaires occasionnés par une restauration à l'ancienne.

Valeur en somme fixe **Art. 35** <sup>1</sup> Les bâtiments voués à la démolition ou dans un état de délabrement avancé sont assurés en somme fixe. Ils ne sont pas indexés au coût de la construction.

<sup>2</sup> Cette valeur est établie sur la base du coût de la déconstruction du bâtiment et des frais de déblaiement et taxes de décharge.

Valeur provisoire **Art. 36** <sup>1</sup> La valeur provisoire des bâtiments en construction est fondée sur le devis de construction.

<sup>2</sup> En cas de transformation, la valeur provisoire correspond à la plus-value apportée au bâtiment.

#### SECTION 4 : Procédure d'estimation

Organisation **Art. 37** La direction de l'ECA Jura organise la procédure d'estimation et assure la formation et le perfectionnement des estimateurs.

Estimation d'office **Art. 38** <sup>1</sup> La valeur d'assurance des nouveaux bâtiments et de ceux qui ont subi des transformations est estimée dès la fin des travaux.

<sup>2</sup> L'ECA Jura procède périodiquement à la vérification des estimations.

<sup>3</sup> Il peut, en tout temps, procéder à une nouvelle estimation s'il y a doute sur la valeur d'assurance, notamment s'il suppose une sous-estimation, une surestimation ou en cas de changement d'affectation.

Estimation sur intervention de l'assuré **Art. 39** <sup>1</sup> L'assuré est tenu d'annoncer par écrit à l'ECA Jura, dans les vingt jours, toutes les modifications apportées au bâtiment ou à son affectation, ainsi que tout événement susceptible de modifier la valeur d'assurance ou les risques assurés.

<sup>2</sup> L'assuré peut, en tout temps, demander à l'ECA Jura de procéder à une nouvelle estimation si des raisons susceptibles de modifier la valeur d'assurance apparaissent.

Obligations de l'assuré

**Art. 40** L'assuré a l'obligation :

- a) d'assister à l'estimation à laquelle il est convoqué ou de s'y faire représenter;
- b) de permettre l'accès à tous les locaux;
- c) de donner tous les renseignements nécessaires;
- d) de produire, à la demande des estimateurs, les plans, devis, récapitulatifs des frais de construction, factures et autres documents utiles à l'estimation.

Déroulement de l'estimation

**Art. 41** <sup>1</sup> En principe, les estimateurs désignés par l'ECA Jura procèdent à la visite et à l'estimation du bâtiment en présence de l'assuré.

<sup>2</sup> Si le propriétaire ou son représentant a été régulièrement convoqué, l'estimation est réputée avoir été valablement effectuée, malgré son absence.

<sup>3</sup> L'ECA Jura peut renoncer à la visite en fixant la valeur d'assurance de petites bâtisses ou de bâtiments ayant subi des transformations mineures sur la base de pièces justificatives uniquement.

<sup>4</sup> Les résultats de l'estimation sont consignés dans un procès-verbal.

Frais d'estimation

**Art. 42** <sup>1</sup> Les estimations sont effectuées sans frais pour l'assuré.

<sup>2</sup> L'ECA Jura peut mettre tout ou partie des frais à la charge de l'assuré ayant sollicité une estimation sans raisons pertinentes, exigé une estimation urgente ou particulière au sens de l'article 39, alinéa 2.

Police d'assurance

**Art. 43** <sup>1</sup> L'ECA Jura arrête la valeur d'assurance sur la base du procès-verbal d'estimation.

<sup>2</sup> Il transmet à l'assuré la police d'assurance avec le procès-verbal d'estimation.

<sup>3</sup> Il fixe la date d'entrée en vigueur de la police d'assurance.

<sup>4</sup> Le contenu de la police d'assurance est sujet à opposition et à recours selon les modalités de la présente loi.

**Indexation** **Art. 44** Lorsque l'indice des prix à la construction subit une modification de plus de 5 %, l'ECA Jura adapte les valeurs d'assurance au nouvel indice sans procéder à une nouvelle estimation.

**Communication des valeurs d'assurance** **Art. 45** <sup>1</sup> L'ECA Jura communique d'office les valeurs d'assurance au registre foncier et aux communes.

<sup>2</sup> Sur demande, il les communique aux créanciers hypothécaires et, sur présentation d'une procuration de l'assuré, à des tiers.

<sup>3</sup> En cas de diminution de plus de 20 % de la valeur assurée ressortant de la dernière estimation, une communication est faite d'office aux créanciers hypothécaires.

## SECTION 5 : Primes d'assurance

**Principes** **Art. 46** <sup>1</sup> L'ECA Jura perçoit annuellement pour chaque bâtiment une prime d'assurance incendie et éléments naturels ainsi qu'une contribution aux frais de prévention et de lutte contre les dommages. La prime se compose d'une prime de base et d'une prime de risque.

<sup>2</sup> La prime et la contribution sont calculées sur la base de la valeur d'assurance.

<sup>3</sup> Pour la fixation de la prime de base, une distinction est opérée entre bâtiment massif et non massif.

<sup>4</sup> L'ECA Jura répartit les bâtiments en classes de risque et fixe la prime de risque correspondant à chacune d'elles.

**Affectation de la prime de base** **Art. 47** La prime de base permet de couvrir les charges d'exploitation de l'ECA Jura et une part des risques incendie et éléments naturels.

**Prime de risque** **Art. 48** <sup>1</sup> La prime de risque s'ajoute à la prime de base. Elle est calculée pour chaque classe de risque en fonction de l'usage et du type de construction du bâtiment.

<sup>2</sup> L'ECA Jura peut majorer la prime de risque lorsque le bâtiment présente un risque spécial dû notamment à sa construction, à son affectation, à son emplacement en particulier par rapport aux bâtiments voisins, à l'absence ou à l'insuffisance d'eau d'extinction, ou tant que le bâtiment ne répond pas aux exigences de la police du feu fixées par l'autorité compétente.

<sup>3</sup> Lorsque le bâtiment bénéficie de mesures visant à réduire les risques et à prévenir les dommages, l'ECA Jura réduit la prime de risque.

Contribution aux  
frais de  
prévention et de  
lutte contre les  
dommages

**Art. 49** <sup>1</sup> Pour couvrir les frais liés à la prévention et à la lutte contre les dommages, l'ECA Jura prélève une contribution auprès des assurés.

<sup>2</sup> Le taux de la contribution est identique pour toutes les classes de risque; il s'élève au maximum à 60 % du taux moyen de la prime de base.

Primes de  
l'assurance  
provisoire

**Art. 50** Pour les bâtiments en construction ou les transformations importantes, les primes sont calculées sur la base de la valeur d'assurance définitive.

Prime de  
l'assurance  
facultative

**Art. 51** La prime de l'assurance facultative est calculée et perçue séparément.

Début de  
l'obligation de  
paiement

**Art. 52** <sup>1</sup> Les primes sont dues à partir du début de l'assurance obligatoire.

<sup>2</sup> En cas de nouvelles constructions ou de transformations, la contribution aux frais de prévention et de lutte contre les dommages est perçue dès la fin des travaux.

<sup>3</sup> Les primes et contributions se prescrivent par cinq ans dès leur exigibilité. Les primes et contributions non payées à l'échéance peuvent être majorées d'un intérêt de 5 %.

Primes en cas  
de refus  
d'admission ou  
d'exclusion

**Art. 53** <sup>1</sup> Le refus partiel d'admettre le bâtiment à l'assurance ou l'exclusion partielle de l'assurance ne dispense pas le propriétaire d'acquitter les primes et suppléments de primes pour les risques et parties de bâtiment encore assurés.

<sup>2</sup> En cas d'exclusion totale ou de refus total d'admission, les primes et suppléments de primes doivent être acquittés encore pendant deux ans.

Primes dues en  
cas de dommage

**Art. 54** En cas de dommage, les primes et suppléments de primes sont dus entièrement pour l'année en cours.

Perception

**Art. 55** <sup>1</sup> L'ECA Jura perçoit les primes et contributions au moyen d'un bordereau adressé au débiteur des primes et contributions ou à son représentant.

<sup>2</sup> Sont débiteurs des primes et contributions :

- a) le propriétaire inscrit au registre foncier au moment de l'envoi du bordereau;
- b) le nu-propriétaire ou l'usufruitier, solidairement entre eux;
- c) les copropriétaires ou propriétaires communs, solidairement entre eux;
- d) la communauté des propriétaires par étages;
- e) l'acquéreur, solidairement avec le vendeur, pour l'année en cours et pour les deux années antérieures de primes et contributions impayées.

<sup>3</sup> Le bordereau des primes et contributions indique les voies de droit. Il vaut décision.

<sup>4</sup> Le bordereau qui n'a pas fait l'objet d'une opposition ou d'un recours est assimilé à un jugement exécutoire au sens de l'article 80 de la loi fédérale sur la poursuite pour dettes et la faillite<sup>3)</sup>.

Compensation

**Art. 56** L'ECA Jura peut compenser, avec le montant des indemnités dues, les primes et contributions impayées ou même non facturées, intérêts et frais compris, quelle que soit la raison du non-paiement ou de la non-facturation.

Hypothèque  
légale

**Art. 57** Les primes et contributions non prescrites sont garanties par une hypothèque légale, conformément à l'article 88 de la loi d'introduction du Code civil suisse<sup>5)</sup>.

Restitution de  
primes indues

**Art. 58** <sup>1</sup> L'ECA Jura restitue les primes et contributions indûment perçues conformément au Code de procédure administrative<sup>4)</sup>.

<sup>2</sup> En cas de diminution des risques, les primes et suppléments de primes sont rectifiés à partir du moment où le propriétaire a annoncé la modification par écrit à l'ECA Jura.

## CHAPITRE IV : Dommages

### SECTION 1 : Annonce et estimation des dommages

Obligation  
d'annonce

**Art. 59** <sup>1</sup> Dès qu'il a connaissance du sinistre, l'assuré ou son représentant est tenu d'annoncer immédiatement le dommage à l'ECA Jura.

<sup>2</sup> Le droit aux prestations s'éteint si le dommage n'est pas annoncé dans le délai d'un an à compter de la date du sinistre.

Autres  
obligations  
de l'assuré

**Art. 60** <sup>1</sup> L'assuré prend immédiatement et sous sa responsabilité les mesures nécessaires pour restreindre le dommage, éviter son aggravation et sauvegarder les restes du bâtiment.

<sup>2</sup> Les frais de telles mesures sont pris en compte pour l'indemnisation de l'assuré.

<sup>3</sup> Afin de garantir la préservation des preuves, l'assuré est tenu de collaborer avec l'ECA Jura et avec les enquêteurs chargés de déterminer les causes du sinistre.

<sup>4</sup> L'assuré s'abstiendra de prendre des dispositions susceptibles d'entraver ou de fausser l'estimation du dommage.

Estimation du  
dommage

**Art. 61** <sup>1</sup> L'ECA Jura procède, à ses frais et dans les meilleurs délais, à l'estimation du dommage; celle-ci est fixée selon la valeur d'assurance applicable au jour du sinistre et ne comprend pas les frais supplémentaires dus à une reconstruction accélérée pour des raisons d'exploitation ou pour d'autres motifs.

<sup>2</sup> Le propriétaire est tenu de fournir tous les documents et renseignements utiles à l'estimation du dommage.

<sup>3</sup> Lorsque le bâtiment ou une de ses parties est assuré à une valeur inférieure à la valeur à neuf, le montant de l'estimation du dommage est réduit dans la proportion existante entre la valeur à neuf et la valeur assurée.

<sup>4</sup> Le dommage survenu aux bâtiments inutilisables ou voués à la démolition (art. 35) est estimé, au plus, à leur valeur en somme fixe.

Domage total

**Art. 62** <sup>1</sup> En cas de destruction totale du bâtiment, le dommage est estimé sur la base de la valeur d'assurance sous déduction de la valeur des restes.

<sup>2</sup> Lorsqu'il y a lieu de supposer que le bâtiment ne sera pas reconstruit, en tout ou partie, l'ECA Jura procède à l'estimation des restes et, parallèlement, à l'estimation de la valeur vénale du bâtiment.

Domage partiel

**Art. 63** <sup>1</sup> L'estimation du dommage partiel repose à la fois sur la valeur d'assurance de la partie détruite, sous déduction des restes, et sur les devis de reconstruction.

<sup>2</sup> Pour un dommage de moindre importance, l'estimation se fonde sur les devis de réparation.

Sinistres  
bagatelles

**Art. 64** Les sinistres bagatelles sont traités selon une procédure simplifiée dont le détail est réglé dans le cadre d'une réglementation interne.

Domage  
survenu en cours  
de construction  
ou de  
transformation

**Art. 65** <sup>1</sup> Les principes énoncés aux articles 59 à 64 ci-dessus s'appliquent également à l'estimation du dommage survenu en cours de construction ou de transformation.

<sup>2</sup> L'assuré est tenu de fournir tous les renseignements et documents utiles, notamment au sujet de l'état d'avancement des travaux au moment du sinistre.

Domage  
survenu au cours  
d'une procédure  
d'opposition

**Art. 66** Si le sinistre survient alors qu'une opposition contre la valeur d'assurance est pendante, l'estimation du dommage s'effectue sur la base de la valeur d'assurance contestée. L'indemnité sera adaptée à la valeur d'assurance corrigée.

Domage caché

**Art. 67** L'assuré peut demander une nouvelle estimation dans les vingt jours à compter de la découverte d'un dommage caché, mais au plus tard dans l'année qui suit le paiement final du dommage.

Procédure  
d'estimation du  
dommage

**Art. 68** Le dommage est estimé selon une procédure analogue à celle applicable à la détermination de la valeur d'assurance des bâtiments.

Procédure  
pénale

**Art. 69** <sup>1</sup> Lorsqu'un sinistre fait l'objet d'une enquête pénale, l'autorité pénale compétente en transmet les conclusions à l'ECA Jura qui peut, sur demande, consulter le dossier pénal.

<sup>2</sup> L'ECA Jura peut se constituer partie plaignante et partie civile dans la procédure pénale.

<sup>3</sup> L'autorité pénale transmet d'office à l'ECA Jura les ordonnances et jugements de libération ou de condamnation consécutifs à un sinistre touchant un bâtiment assuré.

## SECTION 2 : Indemnisation

Principes

**Art. 70** <sup>1</sup> Sous réserve des dispositions qui suivent, l'indemnité la plus élevée versée par l'ECA Jura correspond à la valeur assurée de la partie sinistrée du bâtiment, sous déduction de la valeur des restes. Les frais de démolition et déblaiement sont également pris en charge par l'ECA Jura.

<sup>2</sup> L'indemnité est versée à l'assuré qui est propriétaire à la date du sinistre, sous réserve des droits des créanciers gagistes.

<sup>3</sup> L'assuré ne doit tirer aucun profit de l'événement dommageable.

Délai de  
reconstruction

**Art. 71** <sup>1</sup> A compter de la date du sinistre, le bâtiment doit être reconstruit ou remis en état dans un délai de trois ans.

<sup>2</sup> Sur demande expresse du propriétaire et pour de justes motifs, l'ECA Jura peut prolonger le délai de reconstruction pour une durée maximale de deux ans.

Indemnisation  
d'un dommage  
total

**Art. 72** <sup>1</sup> Lorsqu'un bâtiment est totalement ou presque intégralement détruit, l'indemnité, sous déduction de la valeur des restes éventuels, correspond au coût de la reconstruction, mais au maximum à la valeur assurée, si le bâtiment est reconstruit par le même propriétaire, au même emplacement, dans des dimensions identiques et à des fins similaires. Si l'une de ces conditions n'est pas réalisée, l'indemnité est réduite.

<sup>2</sup> Lorsque le bâtiment totalement détruit n'est pas reconstruit ou ne l'est pas dans le délai imparti, l'indemnité correspond à la valeur vénale pour autant qu'elle ne soit pas supérieure à la valeur d'assurance.

<sup>3</sup> Lorsque, pour des motifs relevant du droit public, la reconstruction ne peut se faire au même emplacement, l'indemnité correspond au coût de la reconstruction, mais au maximum à la valeur assurée.

<sup>4</sup> Tant que le bâtiment n'est pas reconstruit, l'autorité compétente qui doit exécuter les travaux de déblaiement des restes par substitution au propriétaire, notamment pour des motifs de sécurité publique, peut être indemnisée par l'ECA Jura pour les frais de son intervention. Ces frais sont déduits de l'indemnité due au propriétaire ou à ses créanciers.

<sup>5</sup> Lorsque le bâtiment est reconstruit partiellement, l'indemnité afférente à la partie qui n'est pas reconstruite se calcule d'après l'alinéa 2 ci-dessus.

Indemnisation  
réduite

**Art. 73** <sup>1</sup> Le dommage qui ne peut être réparé qu'à un prix excessif, par exemple des fissures ou des dégâts n'ayant que des conséquences esthétiques, est compensé par une indemnité forfaitaire qui tient compte de la moins-value.

<sup>2</sup> Lorsque l'élément détruit d'un bâtiment assuré à la valeur à neuf était déprécié d'au moins 40 % ou que son état a contribué à la réalisation du dommage, l'indemnité est réduite équitablement. Les installations et appareils assurés ne sont pas touchés par cette réduction.



<sup>3</sup> En cas de retard dans l'annonce des travaux incombant à l'assuré conformément à l'article 20 ci-dessus, l'indemnité d'assurance est réduite en fonction de la durée du retard.

Indemnisation  
d'un dommage  
partiel

**Art. 74** <sup>1</sup> En cas de dommage partiel, l'indemnité correspond aux frais effectifs de réparation, mais au maximum à la valeur assurée de la partie détruite, sous déduction de la valeur des restes.

<sup>2</sup> Le bâtiment est considéré comme reconstruit lorsque le dommage entier est réparé.

<sup>3</sup> Les travaux qui ne sont pas exécutés dans le délai imparti ne sont pas indemnisés.

Indemnité  
supplémentaire

**Art. 75** L'ECA Jura peut verser une indemnité supplémentaire pour couvrir :

- a) les frais de démolition et de déblaiement des décombres et les taxes de décharge jusqu'à un pourcentage de l'indemnité totale fixé par les dispositions d'exécution;
- b) les dépenses engendrées par la protection des restes du bâtiment;
- c) les dommages aux cultures, s'ils se sont produits en combattant un sinistre, mais au maximum à concurrence d'un pourcentage fixé par les dispositions d'exécution.

Exclusion de la  
couverture  
d'assurance

**Art. 76** <sup>1</sup> L'ECA Jura ne couvre pas les dommages causés aux personnes, aux biens mobiliers, aux bâtiments non assurés de tiers ou à l'environnement.

<sup>2</sup> Les dispositions d'exécution fixent la délimitation entre les accessoires d'un bâtiment et les biens mobiliers qui s'y trouvent.

Paiement de  
l'indemnité

**Art. 77** <sup>1</sup> Aucune indemnité n'est versée avant que l'enquête officielle ait établi la cause du sinistre ou fait constater qu'aucune faute n'est imputable à l'assuré.

<sup>2</sup> Suivant l'importance du sinistre, l'ECA Jura verse des acomptes en fonction de l'avancement des travaux de reconstruction ou sur présentation des factures acquittées par l'assuré.

<sup>3</sup> En cas de dommage important, l'ECA Jura verse un intérêt calculé sur la base de l'indemnité due en cas de non-reconstruction à partir du nonantième jour qui suit l'entrée en force de l'estimation.

<sup>4</sup> Les détails sont réglés par les dispositions d'exécution.

## Franchise

**Art. 78** L'ECA Jura verse les indemnités sous déduction d'une franchise fixée par les dispositions d'exécution.

Créanciers  
gagistes

**Art. 79** <sup>1</sup> Si le bâtiment endommagé est grevé d'un gage immobilier, l'indemnité n'est versée à l'assuré qu'avec le consentement de tous les créanciers gagistes (art. 804 et 822 CC<sup>8)</sup>).

<sup>2</sup> Si l'assuré perd tout ou partie de son droit à l'indemnité, l'ECA Jura répond envers les créanciers titulaires d'un gage grevant l'immeuble de l'assuré et inscrit au registre foncier jusqu'à concurrence de l'indemnité due, pour autant qu'ils prouvent que leurs créances ne sont pas couvertes par la fortune de l'assuré.

<sup>3</sup> Le propriétaire est tenu de restituer à l'ECA Jura les prestations que celui-ci a faites aux créanciers ayant un droit de gage sur l'immeuble conformément à l'alinéa 2. La restitution est exigible dans les dix ans dès le versement des prestations.

<sup>4</sup> En cas d'exclusion totale d'un bâtiment ou de refus total d'admission à l'assurance, les droits des créanciers ayant un droit de gage sur l'immeuble demeurent garantis pendant deux ans.

## Restitution

**Art. 80** <sup>1</sup> L'ECA Jura peut exiger la restitution d'indemnités versées lorsque des faits nouveaux font apparaître qu'elles auraient dû être réduites ou refusées.

<sup>2</sup> Le droit à la restitution s'éteint une année après la connaissance des faits nouveaux et dans tous les cas dix ans à compter du dernier versement d'indemnité.

## Subrogation

**Art. 81** <sup>1</sup> Dans la mesure où l'ECA Jura verse une indemnité, il est subrogé aux droits de l'assuré à réclamer des dommages-intérêts contre tout tiers responsable du dommage.

<sup>2</sup> Cette subrogation est régie par les dispositions du Code des obligations<sup>9)</sup>.

<sup>3</sup> L'assuré répond de tout acte par lequel il porte atteinte au droit de subrogation de l'ECA Jura.

<sup>4</sup> Dans cette optique, l'assuré veille notamment à ce que les locataires de son bâtiment s'assurent en responsabilité civile pour les dégâts qu'ils pourraient causer au bâtiment.

- Déchéance **Art. 82** L'assuré qui provoque le sinistre ou contribue à l'aggraver intentionnellement perd tout droit à une indemnité, qu'il ait agi comme auteur, instigateur ou complice.
- Réduction **Art. 83** L'indemnité peut être réduite à l'égard de l'assuré qui :
- a) a provoqué le sinistre ou contribue à l'aggraver par une négligence grave;
  - b) a créé ou laissé créer un état de fait entraînant un changement de classe de risque sans l'annoncer et sans raison valable, pour autant que cet état de fait ait contribué à provoquer ou aggraver le dommage;
  - c) n'a pas effectué les mises en conformité ordonnées selon les directives de l'ECA Jura;
  - d) n'a pas pris les mesures pour sauvegarder le bâtiment;
  - e) a entrepris, avant l'estimation du dommage, des modifications qui ont entravé ou faussé l'estimation;
  - f) n'a pas rempli, intentionnellement ou par négligence, son obligation d'annonce ou tarde, sans raison valable, à remettre l'avis de sinistre ou d'autres documents et informations utiles à l'ECA Jura;
  - g) a tenté d'induire l'ECA Jura en erreur dans le but d'obtenir des prestations supérieures à celles auxquelles il a droit;
  - h) a compromis intentionnellement ou par négligence les actions récursoires exercées par l'ECA Jura;
  - i) a contrevenu à toute autre obligation que lui impose la présente loi.

## CHAPITRE V : Gestion financière de l'ECA Jura

- Gestion autonome **Art. 84** <sup>1</sup> L'ECA Jura doit couvrir ses dépenses au moyen des primes encaissées, de ses propres réserves, de sa réassurance et de la couverture offerte par les communautés de risque auxquelles il participe.
- <sup>2</sup> Le conseil d'administration détermine la politique de l'ECA Jura en matière de réserves, de réassurance et de participation à des communautés de risque en fonction des projections actuarielles établies sous sa responsabilité.
- <sup>3</sup> Il détermine également le nombre, la dotation et la destination des fonds de réserve.
- <sup>4</sup> L'Etat ne répond pas des engagements financiers de l'ECA Jura.
- Placements **Art. 85** <sup>1</sup> La direction place les réserves selon les directives fixées par le conseil d'administration.
- <sup>2</sup> Elle informe régulièrement le conseil d'administration sur l'évolution des réserves et le rendement des placements.

Excédents de recettes

**Art. 86** <sup>1</sup> Sous réserve de l'alinéa 1bis, si le résultat d'un exercice est favorable et que les fonds de réserve sont suffisamment dotés, l'excédent doit être redistribué aux assurés sous forme de réduction des primes, après déduction d'un montant représentant le 10 % du résultat net avant variation des provisions, mais au maximum 700 000 francs, versé à la caisse de l'Etat.<sup>[10\)](#)</sup>

<sup>1bis</sup> La variation des provisions suivantes n'est pas prise en compte pour déterminer le résultat net au sens de l'alinéa 1 :

- a) la provision pour les sinistres de feu bruts;
- b) la provision pour les sinistres éléments bruts;
- c) la provision pour les rabais sur primes.<sup>[11\)](#)</sup>

<sup>2</sup> L'ECA Jura n'est pas habilité à créer et entretenir des fonds sans affectation.

Contribution à la prévention et à la défense contre les dommages

**Art. 87** Les recettes de la contribution à la prévention et à la défense contre les dommages sont utilisées exclusivement pour le financement des mesures prévues par la législation sur la défense contre le feu et les éléments naturels.

Indemnisations, frais de fonctionnement, investissements

**Art. 88** <sup>1</sup> La direction gère les indemnisations versées par l'ECA Jura.

<sup>2</sup> Elle assure le financement du fonctionnement de l'ECA Jura.

<sup>3</sup> Les investissements importants sont de la compétence du conseil d'administration.

## CHAPITRE VI : Voies de droit

Opposition

**Art. 89** <sup>1</sup> Les décisions rendues en vertu de la présente loi sont sujettes à opposition dans un délai de trente jours dès leur notification.

<sup>2</sup> Si l'assuré conteste une estimation, la direction entend l'assuré sur place en présence des auteurs du rapport d'expertise.

<sup>3</sup> En cas de maintien de l'opposition, le directeur rend une décision sur opposition sujette à recours.

Recours

**Art. 90** Les décisions sur opposition sont sujettes à recours auprès de la Cour administrative du Tribunal cantonal dans un délai de trente jours dès la notification de la décision sur opposition.

Renvoi

**Art. 91** Pour le surplus, les procédures d'opposition et de recours sont régies par le Code de procédure administrative<sup>4)</sup>.

## CHAPITRE VII : Dispositions d'exécution

Compétence et contenu

**Art. 92** <sup>1</sup> L'ECA Jura édicte des dispositions d'exécution soumises à l'approbation du Gouvernement. Ces dispositions précisent notamment :

- a) l'étendue de l'assurance obligatoire et de l'assurance facultative;
- b) les modalités de l'assurance provisoire d'un bâtiment;
- c) les modalités, la mise en œuvre et l'étendue du refus d'admission et d'exclusion d'un bâtiment de l'assurance;
- d) la délimitation des risques assurés par rapport aux risques non assurés;
- e) la distinction entre bâtiments assurés et non assurés;
- f) la distinction et le champ d'application des différentes valeurs d'assurance;
- g) le déroulement de la procédure d'estimation;
- h) les différents taux de primes et de surprimes;
- i) l'indexation des valeurs d'assurance;
- j) les mesures de sécurité, de protection et de conservation à prendre en cas de sinistre;
- k) la délimitation entre dommage total, dommage partiel et sinistre bagatelle;
- l) les détails concernant l'indemnisation en cas de reconstruction et de non-reconstruction;
- m) les modalités de calcul des indemnités supplémentaires ou forfaitaires;
- n) le déroulement de la procédure d'indemnisation;
- o) le mode de détermination de la franchise.

<sup>2</sup> D'autres dispositions peuvent être arrêtées dans le cadre d'une réglementation interne.

## CHAPITRE VIII : Dispositions transitoires et finales

Estimations en cours

**Art. 93** Les procédures d'estimation en cours sont traitées selon les dispositions de l'ancien droit.

Valeurs fixées sous le régime de l'ancien droit

**Art. 94** Les valeurs d'assurance fixées selon les dispositions de l'ancien droit restent en vigueur tant qu'elles ne subissent pas de modifications opérées sous le régime du nouveau droit.

Clause abrogatoire

**Art. 95** Sont abrogés :

- la loi du 6 décembre 1978 sur l'assurance immobilière;

- le décret du 6 décembre 1978 sur l'assurance immobilière.

Modification du  
droit en vigueur

**Art. 96** <sup>1</sup> La loi d'introduction du Code civil suisse du 9 novembre 1978<sup>5)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 88, alinéa 1, lettre e

...<sup>6)</sup>

<sup>2</sup> La loi du 21 novembre 2007 sur la protection contre les incendies et dangers naturels<sup>2)</sup> est modifiée comme il suit :

Article 30a

...<sup>6)</sup>

Référendum

**Art. 97** La présente loi est soumise au référendum facultatif.

Entrée en  
vigueur

**Art. 98** Le Gouvernement fixe l'entrée en vigueur<sup>7)</sup> de la présente loi.

Delémont, le 29 avril 2015

AU NOM DU PARLEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Jean-Yves Gentil  
Le secrétaire : Jean-Baptiste Maître

1) [RSJU 101](#)

2) [RSJU 871.1](#)

3) [RS 281.1](#)

4) [RSJU 175.1](#)

5) [RSJU 211.1](#)

6) Texte inséré dans ladite loi

7) Art. 86 : 1<sup>er</sup> septembre 2015

Les autres dispositions : 1<sup>er</sup> janvier 2016

8) [RS 210](#)

9) [RS 220](#)

10) Nouvelle teneur selon le ch. I de la loi du 11 octobre 2023, en vigueur depuis le 20 décembre 2023

11) Introduit par le ch. I de la loi du 11 octobre 2023, en vigueur depuis le 20 décembre 2023

## TABLE DES MATIERES

<b>9</b>	<b>Economie</b>
<b>90</b>	<b><i>Développement général de l'économie</i></b>
<b>901</b>	<b><i>En général</i></b>
901.1	Loi du 26 octobre 1978 sur le développement de l'économie cantonale
901.112	Arrêté du Parlement du 22 novembre 2006 relatif à l'aménagement de structures immobilière, financière et promotionnelle propres à favoriser la création d'activités économiques
901.21	Décret du 6 décembre 1978 concernant les mesures d'organisation à prendre en matière de développement de l'économie
901.31	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le fonds pour l'acquisition et l'équipement de terrains
901.42	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le fonds pour l'encouragement de l'économie jurassienne (Fonds de développement économique)
901.51	Arrêté du Gouvernement du 24 mars 2009 instituant un "Prix du Gouvernement de la République et Canton du Jura en faveur de l'innovation et de l'excellence"
901.6	Loi du 21 novembre 2012 concernant les nouvelles entreprises innovantes
901.61	Ordonnance du 27 juin 2006 relative au contrôle du respect des conditions d'octroi des aides financières en matière de développement économique
901.62	Directives du Gouvernement du 9 juin 2015 concernant l'octroi de contributions financières visant à favoriser la création, l'extension, l'implantation d'entreprises industrielles ou de services ainsi qu'à promouvoir la commercialisation des produits et services de l'économie jurassienne
901.72	Règlement de la commission consultative pour le développement de l'économie du 5 avril 2011
901.81	Arrêté du Parlement du 9 décembre 2020 portant octroi d'un crédit supplémentaire destiné au soutien des entreprises jurassiennes (mesures COVID-19)
901.811	Ordonnance du 10 décembre 2020 concernant les mesures de soutien aux entreprises jurassiennes en difficulté suite à l'épidémie de COVID-19

---

902	<i>Dans les régions de montagne</i>
902.0	Loi du 21 mai 2008 portant introduction à la loi fédérale sur la politique régionale
902.111	Directives du Département de l'Economie du 6 mai 2003 relatives à la loi du 17 décembre 1999 portant introduction à la loi fédérale sur l'aide aux investissements dans les régions de montagne
<b>91</b>	<b><i>Agriculture</i></b>
910	<i>Développement général</i>
910.1	Loi du 20 juin 2001 sur le développement rural
910.11	Décret du 20 juin 2001 sur le développement rural
910.14	Ordonnance du 24 juin 2014 relative au versement de contributions à la biodiversité et à la qualité du paysage
910.91	Arrêté du Parlement du 21 avril 2004 portant approbation de la convention en vue de la création d'une institution commune au Jura et Jura bernois en matière d'agriculture
913	<i>Améliorations foncières</i>
913.1	Loi du 20 juin 2001 sur les améliorations structurelles
913.113	Ordonnance du 18 août 1992 réglant la procédure de réquisition et d'inscription d'un remaniement parcellaire au registre foncier
913.114	Ordonnance du 15 janvier 1991 sur les subventions en matière de construction des installations de stockage des engrais organiques
914	<i>Crédit agricole</i>
914.1	Décret du 20 juin 2001 sur les crédits d'investissements, l'aide aux exploitations et le fonds de développement rural
914.11	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les crédits d'investissements dans l'agriculture et l'aide aux exploitations paysannes
914.12	Ordonnance du 22 février 1983 portant délégation de compétences au gérant des crédits agricoles
914.21	Règlement du fonds de développement rural durable du 20 janvier 2009
915	<i>Formation agricole</i>
915.11	Loi du 19 mai 2004 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale



---

915.111	Ordonnance du 12 avril 2005 sur la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale
915.116	Décret du 19 mai 2004 concernant le financement de la formation professionnelle en agriculture et en économie familiale
915.119	Arrêté du Gouvernement du 5 octobre 1999 portant adhésion à la convention intercantonale du 7 février 1997 sur les contributions aux coûts de la formation professionnelle agricole
916	<i>Production et vente</i>
916.1	<i>Production végétale</i>
916.141	Ordonnance du 17 mai 2016 sur la viticulture et l'appellation des vins
916.141.1	Directives du Département de l'économie et de la santé du 11 avril 2019 relatives à l'application de l'ordonnance sur la viticulture et l'appellation des vins
916.2	<i>Protection des végétaux</i>
916.21	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la protection des cultures contre les organismes des espèces végétales et animales constituant un danger général (Ordonnance sur la protection des cultures)
916.4	<i>Production animale</i>
916.411	Décret du 20 juin 2001 sur l'élevage
916.411.1	Ordonnance du 22 octobre 2013 concernant l'organisation, le fonctionnement et l'indemnisation des commissions cantonales d'experts en matière d'appréciation d'animaux
916.413	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 28 juin 1974 instituant une contribution aux frais des détenteurs de bétail de la région de montagne et de la région préalpine des collines
916.450.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant application de la loi fédérale du 2 octobre 1964 modifiant l'arrêté sur le statut du lait
916.451.1	Ordonnance du 17 janvier 2012 sur le contrôle du lait
916.5	<i>Lutte contre les épizooties</i>
916.51	Ordonnance du 9 décembre 1997 portant exécution de la législation fédérale sur les épizooties et l'élimination des déchets animaux

---

916.57	Arrêté du Gouvernement du 21 décembre 1979 portant adhésion définitive à la convention signée entre les cantons de Berne, Fribourg et Soleure avec la coopérative des maîtres bouchers de Suisse centrale (GZM) concernant l'élimination des cadavres d'animaux
916.570	Arrêté du Parlement du 15 novembre 1989 portant approbation de l'avenant III au contrat conclu entre les cantons de Berne, de Fribourg, de Soleure et du Jura et la coopérative des maîtres bouchers de la Suisse centrale concernant l'usine d'extraction de Lyss
916.571	Arrêté du Parlement du 29 avril 1992 portant approbation du complément à l'avenant III au contrat conclu entre les cantons de Berne, de Soleure et du Jura et la coopérative des maîtres bouchers de la Suisse centrale concernant l'usine d'extraction GZM SA de Lyss
916.572	Arrêté du Parlement du 22 décembre 1995 portant approbation du contrat et du complément au contrat conclus entre les cantons d'Argovie, Bâle-Ville, Bâle-Campagne, Berne, Fribourg, Jura, Neuchâtel, Soleure, Vaud, Valais, ainsi que le Centre intercommunal des déchets carnés (CIDEK) agissant pour toutes les communes du canton de Genève, et l'Usine d'extraction GZM SA, à Lyss
916.6	<i>Assurance du bétail</i>
916.61	Loi du 26 octobre 1978 sur l'assurance du bétail
916.611.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'assurance du bétail
916.621	Ordonnance du 7 septembre 1982 concernant les accidents de bétail dus au libre parcours dans les Franches-Montagnes
916.7	<i>Commerce de bétail</i>
916.8	
916.71	Arrêté du Parlement du 28 janvier 2015 concernant l'approbation de la convention intercantonale de dissolution du concordat sur le commerce de bétail (Convention intercantonale du 13 septembre 1943 sur le commerce du bétail)
917	<i>Sécurité sociale</i>
917.32	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'assurance-accidents et la prévention des accidents dans l'agriculture

<b>92</b>	<b><i>Forêts, chasse, pêche</i></b>
<b>921</b>	<b><i>Forêts</i></b>
921.11	Loi du 20 mai 1998 sur les forêts
921.111	Décret du 20 mai 1998 sur les forêts
921.111.1	Ordonnance du 4 juillet 2000 sur les forêts
921.145	Arrêté du Gouvernement du 14 février 1984 définissant des mesures spéciales en faveur de la protection de la forêt
921.473.1	Prescriptions de service pour les ingénieurs forestiers d'arrondissement du 11 mai 1982
921.591	Arrêté du Parlement du 20 décembre 1979 approuvant l'adhésion définitive à la convention du 21 mars 1968 relative à la création et à l'exploitation de l'Ecole intercantonale de gardes forestiers de Lyss
921.61	Décret du 6 décembre 1978 sur la répartition des frais entre les propriétaires de forêts et l'Etat, ainsi que les subventions cantonales en faveur de l'économie forestière
<b>922</b>	<b><i>Chasse, protection du gibier et des oiseaux</i></b>
922.11	Loi du 11 décembre 2002 sur la chasse et la protection de la faune sauvage (Loi sur la chasse)
922.111	Ordonnance 6 février 2007 sur la chasse et la protection de la faune sauvage
922.31	Ordonnance du 16 septembre 2003 concernant l'octroi du permis temporaire de chasser
<b>923</b>	<b><i>Pêche</i></b>
923.11	Loi du 28 octobre 2009 sur la pêche
923.111	Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi du 26 octobre 1978 sur la pêche
923.121	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le développement et la protection de la pêche, ainsi que l'aménagement des eaux poissonneuses
923.131	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'affermage des eaux poissonneuses
923.21	Arrêté du Gouvernement du 4 mars 2003 concernant l'utilisation de poissons d'appât vivants dans les eaux de la République et Canton du Jura
923.26	Prescriptions du 6 décembre 1978 concernant l'établissement de viviers dans les eaux publiques
923.61	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le fonds de la pêche
923.961	Arrêté du 6 décembre 1978 portant exécution de l'Accord conclu entre les services de la pêche de Suisse et de France concernant la pêche dans les eaux limitrophes du Doubs



## TABLE DES MATIERES

<b>9</b>	<b>Economie</b>
<b>93</b>	<b><i>Industrie et artisanat</i></b>
930	<i>Dispositions générales</i>
930.1	Loi du 26 septembre 2007 sur les activités économiques
931	<i>Mines</i>
931.1	Loi du 26 octobre 1978 sur l'exploitation des matières premières minérales (Loi sur les mines)
931.41	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les forages pétroliers (Ordonnance sur les forages)
935	<i>Services</i>
935.1	<i>Auberges et commerce de boissons alcooliques</i>
935.11	Loi du 18 mars 1998 sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce de boissons alcooliques (Loi sur les auberges)
935.111	Ordonnance du 30 juin 1998 sur l'hôtellerie, la restauration et le commerce des boissons alcooliques (Ordonnance sur les auberges)
935.119	Ordonnance du 6 juillet 1999 concernant la délégation de compétences aux communes de plus de 5 000 habitants pour délivrer les autorisations de dépasser l'heure de fermeture
935.2	<i>Tourisme</i>
935.211	Loi du 22 juin 2022 sur le tourisme (LTour)
935.211.1	Ordonnance du 29 novembre 2022 portant exécution de la loi sur le tourisme (OTour)
935.211.51	Arrêté du Parlement du 21 octobre 1998 fixant la contribution des communes en faveur de Jura Tourisme
935.211.61	Arrêté du Gouvernement du 14 novembre 2017 fixant la taxe de séjour
935.253	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exploitation industrielle des beautés de la nature

935.4	<i>Spectacles</i>
935.41	Loi du 24 juin 1998 sur les spectacles et les divertissements
935.411	Ordonnance du 26 janvier 1999 sur les spectacles et les divertissements
935.5	<i>Loteries, paris et jeux</i>
935.51	Loi du 26 octobre 1978 sur le jeu
935.52	Loi du 28 octobre 2020 portant introduction de la loi fédérale sur les jeux d'argent (LiLJAr)
935.521	Ordonnance d'exécution de la loi portant introduction de la loi fédérale sur les jeux d'argent (OLiLJAr)
935.521.1	Règlement du Gouvernement du 11 mai 2021 concernant le fonds d'utilité publique
935.521.2	Règlement du Gouvernement du 11 mai 2021 concernant la Délégation jurassienne à la Loterie Romande
935.551	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exploitation à titre professionnel d'appareils de jeu
935.590	Arrêté du Parlement du 30 septembre 2020 portant adhésion de la République et Canton du Jura au concordat sur les jeux d'argent au niveau suisse (CJA)
935.591	Arrêté du Parlement du 30 septembre 2020 portant adhésion de la République et Canton du Jura à la convention romande sur les jeux d'argent (CORJA)
935.9	<i>Activités lucratives soumises à autorisation</i>
935.91	Loi du 24 octobre 2018 concernant les entreprises de pompes funèbres
935.921.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les agences matrimoniales
935.976.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant la détention et la conduite de taxis dans les communes
935.991.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exercice du métier de nettoyeur d'onglons
935.991.2	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant l'exercice de la maréchalerie
935.993.1	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur l'exercice des professions de prêteur d'argent, d'entremetteur de prêts, de prêteur sur gages et de fripier
935.993.2	Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant les agences privées de détectives et de recherches
935.993.3	Ordonnance du 6 décembre 1978 sur les salons de coiffure

**94 Commerce****941 Poids et mesures**

941.1 Ordonnance du 29 novembre 2022 portant exécution de la législation fédérale sur la métrologie

**942 Prix**

942.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 concernant le contrôle des prix

**943 Exercice du commerce**

943.1 Loi du 20 octobre 2010 concernant l'exercice de la prostitution et le commerce de la pornographie (LProst)

943.11 Ordonnance d'exécution de la loi concernant l'exercice de la prostitution et le commerce de la pornographie du 6 mars 2012 (OProst)

943.21 Ordonnance du 6 décembre 1978 sur le courtage et le commerce d'immeubles, ainsi que sur le courtage d'appartements et de chambres

943.516.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant interdiction du colportage d'armes-atrapes et d'armes-jouets

943.521 Ordonnance du 31 mai 2005 portant exécution de la loi fédérale sur les substances explosibles

943.91 Convention administrative du 22 septembre 1999 sur les activités industrielles et artisanales réglementées

**95 Crédit****951 Instituts de crédit de droit public**

951.11 Loi du 26 octobre 1978 sur la Banque cantonale du Jura

**952 Surveillance sur les banques et les caisses d'épargne**

952.1 Ordonnance du 6 décembre 1978 portant exécution de la loi fédérale du 8 novembre 1934 sur les banques et les caisses d'épargne

**97 Coopération**

971.111 Arrêté du Parlement du 10 novembre 1983 concernant l'approbation de l'entente intergouvernementale entre le Québec et la République et Canton du Jura

- 971.112 Arrêté du Parlement du 10 novembre 1983 concernant l'approbation du programme de coopération culturelle et technique entre le Gouvernement de la République des Seychelles et le Gouvernement de la République et Canton du Jura
- 971.113 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Arrangement créant le Groupe de concertation des cantons frontaliers limitrophes de la France
- 971.114 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de la Convention instituant la Communauté de travail du Jura
- 971.114.1 Arrêté du Parlement du 25 septembre 2002 portant approbation de l'accord sur la création de la Conférence TransJurassienne
- 971.115 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Accord de coopération entre la Commission française de la culture de l'Agglomération de Bruxelles et la République et Canton du Jura
- 971.116 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Accord de coopération entre le Département du Territoire de Belfort et la République et Canton du Jura
- 971.117 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de la Déclaration commune entre la Région wallonne et la République et Canton du Jura
- 971.118 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'Accord de coopération entre la Communauté française de Belgique et la République et Canton du Jura
- 971.119 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'adhésion de la République et Canton du Jura à l'Assemblée des régions d'Europe
- 971.120 Arrêté du Parlement du 18 janvier 1990 concernant l'approbation de l'adhésion de la République et Canton du Jura au Centre européen du développement régional
- 971.121 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Déclaration commune entre la République de Slovénie et la République et Canton du Jura
- 971.122 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Déclaration sur la coopération entre la République de Croatie et la République et Canton du Jura
- 971.123 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Convention-cadre entre la République socialiste soviétique de Géorgie et la République et Canton du Jura
- 971.124 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1990 concernant l'approbation de la Convention (programme d'échanges de jeunes) entre la République socialiste soviétique de Géorgie et la République et Canton du Jura
- 971.125 Arrêté du Parlement du 20 mai 1992 relatif au programme de soins de santé primaires au Cameroun
- 971.125.1 Arrêté du Parlement du 25 octobre 1995 octroyant un crédit pour le financement de la deuxième phase (années 1995 et 1996) du programme de soins de santé primaires au Cameroun



- 971.125.2 Arrêté du Parlement du 11 décembre 1996 octroyant un crédit pour le financement de la troisième phase, première partie (années 1997 à 1999), du programme de soins de santé primaires au Cameroun
- 971.125.3 Arrêté du Parlement du 19 janvier 2000 octroyant un crédit pour le financement de la troisième phase, deuxième partie (années 2000 et 2001), du programme de soins de santé primaires au Cameroun
- 971.125.4 Arrêté du Parlement du 25 septembre 2002 octroyant un crédit pour le financement du programme d'aide au développement Jura-Cameroun pour la période 2002-2005
- 971.125.5 Arrêté du Parlement du 24 mai 2006 octroyant un crédit pour le financement du programme d'aide au développement Jura-Cameroun pour la période 2006-2009
- 971.126 Arrêté du Parlement du 16 décembre 1992 portant approbation de l'Accord de coopération et d'amitié entre la Région de Moscou et la République et Canton du Jura
- 971.127 Arrêté du Parlement du 16 décembre 1992 portant approbation de l'Accord de coopération entre la République de Slovaquie et la République et Canton du Jura
- 971.128 Arrêté du Parlement du 17 novembre 1993 portant approbation de l'Accord de coopération et d'amitié entre la Communauté Autonome Basque et la République et Canton du Jura
- 971.129 Arrêté du Parlement du 17 novembre 1993 portant approbation de la Convention de coopération entre le Gouvernement Basque et la République et Canton du Jura relative au cofinancement d'un projet d'aide en soins de santé primaires dans le Département de la Mefou (Cameroun)
- 971.130 Arrêté du Parlement du 17 novembre 1993 portant approbation de l'Accord de coopération entre le Département du Haut-Rhin et la République et Canton du Jura
- 971.131 Arrêté du Parlement du 20 novembre 1996 portant approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Conseil fédéral suisse sur la coopération transfrontalière entre les collectivités territoriales et les organismes publics locaux (Accord de Karlsruhe)
- 971.132 Arrêté du Parlement du 19 novembre 1997 portant approbation de la convention de création du Conseil du Rhin Supérieur
- 971.133 Arrêté du Parlement du 20 novembre 1996 portant approbation de la Convention intercantonale relative à la mise en œuvre de l'initiative communautaire INTERREG II
- 971.134 Arrêté du Parlement du 20 novembre 1996 portant approbation de l'accord-cadre relatif à la mise en œuvre du programme d'initiative communautaire INTERREG II concernant la Franche-Comté et les cantons suisses membres de la Communauté de travail du Jura

- 974.171 Arrêté du Parlement du 21 mars 2001 portant ratification de l'Entente entre le Conseil régional de la Vallée d'Aoste, le Parlement de la Communauté française de Belgique et le Parlement de la République et Canton du Jura instituant un Comité de coopération interparlementaire
- 974.172 Arrêté du Parlement du 24 octobre 2001 portant adhésion du Parlement de la République et Canton du Jura à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF)

## **Directives**

**concernant l'octroi de contributions financières visant à favoriser la création, l'extension, l'implantation d'entreprises industrielles ou de services ainsi qu'à promouvoir l'innovation et la commercialisation des produits et services de l'économie jurassienne<sup>6)</sup>**

du 9 juin 2015

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 5, alinéa 2, de la loi du 26 octobre 1978 sur le développement de l'économie cantonale<sup>1)</sup>,

vu l'article 5 de la loi du 21 novembre 2012 concernant les nouvelles entreprises innovantes<sup>2)</sup>,

vu l'arrêté du Parlement du 27 novembre 2013 relatif au sixième programme de développement économique 2013-2022<sup>3)</sup>,

vu l'ordonnance du 27 juin 2006 relative au contrôle du respect des conditions d'octroi des aides financières en matière de développement économique<sup>4)</sup>,

*arrête :*

**Article premier<sup>7)</sup>** <sup>1</sup> Des contributions financières peuvent être octroyées pour favoriser la création, l'extension, l'implantation d'entreprises industrielles ou de services ainsi que pour promouvoir l'innovation et la commercialisation des produits et services de l'économie jurassienne.

<sup>2</sup> Elles peuvent être octroyées aux entreprises inscrites au registre du commerce du canton du Jura ainsi qu'aux établissements stables situés sur le territoire jurassien.

**Art. 2** <sup>1</sup> Peuvent bénéficier de ces contributions, les projets qui s'inscrivent dans la réalisation de l'article 3 de l'arrêté relatif au programme de développement économique<sup>3)</sup>.

<sup>2</sup> Elles peuvent être octroyées aux entreprises inscrites au registre du commerce du canton du Jura ainsi qu'aux établissements stables situés sur le territoire jurassien.

<sup>3</sup> Les entreprises bénéficiant du statut de nouvelle entreprise innovante obtiennent un renforcement des soutiens au titre de la promotion économique, conformément à la loi concernant les nouvelles entreprises innovantes<sup>2)</sup>.

**Art. 3** <sup>1</sup> Les contributions sont accordées aux entreprises viables qui créent ou qui réorientent des emplois. Leurs projets sont caractérisés par les éléments suivants :

- innovation;
- valeur ajoutée élevée;
- marché final qui s'étend au-delà de la région;
- respect du développement durable.

<sup>2</sup> L'innovation peut prendre quatre formes :

- l'innovation-produit qui porte sur la création d'un nouveau produit (bien ou service) ou sur l'amélioration d'un produit existant;
- l'innovation-processus qui concerne la mise en place d'une nouvelle technique de production (automatisation complète du processus de production d'un produit par exemple) ou l'amélioration de certains éléments de ce processus (fiabilité du contrôle de qualité par exemple);
- l'innovation-organisation qui a trait aux améliorations stratégiques apportées aux structures et au fonctionnement de l'entreprise;
- l'innovation-marché qui porte sur la manière originale de commercialiser son produit ou ses services.

<sup>3</sup> Aucune aide financière n'est en principe accordée pour les projets pouvant manifestement être réalisés sans l'aide de l'Etat ou pour les projets soutenus de manière significative par d'autres services de l'Etat.

<sup>4</sup> L'importance des projets se détermine notamment en fonction des critères suivants :

- nombre et qualité d'emplois créés ou dont la création est planifiée;
- ampleur des investissements planifiés;
- ampleur des achats, commandes ou demandes de prestations planifiés ou réalisés dans la région;
- collaboration avec des institutions de recherche et de formation présentant un lien direct avec le projet;
- synergies avec le tissu économique régional;
- type d'entreprise soutenue (start-up, PME, grande PME)<sup>8)</sup>.

**Art. 4** Les activités pouvant bénéficier du soutien de l'Etat sont mentionnées dans l'annexe "mesures incitatives en faveur des PME jurassiennes". Cette annexe<sup>5</sup> fait partie intégrante des présentes directives.

**Art. 5<sup>7</sup>** <sup>1</sup> Les coûts déterminants pris en considération sont :

- a) frais de personnel qualifié;
- b) frais de loyers;
- c) frais de constitution de la société;
- d) frais de propriété intellectuelle;
- e) charges d'intérêts bancaires;
- f) charges d'exportation (p. ex. salons et expositions);
- g) autres charges d'exploitation telles que les frais relatifs aux processus internes ou externalisés de recherche et développement.

<sup>2</sup> La contribution financière est calculée sur un pourcentage des coûts déterminants figurant à l'alinéa 1.

<sup>3</sup> Les frais d'amortissement et de dépréciation ne peuvent pas être pris en considération dans les coûts déterminants.

**Art. 6** Le Service de l'économie et de l'emploi est chargé d'appliquer les présentes directives.

**Art. 7** <sup>1</sup> Les requêtes sont adressées, par écrit, au délégué à la promotion économique, accompagnées des documents demandés par celui-ci.

<sup>2</sup> Une attestation formelle du respect de l'égalité salariale hommes-femmes est incluse dans les documents fournis par l'entreprise.

**Art. 8** Le délégué à la promotion économique soumet par la voie hiérarchique ses propositions pour décision à l'autorité compétente.

**Art. 9** Le délégué à la promotion économique applique les décisions rendues et veille à ce que les conditions fixées soient respectées.

**Art. 10** La contribution définitive est déterminée par le délégué à la promotion économique, sur présentation du décompte et/ou du rapport finals.

**Art. 11** <sup>1</sup> En cas de non-respect des conditions fixées et conformément à l'ordonnance relative au contrôle du respect des conditions d'octroi des aides financières en matière de développement économique<sup>4)</sup>, le Service de l'économie et de l'emploi fixe au bénéficiaire concerné un délai pour corriger la situation. Le versement de l'aide est suspendu durant ce délai.

<sup>2</sup> Si la situation n'est pas corrigée dans le délai imparti, le Service de l'économie et de l'emploi supprime l'aide et, lorsqu'elle a déjà été versée en tout ou partie, en ordonne la restitution.

**Art. 12** Les présentes directives entrent en vigueur le 1<sup>er</sup> juillet 2015.

Delémont, le 9 juin 2015

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

Le président : Michel Thentz  
Le chancelier : Jean-Christophe Kübler

1) RSJU 901.1

2) RSJU 901.6

3) RSJU 901.111

4) RSJU 901.61

5) Cette annexe n'est pas publiée dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais elle se trouve dans le Journal officiel 2020, n° 38, p. 792-794. Nouvelle teneur de l'annexe selon le ch. I des directives du 21 mars 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mai 2023; cette annexe n'est pas publiée dans le Recueil systématique du droit jurassien, mais elle se trouve dans le Journal officiel 2023, n° 14, p. 297-298

6) Nouvelle teneur du titre selon le ch. I des directives du 22 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2020

7) Nouvelle teneur selon le ch. I des directives du 22 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2020

8) Introduit par le ch. I des directives du 22 septembre 2020, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2020

## **Arrêté fixant la taxe de séjour**

du 14 novembre 2017

*Le Gouvernement de la République et Canton du Jura,*

vu l'article 12, alinéas 1 et 2, de la loi du 22 juin 2022 sur le tourisme (L<sup>Tour</sup>)<sup>[1](#), [2](#)</sup>

*arrête :*

**Article premier** La taxe de séjour est fixée comme suit :

- a) Fr. 3.00 par personne et par nuitée dans les hôtels, motels, pensions, auberge et établissements analogues, ainsi que dans les chambres d'hôtes, maisons et appartements de vacances;
- b)<sup>[2](#)</sup> Fr. 3.00 par personne et par nuitée dans les campings et véhicules aménagés pour l'hébergement, les auberges de jeunesse, les hébergements offrant l'aventure sur la paille, les dortoirs, les colonies de vacances et les abris de protection civile.

**Art. 2** L'arrêté du 18 décembre 1990 fixant la taxe de séjour est abrogé.

**Art. 3** Le présent arrêté entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2018.

Delémont, le 14 novembre 2017

AU NOM DU GOUVERNEMENT DE LA  
REPUBLIQUE ET CANTON DU JURA

La présidente : Nathalie Barthoulot  
La chancelière : Gladys Winkler Docourt

<sup>1)</sup> [RSJU 935.211](#)

<sup>2)</sup> Nouvelle teneur selon le ch. I de l'arrêté du 19 septembre 2023, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2024

